



# DÉBATS

*de*

*l'Assemblée législative*

---

**15e Législature — 3e session**

**Vol. 2 – Séances du 27 février au 21 mars 1922**

**1922**

**Texte établi par Frédéric Lemieux**

---

**Orateur : l'honorable Joseph-Napoléon Francoeur**







**DÉBATS DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**

**15e Législature – 3e session**

**Vol. 2 - Séances du 27 février au 21 mars 1922**

**1922**



Séance du lundi 27 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 4 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Code municipal,  
entretien des chemins**

**M. Hamel (Portneuf)** demande la permission de présenter le bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**École  
polytechnique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 45 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Véhicules-moteurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Conservation  
des monuments**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Instruction  
publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 172 amendant la loi de l'instruction publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Liqueurs  
alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commissions  
athlétiques**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 179 concernant la création de commissions athlétiques par certaines municipalités.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Possession et transport  
de liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 180 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Déclarations  
de sociétés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 182 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux déclarations de sociétés.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code  
du notariat**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 168 amendant le Code du notariat.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Département de la santé publique

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 173 créant un département de la santé publique et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Travaux sur les lacs et cours d'eau

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains travaux sur les lacs, rivières et cours d'eau.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Loi électorale, radiation

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 43 amendant la loi électorale de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Listes électorales

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 46 amendant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Cités et villes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 174 concernant les cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Bois et forêts

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Annexion de territoires

**M. Leclerc (Québec-Comté)** demande la permission de présenter le bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoires faisant partie d'une cité ou d'une ville à une autre corporation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Questions et réponses:

#### Rock City Tobacco Company

**M. Dufresne (Joliette):** 1. La Commission des liqueurs a-t-elle donné un contrat à la compagnie Rock City Tobacco Company pour manufacturer des caisses de bois et en quel temps?

2. Le gouvernement a-t-il demandé des soumissions pour ce contrat; à quelles compagnies; quels étaient leurs prix en comparaison à celui de la Rock City Tobacco?

3. Le contrat avec la compagnie Rock City Tobacco a-t-il été exécuté? Dans l'affirmative, à quelle date et par qui?

4. Quelle était la valeur de ce contrat et quels montants ont été payés par la Commission des liqueurs à la compagnie Rock City Tobacco?

5. Est-il vrai que M. Napoléon Drouin, un des membres de la Commission des liqueurs, était un des principaux actionnaires de la compagnie Rock City Tobacco? Dans l'affirmative, quelles mesures ont été prises?

#### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Aucun.

2. La Commission des liqueurs a demandé des soumissions pour des caisses de bois le 2 juin 1921, aux maisons J.-H. Gignac Limitée, et Rock City Tobacco Company, qui cotaient respectivement: J.-H. Gignac limitée, 45¢; Rock City Tobacco Company, 40¢.

De nouvelles soumissions ont été demandées par la Commission le 5 octobre dernier, pour des caisses de cinq grandeurs différentes. Ces soumissions étaient comme suit:

Nos	1	2	3	4	5
J.-H. Gignac, Itée.....	.40	.33	.37	.40	.43
Rock City Tobacco Company.....	.24	.20	.24	...	...
Canada Lumber Box.....	.30	.27	.33	.33	...
E.-T. Nesbitt.....	.24	.20	.24	.24	.25



3. Aucun contrat n'a été accordé, mais des commandes ont été données, basées sur les prix cotés.

4. Montant total payé à la compagnie Rock City Tobacco pour caisses de bois: \$2,319.52.

5. M. Napoléon Drouin est l'un des actionnaires de la compagnie Rock City Tobacco. Les soumissions ont été fournies hors sa connaissance et, quand il a appris la chose, il a donné des instructions de discontinuer la fabrication de ces boîtes par la Rock City Tobacco Company.

#### **Canadian Light and Power Company**

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Association des gardes-malades**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande au premier ministre s'il a reçu des protestations contre le bill.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il a rencontré une délégation à Montréal et que les points litigieux avaient été réglés à l'amiable, grâce aux amendements apportés au bill en comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemin de Saint-Jean à l'Acadie**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 165 relatif à l'entretien du

chemin connu sous le nom de Chemin de Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Terres pour les Indiens**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages.

Adopté.

#### **Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable M. Mercier), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie.

Adopté.

#### **Véhicules-moteurs**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (l'honorable M. Lacombe), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

#### **Conservation des monuments**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique.

Adopté.

### **Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 172 amendant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

### **Pension des coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 176 concernant la pension de certains coroners.

Adopté.

### **Liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Adopté.

### **Département de la santé publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 173 créant un département de la santé publique et amendant, en conséquence, les statuts refondus, 1909.

Adopté.

### **Rivière Mitis**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 184 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux sur la rivière Mitis.

Adopté.

### **Lacs Ouareau et Archambault**

**L'honorable M. Mercier (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 185 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux des lacs Ouareau et Archambault et de la rivière Lac-Ouareau.

Adopté.

### **Bois et forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts.

Adopté.

### **Demandes de documents:**

#### **Terrains à Lemieux et Manseau avec J.-A. Savoie**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre: copie de toute correspondance, contrats, etc., entre le gouvernement au sujet d'échanges de terrains à Lemieux et Manseau, et aussi au sujet de l'échange fait avec Joseph-Alfred Savoie, le 19 mai 1921.

Je désire simplement savoir si les terrains ainsi échangés ont été revendus à des particuliers et ce que le gouvernement a fait de ces lots. Je désire savoir si l'application de la loi adoptée, relativement aux échanges de lots, s'est faite dans l'intérêt de la province ou si elle n'a pas été faite plutôt pour favoriser certains amis du gouvernement qui auraient

édifié des fortunes au détriment du Trésor public. Je suis informé que plusieurs de ces lots sont actuellement inoccupés et qu'il en résulte des pertes pour certaines municipalités qui ne retirent plus de taxes de ces lots.

Si je comprends bien, le gouvernement a fait l'échange de certains lots à Manseau et à Lemieux avec un nommé J.-Alfred Savoie. Je voudrais savoir si ces lots ont été revendus à des particuliers. Je voudrais savoir ce que le gouvernement a fait de ces lots. L'an dernier, j'ai été en faveur du principe de la loi, mais je voudrais savoir comment elle est appliquée. Je désire connaître si la loi est appliquée de manière à aider les colons et non pas de manière à favoriser les amis du gouvernement. Le ministre nous donnera sans doute des explications sur toute cette transaction. J'en ai besoin pour éclairer la Chambre sur la façon dont s'est faite la colonisation dans certains cantons de la province.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Dans certaines parties de la province, il y a des terrains qui appartiennent à des particuliers ou des corporations. Un certain nombre de ces terrains sont enclavés entre les terres de la couronne et nuisent au développement des paroisses; d'autres sont propres à la culture.

Ils empêchent l'expansion de la colonisation en ce sens qu'un des problèmes difficiles du ministère de la Colonisation, c'est de procurer à certains cultivateurs des terres qui ne seraient pas éloignées de celles qu'ils cultivent, afin d'y établir tout près d'eux leurs fils et de surveiller leurs travaux.

Un bon moyen de solutionner ce problème, c'est de prendre ces terrains comme lots de colonisation et de les vendre aux fils de cultivateurs dont je viens de parler. Or, dans ces cas, c'est au ministère des Terres que l'on s'adresse et celui-ci doit donner satisfaction au colon. Ces colons et ces cultivateurs nous ont fait bien des représentations et nous ont demandé de faire l'échange de ces lots. Il y en avait à plusieurs endroits et dans le cas de Manseau et Lemieux, je sais que ces lots qui couvraient 150 acres appartenaient à M. J.-Alfred Savoie...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. Savoie est-il un colon?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je crois plutôt que M. Savoie est un marchand, mais je ne le connais pas personnellement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** A-t-il ces terres depuis longtemps?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je sais que ces terres appartenaient depuis longtemps à des particuliers, mais je ne puis dire depuis combien de temps M. Savoie les avait en sa possession. Je veux profiter de cette occasion pour faire l'historique de ces échanges de lots que nous permet la loi...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je demande pardon à la Chambre, mais je ne vois pas pourquoi il y aurait deux règlements ici, un pour les ministres et un pour l'opposition. Il n'y a pas de règlement qui autorise le ministre à nous faire en ce moment un exposé de la loi dans ce débat. On m'a rétréci les cadres du débat; je ne vois pas pourquoi on les élargirait pour les autres.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je ne tiens pas du tout à entrer dans tous ces détails, si mon honorable ami n'y tient pas. Et pour conclure, je dirai que cet échange ne comportait aucune irrégularité et ne fut fait qu'à l'avantage exclusif des cultivateurs qui ne retarderont pas à s'y établir. Ce n'est que depuis mai 1921<sup>2</sup> que l'échange a été fait dans les comtés d'Arthabaska et de Nicolet. Comme il y avait des travaux d'arpentage à faire, il n'y en a eu que très peu de vendus, mais ils se vendront facilement au printemps.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi au printemps?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Parce que c'est l'époque de la vente des lots de colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les lots en question sont situés dans le comté de Nicolet, et je suis surpris de voir que l'honorable député de Nicolet (M. Savoie) n'ait pas cru devoir parler sur cette question...

**M. l'Orateur:** L'honorable député de Deux-Montagnes n'a pas le droit d'invoquer le fait qu'un député n'a pas pris part à un débat.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'avais pas fini ma phrase, je ne la finirai pas. Je suis informé que, dans cette affaire, il y a eu spéculation. M. Savoie est un spéculateur qui a acheté des terrains

des cultivateurs pour les échanger ensuite dans un but de spéculation, réalisant ainsi des bénéfices que le gouvernement aurait dû retirer. Quant à la déclaration du ministre que les lots seront vendus au printemps, je ne la trouve pas sérieuse. Les raisons apportées pour expliquer l'échange des lots ne sont pas valables et réelles. La réponse du ministre est d'ailleurs incomplète et je suis convaincu que lorsque le ministre se rendra compte des détails de cette affaire, s'il se donne la peine de l'étudier, il verra qu'il s'est fait de la spéculation et il ne pourra pas l'approuver. Certains spéculateurs ont fait des profits dans cet échange. Ces lots ne se vendront pas au printemps et le ministre le sait.

La motion est adoptée.

**Beaulieu Lumber Agency,  
Beauce**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, contrats, etc., relativement à l'échange de terrains dans le comté de Beauce, entre le gouvernement et la Beaulieu Lumber Agency.

Je veux encore obtenir des informations dont j'ai besoin et, si le ministre pouvait me donner de plus amples renseignements, j'espère qu'il me les donnera dans la production des documents.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Je serais prêt à expliquer volontiers les échanges de lots comme je voulais le faire tantôt, mais mon honorable ami n'a pas voulu me laisser parler. Libre à lui, mais si le chef de l'opposition ne m'arrête pas, je donnerai des renseignements; s'il veut me dire ce qu'il désire savoir et s'il ne dénature pas mes paroles comme il vient de le faire...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. l'Orateur, je soulève un point d'ordre: l'honorable ministre n'a pas le droit de faire allusion à un débat antérieur...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** explique qu'il veut relater les faits et il demande au chef de l'opposition d'être juste. Il me demande des explications, dit-il, je les lui donne et ensuite, il discute sur tout autre chose. Je veux bien m'en tenir simplement à ce qu'il me demande, mais qu'il me permette de m'expliquer.

**M. l'Orateur:** Adopté!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon! Pas encore. Je soulève un point d'ordre contre le ministre parce qu'il n'a pas le droit de revenir sur un débat antérieur et n'a pas le droit de dire que je dénature ses paroles.

**M. l'Orateur** maintient le point d'ordre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Très bien, si j'ai dit quelque chose qui déplaît à mon honorable ami, je suis prêt à le retirer, mais qu'il dise donc ce qu'il veut et si j'ai les explications, je les lui fournirai.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai demandé pourquoi ces échanges de lots, et le ministre ne semble pas bien le savoir...

**M. l'Orateur:** L'honorable ministre des Terres (M. Mercier fils) a retiré ce qu'il avait dit et qui était une allusion au débat antérieur. Le point d'ordre de l'honorable chef de l'opposition était bien soulevé, mais comme il n'a pas posé de question au ministre, j'ai décidé qu'il n'y a pas de réponse à donner, vu qu'il n'y a pas de question.

La motion est adoptée.

**O. Vallée et M. Landriault**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, affidavits entre Ovide Vallée, ex-gardien de Bordeaux, et autres gardiens de ladite prison, au sujet de la conduite et de la destitution de M. Landriault depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1919 jusqu'à ce jour.

En faisant cette motion, je désire savoir ce qui s'est passé dans cette prison de Bordeaux, depuis quelques années, dans la direction de cette institution. Il paraît que des faits scandaleux ont été soumis au procureur général et qu'il a bien trop tardé à s'en occuper d'une manière effective. Le gouvernement a paru vouloir étouffer ces scandales pour protéger l'ex-geôlier qui, paraît-il, était la terreur des politiciens<sup>3</sup>. Cette prison de Bordeaux est un monument historique de scandale dans sa construction, dont le gâchis et la spéculation ont coûté des millions au bénéfice des exploiters.

On m'informe que le gouvernement a reçu de nombreuses plaintes en plus de celles que lui avait faites l'opposition, contre l'ex-gouverneur de la prison, qu'il a protégé. Cette prison a été le théâtre de scandales nombreux. Des vols ont même été commis, à cette prison même, l'administration a été une exploitation scandaleuse et devant tout cela, le gouvernement rejetait les dénonciations justes de l'opposition. Le gouvernement s'est enfin décidé à renvoyer du service l'ex-gouverneur. Je veux savoir quels sont ces scandales, quels sont ces vols qui ont été commis. Il est coupable et ne peut excuser sa conduite.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je crois que l'honorable chef de l'opposition a passé un vilain dimanche. Il voit des scandales partout, surtout dans la prison de Bordeaux, et va jusqu'à remonter au temps des cauchemars si chers autrefois à M. Cousineau<sup>4</sup>, ancien député de Jacques-Cartier. En ce qui concerne le gouverneur, il nous a parlé de vols, de scandales, etc. Je n'ai jamais entendu parler de vols qui auraient été commis dans la prison de Bordeaux.

Au mois d'août dernier, M. Landriault, l'ancien gouverneur de la prison, nous a adressé sa démission. Le gouvernement l'a acceptée et a nommé un autre gouverneur. Ce sont les faits. Quant aux scandales dont parle le chef de l'opposition, ils n'existent que dans son imagination. Je dois lui rendre ce témoignage qu'il a beaucoup de qualités et que l'imagination est l'une de ses principales qualités. La correspondance demandée sera déposée devant la Chambre, et le chef de l'opposition verra qu'il n'y a rien de scandaleux dans cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La question posée est assez sérieuse et la position du premier ministre est assez responsable pour qu'il prenne la peine de me répondre sérieusement. Mais il dit simplement que j'ai de l'imagination<sup>5</sup>. Je n'ai certainement jamais eu assez d'imagination pour pendre deux individus avant qu'ils aient subi leur procès, ni pour les déclarer coupables après que leurs juges les ont trouvés innocents<sup>6</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** M. l'Orateur, je demande le rappel à l'ordre du chef de l'opposition. Mon honorable ami a adopté cette manie que, lorsqu'il est acculé dans un coin, il essaie d'en sortir en violant les règlements de la Chambre et en parlant dans sa réplique de tout autre chose que le sujet du débat. Nous sommes prêts à discuter avec lui d'une manière loyale et juste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dieu soit loué! J'ai dit que le gouvernement s'était rendu aux plaintes de l'opposition contre l'administration de la prison de Bordeaux et qu'il avait trop tardé à accepter la démission de M. Landriault, mais le premier ministre se contente simplement de dire que j'ai beaucoup d'imagination. C'est tout ce qu'il dit dans sa réponse. Je voulais savoir ce que M. Vallée a dit au gouvernement, après avoir fait une enquête sur l'administration de cette prison. On me répond que j'ai imaginé cela. J'ai parfaitement le droit de répondre comme je le fais au premier ministre qui m'accuse d'abuser de mon imagination.

C'est lui qui n'est pas sérieux. J'ai voulu me défendre sur ce point en disant que je n'en avais pas assez pour faire pendre des personnes avant qu'elles aient subi leur procès. Je me demande où en est rendu le gouvernement, s'il n'est plus possible d'obtenir des réponses sérieuses aux questions qu'on lui pose. Ce n'est pas de cette manière que l'on m'empêchera de faire mon devoir, et j'espère que le gouvernement n'est pas tellement faible qu'il ne puisse répondre à mes questions.

La motion est adoptée.

#### **Compagnie d'assurance La Métropolitaine**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., depuis 1920, entre la Compagnie d'assurance Métropolitaine et le gouvernement, au sujet de l'assurance des employés civils.

Mon but en faisant cette motion n'est pas de déprécier ni attaquer les compagnies d'assurances qui ont obtenu les faveurs du gouvernement pour l'assurance-vie des employés de son service intérieur, pas plus que je veuille manifester mes préférences à La Métropolitaine que je ne connais pas beaucoup, au détriment de compagnies que je connais personnellement comme la Sauvegarde et la Sun Life, que nous devons mettre au nombre des compagnies les plus prospères et les plus rassurantes. Mais je suis informé que la compagnie Métropolitaine a soumis au gouvernement un plan d'assurance qui offrait, paraît-il, des avantages particuliers. C'est pour connaître ce plan et les propositions de la compagnie Métropolitaine que je fais ma motion.

Je voudrais bien savoir comment l'on a traité les employés du service civil dans cette distribution de polices d'assurances. Il y a deux familles dans le service civil, le service intérieur et le service extérieur. Je sais qu'à Québec les grandes familles sont bien traitées et je serais heureux si le gouvernement nous expliquait cette transaction. On m'affirme que ce plan est important et rend justice à tous les employés du service intérieur et aussi à ceux du service extérieur, mais il reste un fait qui demande des explications: c'est que les employés du service extérieur ne bénéficieraient pas de l'assurance-vie de \$1,000. Ces employés se plaignent de cette situation qu'ils considèrent comme une injustice.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement a fait adopter une loi à la dernière session qui lui permettait d'assurer la vie de ses employés. Il (M. Taschereau) lit la loi qui a été adoptée l'an dernier. Le service intérieur a profité de cette législation, dit-il, mais le service extérieur n'a pas encore accepté les conditions qui donneraient à ses membres la police d'assurance qui est offerte par le gouvernement. Le reproche que l'on nous fait n'est pas fondé, car actuellement la position des employés civils est meilleure que jamais. Nous avons augmenté les salaires, nous avons rétabli les pensions et nous avons donné l'assurance à nos employés. D'ailleurs, si l'honorable chef de l'opposition pouvait lire les amples témoignages de reconnaissance et de remerciements que nous avons reçus de nos employés eux-mêmes, il ne douterait pas des bons traitements que le gouvernement a accordés au personnel de l'administration.

Les fonctionnaires du service extérieur pouvaient bénéficier de l'assurance de groupe, tout comme ceux du service intérieur. S'ils n'en ont pas profité, c'est parce qu'ils ne l'ont pas demandé. Le jour où ils le demanderont, ils seront bienvenus. Le chef de l'opposition a tort de faire des reproches au gouvernement au sujet des employés civils. Le gouvernement traite ses fonctionnaires mieux qu'ils ne l'ont jamais été. Entre autres choses, il a établi le fonds de pension qui avait été aboli par les conservateurs. Diverses compagnies nous avaient soumis des plans d'assurances.

En ce qui concerne la compagnie Métropolitaine, elle nous avait fait une belle proposition, mais le gouvernement a cru sage de donner ces assurances à des compagnies canadiennes qui ont fait des offres aussi favorables, La Métropolitaine étant, à vrai dire, une compagnie américaine. Des experts et les employés eux-mêmes

ont accepté le plan des compagnies canadiennes et, à choses égales, nous préférons encourager nos compagnies canadiennes avant des compagnies étrangères. Je ne crois pas que le gouvernement ait eu tort de faire cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne blâme pas le gouvernement d'avoir encouragé des compagnies canadiennes si les offres de ces dernières étaient avantageuses. Je voulais des renseignements et je suis heureux de les avoir obtenus.

La motion est adoptée.

**Illégalités à la  
Commission des liqueurs**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, requêtes, etc., entre certaines personnes et le gouvernement concernant les abus de pouvoir, fraudes, illégalités de la part des officiers de la Commission ou percepteurs depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre de la même année.

L'article 105 de la loi des liqueurs décrète ce qui suit: "Dans toute poursuite intentée contre une personne non munie d'un permis en vertu des dispositions de la présente loi, il n'est pas nécessaire, pour justifier une condamnation, de prouver de façon précise le nom du défendeur; il suffit que l'identité du défendeur ait été constatée, dans un témoignage assermenté, par un des officiers de la Commission ou par le perceuteur du revenu de la province agissant pour la Commission. Aucune erreur dans le nom du défendeur n'invalide la condamnation ou le mandat d'emprisonnement."

Cet article, qui donne à un officier de la Commission des liqueurs ou à un perceuteur du revenu un pouvoir très étendu, met le défendeur presque dans l'impossibilité de se défendre. Il expose un défendeur à être victime d'injustice de la part de ces officiers ou perceuteurs. Pour que cet article soit appliqué avec justice, il faudrait des employés parfaits, infaillibles, tous honnêtes. Si les défendeurs tombent aux mains d'un fonctionnaire malhonnête, à quoi s'exposent-ils? À la plus scandaleuse exploitation. C'est ce qui est arrivé, et j'accuse le gouvernement et la Commission des liqueurs d'avoir confié l'exécution de la loi des liqueurs à des hommes qui méritent le pénitencier.

Je n'en citerai qu'un cas aujourd'hui. L'affaire s'est déroulée dans la Beauce. Dans ce district, un nommé Wilfrid Cliche était percepteur du revenu. Ce fonctionnaire du gouvernement et de la Commission s'est servi de la loi pour maltraiter les gens. À force de protestations et de témoignages devant les tribunaux, le gouvernement vient de consentir à le destituer. Mais, durant tout le cours de l'été dernier, la Commission s'en est servi pour commettre les pires injustices et pour exploiter brutalement les gens. Je n'en dirai pas davantage pour l'amour de sa famille.

Il y a eu des abus, des fraudes de la part de certains percepteurs du revenu et je désire avoir des explications à ce sujet. On s'est moqué de la loi qui donne des pouvoirs exorbitants à la commission des liqueurs.

Il (M. Sauvé) commence à lire un affidavit de M. Alfred Gilbert...

**M. l'Orateur:** Si l'honorable chef de l'opposition veut relire sa motion, il verra qu'il parle en dehors de la question. Il verra qu'il y est question de correspondance au sujet de prétendues fraudes, tandis qu'il est en train d'affirmer qu'il y a eu vraiment des fraudes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** (À haute voix) relit sa motion. Copie de toute correspondance, requête, etc. entre certaines personnes et le gouvernement concernant des abus de pouvoir, fraudes, illégalités de la part des officiers de la Commission ou percepteurs, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921 jusqu'au 31 décembre de la même année. Il (M. Sauvé) soutient qu'il est dans l'ordre.

**M. l'Orateur:** Que le chef de l'opposition relise encore sa motion!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** (À plus haute voix) recommence la lecture de sa motion...

**M. l'Orateur:** Si le chef de l'opposition veut me permettre? Dans sa motion, il parle de correspondance échangée entre le gouvernement et certaines personnes, mais non pas d'affidavits. Depuis le début, il affirme sans parler de correspondance pour appuyer ses affirmations.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ces affidavits ont été adressés au gouvernement en même temps qu'à moi.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition aurait dû commencer par le déclarer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'allais justement vous donner lecture d'affidavits à ce sujet à l'instant. D'ailleurs, j'ai parlé d'affidavit antérieurement. Je ne veux pas dire que l'on veut m'enchaîner... Voici des affidavits qui prouveront plus que mes dires. Je continue:

Je, soussigné, Alfred Gilbert, entrepreneur de Saint-Georges, déclare solennellement:

"1. Vers le 29 juillet dernier, alors que je venais à Québec en automobile avec une certaine quantité de bière dans ma voiture, le percepteur du revenu, M. Wilfrid Cliche, saisit cette bière, de même que mon automobile.

"2. J'avais à ce moment dans ma voiture environ 34 douzaines de bières que je transportais de Québec à mon domicile, pour mon usage personnel.

"3. Le procès-verbal de la saisie rédigé par le percepteur du revenu, M. Cliche, ne mentionne que 25 douzaines de bières.

"4. Trois ou quatre jours plus tard, j'ai moi-même pris saisie revendication sur mon automobile et sur ma bière et l'huissier exploitant n'a trouvé que 22 douzaines de bières.

"5. Sur poursuite intentée par la Commission des liqueurs contre moi, jugement est intervenu en ma faveur vers le 8 octobre dernier.

"6. Lors de la reddition du jugement en cette affaire, le percepteur du revenu, Wilfrid Cliche, n'a pu remettre la bière saisie et il a dû faire venir de Québec la même quantité de bière qu'il m'avait saisie, bière qu'il a fait expédier par express à Saint-Georges et j'ai dû déboursier une somme de près de \$15 pour coût d'express, somme qu'il refuse aujourd'hui de me payer.

"7. Le percepteur du revenu a déclaré à mon procureur qu'il avait dépensé la bière, mais qu'il ferait venir la quantité de la brasserie, offrant à mon procureur de me payer la valeur de cette bière ou de faire venir la même quantité.

"Et je fais la présente déclaration solennelle, la croyant consciencieusement vraie, pour avoir la même force et effet que si elle était faite sous serment sous l'emprise de l'acte de la preuve au Canada.

"Et j'ai signé

"Alfred Gilbert

"Déclaré devant moi à

"Saint-Georges, Beauce,

"ce 10<sup>e</sup> jour de novembre 1921."

"Jos Gilbert, C.C.S."

Voici d'autres affidavits qui démontrent le passé de ce fonctionnaire du gouvernement avant qu'il fût à l'emploi de la Commission:

"Je, soussigné, Joseph-Émile Fortin, hôtelier de Saint-Côme, déclare solennellement:

"Vers juillet 1920, les officiers du revenu m'arrêterent dans la paroisse de Saint-François, alors que j'avais vingt-cinq gallons de whisky dans ma voiture. La boisson fut amenée à Saint-Joseph et livrée au percepteur du revenu, Wilfrid Cliche. Quelques jours plus tard, alors que j'avais donné instruction à mes avocats de prendre des procédures pour me faire remettre ma boisson, le percepteur vint chez moi avec Gabriel Berberi et un nommé L'Heureux et me dit: "Je sais que tu vas gagner cette affaire, mais tu es mieux de confesser jugement parce qu'on te protégera à l'avenir, car tu sais que Berberi n'a pas de misère avec nous." Il avait avec lui un papier en blanc qu'ils m'ont fait signer et tout ce que je sais, c'est que je renonçais à ma boisson et que, depuis cette date, je n'ai rien payé et on ne m'a rien réclamé.

"Plus tard, Berberi m'a déclaré que j'avais cette fois-là du bon whisky; il m'a dit que c'était lui qui l'avait monté aux lignes.

"Et je fais la présente déclaration solennelle la croyant consciencieusement vraie et sachant qu'elle a la même force et effet que si elle était faite sous serment sous l'emprise de l'acte de la preuve du Canada.

"Et j'ai signé,

"Jos. E. Fortin

"Déclaré devant moi

"à Saint-Georges, ce

"sixième jour de novembre 1921.

"Jos Gilbert, C.C.S."

"Je soussigné, Alfred Maheu, de Saint-Côme, déclare solennellement:

"1. Vers le mois de mai 1920, alors que j'étais de passage à Saint-Joseph de Beauce, j'ai rencontré le percepteur du revenu, Wilfrid Cliche, à son bureau.

"2. Après avoir parlé de choses et autres, il m'a demandé si je remontais à Armstrong et si j'étais seul.

"3. Sur ma réponse affirmative, il m'a dit: "C'est de valeur que mon fils Émile ne soit pas ici, car il aurait une cinquantaine de gallons de whisky à monter aux lignes; moi, tu sais que je ne m'occupe pas de cela, c'est Émile qui s'en occupe."

"4. Émile Cliche est arrivé peu après et j'ai monté pour lui aux lignes la quantité de boisson ci-dessus mentionnée et ledit Émile m'a accompagné.

"5. Et je fais la présente déclaration solennelle la sachant consciencieusement vraie et pour avoir la même force et effet que si elle était faite sous serment, le tout en vertu de l'acte de la preuve du Canada.

"Et j'ai signé,

"Alfred Maheu.

"Déclaré devant moi à

"Saint-Georges, ce sixième

"jour de novembre 1921.

"Jos Gilbert, C.C.S.

"District de Beauce."

Ce n'est qu'à la veille de la session que Cliche a été destitué. Mais cela faisait deux ans que Cliche faisait ce commerce, et la Commission continuait l'emploi quand même. Quand le gouvernement confie l'exécution d'une loi aussi arbitraire à des types du genre de Cliche, que peut-on conclure? C'est là que l'on voit combien dangereux est l'article 105, quand une fripouille est revêtue de ses pouvoirs. L'an dernier, j'ai dénoncé des percepteurs du revenu. On me répondait alors que j'abusais de mon imagination. Je pourrais citer d'autres cas où le pouvoir de la Commission a fait des victimes. D'un autre côté, je sais par exemple que des percepteurs ont laissé violer la loi, surtout au temps des élections. Quelques-uns l'ont laissé violer parce qu'ils la trouvaient ridicule dans son application, surtout à la campagne, dans les magasins où l'on vendait de la bière à la bouteille qu'on allait boire dans les écuries, sous les remises ou sur les trottoirs, dans les hôtels où l'on trouvait ridicule de forcer les hôteliers à ne vendre de la bière et du vin qu'aux repas. On a laissé violer la loi parce qu'on la trouvait ridicule.

Ce que j'ai prétendu l'année dernière est arrivé. Que s'est-il passé à Hull, où des agents de la Commission ont saisi au-delà de 80 caisses de gin Melcher chez l'assistant-percepteur du revenu? J'ai dénoncé l'affaire en juillet dernier, et le gouvernement a destitué cet officier. Et l'on dira que je n'ai pas dit la vérité. Voilà les hommes qui avaient charge de se servir de la loi. C'est après des faits comme ceux-là que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) viendra dire devant une majorité d'amis dociles que je n'aurai pas le courage de répéter dans cette Chambre ce que j'ai dit l'été dernier. Il me semble qu'on est injuste et fanfaron, quand on m'accuse devant cette Chambre de manquer de courage.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** répond qu'il saisit peu la relation qui peut exister entre l'article 105 de la loi des liqueurs dont se plaint le chef de l'opposition et le cas du percepteur Cliche. D'ailleurs, dit-il, cet article 105 n'est pas nouveau. Même si cet article s'appliquait dans le présent cas, le chef de l'opposition devrait constater que cet article 105 n'est que la répétition mot pour mot de l'article 195 de la loi votée en 1900. Il n'a rien d'arbitraire.

J'ai reçu les affidavits auxquels fait allusion le chef de l'opposition, et j'ai aussitôt pris mes renseignements. Le gouvernement a reçu des plaintes contre le percepteur du revenu de la Beauce, M. Cliche. M. Cliche nous a donné sa version, qui différerait naturellement de celle des affidavits. Le percepteur en question était au service du département depuis un grand nombre d'années. Bien d'autres avant lui ont failli à leurs devoirs, mais le gouvernement, en apprenant qu'à son tour il avait succombé à la tentation, après s'être rendu compte par la production d'affidavits, etc., que ce percepteur n'avait pas, en certaines circonstances, agi comme il aurait dû, l'a congédié. Et nous l'avons remplacé par un autre. Mais nous accuse-t-on d'avoir favorisé les mauvais percepteurs?

En autant que le cas de Cliche est concerné, je comprends que l'on pourrait faire des reproches au gouvernement, si l'on pouvait prouver qu'il a protégé des officiers en faute, mais ici c'est le contraire qui est arrivé, et je crois que le gouvernement mérite plutôt des félicitations que des reproches. Que pouvions-nous faire de plus? Dès que les faits relatés dans ces affidavits eurent été portés à notre connaissance, nous avons fait faire une enquête dont le résultat a été la destitution de M. Cliche. Le gouvernement mérite-t-il des reproches pour cela? Je ne crois pas que le chef de l'opposition est justifiable de nous faire ce reproche, puisque dans les mêmes circonstances, il aurait agi comme nous l'avons fait. Il est bien beau de toujours blâmer le gouvernement, comme le fait mon honorable ami, mais il me semble que, dans ce cas-ci, il devrait plutôt nous féliciter, puisque nous avons agi comme il le voulait. Nous voulons avoir des employés honnêtes et qui remplissent bien leur devoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il fallait une motion pour savoir tout cela. On a tort de prétendre que je blâme toujours le gouvernement. La preuve, c'est que, la semaine dernière, la presse ministérielle ne s'est-elle pas hâtée de relater que je félicitais le gouvernement d'avoir présenté une législation que

j'approuvais concernant les octrois aux collèges classiques, présentée par l'honorable secrétaire de la province (l'honorable M. David)? Mais j'affirme que l'article 105 de la loi des liqueurs donne des pouvoirs exorbitants à la Commission, des pouvoirs dangereux à certains officiers, et l'avenir prouvera que j'ai raison.

Il (M. Sauvé) répète que la loi donne à certains officiers des pouvoirs trop grands et reproche au gouvernement d'avoir trop tardé à congédier le dénommé Cliche, à la lumière des nombreuses plaintes qui avaient été portées contre lui.

**M. l'Orateur:** Adoptée, carried.

La motion est adoptée.

### Chômage des ouvriers

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, télégrammes, documents, etc., entre les organisations ouvrières et le gouvernement de cette province, au sujet des salaires payés pour les travaux du gouvernement, aussi au sujet du chômage et de certaines plaintes contre la situation qui est faite aux ouvriers dans notre province.

Je voudrais savoir s'il est vrai que des plaintes ont été faites au ministre du Travail au sujet de certains ouvriers; c'est au ministre du Travail que je m'adresse et non au maire de Montréal. Est-il vrai que des organisations ouvrières ont porté des plaintes parce que des ouvriers d'Ontario étaient employés à la construction du chemin de fer du Témiscamingue<sup>8</sup>, au lieu de donner du travail aux ouvriers de la province de Québec? Le gouvernement n'a-t-il pas reçu aussi des plaintes des ouvriers employés aux travaux d'excavation du palais de justice de Montréal? Ces ouvriers prétendent qu'ils sont mal payés.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Depuis que l'honorable chef de l'opposition a donné son avis de motion, j'ai fait faire des recherches et je puis déclarer que je n'ai reçu aucune plainte au sujet des ouvriers employés à la construction du chemin de fer du Témiscamingue.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est peut-être le gouvernement qui a reçu des plaintes.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le gouvernement n'en a pas reçu à ma connaissance. En ce qui concerne les travaux d'excavation du palais de justice de Montréal, je tiens à dire que nous avons fait là quelque chose qui devrait être apprécié. Réalisant l'importance de la crise du chômage à Montréal, le gouvernement a décidé de pousser activement ces travaux et d'employer le plus grand nombre d'ouvriers possible. Là où nous aurions pu nous contenter d'employer normalement 150 ouvriers, nous en avons pris 900 en faisant travailler plusieurs équipes, car nous considérons que nous devons aider la classe ouvrière dans une période de crise comme celle qu'elle a à traverser.

On fait faire les travaux à la journée, afin d'avoir plus de contrôle sur l'emploi des ouvriers. Quant aux gages, il y a dans le contrat de la compagnie qui exécute les travaux à la journée une clause de salaires raisonnables, comme il y en a dans tous les contrats de ce genre que le gouvernement passe. Une organisation ouvrière s'est plainte que les entrepreneurs ne respectaient pas la clause des salaires raisonnables, que le gouvernement a toujours le soin d'intercaler dans les contrats qu'il fait. Après avoir reçu ces plaintes, nous avons immédiatement fait une enquête et nous avons constaté que les gages payés aux ouvriers employés à ces travaux étaient raisonnables et équivalents à ceux des ouvriers employés à des travaux analogues dans la cité de Montréal.

La motion est adoptée.

**Ajournement****L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que la Chambre s'ajourne à mardi, trois heures de l'après-midi.

La séance est levée à 5 h 50.

**NOTES**

1. *L'Événement* du 28 février 1922, à la page 1, mentionne qu'"il n'y avait pas la moitié des députés à la Chambre, hier après-midi, pour la séance ordinairement banale du lundi".

2. *La Presse* du 28 février 1922, à la page 15, est la seule de nos sources à mentionner "mai 1920".

3. *L'Événement* du 28 février 1922, à la page 1, rapporte qu'à ce moment, on voit des "sourires aux bancs des ministres".

4. Philémon Cousineau (1874-1959), député conservateur dans Jacques-Cartier de 1908 à 1916. Chef de l'opposition en 1915-1916.

5. *L'Événement* du 28 février 1922, à la page 3, rapporte que "la boutade du premier ministre avait mis en colère" M. Sauvé.

6. M. Sauvé fait ici allusion à l'affaire Blanche Garneau, qui remonte au 28 juillet 1920, lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès (28 octobre au 2 novembre 1921) n'a pu prouver la culpabilité hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître (2 novembre) devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4<sup>e</sup> session de la 15<sup>e</sup> législature.

7. À ce sujet, voir la séance du 22 février 1922.

8. Le *Montreal Star* du 28 février 1922, à la page 4, est le seul de tous nos journaux à parler du "Témiscouata".

Séance du mardi 28 février 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le treizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le Syndicat financier de l'Université Laval à Québec;

- bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville et la succession de feu Messire Frédéric Tétreau;

- bill 91 constituant en corporation l'Union des municipalités de la province de Québec.

Et, sans amendement, le bill suivant:

- bill 166 amendant les articles 3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 9 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**M. Létourneau (Québec-Est):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des règlements. Voici le rapport:

Votre comité recommande de prolonger au 9 mars prochain, inclusivement, les délais relatifs à la réception des rapports sur bills privés.

Le rapport est adopté.

**Heures de travail  
des pompiers**

**M. Laurendeau (Maisonnette)** demande la permission de présenter le bill 160 concernant les heures de travail des employés du département des incendies dans certaines cités et villes.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Coopérative agricole  
des producteurs de semences**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 178 concernant certains emprunts par la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose: Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, sur recommandation du ministre de l'Agriculture, garantir, aux conditions qu'il jugera convenables et jusqu'à concurrence d'un montant total n'excédant pas soixante-dix mille piastres, le remboursement d'avances de fonds pour l'achat de grains de semence destinés aux cultivateurs, qui ont été faites ou peuvent être faites jusqu'au premier juin 1922, à la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec, ayant son bureau principal à Sainte-Rosalie, dans le comté de Bagot.

Le but de ce projet est d'autoriser le gouvernement à garantir un emprunt jusqu'à concurrence de \$70,000 à la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec, en vue d'acheter des grains de semence qu'elle fournit aux cultivateurs.

**M. Renaud (Laval):** Le gouvernement va endosser le billet de la Société?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Non, le gouvernement va garantir les emprunts tout simplement.

**M. Renaud (Laval):** Mais si la coopérative ne paie pas, c'est le gouvernement qui paiera.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Oui, évidemment, mais il n'y a pas de danger.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** Est-ce que les emprunts ont été contractés?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Déjà le gouvernement a fait des avances de quelques milliers de piastres à cette société sur la promesse que le Parlement garantirait les emprunts.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges):** La Société fait-elle de bonnes affaires?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Oh oui! Cette Société, qui fait des affaires depuis une huitaine d'années, est absolument solvable et elle a toujours été en excellente position financière. L'œuvre qu'elle a accomplie produit d'excellents résultats.

Si elle demande aujourd'hui le concours du gouvernement pour continuer à fournir des grains de semence aux cultivateurs, c'est à cause du mauvais état général des affaires.

La Société subit les effets de la crise, mais elle fait œuvre utile et il est juste de lui venir en aide. Elle nous demande de garantir ses emprunts pour acheter des grains de semence pour un montant de \$70,000. C'est pour cela que le gouvernement lui vient en aide.

**M. Dufresne (Joliette):** La Société réalise-t-elle des profits en vendant ses grains de semence, aux cultivateurs?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Elle fait des profits raisonnables et elle vend à de bonnes conditions.

**M. Dufresne (Joliette):** Que fait-elle de ces profits?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

L'an dernier, elle a eu un surplus de \$16,000.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** \$17,000.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

En effet, \$17,000.

**M. Dufresne (Joliette):** Qu'est-ce qu'on a fait de ce montant?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

On l'a placé au fonds de réserve. C'est la seule société qui possède l'outillage voulu pour le nettoyage et la préparation des grains de semence à Sainte-Rosalie, et pour leur distribution économique. D'autres sociétés vendent des grains de semence, mais non préparés.

**M. Dufresne (Joliette):** Quels sont les actionnaires de la Société?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il y en a des centaines, des milliers, et mon honorable ami ne m'obligera pas sans doute à les nommer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il est question d'établir une succursale de cette société dans la région du Lac-Saint-Jean. Ce n'est pas ce qu'on peut appeler un crédit agricole proprement dit. C'est une organisation toute particulière.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que c'est de cette façon-là que le gouvernement entend établir un crédit agricole?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

C'est en quelque sorte un crédit agricole, qui aidera les agriculteurs. C'est une chose que nous n'avons jamais faite, mais que nous faisons parce que nous traversons des circonstances toutes spéciales.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi le gouvernement ne nous donne-t-il pas tout de suite un crédit agricole? Que ne retarde-t-il la présente mesure pour qu'elle fasse partie de l'organisation générale? Cet argent ne sera-t-il pas employé à payer les dettes de la Société pour ses constructions, par exemple?

Il (M. Sauvé) formule l'espoir que les députés de Saint-Maurice (M. Ricard) et de Laprairie (M. Cédilot), qui ont déjà prêté pour cela, vont le réclamer devant la Chambre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Les \$70,000 seront employés exclusivement à l'achat de grains de semence, et non pas à payer les dettes de la Société. L'on demande instamment de tout côté à acheter des graines de semence, et il faut satisfaire sans tarder aux demandes. Même si nous établissions dès cette année un crédit agricole, nous n'arriverions pas aux fins de la Coopérative. Il faut que les opérations de la Société marchent sans arrêt, et la mesure que nous présentons est d'absolue nécessité et de plus très pressante.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** (Tenant le rapport du ministère de l'Agriculture à la main) demande s'il y a une convention entre le ministère et la Société.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il n'y a pas de convention générale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment se fait-il alors que je trouve dans ce rapport le texte d'une convention entre le ministère et la Société? Ce n'est pas la première fois que le ministre fait des conventions au détriment des autres sociétés concurrentes. Il en a fait autrefois pour les machines de M. Charles-A. Paquet. Il en a fait pour les tracteurs Cleveland, avec le succès que l'on sait. Il (M. Sauvé) veut savoir si le nouveau projet ira dans la même direction.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Le chef de l'opposition s'écarte du sujet du débat, ce qui n'est pas nouveau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ça, c'est ce que le premier ministre dit. La Coopérative a un contrat avec le collègue MacDonald pour la vente des grains de semence.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Mon ami excelle à citer quelques lignes d'un rapport pour trouver quelqu'un en faute. Il n'y a pas eu de convention générale. Il se peut qu'il y ait eu convention entre la Société et le collègue MacDonald, au sujet de la vente des produits de la Société. Si la Société s'entend avec le collègue MacDonald ou encore avec le département de l'Agriculture fédéral, c'est afin que ces grains soient mieux choisis. Il n'y a nullement de convention pour la vente des produits de la Société; cette dernière n'est aucunement liée avec le collègue MacDonald. De plus, en ce qui concerne les machines que le ministère aurait recommandées, cela a été fait parce que les machines

étaient recommandables. La Société a parfaitement le droit de recommander les machines qu'elle croit les plus perfectionnées pour la sélection des grains. Les tracteurs Cleveland que le département a achetés pour les cultivateurs, au nombre de 100, ont donné satisfaction. L'affaire n'a pas été un fiasco, comme l'insinue le chef de l'opposition. C'est une des meilleures machines, et si nous avons mis fin à l'entente que nous avons avec la compagnie Cleveland, c'est que nous avons des raisons spéciales. La compagnie avait décidé d'augmenter ses prix.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre me dit que j'excelle à affirmer une chose qui n'existe pas, mais je pourrais lui faire le même reproche. J'ai vu cette convention dans le rapport même de son ministère. C'est le ministre de l'Agriculture qui affirme des choses qui n'existent pas. Je vois que le ministre sourit, s'amuse. C'est drôle que les ministres rient toujours quand ils sont les plus coupables.

(Sourires aux banquettes ministérielles)

Ils rient lorsque les choses sont graves pour donner aux galeries l'impression que ce n'est pas sérieux. Je ne veux pas condamner le ministre sans procès, et je ne veux pas m'opposer à ce bill, mais je veux obtenir toute l'information que le ministre possède. Je suis surpris de voir l'honorable ministre nous affirmer que le tracteur Cleveland est la meilleure machine...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

J'ai dit que c'était une des meilleures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, s'il y en avait d'aussi bonnes, pourquoi avoir donné une préférence à la machine Cleveland? Il (M. Sauvé) espère que les cultivateurs profiteront de cette garantie d'emprunts pour acheter des grains.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose quelques questions.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond.

La résolution est adoptée.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 178 concernant certains emprunts par la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Enregistrements

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 49 amendant le Code civil relativement aux enregistrements soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### Écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité<sup>3</sup>:

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de nommer, pour le bon fonctionnement des deux écoles des beaux-arts créées par la loi qui accompagne les présentes résolutions, un conseil supérieur des beaux-arts, un directeur général, des directeurs, des professeurs et le personnel nécessaire

et de pourvoir à leur rémunération; et que ceux-ci seront, sous la direction du secrétaire de la province, chargés de mettre à exécution les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions et rempliront les fonctions qui pourront leur être attribuées, suivant les circonstances, par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

2. Que les fonctions de membre du conseil supérieur seront gratuites; mais que les membres du conseil supérieur auront cependant droit au remboursement de leurs dépenses de voyage.

**M. Dufresne (Joliette)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare que ces écoles existent actuellement.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question pour s'assurer que l'École des beaux-arts de Montréal constituera un bâtiment complètement indépendant de toute institution existante, comme c'est le cas pour l'institution de Québec.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** lui répond.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** et **L'honorable M. David (Terrebonne)** procèdent à un échange.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demandes de documents:**

##### **Taxe sur les théâtres et les véhicules-moteurs**

**M. Renaud (Laval)** propose, appuyé par le représentant de Joliette (M. Dufresne) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre les autorités municipales de Montréal et le gouvernement, en 1921, au sujet de la taxe sur les théâtres et les véhicules-moteurs.

M. l'Orateur, on entend souvent dire que Montréal est pauvre et ne peut faire face à ses obligations. Il y a peut-être du vrai là-dedans, et si Montréal est pauvre et a tant de choses à faire, tant de travaux à entreprendre, il me semble que l'on devrait lui laisser ses sources de revenus. Pourquoi lui enlever le droit de taxer ses automobiles et pourquoi prélever un "sou du pauvre"<sup>4</sup> des Montréalais et le donner au gouvernement de Québec? Ce sont les Montréalais qui paient la taxe des amusements et des théâtres: pourquoi la ville où ces taxes sont perçues ne la garderait-elle pas? Le zèle que déploie le gouvernement pour le revenu, en prélevant ainsi la taxe des amusements, est excessif. Ces revenus seraient d'une aide précieuse pour Montréal.

Il faut un nouveau marché pour les agriculteurs du nord de Montréal, du comté de Laval principalement; il faut des pavages, les camions par exemple brisent les rues de Montréal, les plus lourds d'entre eux ne peuvent circuler en dehors de Montréal, et c'est au Trésor provincial exclusivement que vont les licences.

Anciennement, la cité de Montréal a tiré un revenu substantiel des licences pour véhicules à traction animale, mais ils disparaissent graduellement avec le remplacement de ces véhicules par des véhicules-moteurs, et la ville n'a pu compenser avec d'autres taxes, puisque toutes les autres sources de revenus ont été accaparées par le gouvernement provincial.

Il faut surtout équilibrer le budget de Montréal qui grossit toujours. Le seul moyen, c'est de ne pas enlever à la métropole les sources de revenus auxquelles elle a droit, et j'espère que les quelques remarques que j'ai faites aideront au gouvernement à comprendre qu'il ne faut pas toujours exploiter les Montréalais sans que ces derniers se plaignent amèrement de la façon dont ils sont traités.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Il y a là une question de principe très importante. En permettant à la municipalité de Montréal de taxer les véhicules-moteurs, il y aurait double taxe sur les autos, ce qui serait un mauvais principe que le peuple lui-même condamnerait. La question a été longuement étudiée par la Législature et l'on a reconnu que seul le gouvernement avait le droit de taxer les autos. C'est la loi. Il est entendu que le produit de ces taxes doit être employé à l'amélioration des chemins de campagne qui servent aux automobilistes de partout qui les brisent, et c'est le gouvernement qui est obligé de veiller à l'entretien de ces routes. Les taxes prélevées sur ces machines doivent donc servir à l'amélioration des routes. Elles ne sont que justes.

Si on permettait à Montréal de taxer les autos, il faudrait le permettre à toutes les autres municipalités et cela ne serait pas pratique. De plus, le principe de la double taxation n'est pas pratique, et le gouvernement n'en veut pas. Il ne serait guère pratique de plus qu'un propriétaire d'auto dût s'adresser successivement au gouvernement puis à la municipalité pour obtenir son permis. Si le gouvernement faisait des passe-droits pour son grand enfant, les petits réclameraient aussi et il vaud mieux continuer à être juste pour tout le monde. C'est le rôle d'un bon père et le gouvernement provincial a montré plus d'une fois sa sollicitude pour les Montréalais.

Quant à la taxe des amusements, originellement, elle allait aux municipalités, mais, lorsqu'elle a été doublée, la province n'a pris que le surplus et l'a utilisé pour les fins de la loi des charités publiques. Il ne peut donc être question de lui faire de reproches sur ce point.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La situation est celle-ci. Le maire de Montréal...

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** (En riant) Quel est son nom?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Son nom, le gouvernement ne voulait pas même qu'il fût prononcé dans cette Chambre, il y a quelque temps<sup>5</sup>.

Le ministre du Travail me demande peut-être cela à cause de l'intervention du maire Martin<sup>6</sup> dans la grève des typographes de Québec<sup>7</sup>.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** ne répond pas<sup>8</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le maire de Montréal, qui a de l'expérience dans les affaires municipales, celui-là même qui, il n'y a pas si longtemps a porté des charges contre certains individus, dit depuis nombre d'années que l'exploitation de la métropole doit cesser. Il faut que le gouvernement change son mode de taxation, afin de permettre à Montréal de se créer des sources de revenus qui répondent aux besoins de la ville. Le maire Martin a affirmé que la province a violé les droits de la cité et qu'elle reçoit de Montréal des revenus se chiffrant à plus de quatre millions de dollars.

La position prise par le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) est étrange, surtout après les protestations retentissantes du maire de Montréal qui accuse le gouvernement d'empiéter sur les droits de la métropole. Ce système doit changer et le gouvernement doit permettre aux municipalités de retirer plus de revenus. Le gouvernement a tiré grand parti du fait que, si la situation est telle que le trésorier nous l'a annoncée, les profits du commerce des liqueurs pour les huit premiers mois seront de \$4,000,000, soit \$6,000,000 dans la première année. Le gouvernement aurait de bien meilleures raisons de se féliciter, s'il consacrait une part au moins de ce montant pour soulager les contribuables.

On a annoncé haut et fort que le montant serait dépensé au bénéfice de la province, et de toute évidence la cité de Montréal ne fait pas partie du calcul. Mais pourquoi pas aussi pour la ville de Montréal? Montréal ne fait-elle pas partie de la province? Est-ce pour rendre les Montréalais esclaves du gouvernement? Pourquoi ne pas donner leur part aux cités de Montréal et Québec? On refuse à Montréal le droit d'emprunter et on lui refuse aussi la chance de diminuer le fardeau des taxes qui pèse sur les contribuables. Montréal dépense annuellement des sommes énormes pour entretenir ses routes; ce n'est que justice que ceux qui les empruntent contribuent au coût de leur entretien.

Le gouvernement et sa majorité sont responsables de la situation alarmante qui existe à Montréal, et ils devraient faire quelque chose pour l'améliorer. Le maire de Montréal n'est pas le seul à réclamer. La Chambre de commerce, tous les corps

publics et des citoyens éminents de la métropole réclament une part des revenus que le gouvernement a enlevés à Montréal. La ville de Québec est une grande ville qui reçoit les faveurs du gouvernement. Québec a une exposition qui est fort bien traitée, mais Montréal progresse et a besoin de grandes améliorations. Ses contribuables sont suffisamment taxés et elle n'a plus d'autres sources de revenus. Elle a besoin de l'appui du gouvernement. Les municipalités sont endettées. Elles doivent \$200,000,000. Pourquoi? Parce que le gouvernement leur a enlevé des revenus en les privant du droit de taxer. Si les municipalités étaient traitées avec plus de justice, elles n'auraient pas une dette de \$200,000,000. Il est temps que cet état de choses change.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il sera bref, puisqu'il entend proposer l'ajournement du débat dans un moment, mais qu'il veut porter devant la Chambre des statistiques démontrant une fois pour toutes, dit-il, que Montréal a été bien traitée par le gouvernement et qu'elle a reçu plus de la part du gouvernement en termes de revenus qu'elle n'a payé. J'aimerais faire disparaître pour toujours cette légende qui existe depuis trop longtemps voulant que c'est la ville de Montréal qui, par ses revenus, fait vivre la province. On prétend que la province ne pourrait pas vivre sans Montréal. C'est une légende qui s'est répandue parmi certains individus et dans certains journaux. Je présenterai à cette Chambre des chiffres démontrant que Montréal reçoit plus de la province que la province ne reçoit de Montréal, démontrant l'inexactitude des avancés du chef de l'opposition et de son collègue de Laval (M. Renaud).

(Applaudissements à droite)

Pour l'instant, cependant, il (l'honorable M. Taschereau) traitera du sujet à partir d'autres points de vue. Le chef de l'opposition, dit-il, se proclame le champion de Montréal face au reste de la province, mais Montréal n'est pas une ville aussi rendue à bout de ressources que veut nous le faire croire le chef de l'opposition. Si le chef de l'opposition a voulu défendre Montréal, il l'a bien mal fait parce que la métropole ne veut aucunement passer pour une quêtuse et voit mieux que toute autre municipalité à ses propres affaires, sans nuire ni enfreindre les mesures adoptées en toute justice par le gouvernement provincial. Montréal est la plus grande, la plus populeuse, elle est le centre du développement commercial et intellectuel et la mieux située à tous les points de vue du dominion. Montréal peut donc faire face à ses obligations et se



créer, lorsqu'elle se voit dans l'obligation de le faire, des sources de revenus qui lui permettront de boucler son budget, sans aller chercher une part des revenus de la province.

Je proteste de toutes mes forces contre cette légende qui veut que la province vive presque exclusivement de Montréal. Il faut considérer les deux côtés de la question. Les revenus de la province ne proviennent pas tous de Montréal. Quoi! Est-ce que les revenus des forêts, des mines, des pêcheries, de l'industrie de la fourrure et des eaux viennent de Montréal? À côté de cela, des grandes compagnies comme la Laurentide et la Shawinigan, les compagnies ferroviaires et les banques qui font des affaires à la grandeur de la province paient à Montréal des sommes considérables en taxes pour pouvoir y avoir des bureaux. Il est vrai que Montréal contribue largement au revenu de la Commission des liqueurs de Québec, mais plusieurs autres municipalités voudraient bien tirer autant que Montréal, de la Commission des liqueurs, car celle-ci emploie 600 personnes à Montréal. D'autres villes réclament le même privilège et ne l'ont cependant pas encore obtenu. Est-ce que Montréal se plaint de cela?

La métropole n'est pas plus taxée que n'importe quelle autre municipalité. Les taxes qui y sont prélevées le sont sur la même base qu'ailleurs, et si le chiffre encaissé par le gouvernement est plus considérable qu'ailleurs, c'est que la population et la richesse de ses industries en sont la cause. Le chef de l'opposition prétend que les timbres de justice donnent beaucoup au revenu de la province, mais il faut aussi penser que l'administration de la justice aussi fonctionne à Montréal mieux que partout ailleurs. Mais d'un autre côté, le gouvernement dépense à cette fin des sommes beaucoup plus considérables que dans toutes les autres villes ensemble. Il devrait considérer les deux côtés, et il verrait que Montréal reçoit plus qu'elle ne donne.

Quant aux taxes sur les autos, nous trouvons que ces derniers sont assez taxés sans que l'on permette à Montréal de les taxer davantage. C'est dans cette province que la taxe est la plus lourde. L'opposition voudrait autoriser Montréal à prélever une taxe additionnelle, mais le gouvernement soutient que chaque sou prélevé sur les autos devrait être dépensé sur les routes. Le gouvernement a à faire face au problème de la voirie, qui est un des plus difficiles de l'heure présente. Nous avons construit de grandes routes, nous avons dépensé millions sur millions pour la confection de ces chemins. Or, je dois avouer que certaines

municipalités se sont endettées très fort dans la construction des routes et elles ne peuvent les entretenir. Il faut aider les municipalités pauvres à entretenir leurs chemins et nous le faisons avec l'argent provenant de la taxe sur les véhicules-moteurs, et nous allons les aider. Chaque sou prélevé sur les automobiles est nécessaire à l'entretien des autoroutes de la province.

De ce côté, autant que Montréal est concernée, elle est sur le même pied que toutes les autres villes et ce n'est pas elle, riche et prospère, qui doit se plaindre. Ce ne sont pas les cultivateurs qui endommagent les routes, mais les propriétaires montréalais de véhicules motorisés, et ce n'est que justice que les automobilistes de Montréal contribuent au coût de l'entretien des routes de toute la province. Il est donc juste que pour enlever aux municipalités rurales la responsabilité de cet entretien, le gouvernement prélève des automobilistes des villes une taxe qui lui permette de faire les réparations nécessaires chaque année...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Cela ne change pas la question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Oui, en ce sens que ceux qui endommagent les routes doivent payer pour leur réparation. Montréal est traitée sur le même pied que les autres municipalités. Il n'y a aucune discrimination contre Montréal. On dit que Montréal devrait avoir les revenus des véhicules-moteurs. Pourquoi pas les autres municipalités? Ce n'est pas Montréal qui se plaint, ce n'est que le chef de l'opposition et un ou deux autres...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Et le maire Martin?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** D'accord, le maire de Montréal et le chef de l'opposition. (Rires)

Quant au "sou du pauvre", nous devons dire que c'est une taxe juste. Québec est la seule province où la moitié des recettes sont retournées à la municipalité concernée. Le produit en fut d'abord laissé aux municipalités, mais lorsque l'an dernier elle fut doublée, la moitié fut allouée au gouvernement et ce dernier n'enleva ainsi aucune somme aux municipalités. À part cela, le gouvernement n'a rien à dire sur la question de la taxe des amusements, excepté que l'entièreté des recettes ont été dévouées au fonds de l'assistance publique.

Montréal est une ville prospère et, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), je vais proposer l'ajournement du débat, et je déposerai devant la Chambre un état qui montrera que la métropole reçoit plus d'argent du gouvernement qu'elle ne lui en donne.

Adopté.

### Assistance publique

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de correspondances, télégrammes, etc., entre toute personne et le gouvernement depuis le 1<sup>er</sup> mars 1921 jusqu'à ce jour, relativement à la loi de l'assistance publique.

Je me rends bien compte de l'importance de la question que je veux aborder. C'est une question délicate et difficile à traiter, surtout quand on l'envisage au point de vue élevé de la philosophie chrétienne. Je me garderai bien de m'aventurer sur ces hauteurs, je resterai dans les limites de mes faibles capacités, me faisant l'interprète de quelques membres du clergé de mon comté.

La loi établissant le service de l'assistance publique dans notre province a été sanctionnée au mois de mars dernier. Elle a provoqué depuis une controverse qui, à mon sens, a démontré l'injustice et les dangers de cette mesure. De grandes autorités ecclésiastiques et laïques se sont élevées contre ce qu'elles appellent "l'étatisation de la charité", c'est-à-dire le contrôle de nos institutions de charité par le gouvernement.

Elles ont même appelé cela "l'asservissement des communautés religieuses" par le gouvernement. Une chose certaine, c'est qu'un grand nombre d'institutions de bienfaisance ont refusé d'accepter la loi, puisque sur 174 que nous avons dans notre province, 51 seulement ont accepté l'ingérence de l'État.

Dans mes observations, la personnalité de l'honorable secrétaire provincial (l'honorable M. David) n'est pas en cause. Nous faisons ici des lois non pour les hommes, mais pour les besoins de la province. Quand le député de Terrebonne (l'honorable M. David) laissera le ministère pour monter encore plus haut, je l'espère sincèrement, il n'emportera pas avec lui sa loi; et le premier ministre non plus. Il faut penser à l'avenir. L'honorable chef de l'opposition paraît l'autre jour des tempêtes d'impiété qui, à diverses époques, bouleversent les peuples.

Nous avons eu déjà pareilles tempêtes au Canada, dans notre province. On a vu une école politique déclarer la guerre au clergé sous le prétexte de préconiser des réformes comme les écoles neuves, le ministère de l'Instruction publique<sup>9</sup>, etc. Un vent de révolte avait passé pour renverser le pouvoir établi.

Il se trouva heureusement des hommes qui surent les combattre et rester les défenseurs de notre clergé et les gardiens de nos institutions. La loi ne doit-elle pas garantir la société contre les abus des hommes?

Une chose certaine, c'est que le gouvernement, en cherchant à donner à l'État un pouvoir absolu, prépare des jours sombres. Jusqu'à aujourd'hui, au Canada, la charité privée, mais organisée et dirigée suivant les règles et l'enseignement du plus pur christianisme, a produit des œuvres incomparables.

Un Français me disait l'été dernier: "Pour nos œuvres d'assistance publique, en France, jamais le gouvernement n'a pu remplacer la Sœur de charité, qu'il a chassée dans ses excès de pouvoirs".

L'organisation de la charité dans notre province était admirable. Elle avait surtout besoin de l'aide du gouvernement pour ses dépenses extraordinaires, comme la construction ou l'aménagement d'hôpitaux. Si le gouvernement avait poursuivi cette politique d'indemnité annuelle ou extraordinaire pour les dépenses de construction, etc., je suis convaincu que c'eût été préférable.

Le Canadien laissé à sa propre initiative, libre d'exercer ses talents, de développer son énergie, n'a-t-il pas produit des œuvres plus grandes, plus méritoires que celles de l'État? Ce n'est pas le fonctionnaire qui peut développer ses qualités chez l'homme. Si pour vivre, pour développer nos ressources nationales, pour obtenir la permission de travailler ou de se livrer à telles activités, il faut rester à genoux devant le faux dieu de l'État, je dis que ce système n'est pas désirable et que le pays en souffrira.

Le trésorier provincial a déclaré que la charité est devenue une science. La charité n'est pas le résultat d'un effort intellectuel ou de recherches scientifiques, la vraie charité chrétienne est le fruit du cœur. Il me semble que le gouvernement devrait modifier sa loi de l'assistance publique de manière à assister nos institutions de bienfaisance, sans pour cela les obliger à se soumettre à toutes les inquisitions de l'État et à des exigences qui déprécient leurs œuvres et paralysent leurs initiatives.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai écouté avec attention les remarques de mon honorable ami le député de Joliette (M. Dufresne). Il a dit que la loi était injuste, mais il ne l'a pas prouvé. Le député de Joliette a dit que la loi était dangereuse, mais il n'a pas dit en quoi elle offrait des dangers. Il en est encore à se demander quel dogme ou quelle doctrine on peut invoquer pour critiquer la loi de l'assistance publique. Je suis heureux de constater que nombre de communautés religieuses ne pensent pas comme lui, et qu'on a félicité à plusieurs reprises le secrétaire de la province (M. David), et qu'on l'a même invité à visiter les institutions qui se prévalaient de la loi. Plusieurs communautés religieuses ont demandé de l'aide au gouvernement en vertu de cette loi.

Au lendemain même de son adoption, le gouvernement a reçu maints témoignages d'approbation. Croit-on que si elle était dangereuse, on en aurait profité? L'honorable député nous dit qu'il n'y a eu que 51<sup>10</sup> demandes de la part des 174 institutions. Ceci n'est pas exact. Le nombre de celles qui ont fait cette demande en est plus considérable mais, après enquête, le gouvernement a trouvé que seulement 54 des maisons qui avaient fait cette demande étaient justifiables pour le moment de bénéficier des avantages de la loi de l'assistance publique.

Je suis prêt à accepter les opinions sincères, mais il me semble qu'avant de critiquer notre loi, on devrait en prendre connaissance. Que l'on me permette de citer trois opinions. Tout d'abord, celle de Sa Grandeur Mgr Bruchési, archevêque de Montréal<sup>11</sup>, qui, dans un discours à Montréal en mars 1913, ne faisait qu'affirmer l'obligation de l'État de venir en aide aux institutions de charité, quand il disait:

"Il est temps que le gouvernement s'intéresse aux choses de la philanthropie et de la charité. On accepte les charges créées par le besoin des bonnes routes; on accepte les charges créées par les commissions scolaires. Pourquoi n'accepterait-on pas les charges créées pour la charité?"

Voudrait-on alors nous reprocher d'avoir obéi à cette incitation à protéger l'indigent faite dans l'encyclique *Rerum Novarum* qui dit ce qui suit:

"Les droits, où qu'ils se trouvent, doivent être religieusement respectés et l'État doit les assurer à tous les citoyens en prévenant leurs violations. Toutefois, dans la protection des droits privés, il doit se préoccuper, d'une manière spéciale, des faibles et des indigents. La classe riche se fait comme un rempart de ses richesses et a moins besoin de la tutelle publique. La classe indigente, au contraire,

sans richesses pour la mettre à couvert des injustices, compte surtout sur la protection de l'État. Que l'État se fasse donc, à un titre tout particulier, la Providence des travailleurs qui appartiennent à la classe pauvre en général".

J'ai eu souvent l'occasion de discuter cette loi qui peut être attaquée comme toute autre loi. Je n'attaque aucune opinion sincère. Mais on ne doit pas défigurer mes paroles. Le député de Joliette (M. Dufresne) a prétendu après d'autres que j'avais dit que "la charité est devenue une science", phrase que M. Bourassa qualifia de "sottise". Quand j'ai prononcé ces paroles, je ne faisais que relater l'opinion d'un homme d'État belge très distingué, M. de Vandervelde<sup>12</sup>, ministre de la Justice de la Belgique, parlant à l'inauguration de l'École temporaire de service social, le 23 janvier 1920. Je le cite encore:

"Mais, de plus en plus, à mesure que la société se compliquait, l'assistance sociale est devenue une technique, et si François d'Assise<sup>13</sup> nous revenait, il devrait être comme M. Hoover<sup>14</sup>, ou comme le général de l'Armée du salut ou le directeur de la Croix-Rouge, un grand homme d'affaires. La charité est devenue une science; pour beaucoup, elle devient une profession et c'est ce qui justifie la création des "Écoles de Service social". Rien n'est plus juste."

Quand, de plus, nous sommes obligés dans la province de Québec de promulguer une loi, nous ne devons pas nous placer sur un pied strictement religieux. Il s'agit de partager les deniers du public. Il (M. David) cite le mot d'une femme distinguée et intelligente, supérieure d'une institution, qui lui disait: "Quel que soit celui à qui on s'adresse, le gouvernement ou un riche, on ne doit pas avoir honte de montrer ses haillons à celui à qui on tend la main." Il ne faut pas non plus attendre, dit-il, que la charité vienne à nous en haillon, mais il faut aller à elle. De fait, le contrôle des deniers n'est pas qu'un droit, mais aussi un devoir.

Il y a dans le fonds de l'assistance publique une proportion beaucoup plus forte qu'on ne le croit des deniers de la minorité. Il faut se rappeler que les institutions et les gens de cette province n'appartiennent pas à une seule croyance religieuse, et chacun a le droit d'espérer d'ailleurs que tous les individus et toutes les races seront sur le même pied. En promulguant sa loi, c'était l'intention du gouvernement de ne pas se substituer à nos admirables maisons de charité, mais seulement secondar l'œuvre nécessaire qu'elles ont commencée, il y a des siècles.

"Nous ne serons pas toujours là", dit-on; mais craint-on pour l'avenir? Je crois que, quel que soit l'avenir de notre province, le gouvernement qui voudrait étatiser la charité et l'instruction ne résisterait pas longtemps au flot de l'indignation populaire. Il est vrai que certaines organisations n'ont pas encore eu recours à la loi. Elle n'est en vigueur que depuis peu. Craint-on l'ostracisme du gouvernement à l'égard des maisons de charité qui refusent de bénéficier de la loi de l'assistance publique? On a tort, le député de Joliette pourrait jeter un coup d'œil aux estimés et il y verrait la preuve que ces institutions qui ne se sont pas encore tombées sous la loi sont inscrites dans le budget pour les mêmes octrois dont elles jouissaient auparavant. Celles qui ont voulu bénéficier de la loi recevront plus, voilà tout.

Lorsque la loi aura été mise en vigueur pendant quelques mois, on en reconnaîtra la nécessité. Quant à celles qui ont voulu bénéficier de la loi dernièrement, le gouvernement a déjà donné \$63,000 aux institutions de charité protestantes, juives et catholiques. Et nous aurons à partager entre elles, pour la première année, une somme de \$800,000. Les hôpitaux de notre province qui en ont besoin seulement recevront là-dessus \$400,000 à \$500,000. La balance ira aux crèches et aux orphelinats, et autres institutions d'assistance. C'est la part du gouvernement dans l'œuvre de la charité.

Il (M. David) remercie ceux qui, avec sincérité, ont cru devoir suggérer des modifications. Je n'ai pas d'objection, dit-il, à ce que l'on critique la loi de l'assistance publique comme toute autre loi, mais ceux qui l'ont le plus durement assaillie ne l'ont pas lue ou, s'ils l'ont lue, c'est avec des yeux chargés de préjugés. Tel était le cas de ce chef de communauté qui avouait au ministre, après avoir approfondi la loi avec cette liberté d'esprit qui lui permettait de la voir telle qu'elle est, non pas telle qu'on la lui représentait: "Monsieur le ministre, dites à ceux qui critiquent votre loi qu'il est grand temps qu'ils allument leur lanterne."

(Applaudissements à droite)

**M. Dufresne (Joliette)** persiste à voir dans cette loi un danger d'enlever l'esprit de charité chez le peuple. Nous venons de voter \$10,000 annuellement à chacun de nos collègues classiques, dit-il, et cela sans condition, et j'ai applaudi sincèrement à cette bonne action. Je n'objecte pas à ce que le gouvernement donne le plus d'argent possible aux hôpitaux, à nos maisons de charité pour vieillards, pour malades, mais qu'il le fasse sans conditions.

La motion est adoptée.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 171 amendant la loi pour prévenir les incendies.

### Demandes de documents:

#### Systèmes d'aqueducs et des filtres

**M. Forget (Iberville)** demande, appuyé par le représentant de Berthier (M. Lafrenière), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre la correspondance, au sujet de la réglementation des systèmes d'aqueducs et des filtres en cette province.

Je suis heureux d'avoir l'avantage de pouvoir me lever dans ce moment pour demander la production de la correspondance relativement aux moyens à prendre pour l'amélioration des systèmes d'aqueduc dans cette province. Le Conseil d'hygiène, à qui relève l'obligation de surveiller la santé publique, s'est vu dans l'obligation de condamner, après une surveillance étroite, l'eau de nombre de systèmes d'aqueducs causant par ce fait même la perturbation dans plusieurs villes et villages de la province en obligeant ces municipalités à se construire des filtres dispendieux, tellement dispendieux en certains cas que les contribuables de ces villes affectées se sont alarmés et se sont demandé de quelle manière ils pourraient bien consentir à suivre les données de construction rendues obligatoires par ce même Conseil.

Ayant à cœur l'hygiène et la santé publique, je me mis à penser, afin de savoir quel serait le meilleur moyen d'obvier à ces inconvénients et aider un peu ces concitoyens à améliorer leur système d'aqueduc. Il y a une couple d'années, comparaissant avec une délégation du conseil de la ville d'Iberville devant le Conseil d'hygiène, j'émettais une idée qui était approuvée et que, plus tard, un de ses membres rendait publique dans une assemblée.

Je disais donc que je croyais qu'il était maintenant temps pour le gouvernement de cette province, afin d'éviter des maux plus grands, de passer une loi générale concernant les aqueducs

copiée, si possible, un peu sur notre loi d'amélioration de la voirie de 1912 ou à peu près, et ainsi permettre aux populations de ces villes et villages de se construire des systèmes d'aqueducs modernes, en leur fournissant l'argent nécessaire par le système plus haut décrit ou par annuité. Je n'ai pas l'avantage d'avoir beaucoup d'expérience politique, mais, M. l'Orateur, je suis rempli de bons sentiments et de bon vouloir à l'égard de mes électeurs et du public en général de cette province, et je ne crois pas pouvoir faire de plus grand bien qu'en déployant un peu de mon énergie à promouvoir une cause importante et vitale comme celle dont je saisis la Chambre en ce moment.

Il y a déjà quelques années que je m'occupe de cette question, et je dois vous dire que la loi que je préconisais, il y a un instant, serait acceptée d'emblée par le public en général de cette province et serait une amélioration considérable. L'Union des municipalités de la province a déjà passé une résolution demandant qu'une loi spéciale soit passée à cet effet et il n'y a pas à se le dissimuler. L'Union des municipalités est une association importante et qui prend un nouvel essor tous les jours. J'indiquais au commencement de mon discours une manière d'aider aux municipalités à se construire des filtres et des aqueducs.

Mais, la conclusion à laquelle je veux surtout arriver est celle-ci: C'est que le gouvernement étudie sérieusement cette question et se décide à faire une amélioration du système actuel. Durant la session dernière, plusieurs députés se sont consultés sur cette question et le projet a été remis à la présente session. Elles sont nombreuses les raisons qui militent en faveur de bons systèmes d'aqueducs, mais celle qui prime toutes les autres est bien la santé, le bien le plus important que la Providence nous donne, et il est bien rationnel au moins que nous cherchions à le conserver par tous les moyens connus de la science moderne.

J'attends donc avec impatience le moment où nous pourrions nous réjouir tous ensemble du fait que ces revendications aient eu pour effet d'obtenir ce que les populations de cette province demandent avec tant d'instance. Et, M. l'Orateur, je reprends mon siège, convaincu que je ne viens pas de faire perdre le temps de la Chambre inutilement, mais plutôt que je viens d'attirer son attention sur un problème intéressant au plus haut point, puisqu'il est vital.

**M. Richard (Verchères)** concourt absolument dans les vues du député d'Iberville (M. Forget). Il (M. Richard) fait l'énumération des avantages qui

découleraient d'une loi telle que suggérée par son collègue. Il donne son comté comme exemple de ce que l'on devrait faire dans la réglementation des aqueducs et des filtres et réclame une législation destinée à protéger le public contre la pollution de l'eau de nos aqueducs et rivières.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** félicite les députés d'Iberville (M. Forget) et de Verchères (M. Richard) pour le beau projet qu'ils viennent de soumettre.

La question, dit-il, est importante et intéressante et a été, du reste, maintes fois soulevée et discutée dans des réunions importantes, entre autres par le vaillant et dévoué député de Chambly (M. Desaulniers).

Il n'y a aucun projet de loi de cette nature actuellement devant la Législature. Cependant, le premier acte du département de l'Hygiène sera de donner une solution satisfaisante à cette question pour le plus grand bien de la santé publique.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Clarke Steamship Co.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose, sur le bureau de la Chambre, le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1922: Pour copie de toute correspondance, contrat entre le gouvernement et la Clarke Steamship Co., en 1921. (Document de la session no 50)

##### Démission du député de Montréal-Laurier

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** attire l'attention de la Chambre sur le fait que le journal *Le Canada*, un organe du gouvernement, a annoncé la semaine dernière la nomination du député de Montréal-Laurier (M. Poulin) au poste de directeur général de la santé publique. Je désire savoir, dit-il, si le député de Montréal-Laurier a donné sa démission?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Tout ce que je puis dire, c'est que je n'ai jamais entendu parler de la chose, non plus que le député en question. Et j'ajouterais que le gouvernement ne fera rien sans consulter le chef de l'opposition. (Rires)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il siérait mieux à la dignité de sa position si le premier ministre répondait de façon sérieuse aux questions sérieuses.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je répète que je n'ai pas entendu parler de la chose, non plus que le député en question. Que veut-on de plus? Si le chef de l'opposition se fâchait moins, il comprendrait mieux.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement.

Adopté.

La séance est levée vers 6 heures.

### NOTES

1. *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1922, à la page 1, mentionne le retour de "M. Jos. Dufour, le bon député de Matane, qui a été retenu à sa Chambre par une indisposition assez grave, mais qui n'est pas de taille à se laisser abattre par la maladie et recevait, hier, les félicitations de ses collègues, heureux de le voir convalescent." Nous ne pouvons déterminer depuis quand M. Dufour était absent de la Chambre.

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

3. Voir note 2.

4. *Le Devoir* du 1<sup>er</sup> mars 1922, à la page 2, précise que cette taxe s'appelle, de son vrai nom, la taxe du "sou des hôpitaux". Selon ce journal, elle fut établie dans la ville de Montréal en 1914 ou 1915 à la suggestion de l'échevin L.-A. Lapointe, leader du conseil municipal. Par après, le trésorier provincial M. Mitchell "vola cette idée et dépouilla la ville de Montréal, partiellement d'abord, puis totalement, de la recette de la taxe pour lui en restituer une partie".

5. Il est fort probable que M. Sauvé fasse allusion aux événements survenus au cours de la matinée lors de la séance du comité des bills privés. Les journaux

nous rapportent que le maire Médéric Martin assistait alors aux délibérations des députés sur la question d'un emprunt de \$3,000,000 pouvant aider la ville de Montréal à équilibrer son budget. Or, non seulement M. Taschereau encouragea les membres à refuser d'approuver cet emprunt, mais quand M. Martin, également conseiller législatif de son état et ayant ainsi le droit d'assister à ces séances ailleurs que dans le box des délégués, voulut prendre la parole pour défendre sa demande, MM. Smart (Westmount) et Sauvé (Deux-Montagnes) exigèrent "que ce dernier se joignit à ses collègues de la métropole dans la place réservée à ces derniers, pour prendre part à la discussion." Mais M. Martin, poursuit *Le Canada* du 1<sup>er</sup> mars 1922, à la page 5, résolut plutôt "de quitter la salle, ne cachant pas son indignation à l'égard de MM. Smart et Sauvé qu'il accuse d'avoir fait preuve d'une indécatesse impardonnable".

6. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

7. Sur le rôle du maire Martin dans la grève des typographes, voir la séance du 23 février 1922.

8. *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1922, à la page 3, précise que "voyant que M. Sauvé ne voulait pas rire, l'honorable M. Galipeault n'insista pas."

9. M. Dufresne fait allusion à l'Institut canadien fondé en 1844 par un groupe de jeunes intellectuels canadiens-français désireux de constituer un foyer de patriotisme et de culture. L'Institut devient vite une force politique qui, à partir de 1854, se distingue par son radicalisme et leur vaut le surnom de "rouges". L'opposition de Mgr Ignace Bourget, à partir de 1858, entraîne la démission de 138 membres. L'Institut est condamné par Rome et met à l'index des livres qui constituaient sa bibliothèque. Un climat politique, social et religieux ultraconservateur aura eu raison de l'Institut qui, vers 1885, a pour ainsi dire disparu. Voir Jean-Paul Bernard, *Les Rouges: libéralisme, nationalisme et anticléricalisme au milieu du XIXe siècle*, Montréal, Presses de l'Université du Québec, 1971, 394 p.

10. Chiffre de *L'Événement* du 1<sup>er</sup> mars 1922, à la page 10. *La Patrie* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt 54 institutions.

11. Mgr Paul Bruchési (1855-1939), archevêque de Montréal de 1897 à 1939, mais pour des raisons de

santé, il cèdera peu à peu ses responsabilités à partir de 1921 à son coadjuteur Mgr Georges Gauthier.

12. Émile Vandervelde (1866-1938), homme politique belge membre du Parti ouvrier de Belgique et de la II<sup>e</sup> Internationale. Il fut député socialiste (1894-1938) et ministre des Affaires étrangères de 1925 à 1927. Nulle part, il n'est mentionné qu'il fut ministre de la Justice, comme M. David l'affirme.

13. Saint-François d'Assise (1181-1226), religieux italien fondateur de l'ordre des Frères mineurs ou *franciscains*.

14. Herbert Clarke Hoover (1874-1964), homme politique américain et 31<sup>e</sup> président des États-Unis (1928-1932). Dans le cas présent, la citation de M. David fait allusion au rôle qu'avait Hoover de répartir l'aide alimentaire américaine à l'Europe pendant et après la Première Guerre mondiale ainsi qu'à son rôle de ministre du Commerce (1921-1924) auprès des présidents Harding et Coolidge.





Séance du mercredi 1<sup>er</sup> mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatorzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;

Bill rejeté:

- bill 155 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Et, sans amendement, les bills suivants:

- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils;

- bill 165 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de Chemin de Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean.

Et, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 181 amendant l'article 833 du Code de procédure civile;

- bill 49 amendant le Code civil relativement aux enregistrements.

Syndicat financier  
de l'Université Laval

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le Syndicat financier de l'Université Laval à Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Succession  
de M. Tétreau

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'Oeuvre et Fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric-de-Drummondville et la succession de feu Messire Frédéric Tétreau.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Laferté (Drummond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Union  
des municipalités

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 91 constituant en corporation l'Union des municipalités de la province de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

Heures de travail  
des pompiers

**M. Laurendeau (Maisonnette)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 160 concernant les

heures de travail des employés du département des incendies dans certaines cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Pensions des coroners**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 176 concernant la pension de certains coroners.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que les dispositions des articles 3278, 3279, 3280, 3280*a*, et 3281 des statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux coroners qui reçoivent un traitement fixe en vertu des dispositions des articles 3487*kk*, 3487*ll* et 3487*nn* desdits statuts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but de cet amendement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le but est de permettre au gouvernement de payer une pension de retraite aux coroners de Montréal et Québec.

Les coroners de ces deux villes ont rendu de grands services à la province et la loi, si elle est amendée, permettra au gouvernement de les mettre à leur retraite et de leur payer leurs salaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comme pour les magistrats. Le premier ministre ne croit-il pas que l'on grève le budget de charges un peu onéreuses en adoptant cet amendement?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La province a les moyens de récompenser ses bons serviteurs, de reconnaître leurs services.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** croit qu'il y a trop de pensionnaires et il dit que des fonctionnaires se font, une fois mis à la pension, des revenus considérables. Si la mise à la pension des coroners est facultative, dit-il, c'est dangereux à cause du favoritisme.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que la pension est une bonne chose et une chose nécessaire dans certaines branches du service. Les pensions, du reste, sont établies partout. On ne peut pas reprocher au gouvernement d'avoir mis mal à propos des fonctionnaires à leur pension. Il est possible que certains pensionnaires puissent se faire des revenus à part leur pension, mais c'est difficile à empêcher.

Il faut établir une certaine limite où un fonctionnaire doit être mis à la retraite. En parlant de ces pensionnaires capables encore de se faire de gros revenus, il n'existe rien dans la loi pour les en empêcher.

Le chef de l'opposition, dit-il, a sans doute voulu faire allusion au juge Doherty qui, après avoir été mis à sa retraite comme juge, a encore été capable d'être ministre de la Justice pendant plusieurs années. Quant aux coroners, il est juste de leur fixer une pension de juges de session; ils sont de véritables magistrats.

Il (l'honorable M. Taschereau) ne croit pas que les coroners qui sont employés régulièrement et qui reçoivent un salaire exercent leur profession. Au reste, dit-il, la loi n'atteint que deux coroners, celui de Montréal et celui de Québec qui n'ont pas présentement d'autres fonctions<sup>1</sup>.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 176 concernant la pension des coroners.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Subventions pour achat de graines de semence**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 186 relatif à l'aide que pourront accorder certaines municipalités pour l'achat de graines ou de graines de semence soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité<sup>2</sup>:**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La mesure a pour but de permettre aux municipalités qui le désirent d'acheter des graines de semence, afin de rendre service aux cultivateurs qui peuvent difficilement emprunter l'argent nécessaire pour faire l'achat de ces grains.

Par suite de circonstances tout à fait imprévisibles, un grand nombre de cultivateurs ont vu, ces dernières années surtout, leur commerce diminuer considérablement, et nombre d'entre eux sont même à deux doigts de la ruine.

Par contre, un grand nombre de jeunes colons qui désireraient s'établir sur de nouvelles fermes ou qui l'ont déjà fait, se voient eux aussi acculés à de nombreuses difficultés surtout financières, et la plupart d'entre eux sont obligés, dans certains cas, d'abandonner tout, parce qu'ils n'ont pas les moyens pécuniaires pour continuer leurs opérations. S'il n'est pas pris de mesures convenables, plus d'un d'entre eux n'auront pas les graines nécessaires pour semer cette année.

Il (l'honorable M. Caron) cite plusieurs cas et fait comprendre combien il est malheureux, surtout à une époque où partout on prêche le retour à la terre, que des cultivateurs et des colons se voient dans d'aussi tristes situations. Le gouvernement a donc voulu venir en aide à ces derniers, dit-il, et c'est en

vertu de ce bill que les municipalités pourront à l'avenir disposer de certains fonds qu'ils avanceront aux cultivateurs, moyennant des garanties fournies par ces derniers.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'objecte à cette mesure, mais se défend de vouloir s'opposer aux moyens de venir en aide aux cultivateurs. D'après lui, la mesure telle que présentée constitue la municipalisation de la vente des grains.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** réplique que le chef de l'opposition n'a pas très bien saisi le sens de son bill, et il explique de nouveau que ce dernier n'avait pour but que d'aider les cultivateurs en leur fournissant, par l'entremise des municipalités, une somme n'excédant pas \$100 pour chacun pour l'achat de graines de semences. Les municipalités rurales, dit-il, où ces gens vivent pourront, selon la loi nouvelle, emprunter de l'argent pour le prêter à ces cultivateurs moyennant certaines formalités, ou puiser à même le Trésor municipal pour leur aider à franchir la crise et à rester sur la terre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le crédit agricole qui s'en vient.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La loi ne comporte pas que les prêts seront faits par le gouvernement. Le gouvernement autorise seulement les municipalités à emprunter l'argent nécessaire pour acheter des grains de semence qu'elles vendront aux cultivateurs qui en auront besoin. Au reste, la loi que nous étudions présentement existe déjà dans nos statuts, elle a été passée en 1915, mais pour un an seulement. Nous voulons la rendre permanente.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce serait de nature à nuire aux cercles agricoles. Ils pourraient faire cet achat pour les cultivateurs. La politique du gouvernement qui tendait à encourager les cultivateurs à produire eux-mêmes leurs graines de semence, a (donc) fait faillite. On pourrait plus sensément fonder des cercles agricoles avec subvention particulière pour venir en aide à l'organisation agricole dans nos régions de terres neuves. Il (M. Sauvé) reconnaît la nécessité immédiate de protéger le colon et le cultivateur éprouvés par un moyen efficace, mais non pas en grevant davantage nos municipalités. Combien de municipalités se sont prévaluées de la loi de 1915?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il n'y a pas de rapport sur les résultats de la loi de 1915. Il se peut qu'il y ait eu peu de municipalités qui aient alors voulu profiter de la loi parce que cette dernière ne leur donnait pas de garantie, ni aucun moyen de recouvrement. Mais, dans la loi d'aujourd'hui, nous assimilons ces recouvrements à des taxes municipales. Ce sont des garanties. Quant aux cercles agricoles, les craintes du chef de l'opposition ne sont pas justifiées.

Tous les cultivateurs d'une paroisse n'appartiennent pas, loin de là, au cercle agricole quand il y en a un. Et puis, ces cercles ne peuvent pas prêter de l'argent aux cultivateurs plus que ceux-ci en fournissent par leurs contributions. Le conseil municipal, pouvant fournir des garanties, peut emprunter plus facilement qu'un individu, d'une banque, chose qu'un cercle agricole ne peut pas faire, parce qu'il ne peut pas fournir les garanties qu'offre la municipalité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les cultivateurs peuvent emprunter des caisses populaires. Il (M. Sauvé) fait l'éloge des caisses rurales qui rendent et peuvent rendre de très grands services à la classe agricole là où elles sont établies.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Ces caisses populaires n'existent pas dans toutes les paroisses. Ainsi, dans l'Abitibi, il n'y a pas de caisses populaires. Le seul moyen que l'on puisse employer actuellement pour fournir aux cultivateurs l'occasion d'acheter les grains de semence dont ils auront besoin au printemps, c'est d'autoriser les municipalités à emprunter l'argent nécessaire à acheter ces grains et à les vendre aux cultivateurs aux conditions stipulées dans le bill.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande si ces emprunts seront sujets au contrôle du trésorier provincial.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Non, vu que ce sont des emprunts spéciaux. Il n'y aura pas de limite dans les montants que les municipalités pourront emprunter pour atteindre le but du bill. Il y a bien une limite de \$100 dans le prêt d'une municipalité à un contribuable, mais en tant que seulement un montant de \$100 soit compté comme taxes.

**M. Smart (Westmount):** C'est là une très dangereuse législation de laisser les municipalités

agir à l'instar des banques, même dans le cas où ces municipalités ne prêteraient que l'argent mis à leur disposition à cet effet par le gouvernement. Il (M. Smart) donne comme exemple une institution de cette nature qui existe dans le North Dakota où les prêts de l'État à l'agriculture n'ont pas donné de bons résultats.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il s'agit là d'un crédit agricole. Dans le cas qui nous occupe, il ne s'agit que d'un achat de grains pour un montant de \$100 seulement. Dans un temps prospère, cette mesure ne serait peut-être pas nécessaire. Aujourd'hui, quand l'argent est difficile, que la récolte a été mauvaise et que le grain est rare, elle est nécessaire et urgente. Les circonstances sont exceptionnelles. Le gouvernement doit prendre toutes les mesures nécessaires pour empêcher la ruine d'un grand nombre de cultivateurs. Si quelque chose n'est pas fait, des cultivateurs ne feront pas de récoltes cette année, et ils n'en ont fait que de petites l'an dernier.

**M. Renaud (Laval)** prétend que les prêts par les municipalités aux contribuables équivalent à des réclamations privilégiées au détriment des détenteurs d'hypothèques. Il (M. Renaud) demande si les prêts en question affecteraient les hypothèques qui pourraient déjà grever les propriétés mises en garantie par les cultivateurs pour les mêmes prêts faits par le gouvernement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Non. Cette somme assimilable aux taxes municipales passe avant toute autre hypothèque.

**M. Smart (Westmount):** Où y a-t-il des garanties pour la municipalité, alors que le fermier n'est qu'un locataire sur la terre qu'il occupe? Le gouvernement ne prend pas de risques comme l'a déclaré le ministre, mais les municipalités en courent.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il est très rare que les cultivateurs ne soient pas propriétaires de leurs terres. Les conseils municipaux usent de discrétion, j'en suis certain, et sauront à qui ils peuvent avoir confiance. Si certains cultivateurs qui n'ont eu que de petites récoltes l'an dernier ne reçoivent pas d'aide cette année, ce sera pour eux la banqueroute.

Il (l'honorable M. Caron) fait remarquer que le système qu'il suggère ne peut qu'être excellent,

puisque mieux que toute organisation, la municipalité, par son conseil, pourra prêter ou avancer les fonds mis à sa disposition par le gouvernement qu'à ceux de ses contribuables qui, en échange, pourront offrir des garanties valables. Les cultivateurs, dit-il, peuvent très difficilement s'adresser aux banques pour obtenir des prêts d'argent. Et encore, quand ils en obtiennent, ce ne peut être pour plus de trois mois et souvent, ne pouvant se rendre à ladite banque pour renouveler leur billet, ils souffrent de frais considérables occasionnés par des protêts et une foule de procédures du même genre.

**M. Smart (Westmount):** Les banques perdent chaque année de fortes sommes sur les prêts et le ministre ne prétendra pas que les conseils ruraux sont plus capables de faire des prêts que des banquiers d'expérience que nous avons à la tête de nos grandes corporations financières et qui n'agissent pas par sentiment. C'est un principe dangereux que de permettre à des municipalités de prêter de l'argent. Quelle fin y aura-t-il? Les municipalités perdront de l'argent tout comme les banquiers. Le ministre déclare que cette loi est nécessaire pour les nouvelles régions où il n'y a pas de facilités de banques, aussi pourquoi ne pas décréter que la loi ne s'appliquera que seulement dans ces nouvelles régions?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Pour le gouvernement, ce n'est pas tout principalement une question ou une entreprise financière, mais bien un moyen le plus efficace possible de venir en aide aux cultivateurs. Si les banques avaient les mêmes garanties que les municipalités auront pour leurs prêts, les banques ne perdraient pas leur argent. N'est-ce pas mieux de perdre quelques centaines de dollars, s'il faut admettre que nous ferons quelques pertes, que de laisser des centaines de fermes stériles, alors que nous pouvons d'une façon si considérable faire augmenter la production des produits agricoles?

Devons-nous oublier que les récoltes annuelles dans la province sont évaluées à plus de \$300,000,000 et qu'en laissant un grand nombre de cultivateurs désertir leurs champs, faute d'argent pour continuer leurs opérations, nous risquons ainsi de perdre une grande partie de cette richesse que constitue pour nous l'agriculture?

(Applaudissements à droite)

**Des députés de l'opposition** font de nouvelles remarques.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Il s'agit surtout d'aider les jeunes colons de même que les cultivateurs qui, par suite de circonstances imprévues, ont vu leurs récentes récoltes détruites et se verront prochainement dans l'obligation de tout abandonner pour désertir ensuite la campagne. Au reste, il ne s'agit pas d'une telle somme qu'elle puisse être mise en ligne de compte en face des avantages qu'elle donnera, puisqu'elle permettra l'ensemencement d'une ferme. Dans l'Abitibi, les colons sont particulièrement affectés par la crise financière et à eux, comme aux cultivateurs pauvres, il faut que le gouvernement vienne en aide le plus tôt possible. Ils manquent de graines de semence. Si rien n'est fait, il faudra les nourrir et cela coûtera encore plus cher.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Mais c'est par là que le ministre de l'Agriculture aurait dû commencer! Que n'a-t-il pas dit immédiatement que le but de la loi est d'aider les jeunes colons pauvres de l'Abitibi...

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Je soulève un point d'ordre pour rectifier une fausse assertion du chef de l'opposition qui me fait dire des choses que je n'ai pas dites. Le chef de l'opposition doit cesser ces tactiques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (D'une voix forte) Le ministre de l'Agriculture aura tout le temps voulu pour me répondre, et il peut me laisser terminer mon argumentation.

(Murmures à droite)

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Je soulève un point d'ordre. Quand le chef de l'opposition déclare que j'ai dit que le but du bill est d'aider les colons de l'Abitibi, il n'est pas exact dans son assertion. Je n'ai pas dit cela. Le bill est présenté pour toute la province, j'ai donné l'Abitibi comme exemple du bien que procurerait la loi dans les régions pauvres.

**M. Grégoire (Frontenac)** fait quelques remarques.

**Des députés** encouragent le représentant de Frontenac.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** lui demande s'il veut discuter le point d'ordre.

**M. Grégoire (Frontenac):** J'ai quelques remarques à faire sur la question...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** rappelle à l'ordre le député de Frontenac<sup>3</sup>.

(Rires de la Chambre)

**M. le président** intervient.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ah! Les points d'ordre! On veut nous bâillonner avec cela, mais on ne réussira pas... Je vais parler sur le point d'ordre. Le gouvernement veut-il employer sa grande majorité pour abuser de ses forces?

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'entends les cris des loups, ils courent en troupes!

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** suggère que le chef de l'opposition n'emploie pas un tel langage et ne fasse pas tant de bruit pour une petite chose.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre des Travaux publics et du Travail ferait mieux de s'occuper de son propre département et d'essayer à régler les grèves au lieu de laisser les autres, comme le maire de Montréal, le faire<sup>4</sup>.

Quand le gouvernement, au lieu de discuter ses mesures au mérite, passe son temps à chercher des points d'ordre pour éluder la question, il abuse de son pouvoir.

(Désordre dans la Chambre)

**Des députés ministériels:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) fait un appel aux députés des campagnes pour appuyer ses déclarations. Il a bien fait, car si les députés ne discutent pas ici les affaires, il est inutile d'avoir des sessions. S'il nous faut seulement approuver sans discussion tout ce que les ministres proposent, pourquoi avoir des sessions? Il y a des députés de l'autre côté qui souffrent du système qui les force à courber leurs têtes, mais je ne me courberai pas.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je fais appel à toute la Chambre pour qu'elle décide si le chef de l'opposition n'a pas dit que j'ai déclaré que le but de la loi est d'aider les colons de l'Abitibi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste pour avoir une décision.

**M. le président:** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) est dans l'ordre, car le chef de l'opposition n'avait pas le droit de lui attribuer des mots qu'il ne s'est pas servi. Je maintiens le point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je n'ai jamais dit cela! Il dit (M. Sauvé) que c'est une injustice à son égard que de maintenir ce point d'ordre.

**Des députés ministériels:** À l'ordre! À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est le nouveau libéralisme!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** C'est vraiment disgracieux de voir qu'un député, surtout le chef de l'opposition, ne se conforme pas aux règlements de la Chambre et s'insurge d'une façon aussi cavalière contre la décision du président. Le chef de l'opposition a tort de s'insurger, c'est une grande marque d'indélicatesse et un grave manque aux règles de la Chambre, il doit se soumettre à la décision du président.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je m'insurge et je m'insurgerai encore dans les mêmes circonstances.

**Des députés ministériels:** Honte! Order! Order!

**M. Cannon (Québec-Centre):** Honte!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** (Bondissant jusqu'à la table du greffier) Allez chercher vos chaînes pour m'empêcher de parler!

**M. Cannon (Québec-Centre):** Honte<sup>5</sup>!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait une remarque personnelle au sujet du député de Québec-Centre.

(Désordre dans la Chambre)<sup>6</sup>

**M. le président** rétablit l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** regrette fort que le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) profite de la majorité de la Chambre pour

se faire applaudir, écraser le chef de l'opposition et l'empêcher de parler. Il (M. Sauvé) est en faveur d'aider les cultivateurs pauvres dans ces régions et la province, mais la mesure du ministre de l'Agriculture est défectueuse et intempestive.

**M. Grégoire (Frontenac)** dit que c'est une loi d'urgence, que les colons de différentes régions ont vécu un hiver difficile à cause des mauvaises récoltes de 1921, dans certains cas sont découragés et ont certainement besoin d'aide à se procurer des grains de semence.

Il (M. Grégoire) parle de tous les fermiers qui ont sacrifié leur bétail l'année dernière à cause du manque de fourrage. L'objet de la loi, dit-il, est un des grands moyens de parer à la situation présente. Il faut absolument que nous prenions des mesures pour faire produire la terre; nous ne vivrons certainement pas de bois de pulpe l'automne prochain.

**M. Ouellet (Dorchester)** appuie la mesure proposée par le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) et fait l'éloge des caisses rurales. Il se dit sûr qu'une foule de municipalités voudront profiter des avantages de la loi qu'il qualifie d'excellente.

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean)** dit qu'en tant que représentant d'un district de colonisation, il ne voit pas le grand danger que les députés de Westmount (M. Smart) et Laval (M. Renaud) prévoient dans cette loi. Bien au contraire, il la considère comme très avantageuse pour les colons de la région du Lac-Saint-Jean.

Il souhaite que ces députés soient plus au courant des besoins des colons. Il connaît les régions de colonisation et assure qu'elle sera des plus utiles aux colons et aux jeunes cultivateurs. Partout, actuellement, dit-il, l'on se demande comment au printemps l'on se procurera des grains de semence.

**M. Hamel (Portneuf):** Depuis six ou sept ans, il s'est fait un drainage d'argent irraisonnable dans les campagnes grâce aux bons de la Victoire et aux argents de débenture. On a trop soutiré l'argent des cultivateurs qui ne peuvent plus s'en procurer. La mesure que l'on présente peut même s'appliquer dans les paroisses où, comme dans mon comté, plusieurs banques ont établi des succursales.

Ces banques dans les campagnes ne répondent pas à ce qu'on attendait d'elles. Elles ont de l'argent dans les campagnes et elles n'ont d'argent, dirait-on, que pour des projets industriels

risqués. Elles ne prêtent aux cultivateurs qu'à des conditions très difficiles. Ce bill aidera beaucoup les fermiers.

**M. Bugeaud (Bonaventure)** affirme, qu'au printemps, un grand nombre de cultivateurs de son comté auront besoin d'emprunter certaines sommes d'argent pour faire l'achat des grains de semence. On sera heureux, dit-il, d'avoir un aussi sûr et aussi facile moyen de se procurer des grains de semence. Il (M. Bugeaud) dit que le bill est d'autant plus nécessaire qu'une banque ne prêterait pas au meilleur agriculteur de la province qui lui présenterait un billet signé de sa main, même si ce billet est endossé par Sa Sainteté le pape. Il ne voit pas en quoi une telle loi, que le gouvernement présente comme un encouragement aux cultivateurs, peut être préjudiciable à la province. C'est une excellente loi qui aura d'heureux résultats.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** constate que les députés qui viennent de parler ont contredit le premier ministre et le trésorier, alors que ces derniers annonçaient que la province était dans une situation florissante et que le peuple était si heureux. Les députés ont dit en effet que dans leur comté les cultivateurs étaient dans une situation misérable et qu'il faudrait le concours des municipalités et du gouvernement pour leur aider à faire l'achat des graines de semence.

Il (M. Sauvé) est content qu'on ait convaincu quelques députés libéraux de s'intéresser à cette mesure. Nous avons enfin gagné quelque chose, dit-il. Il se demande pourquoi le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) n'attend pas que le député de Saint-Maurice (M. Ricard) présente sa motion pour la production de la correspondance se rapportant à l'établissement des crédits ruraux et des autres façons d'encourager l'agriculture et le retour à la terre. C'est peut-être, dit-il, que le député de Saint-Maurice aurait d'excellentes idées à soumettre au gouvernement, parce que c'est bien connu qu'il est un homme qui possède de l'indépendance de caractère et de la profondeur d'idées<sup>7</sup>.

Il (M. Sauvé) parle de l'établissement du crédit agricole dans cette province et demande au gouvernement de passer cette mesure le plus tôt possible. Nous avons provoqué ce débat dans l'espoir de recueillir toute l'information possible ainsi que des suggestions, et ceci a causé le petit incident dont vous vous souvenez probablement et que, j'espère, vous aurez oublié demain.

Il (M. Sauvé) demande si l'on ne pourrait pas retarder la présentation de cette loi.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** répond qu'elle est urgente et que sa sanction, pour avoir des effets dès le printemps, ne peut pas être retardée. Il déclare qu'il y aura une sanction des lois passées avant la fin de la session et il veut faire sanctionner la présente loi en premier lieu.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Travaux de la Chambre**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare que les séances du soir de cette Assemblée commenceront probablement demain soir, afin de permettre la prorogation dans deux semaines, si les députés le désirent. Durant la dernière semaine, il y aura trois séances par jour.

La séance est levée.

#### **NOTES**

1. *L'Événement* du 2 mars 1922, à la page 3, précise le but de ce projet de loi: "Tout le monde sait que ce projet a pour but d'assurer de douces retraites aux deux principaux coroners de la province, le coroner MacMahon, de Montréal, et le docteur Jolicoeur, de Québec. Grâce à la loi adoptée hier, ils pourront se retirer et toucher leur plein salaire. Et le gouvernement n'aura pas d'embarras pour les remplacer, car tous deux ont des conjoints, qui sont prêts à chausser leurs bottes. M. MacMahon, cédera sa place à son assistant, M. Lorenzo Prince, ancien journaliste, qui a toutes les qualifications voulues pour cette importante magistrature, et M. le coroner Jolicoeur a été souvent remplacé, depuis quelques mois, par M. le Dr P.-H. Bédard, échevin de la cité de Québec. M. Bédard, en acceptant la succession du

coroner Jolicoeur, dira sans doute adieu au conseil de ville, où il représente le quartier St-Jean-Baptiste depuis quelques années."

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

3. *La Presse* du 2 mars 1922, à la page 23, mentionne que M. Grégoire "ne paraissait pas s'apercevoir qu'il s'agissait alors d'un point d'ordre". *Le Devoir* du 3 mars 1922, à la page 2, confirme cette version en ajoutant que M. Grégoire a dit vouloir parler sur ce rappel à l'ordre, mais qu'il parle d'autre chose, provoquant ainsi le rappel à l'ordre de la part du chef de l'opposition. Par ailleurs, *The Montreal Gazette* du 2 mars 1922, à la page 12, rapporte que des députés, sachant que M. Grégoire était hors d'ordre, "continuaient à encourager le Dr Grégoire à poursuivre et à parler de l'Abitibi et de la colonisation".

4. M. Sauvé fait allusion au rôle qu'occupait le maire de Montréal Médéric Martin dans le règlement de la grève des typographes qui affecta le travail de la Législature la semaine précédente. À ce sujet, voir la séance du 23 février 1922.

5. *The Gazette* du 2 mars 1922, à la page 12, note que: "Arthur Cannon de Québec-Centre crie à la honte avec encore plus de vigueur". Le journaliste ajoute que M. Sauvé remarque l'ardeur de M. Cannon.

6. *Le Canada* du 2 mars 1922, à la page 5, rapporte que "l'émotion était intense et il fallut plusieurs minutes avant que le calme soit rétabli".

7. *The Gazette* du 2 mars 1922, à la page 12, apporte une précision sur cette allusion de M. Sauvé: "Cette dernière référence faisait apparemment allusion au fait que M. Ricard, même s'il était de bonne foi, a été élu en l'emportant sur le candidat libéral officiel". Ce dernier était Alphonse-Edgar Guillemette, que M. Ricard battit par 74 voix à l'élection partielle du 19 octobre 1920. M. Guillemette sera finalement élu dans Saint-Maurice à l'élection partielle du 5 novembre 1924, rendue nécessaire en raison du décès de M. Ricard le 20 juin 1924.



Séance du jeudi 2 mars 1922

Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Grève des typographes<sup>2</sup>

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Avant de passer à l'ordre du jour, il est de mon devoir de communiquer à la Chambre une lettre que j'ai reçue du club ouvrier de Maisonneuve. Cette lettre intéressera tous les députés et, en particulier, le chef de l'opposition, auquel elle s'adresse aussi bien qu'au chef du gouvernement.

Maisonneuve 25 fév. 1922

L'honorable M. L.-A. Taschereau,  
Premier ministre de la  
province de Québec  
Québec

Monsieur,

Vous trouverez ci-inclus une copie de la résolution adoptée par les membres du Club ouvrier Maisonneuve, à une assemblée régulière du 21 février 1922:

Attendu que l'honorable M. Taschereau, premier ministre à l'Assemblée législative, le 15 février dernier, a fait une attaque violente contre les ouvriers internationaux concernant la grève des typographes de Québec;

Attendu que cette attaque contre ces ouvriers syndiqués a été faite dans un but de briser et de détruire l'Union internationale, parce que cette Union internationale a revendiqué les droits des ouvriers à laquelle nos gouvernants n'ont jamais voulu donner justice;

Attendu que dernièrement les propriétaires ont augmenté leurs loyers à des prix exorbitants, et que cet état de choses a été porté à la connaissance du premier ministre de la province de Québec, et que l'honorable premier ministre n'a pas daigné attaquer ces propriétaires, de crainte de nuire à leur cause financière et, par le fait, peut-être attaquer des politiciens favoris;

Attendu que de telles attaques sont faites toujours et seulement contre la classe ouvrière cherchant par tous les moyens à la fouler aux pieds;

Attendu que ces attaques sont faites dans un but de démontrer que la classe ouvrière devrait être l'esclave des organisations financières et n'aurait pas le droit de réclamer leurs droits devant ces autres classes, protégées par toutes sortes de lois à leur avantage et qui leur donnent droit de faire de la spéculation sur la classe ouvrière;

Attendu que si de telles déclarations avaient été faites de la part des travailleurs, tous les députés à la Chambre législative se seraient levés pour protester contre de telles déclarations;

Attendu que cette déclaration a été contre les ouvriers de la part du premier ministre, tous les députés de la Chambre ont applaudi cette déclaration à l'exception du député de Ste-Marie, J. Gauthier;

Attendu que ceci a été fait dans un but de nuire au progrès de l'ouvrier, les membres du Club ouvrier Maisonneuve protestent énergiquement contre telle déclaration faite surtout par le premier ministre d'une province, et que copie de cette résolution soit envoyée au premier ministre de la province de Québec, au chef de l'opposition, au député A. Laurendeau et au député Gauthier et aux journaux pour publication.

(Signé) François Gervais, sec-archiviste,  
474, rue Chambly  
Montréal

M. l'Orateur, je ne veux faire aucun commentaire sur cette lettre dont j'ai donné lecture à la Chambre et qui a dû être portée à la connaissance du chef de l'opposition, puisqu'il en a reçu une copie, mais je veux nier tout de suite l'imputation que l'on fait au gouvernement d'être l'ennemi avéré des classes ouvrières, ne voulant les aider en quoi que ce soit, et que le gouvernement conspire contre les ouvriers avec les propriétaires et ceux qui les emploient, pour les fouler aux pieds.

Je proteste absolument de la manière la plus énergique contre les sentiments qui sont exprimés là. Je suis convaincu que, qui que ce soit qui ait écrit cette lettre, elle ne représente ni les opinions ni les sentiments des ouvriers de Montréal, car je sais ces derniers trop intelligents pour se permettre de telles insinuations, surtout lorsqu'elles sont absolument mensongères et blessantes.

(Applaudissements)

La législation ouvrière que nous avons fait adopter a été inspirée par le souci de protéger tous les ouvriers en général, sans distinction d'union internationale ou nationale. Je proteste contre l'imputation qu'elle contient mais je n'ai pas besoin de protester, car la résolution porte en elle-même sa propre contradiction. Je trouve ma vengeance dans un paragraphe de cette lettre, qui dit que lorsque j'ai parlé contre la grève des typographes, grève déclarée sur l'ordre de chefs étrangers à notre province, j'ai été applaudi par toute la députation, sauf le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier).

Que celui qui a rédigé cette phrase l'apprenne par cœur et qu'il sache que, dans la province de Québec, chaque fois que d'ailleurs on voudra donner une direction à nos ouvriers, direction autre que celle dictée par des sentiments canadiens, nous serons opposés et que toute la députation sera encore unanime à protester et à applaudir. C'est la meilleure réponse et il en sera toujours de même.

(Applaudissements)<sup>3</sup>

#### Rapports de comités:

##### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quinzième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité de Trois-Rivières et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation.

Rapporté à l'Assemblée législative:

- bill 157 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 76 amendant la charte de Laval-des-Rapides.

**M. Ashby (Jacques-Cartier),** du comité permanent du Code municipal, présente le deuxième rapport de ce comité, lequel rapport est lu ainsi qu'il suit:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 152 amendant l'article 228 du Code municipal.

Bill rejeté:

- bill 164 amendant l'article 243 du Code municipal, relativement au cens électoral des propriétaires.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté un message, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries;

- bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels.

#### **Charte de Montréal**

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Jean (M. Bouthillier), que le bill ne soit pas lu maintenant une troisième fois, mais qu'il soit renvoyé de nouveau au comité plénier avec instruction d'y insérer comme article 16v, l'article suivant:

"16v. Si la cité de Montréal n'acquiert pas la Montreal Water and Power Co., dans un délai de un an à compter de la sanction de la présente loi, elle sera tenue de payer, à l'acquit des contribuables qui sont desservis par la Montreal Water and Power Co., l'excédent chargé par la Cie pour les prix de l'eau au-dessus des taux chargés par la cité de Montréal<sup>4</sup>."

Il (M. Poulin) dit que lorsqu'il a expliqué son amendement devant le comité des bills privés, il ne possédait pas tous les renseignements voulus pour convaincre les députés. Il rappelle que 300,000 citoyens de la population de Montréal paient aujourd'hui \$1.50 par cent de plus que les autres citoyens pour leur taxe d'eau, parce qu'ils sont desservis par la Montreal Water & Power Co., au lieu de l'être par l'aqueduc de la cité. Ils ont cependant contribué, dit-il, comme tous les autres citoyens, à la dépense de \$20,000,000 pour l'amélioration de l'aqueduc de Montréal, sans en recevoir une seule goutte d'eau.

La Montreal Water & Power Co. s'est engagée à fournir l'eau à ces gens, et cela, surtout sur deux articles importants: la force de la pression de l'eau et le prix qu'elle devait exiger, prix qui devait être 75 % de celui exigé à Montréal, puis 65 % le jour où il y aurait un certain nombre de maisons sur le territoire desservi. Il (M. Poulin) cite les témoignages d'experts qui affirment que les tuyaux de la Montreal Water and Power Co. n'ont pas la dimension exigée dans les contrats. Cela est dangereux en cas de feu, dit-il, et il en résulte une situation dangereuse pour la santé et le public en cas d'épidémie, surtout parce que cette compagnie ne peut fournir une pression d'eau suffisante qui permette aux pompiers de s'attaquer à de graves incendies.

Je demande à la Chambre de forcer la cité de Montréal à faire respecter ce contrat, et le meilleur moyen est d'exproprier la Montreal Water & Power Co. Elle a ce droit qui lui a été conféré par la loi 4 George V. La Montreal Water & Power Co. ne donne pas satisfaction au public. Je propose donc que la cité de Montréal s'empare de son aqueduc, par une expropriation, afin que le service de l'aqueduc dans les quartiers desservis par la compagnie soit amélioré.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** déclare qu'en tant que citoyen et député d'une section de la cité, il se permet de ne pas partager l'opinion du député de Montréal-Laurier (M. Poulin), prétendant que l'expropriation n'est pas le remède qu'il faut.

La cité de Montréal ne l'a pas demandé et il est injuste de la forcer à assumer les nouvelles obligations nécessaires à l'acquisition de la Power. Il (M. Conroy) réfute l'argument que la Montreal Water & Power Co. ne fournit pas aux quartiers qu'elle dessert la pression suffisante en cas d'incendie. Il dit être en mesure de prouver que la Montreal Water & Power Co. est très bien pourvue sous ce rapport et que le député de Montréal-Laurier a dû être mal renseigné et a exagéré.

Il (M. Conroy) ne croit pas que la Chambre puisse imposer une telle charge nouvelle à la ville de Montréal avec des amendements présentés à la dernière heure. Le comité des bills privés de la Législature a jugé bon de refuser d'accorder à la cité le pouvoir d'emprunter de l'argent pour d'autres travaux, et il ne devrait pas se mêler des autres affaires.

La nouvelle administration doit régler elle-même ses problèmes. Puisqu'il est question d'un danger d'épidémie, il (M. Conroy) demande autorisation d'assurer ses collègues médecins que la compagnie possède l'un des meilleurs systèmes en Amérique, avec d'excellents filtres, et il ne peut être question de danger de maladie parmi la population desservie par la compagnie.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** ne nie pas qu'il soit injuste de réclamer à un groupe de citoyens une taxe d'eau plus élevée que celle prélevée dans la plupart des quartiers de la ville, mais il se met au point de vue des finances de la métropole et déclare que ce serait obliger celle-ci d'accabler les citoyens de nouveaux impôts que de la forcer à exproprier une compagnie, chose qui, dans les circonstances, exigerait des dépenses très considérables.

La cité de Montréal ne peut, dit-il, surtout dans ce moment et, d'ici à un an, supporter une telle expropriation qui se chiffrerait dans les millions et, en agissant ainsi, la Législature traiterait injustement les citoyens de la métropole.

Ce serait pratiquement forcer la cité de Montréal à faire cette expropriation que de voter l'amendement du représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), car ce serait une dépense énorme pour la cité de Montréal que de payer la différence de taux, à un moment où elle plie sous le taux. L'aqueduc de Montréal remplace graduellement celui de la Montreal Water & Power Co., dans les localités où expirent les franchises de cette compagnie et l'expropriation se fera ainsi sans secousse.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** La seule raison qu'a donnée le député de Montréal-Laurier pour forcer l'expropriation était que la compagnie ne remplissait pas son contrat. Je ne suis pas prêt à dire si la Montreal Water & Power a rempli son contrat. Il se peut qu'elle le remplisse. Il se peut qu'elle ne le remplisse pas. La Chambre n'en sait rien. Mais si tel est le cas, le député de Montréal-Laurier devrait savoir qu'il existe dans cette province des lois pour forcer l'exécution des contrats.

Il y a un remède dans le contrat lui-même. Il n'y a qu'à s'adresser aux tribunaux et à forcer la compagnie à respecter les engagements qu'elle a pris. Seulement, mon honorable ami de Montréal-Laurier n'osera pas prétendre que ce serait punir la compagnie que de l'exproprier en lui payant une somme considérable pour son aqueduc et ainsi tenter de faire respecter le contrat? En supposant que nous passions une loi en cette Chambre pour forcer la cité de Montréal à acheter les biens de la Montreal Water & Power, qu'arrivera-t-il si la cité n'a pas l'argent nécessaire? La cité de Montréal, d'un autre côté mon ami de Saint-Henri vient de le dire, n'est pas en état de faire cette expropriation. L'expropriation exigerait une dépense d'un, deux, trois, dix et peut-être \$20,000,000.

Avons-nous quelque information qui pourrait nous permettre de voter intelligemment sur l'amendement? Nous n'avons absolument rien. Le député de Montréal-Laurier (M. Poulin) ne nous a donné aucune idée quant à ce que cela pourrait coûter ou quel mécanisme serait nécessaire pour les exproprier, et il n'y a rien non plus dans la charte de la cité qui lui permettrait d'emprunter l'argent nécessaire pour l'expropriation, même si on en connaissait le coût. L'amendement ne dit mot à ce sujet, et il me semble que le député de Laurier demande à la Législature d'aller très loin. Je crois donc que mon devoir sera de voter contre l'amendement du député de Laurier.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** sympathise beaucoup avec ceux des citoyens de Montréal qui sont obligés de payer plus cher que les autres pour l'eau, mais on doit considérer l'intérêt général de Montréal.

Lorsque les quartiers actuellement desservis par la compagnie étaient annexés, aucun des contrats existants ne comportait de disposition stipulant que la cité devait faire l'acquisition de la compagnie ou rembourser les citoyens pour le surplus de taux qui leur est chargé. Certains contrats dureront encore 10 ou 20 ans. Il plaint les Montréalais qui doivent payer plus cher que les autres pour leur eau, mais c'est à l'administration de décider.

La Législature ne doit pas forcer la cité à exproprier la compagnie et dépenser des millions de dollars ou payer à nouveau chaque année une somme de plus de \$200,000 à un groupe de citoyens qui, pourtant, avant l'annexion de leur territoire à la cité de Montréal, devaient faire face aux mêmes obligations qu'aujourd'hui. Le comité refuse de modifier la Charte pour permettre à la cité d'emprunter \$3,000,000 pour des travaux absolument nécessaires, et l'on ne devrait pas s'en

mêler à ce stade-ci. Les citoyens de Montréal verraient d'un mauvais œil cet acte de la Législature. Nous ne pouvons pas les obliger à acheter cet aqueduc. Nous avons donné au nouveau conseil son autonomie, laissons-le donc décider ce qu'il doit faire pour ne pas obliger celui-ci à agir d'une façon contraire à la bonne administration de la cité.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** La Législature a rendu à Montréal son autonomie, il y a un an. Ils ont à présent une nouvelle administration, en laquelle les citoyens ont confiance et dont ils attendent pleine satisfaction, et ils n'ont pas d'ordres à recevoir de la Législature. C'est la première occasion de montrer que Montréal a son autonomie en n'intervenant pas dans ses affaires. La cité n'a pas demandé l'expropriation et n'est pas en position de la réaliser. C'est un mauvais principe; la cité n'est pas en position pour exproprier.

**M. Laurendeau (Maisonnette)** dit que s'ils ne peuvent pas obliger la cité à acheter l'aqueduc, ils devraient se faire garantir que les surtaxes ne seront pas renouvelées à la fin du présent terme, de sorte que la cité puisse éventuellement acquérir son propre aqueduc.

**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion)** déclare que, si l'amendement du député de Montréal-Laurier (M. Poulin) ne spécifie pas l'expropriation de la Montreal Water & Power Co. et n'oblige pas ainsi la cité de Montréal à contracter de nouvelles et trop fortes obligations, il aurait été en faveur de l'autre partie du même amendement concernant la remise aux citoyens desservis par la même compagnie, du surplus de taxe qu'ils doivent payer chaque année. Il faut bien se rendre compte, dit-il, que ce serait peut-être faire l'affaire et se rendre aux désirs de la Montreal Water & Power Co. si nous décidions que Montréal doit exproprier cette compagnie.

Il (l'honorable M. Lacombe) regrette que certains citoyens doivent payer plus cher de taxe d'eau que les autres et voit là une situation injuste. Mais il croit néanmoins que l'amendement doit être battu<sup>5</sup>.

**Des députés:** Vote! Vote!

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** demande le vote.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Ashby, Bouthillier, Fortier, Gauthier, Laurendeau, Poulin, Renaud, Ricard, Roy, 9.

**Contre:** MM. Bédard, Bercovitch, Bordeleau, Bugeaud, Bullock, Caron (Hull), Caron (Îles-de-la-Madeleine), Cédilot, Conroy, Daniel, David, Desaulniers, Desjarlais, Dufour (Matane), Dufresne, Forget, Gaudrault, Gault, Grégoire, Hamel, Hay, Lacombe, Laferté, Lafrenière, Lapierre, Leclerc, Lemay, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), Létourneau, Madden, McDonald, Mercier (Trois-Rivières), Miles, Monet, Moreau, Morin, Nicol, Paquet (Saint-Sauveur), Péloquin, Perrault, Phaneuf, Philips, Reed, Richard, Robert, Saurette, Sauvé, Simard, Smart, Taschereau, Tessier, Thériault, Tourville, Vautrin, 55.

**M. Monet (Napierville)** fait remarquer à la Chambre que le député de Dorchester (M. Ouellet) n'avait pas voté.

**M. Ouellet (Dorchester)** déclare qu'il ne désirait pas voter.

**M. l'Orateur:** Tout député se trouvant à son siège au moment d'un vote est obligé de voter.

**M. Ouellet (Dorchester):** Alors, je vote contre l'amendement.

L'amendement est donc rejeté par 56 voix contre 9.

Et la motion principale étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

Le bill est, en conséquence, lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Questions et réponses:

##### Secours pour la Côte-Nord

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il reçu au cours de l'an dernier des requêtes de différentes places sur la Côte-Nord du Saint-Laurent demandant du secours en provisions, pour le cours de l'hiver 1921-1922?

2. Dans l'affirmative, de quels endroits ces demandes ont-elles été faites et pour quel montant dans chaque endroit?

3. Si le gouvernement a fourni les effets demandés, à quelle date l'envoi a-t-il été fait et pour quel montant dans chaque endroit?

4. Par qui la livraison de ces effets a-t-elle été faite et par quel bateau?

##### L'honorable M. Taschereau (Montmorency):

1. Oui.

2. De divers postes dans le bas du Saint-Laurent, le montant n'étant pas spécifié dans les demandes.

3. Le gouvernement a fourni de la farine, du lard, de la mélasse, du thé, du pétrole, de la gazoline, etc., pour un montant total de \$6,052.52.

4. Les effets ont été distribués à différents endroits situés entre Sainte-Augustine et Bradore Bay par l'entremise du Père Hesty et du Capitaine Living, qui étaient chargés d'effectuer la répartition avec l'aide des personnes les plus recommandables à chaque endroit.

Ces effets ont été transportés par le bateau North Shore.

##### Sainte-Hedwidge, Lac-Saint-Jean

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il fait des travaux de chemin dans la paroisse de Sainte-Hedwidge, au Lac-Saint-Jean, à même les argents de colonisation ou à même d'autres fonds, l'an dernier?

2. Dans l'affirmative, a-t-on dépensé de l'argent dans un chemin privé appartenant à un club de Roberval, le long duquel il n'y aurait pas de terre arable?

3. Dans l'affirmative, qui était contremaître, et quel montant a été dépensé?

##### L'honorable M. Perrault (Arthabaska):

1. Oui.

2. Les travaux ont été faits dans la route, sur le rang VIII, canton de Roberval et sur le rang I, canton de Ross, où il y a quelques colons d'établis.

3. Joseph-Elzéar Fortin, \$300.63.

##### Lots de colonisation

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. La personne qui achète un lot de colonisation est-elle obligée de remplir et de signer la formule A, article 1558, S.R.Q., 1909, et de déclarer sous serment qu'elle acquiert ce lot en son nom, pour le défricher et le

cultiver pour son bénéfice personnel; qu'elle n'est le prête-nom de personne pour faire l'acquisition de ce lot? Et avant de signer, est-elle obligée de jurer que ces faits sont vrais?

2. Dans la négative, quelles sont les exceptions?

3. Combien de lots un colon peut-il acheter à la fois?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. L'article 1558, S.R.Q., 1909 et la formule dont cet article faisait mention ont été abrogés par la loi 11 George V, chapitre 33, sections 7 et 8.

2. Répondu par la question précédente.

3. Voir l'article 2090a S.R.Q., 1909.

#### **Dr L.-E.-A. Parrot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Est-il à la connaissance du gouvernement que dans les années 1919 et 1920, MM. Alfred Bourgouin, Rodrigue April, George Lavoie, Arthur Caron, Arthur Lévesque, tous employés du département de la Voirie, sous les ordres du contremaître Jos. Tremblay, auraient été chargés par ce dernier, pendant leurs heures de travail, de transporter et de scier le bois du Dr L.-E.-A. Parrot, alors député de Témiscouata à l'Assemblée législative, au moulin de M. Herménégilde Lavoie, à Saint-Antonin, comté de Témiscouata, et qu'ils auraient été payés par le gouvernement pour le travail qu'ils auraient ainsi fait au profit de M. Parrot, alors député?

2. Y a-t-il eu restitution du salaire ainsi payé aux employés sus-nommés du département de la Voirie?

3. Dans l'affirmative, à quelle date, par qui et pour quel montant?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Le gouvernement n'en a pas été informé alors.

2. Oui.

3. a. En septembre 1921; b. Jos. Tremblay; c. \$66.

#### **Demandes de documents:**

##### **Crédit agricole**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, appuyé par le représentant de Beauce (M. Fortin), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance au sujet de l'établissement d'un crédit agricole et autres moyens d'encourager l'agriculture et le mouvement de retour à la terre.

M. l'Orateur, si je me permets de parler de la politique de retour à la terre, ce n'est pas que je prétende pouvoir solutionner en quelques mots une question aussi difficile et aussi sérieuse que celle-là, mais il me semble qu'il est de mon devoir en ma qualité de représentant du peuple de donner bien humblement, mais aussi bien sincèrement, ma manière de voir sur une question aussi importante. Bien souvent, M. l'Orateur, nous avons entendu une foule de gens émettre leurs idées sur la meilleure manière de favoriser le retour du cultivateur à la terre, mais je ne sache pas qu'on ait envisagé une seule fois cette politique sous sa vraie face; je crois que la première chose à considérer, c'est d'abord de prendre les moyens pour garder à la terre les fils de cultivateurs, et en deuxième lieu d'essayer de ramener au sol ceux qui en sont partis. L'un de ces moyens est l'établissement d'un crédit agricole qui aidera non seulement le jeune colon et le jeune cultivateur à s'établir sur des fermes ou à en créer des nouvelles, mais aussi le vieux fermier qui veut améliorer la sienne.

Et pour en arriver là, M. l'Orateur, il est inutile de perdre son temps à parler de l'attrait trompeur de la ville; pour ma part je suis encore du nombre de ceux qui croient que le fils du cultivateur aime la culture et que des milliers d'ouvriers seraient prêts à prendre les manchons de la charrue, si on leur donnait les moyens de s'établir sur une ferme. Si le fils du cultivateur laisse la campagne pour prendre le chemin de la ville, c'est dû souvent au fait qu'un homme, père d'une nombreuse famille, n'a pas les moyens voulus pour établir ses garçons sur des fermes; il en établira bien un ou deux, mais les autres devront apprendre des métiers et iront ensuite gagner leur vie dans leur village ou à la ville, et pour l'ouvrier n'ayant que très peu d'économies, malgré le désir qu'il pourra avoir de s'acheter une ferme, il ne pourra songer non plus à faire de l'agriculture ou de la colonisation, faute d'argent. Donc ce qui lui manque, c'est l'argent.

En effet, M. l'Orateur, nous comprenons facilement l'hésitation que peut avoir le jeune cultivateur d'acheter, supposons, une ferme de \$6,000 avec un \$500 ou même un \$1,000 comptant, lorsqu'il aura une somme de \$5,000 à payer dans 4 ou 5 ans à un taux d'intérêt souvent assez élevé. C'est là, je crois l'une des principales, sinon la principale des raisons pour laquelle nombre de jeunes gens ne font pas de culture et quittent la campagne pour prendre le chemin de la ville. Personnellement, je connais beaucoup d'ouvriers et de fils de cultivateurs qui seraient restés à la campagne où ils préféreraient vivre, s'ils avaient pu bénéficier des avantages d'un crédit agricole.

M. l'Orateur, je le répète, je n'ai pas la prétention de pouvoir régler pour toujours une question aussi difficile et aussi délicate que celle-ci, mais je me contente de soumettre à l'étude de cette Chambre et de mes concitoyens de la province de Québec, ma manière d'envisager cette question, espérant que les honorables ministres de l'Agriculture et de la Colonisation de même que tous les députés exprimeront leur manière de voir sur cette question, afin d'aider le plus tôt possible, non seulement le jeune colon et le jeune cultivateur, mais aussi le vieux fermier qui veut améliorer sa ferme.

Je ne veux cependant pas prétendre que le gouvernement n'aide pas aux colons et aux cultivateurs. La population reconnaissante de notre province n'ignore pas les millions dépensés par les honorables ministres de l'Agriculture, de la Colonisation et de la Voirie pour les ouvriers de la ferme, et les sommes énormes dépensées annuellement par notre toujours dévoué secrétaire provincial (l'honorable M. David) dans les nouveaux centres de colonisation ou dans les vieux centres agricoles. On a dépensé des millions sur les routes et dans la colonisation ainsi que pour encourager l'agriculture de manière générale.

Quelqu'un me disait un jour que les caisses populaires sont suffisantes pour remplacer les crédits agricoles, mais l'on oublie que ces bonnes caisses ne sont pas établies dans toutes les municipalités de cette province, et le seraient-elles que nous serions bien vite forcés de constater qu'elles n'auraient pas assez de fonds pour répondre aux besoins des fermiers. Mais, me dira-t-on, les banques dans les sections rurales, la "Caisse d'économie" comme on les appelle, peuvent prêter aux colons et aux cultivateurs. Est-ce que, par hasard, l'on ignore que nos nombreuses succursales de banques dans nos campagnes sont autant de canaux par où passe l'argent de nos cultivateurs pour aller ensuite alimenter la haute industrie ou le commerce des villes?

Comme me disait cette semaine un banquier en vue de cette province, les banques sont bien disposées à prêter aux cultivateurs, mais pourquoi le gouvernement ne nous donnerait-il pas le droit aux banques de prendre des garanties sur la récolte sur pieds, et sur les animaux de la ferme, comme cela se fait déjà dans quelques provinces de l'Ouest?

Je crois que cet homme d'affaires a raison; et une loi dans ce sens devrait être passée le plus tôt possible. Déjà plusieurs pays d'Europe ont adopté une politique de crédit agricole et se sont servi ou ont établi les institutions financières suivantes: l'Italie: la

Banque rurale, Banque populaire, Institut du crédit territorial, etc.; la Hongrie: l'Institut hypothécaire territorial hongrois, Institut de la fédération nationale des prêts sur biens fonds en Hongrie; l'Autriche: les Associations du crédit agricole; l'Allemagne: les Prêts pour l'amélioration de la terre, Banque des prêts par annuité pour améliorations de la terre; le Danemark: la Société de crédit pour les propriétaires fonciers dans les districts et Diocèses des îles danoises, etc.; la France: Banque régionale, Banque de France, Banque du crédit coopératif des Alpes Maritimes, La Banque populaire de Mentore, la société du Crédit mutuel de Senlis, la Banque agricole de Boulogne-sur-Mer, le Crédit foncier, etc. Au Canada, l'Ontario, la Saskatchewan, et je crois aussi que le Manitoba ont leurs systèmes de crédits agricoles, pourquoi n'aurions-nous pas le nôtre nous aussi?

Je veux être sincère et je ne veux pas que l'argent de la province soit dépensé inutilement; si je cite les noms de ces différents pays, il ne faudra pas pour cela prétendre que partout ces crédits agricoles ont toujours été un succès; en Italie et en Hongrie entre autres, si mes renseignements sont exacts, le crédit agricole n'a pas réussi; d'un autre côté, l'Allemagne, le Danemark et la France en auraient fait un succès.

Si certains pays n'ont pas réussi, est-ce dû au fait que l'on aurait mal compris les besoins ou la mentalité des régions qu'il s'agissait d'aider, je l'ignore, mais ce qui m'encourage à demander l'établissement le plus tôt possible de cette politique, c'est que déjà un certain nombre de pays en ont fait l'expérience avec succès. En Canada, la Saskatchewan est fière de son système de crédit agricole. Dans la province de Québec, pourquoi ne réussirait-on pas, le ministère de l'Agriculture a toujours eu du succès chaque fois qu'il est venu en aide aux cultivateurs. Grâce à son dévouement et à l'esprit de travail et d'honnêteté de nos cultivateurs, n'avez-vous pas constaté, M. l'Orateur, les changements opérés dans nos campagnes depuis un certain nombre d'années?

Il y a 25 ans par exemple, nos cultivateurs vivaient pauvrement; aujourd'hui, l'aisance et le bonheur semblent régner chez beaucoup d'entre eux. Cependant, si beaucoup de nos ouvriers du sol sont heureux, il ne faut pas pour cela oublier les soucis du père d'une nombreuse famille qui voudrait établir ses garçons sur la terre, ou de l'ouvrier qui aimerait lui aussi à se faire colon ou cultivateur. Le moyen de garder ou de ramener au sol ceux qui aiment la culture serait, je crois, d'établir un système de prêt remboursable par annuité.

Le gouvernement pourrait, je suppose, émettre un certain montant de débentures qu'il pourrait prêter ensuite en première hypothèque aux colons et aux cultivateurs, à des conditions et pour des fins déterminées par le biais d'une commission indépendante constituée, disons, d'un cultivateur, un financier et un avocat. Le cultivateur qui veut améliorer sa ferme ou le colon sans ressource qui a déjà défriché une partie de son lot pourrait emprunter à 3 % ou 4 % disons, jusqu'à concurrence de 75 % de la valeur de sa ferme pour rembourser ensuite au gouvernement son prêt en 40 versements annuels.

Supposons par exemple, qu'un cultivateur aurait besoin d'une somme de \$1,000 pour faire le drainage de sa ferme ou d'autres améliorations, je crois que cet homme aurait peur d'emprunter cette somme, s'il se voyait dans l'obligation de rembourser son emprunt dans 2 ou 3 ans à un taux d'intérêt de 6 % ou 7 %, comme il se paye souvent dans les centres où l'argent est très rare; mais d'un autre côté, je suis convaincu que le même homme ne craindrait pas d'emprunter cette somme de \$1,000 s'il savait pouvoir la rembourser par versements de 1/40<sup>e</sup> par année, avec intérêt à 4 % avec liberté de faire des remboursements par anticipation, c'est-à-dire qu'il aurait à payer par année \$65 capital et intérêts compris, montant qui devrait diminuer tous les ans.

Je ne crois pas qu'avec un système comme celui-ci qu'un fils de cultivateur ou un ouvrier aurait peur de s'acheter une ferme. Parce qu'après avoir considéré le prix d'une ferme, le colon regarde toujours les conditions de remboursement, et si les conditions sont trop dures, il n'achète pas; d'un autre côté, s'il voit la possibilité de pouvoir payer sa terre grâce à des conditions faciles, dans la plupart des cas, il sera heureux et mieux de se faire cultivateur. Maintenant, comment administrer tout ce système de crédit agricole? C'est là la grande question et c'est là aussi que je demande l'expression d'opinion de tous les membres de cette Chambre. Si l'on trouve un meilleur système que celui que j'ai à suggérer, tant mieux, et pour le plus grand intérêt de ma province, je suis prêt de l'accepter.

Je crois qu'un crédit agricole comme celui-ci, s'il était accepté, devrait être administré par une commission indépendante de tout patronage politique et composé d'un cultivateur, d'un colon, d'un financier et d'un homme de loi. Cette commission verrait à prêter au cultivateur qui aurait besoin, et s'occuperait de l'emploi de l'argent emprunté, des remboursements, etc. Une commission composée d'hommes compétents pourrait très certainement administrer ce genre de crédit agricole, dans le plus grand intérêt de

l'agriculture et de la province. M. l'Orateur, j'aurais voulu avoir la compétence d'un économiste tel Jouzier ou Gilles pour traiter un sujet aussi important que celui-ci, mais j'ai confiance que cette Chambre discutera cette question à son mérite et comprendra que je n'ai en vue que le bonheur et la prospérité de mes concitoyens, animé d'un amour sincère pour ma vieille province française de Québec.

(Applaudissements de la Chambre)

**L'honorable M. Moreau (Lac-Saint-Jean):**

Il m'est tout particulièrement agréable de me lever aujourd'hui en cette Chambre, et cela, pour féliciter le député de Saint-Maurice (M. Ricard) pour l'idée qu'il a eue en proposant le projet du crédit agricole et aussi pour le féliciter de la manière si avantageuse dont il a su s'acquitter de la tâche bien difficile qu'il avait assumée, et la façon si éloquente qu'il a trouvée pour argumenter son projet.

Comme représentant de la classe des colons dans le cabinet provincial, c'est un devoir impérieux pour moi de supporter la cause que défend le député de Saint-Maurice (M. Ricard) en autant qu'il est possible. Cette mesure apporterait une amélioration notable à l'état du vaillant défricheur pour lequel, on ne peut le cacher, la vie est si dure. J'entendais l'honorable secrétaire de la province dans un magnifique discours qu'il fit en soumettant son projet d'encouragement aux littérateurs, je l'entendais, dis-je, trouver d'heureux compliments pour le livre intitulé *Maria Chapdelaine*<sup>6</sup>, livre que la France a voulu honorer en le couronnant par son Académie.

Ce livre étant né chez nous, dans les froides et fertiles régions du nord de mon comté, j'ai suivi son ascension vers le succès avec la plus franche satisfaction, considérant que son style en était parfait: l'œuvre qu'il accomplirait, en s'étendant dans le monde entier, serait surtout utile en faisant connaître ce qu'est au juste la tâche et la mentalité du colon, et comme il mérite les sympathies et l'encouragement général.

On oublie trop, M. l'Orateur, que, si le pays a atteint un développement si marqué, le colon en est le facteur principal, et que c'est lui qui, par son effectif travail, a placé le pays sur la voie de la prospérité, que c'est encore lui qui le pousse vigoureusement dans cette voie en continuant à l'agrandir et en facilitant son rendement par ses sueurs et son travail.

C'est toutefois un bien rude métier. Il y faut de l'énergie. Je voudrais que tous les membres de cette Chambre connaissent comme moi les difficultés multiples qu'il a à surmonter, l'énergie qu'il lui faut



montrer pour trouver la subsistance de sa famille et en même temps, faire d'une forêt vierge une terre à rendement. Nous le voyons l'automne partir avec sa famille, qui de coutume est assez nombreuse, quitter la civilisation pour aller dans les endroits éloignés et sauvages, dans les chantiers, gagner par son travail quelques piastres qu'il économise pour pouvoir, durant l'été suivant, faire vivre les siens tout en défrichant son lot. Bien souvent l'argent qu'il aura gagné durant l'hiver ne sera pas suffisant pour vivre tout l'été, alors il lui faudra laisser son défrichement pour courir ailleurs et chercher quelques piastres à gagner. Combien de fois n'ai-je pas été attristé en constatant la vie pitoyable qui est son partage?

Regardez-le l'été, vivant dans un camp de bois rond, bien souvent sans plancher; dans un côté, il vit avec sa famille, de l'autre côté, il y loge son cheval, quelquefois une vache, c'est là tout son avoir qui est rarement plus considérable. Les conditions hygiéniques de ce logement ne nous frappent-elles pas?

Et pourtant, M. l'Orateur, je n'exagère pas, c'est bien là son logement, meublé d'une table à trois pattes, et de quelques bûches pour sièges. Quelle est la raison principale pour laquelle le colon qui travaille de l'aurore au crépuscule, ne peut-il pas se donner plus d'aisance? Eh bien, M. l'Orateur, c'est qu'avec le peu d'argent qu'il a gagné l'hiver, il en a bien juste pour vivre l'été, en poussant l'économie jusqu'à l'exagération; il lui faut faire ce travail de défrichement pendant sept à huit ans.

Je prétends, M. l'Orateur, que, si après avoir fait quelque travail sur son lot, le colon pouvait emprunter un montant sur le travail déjà fait, ceci aurait pour effet de lui donner en encouragement matériel et de lui permettre de développer plus rapidement son lot, que s'il est obligé de quitter son travail à tout instant pour se gagner quelques miettes de pain. Si l'immigration canadienne-française vers les États-Unis est si intense, c'est parce qu'autrefois, le colon n'avait pas assez de moyens d'existence. Nous remarquons que l'avènement au pouvoir de gouvernants aux idées libérales a eu pour effet immédiat d'arrêter ce mouvement émigrateur et de garder chez nous nos travailleurs.

Dieu merci, lorsqu'il s'agit de faciliter l'œuvre du colon, le gouvernement n'a jamais hésité à faire son possible, et nous pouvons dire qu'il y a une amélioration sensible sur ce point. Combien de choses pourraient encore être faites! Et la proposition qui est soumise par l'honorable député de Saint-Maurice (M. Ricard) pourrait aider l'agriculteur, si l'on peut lui donner une application pratique. C'est

bien en accomplissant des réformes du genre de celle-ci que l'idée libérale s'établit bienfaitrice et a d'heureux effets pour la province. Lorsque le premier ministre m'appela à faire partie de son cabinet, je sentis la responsabilité qu'il plaçait sur mes épaules, bien que l'honneur qu'il faisait aux colons de la province fût marqué. Il suffisait que l'entrée dans le cabinet fût un honneur pour que je ne le recherche pas, mais le fait qu'il y avait responsabilité grave à supporter et devoir à accomplir, je ne pouvais me permettre de refuser.

Les besoins des colons sont si nombreux, et les réformes à opérer dans leur domaine sont si nécessaires, que le gouvernement a voulu avoir dans son conseil un homme connaissant parfaitement leurs besoins, ayant vécu de leur vie et peiné avec eux. C'est bien en cette qualité que j'ai l'honneur de prendre part aux délibérations ministérielles, et aujourd'hui, c'est fort de mon expérience et conscient de mes devoirs que je suis sympathique en principe à la motion de l'honorable député.

Je voudrais que ma voix franchisse les murs de cette Chambre et aille dire aux colons émigrés qui, faute de secours, ont dû quitter leurs terres pour chercher à l'étranger, sinon le bien-être, du moins les ressources nécessaires pour vivre en travaillant dans les filatures américaines: Revenez, revenez à votre vieille province, afin d'aider à son développement. Nous avons compris votre situation, nous avons compris la position du colon, et nous voulons par tous les moyens faire au défricheur une vie relativement agréable... Nous savons qu'ainsi encouragés, votre travail sera plus vigoureux, et que notre territoire productif s'agrandira plus rapidement s'ils reviennent dans leur vieille province, confiants qu'ils pourront être dans un avenir prospère.

Représentant du peuple et colon, nous voulons marcher ensemble, car notre rôle à tous deux est patriotique. J'émet donc l'opinion, M. l'Orateur, que si une mesure de crédit agricole peut être prise à effet sans trop d'inconvénients et si les ressources de la province le permettent, celle-ci pourra rendre des services à l'agriculture et aux colons particulièrement.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Ouellet (Dorchester)**<sup>7</sup> est fortement en faveur de cette mesure proposée par le député de Saint-Maurice (M. Ricard) et voit dans les paroles de l'honorable député du Lac-Saint-Jean (M. Moreau) les réalisations futures du projet, sous une forme ou une autre. Il (M. Ouellet) profite de l'occasion pour faire l'éloge de l'œuvre magnifique des caisses

populaires, mais qui ne sont naturellement pas capables de suffire à tous les besoins, surtout en un temps où l'argent est rare. Le gouvernement fera sans doute tout en son pouvoir pour établir un système de crédit agricole.

Il (M. Ouellet) veut qu'en instituant un crédit agricole le gouvernement pense à encourager l'établissement de ces caisses très utiles pour les cultivateurs, qui ont rendu tant de services. Elles viennent de se former en fédération, dit-il, et leurs services peuvent être surtout utiles aux colons et aux cultivateurs.

**M. Grégoire (Frontenac):** Ce n'est plus le temps de pousser vers l'industrialisation à outrance et la haute finance, car le jour de l'agriculture est arrivé. Le gouvernement doit absolument aider aux cultivateurs s'il veut que le mouvement de l'agriculture continue de prospérer dans cette province. Il (M. Grégoire) fait l'éloge des cultivateurs canadiens-français et maintient la nécessité de la mesure, particulièrement dans l'intérêt des fils de cultivateurs. Il est temps, dit-il, de donner à ces derniers les chances d'exploiter avec plus de profits les champs qu'ils ont ouverts. Autrement, ils seront forcés de chercher ailleurs de quoi subvenir à leur subsistance. Avec des chefs comme nous en avons à la tête de l'Agriculture, de la Colonisation et des Terres, on ne peut envisager qu'avec confiance la solution du problème de trouver l'argent nécessaire à nos cultivateurs. Il (M. Grégoire) approuve de tout cœur la motion du député de Saint-Maurice (M. Ricard).

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** ajoute quelques mots pour féliciter le député de Saint-Maurice (M. Ricard).

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Hamel (Portneuf)** ajoute quelques mots pour féliciter le député de Saint-Maurice (M. Ricard).

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) que le débat soit ajourné.

Adopté.

#### **Ingénieurs civils**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Chemin de Saint-Jean à l'Acadie**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 165 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de Chemin Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal, entretien des chemins**

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent du Code municipal.

#### **Code du notariat**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 168 amendant le Code du notariat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Annexion de territoire**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoire faisant partie d'une cité ou d'une ville à une autre corporation soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Convictions sommaires**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 36 concernant les convictions sommaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

### **Signification par huissier**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 181 amendant l'article 833 du Code de procédure civile.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Enregistrements**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 49 amendant le Code civil relativement aux enregistrements.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Cour de circuit, comté de Saint-Maurice**

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 166 amendant les articles

3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ricard (Saint-Maurice)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **École polytechnique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 45 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Questions et réponses:**

#### **École technique de Hull**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il fait construire une école technique à Hull?

2. Dans l'affirmative, combien a coûté ou va coûter la construction de cette école?

3. Quel était l'estimé de l'architecte qui l'a fait?

4. Des soumissions ont-elles été demandées?

5. Quels étaient les noms des soumissionnaires et le prix demandé dans chacune des soumissions?

6. Quel est le nom de l'entrepreneur qui a construit cette école?

7. Quelles étaient ses conditions? Était-il au pourcentage?

8. Quel était le nom du contremaître?

9. Quel était le nom de l'employé qui marquait le temps des hommes?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La Commission nommée par la loi 9 George V, chapitre 42, a sous son contrôle la construction de cette école; les travaux ne sont pas encore terminés.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal;

- bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit;

- bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs du Arts Club, Limited;

- bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay.

#### **Termes de la Cour de circuit**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **The Arts Club Ltd.**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs du Arts Club, Limited. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement.

**M. Laurendeau (Maisonnette):** M. l'Orateur, me sera-t-il permis de me lever sur une question de privilège?

**M. l'Orateur:** Sur quel sujet?

**M. Laurendeau (Maisonnette):** Au sujet de la déclaration que l'honorable premier ministre a faite cet après-midi, sur la résolution du club ouvrier de Maisonnette.

**M. l'Orateur:** L'incident est clos. Vous n'êtes pas dans l'ordre, car il n'y a rien devant la Chambre.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** attire l'attention du premier ministre sur un article paru dans le *Montreal Star* du 1<sup>er</sup> mars. Il (M. Gault) en fait lecture. Cela est-il vrai? dit-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas compris un mot de ce que vous avez lu.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** (Plus fort) demande au premier ministre s'il y a quelque chose de vrai dans la nouvelle publiée hier dans le *Montreal Star* qui dit que le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) va être nommé conseiller législatif ou ministre du Commerce et de l'Industrie, portefeuille nouveau qui va être créé. Il (M. Gault) demande aussi s'il est vrai que le député de Shefford (M. Bullock) pourrait être nommé conseiller législatif.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il ne voit pas la nécessité pour le gouvernement de nier toutes les rumeurs que peuvent publier les journaux. Il (l'honorable M. Taschereau) trouve étrange qu'à chaque fois que les journaux

lancent des rumeurs, des membres de l'opposition se lèvent pour demander si elles sont vraies. Le meilleur moyen de se renseigner, pour un député, est de faire insérer une interpellation régulière au *Feuilleton* de l'ordre du jour. Il demande à l'Orateur si la question du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est bien dans l'ordre. Je laisse à l'Orateur de la Chambre, dit-il, de décider si la question du représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault) est bien dans l'ordre.

**M. l'Orateur:** La question n'est certainement pas dans l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je comprends que l'honorable député de Maisonneuve veut donner certaines explications à la Chambre...

**M. l'Orateur:** J'ai décidé que la question n'était pas dans l'ordre, puisqu'il n'y a pas de motion devant la Chambre. La séance est ajournée à demain trois heures.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est évident que seul le premier ministre a le droit de parler, ici. Oh, les ouvriers!

La motion d'ajournement est adoptée.

La séance est levée vers 6 heures.

---

## NOTES

1. *La Tribune* du 3 mars 1922, à la page 1, mentionne que ce retard est dû au fait que "le premier ministre et ses collègues étaient aux prises dans la salle du conseil avec une délégation d'automobilistes qui venaient leur demander de ne pas imposer de taxes trop lourdes sur les véhicules-moteurs".

2. Sur cette grève, voir la séance du 15 février 1922.

3. *Le Devoir* du 3 mars 1922, à la page 1, rapporte que M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie) et M. Laurendeau (Maisonneuve) n'ont pas applaudi avec le reste de la Chambre.

4. *La Presse* du 3 mars 1922, à la page 17, précise que "c'est exactement l'amendement que le Dr Poulin avait proposé la veille devant le comité des bills privés et qui avait été rejeté".

5. *Le Devoir* du 3 mars 1922, à la page 1, précise que M. Lacombe avait pourtant voté en faveur de cet amendement au comité des bills privés.

6. *Maria Chapdelaine*, roman du terroir publié en 1916 par Louis Hémon (1880-1913), écrivain français établi au Canada en 1911. Ce roman posthume connut un succès universel.

7. Selon *The Gazette* du 3 mars 1922, à la page 1, c'est M. Ouellette du comté de Yamaska qui prend la parole.



## Séance du vendredi 3 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le troisième rapport du comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains comtés;

- bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le seizième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 163 amendant la loi de pharmacie de Québec.

Bill retiré:

- bill 160 concernant les heures de travail des employés du département des incendies dans certaines cités et villes.

**M. Tessier (Rimouski):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills privés en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, les bills suivants:

- bill 65 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga;

- bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

## Appels

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 188 amendant le Code de procédure civile relativement aux appels.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal;

- bill 178 concernant certains emprunts par la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume;

- bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres;

- bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 52 conférant certains pouvoirs au Synode diocésain de Montréal;

- bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church;

- bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville.

### **Succession T. Berthiaume**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession Logan**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Synode diocésain de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 52 conférant certains pouvoirs au Synode diocésain de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **The African Methodist Episcopal Church**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Succession J.-A. Villeneuve**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Louiseville**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **R. Maltais**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Monsieur R. Maltais, de la paroisse Saint-Cœur-de-Marie, dans le comté du Lac-Saint-Jean, est-il propriétaire de deux fromageries dans cette paroisse?

2. Le gouvernement a-t-il donné à ce monsieur la permission d'ouvrir deux fromageries?

3. Dans l'affirmative, à quelle date?

4. Le gouvernement a-t-il déjà refusé à M. Maltais un permis d'opérer ses deux fromageries?

5. Dans l'affirmative, pourquoi?

#### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

1. Oui.

2. et 3. Oui, l'une comme fromagerie, le 28 juillet 1920, et l'autre, celle du centre, le 4 janvier 1922, comme fabrique combinée de beurre et de fromage.

4. Permission d'opérer celle du centre a été refusée pendant un certain temps.

5. Parce que, dans l'opinion de nos inspecteurs, elle n'était pas nécessaire dans le temps et n'était pas construite suivant les plans du gouvernement.

#### **Saint-François-de-Sales**

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le conseil municipal de Saint-François-de-Sales, au Lac-Saint-Jean, a-t-il fait des travaux de gravelage dans ses chemins au cours de l'année dernière?

2. Ces travaux ont-ils été faits par contrat après soumissions demandées?

3. Dans l'affirmative, qui a obtenu ce contrat, et pour quel montant?

4. Est-il vrai que le premier estimé aurait été refusé par le conseil municipal qui aurait demandé l'envoi d'un autre ingénieur dont le rapport établirait la valeur du travail à un tiers de moins que le premier estimé?



**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Oui.
3. Thom. Desbiens, \$38,947.82.
4. Non.

#### **Saint-Michel-de-Mistassini**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il fait faire des travaux dans les chemins de la paroisse de Saint-Michel-de-Mistassini, au Lac-Saint-Jean?

2. Dans l'affirmative, des travaux en ciment ou béton ont-ils été faits?

3. De qui le ciment a-t-il été acheté, et en quelle quantité?

4. Est-il vrai qu'au cours de ce travail, un nommé Latouche, de cette paroisse, aurait vendu deux cents sacs de ciment mouillé, qui lui auraient été payés et qu'on aurait été obligé d'acheter d'autre ciment pour le même travail?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. et 3. Non.
4. Non.

#### **Travaux de voirie, Saguenay**

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement a-t-il fait au cours de l'année 1921 des travaux de pont ou de gravelage entre Tadoussac et Portneuf dans le comté de Saguenay?

2. À quelle date ces travaux ont-ils été terminés et pour quel montant dans chaque paroisse?

3. À quelle date ont été terminés dans la paroisse de Mille-Vaches les travaux commencés au cours de l'an 1921, et pour quels montants?

4. Qui était contremaître de ces travaux?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui. Le département de la Voirie a fait des travaux de gravelage et construit des ponceaux. Le département de la Colonisation a construit un pont en bois sur la rivière Bon Désir.

2. et 4. Pont en bois; 20 juin 1921, rivière Bon Désir. \$421.33 Xavier Imbeau, conducteur. Travaux de gravelage et ponceaux, 28 juillet 1921. \$3,815.88, canton des Escoumins, Nazaire Pelletier, contremaître; 27 août 1921, \$4,036.42, canton des Bergeronnes, Wilbrod Larouche, conducteur.

3. Les travaux de chemins faits par le département de la Colonisation ont été terminés le 8 août 1921. Coût: \$1,002.74. Conducteur: Charles Bouchard.

#### **Charte de Mont-Joli**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Collège des chirurgiens dentistes**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Laval-des-Rapides**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 76 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de la  
municipalité de la paroisse  
de Saint-Joachim**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Entrepôt frigorifique  
Saint-Maurice, Trois-Rivières**

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Mercier (Trois-Rivières)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Questions et réponses:**

**Dr J.-E. Masson**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le nom du signataire du chèque de \$168.36 envoyé au département des Terres le 11 juillet 1918 par le Dr J.-E. Masson, alors député de Montmagny, et reçu audit département le 12-7-1918, pour le lot 17b, canton Bourdages?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Le département des Terres et Forêts n'enregistre pas les noms des signataires des chèques.

**Ingénieurs et gardes  
forestiers de Témiscouata**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Du 22 mai 1916 au 22 juin 1921, sur la recommandation de qui le gouvernement a-t-il nommé le ou les ingénieurs forestiers et les gardes forestiers pour le comté de Témiscouata?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ingénieurs forestiers, aucune recommandation; gardes forestiers, nommés après examen.

**Lettres patentes  
pour lots**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Avant d'émettre des lettres patentes pour des lots ou fractions de lots impropres à la culture, le gouvernement a-t-il toujours pris des renseignements au sujet de la bonne foi des acquéreurs?

2. Dans l'affirmative, de qui?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. Oui, quand la chose était nécessaire ou utile.

2. Des personnes en mesure de le bien renseigner.

**Remises de lots  
en 1920 et 1921**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les colons qui ont remis des lots au gouvernement en 1920 et 1921 avaient-ils, en faisant l'acquisition de ces lots, rempli la formule A, article 1558, S.R.Q., 1909?

2. Dans la négative, comment le département des Terres a-t-il pu leur accorder leur permis d'occupation ou leur billet de location?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** 1. Oui, quant à ceux qui avaient acquis directement de la couronne.

2. Réponse par 1.

**Dr L.-E.-A. Parrot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le Dr L.-E.-A. Parrot a-t-il écrit en date du 23 mai 1920 au sous-ministre des Terres une lettre portant le numéro 13666-20, qui contiendrait la déclaration suivante: "Dubé se propose de construire dans le courant de l'été. Il est venu me demander protection."?

2. Le 24 décembre 1917, le Dr Parrot a-t-il écrit au sous-ministre des Terres au sujet du lot 4b, rang Nord, canton Whitworth, une lettre qui contiendrait les déclarations suivantes: "Après information, je constate que tous les demandeurs de ce lot ont un ou deux lots bien boisés et qu'ils voudraient augmenter leur avoir. Cependant, ce demi-lot est pillé par tout chacun. Les pilleurs sont de Fraserville et de Saint-Antonin. Ils coupent le bois et vont le vendre"?

3. Le sous-ministre des Terres a-t-il écrit en date du 17 octobre 1917 une lettre portant le numéro 36651-17 qui contiendrait la déclaration suivante: "J'ai l'honneur de vous informer que la loi n'autorise plus les ventes de lots pour bois de chauffage"?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. Oui.

3. Oui.

**Dr L.-E.-A. Parrot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Les lettres patentes du lot 23, 2<sup>e</sup> rang du canton Armand, portent-elles le numéro 29904 et ont-elles été émises par le gouvernement le 5 novembre 1920?

2. Depuis combien de temps un M. Louis Dubé était-il concessionnaire du lot 23 par billet de location au moment de l'émission des lettres patentes?

3. Le gouvernement a-t-il autorisé le Dr L.-E.-A. Parrot, député de Témiscouata à l'Assemblée législative, à acheter ce lot de M. Louis Dubé avant l'émission de lettres patentes?

4. A-t-il ratifié la vente que M. Dubé aurait faite audit Dr Parrot le 20 octobre 1920 pour la somme de \$450.00, par acte devant Me Chas-A. Gauvreau?

5. Le gouvernement a-t-il ratifié ou autorisé la vente de la coupe du bois mou que ledit Dr Parrot aurait faite à MM. Joseph et Henry Doyon, de Saint-Honoré pour la somme de \$2,500 comptant, par acte devant Me Chas-A. Gauvreau, N. P., le 25 octobre 1920, onze jours avant l'émission des lettres patentes pour ce lot?

**L'honorable M. Mercier (Châteauguay):** 1.

Oui, à M. Louis Dubé.

2. Depuis le 13 septembre 1918.

3. Non.

4. Non.

5. Le gouvernement ignore ces transactions.

**Dr J.-E. Masson**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Qui était agent des terres à Montmagny en septembre 1918?

2. Le département des Terres et Forêts a-t-il transmis, le ou vers le 7 septembre 1918, des lettres patentes no 28191 au Dr J.-E. Masson, alors député?

3. Dans l'affirmative, pourquoi pas à l'agent des terres?

**L'honorable M. Mercier (Châteauguay):** 1.

Monsieur A.-E. Michon.

2. Oui.

3. Parce que le docteur Masson avait agi comme procureur du propriétaire du lot, et l'agent des terres en a été immédiatement prévenu.

**Commissions athlétiques**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose, selon l'ordre du jour, que le bill 179 concernant la création de commissions athlétiques par certaines municipalités soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les commissaires pourront ainsi contrôler la valeur des personnes qui offrent la représentation, leur identité et leur sincérité. Le public sera assuré que, lorsque des représentations auront été autorisées par la commission, elles ne seront pas des "fakes" ou des parties arrangées.

À la commission appartient le droit de poursuivre les récalcitrants. Les commissaires et leur secrétaire seront payés si la municipalité le veut.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Heures de votation

**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion):** La nouvelle loi dit que les bureaux de votation pour les élections provinciales seront ouverts jusqu'à six heures le soir de la votation. Autrefois, les bureaux devaient fermer à cinq heures. C'est afin de permettre à tous les ouvriers qui ont droit de vote d'aller voter que cette loi est présentée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien y a-t-il d'inspecteurs de lots de colonisation?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Trente-huit, et trois chefs de district.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le rôle de ces inspecteurs?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nos inspecteurs vont visiter les lots de colonisation qui sont sous billet de location; ils s'enquière de l'état des défrichements, de ce qui a été fait, de ce qui reste à faire, de la quantité du bois qui a été coupé, de l'étendue de l'ensemencement, etc. Ce sont eux qui donnent au département toutes les informations nécessaires sur les conflits qui peuvent survenir; ils aident à régler ces différends. Comme le travail est, cette année, plus considérable, nous demandons \$40,000 de plus pour les inspecteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un rôle très important alors que doivent remplir ces inspecteurs?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Très important.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est l'inspecteur qui renseigne le ministère sur les progrès de la colonisation? C'est à lui, sans doute, que l'on envoie les lettres patentes des colons?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Nous les envoyons à ceux généralement à qui s'adresse le colon pour les obtenir, au curé, au député ou à d'autres personnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qu'ont-ils fait ces inspecteurs pour lesquels on parle de voter un crédit de \$65,000? Est-il vrai que les rapports de leurs départements sont considérés comme nuls sur la simple intervention de certains députés? Qu'est-il besoin alors de leur voter de l'argent, si leurs rapports sont annulés par des lettres de députés? Si ce sont les députés qui doivent recevoir les lettres patentes du département, nous n'avons pas besoin d'inspecteurs?

Il a été démontré, dans le passé, que des inspecteurs avaient rapporté que certains lots étaient appropriés pour l'agriculture et que, dans d'autres cas, les conditions avaient été remplies. Et pourtant, parce qu'un député pensait le contraire, le département avait ignoré les rapports des inspecteurs simplement parce que des députés ne partageaient pas les vues des inspecteurs. Sont-ce les députés qui doivent conduire le département, décider quels sont les lots qui conviennent à la colonisation, quelles lettres patentes doivent être émises? Sont-ce les

députés qui doivent décider quels sont les lots qu'il convient de vendre, d'échanger ou de soumettre à une spéculation qui rapporte de gros profits, dont une partie est employée pour des fins électorales<sup>2</sup>?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** À la suite des changements apportés à la loi lors de la dernière session, le département de la Colonisation ne s'occupe des lots convenables à la colonisation que depuis le mois d'avril dernier. Il (l'honorable M. Perrault) fait l'éloge des inspecteurs qui sont tous des employés en qui il a pleinement confiance et qui remplissent leurs fonctions à sa très grande satisfaction. J'irai même plus loin. Je puis dire que depuis cette époque, jamais aucun rapport d'inspecteur n'a été mis de côté à la demande d'un député.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand le ministre dit jamais, qu'est-ce que cela signifie?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Jamais depuis que mon département s'en occupe. Je suis responsable de l'administration des lots de colonisation depuis avril dernier et jamais, et en aucun temps, un rapport d'un de nos inspecteurs n'a été détruit sur les remontrances d'un député; jamais un député n'est intervenu de cette façon depuis le transfert des terres à la colonisation.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pour ce qui est des lettres patentes et des billets de location qui sont remis à leurs propriétaires par l'entremise du député qui siège dans la Législature, seulement un très faible pourcentage de ces cas a été relevé. Généralement, 99 % des lettres patentes sont envoyées au colon lui-même, propriétaire des lots achetés. Ce sont les instructions et, à ma connaissance, elles ont été suivies.

Quelquefois cependant, il peut arriver que nous les adressions au curé ou au député qui en fait la demande au nom du colon. Je n'ai souvenance que d'un seul cas où elles aient été adressées au curé. Il n'y avait aucun agent des terres dans la paroisse et le curé avait aidé le colon à faire sa demande. Du reste, quel mal y a-t-il qu'un député aide de cette façon un colon qui ne sait trop comment s'y prendre dans les procédures à prendre pour acquérir un lot? C'est le devoir, du reste, des députés de rendre service à leurs électeurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut savoir si des lettres patentes ont déjà été envoyées aux colons par l'entremise des députés.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** C'est probable et, avant d'être ministre, j'ai aidé à mes électeurs d'Arthabaska à obtenir des lots, et des lettres patentes m'ont été envoyées pour que je les leur transmette. Ce que j'ai fait, je le ferais encore si je n'étais ministre du département. Il (M. Perrault) pensait que cela faisait partie de ses fonctions. Le gouvernement, dit-il, a confiance en ses députés mais, de façon générale, il envoie les lettres patentes directement au propriétaire.

**M. Tessier (Rimouski)** demande la parole pour appuyer, dit-il, les déclarations de l'honorable ministre de la Colonisation (M. Perrault).

Quant à moi, depuis dix ans que je suis député, j'ai dans plusieurs occasions reçu des lettres patentes pour peut-être cinquante lots au nom de mes électeurs. Ces derniers avaient confiance en moi et me demandaient pour écrire en leur nom au ministre. J'ai toujours cru qu'il était de mon devoir d'agir ainsi, et jamais on ne m'a soupçonné d'avoir spéculé sur les lots. J'en demande encore de ces lots pour des colons et j'en demanderai encore, comme par le passé, et j'espère bien que l'on continuera à m'adresser les lettres patentes que je demanderai au ministre pour les lots et pour avoir les titres au nom de ceux qui me le demandent.

Je suis toujours heureux de rendre ce service. Au reste, c'est mon devoir. On m'a refusé, des fois, les lots que je demandais et l'on m'a toujours donné de bonnes raisons; je m'y rendais et je les transmettais à ceux qui m'avaient demandé de m'adresser au département. Le chef de l'opposition a tort de reprocher au ministre d'envoyer des lettres patentes aux députés pour les remettre aux colons. C'est arrivé dans mon cas, et j'espère que cela se poursuivra aussi longtemps que j'aurai la confiance du ministre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas une question de savoir si le député de Rimouski (M. Tessier) est bien qualifié. J'en suis sûr le fait que l'honorable ministre a dit que maintenant toutes les lettres sont envoyées directement. Je suis très heureux, dit-il, à la pensée que les anciens abus seront éliminés, qu'il n'y aura plus de spéculation sur les lots de colonisation et que tout le monde sera au-dessus de tout soupçon. Ensuite, dit-il, il n'y a pas que le comté de Rimouski, et tous les députés ne ressemblent pas à celui de Rimouski.

Nous en avons eu la preuve tout dernièrement. Je sais bien que le ministre ne veut pas que l'on spéculé sur les lots de colonisation, mais il y a des députés qui violent la loi, compromettent la bonne administration du département et ne tiennent pas compte du rapport des inspecteurs.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ces rapports de nos inspecteurs, nous les étudions cependant à leur mérite; il peut arriver qu'ils se trompent. Et si, du reste, un rapport d'inspecteur ne s'accorde pas avec celui du député, nous faisons une autre enquête.

**M. Grégoire (Frontenac):** C'est le devoir des députés de se rendre aux demandes des électeurs qui s'adressent à eux pour obtenir des lettres patentes. Cela veut dire que ces électeurs ont confiance en leur député. On ne peut pas dire la même chose peut-être des relations qui existent entre le chef de l'opposition et ses électeurs et qui veut probablement, en faisant ses remarques, se débarrasser de ceux qui viendraient s'adresser à lui. Et puis, parce qu'il y a eu quelques dénis dans le passé, ce n'est pas une raison pour le chef de l'opposition de venir faire les assertions qu'il vient de faire contre les députés en général. C'est sa tâche.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne veux pas que mon vénérable ami, qui est probablement l'homme le plus respecté de la Chambre, pense que je fasse profession de me défier continuellement. Il (M. Sauvé) admet que les députés doivent aider leurs électeurs à se procurer des lots, mais dans une certaine mesure seulement, car il persiste à voir un danger dans le fait que l'on remet aux députés les lettres patentes des colons.

Il y a certes de bons députés, dit-il, mais il y en a eu qui ont abusé de leur situation et il ne faut pas les exposer à la tentation. Il (M. Sauvé) croit, en faisant ses remarques, rendre un grand service au ministre de la Colonisation. Du reste, dit-il, c'est le rôle de l'opposition de rendre service au gouvernement. C'est l'honorable King<sup>3</sup> qui l'a dit l'autre jour.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** À l'avenir, le département de la Colonisation entend être administré d'après les rapports des inspecteurs et d'après ces rapports seulement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Nouvelle agréable. Voilà une belle réforme.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ce n'est pas une réforme du tout, c'est toujours ce qui a existé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sociétés de colonisation en général pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le rôle de ces sociétés de colonisation est de faire de la propagande en faveur de la colonisation au moyen de conférences, de visites, etc.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si l'on ne pourrait pas donner à ces sociétés plus de pouvoir, plus de prestige, plus d'importance enfin, de façon à donner à ces sociétés non pas seulement une propagande ordinaire en faveur de la colonisation, mais de véritables croisades.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Ces sociétés ont plus d'importance que semble le croire le chef de l'opposition. Ce sont elles qui, en somme, organisent les nouvelles paroisses et ce sont leurs missionnaires qui vont annoncer notre province à l'étranger. Les directeurs de quelques-unes de ces sociétés comme M. l'abbé Jean de la Société de Rimouski, M. l'abbé Bergeron<sup>4</sup>, de la Société de Chicoutimi, le Révérend père Marion<sup>5</sup> ont passé à peu près toute l'année qui vient de s'écouler à faire des conférences un peu partout et surtout dans les États de la Nouvelle-Angleterre où ils ont fait un excellent travail. En résumé, ces sociétés de colonisation nous rendent de très grands services.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication de cartes et brochures, département de la Colonisation, des Mines et Pêcheries, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.  
Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille cinq cents

piastres soit ouvert à Sa Majesté pour mines, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si l'on ne croit pas que la production minière va diminuer cette année à cause de la crise industrielle de Thetford Mines. D'après lui, certaines mines d'Asbestos ne progressent pas comme elles le devraient et indiquent une diminution dans la production. Il (M. Sauvé) a appris que beaucoup de mineurs allaient travailler aux États-Unis, puis demande s'il n'y avait aucun moyen de les retenir ici et ce que le ministre a fait sous ce rapport.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'en effet il croit que cette production va nécessairement baisser. Mais il fait remarquer que la situation au sujet de Thetford Mines a été exagérée. La situation, dit-il, même tend à s'améliorer...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien de Canadiens français ont émigré aux États-Unis dans la dernière année?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il n'a pas en main les informations voulues, mais que le chef de l'opposition ayant suggéré aux sessions précédentes que des renseignements pouvaient être obtenus concernant le retour des Canadiens établis aux États-Unis, il (M. Perrault) a essayé de toutes les façons possibles à dresser cette statistique. Une fois là, dit-il, il est impossible de retracer facilement les endroits où ils sont allés.

Pour ceux qui nous reviennent, nous pouvons bien les compter jusqu'à leur arrivée à Montréal, mais, une fois là, nous les perdons de vue. Quoi qu'il en soit, je sais néanmoins que l'an dernier 312<sup>6</sup> familles canadiennes-françaises ont quitté la Nouvelle-Angleterre pour venir s'établir dans la province de Québec. Pour le reste, nous avons fait tout ce qu'il était humainement possible de faire.

Il est très difficile de savoir tout de suite où ces familles sont allées, mais j'ai fait les démarches nécessaires pour m'en informer. Plus de 3,000<sup>7</sup> lettres ont été écrites et le ministère est entré en communication avec plus de 600 curés de paroisses rurales, et nous nous sommes adressés à tous les curés des centres canadiens-français des États-Unis.

Par ce moyen, on a pu savoir que 191 de ces familles s'étaient établies sur des fermes dans le Québec, mais on n'a pas pu retracer les autres qui sont allées tout probablement dans les villes. Le

ministère a fait de nombreuses démarches dans ce sens durant six mois et s'est efforcé de satisfaire aux désirs du chef de l'opposition.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande qu'on fasse encore plus de travail, afin qu'on puisse retracer les 312 familles qui nous sont revenues. Les statistiques d'immigration et de colonisation, dit-il, ne sont pas suffisantes. Le gouvernement ne peut se rendre compte combien de Canadiens français sont revenus dans la province de Québec et c'est une lacune qu'il faut nécessairement combler. On ne me fera pas croire que l'on ne puisse pas suivre ces gens-là. Il (M. Sauvé) demande qu'il y ait un système de statistiques provinciales pour compter les immigrants. Il est impossible, dit-il, de faire avancer la colonisation d'une manière efficace à moins qu'on ne prenne tous les moyens pour suivre les colons, et non seulement de savoir où ils sont établis, mais de faire les démarches voulues pour les encourager à demeurer dans la province.

C'est une question d'importance primordiale. Comme nos familles sont moins nombreuses qu'autrefois à cause des conditions de vie modernes, il nous faudra faire appel à l'immigration. Si nous voulons conserver nos coutumes et nos traditions, il importe que nous n'ayons pas trop recours aux habitants des autres pays pour accroître notre population. Il vaut mieux qu'un seul Canadien français reprenne la vie des champs sur sa terre natale que de voir 200<sup>8</sup> étrangers s'installer ici et s'enrichir à nos dépens.

(Applaudissements de la Chambre)<sup>9</sup>

Commençons donc par faire revenir nos compatriotes de la Nouvelle-Angleterre. Pour cela, venons-leur en aide, en allant même jusqu'à leur octroyer des bonus et, par-dessus tout, en les protégeant contre les mauvais traitements. Protégeons-les et rendons-leur possible la lourde tâche de la colonisation en cette province. C'est dur de construire des maisons dans la forêt et ça prend des hommes courageux pour le faire. C'est bien plus dur que d'acheter du gouvernement des lots de colonisation, de les vendre, de spéculer sur eux, comme on a fait en certains cas, comme un député l'a fait, si l'on en croit les témoignages. Les pauvres colons n'ont pas le cœur à rire<sup>10</sup>. Il est nécessaire d'assurer les Canadiens français qui sont en Nouvelle-Angleterre que, s'ils reviennent au Québec, les députés ne s'immisceront pas dans le travail proprement dit du département à leur détriment. J'espère que je ne scandalise pas le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault)?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** sourit.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ni le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils)?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** écarte cette idée d'un geste.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce serait du vrai patriotisme d'encourager nos gens à revenir chez nous, de les aider, de les guider et de les protéger. Qu'on les renseigne sur les conditions en ce pays! De vigoureux jeunes hommes devraient descendre dans les États de Nouvelle-Angleterre et expliquer aux Canadiens français qui sont là ce que la province peut offrir en termes de nouvelles régions de bonnes terres de culture. Ce n'est pas assez d'envoyer un vieillard dans la Nouvelle-Angleterre, les bras chargés de vieux pamphlets et de quelques cartes, pour dépeindre un tableau idyllique et dire qu'il y a dans la province de Québec une région d'Abitibi, un district du Lac-Saint-Jean, et que les épinettes y croissent abondamment. Nous avons besoin d'une véritable croisade. Ce qu'il nous faut, ce sont des bras jeunes et vigoureux pour accomplir la tâche.

Ce n'est pas avec les méthodes employées par le gouvernement actuel que la colonisation va devenir florissante. Le bureau de la colonisation de Montréal est plein de pamphlets poussiéreux et d'autre littérature du même genre, et ses employés ont l'air de gens pour qui la vie est dure et les salaires bas. Les colons en ont aussi subi les dures conséquences et, à cause des conditions de vie modernes, les grosses familles de 15 et 20 enfants dont ils vantaient tant ont été remplacées par 4 ou 5 enfants. On a publié des articles et prononcé des conférences décrivant de belles images pour les futurs colons, mais il y en a eu aussi qui sont revenus des États-Unis et qui ont déclaré qu'on leur avait fait de fausses représentations et que même les lots qu'ils avaient obtenus leur avaient été enlevés par des spéculateurs qui se faisaient passer pour des colons.

Il (M. Sauvé) se plaint d'avoir à discuter des choses si sérieuses devant une assistance aussi peu nombreuse, aussi peu que 25 députés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'y a pas quorum dans l'opposition<sup>11</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il ne faut pas trop conclure du particulier au général, et au point de vue de l'assiduité, on ne peut faire de reproches aux députés conservateurs. Toutes proportions gardées,

l'opposition fait bonne figure pour ce qui est de l'assiduité et, au lieu de sourire et de prendre un air satisfait, la Chambre ferait mieux d'écouter que de s'amuser à dire que le député de Deux-Montagnes parle dans le désert.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Le ministère fait autre chose que d'envoyer des pamphlets dans les États de la Nouvelle-Angleterre pour favoriser le retour de nos compatriotes dans la province de Québec. Depuis un an, le gouvernement poursuit une vigoureuse campagne de propagande, et nous y avons un grand nombre de propagandistes qui ont passé toute l'année dans les centres franco-américains et qui parcourent les expositions et toutes les grandes démonstrations ou assemblées publiques et rencontrent les gens et, comme je l'ai dit, le résultat obtenu s'est révélé très fructueux: l'an dernier, c'est 312<sup>12</sup> familles canadiennes-françaises qui nous sont revenues.

Nous avons fait tout ce qui était possible pour suivre les familles qui nous sont revenues par suite de cette propagande. Cependant, des personnes se dirigent d'abord vers les villes et c'est alors qu'il devient pratiquement impossible de les suivre. Il (M. Perrault) indique où les familles se sont installées. J'ai écrit, dit-il, au Parlement fédéral et ces chiffres ont été vérifiés et ont corroboré les nôtres. Et M. Scott, des statistiques fédérales, nous a écrit lui-même que les chiffres du Québec étaient aussi complets que possible et que la compilation ne pouvait être plus exacte, et qu'il était absolument impossible de suivre partout ces immigrants jusqu'à leur arrivée au lieu de leur destination.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Suspension

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande aux députés de bien vouloir revenir dans la soirée et déclare que l'on ne s'occupera que de la législation, afin de permettre l'impression des bills.

À 6 heures, la Chambre suspend ses travaux.



**Reprise de la séance à 8 h 30<sup>13</sup>****Dépôt de documents:****Commission  
des liqueurs**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 16 février 1922, pour copie de rapport des opérations de la Commission des liqueurs depuis son entrée en fonction jusqu'au 31 décembre 1921. (Document de la session no 51)

**Commission des liqueurs,  
percepteur Laflamme**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1922, pour copie de toute correspondance, rapports d'officiers de la Commission des liqueurs, rapports d'enquêtes, etc., concernant le percepteur Laflamme et l'assistant-percepteur Laflamme, de Hull, depuis le 1<sup>er</sup> mai 1921. (Document de la session no 52)

**Chemin de fer  
du Lac-Saint-Jean**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 21 février 1922, pour copies de toutes correspondances, contrats, documents, rapports d'ingénieurs, plans, tracés, devis, etc., relatifs à la construction du chemin de fer de ceinture, autour du Lac-Saint-Jean, échangés entre le gouvernement et les compagnies Québec et Chibougamau, la Compagnie de chemin de fer des fermiers de Normandin et Le Roberval-Saguenay, depuis janvier 1920. (Document de la session no 53)

**Chômage  
des ouvriers**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1922, pour copie de toutes correspondances, télégrammes,

documents, etc., entre les organisations ouvrières et le gouvernement de cette province, au sujet des salaires payés pour les travaux du gouvernement, aussi au sujet du chômage et de certaines plaintes contre la situation qui est faite aux ouvriers dans notre province. (Document de la session no 54)

**Questions et réponses:****Taxes des contribuables  
de Montréal**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelle est la somme totale que le gouvernement a retirée en 1920-21, comme revenu annuel provenant de taxes, licences, droits, etc., payé par les contribuables de la ville de Montréal ou par la ville elle-même?

2. Combien: *a.* pour taxes de véhicules-moteurs; *b.* pour taxes d'amusement?

3. Combien a coûté en 1920-21 la Cour de Recorder?

4. Quels étaient ses revenus en 1920-21?

5. Combien y avait-il d'automobiles dans l'Île de Montréal en 1920-21?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2. et 5. Il est impossible de répondre à ces questions parce que les perceptions sont faites par district du revenu et non pas par municipalité, et que les livres sont tenus en conséquence.

3. et 4. Ces questions ne sont pas du ressort du gouvernement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se demande comment le premier ministre pourra établir que Montréal reçoit plus de la province qu'elle ne donne à celle-ci.

**Terres réservées  
aux sauvages**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: 1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra réserver et affecter, en faveur des diverses tribus sauvages de cette province, l'usufruit des terres publiques désignées, arpentées et classées à cette fin par le ministre des Terres et Forêts.

2. Que l'étendue de ces terres publiques ne devra pas excéder, en totalité, une superficie de trois cent trente mille acres.

3. Que l'usufruit des terres ainsi désignées, arpentées et classées par le ministre des Terres et Forêts, sera transféré gratuitement par le lieutenant-gouverneur en conseil au gouvernement du Canada, pour être administré par lui en fidéicommiss pour lesdites tribus sauvages.

4. Que cet usufruit sera incessible, en tout ou en partie, et que les terres qui y seront sujettes feront retour au gouvernement de cette province, sans aucune formalité quelconque, à compter du jour où les sauvages auxquels elles auront été attribuées en usufruit par le gouvernement du Canada cesseront de les occuper à titre d'usufruitiers.

5. Que les droits de mines ne seront pas compris dans cette concession, nonobstant l'absence d'une mention à cet effet.

Il (l'honorable M. Mercier) dit que les 230,000 acres de terres qui avaient été réservées pour les sauvages, en vertu d'une loi fédérale, sont maintenant épuisées.

Le gouvernement fédéral demande aujourd'hui à la province de mettre d'autres terres à sa disposition pour les sauvages. Le Conseil privé a décidé récemment que ces terres retourneront à la province lorsqu'elles sont désaffectées du service des réserves.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

Le comité étudie l'article 1, qui se lit comme suit:

"1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut réserver et affecter, en faveur des diverses tribus sauvages de cette province, l'usufruit des terres publiques désignées, arpentées et classées à cette fin par le ministre des Terres et Forêts.

"L'étendue de ces terres publiques ne doit pas excéder, en totalité, une superficie de trois cent trente mille acres.

"L'usufruit des terres ainsi désignées, arpentées et classées par le ministre des Terres et Forêts, est transféré, gratuitement et aux conditions qu'il détermine, par le lieutenant-gouverneur en conseil, au gouvernement du Canada, pour être administré par lui en fidéicommiss pour lesdites tribus sauvages.

"Cet usufruit est incessible, en tout ou en partie, et les terres qui y sont sujettes font retour au gouvernement de cette province, sans aucune formalité quelconque, à compter du jour où les sauvages auxquels elles ont été attribuées en usufruit par le gouvernement du Canada, cessent de les occuper à titre d'usufruitiers.

"Les droits de mines ne sont pas compris dans cette concession, nonobstant l'absence d'une mention à cet effet."

Cet article est amendé et l'alinéa suivant est ajouté à la fin: "Cette réserve ne sera octroyée ou distraite d'aucun territoire sous licence de coupe de bois, à moins qu'on n'ait préalablement obtenu le consentement du porteur de licence."

L'amendement est adopté.

L'article 1, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code municipal, article 228**

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 152 amendant l'article 228 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hamel (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Police provinciale**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que les deniers requis pour la solde, l'habillement et l'équipement des officiers de police, le loyer et l'entretien des quartiers généraux, les dépenses de voyage des officiers encourues dans l'exercice de leurs fonctions, les dépenses contingentes des quartiers généraux, le paiement des choses et des services absolument nécessaires à l'entier accomplissement des devoirs de la police, et les avances requises pour ces fins seront payés par mandats du lieutenant-gouverneur, à même le fonds consolidé du revenu, sur compte ou réquisition approuvés par le procureur général, et qu'il en sera de

même des sommes requises pour défrayer les autres dépenses autorisées par le bill qui accompagne la présente résolution.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale soit maintenant lu une deuxième fois.

Le projet de loi concernant la police provinciale a pour but d'améliorer ce service important, en vue de la bonne administration de la justice criminelle.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel est le but de ce bill? Est-ce que cela signifie que la police provinciale n'est pas assez bien organisée présentement pour satisfaire aux besoins?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** La présente organisation est en vigueur depuis 1907, et on propose d'amalgamer maintenant les détectives et la police, de manière à avoir une tête dirigeante à Québec et une autre à Montréal, d'augmenter la force jusqu'à un effectif de 100 hommes, et d'établir un bureau à Montréal ou ailleurs, là où le besoin s'en fera sentir. Il (l'honorable M. Taschereau) se réfère à un éditorial du *Montreal Star* dans lequel l'auteur se questionne sur l'utilité d'avoir deux chefs, un à Montréal et un autre à Québec, et il donne son opinion comme quoi, à cause du large territoire couvert par la police provinciale, il est préférable d'avoir une tête dirigeante dans le district de Montréal et une autre dans le district de Québec. Le chef de Québec, dit-il, peut s'occuper du district qui s'étend de Gaspé à Trois-Rivières, et le chef de Montréal peut s'occuper du territoire qui couvre la région de Montréal jusqu'à Pontiac et Hull. Ces deux chefs seront sous l'autorité immédiate du département du procureur général, et il croit que, pour

une meilleure administration de la justice, il doit y avoir deux chefs. On ne peut améliorer certains aspects humains et il est à espérer que les changements proposés auront les résultats escomptés.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce bill représente-t-il une réforme salubre pour la sauvegarde de la société?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si le chef de l'opposition le pense, j'en suis fort aise. Ce n'est pas une mesure radicale. Nous voulons avoir une organisation de bons hommes, jeunes et vigoureux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est un plaisir d'entendre le premier ministre parler du besoin de réforme. Le premier ministre ne sera pas étonné d'entendre le chef de l'opposition approuver les réformes, étant donné qu'elles justifient les prétentions de l'opposition, à savoir que la société n'est pas suffisamment protégée par la police provinciale. Quand j'ai abordé ce sujet, au commencement de la session, je n'ai pas plu à l'honorable premier ministre, mais je suis fort heureux de l'entendre faire aujourd'hui cet aveu. Il (M. Sauvé) dit que, si le premier ministre est prêt à reporter l'étude du bill jusqu'à une prochaine séance, il déposera en Chambre des lettres provenant de familles qui ont des raisons de se plaindre très amèrement de la conduite de la police provinciale.

Certains auteurs de meurtres mystérieux et atroces sont encore au large, entre autres pour le meurtre de Sénécal affirme-t-il. Il (M. Sauvé) en rend responsable la police dont les recherches ont été ineffectives à cause de sa faiblesse et sa lenteur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le bill ne signifie pas que l'organisation de la force était défectueuse par le passé ou qu'elle n'a pas fait un travail efficace et consciencieux, mais simplement qu'elle était sujette à être perfectionnée, comme toute autre organisation humaine.

Le chef de l'opposition a fait, naguère, bien des remarques assez désobligeantes à l'adresse de la police et du gouvernement du fait que certains meurtriers n'avaient pas alors été découverts. Il y a juste un an, par exemple, le chef de l'opposition dénonçait le fait que les meurtriers de Joseph Sénécal, assassiné par des bandits jusque-là inconnus, près de la frontière américaine, n'avaient pas encore été découverts. Dans ce dernier cas, la police n'a pas été

aussi lente que cela. Le meurtre de Sénécal a été commis le 12 janvier 1921. Or, après de fructueuses recherches, la police a pu découvrir les prétendus meurtriers de Sénécal aux États-Unis et l'un d'eux a été extradé et, trouvé coupable de ce forfait, était condamné à mort, il y a quelques jours par l'honorable juge Monet, après avoir subi un long procès. Il est impossible de punir tous les crimes.

Ce n'est pas aux journaux qu'il appartient de découvrir les criminels. Il y a des journaux jaunes et même d'autres journaux qui veulent faire l'ouvrage de la police et trouver les coupables. C'est la raison, parfois, pour laquelle la justice ne peut exercer son action. Je suis heureux que le député de Deux-Montagnes ait protesté contre certains commentaires faits dans une cause de meurtre, à Montréal, et je partage absolument ses opinions sur ce point<sup>14</sup>. Les officiers de police ne devraient pas être dérangés dans l'exercice de leurs devoirs.

La difficulté vient de ce que les journalistes approchent les détectives et les persuadent à commettre des indiscrétions. Ces derniers succombent au désir de voir paraître leurs noms dans les journaux et révèlent des choses que le public ne devrait pas savoir. Ce qui est arrivé dans une cause de Montréal, devrait mettre les journalistes en garde et les inciter à laisser les officiers de la justice accomplir leur œuvre. L'un de ces journaux prétend avoir engagé et payé un groupe de détectives pour découvrir les auteurs d'un crime sensationnel. Tant que pareils procédés subsisteront, le travail de la police sera entravé. Si les journaux voulaient laisser nos policiers tranquilles, la recherche des criminels se ferait bien mieux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** ne s'attendait pas à être amené sur ce terrain. Quand il (M. Sauvé) a dénoncé cette affaire, il y avait plus d'un an que la police avait abandonné ses recherches et qu'elle allait classer l'affaire.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

rectifie une légère erreur du chef de l'opposition en disant, avec preuve en main, que ce meurtre alors n'avait pas été commis voilà un an, mais depuis seulement le 12 janvier 1921; et l'on était alors au mois de février. Il (l'honorable M. Taschereau) est heureux, toutefois, d'entendre les félicitations qu'adresse le chef de l'opposition à l'adresse de son bill.

La police, dit-il, a accompli un excellent travail dans le passé et la mesure à l'étude, sans affecter le travail de l'organisation, a été conçue pour encourager un travail encore plus efficace de cet

organisme. Le gouvernement n'a toujours pour but que d'assurer à la population de la province la plus grande protection possible et tous ses efforts convergeront vers ce but.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le bill pourvoit-il à l'augmentation de salaire des policiers?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les salaires des membres de la police provinciale sont fixés par ordre en conseil.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le gouvernement a-t-il l'intention d'augmenter ces salaires?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ces salaires ont été augmentés récemment et ils sont raisonnables<sup>15</sup>.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la Chambre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À quand?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** À lundi soir à 8 h 30. La Chambre siégera presque tous les soirs de la semaine prochaine et l'on s'efforcera de terminer les travaux de la session d'ici vendredi prochain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi une séance du soir? Celle-ci n'a pas attiré beaucoup de monde. Il n'y a que quelques fidèles...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (En riant) Que le chef de l'opposition s'engage à faire venir ses partisans, moi, je m'engage à faire venir au moins cinq de mes partisans contre un des siens.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose donc, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à lundi, le 6 mars courant, à huit heures et demie du soir.

La séance est levée à 10 h 30.

### NOTES

1. *La Presse* du 4 mars 1922, à la page 11, rapporte qu'il y avait moins de députés que jamais présents à cette séance. Le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 3, précise que "la plupart des députés de Montréal étaient retournés chez eux, ce qui a eu pour résultat que M. Sauvé était le seul membre de l'opposition tandis que, sauf les ministres, les députés de Québec et quelques autres, le reste des sièges étaient vides".

2. À partir de ce moment et tout au long de ce débat, dès qu'il s'agit de malversations touchant les lots des colons, M. Sauvé fait allusion à l'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921), qui a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata a préféré démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres, suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février pour plus de détails sur cette affaire.

3. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.

4. L'abbé Jean Bergeron (1868-1956), ordonné le 17 avril 1898, professeur au Séminaire de Chicoutimi (1898-1915). Curé à Tadoussac (1915-1918), puis missionnaire-colonisateur pour la région

de Chicoutimi-Lac-Saint-Jean auprès du gouvernement provincial (1918-1931). Président de la Société de colonisation de cet endroit, il fonde plus d'une quinzaine de paroisses. Au ministère de la Colonisation, il est directeur provincial du Service des missionnaires (1931-1936) et chef de la section des secours et fins culturelles (1931-1956). Chanoine honoraire (1945), Commandeur de l'Ordre du Mérite agricole (1946) et du Défricheur (1952). Auteur d'ouvrages sur les dimensions humaines, morales et historiques de la colonisation.

5. Séraphin Marion (1876-1963), ou R. P. Mannès Marion chez les dominicains. Entré dans cet ordre en 1896, il est ordonné prêtre en 1900. Professeur au couvent Notre-Dame-de-Grâce jusqu'en 1918. Missionnaire-colonisateur en Abitibi pour le gouvernement provincial de 1918 à 1924. Curé de Sainte-Anne de Fall River de 1924 à 1940. Prieur du couvent Notre-Dame-de-Grâce à partir de 1940, il s'occupe des retraites fermées à cet endroit.

6. Chiffre du *Nouvelliste* du 4 mars 1922, à la page 1. *Le Soleil* du même jour, à la page 23, mentionne plutôt 300 familles; *The Gazette* et *L'Événement*, toujours du même jour, respectivement aux pages 33 et 3, indiquent 302 familles.

7. Chiffre du *Nouvelliste* du 4 mars 1922, à la page 1. Le *Montreal Star* du même jour, à la page 33, est la seule source à mentionner 30,000 lettres.

8. Chiffre du *Canada* du 4 mars 1922, à la page 1. *Le Nouvelliste* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt 100 immigrants.

9. *Le Canada* du 4 mars 1922, à la page 1, précise que le chef de l'opposition cautionne par ses remarques l'adoption par les autorités gouvernementales de "cette politique d'ailleurs bien légitime d'user de leur influence pour encourager le retour à la terre".

10. Le *Quebec Chronicle* du 4 mars 1922, à la page 3, mentionne qu'en faisant cette remarque, M. Sauvé regarde l'honorable M. Perrault "qui riait d'une blague avec son voisin, l'honorable M. Mercier fils."

11. Rappelons de nouveau que, comme le souligne *L'Événement* du 4 mars 1922, à la page 3, M. Sauvé "était alors le seul représentant de son parti à l'Assemblée législative".

12. Chiffre du *Nouvelliste* du 4 mars 1922, à la page 1. D'autres journaux comme *The Gazette* du même jour, à la page 33, et *L'Événement*, à la page 3, mentionnent plutôt 302 familles.

13. Concernant cette séance du vendredi soir, *Le Soleil* du 4 mars 1922, à la page 1, en conclut qu'"il est évident que l'on veut presser le travail de la session puisque, pour la première fois depuis le commencement de la session, la Chambre a siégé dans la soirée".

14. M. Taschereau fait allusion à l'affaire Delorme. Le 7 janvier 1922, le cadavre de Raoul Delorme est découvert dans le quartier Snowdon à Montréal. L'abbé Adélard Delorme, le frère de la victime, est accusé du meurtre. Le premier procès de l'abbé Delorme (celui dont parle M. Sauvé) se conclut par un plaidoyer de folie et donc, l'inaptitude à subir son procès. Un an plus tard, le docteur Brochu, surintendant médical de l'hôpital Saint-Michel-Archange où Delorme est interné, déclare que celui-ci ne présente aucun signe de démence. Le dossier est donc réactivé et l'abbé Delorme doit subir deux nouveaux procès retentissants. Malgré des preuves accablantes, les jurés ne peuvent en venir à un accord sur l'innocence ou la culpabilité de l'abbé Delorme. Le dossier est clos et Adélard Delorme est remis en liberté à l'automne 1924. Pour plus de détails, voir la séance du 24 février.

15. Au sujet de l'inefficacité de la police et du salaire des détectives, voir la séance du 30 janvier 1922.

Séance du lundi 6 mars 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Registres  
de l'état civil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 189 validant la tenue de certains registres de l'état civil et la célébration de certains mariages.

Ce bill a pour but de palier au fait que certains ecclésiastiques de la province, qui ne sont pas sujets britanniques, ont célébré des mariages, des baptêmes, etc., en se servant du registre de l'état civil, et ce, à l'encontre des dispositions de la loi de 1829 qui stipulent que seuls des sujets britanniques sont autorisés à garder le registre.

Nous visons à remédier aux difficultés techniques résultant du fait que ces mariages ont été célébrés.

Le bill s'appliquera uniquement aux mariages qui ont été enregistrés par le passé. Aussi, pour ce qui est des diverses sectes religieuses visées par le bill, elles devront s'assurer d'avoir les pouvoirs nécessaires afin d'enregistrer de tels événements, à l'avenir, par le biais de bills spéciaux soumis aux électeurs.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Code de  
procédure civile**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 192 amendant le Code de procédure civile.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Coupe  
de bois**

**M. Fortier (Beauce)** demande la permission de présenter le bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal relativement à la coupe de bois.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots du comté  
de Terrebonne**

**M. Reed (L'Assomption)** demande la permission de présenter le bill 148 détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots du comté  
du Lac Saint-Jean**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** demande la permission de présenter le bill 169 détachant certains lots du comté du Lac Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Lots du comté  
de Kamouraska**

**M. Thériault (L'Islet)** demande la permission de présenter le bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska, et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires municipales et d'enregistrement.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Commission  
des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 191 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Le bill fait en sorte de donner juridiction à la Commission des services publics, dans le cas où une compagnie de tramway et une municipalité conviennent entre elles de lui soumettre tout conflit les opposant. La Commission devra rendre une décision qui engagera les deux parties. Il est entendu que le bill comporte une application particulière dans le cas de Lévis, où les tramways ont cessé leurs opérations pendant trois mois, suite à un conflit qui les oppose à

la municipalité. Si les deux parties s'entendent pour soumettre leur différend à la Commission, la sentence les engagera toutes les deux.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Emprunts pour les sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** demande la permission de présenter le bill 193 concernant certains emprunts par les sociétés d'agriculture.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Tribunaux du Royaume-Uni**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 190 permettant l'exécution dans la province de Québec des jugements rendus par certaines cours de justice du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Sous la nouvelle loi, ceux qui ont reçu jugement dans le vieux pays, ou présumément dans l'État libre d'Irlande, et qui ont fait le voyage vers le Canada, afin d'éviter le trouble de devoir régler leurs affaires, ou, vice versa, qui se sont fait juger au Canada et ont décidé de plier bagage et d'aller demeurer dans le vieux pays, ne pourront pas se dérober à l'exécution des jugements.

Cette loi prévoit que tout jugement rendu par n'importe quel tribunal du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne ou d'Irlande sera exécuté dans la province de Québec, privant ainsi les étrangers qui entrent dans notre province du plaisir de se soustraire à l'exécution de leur jugement, à condition que ce jugement ait été soumis à une cour de la province et qu'il ait été enregistré. C'est une mesure qui est réciproque et qui facilitera l'exécution des jugements, et elle est dans le meilleur intérêt de tous.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **3. Bagotville, division N.-O. - Chemin Saint-Paul-de-la-Grande-Ligne (route Saint-Alexis-Jonquière) - 1917.**

Soumission Provincial Building & Engineering Co .....	\$ 37,896.61
<i>Chicoutimi</i> , canton - Chemins du rang Saint-Jean-Baptiste et du rang Saint-Pierre (route Saint-Alexis-Jonquière) - 1917.	
Soumission Riverin & Riverin .....	\$126,666.91
Saint-Dominique-de-Jonquière, paroisse. - Chemin de la Petite-Société et route à Basile (route Saint-Alexis-Jonquière) - 1917.	
Soumission Provincial Building & Engineering Co .....	\$39,612.66
<i>Chemin Saint-André</i> - 1920:	
Soumission Dufour & Bergeron.....	\$49,435.96

#### **Questions et réponses:**

##### **Travaux routiers dans le comté de Chicoutimi**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Renaud (Laval)**: 1. Le gouvernement a-t-il donné des contrats pour travaux de gravelage ou de macadam dans le comté de Chicoutimi, dans les paroisses de Grande-Baie, Saint-Alphonse, Chicoutimi et Jonquière, depuis 1917?

2. Ces travaux ont-ils été donnés par soumissions?

3. Dans l'affirmative, pour quel montant à chaque soumission?

4. Est-il vrai qu'un M. Bosco aurait eu le contrat pour un travail dans les paroisses de Chicoutimi ou de Jonquière, pour un prix plus élevé que d'autres?

5. Dans l'affirmative, quels étaient les prix demandés par d'autres soumissionnaires et quels étaient leurs noms?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)**: 1. Le gouvernement n'a pas donné lui-même de contrats. Les municipalités suivantes en ont fait, savoir:

- Bagotville, division nord-ouest du canton Bagot (Saint-Alphonse);

- Chicoutimi, canton.

- Saint-Dominique-de-Jonquière, paroisse.

2. Oui.

3. (Voir la liste ci-dessous)



4. et 5. Le gouvernement l'ignore.

#### **Lots dans Témiscouata**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Combien de lots ou de fractions de lots impropres à la culture le gouvernement a-t-il concédés par lettres patentes dans Témiscouata, du 22 mai 1916 au 22 juin 1921?

2. Quels sont: *a.* les noms, la désignation, et l'adresse de chacun des concessionnaires;

*b.* la description des lots ou fractions de lots qu'ils ont ainsi obtenus (numéro, rang, canton);

*c.* la date de l'émission des lettres patentes;

*d.* le prix de vente de chacun de ces lots ou fractions de lots?

3. Sur la recommandation de qui chacune de ces lettres patentes a-t-elle été émise par le gouvernement?

4. Le gouvernement a-t-il obtenu dans chaque cas, avant l'émission des lettres patentes, des rapports certifiés par les ingénieurs-forestiers ou les gardes-forestiers, établissant la quantité et l'espèce des essences forestières sur chacun de ces lots ou fractions de lots?

5. Quelles étaient, d'après chacun de ces rapports, la quantité, l'espèce et la valeur approximative des essences forestières sur chacun de ces lots ou fractions de lots?

6. Quelle était, d'après chacun de ces rapports, la proportion de terre propre à la culture sur chacun de ces lots ou fractions de lots?

7. Le gouvernement a-t-il contrôlé chacun de ces rapports?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Un lot et un demi-lot.

2. Lot 40-6 de Whitworth à F.-X. Bélanger - adresse inconnue. Lettres patentes émises le 5 décembre 1918. Prix de vente \$2. l'acre, soit \$126 pour 63 acres: ½ sud-ouest du lot 4 nord du chemin, Whitworth - 44½ acres à Geo. Desjardins - adresse inconnue - lettres patentes émises le 2 décembre 1918 - prix de vente \$2. l'acre.

3. Sur la recommandation du Dr Parrot.

4. 5. 6. et 7. Le gouvernement s'estimait suffisamment renseigné sur la valeur de ces deux lots de Whitworth, soit pour la nature du sol, soit pour la richesse forestière. Cette appréciation fut confirmée par le désistement écrit de la compagnie licenciée pour autoriser ces ventes sans les conditions ordinaires de défrichement.

#### **M. Frs Pouliot**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. M. Frs Pouliot est-il inspecteur pour le département des Terres?

2. Dans l'affirmative, est-il vrai qu'il aurait déclaré le 1<sup>er</sup> décembre 1913, que sur les lots 15, 16, 17 et 18b du canton Bourdages, il y avait bien 50 % de terre à culture sur chacun de ces lots?

3. Est-il vrai que le 13 septembre 1917, un M. Eugène Létourneau, employé par le département des Terres, aurait donné sous serment un certificat d'établissement pour justifier l'émission des lettres patentes?

4. Est-il vrai que, dans ledit certificat, M. Eugène Létourneau déclarait sous serment que, sur le lot no 17 du canton Bourdages, il a été fait du défrichement dans un terrain propre à la culture et que le terrain a été bien préparé pour une culture profitable?

5. Est-il vrai que M. J.-E. Masson, alors député de Montmagny, aurait écrit au département des Terres le 31 mai 1918, disant que ce lot est inculte?

6. Dans l'affirmative, qu'a fait le gouvernement? A-t-il accordé des lettres patentes?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Non.

2. Oui.

3. Oui, pour les lots 15 et 17.

4. Oui.

5. Oui.

6. Le département a soumis la question au service forestier, qui a recommandé des lettres patentes sans conditions à \$2. l'acre; des lettres patentes furent émises conformément à ce rapport.

#### **Achats de vins ontariens**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Quelle quantité de vins la Commission des liqueurs a-t-elle achetée dans Ontario depuis le commencement de ses opérations jusqu'au 31 janvier?

2. Quels sont les noms et adresses des maisons, sociétés ou personnes qui ont fourni et vendu ces vins?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 1. 2,400 barils.

2. Niagara Falls Wine Co., Niagara Falls, Ont.; The Stanford Park Wine Co., Niagara Falls, Ont.; T. G. Bright & Co. Ltd., Niagara Falls, Ont.

### National Breweries Ltd.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Dufresne (Joliette)**: 1. Quelle somme la National Breweries Ltd., de Montréal, a-t-elle payée au gouvernement pour son ou ses permis en vertu de l'article 27, de la loi 11 George V, chapitre 24?

2. Combien a payé chacune de ses subsidiaires?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 1. \$5,000.

2. Ne tombant pas sous le coup de l'article 27, les compagnies subsidiaires n'ont rien payé.

### Licences d'automobiles

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pour **M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: 1. Est-il vrai que le gouvernement aurait avisé les officiers du revenu provincial d'émettre les nouvelles licences d'automobiles pour l'année courante au taux de 90¢ par cheval-vapeur, au lieu de 70¢ suivant la loi?

2. Dans l'affirmative, en vertu de quelle autorisation?

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**: 1. Oui.

2. Sous l'autorité de l'article 1432 S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V, chapitre 16 (1911), et de l'arrêté en conseil no 389, du 28 février 1922.

### Code de procédure civile

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 192 amendant le Code de procédure civile.

Adopté.

### Bishop's College

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 194 autorisant un octroi au Bishop's College pour fins d'éducation.

Adopté.

### Tribunaux du Royaume-Uni

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 190 permettant l'exécution dans la province de Québec des jugements rendus par certaines cours de justice du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Adopté.

### Attelage des chevaux

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'a pas terminé l'examen du bill.

Il est ordonné que le comité siège de nouveau à la prochaine séance.

### Code municipal

**M. Forget (Iberville)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Forget (Iberville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Loi de pharmacie

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 163 modifiant la loi de pharmacie de Québec.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Charte de Saint-Jérôme**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 35 amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Appels**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 188 amendant le Code de procédure civile relativement aux appels soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **Exportation de bois de Bonaventure vers le Nouveau-Brunswick**

**M. Bugeaud (Bonaventure)** propose, appuyé par le représentant de Dorchester (M. Ouellet), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre la correspondance échangée entre le gouvernement et les concessionnaires de coupes forestières du comté de Bonaventure, relativement au bois qu'ils exportent à l'état brut dans le Nouveau-Brunswick, ainsi que toute correspondance échangée avec les

concessionnaires d'autres régions où existent des conditions similaires.

M. l'Orateur, depuis que j'ai l'honneur d'être le représentant du comté de Bonaventure dans ce Parlement, j'ai déjà élevé la voix, et dans cette Chambre et ailleurs, pour déplorer l'état de choses, dont je vous parlerai aujourd'hui, à savoir: le transport de notre bois brut dans les autres provinces, pour y être manufacturé. La réponse du gouvernement alors a été que l'on allait s'occuper de cette question et tâcher de la résoudre le plus tôt possible. Je comprends que, pendant la période terrible causée par la Grande Guerre, l'on n'a pu solutionner cette question. Mais aujourd'hui, je viens de nouveau la porter à l'attention du gouvernement et à l'attention du pays.

Si j'en avais le pouvoir, je puis vous certifier, M. l'Orateur, et je crois que cette Chambre sera de mon avis, après avoir écouté les quelques faits que je vais lui exposer, je n'hésiterais pas à décréter, tout en tenant compte de certaines circonstances, la prohibition d'exporter notre bois dans les autres provinces, si le pouvoir que nous donne la Constitution nous permet de le faire. N'ayant pas ce pouvoir, je vais me contenter de mettre devant vos yeux l'état des choses actuelles, comme le ferait un malade atteint d'une maladie très grave, allant voir son médecin, et attendant de lui le remède devant le guérir.

L'on pourra amener contre moi toutes sortes de sophismes, l'on pourra parler de droits acquis, de ruine d'industries, de circonstances impossibles à contrôler, du tort à certaines compagnies; les intéressés pousseront certainement les hauts cris mais, M. l'Orateur, la province que je représente est malade, très malade. Elle vient voir son médecin, et s'il faut tailler dans le vif pour la guérir, on devra le faire.

D'ailleurs, ces récriminations ne sont pas nouvelles, on les a déjà dites lorsque le gouvernement de cette province, agissant avec toute la sagesse qui le caractérise, a prohibé l'exportation de notre bois aux États-Unis. À l'époque, on a prédit la ruine d'industries, prédit que l'on ne couperait pas de bois dans notre province, prédit que le prix du bois allait baisser, prédit que l'on ne bâtirait pas de manufactures, prédit que le bois allait se perdre, prédit toutes sortes de maux plus sinistres, plus sombres les uns que les autres. Tout le monde sait que c'est tout le contraire qui est arrivé et vous savez, M. l'Orateur, tout le bien qui en a résulté pour la province. Et le gouvernement et ses membres ne

cessent de proclamer ce qu'ils ont fait, et ils ont réellement fait aussi quelque chose de grand pour notre province, et nous en avons déjà récolté, dans une période relativement courte, des fruits merveilleux, qui ne sont encore qu'à leur enfance, mais dont la maturité laisse entrevoir les plus beaux résultats.

Il est reconnu de tous, comme je le disais il y a un instant, que le fait d'avoir prohibé l'exportation de notre bois de pulpe aux États-Unis, a fait un bien immense et nous a aidés à prendre pied chez nous, à prendre connaissance de nous-mêmes.

D'ailleurs, nous n'avons qu'à écouter ce que disent nos voisins de l'autre côté de la frontière pour savoir que la mesure était bonne, qu'elle est encore bonne. Ce que l'on a voulu par cette mesure, c'était de garder chez nous notre bois, nos produits naturels, afin que nos ouvriers, nos colons, nos cultivateurs aient l'avantage de profiter de l'argent que l'on aurait payé ailleurs pour la manifacter. Si la mesure était bonne lorsqu'il s'agissait de prohiber l'exportation du bois aux États-Unis, elle devrait être aussi bonne lorsqu'il s'agit de prohiber l'exportation du bois dans les autres provinces, car le mal est le même, et, le mal est très grand.

Vous serez étonné d'apprendre, M. l'Orateur, que durant les années 1918 et 1919, il a été exporté en dehors de la province, et je ne parle que du bois coupé sur les terres de la couronne, sur le terrain appartenant au gouvernement, 296,068,343<sup>2</sup> pieds de bois sur les limites et 27,998,411 pieds sur les lots privés, faisant un total de 324,066,754 pieds. En 1919-1920, 380,964,232 pieds sur les limites et 13,447,398<sup>3</sup> pieds sur lots privés, faisant un total de 394,411,630 pieds. En 1920-1921, 379,407,720 pieds sur les limites et 42,853,225 pieds sur les lots privés faisant un total de 422,260,945 pieds.

Une augmentation de 26,000,000 de pieds pour 1920-1921, montrant que le mal au lieu de diminuer s'aggrave, et s'aggrave très rapidement. Ce montant paraîtra encore plus terrible, lorsque je vous dirai, M. l'Orateur, qu'il représente 30 % de la totalité de notre exploitation forestière; c'est-à-dire que 30 % ou un tiers de notre bois à nous, de notre bois coupé sur nos terrains, sur notre patrimoine, est manufacturé ailleurs que dans notre province.

Certains marchands de bois, propriétaires de moulins que j'ai consultés, me disaient que, lorsque le bois est rendu au moulin, cela coûte pour manifacter et pour tout autre ouvrage nécessaire pour prendre le bois à l'état brut et le placer en produit manufacturé sur les bateaux ou les chars qui devront le transporter sur le marché, un montant de

\$15 du mille pieds. Mais, vu la diminution de salaires cette année, je vais réduire ce montant à \$10 du mille pieds, ce qui est au-dessous de la réalité, et j'obtiens l'énorme somme de \$4,220,000 que les ouvriers des autres provinces ont gagné à manifacter notre bois. Pendant ce temps de chômage, une somme de \$4,220,000 aurait fait vivre un bon nombre d'ouvriers dans notre province, et si vous prenez le fait que ces \$4,220,000 auraient été dépensées dans notre province, vous verrez que l'on perd réellement une somme de dix millions de piastres par année.

Dans le comté de Bonaventure que j'ai l'honneur de représenter dans cette Chambre, le montant total de bois coupé l'année dernière a été le suivant: 49,180,751 pieds de bois; une diminution cependant sur l'année précédente de 6,000,000 de pieds et, sur toute cette énorme quantité de bois, seulement 15,000,000 de pieds ont été manufacturés dans le comté.

Ce qui fait qu'au-delà de 34,000,000 de pieds ont été manufacturés au Nouveau-Brunswick ou ailleurs, et que le comté de Bonaventure a perdu et que les gens du Nouveau-Brunswick et d'ailleurs ont gagné à notre détriment une somme de \$340,000.00. Et non seulement nous avons perdu ce salaire, mais, comme je le disais, les fermiers du comté de Bonaventure auraient vendu leurs produits, les marchands auraient vendu leurs marchandises, de sorte qu'en réalité nous avons ainsi perdu l'année dernière une somme d'au-delà de \$700,000.

M. l'Orateur, ces chiffres ont l'air fabuleux, malheureusement ils sont exacts, et démontrent combien j'avais raison de dire que la province est malade. Combien j'ai raison de demander au gouvernement de la guérir, si l'on a le pouvoir et d'appliquer immédiatement des remèdes sérieux qui ne feront pas seulement qu'endormir le mal, mais le couperont dans sa racine. Je sais que le gouvernement est un gouvernement composé de patriotes, et qu'il a à cœur de tout faire pour que notre province devienne plus grande et plus belle. Je sais que l'honorable premier ministre spécialement veut garder pour nous nos ressources naturelles. Il l'a dit au banquet Lapointe l'autre soir<sup>4</sup>, et il l'a dit en cette Chambre, lorsqu'il a prononcé des paroles aussi fortes que bien dites: "Hands-off Quebec", et bien, "Messieurs des autres provinces, laissez-nous notre bois".

C'est une question importante, et qui ne devra pas être étudiée indéfiniment. Lorsque, il y a trois ans, j'ai soulevé cette question en cette Chambre, on m'a promis de l'étudier. On va me répondre la même chose aujourd'hui, mais il ne

faudra pas que le cours d'étude soit trop long. D'ailleurs, nous avons absolument besoin de prohiber l'exportation du bois dans les autres provinces, si nous voulons assurer le bon fonctionnement de la loi prohibant l'exportation du bois aux États-Unis, car lorsque ce bois est rendu dans les autres provinces, nous en perdons absolument le contrôle. Je ne veux accuser personne, mais il peut fort bien prendre le chemin des États-Unis.

Au point de vue de mon comté, c'est une question absolument de vie ou de mort. Quels seront les remèdes à employer, c'est au gouvernement à aviser. Il y en a de nombreux: augmenter les droits de coupe, pour le bois manufacturé dans les autres provinces, taxer les sociétés commerciales, et lorsqu'on viendra à l'exploitation raisonnée du domaine forestier, obliger les compagnies à couper un certain montant de bois chaque année, et à payer les droits au gouvernement, car l'on menace de discontinuer l'exploitation, si l'on ne veut pas laisser transporter le bois.

Je me suis laissé dire que, dans le comté de Bonaventure, le bois était moins profitable que celui d'ailleurs. Il était plus petit, et sa qualité était moins bonne. Cela peut arriver, car je ne suis pas un expert en exploitation forestière. Il serait alors peut-être à propos de diminuer là et ailleurs les droits de coupe au lieu de les augmenter, en un mot prendre les moyens de faire cesser d'une manière absolue cette exportation. Comme je l'ai démontré tantôt, pour Bonaventure, sur 49,000,000 de pieds de bois, 35,000,000 de pieds s'en vont à l'extérieur, et nous sommes trop éloignés du Nouveau-Brunswick, pour pouvoir participer au profit de cette exportation, ce qui pourrait être le cas, pour les comtés situés le long de la rivière Ottawa. L'honorable député de Pontiac (M. McDonald) qui est absent de cette Chambre, me prie de dire qu'il concourt absolument dans mes remarques que je viens d'exposer devant vous et que, pour son comté aussi, c'est une question de la plus grande importance.

L'on me faisait la remarque, qu'après tout, du côté du Nouveau-Brunswick, c'était des Acadiens comme nous qui profitaient des avantages que leur donnait l'exportation de ce bois, mais ce n'est pas une raison. Il aurait fallu ne pas prohiber l'exportation de notre bois aux États-Unis, parce qu'un grand nombre de Canadiens y travaillaient pour le manufacturer.

M. l'Orateur, je viens d'exposer des faits tellement graves, tellement importants, tellement essentiels à notre développement futur, et j'ai prouvé, comme je le disais au commencement, que notre province était tellement malade, et l'état de

choses que je viens de mentionner est tellement grave que toutes paroles que je pourrais ajouter deviendraient banales, et ne seraient que des balbutiements d'enfants, en regard de l'immense cri de détresse poussé par la vieille terre ancestrale à qui l'on arrache, au profit des étrangers, la plus belle partie de sa couronne, et la vie de ses enfants.

"Des blés fauchés, qui sont bien nôtres".

"Et dont les épis mûrs, font du pain, pour les autres".

(Applaudissements)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

Je n'ai pas besoin de vous dire combien je suis heureux que le député de Bonaventure (M. Bugeaud) ait soulevé cette intéressante question de l'exploitation du bois dans la province de Québec avec tant de franchise et de bonne foi. Mais cette question, elle est aussi complexe qu'intéressante. Elle ne se pose pas seulement dans la région de la Baie-des-Chaleurs, mais en maints autres endroits de la province.

Mais ici, il y a ceci de particulier, qu'en étudiant la question pour en chercher la solution, l'on ne doit pas seulement se placer au point de vue de l'intérêt particulier d'un provincialisme étroit, mais au point de vue canadien. L'affaire est de la plus haute importance et je suis d'avis qu'on ne peut régler une question aussi sérieuse sans songer aux résultats que sa solution peut avoir non seulement ici, mais dans les autres provinces. Il est nécessaire d'agir avec prudence. Il faut sérieusement réfléchir aux conséquences qu'une solution trop brusque ou trop radicale apporterait dans nos relations interprovinciales.

La question mérite assurément la plus scrupuleuse des considérations, mais avant d'appliquer le remède, il faut bien envisager les résultats. D'abord, établissons notre position. Qu'elle soit grave, mérite considération, je l'admets; cependant, sans être en état de donner des détails précis et en tout respect pour lui, le député de Bonaventure me permettra de penser que certains des chiffres qu'il a fournis au point de vue du bois coupé dans la province sont peut-être exagérés.

L'an dernier, on a coupé 42,800,000 pieds, mesure de planche, sur des domaines privés dans les districts de Bonaventure et de Gaspé, et 311,000,000<sup>5</sup> sur les domaines de la couronne. Il faut donc comparer la situation dans ce district à celle de tout le reste de la province, soit un revenu de \$166,000<sup>6</sup> avec un revenu total de plus de \$3,000,000.

Les revenus forestiers de cette région ne représentent pas une proportion aussi considérable que celle que l'on a citée, mais n'empêche que je comprends que la situation pour la Baie-des-Chaleurs, Bonaventure et Gaspé est plutôt pénible, et je voudrais lui trouver une solution. Cette situation cependant s'explique.

Il y avait naguère plusieurs compagnies qui exploitaient la forêt dans la région de la Baie-des-Chaleurs; à un moment, ces compagnies se sont trouvées englobées dans une grande compagnie du Nouveau-Brunswick, la Bathurst Lumber Co., vers laquelle on a dû drainer le bois des compagnies québécoises.

Quant à l'implantation de grosses industries dans cette région, la chose est assez difficile. Dans Bonaventure et Gaspé, il y a bien certaines rivières comme la Cascapédia qui peuvent développer de la force motrice, mais les pouvoirs d'eau ne sont pas suffisants pour justifier des barrages coûteux et l'établissement de moulins à pulpe.

À cause de cela, de nombreuses compagnies ont abandonné l'exploitation de la forêt du côté de Québec, pour passer du côté du Nouveau-Brunswick. La fabrication est faite uniquement à Bathurst. Il y a, en outre, à considérer pour ces compagnies, la question du transport qui est énorme pour elles du côté de Québec, le bois devant être transporté sur trois chemins de fer avant de parvenir dans les grands centres de distribution; cet état de choses n'existe pas dans la province voisine.

Il est démontré qu'il en coûte moins cher d'expédier le bois à travers la Baie-des-Chaleurs sur radeau, et ensuite par la voie de l'Intercolonial, que de l'expédier par le chemin de fer de la Baie-des-Chaleurs et le transborder ensuite à Matapédia sur l'Intercolonial.

Il est très rare que les radeaux se brisent. On en a vu sur l'océan Pacifique traîner jusqu'à 2,000,000 de pieds à la fois. Et l'expédition par la péninsule est très possible. Cela est dû au mauvais service du petit chemin de fer qui sillonne cette région.

Voilà, en quelques mots, les causes de la crise qui fait périlcliter l'industrie forestière dans cette région gaspésienne. Nous espérons pouvoir bientôt remédier à cet état de choses. Et ce sera assez difficile. Tandis que l'embargo sur les exportations de bois non manufacturé aux États-Unis a produit d'excellents résultats et a développé une grande industrie dans la province de Québec, la question d'étendre cet embargo aux autres provinces est une solution très complexe qu'il faut étudier de très près. Nous sommes en face d'une question complexe, une

question de relations de la province avec les autres provinces.

Cette étude se fait en ce moment avec grand soin depuis longtemps, mais la solution ne sera pas facile à trouver, car il faut aussi considérer les relations de Québec avec les autres provinces. Il faut prendre aussi en considération la situation particulière de chacun des districts. Il se peut que la fabrication sur place soit avantageuse dans certains cas et désastreuse dans d'autres, à cause de l'absence des pouvoirs d'eau.

Il (l'honorable M. Mercier fils) rappelle que récemment, parlant à un banquet de forestiers, il a conseillé l'exportation du bois coupé sur les domaines particuliers, plutôt que sur ceux coupés sur les domaines de la couronne, afin d'établir ensuite des réserves importantes dans notre province. On fait en ce moment depuis plus de deux ans, dit-il, un inventaire des forêts de la province de Québec et il est nécessaire de le compléter avant de prendre une décision sur cette importante question. Si les hommes d'affaires qui sont intéressés directement dans cette question voulaient aider la province en cette affaire, le problème soulevé devant la Chambre par le député de Bonaventure serait aisément solutionné.

Il ne faudra pas tant considérer l'intérêt plutôt privé que les développements de l'industrie forestière de Québec. Nous nous forcerions d'y remédier en sauvegardant les intérêts d'abord des colons, puis de la province, qui constituent des intérêts communs auxquels nous devons nous associer pour en prendre un soin jaloux et les défendre toujours avec énergie et courage.

Cette question ne peut être assimilée à celle qui a valu la loi prohibant l'exportation de notre bois aux États-Unis. Quoi qu'il en soit, je suis convaincu que, dans un avenir rapproché, nous serons en état d'annoncer à la Chambre que nous avons pu conserver dans notre province le bois qui s'en va au-delà de la frontière, que notre bois nous restera non pas tant au point de vue du chauvinisme qu'à celui du contrôle absolu que nous devons avoir sur toutes nos richesses forestières.

Et si nous pouvons exploiter nos forêts de façon à ce que nous en tirions encore plus de bénéfices que par le passé, nous le ferons, conscients que nous serons fiers d'avoir fait notre devoir et d'avoir contribué au progrès toujours grandissant de notre province.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

### Propriétés du quartier Hochelaga

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 65 concernant la cité de Montréal au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Adopté. Le comité étudie le bill et fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait remarquer que le gouvernement eût été en mesure de soumettre à l'étude quelques bills à la Chambre, mais qu'il ne voulait pas profiter de l'absence du chef de l'opposition, et qu'en conséquence ces mesures seraient soumises à une autre séance.

La séance est levée<sup>7</sup>.

### NOTES

1. Selon *Le Soleil* du 7 mars 1922, à la page 1, MM. Smart (Westmount), Sauvé (Deux-Montagnes), Renaud (Laval) et Dufresne (Joliette) sont absents. Il n'y a que M. Gault (Montréal-Saint-Georges) pour représenter l'opposition conservatrice. Selon *L'Événement* du même jour, à la page 10, M. McDonald (Pontiac) est lui aussi absent à cette séance du côté des libéraux.

2. Chiffre de *L'Événement* du 7 mars 1922, à la page 3. *La Patrie* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt 296,068,243 pieds de bois.

3. Chiffre donné par toutes nos sources. Seul *L'Événement* du 7 mars 1922, à la page 10, mentionne 13,347,398 pieds.

4. Ce banquet tenu en l'honneur d'Ernest Lapointe, ministre fédéral de la Marine, eut lieu le soir du 21 février dernier.

5. Chiffre de *La Presse* du 7 mars 1922, à la page 18. Le *Quebec Chronicle* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 319,000,000 de pieds.

6. Chiffre du *Montreal Star* du 7 mars 1922, à la page 4, et du *Quebec Chronicle* du 7 mars, à la page 5. *La Presse* du même jour, à la page 18, mentionne plutôt \$16,000.

7. *Le Devoir* du 7 mars 1922, à la page 1, rapporte qu'"après l'ajournement, la plupart des députés ont défilé devant le premier ministre pour lui présenter leurs souhaits de joyeux anniversaire. Il a eu 55 ans dimanche".





Séance du mardi 7 mars 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**The Church  
of the Messiah**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation, à la réception et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen, par les comités des bills privés, soient suspendues et qu'il lui soit, en conséquence, permis de présenter la pétition de The Church of the Messiah.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition de The Church of the Messiah est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Smart (Westmount)** demande la permission de présenter le bill 115 pour étendre les pouvoirs de The Church of the Messiah.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Questions et réponses:**

**MM. L.-E.-A. Parrot  
et J.-François Pouliot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le gouvernement sait-il que le 3 novembre dernier, M. L.-E.-A. Parrot, ex-député de Témiscouata, aurait fait retirer en Cour de magistrat, en la cité de Rivière-du-Loup, la partie de la plainte contre M. Jean-François Pouliot où il était question des lots à bois?

2. Le premier ministre et le ministre des Travaux publics ont-ils déclaré, depuis cette date, que la question des lots exploités par ledit M. Parrot était devant les tribunaux?

**M. l'Orateur** rend la décision suivante: La question est irrégulière: elle contient une énonciation de faits qui n'est pas indispensable, ce qui est contraire à l'article 560 du Règlement; de plus, elle se réfère à une assertion faite par des députés, ce qui est contraire à l'article 561 du Règlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'aurais aimé avoir des réponses à ces questions, mais comme je sais que la majorité de la Chambre maintiendrait votre décision, M. l'Orateur, je n'insisterai pas. J'essaierai d'obtenir des réponses d'une autre manière.

**Propriétés du  
quartier Hochelaga**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 65 concernant la cité de Montréal, au sujet de certaines propriétés du quartier Hochelaga.

Adopté.

**En comité:**

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Un grand nombre de propriétaires du quartier Hochelaga, à Montréal, se croyant en droit de réclamer de la cité de fortes indemnités à la suite de certains travaux exécutés par ladite cité contre leur consentement sur lesdites propriétés qui sont leurs, se voient empêchés de poursuivre leurs procédures par suite du fait que les tribunaux devant lesquels ils se sont présentés ont déclaré et conclu, à la suite d'un long procès, que la prescription prévue par l'un des articles du Code civil leur enlevait le droit de poursuivre la cité pour la seule raison que les procédures nécessaires n'avaient pas été instituées dans le délai fixé par la loi.

Les intéressés ont été leurrés depuis trop longtemps dans leurs réclamations et ils ont laissé passer malgré eux le délai de la prescription, parce que la question devait toujours être réglée par l'arbitrage.

Il (M. Bercovitch) admet que la compagnie Barsalou, au nombre de ces propriétaires lésés dans leurs droits, s'est fait pétitionnaire, afin de réclamer pour elle et les autres le droit d'appel et l'autorisation

de continuer les procédures, ce qui signifie la suspension de la prescription légale dans cette affaire. En 1915, dit-il, la Législature a procédé de la même manière pour plusieurs autres propriétaires lésés de la même façon.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** s'objecte à ce bill et déclare que la Législature ne doit pas cette année détruire une décision qu'elle a rendue il y a deux ans, à la session de 1920. Il est impossible pour la Législature, dit-il, de refuser le droit d'appel aux autres propriétaires et de l'accorder à la compagnie Barsalou, ce qui occasionnerait pour la cité une foule d'ennuis dont, dans les circonstances dans lesquelles elle se trouve partout, elle n'a nullement besoin. D'ailleurs, la prescription dans cette affaire a été déclarée par les tribunaux, et les propriétaires eux-mêmes auraient dû s'adresser aux tribunaux dans le délai qui leur était accordé à cette fin.

Le bill, étant mis aux voix, est rejeté par 55 voix contre 6<sup>2</sup>.

Le comité se lève sans faire rapport.

#### **Conservation des monuments**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que les frais occasionnés par la mise en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront payés sur le fonds consolidé du revenu de la province.

Adopté

2. Qu'aucun traitement ne sera attaché à la fonction de membre de la commission qui sera créée par la loi qui accompagne les présentes résolutions, mais que toutefois, les membres auront droit à leurs frais de déplacement.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité chargé d'étudier le bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique soit maintenant lu une deuxième fois.

Cette mesure a pour objet de mettre en pratique un mot de Charles Péguy<sup>3</sup>: "Plus nous avons de passé et plus nous devons avoir de mémoire." Il est naturel que l'on cherche par le souvenir à plonger dans le passé. Et, M. l'Orateur, y a-t-il quelque chose qui aide mieux un peuple à connaître son histoire et l'héroïsme de ses ancêtres que les vieilles choses qui ont accompagné son berceau? Que ce soient un vieux meuble, de vieux forts qui ont servi jadis à défendre le pays, de vieilles tours, de vieux murs, vieux bibelots, de vieilles maisons, de vieux ports ou que ce soient simplement de vieux papiers, tout, monuments comme documents historiques contribuent à conserver intacte dans la pensée d'un peuple l'histoire du passé, témoignage vivant du zèle, du dévouement et du patriotisme de nos ancêtres.

Notre province possède une quantité de ces reliques du passé. Elles sont partout dans Québec, mais il importe que nous les gardions. Récemment, nous avons eu la douleur d'assister à la vente à l'enchère de la bibliothèque de l'un de nos plus grands hommes politiques, grand patriote que fut Louis-Joseph Papineau, vente où des Américains, par snobisme ou peut-être aussi par patriotisme, ont acheté des documents ayant appartenu à ce grand Canadien et qui méritaient d'être conservés dans nos archives. Il faut empêcher, s'il y a moyen, que nous les trouvions tous dans les musées américains et étrangers, quand il nous sera permis d'aller visiter les collections d'art de nos voisins. Heureusement, nous avons acquis quelques-unes de ces reliques pour les archives de la province, et nous les ferons jalousement conserver par cet homme patriote et si amoureux de nos vieux papiers qu'est notre archiviste provincial<sup>4</sup>. Malheureusement, beaucoup de Canadiens ont quitté la province au cours du dernier quart de siècle, et nous ne savons pas combien

de livres anciens et de documents de grande valeur ont disparu. Quant aux monuments, il faut également les conserver. Que de vieux moulins, de vieilles tours sont disparus que nous regrettons aujourd'hui?

Le but de la loi est de classer nos objets ayant un intérêt historique ou artistique et de protéger toujours ces richesses de notre patrimoine national. Une commission est nommée qui s'occupera de trouver ces reliques et de les classer. Il ne s'agit pas de spoliation ni d'expropriation. Il s'agit de rechercher ces objets et d'obtenir le consentement bien exprimé des propriétaires pour les faire classer comme ayant un intérêt historique ou artistique. Si le propriétaire y consent, cet objet sera ainsi classé et le propriétaire ne pourra l'aliéner ni le réparer sans en avoir au préalable averti le secrétaire de la province ou sans l'assentiment de la Commission. C'est la seule sanction qu'il y ait dans le projet de loi. C'est un moyen, croyons-nous, qui nous permettra de garder ce qui nous reste encore de nos vieilles reliques du passé. Trop de vieilles maisons ont été détruites en ces derniers temps, trop de documents sont disparus qu'on ne pourra plus jamais remplacer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Une telle législation existe-t-elle dans d'autres pays?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Elle existe dans presque tous les pays. En France, elle date de 1790, en Angleterre elle remonte à 1752, en Hongrie elle apparaît en 1881, en Italie, les papes l'ont établie dès 1462. Dans les autres pays comme l'Allemagne, le Danemark, la Suède et l'Autriche, on va beaucoup plus loin et l'on exproprie. Avec notre loi, on ne fera que suivre l'objet classé comme historique, suivre et le localiser en n'importe quel endroit où il se trouvera. Nous voulons simplement surveiller. Le gouvernement n'a pas l'intention de grever son budget avec des dépenses énormes de ce côté pour le moment.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les membres de la Commission ne recevront aucun salaire et n'auront droit qu'au remboursement de leurs frais de déplacement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** suggère que ceux-ci devraient recevoir des honoraires, au moins le secrétaire, de façon à ce que la Commission fût un corps d'apparence permanente et plus sérieuse.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dit qu'il compte sur le dévouement et le service gracieux de compétences. Il signale que c'est surtout à l'initiative de l'honorable Adélar Turgeon, président du Conseil législatif, qu'est dû ce projet de loi. On le doit, dit-il, à son goût d'homme de lettres qui pensait depuis longtemps à un pareil projet et à son amour des vieilles choses de notre pays. Il (M. David) parle de Pierre-Georges Roy, archiviste, dont il vante l'œuvre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si j'ai bien compris, la Commission a pour mission de chercher, de s'informer, de s'enquérir, pour voir s'il n'y aurait pas quelque part des monuments ou des objets d'art?

**L'honorable M. David (Terrebonne):** C'est bien cela. Mais si la Commission trouve quelque part un objet précieux, elle peut s'adresser au propriétaire, et demander qu'il donne son consentement à ce que l'objet soit décrété historique ou artistique. Quand il ne veut pas donner son consentement, il reste maître de ces objets précieux et la Commission ne peut pas le forcer à les lui céder. La tâche de la Commission ne sera pas d'acheter les monuments historiques, mais de les classer seulement avec l'autorisation toujours de ceux qui en sont les détenteurs. Toutefois, lorsqu'un monument ou un objet historique aura été classé avec le consentement du propriétaire, ce dernier, en vertu d'une disposition spéciale du bill, ne pourra s'en départir sans l'autorisation du secrétaire provincial, sur recommandation de la Commission. Nous garderons ainsi dans notre province les choses qui nous rappelleront dans les siècles à venir ce que fut notre chez-nous et nous empêcherons surtout la destruction des monuments historiques qui doivent être chers à tout bon et loyal Canadien français.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** approuve l'idée émise par le secrétaire provincial, mais il demande s'il n'y aurait pas lieu de constituer une commission régulière avec des salaires officiels. Ils (la Chambre) sont tous en faveur du principe du bill, mais il (M. Sauvé) est anxieux de savoir s'il est bien rédigé. Année après année, on consacre la session à amender des lois rédigées à la hâte et de façon inadéquate et adoptées dans les précédentes sessions et qui ont besoin d'être révisées.

Il (M. Sauvé) veut que l'on indemnise quelque peu les propriétaires des monuments, quels qu'ils soient, que la Commission aura classés. Il veut aussi que l'on paye à la Commission un secrétaire qui pourrait faire des rapports sur les recherches et les trouvailles faites par la Commission.

Il (M. Sauvé) doute du but pratique de la loi, de la compétence et de la largeur de vue des commissaires; il craint que le droit de propriété soit lésé quelque part, et comprend que le secrétaire provincial devra exercer une espèce de dictature sur la Commission.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** La loi a pour but unique de faire un inventaire de nos richesses historiques et artistiques. Plus tard, si nos moyens nous permettent de construire des musées et de nous porter acquéreurs de tous ces monuments, nous légiférerons en conséquence pour assurer à la province la possession de telle ou telle relique historique. Il me fait de la peine de voir que l'honorable chef de l'opposition prenne tout à pied levé. Dans 25 ans, si nous avons un classement fidèle, on remerciera la Chambre de l'ouvrage qu'elle fait aujourd'hui. Quant aux rapports à publier, les hommes que l'on nommera pour cette Commission se suffiront à eux-mêmes et ils auront à cœur de faire connaître leurs travaux et leurs démarches.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parle de l'importance de conserver les souliers portés par telle personne éminente. Il (M. Sauvé) parle de l'objet de la loi qui, dit-il, ne serait que de voir à la conservation des vieux rouets, des vieux sabots et des vieux moules à chandelles...

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Le chef de l'opposition a tort d'user de ces propos à l'adresse de ces choses fort vénérables du passé. Il (M. David) cite l'œuvre du musée d'Arles où Mistral, collectionnant de semblables vieilleries, des rouets, des vieux sabots, etc., reconstitua de façon pittoresque et vraie toute la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne suis pas contre la préservation de nos monuments. Mais nous sommes à étudier la loi. On aurait peut-être préféré deux ou trois bons discours, mais il est plus important, il me semble, de discuter le bill. Nos statuts sont bourrés de lois mal faites et insuffisantes. Vous savez que je ne suis pas homme à mépriser les œuvres d'art. Autrement, je ne serais pas conservateur comme je le suis.

Il veut savoir si cette législation est sérieuse ou si l'on ne veut faire qu'un beau geste et laisser dormir cette législation dans les statuts.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond que la loi est très sérieuse. On va d'abord

commencer par le classement des objets historiques ou artistiques puis, s'il y a lieu, on reviendra plus tard avec un amendement à la loi.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Déclarations des sociétés**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 182 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux déclarations des sociétés soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Commission des services publics**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 191 amendant la loi concernant la Commission des services publics soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Registres de l'état civil**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 189 validant la tenue de certains registres de l'état civil et la célébration de certains mariages soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** déclare que des prêtres de plusieurs religions de la province ont célébré des baptêmes et des mariages en croyant qu'ils y étaient autorisés. Le but de cette mesure est de rendre légaux les gestes posés dans le passé. De son point de vue, il était d'intérêt public de ne laisser subsister aucun doute quant à la validité de ces mariages.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Lots du comté de Kamouraska**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Coupe de bois**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal relativement à la coupe de bois soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Lots du comté du Lac-Saint-Jean**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 169 détachant certains lots du comté du Lac-Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Demandes de documents:**

##### **National Breweries Ltd.**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre la National Breweries Ltd. et le gouvernement, au sujet de la brasserie de Trois-Rivières, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1921 jusqu'à ce jour.

Adopté.

##### **Terrains à Hull**

**M. Caron (Hull)** propose, appuyé par le représentant de Wolfe (M. Lemieux), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copies de documents relatifs à la tenure de certains terrains dans la ville de Hull.

Si j'ai présenté ma motion devant cette Chambre, c'est à la demande de 1,400 familles de la ville de Hull qui sont actuellement logées dans des maisons qu'ils ont construites sur des terrains qui leur ont été loués pour la plupart depuis 30, 40 et même jusqu'à 50 ans par un grand propriétaire.

Philemon Wright<sup>5</sup>, qui possédait à peu près tout le terrain qui fait l'assiette, aujourd'hui, de la ville de Hull, d'après des lettres patentes qui datent de 1800. Présentement, plusieurs propriétaires se partagent une grande partie de la ville et ils louent des terrains à un grand nombre d'habitants de Hull, surtout de classe ouvrière.

M. l'Orateur, je ne veux pas prendre le temps de cette Chambre, mais je crois qu'il est de mon devoir de démontrer la manière dont on veut traiter ces gens-là. Je tiens à faire remarquer à cette Chambre que, dans la ville de Trois-Rivières, il y a 10 ans, il y avait là une seigneurie et un grand nombre de citoyens de cette ville étaient obligés de payer une royauté chaque année. Le gouvernement de cette province a trouvé le moyen d'améliorer le sort de ces gens. Une action similaire devrait être entreprise en faveur des résidents de Hull.

Il y a quelques années, un grand nombre de familles venaient s'établir à Hull sur des lots qui leur furent loués à des prix modiques, variant entre \$10 et \$15. D'après les contrats passés entre les propriétaires et les nouveaux locataires, ces derniers avaient le privilège de construire sur les lieux loués une résidence convenable pour eux et leur famille. La plupart construisirent ces résidences sans même songer à acquérir immédiatement les lots qu'ils occupaient. Il arrive donc aujourd'hui que les propriétaires de ces lots, se rendant compte de leur situation, refusent de céder les lots pour lesquels ils exigent maintenant des loyers exorbitants.

Pour démontrer que les citoyens de la ville de Hull ont raison de se plaindre, permettez-moi, M. l'Orateur, de donner quelques détails sur cette question: rue Papineau, ils payaient anciennement \$15 par année, et aujourd'hui on veut leur faire payer \$60 par année. Pour un lot sur la rue Saint-Rédempteur de 33 par 66 pieds, on payait, par année \$15 autrefois, et aujourd'hui on veut le faire payer \$60. Je tiens à vous faire remarquer que ces lots sont évalués par la ville à \$350<sup>6</sup>. Aujourd'hui, on leur demande de \$1,000 à \$1,200, ou bien s'ils ne veulent pas payer le montant demandé par les grands propriétaires, on leur dit d'enlever leurs maisons s'ils ne sont pas satisfaits. Sur la rue Montcalm, on payait anciennement \$20 par année, et maintenant on leur a demandé \$80 pour un lot de 33 par 99 pieds.

Pour démontrer que l'on se profite de l'occasion pour dépouiller les gens, on représente que de bonnes maisons ont été construites et améliorées et que les terrains ont été améliorés par les locataires. Ce sont eux qui ont donné de la valeur aux terrains, et après avoir travaillé pendant 25, 30 et 40 ans pour

améliorer ces terrains-là, on veut leur faire payer le double du prix qu'on pourrait avoir ailleurs. Cette attitude de leur part est injuste et, pour faire remarquer à cette Chambre qu'on profite de l'occasion que ces gens-là sont exploités, je dois dire que dans la meilleure partie résidentielle de la ville de Hull, on peut acheter un lot même plus grand, de 45 par 99 pieds, pour \$300<sup>7</sup>, tandis que les grands propriétaires demandent pour un lot là où il y a des constructions de 33 par 66 pieds, \$1,000 à \$1,200.

Quand on voit des bons citoyens qui ont travaillé et économisé depuis 30, 40 et même 50 ans pour se faire un petit patrimoine et que l'on se voit maintenant dans la position de tout perdre à cause de l'attitude des propriétaires de terrains, je crois, M. l'Orateur, que le moment est arrivé que le gouvernement de cette province devrait trouver le moyen d'améliorer le sort de ces gens-là. C'est une situation absolument intolérable pour ces gens-là. Si on a trouvé le moyen d'améliorer le sort des citoyens de Trois-Rivières, il y a 10 ans, je ne vois pas pour quelle raison on ne pourrait pas améliorer le sort des citoyens de la ville de Hull.

Si je me le rappelle bien, M. l'Orateur, l'honorable député de Saint-Louis (M. Bercovitch) a présenté une motion en cette Chambre, il y a un an, demandant au gouvernement de cette province de bien vouloir faire une loi pour que les propriétaires de la ville de Montréal n'aient pas le droit de faire plus que du 25 % sur leurs propriétés. Je crois, M. l'Orateur, que j'ai le droit de demander à cette Chambre de bien vouloir passer une loi pour empêcher les propriétaires de ces terrains de charger plus que le montant de l'évaluation de la ville et avec intérêt de 6 % ou bien de faire exproprier. Encore une fois, M. l'Orateur, j'ai confiance que l'honorable premier ministre de cette province trouvera le moyen de protéger les citoyens de la ville de Hull.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le député nous a fait voir une situation bien pénible et un mal très profond. Mais il ne nous a pas montré le remède. C'est là toute la difficulté. Une grande partie de la ville de Hull est construite sur des terrains non acquis, mais loués, et ce n'était pas par des baux emphytéotiques, mais par de simples baux ordinaires de cinq ou 10 ans. Il (M. Taschereau) dit avoir vu lui-même les contrats signés par ceux qui ont loué les terrains en question. Dans les circonstances, dit-il, les habitants de Hull qui souffrent aujourd'hui de cette situation ont fait preuve d'une très grande imprudence et sont en grande partie responsables des ennuis qu'ils ont

aujourd'hui à subir en construisant des maisons sur des terrains loués à baux assez limités pour 10 ou 15 ans. Aujourd'hui, les propriétaires réclament des loyers plus élevés que ceux qu'ils exigeaient autrefois.

C'est une situation bien pénible et un problème très sérieux pour les occupants de ces terrains qui ont construit des maisons et amélioré les terrains, mais la question est de savoir comment leur venir en aide. Plusieurs ont construit des maisons sur des terrains loués et se trouvent dans l'alternative ou de payer de grosses augmentations des taxes, ou de démolir leurs maisons.

On vient frapper à la porte du gouvernement à qui l'on demande un remède contre ce mal. Nous ne serons pas sourds à ces démarches et je suis prêt et mes collègues sont prêts à chercher un plan et, si l'honorable député (M. Caron) et le chef de l'opposition veulent nous aider, nous serons en mesure de présenter à la prochaine session une législation pour solutionner la position difficile de ces gens-là. Je sais que nous rencontrerons de grands obstacles, le gouvernement ne peut forcer les propriétaires à vendre ou céder leurs lots à des conditions onéreuses, vu la parfaite légalité des contrats passés entre eux et leurs locataires. Il y a des droits de propriété à respecter, mais comptez sur moi et mon gouvernement pour régulariser, le plus tôt possible, la situation des citoyens de Hull et diminuer autant que possible le fardeau qui semble les opprimer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** D'ici les élections plutôt?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** (Souriant) Oh, cette question sera réglée longtemps avant les élections.

La motion est adoptée.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas trente-deux mille

piastres soit ouvert à Sa Majesté pour expositions (agriculture), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Alexandra Hospital, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent trente piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile, rue Bonaventure, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile Nazareth, pour les enfants abandonnés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'asile de Saint-Vincent-de-Paul, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Catholic Sailors' Club, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Church Home, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Hervey Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Saint-Joseph-du-Bon-Pasteur, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Ladies Hebrew Benevolent Society, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Loyola Convalescent Home, 26 Overdale Ave, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour MacKay Institute, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour malades indigents, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maternité, sous les soins des sœurs de la Miséricorde, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Association for the Blind, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Sailors' Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Old Brewery Mission, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Monet (Napierville):** Quelle sorte de pénitents ou de convertis peut bien héberger ce refuge au nom suggestif?

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

19. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Arsène, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Petites sœurs des pauvres, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Prisoners' Aid

Association, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Refuge des incurables, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Roman Catholic Orphan Asylum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas mille cent vingt piastres soit ouvert à Sa Majesté pour St. Patrick's Hospital, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Miséricorde, entretien des enfants trouvés, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, angle des rues Sainte-Catherine et Fullum, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Union nationale française, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des dames charitables de l'orphelinat catholique de Nazareth, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dispensaire, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent vingt-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Findlay Asylum, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.



32. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hospice des sœurs de la Charité de Saint-Sauveur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Institut des marins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Jeffrey Hale's Hospital, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la maison de la Providence, Saint-Malo, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille deux cent quarante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les malades indigents, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

38. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maternité, sous les soins des sœurs du Bon-Pasteur, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

39. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Œuvre du patronage, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

40. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'ouvroir des sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

41. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Patronage Laval, 40 Ave Bigaouette, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

42. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Salvation Army, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

43. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

44. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des orphelins, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

45. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, asile des veuves et infirmes, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

46. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinq piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Young Women's Christian Association, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

47. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Beauceville, (Beauceville), comté de Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

48. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat Saint-Joseph, Beauce, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

49. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Valleyfield, (Valleyfield), comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

50. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu de Valleyfield, (Valleyfield), comté de Beauharnois, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

51. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence de Lanoraie, comté de Berthier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

52. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, pour les orphelins, les infirmes et les malades, (Longueuil), comté de Chambly, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

53. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de La Tuque, comté de Champlain, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

54. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, pour les vieillards, les infirmes et les idiots, (Baie Saint-Paul), comté de Charlevoix, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

55. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu Saint-Vallier, (Chicoutimi), comté de Chicoutimi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

56. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Youville de Saint-Benoît, comté de Deux-Montagnes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

57. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Drummondville Hospital, (Drummondville), comté de Drummond, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

58. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de la Providence, (Chandler), comté de Gaspé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

59. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur de Hull, (Hull), comté de Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

60. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général de Maniwaki, (Maniwaki), comté de Hull, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

61. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph de Lachine, comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

62. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Lachine General Hospital, (Lachine), comté de Jacques-Cartier, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

63. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Eusèbe, (Joliette), comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

64. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le jardin de l'enfance Saint-Joseph, (Joliette), comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

65. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'orphelinat de la Providence Sainte-Élizabeth, comté de Joliette, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

66. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, Saint-André, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

67. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne-de-la-Pocatière, comté de Kamouraska, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

68. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-André-Avellin, (Saint-André-Avellin), comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

69. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Saint-Michael Hospital, (Buckingham), comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

70. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Providence, (Mont-Laurier), comté de Labelle, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

71. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de Laprairie, comté de Laprairie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

72. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la Providence, (L'Assomption), comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

73. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice de la

Providence, (Saint-Henri-de-Mascouche), comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

74. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Antoine, (Saint-Lin), comté de L'Assomption, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

75. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour maison de la Providence, (Saint-Vincent-de-Paul), comté de Laval, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

76. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Guay, (Lauzon), comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

77. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

78. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Joseph de la Délivrance, (Section Orphelinat), comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

79. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, comté de Lévis, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

80. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Édouard, comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

81. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Saint-Jean-Deschaillons), comté de Lotbinière, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

82. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Ursule, (Louiseville), comté de Maskinongé, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

83. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Children Hospital, (Black Lake), comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

84. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Joseph, (Thetford Mines), comté de Mégantic, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

85. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Bedford Hospital, (Sweetsbury), comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

86. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Élizabeth-de-Farnham, (Farnham), comté de Missisquoi, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

87. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des sœurs de la Charité, (Montmagny), comté de Montmagny, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

88. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Saint-Célestin, comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

89. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôtel-Dieu, (Nicolet), comté de Nicolet, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

90. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Casimir, (Saint-Casimir), comté de Portneuf, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

91. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général, (Sorel), comté de Richelieu, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

92. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, (Rimouski), comté de Rimouski, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

93. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité de l'hospice Sainte-Croix, (Marieville), comté de Rouville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

94. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Saint-Hyacinthe, (Saint-Hyacinthe), comté de Saint-Hyacinthe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

95. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les sœurs de la Charité, Saint-Jean, Iberville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

96. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Sainte-Anne, (Yamachiche), comté de Saint-Maurice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

97. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

98. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Hôpital général Saint-Vincent-de-Paul, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

99. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la crèche de l'hôpital du Sacré-Cœur, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

100. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des vieillards, Sherbrooke, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

101. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Magog, (Magog), comté de Stanstead, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

102. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Sainte-Famille, (Ville-Marie), comté de Témiscamingue, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

103. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital de Fraserville, (Fraserville), comté de Témiscouata, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

104. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Brehmer Rest,

(Sainte-Agathe-des-Monts), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

105. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice Drapeau, (Sainte-Thérèse-de-Blainville), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

106. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Jérôme (Saint-Jérôme), comté de Terrebonne, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

107. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leurs indigents, malades, orphelins, etc., Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

108. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital des sœurs de la Charité de la Providence, pour leur maternité, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

109. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hospice des dominicains du Rosaire, Trois-Rivières, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

110. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'hôpital Saint-Victor (Belœil), comté de Verchères, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'y a aucun changement dans les sommes accordées aux institutions subventionnées par le gouvernement. On a retranché cependant les institutions qui ont été admises à bénéficier de l'assistance publique et qui sont au nombre de 54. Tous les fonds recueillis pour l'assistance publique sont distribués au complet, chaque année. Il ne restera pas un sou en juillet des montants provenant de la taxe instituée à cette fin<sup>8</sup>. Il y a dans la province 50 hôpitaux, 4 maternités, 2 crèches, 113 hospices, orphelinats et asiles, 104 sanatoriums et dispensaires anti-tuberculeux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

111. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être

distribué parmi les institutions catholiques en vertu de l'article 2937, S.R.Q., 1909; pour les collèges classiques, dix-neuf mille piastres, pour les écoles modèles et académiques, soixante et onze mille piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**Un député** déclare que deux collèges classiques ont refusé le don récent du gouvernement de \$10,000 par année. Ce sont le Séminaire de Québec et le Collège de Montréal.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
112. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille huit cent cinquante-deux piastres et quarante centins soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les institutions protestantes en vertu de l'article 2937, S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

113. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université Laval, Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

114. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université de Montréal, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

115. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Université McGill, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

116. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Collège Bishop, Lennoxville, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

117. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille quatre cent soixante-dix piastres soit ouvert à Sa Majesté pour high schools, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

118. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'École polytechnique, Montréal, en vertu de 57 Victoria, chapitre 23; section 17, telle qu'amendée par les lois 3 Édouard VII, chapitre 17, section 4; 7 Édouard VII, chapitre 28, section 1; 3 Édouard VII, chapitre 31, section 1; 9 Édouard VII, chapitre 35,

section 1; 1 George V (2ième session), chapitre 30, section 2; 3 George V, chapitre 26, section 1; 4 George V, chapitre 26, section 1; 8 George V, chapitre 41, section 1 et 11 George V, chapitre 53, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** explique que l'agrandissement de l'école implique de lourdes dépenses. Mais on espère qu'avec les nouveaux pouvoirs d'emprunt qui leur seront donnés, il n'y aura pas d'autres augmentations dans le mode de prêt.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
119. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le maintien des écoles techniques en dehors des cités de Québec et de Montréal et cours professionnels, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

120. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Montreal Technical Institute, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

121. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre-vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

122. Qu'un crédit n'excédant pas sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitement d'un inspecteur des écoles supérieures protestantes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

123. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation spéciale à l'éducation protestante dans la province, pour être appliquée, telle que recommandée par une résolution du comité protestant du Conseil de l'instruction publique; paiement sujet à un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

124. Qu'un crédit n'excédant pas trente-neuf mille huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des sourds-muets et des aveugles; Institut catholique pour garçons, Montréal, \$25,000; Institut catholique pour les filles, Montréal, \$10,000; Institut Nazareth, Montréal, \$1,600; Institut Mackay, Montréal, \$1,600; Montreal Association for the Blind, \$1,600, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

125. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encourager l'enseignement du français par des spécialistes français, dans les académies protestantes, conformément aux recommandations du comité protestant du Conseil de l'instruction publique, telles qu'approuvées par un arrêté ministériel, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

126. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour écoles publiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

127. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1, et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins deux cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

128. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1 et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent soixante-quinze piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

129. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1 et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cents piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

130. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles publiques en dehors des cités et villes, conformément aux dispositions de l'article 2929, S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 3 George V, chapitre 25, section 1 et de l'article 2930 desdits statuts, tel qu'amendé par 1 George V, (1ère session), chapitre 20, section 3, pourvu que les municipalités intéressées paient à leurs instituteurs et institutrices un traitement annuel d'au moins trois cent cinquante piastres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

131. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour être distribué parmi les écoles dans les municipalités pauvres, \$29,000; transféré de l'éducation supérieure protestante aux écoles pauvres protestantes, \$1,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question au sujet du nombre des élèves qui ont subi des examens à l'École des hautes études commerciales.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond<sup>9</sup>.

La résolution est adoptée<sup>10</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

### Dépôt de documents:

**Correspondance entre  
J.-F. Pouliot et L.-E.-A. Parrot**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 15 février 1922, pour copie de toute correspondance, télégramme, demande, etc., depuis 1919, entre M. Jean-François Pouliot, de Rivière-du-Loup, et le gouvernement, au sujet du Dr L.-E.-A. Parrot, ex-député de Témiscouata, de l'exploitation du domaine public et de l'administration de la justice. (Document de la session no 55)

La séance est levée à 6 h 40<sup>11</sup>.

## NOTES

1. *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 1, rapporte que "l'assistance était nombreuse non seulement chez les députés" mais aussi dans les galeries. Cependant, ces dernières se sont vidées dès le début de l'étude des crédits du budget car "il faut dire aussi que cette partie de la séance n'a rien eu de bien intéressant".

2. Donnée du *Canada* du 8 mars 1922, à la page 5. *La Presse* du même jour, à la page 17, indique plutôt un vote de 40 contre 5.

3. Charles Péguy (1873-1914), écrivain français.

4. Il s'agit de Pierre-Georges Roy (1870-1953), archiviste provincial de 1920 à 1943. Il sera secrétaire de la Commission des monuments historiques dès sa création.

5. Philemon Wright (1760-1839), homme politique né aux États-Unis qui, à partir de 1800, entreprit la colonisation du canton de Hull dont il avait obtenu la concession des autorités du Bas-Canada.

6. Chiffre de *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 3. *Le Soleil* du 8 mars 1922, à la page 1, mentionne plutôt "à peu près \$300".

7. Chiffre de *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 3. *La Presse* du même jour, à la page 17, mentionne \$500.

8. *La Patrie* du 8 mars 1922, à la page 4, précise qu'à cette déclaration de M. David, M. Taschereau acquiesce de la tête.

9. *Le Soleil* du 8 mars 1922, à la page 11, sans donner plus de détails sur la discussion, note que celle-ci fut "plutôt acerbe".

10. Nous n'avons presque aucun détail sur la discussion des crédits de cette séance. *Le Soleil* du 8 mars 1922, à la page 11, rapporte que "ces divers crédits n'ont pas été votés sans de nombreuses

questions de la part du chef de l'opposition", questions auxquelles M. David répondit. *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 1, mentionne pour sa part que la discussion du budget "est devenue très vive à certains moments et a provoqué de fines reparties et de belles improvisations". Toutefois, hormis ces instants, "le débat autour du budget des institutions de bienfaisance a été long, généralement monotone".

11. Heure de *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 3. *Le Canada* du 8 mars 1922, à la page 5, mentionne plutôt 6 heures, mais *La Presse* du 8 mars 1922, à la page 17, dément cette version, car à cette heure, "on convint de prolonger la séance de l'après-midi, afin de ne pas siéger dans la soirée". En fait, *L'Événement* du 8 mars 1922, à la page 1, explique que c'est surtout le chef de l'opposition qui a tenu à poursuivre le travail de la Chambre: "le coup de six heures a sonné sans le distraire de son étude du rapport des institutions de bienfaisance, et les minutes ont passé sans le détourner de sa garde vigilante autour des items du budget. À six heures et demie, on le voyait encore penché sur le livre, morose, et ce n'est qu'après avoir fait voter cinq ou six nouveaux items qu'il s'est résigné à l'ajournement de la Chambre".





## Séance du mercredi 8 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-septième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, les bills suivants:

- bill 35 amendant le Code de procédure civile relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat;

- bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Rapporté à l'Assemblée législative:

- bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoires faisant partie d'une cité ou d'une ville, à une autre corporation.

Droit de vote  
des femmes

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** demande la permission de présenter le bill 145 modifiant la loi électorale de Québec relativement au suffrage.

**Des députés:** Tuez-le, tuez-le!

**M. l'Orateur:** Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques et à certaines autres écoles;

- bill 186 relatif à l'aide que pourront accorder certaines municipalités pour l'achat de graines ou de grains de semence.

Cour des  
sessions de la paix

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 195 amendant la loi concernant la Cour des sessions de la paix.

Adopté.

The Church  
of the Messiah

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 115 pour étendre les pouvoirs de The Church of the Messiah soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

Commission des écoles catholiques  
de Montréal

La Chambre procède de nouveau, selon l'ordre du jour, à la prise en considération des amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif, au bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal, mais en remplaçant les deux dernières lignes par le texte qui suit:

L'article 2 est remplacé par le suivant:

"2. La section 5 de la loi 63 Victoria, chapitre 99, telle que remplacée par la loi 2 George V, chapitre 27, section 2, est modifiée en y ajoutant le paragraphe suivant:

"Le bureau central est en outre autorisé à faire des règlements concernant les honoraires additionnels à payer au président du bureau central, à en fixer le montant et à déterminer la manière dont ils seront payés, pourvu que le montant total des honoraires à payer au président, tant en vertu du présent paragraphe qu'en vertu du paragraphe précédent, n'excède pas quatorze cents dollars."

Adopté. Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

#### **Demandes de documents:**

##### **Crédit agricole**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 2 mars courant, sur la motion proposée le même jour:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de correspondance au sujet de l'établissement d'un crédit agricole et autres moyens d'encourager l'agriculture et le mouvement de retour à la terre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai proposé, à la séance de jeudi dernier, l'ajournement du débat sur cette question importante, parce que je voulais que l'on se renseigne pour la traiter sérieusement. Si j'ai voulu continuer le débat sur le crédit agricole, c'était dans le but d'avoir une réponse du gouvernement. Je voulais qu'on l'étudie et qu'on lui donne enfin une solution. Il (M. Sauvé) félicite le député de Saint-Maurice (M. Ricard) de l'heureuse idée qu'il avait eue en amenant devant la Chambre la question des crédits agricoles. Car ce n'est pas d'hier, dit-il, qu'elle vient devant cette Chambre.

Mon opinion sur le crédit agricole est connue dans cette province depuis 1913, alors que je l'émettais dans cette Chambre. Je l'ai soulevée, ici même, à maintes reprises et j'ai toujours eu la même réponse. À la session de 1916-1917, j'ai provoqué un débat sur cette question et l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) avait alors presque entièrement approuvé mes remarques. Cependant, disait-il, le projet mérite d'être étudié et mûri, et c'est ce que le gouvernement va faire. En 1919, même débat de l'opposition et même réponse du

gouvernement. Depuis bientôt huit ans, le gouvernement doit avoir eu le temps de mûrir cette affaire. Cette année, la procédure a légèrement changé et le député de Saint-Maurice (M. Ricard) a ramené la question sur le tapis, tout comme une affaire nouvelle, et sans faire allusion à l'attitude prise depuis longtemps par le ministre de l'Agriculture et le chef de l'opposition.

Je ne veux pas attribuer cette omission à l'étroitesse de vues ou à l'ignorance, mais je suis tenté de penser que le lionceau de Saint-Maurice, qui avait failli dévorer le ministre des Travaux publics et M. J.-A. Tessier, alors ministre de la Voirie, ne pouvait plus faire autrement depuis que le gouvernement avait réussi à lui casser les dents. Si le gouvernement avait depuis longtemps suivi ses conseils, la situation ne serait cependant pas aussi critique.

La motion du député de Saint-Maurice (M. Ricard) paraît donc purement académique et, à l'annonce des élections, elle pouvait laisser croire à certaines gens qu'elle avait une grande importance pour les cultivateurs. Le sujet ayant été discuté plusieurs fois, et le gouvernement, par son ministre sans portefeuille, l'honorable député du Lac-Saint-Jean (M. Moreau), ayant donné une réponse qui diminue tout l'effet de la motion, je suis convaincu que le député de Saint-Maurice ferait fiasco, si je ne venais à son secours et si je n'invitais le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) à se prononcer encore et à rompre son silence de l'autre jour. Vu que le sujet a déjà été débattu, c'est par une résolution que le député de Saint-Maurice aurait dû le ramener à la Chambre. Il y a assez longtemps que la question est à l'étude pour que la Chambre se prononce pour ou contre le principe de cette mesure.

Je crois qu'il est temps plus que jamais de nous occuper de la question. Quant au mode qu'il convient d'adopter, je suggère qu'un comité d'étude soit immédiatement formé qui, d'ici la prochaine session, à moins que le gouvernement ne préfère étudier le problème électoral, serait chargé d'étudier les divers systèmes de crédit agricole et de trouver la solution qui s'adapterait le mieux à notre province en face du difficile problème qui reste à résoudre. Il ne faut pas considérer les théories seulement. Il importe d'examiner les différents modes d'organisation et aussi notre propre situation. Savoir adapter, c'est assurer le succès.

Au contraire, la plus belle théorie ne saurait produire de résultat avantageux si elle était mal appliquée ou mal adaptée. Le succès d'une telle mesure dépend largement des conditions locales. Je suis contre le crédit agricole d'État; je suis en faveur

de caisses de crédit rurales, pourvu que nous prenions les moyens d'en assurer le bon fonctionnement par la prudence et la clairvoyance, sans injustice pour les autres institutions. On ne peut rendre justice en faisant une injustice. Ces caisses rurales pourraient recevoir l'appui financier du gouvernement, mais en restant absolument libres et indépendantes de toute influence politique.

Je veux croire que la motion du député de Saint-Maurice (M. Ricard) n'a pas simplement pour but de jeter de la poudre aux yeux. Il s'agit de décider si le gouvernement va aider à régler cette question. Il s'agit de trouver une manière de la régler. Le crédit agricole est bien vu de toute la Chambre. Il s'agit d'assurer à notre classe agricole, au bénéfice de l'agriculture et du pays, une assistance pratique et bienfaisante. Il s'agit d'organiser la classe agricole de manière qu'elle puisse répondre aux besoins du pays, au progrès de l'agriculture et apporter aux cultivateurs une aide maximale. L'agriculture ne paie guère plus que 3 %, 4 %, ou 5 % et je parle en connaissance de cause. Il faut donc aider l'agriculture. Il ne s'agit plus de recevoir une motion à chaque session et de toujours rester au même point. Pour cela, il faut doter le cultivateur d'une organisation mesurée, équilibrée, conforme aux revenus de la terre.

Il (M. Sauvé) regrette sincèrement qu'un aussi grand nombre de nos cultivateurs et de nos colons, victimes de circonstances imprévues, se voient aujourd'hui presque acculés à la misère. Il ne sert à rien, dit-il, de prêcher le progrès de l'agriculture, d'inciter le cultivateur à emprunter à 6 % ou 7 %, pour améliorer son exploitation, quand on sait que l'agriculture rapporte généralement 5 % et même 4 %. Je ne parle pas de la culture intensive ou maraîchère autour des grands centres.

En temps normal, à tout compter: dépression inévitable du troupeau, taxes, heures de travail, etc., l'agriculture, en bien des endroits, rapporte à peine 5 %. Pour se relever, ou pour s'établir, pour développer sa ferme, le cultivateur ne doit pas emprunter à 6 % ou 7 %. C'est donc un système de crédit pratique, à la portée de sa bourse, de ses moyens, de ses revenus qu'il importe de lui trouver. C'est pourquoi je proposerai, avec le consentement de mon honorable ami, le ministre de l'Agriculture (M. Caron), qu'un comité d'étude soit formé à cet effet pour faire rapport à la prochaine session. Je donne avis à cet effet.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

Ce n'est pas la première fois que j'entends parler du crédit agricole en Chambre. La question est toujours à l'ordre du jour. L'honorable chef de l'opposition

peut être certain qu'aucune considération politique n'a présidé à cette question, et que la motion n'a pas été soulevée en vue de l'approche des élections. Il n'est pas plus question d'élections que d'autre chose, et l'affaire du crédit agricole est plus importante que celle des élections. Le gouvernement s'intéresse à un haut degré à ce problème et il en recherche la meilleure solution possible.

Le chef de l'opposition a parlé au point de vue général. C'est quand il parle au point de vue général, qu'il consent à discuter une question sans y mettre de parti pris, qu'il est dans ses bons moments et qu'on ne se lasse pas de l'entendre. Il raisonne alors d'une façon admirable et fait d'excellentes suggestions. Le député de Saint-Maurice a traité d'une façon qui lui fait honneur la question des crédits agricoles. Comme lui, il (l'honorable M. Caron) reconnaît en principe que ce projet serait de nature à aider puissamment à un groupe nombreux de cultivateurs et de colons...

(Quelqu'un cogne à la porte de la Chambre)<sup>1</sup>

**M. l'Orateur** ordonne qu'on fasse entrer le messenger.

**Le huissier à la verge noire** entre et salue la Chambre<sup>2</sup>.

**Tous les députés** répondent en cognant sur leurs pupitres<sup>3</sup>.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

Un message est reçu de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec par Arthur Saint-Jacques, écuyer, gentilhomme huissier à la verge noire:

M. l'Orateur, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de Québec désire la présence immédiate de cette honorable Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

La séance est suspendue.

**Sanction royale**

En conséquence, M. l'Orateur et les députés de la Chambre se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Son Honneur le lieutenant gouverneur de la province donne, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 4 amendant la loi de la chasse de Québec;

- bill 5 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries;

- bill 6 ratifiant un certain contrat passé entre le gouvernement de la province et l'Institut des Petites sœurs franciscaines de Marie, relativement au maintien des aliénés dans l'hospice Sainte-Anne de la Baie Saint-Paul, dans le comté de Charlevoix;

- bill 7 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au directeur médical des hôpitaux d'aliénés;

- bill 8 ratifiant certains contrats passés par le gouvernement de la province avec l'hospice Saint-Joseph-de-la-Délivrance, de Lévis; l'asile du Bon-Pasteur, de Québec; les missionnaires de la compagnie de Marie; les dames religieuses de Notre-Dame-de-Charité-du-Bon-Pasteur, de Montréal; et les frères de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, de Montréal, respectivement, concernant l'entretien de certains enfants dans une école de réforme ou une école d'industrie selon le cas;

- bill 9 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'allocation au fonds des écoles élémentaires;

- bill 11 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux statistiques;

- bill 13 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec;

- bill 14 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la tenue des termes de la Cour de circuit;

- bill 16 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux compagnies de chemins de fer;

- bill 17 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la liste des jurés;

- bill 18 concernant le recouvrement du coût de l'entretien des enfants dans les écoles de réforme;

- bill 19 concernant le recouvrement des frais encourus à l'occasion de l'internement de certains enfants dans les écoles d'industrie;

- bill 20 légalisant certaines entrées au registre des avis en usage depuis le 17 juin 1861 dans le bureau de la division d'enregistrement de l'Islet;

- bill 21 concernant les coroners;

- bill 22 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Hull;

- bill 23 amendant la loi constituant en corporation l'École technique de Trois-Rivières;

- bill 24 ratifiant le contrat passé entre le gouvernement de la province de Québec et l'hôpital Laval, relativement à l'administration du sanatorium du Lac Édouard;

- bill 25 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'amélioration de la race chevaline;

- bill 26 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux sociétés d'agriculture;

- bill 27 amendant la loi des mines de Québec;

- bill 28 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux cercles agricoles;

- bill 29 autorisant l'octroi de subventions aux collèges classiques et à certaines autres écoles;

- bill 30 créant les écoles des beaux-arts de Québec et de Montréal;

- bill 31 autorisant l'établissement de cours professionnels;

- bill 32 pour encourager la production d'œuvres littéraires ou scientifiques;

- bill 33 ratifiant le contrat entre le gouvernement de la province de Québec et les dames religieuses de Notre-Dame de Charité du Bon-Pasteur, concernant l'entretien de certains enfants dans leur école d'industrie;

- bill 37 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux hôtels et maisons de logement;

- bill 38 amendant la loi établissant un nouveau district judiciaire avec chef-lieu à Amos;

- bill 40 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la Commission des services publics de Québec;

- bill 42 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au personnel de la Bibliothèque de la Législature;

- bill 51 concernant la succession de feu dame Philomène Valois, veuve de Paul Lussier;

- bill 52 conférant certains pouvoirs au Synode diocésain de Montréal;

- bill 53 constituant en corporation The African Methodist Episcopal Church;

- bill 55 reconnaissant The Holiness Movement Church in Canada comme corporation ecclésiastique de la province de Québec;

- bill 56 amendant la loi 40 Victoria, chapitre 23, concernant l'instruction publique dans la cité de Sherbrooke;

- bill 57 amendant la charte et définissant les pouvoirs du Arts Club Limited;

- bill 58 constituant en corporation la Société des missions étrangères de la province de Québec;

- bill 60 concernant la donation fiduciaire et la succession de feu l'honorable Trefflé Berthiaume;

- bill 61 amendant la charte de la Compagnie du chemin de fer Roberval-Saguenay;

- bill 62 concernant la succession de feu Joseph-Arthur Villeneuve;
- bill 63 ratifiant certaines ventes par la succession Logan et autres;
- bill 64 changeant le nom de Nellie Blanche McGowan en celui d'Helen McGowan McKim;
- bill 66 amendant la charte de la ville Lasalle;
- bill 67 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Herman Barrette à l'exercice de la profession d'avocat;
- bill 68 amendant la charte de la cité de Thetford Mines;
- bill 71 autorisant le Barreau de la province de Québec à admettre Max Liverman au nombre de ses membres;
- bill 73 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, à admettre Germain Chouinard à la pratique de la profession de chirurgien dentiste;
- bill 74 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre Léopold Desforges à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 75 autorisant le Collège des médecins et chirurgiens de la province de Québec à admettre René Therrien à la pratique de la médecine et de la chirurgie, après examen;
- bill 83 amendant la loi constituant en corporation The Title Bond Guarantee & Trust Corporation of Canada;
- bill 84 constituant en corporation la Connectional Methodist Church in Quebec;
- bill 85 concernant les successions de feu Jean-Baptiste Beaudry et Hercule-Jean-Baptiste Beaudry;
- bill 86 validant un acte de vente d'Alfred Dalbec à Suzan Frozine Williamson;
- bill 88 refondant la charte de la ville de Louiseville;
- bill 89 constituant en village la ville Baie Saint-Paul;
- bill 93 confirmant une convention entre dame Nora Hunter, veuve de Walter Norton Evans *et al.*, et ratifiant la nomination de nouveaux fiduciaires, en vertu d'un contrat de mariage de ladite dame Nora Hunter et confirmant leurs pouvoirs;
- bill 98 concernant le Bureau des commissaires d'écoles protestants de la cité de Montréal;
- bill 99 amendant la charte de la cité de Lachine;
- bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste;

- bill 104 constituant en corporation The Bassarabier Hebrew Sick Benefit Association of Montreal;
- bill 107 concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal;
- bill 113 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire;
- bill 171 amendant la loi pour prévenir les incendies;
- bill 178 concernant certains emprunts par la Société coopérative agricole des producteurs de semences de Québec;
- bill 186 relatif à l'aide que pourront accorder certaines municipalités pour l'achat de graines ou de grains de semence.

La sanction royale est prononcée sur ces bills par le greffier du Conseil législatif comme suit:

"Au nom de Sa Majesté, Son Honneur le lieutenant-gouverneur sanctionne ces bills."

Les députés reviennent à leur salle de séances.

#### **Demandes de documents:**

##### **Crédit agricole<sup>4</sup>**

La Chambre reprend le débat sur la motion suivante: Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de correspondance au sujet de l'établissement d'un crédit agricole et autres moyens d'encourager l'agriculture et le mouvement de retour à la terre.

##### **L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

En théorie, la question du crédit agricole est belle, mais entre la théorie et la pratique, il y a tout un monde. Le député de Saint-Maurice (M. Ricard) a rappelé qu'il y avait des crédits agricoles d'organisés un peu partout. Dans les pays d'Europe, où ils sont établis, les conditions ne sont pas les mêmes qu'au Canada. À l'heure actuelle, la Saskatchewan, le Manitoba et l'Ontario ont des crédits agricoles.

Cela date de bien peu longtemps pour que l'on puisse juger des résultats, mais d'une période assez longue déjà pour savoir qu'en Saskatchewan les résultats n'ont pas été très heureux ni très encourageants. Était-il avisé, de la part du gouvernement, d'instaurer un système de banques pour prêter aux cultivateurs? Était-il avisé de le faire d'un point de vue politique? Et d'un point de vue financier? Je ne fais, dit-il, que poser ces questions à

la Chambre. Je ne souhaite pas me prononcer pour l'instant, car le problème est sérieux. D'ici à ce que des institutions de ce genre, dit-il, aient prouvé leur efficacité ailleurs, en Saskatchewan ou au Manitoba, par exemple, il vaudrait mieux favoriser l'expansion des caisses populaires qui ont déjà fait beaucoup pour le cultivateur, là où elles sont déjà établies. Il est vrai que les conditions actuelles affectent fortement les fermiers dans les endroits où ces caisses n'existent pas. Beaucoup d'agriculteurs ne paient pas leurs intérêts, ou ne les paient qu'à la dernière minute, et de là des ennuis très sérieux.

En principe, le crédit est favorable, et la Chambre lui est favorable. Les prêts par les banques sont désavantageux pour le cultivateur qui ne peut payer 8 % ou 10 % et qui ignore en général les affaires de banque. Le crédit s'impose toujours de plus en plus. Certaines d'entre elles donnent autant d'avantages aux cultivateurs qu'aux autres classes. L'établissement d'un système de crédit agricole pratique serait très avantageux pour les cultivateurs de la province.

Mais il faudrait une surveillance étroite pour voir la manière dont seront utilisés les prêts. Il (l'honorable M. Caron) parle des difficultés que présente ce système, comme les hypothèques qu'il faudrait établir. De plus, dit-il, le gouvernement ne peut prêter sans garanties et, dans la généralité des cas, ce sont ceux qui ne peuvent fournir beaucoup de garanties qui ont le plus besoin d'argent. La situation serait très difficile si les cultivateurs empruntent de l'argent pour améliorer leurs troupeaux ou pour acheter des grains de semence.

Les banques paient 3 % d'intérêt sur les épargnes et nul doute que si le gouvernement payait 4 %, comme il a été suggéré par certains, il obtiendrait facilement des dépôts pour prêter de l'argent aux fermiers. Les banques prétendent qu'ils ne peuvent, avec avantage, payer plus de 3 %. Si le gouvernement obtient les économies du peuple avec un intérêt de 4 %, soit plus que les banques établies, qu'advient-il au commerce et à l'industrie actuellement financée par les banques?

Arrivera sans doute un jour où le besoin s'épuisera et où les banques se trouveront pénalisées de ne pas avoir les économies du peuple. Par conséquent, elles n'auront rien pour prêter aux industries et aux commerces, et, sans eux, le cultivateur ne demandera plus d'argent pour se développer, car il n'y aura pas de marché pour ses produits. Ce sont là quelques objections qu'il (l'honorable M. Caron) souhaiterait présenter devant la Chambre. L'aide aux fermiers, dit-il, pourrait ne pas être permanente et l'industrie en souffrirait considérablement.

Avant de prendre une décision dans ce sens, le gouvernement doit envisager sérieusement la question, la considérer sous toutes ses faces. Il vaudrait mieux, il me semble, attendre pour bénéficier de l'expérience des autres provinces. Il (l'honorable M. Caron) croit exprimer l'opinion de toute la Chambre en disant que les plus grands besoins pécuniaires se font sentir dans les régions où il n'existe pas déjà une organisation qui, comme la caisse populaire, par exemple, permet au cultivateur ou au colon d'administrer ses affaires de façon à ce qu'il puisse faire mieux face à ses obligations. Dans l'intervalle, dit-il, il ne serait peut-être pas inopportun de favoriser les caisses populaires.

Le gouvernement doit encourager cette œuvre et contribuer non seulement à son maintien, mais à son développement, en participant et en encourageant la création de nouvelles succursales dans les districts qui n'en n'ont pas. Les cultivateurs et les colons ont grandement bénéficié jusqu'ici de ces caisses populaires, et ce serait là l'un des remèdes les plus effectifs à apporter à ceux qui souffrent de la crise actuelle. Actuellement, nous en avons 102 et elles font beaucoup de bien aux cultivateurs. Elles leur prêtent pour des fins agricoles et, très rarement, il y a eu des sujets de se plaindre de ces caisses lorsqu'il est question d'assurer financièrement leurs récoltes.

Dans plusieurs régions où, l'an dernier surtout, les récoltes et les moissons ont été fortement endommagées ou furent peu considérables, les cultivateurs peuvent être en face de nombreuses difficultés. Toutefois, le gouvernement, pour le moment du moins, ne pourrait faire mieux qu'encourager ces cultivateurs à se confier aux caisses populaires, organisations sûres et prospères, en attendant que la question des crédits agricoles ait été mise à l'étude et qu'une décision ait été prise à ce sujet.

Avant donc de légiférer, il faut savoir où nous allons. Je répète cependant que je suis en principe en faveur du projet émis et proposé d'une façon si éloquente par l'honorable député de Saint-Maurice (M. Ricard), mais je crois qu'avant de décider la chose, le gouvernement doit apporter à cette mesure une attention toute spéciale. Bien que de bons arguments puissent être avancés en faveur d'un crédit agricole, il est possible également de lui en opposer.

Et avant longtemps, je l'espère, nous pourrions établir le crédit sur des bases solides, pour aider à l'agriculture sans lui nuire. Nous voulons être conservateurs...

(Applaudissements à gauche)

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

... conservateurs, mais en affaires seulement.

(Rires de la Chambre)

Nous attendons les résultats de ce système établi dans les autres provinces. La province de Québec a pris l'initiative dans certaines innovations, mais, sur la question du crédit agricole, elle trouve plus sage de la laisser à d'autres pour en guetter les résultats.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

**Création d'un ministère  
du Commerce et de l'Industrie**

**M. Dufresne (Joliette)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud) qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'importance d'encourager l'industrie dans notre province, soit par la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie ou autrement.

Le but de ma motion est de vous parler du commerce et de l'industrie dans cette province. On dira peut-être que cela relève du fédéral, mais la Chambre voudra bien considérer le point de vue où je me placerai et donner à la question toute son attention possible. Durant la guerre, la province de Québec a joui d'une prospérité jusqu'alors inconnue, le bonheur et l'aisance régnaient dans tous les foyers, et, nos industries donnant plein rendement, nous avons pu constater toute la somme de revenus que pouvait nous donner notre activité commerciale. Mais aujourd'hui tout est changé. Nous avons à faire face à une des crises les plus alarmantes de notre histoire, nos manufactures sont fermées, nos industries, menacées, et nos institutions les plus solides ébranlées.

Le commerce a diminué de \$890,000,000 dans les 10 derniers mois, étant de \$1,260,000,000 au lieu de \$2,150,000,000 en 1920-1921. Pour le mois de janvier seulement, la diminution a été de \$55,000,000, ne donnant que \$98,000,000 comparativement à janvier précédent. Le chômage règne à peu près partout: la misère et la ruine frappent à toutes les portes. Dans la seule ville de Montréal, au dire du premier ministre, 17,000 personnes sans travail et sans pain implorent le secours du gouvernement.

Le recensement de notre ville, d'après le rapport du Bureau des statistiques fédérales, indique une diminution de 60 industries dans notre ville en 1919. À cette occasion, M. O. H. Côté, commissaire

des industries, dit que l'explication de cette affaire est facile à donner. Ce n'est pas la faute du Bureau des statistiques, dit M. Côté, mais celle des propriétaires et des gérants des industries québécoises. Chaque année, le bureau transmet aux industriels une lettre circulaire leur demandant des particularités sur leurs affaires, le nombre de leurs employés. Mais à cette lettre circulaire, il est à peine 40 qui ont répondu et c'est ce qui fait que Québec n'occupe pas la place digne d'elle dans la situation industrielle du Canada.

Les statistiques provinciales mettent nos industries dans une mauvaise posture vis-à-vis de celles des autres provinces. En 1918, les statistiques indiquaient 424 industries dans Québec et, en 1919, on en voit 388, soit une diminution de 36. C'est là qu'est le mal et qui fait un tort considérable à notre ville. Il y a à l'heure actuelle 835 industries dans notre ville, qui toutes ont reçu des lettres circulaires du Bureau des statistiques, et il serait intéressant de voir combien répondront à l'envoi de la prochaine lettre. Ainsi, il y a à l'heure actuelle 32 manufactures de chaussures à Québec et 21 seulement ont répondu relativement, quant au nombre de leurs employés.

C'est la faute des industries qui ne répondent pas aux lettres circulaires qui leur sont envoyées par le Bureau des statistiques provinciales pour avoir des détails sur leurs industries. Les industries se font tort à elles-mêmes en ne répondant pas à la lettre, car l'acheteur lit cette statistique et en vient à la conclusion que le marché de Québec est bien petit et va ailleurs. M. Côté ne comprend pas cette abstention des industriels, à moins que ce ne soit la peur d'être taxés, ce qui est ridicule. Je vous le demande, M. l'Orateur, ne pourrions-nous pas faire quelque chose pour améliorer cette situation et venir en aide aux ouvriers qui demandent du pain? Les principales sources de revenus dans notre province sont l'agriculture et le commerce. Nous ne serons riches et puissants qu'en autant que nous encouragerons notre classe agricole et que nous accorderons une plus grande protection aux ouvriers et aux industriels de cette province.

La province de Québec est la plus importante de la Confédération. Son sol est riche et fertile; son climat, plutôt favorable à la culture; ses moyens de transport, routes et chemins de fer sont assez perfectionnés. Il ne nous reste plus, en effet, qu'à construire quelques embranchements afin de développer certaines régions, par exemple la construction d'un chemin de fer de Joliette à Saint-Michel-des-Saints. J'ai toujours espérance, M. l'Orateur, que le gouvernement protégera cette partie du comté de Joliette, afin de favoriser le commerce du bois et les braves cultivateurs de cet endroit.

La première industrie que nous devrions d'abord protéger et développer, c'est l'industrie de nos produits alimentaires, industrie qui favorise non seulement la classe agricole, mais toutes les classes de cette province.

Voici un rapport que je lisais dans un journal il n'y a pas bien longtemps:

"Attendu que le Comptoir coopératif de Montréal est une institution dont la mission est d'aider les cultivateurs dans leurs louables aspirations pour le développement de leur production et qu'il doit en même temps voir à une distribution efficace des produits agricoles;

"Attendu que dans l'exécution de son œuvre, laquelle couvre toute la province de Québec, le Comptoir coopératif a acquis une certaine expérience sur l'efficacité de nos moyens de transport;

"Attendu que tout en reconnaissant que nos moyens de transport par eau, par voies ferrées et par chemins améliorés sont développés dans la vallée du Saint-Laurent, du Richelieu, de la rivière Ottawa et des Cantons-de-l'Est, que nos voies de pénétration vers le Nord laissent beaucoup à désirer;

"Attendu que la population de Montréal, 800,000 environ, offre au cultivateur du marché rémunérateur et qu'il recherche avec raison;

"Attendu que nos classes ouvrières et industrielles ont un besoin constant d'une nourriture saine, abondante et à des prix raisonnables;

"Attendu que des millions d'acres de terre, environ 200 cantons, sur le versant nord des Laurentides et dans l'Abitibi seront ouverts à la population agricole dans un avenir très rapproché;

"Attendu qu'il est urgent que le port de Montréal, avec son outillage si perfectionné, soit mis à la disposition de tous les cultivateurs de la région nord, parmi lesquels le Comptoir coopératif compte des milliers de membres affiliés, et ce, pour faciliter l'exportation du surplus de leur production;

"Les membres du Comptoir coopératif de Montréal expriment le désir que nos compagnies de chemin de fer, telles que le C.P.R. et le C.N.R., hâtent autant que possible la pénétration de leurs têtes de lignes dans le nord de la province et prient les gouvernements d'Ottawa et de Québec d'user de leur influence et de leurs moyens d'action pour atteindre ce résultat, pour le plus grand avantage du développement de l'agriculture et de la colonisation.

"Que copie de la présente soit adressée à l'honorable ministre des Chemins de fer à Ottawa, à l'honorable ministre de l'Agriculture à Québec, à l'honorable ministre de la Colonisation à Québec."

Il est vraiment regrettable que nous ayons tous les avantages nécessaires et que nous n'en profitons pas. Chaque année, nous achetons une quantité considérable de ces produits chez les provinces sœurs. Prenons, par exemple, l'industrie des tomates en conserves. Les sept huitièmes<sup>5</sup>, pour ne pas dire tout, nous viennent de la province d'Ontario. C'est un peu la même chose avec d'autres produits alimentaires.

La Dominion Cannery, qui les manufacture, a commencé bien humblement il y a 30 ans. Aujourd'hui, elle possède plus de 75 manufactures. À part celle-ci, une centaine d'autres compagnies indépendantes font le même commerce. Nous envoyons notre argent en dehors, tandis que nous pourrions fabriquer nous-mêmes ces produits. Le gouvernement devrait encourager cette industrie et prendre tous les moyens nécessaires pour l'implanter dans notre province.

Pourquoi ne pas pousser nos cultivateurs à cultiver ces produits sur une haute échelle? On me répondra peut-être que le climat n'est pas favorable à cette culture. Mais j'ai été moi-même, pendant de longues années, contremaître d'une des plus belles fermes de l'Île de Montréal. Nous avons fait cette culture et mon expérience personnelle me permet de dire que les récoltes sont aussi bonnes qu'ailleurs.

Nous devrions encourager la culture maraîchère qui est la base même de cette industrie qui rapporte des millions par année et qui a donné de l'ouvrage à des milliers d'ouvriers dans les autres provinces. Nous devrions protéger cette culture surtout dans les petits centres, près des villes, afin de donner de l'ouvrage aux ouvriers des environs et, de plus, intervenir auprès des compagnies de chemins de fer pour obtenir un taux spécial pour le transport des engrais, afin d'améliorer nos serres et de produire en plus grande quantité la culture maraîchère.

Ce sont quelques suggestions que je sou mets à la Chambre. Il y a bien des moyens à prendre pour encourager l'agriculture et promouvoir le commerce, mais le gouvernement doit prendre surtout ceux qui sont de nature à augmenter notre rendement agricole et industriel, afin de garder nos fils sur la terre et éviter cette émigration funeste vers les grands centres.

L'an dernier, j'avais l'honneur de faire un discours dans cette Chambre demandant au gouvernement une ferme-école. Huit jours après, l'honorable ministre de l'Agriculture (M. Caron) présentait le bill adoptant mes suggestions. J'espère que cette année l'honorable ministre favorisera de la même manière ces quelques remarques.



Au cours d'un voyage d'observation aux États-Unis, j'ai constaté l'été dernier que, dans les petites villes aussi bien que dans les grands centres, il y avait beaucoup d'activité et de richesses. Toutes les ressources naturelles chez nos voisins sont exploitées, leurs pouvoirs hydrauliques parfaitement développés et, aujourd'hui, la république américaine est une des plus riches de l'univers. Nous possédons les mêmes richesses, nos pouvoirs d'eau sont beaucoup plus considérables, le fleuve Saint-Laurent nous fournit une des plus belles routes navigables du monde, pourquoi ne pas tirer le meilleur parti possible de tous ces avantages?

Notre grande erreur, c'est de ne pas faire assez connaître nos ressources naturelles. C'est en faisant connaître nos richesses nationales que nous attirerons dans cette province le capital nécessaire pour le développement de notre commerce et pour l'établissement de plusieurs industries greffées sur l'agriculture ou autres. L'opposition, pendant plusieurs années, a demandé la protection de l'industrie de la pulpe, et le gouvernement après avoir résisté pendant longtemps à cette demande, a accepté cette politique. Et quel a été le résultat? C'est que, depuis quelques années, on a vu surgir de nouvelles villes telles que La Tuque, Shawinigan, etc., par le placement de capitaux dans notre province.

Le gouvernement, conformément à l'opposition, a pris les moyens nécessaires pour faire fabriquer le bois de pulpe qui, autrefois, était exporté aux États-Unis à l'état brut et nous était renvoyé manufacturé. Nous réclamons la même chose aujourd'hui pour l'amiante, une des principales ressources de notre province; 85 % de la production mondiale vient de Québec, et nous n'avons pas de manufactures ou d'usines pour transformer cette matière et la rendre apte à répondre aux différents besoins de nos compatriotes. Nous l'exportons brute aux États-Unis qui nous la revend à des prix fabuleux. Ce sont encore des millions qui s'en vont à l'étranger et que nous pourrions garder chez nous.

Exploiter toutes nos ressources naturelles en créant de nouvelles industries et en perfectionnant, en développant celles qui existent déjà, voilà la politique que nous devons suivre et vers laquelle le gouvernement doit tendre de toutes ses forces. Une loi qui est bien de nature à nuire au développement industriel et à la création de nouvelles entreprises dans notre province, c'est la loi des cités et villes qui défend aux municipalités, villes ou villages d'accorder des bonis, des exemptions de taxes ou toute autre aide financière aux industries établies sur

leur territoire. Je comprends qu'il est des municipalités pauvres et incapables de faire semblables faveurs à leurs industries locales. Mais en revanche, il y en a un grand nombre qui pourraient leur accorder un secours et qui en sont empêchées par les dispositions de cette loi.

Il me semble que nous devrions amender la loi de façon à laisser pleine et entière liberté aux municipalités qui peuvent donner certaines faveurs à leurs industries. Le gouvernement devrait leur laisser plus d'autonomie sous ce rapport. J'ai l'honneur de résider dans une des plus belles petites villes de cette province, Joliette, qui s'est agrandie et a réussi à se développer grâce à la protection qu'elle a pu accorder à ses industries et à ses manufactures.

En effet, c'est grâce aux faveurs qu'elle a faites, aux exemptions de taxes et aux bonis qu'elle a pu accorder, que Joliette a réussi à créer, à conserver et à garder chez elle des établissements comme la manufacture Acme Glove, le moulin à bois Copping, les usines de la Canadian National, la manufacture à papier McArthur, la manufacture Elkins, l'aciérie et ma propre manufacture, la manufacture Dufresne. L'histoire du progrès de Joliette, c'est l'histoire du progrès de plusieurs villes dans notre province qui ont pu accorder une certaine protection à leurs industries locales.

Le gouvernement devrait ne pas restreindre la liberté des villes, mais les encourager plutôt à faire le plus de faveurs possible, afin de conserver leurs industries et d'en créer de nouvelles. C'est en agissant ainsi que nos villages deviendront de petites villes et que nous réussirons à garder chez nous notre belle population canadienne-française. Vers 1890, je me rappelle que nos ouvriers sans ouvrage quittaient notre province pour émigrer aux États-Unis.

Cela nous a coûté bien cher et nous a fait perdre de nombreuses familles. De grands centres canadiens-français se sont formés chez nos voisins et sont devenus des grandes villes telles que Lowell et Manchester. Si nous ne voulons pas que l'histoire se répète, nous devons prendre les moyens nécessaires pour faire marcher nos industries et en créer de nouvelles, afin de donner de l'ouvrage aux ouvriers qui ont le plus à souffrir en ce moment.

Il faut donc, M. l'Orateur, que le gouvernement travaille à développer le plus possible notre commerce dans cette province. Il atteindra ce but en nommant un homme d'affaires, un industriel, un commerçant au poste de ministre du Commerce dans cette province, qui s'intéressera à toutes nos industries, qui étudiera les principales causes de la crise actuelle et verra à prendre les moyens

nécessaires pour y remédier. Cette nomination rendra de grands services non seulement dans le moment, mais surtout dans l'avenir. Je comprends qu'il y a un ministre du Commerce à Ottawa. Mais ce ministre est nommé pour surveiller le commerce général du pays.

Il ne saurait favoriser une province plutôt qu'une autre. Ce que je demande, c'est la création d'un ministère provincial qui s'occuperait exclusivement du commerce de notre province, qui lui fournirait les moyens nécessaires pour lui permettre de prendre la première place dans les affaires du pays, qui protégera les petites industries de Québec et qui légiférerait sur la concurrence commerciale que nous devons faire aux autres provinces, afin d'augmenter nos ressources et nos revenus.

Je ne veux pas d'une concurrence hostile, injuste, mais une concurrence juste, légalement faite, qui protégerait nos petits manufacturiers contre certains trusts ou certaines compagnies des provinces voisines.

Je voudrais un ministre du Commerce qui permettrait à nos hommes d'affaires de prendre la place qui leur revient dans les affaires de la province et donnerait aux capitalistes canadiens-français une puissance comparable à celle que possèdent certains capitalistes étrangers aujourd'hui<sup>6</sup>. N'est-ce pas là, M. l'Orateur, une politique vraiment sage et vraiment nationale?

M. l'Orateur, étant moi-même un homme d'affaires, ayant passé par tous les degrés de l'échelle sociale jusqu'à la position que j'occupe aujourd'hui, j'ai travaillé dans toutes les classes des métiers. Je connais très bien le commerce, l'agriculture et l'industrie. Je sais tous les besoins de l'ouvrier, et si je viens présenter ces quelques considérations à la Chambre, c'est que je suis convaincu qu'elles sont d'une très grande importance. Je les présente à la considération des honorables députés de cette Chambre dans l'intérêt de mon comté et de la province.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le député de Joliette (M. Dufresne) a fait un discours très intéressant. Il a parlé de statistiques, de chômage, de tomates, d'amitié, de boni, et finalement, il a parlé de l'industrie, une foule de sujets de la plus haute importance. Le député de Joliette n'a pas donné justice au gouvernement pour tout ce qu'il a fait pour assurer le développement et le progrès de notre commerce et de nos industries, et c'est pourquoi je tâcherai de répondre fidèlement à tous les points.

Le député de Joliette n'aurait pas dû se plaindre au statisticien de la province du fait que les statistiques publiées par ce dernier ne contiennent pas tous les renseignements que nos hommes d'affaires et nos industriels seraient en droit d'espérer. On nous reproche de n'en pas avoir des manufactures. La faute en est plutôt aux commerçants et aux industriels qui, chaque année, ne se rendent pas à l'invitation expresse qui leur est faite de fournir au Bureau des statistiques tous les renseignements concernant leur commerce ou leur industrie afin que la province de Québec conserve, au point de vue de l'industrie, la place qu'elle mérite dans les statistiques comparées de tout le Canada. Est-ce par crainte de se voir taxer, ce qui serait ridicule, ou bien est-ce simplement par négligence? Il n'en est pas moins un fait que l'on peut considérer leur attitude et leur silence comme criminels, puisqu'ils sont la cause certaine des ennuis qui paralysent maintenant le commerce et les industries.

À propos de chômage, je dois dire que nous n'avons pas de ministère de l'Industrie et que c'est encore dans notre province que la proportion de sans-travail est la plus faible. D'ailleurs, le député de Joliette me rendra témoignage que le gouvernement a fait beaucoup pour procurer de l'ouvrage depuis un an surtout. Que de travaux nous avons fait entreprendre à des prix exorbitants, à Montréal particulièrement, que nous aurions pu permettre au printemps et qui auraient coûté beaucoup moins cher, comme la construction de l'entrepôt de la Commission des liqueurs et l'annexe du palais de justice. Une maison de Sherbrooke m'écrivait, aujourd'hui même, qu'en vertu du contrat que nous lui avons accordé pour le pont d'East Angus, ses usines n'ont pas chômé et ont fourni de l'ouvrage à 90 pères de famille. À Québec, nous ferons commencer sous peu les travaux d'agrandissement du palais de justice.

Dans l'Abitibi, le ministre de la Colonisation a disposé d'une somme de \$100,000 pour procurer de l'emploi à ceux qui avaient besoin de gagner, et le ministre de la Voirie, dans plusieurs campagnes, a fait faire des travaux pour procurer de l'emploi aux ouvriers. Le gouvernement, sans égard aux conditions onéreuses des entrepreneurs qui, tout naturellement, ne peuvent accepter de travaux en hiver au même prix qu'ils avaient pu le faire durant la belle saison, a fait sa large part pour améliorer la situation du chômage. Il (l'honorable M. Taschereau) est heureux de voir qu'il n'y a pas autant de chômage dans la province de Québec qu'ailleurs, et il croit que les conditions s'amélioreront rapidement.

Et je passe aux tomates. Il y a dans la province de Québec cinq ou six maisons qui s'occupent de l'industrie des tomates qui ont reçu des subsides du gouvernement qui leur permettent de continuer avec un certain succès leurs opérations. On a tenté aussi de mettre les petits fruits en conserve, mais les résultats n'ont pas été très satisfaisants. Cependant, il est reconnu, et les plus grands connaisseurs et experts l'ont admis, que la province d'Ontario peut fournir sous ce rapport de meilleurs produits, et il est injuste pour le député de Joliette (M. Dufresne) de prétendre que Québec peut primer en autant, du moins, que cette industrie est concernée.

En ce qui regarde l'industrie de la pulpe et du papier, le gouvernement ne saurait suivre une meilleure politique que celle discutée et mise en pratique avec tant de succès par Sir Lomer Gouin<sup>7</sup>. L'essor merveilleux que nous avons remarqué dans l'industrie du bois est un effet de la politique de mon prédécesseur qui voyait clair dans l'avenir, politique qui a eu pour résultat de faire prohiber l'exportation du bois aux États-Unis. N'est-il pas d'ailleurs admis qu'actuellement la province de Québec produit à elle seule autant de pulpe que toutes les autres provinces réunies? La défense d'exporter le bois brut en dehors de la province a eu pour résultat de faire venir de nombreuses industries dans cette province. Nos usines ont décuplé et de nouveaux moulins se construisent chaque année. Et nous continuerons cette politique.

Il ne peut en être de même cependant pour l'industrie de l'amiante et Asbestos, car le marché canadien rencontrera beaucoup d'opposition de la part des producteurs de la Rhodésie. Ces producteurs pourraient en effet produire à meilleur marché qu'Asbestos certaines sortes d'amiante. Le gouvernement, pour accepter la suggestion du député de Joliette qui demande la prohibition de l'exportation de notre amiante à l'état brut aux États-Unis, doit d'abord considérer ce projet sous tous ses aspects.

Il serait peut-être possible d'adopter pour l'amiante la même politique que celle mise en pratique pour la pulpe; la proposition présentée de cette manière est attrayante, mais nous devons considérer que, dans notre province, nous pouvons difficilement exploiter avec succès l'industrie de l'amiante, par suite des dépenses trop considérables que cette exploitation occasionnerait. Il faut considérer la question sous tous ses aspects et espérer la régler dans le meilleur intérêt de la province. Si nous prohibons l'exportation de l'amiante à l'état brut, il faudra le manufacturer ici.

D'ailleurs, si le bill Fordney<sup>8</sup> doit rester permanent aux États-Unis, l'exportation de l'amiante même à l'état brut sera de fait prohibée et la situation deviendra alors beaucoup plus difficile à améliorer. À tout événement, la question sera considérée très sérieusement et le gouvernement s'efforcera d'en venir à la plus sage solution.

L'expérience a prouvé que c'est une mauvaise politique pour les municipalités que de donner des bonis ou des exemptions de taxes aux diverses industries, afin de les attirer dans leurs limites. Autrefois les municipalités pouvaient accorder des exemptions de taxes. Il y a deux ou trois ans, la Législature a enlevé aux municipalités un tel pouvoir, car nous nous sommes aperçus des effets désastreux de cette politique sur le plan économique. Les municipalités s'étaient lancées dans une véritable course pour attirer les industries et avaient offert des conditions qu'elles étaient incapables d'accorder. Il (l'honorable M. Taschereau) ne veut pas en nommer une en particulier, mais tous les députés en cette Chambre, dit-il, savent qu'aujourd'hui, plusieurs villes sont obligées de payer des centaines et des centaines de milliers de dollars en débentures, quand les industries qu'elles favorisaient ont fait faillite.

Récemment, une importante délégation au service du gouvernement déclarait que la province d'Ontario, qui autorise les municipalités à encourager l'établissement d'industries, jouit à cet égard d'un avantage injuste sur Québec. En accordant des exemptions de taxes, elle a pu attirer des industries qui autrement seraient venues s'installer ici. Cela est malheureux et le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) est à correspondre avec le gouvernement d'Ontario pour que la province sœur adopte une législation similaire à la nôtre, afin d'empêcher nos industries de fuir vers l'Ontario. Mais, jusqu'à maintenant, aucune réponse satisfaisante n'a été obtenue. Pour le présent, la province de Québec peut perdre quelques industries, mais selon un hebdomadaire financier, à la fin elle sera en meilleure posture que la province qui les aura reçues grâce à la politique qui a été adoptée dans la province dans les trois ou quatre dernières années.

Si les municipalités endettées comme elles le sont aujourd'hui, dans le secteur des travaux et aménagements publics, accordent des bonis et des exemptions de taxes, elles ne pourront jamais payer leurs dettes. En certains cas, il se peut qu'elles aient profité à exempter de taxes certaines industries, mais, pour ma part, je ne leur accorderais ce droit qu'à contrecœur. Mais il faudra être très prudent.

Enfin, le député de Joliette a préconisé la nomination d'un ministère de l'Industrie. Il (l'honorable M. Taschereau) remercie le député de Joliette de la suggestion, mais ne voit pas la nécessité d'un pareil ministère pour le moment. Comme toutes les améliorations qui ont une certaine importance, dit-il, cette question mérite considération et étude, avant qu'une décision soit prise. Mais quand je serai convaincu qu'un ministère de l'Industrie pourra combler une lacune, promouvoir plus efficacement le commerce et les industries de la province et mettre fin aux nombreux sujets de griefs énoncés par le député, le député de Joliette peut être sûr que, le premier, je demanderai à cette Chambre l'autorisation d'organiser un tel département.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le député de Joliette (M. Dufresne) pour le travail qu'il vient de soumettre à la Chambre et souligne l'importance des questions soulevées par ce dernier. Il (M. Sauvé) proteste contre la façon dont le premier ministre a répondu au discours du député de Joliette.

Le gouvernement a identifié lui-même les industries qu'il considère comme étant les piliers de la province. Il (M. Sauvé) veut savoir ce que le gouvernement fait pour encourager ces industries que ses propres spécialistes disent nécessaires à la province. S'il faut que la province de Québec se spécialise dans certaines industries pour lesquelles elle est particulièrement adaptée, il est bon que le gouvernement accorde son soutien. Il y a eu toute une histoire, l'an dernier, à propos d'une industrie de Montmagny, et on a beaucoup parlé alors de l'affectation d'un député au poste de ministre du Commerce et de l'Industrie, déclaration qui a sans doute froissé certains députés, notamment le député de Québec-Est (M. Létourneau).

Il (M. Sauvé) affirme que, pour lui, la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie s'impose. Il dit qu'il souhaite être juste envers le gouvernement, mais que l'on doit se rappeler qu'il y avait longtemps que l'opposition préconisait cette mesure et qu'on nous disait que c'était une utopie. Ceux qui se souviennent des brochures libérales de l'époque se rappelleront que la bataille des députés conservateurs et nationalistes pour cet embargo a été dénoncée comme irréaliste. Il (M. Sauvé) se souvient d'un débat mémorable, en 1909, au cours duquel le premier ministre du temps, Sir Lomer Gouin, avait déclaré que la question d'un embargo appartenait au fédéral. Il (M. Sauvé) croit qu'il faudrait mettre sur pied un département du Commerce et de l'Industrie, afin d'aider les industries qui sont particulières à la province. Peut-

être le gouvernement hésitera-t-il, cependant, à établir un tel département, vu le choix embêtant qui se pose quant au nombre d'aspirants à un tel portefeuille.

(Applaudissements)

La motion est adoptée.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 45 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale;
- bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation;
- bill 179 concernant la création de commissions athlétiques par certaines municipalités;
- bill 181 amendant l'article 833 du Code de procédure civile.

### Demandes de documents:

#### Chef-lieu du district de Terrebonne

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toutes correspondances, requêtes, etc., depuis 1920, jusqu'à ce jour, entre toute personne et le gouvernement au sujet du chef-lieu du district de Terrebonne et du changement de son site.

Adopté.

#### Brasserie de Trois-Rivières et National Breweries Ltd.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance, documents, etc., entre le gouvernement ou la Commission des liqueurs et les représentants de la Brasserie de Trois-Rivières et aussi les officiers de la National Breweries Ltd., au sujet de la remise du coût ou d'une partie du coût de

la licence basée sur la proportion du chiffre d'affaires.

Adopté.

#### **Lots du comté de Terrebonne**

**M. Reed (L'Assomption)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 148 détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales, et d'enregistrement soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Reed (L'Assomption)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Lacs Ouareau et Archambault**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 185 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Ouareau et de ses lacs et rivières tributaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose qu'il soit résolu:

Attendu que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emménagement des eaux de la rivière Ouareau et des lacs et rivières tributaires, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution lesdites recommandations et d'accorder à la commission les pouvoirs nécessaires à ces fins;

1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle voudra entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux aux lacs Ouareau, Archambault et Blanc et dans la rivière Ouareau, dans le but d'emmagasiner les eaux de ces lacs et rivière et de pourvoir à la régularisation de leur débit, au point de vue de la meilleure utilisation des forces hydrauliques dépendant de ces lacs et rivière.

2. Que la Commission adjudgera l'entreprise des travaux autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la Commission; que l'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat qui sera accordé à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la Commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux; et qu'un contrat ne pourra toutefois être conclu par la Commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

3. Que la Commission pourra, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, acquérir de gré à gré ou par voie d'expropriation:

a. Les barrages et travaux existants aux lacs Archambault, Ouareau et Blanc, sur la rivière Ouareau;

b. Les immeubles nécessaires à l'exécution et au maintien des travaux qu'elle est autorisée à faire par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

c. Les immeubles qui pourront être inondés ou autrement affectés par suite de l'exécution et du maintien desdits travaux;

d. Les immeubles requis pour la construction de chemins publics ou privés destinés à donner accès auxdits travaux ou à remplacer des chemins inondés ou autrement détruits ou endommagés;

e. Les immeubles requis pour l'établissement des servitudes nécessaires;

f. Les servitudes, droits réels, droits conférés par la Législature, droits résultant de contrats et tous autres droits d'une nature quelconque.

4. Que l'expropriation en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions sera faite conformément à la loi des chemins de fer de Québec, et que la Cour supérieure du district ou un juge de ce tribunal pourra accorder la possession préalable, aux conditions qu'il jugera à propos.

5. Qu'il sera loisible à la Commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, lorsqu'il sera nécessaire de n'exproprier qu'une partie d'un lot cadastré ou non, d'acquérir en entier ce lot et de vendre ensuite les parties du lot dont elle n'aura pas besoin.

6. Que, après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la première des présentes résolutions et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1. Tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

2. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui pourront être exigés de toute personne, compagnie ou association qui ne sera pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1, pour l'utilisation desdites eaux.

7. Que les contrats passés en vertu du paragraphe 1 de la résolution précédente n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant gouverneur en conseil; et que le tarif fixé en vertu du paragraphe 2 de la résolution précédente n'aura force et effet, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle* de Québec.

8. Que le coût de la construction des travaux et ouvrages autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, y compris l'acquisition des terrains et droits immobiliers nécessaires, ne devra pas excéder la somme de deux cent cinquante mille dollars.

9. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de cinquante mille dollars; que ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas

cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année; que ces obligations ou rentes inscrites seront faites dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi-annuellement, à l'endroit qu'il indiquera; et que les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne seront pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

10. Que les sections 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19 et 20 de la loi 3 George V, chapitre 6, s'appliqueront, *mutatis mutandis*, à la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, comme si elles avaient été spécialement décrétées pour icelle.

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 185 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Ouareau et de ses lacs et rivières tributaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (l'honorable M. Mercier fils) explique le projet de loi en détail<sup>9</sup>.

**M. Smart (Westmount)** demande des explications.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** On a tout d'abord proposé de dépenser \$50,000 pour procéder à l'expropriation des barrages existants et ainsi les régulariser, afin d'améliorer substantiellement le flux de la rivière.

Une fois cela fait, la Commission en est venue à la conclusion qu'il serait préférable de construire de nouveaux barrages et créer un réservoir. Cela se fera.

Les travaux ne seront pas entrepris tant que la Commission n'aura la pleine garantie qu'au moins dix pour cent sera assuré chaque année sur le capital investi par les utilisateurs de la rivière. Le même principe fut adopté concernant la Saint-Maurice et d'autres barrages construits par le gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Attelage des chevaux

**M. Ouellet (Dorchester)** propose, selon l'ordre du jour que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour étudier le bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver, dans certains comtés.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ouellet (Dorchester)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour octroi spécial aux municipalités scolaires, pour encourager la construction et le maintien de nouvelles académies pour les garçons, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose plusieurs questions.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond aux questions<sup>10</sup>.

La résolution est adoptée.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. La résolution est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

#### Travaux de la Chambre

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je suis prêt à siéger ce soir, dit-il, mais d'importantes mesures gouvernementales ont été annoncées et publiées dans les journaux, il y a de cela quinze jours, et la Chambre n'a pas encore reçu les bills, pas plus que le gouvernement ne semble prêt à procéder. Le problème, c'est que les législations arrivent à la dernière minute, alors que la Chambre a à peine le quorum. Je ne veux pas que l'on ne fasse rien que voter des subsides, d'autant plus qu'on est à la fin de la session et qu'il y a déjà des députés qui font leur paquet et ramassent leurs plumes pour samedi prochain.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement n'est pas prêt à aller de l'avant avec sa législation ce soir. Ce soir, si le chef de l'opposition y consent, on pourrait faire du budget. La grève des typographes, qui a retardé l'impression de ces bills a été un sérieux embarras, malgré que la Chambre n'ait pas cessé de siéger. Le gouvernement faisait, contre ces circonstances, tout ce qu'il pouvait pour ne pas retarder les travaux de la session. D'ailleurs, on ne saurait dire qu'il y a retard.

Tout ce qui reste de la législation est inscrit à l'ordre du jour. Le ministre de l'Agriculture (M. Caron) n'a plus qu'une loi à présenter. Moi-même, dit-il, (l'honorable M. Taschereau), j'ai pratiquement fini, et il ne reste que quelques mesures, des petites affaires de rien, de la somme volumineuse et considérable de législation présentée cette année par le secrétaire provincial (l'honorable M. David).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que faites-vous de votre grosse législation dont les journaux nous parlent depuis quelques jours? Peut-on se fier sur ce que les journaux ont publié?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
En partie; les journaux ne sont pas toujours fiables.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas *Le Soleil*?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** refuse de commenter. Lorsque le chef de l'opposition occupera mon siège, dit-il, comme premier ministre, il comprendra mieux les difficultés qu'il ne peut les comprendre maintenant. Ce qui paraît dans les journaux n'est jamais que le résumé de projets qui sont ensuite modifiés. D'ailleurs, il n'est pas mauvais que les journaux entretiennent leurs lecteurs des lois qui vont être présentées. Celui-ci fait entendre son sentiment, hasarde des critiques propres à les améliorer et collabore ainsi utilement à l'œuvre de la législation. Cependant, puisque la Chambre a travaillé dur cet après-midi, je crois que l'on pourrait se passer d'une nuit à siéger.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il ne s'accorde pas avec le premier ministre et qu'il ne croit pas, en bonne doctrine constitutionnelle, que le public doive être saisi des projets de loi avant le Parlement.

On pouvait lire dans *Le Canada* que le premier ministre a dit qu'il avait été contraint à reporter des bills importants, dû à l'absence du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Je n'ai jamais dit ça.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est ce que *Le Canada* dit.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Peu importe ce que peut dire *Le Canada*. Je me suis entendu avec le chef de l'opposition pour éviter les questions litigieuses pendant son absence de lundi dernier.

La séance est levée.

## NOTES

1. Selon *La Presse* du 9 mars 1922, à la page 19, il est à ce moment 3 h 30.

2. *Le Devoir* du 9 mars 1922, à la page 1, donne beaucoup de détails sur cette entrée remarquée. Le huissier est "un long monsieur qui porte sous l'un de ses bras un claque et, sous l'autre, très cérémonieusement, comme un bâton de maréchal, un court rouleau noir. Il est haut de six pieds, ce qui donne plus de profondeur et de solennité à ses saluts, lesquels, pour se conformer à une vieille tradition, sont salués par un claquement de pupitre considérable et sans unisson. Il salue trois fois à l'aller, puis expose son message qui est bref. Il refait trois plongeon au retour qui s'effectue à reculons. Et la Chambre se désagrége petit à petit pour suivre l'Orateur qui s'en va, coiffé d'un tricorne noir".

3. Sur ce point, *L'Événement* du 9 mars 1922, à la page 3, nous donne de précieux renseignements: "La cérémonie de circonstance ne manqua pas de piquant. Ce n'est peut-être pas une cérémonie inscrite au rituel de la Chambre, mais c'est une cérémonie consacrée par l'usage. Elle veut que les députés frappent bruyamment les couvercles de leurs pupitres à chacun des trois saluts consécutifs que le sergent fait avant et après avoir transmis son message.

"Pour ceux qui ne sont pas initiés aux coutumes parlementaires, cette manière de procéder ressemble à une manifestation d'élèves, auxquels le professeur viendrait annoncer un congé. Dans un lieu où la gravité préside à toutes les actions, la cérémonie revêt un caractère assez comique. "Mais, la députation reprit vite son sérieux, dès que la sanction fut terminée au Conseil législatif, et quand tous les représentants furent revenus, hier après-midi, dans l'enceinte parlementaire, l'honorable ministre de l'Agriculture continua ses remarques, sur la motion Ricard, comme si rien d'anormal ne fût survenu."

4. Selon *Le Devoir* du 9 mars 1922, à la page 1, l'interruption de la séance dure 45 minutes et la sanction des bills au Conseil législatif "n'attire pas un nombreux public".

5. Estimation de *La Presse* du 9 mars 1922, à la page 12. *The Gazette* du même jour, à la page 11, mentionne plutôt les sept dixièmes.

6. *Le Devoir* du 9 mars 1922, à la page 1, précise que M. Dufresne a lu son discours.

7. Lomer Gouin, premier ministre du Québec de 1905 à 1920.



8. Le Tariff Act, ou bill Fordney, de Joe Fordney, membre du Congrès américain, est adopté à la fin de l'été 1921. Il s'agit d'une mesure protectionniste américaine qui surtaxe de 50 % le sucre et les autres produits agricoles étrangers. Il est renforcé par le Fordney-McCumber Tariff Act, voté en septembre 1922.

9. Sur ces explications, les journaux ne font que reprendre le texte de la résolution, sans nous donner d'autres déclarations de la part de l'honorable M. Mercier fils. Seule *La Patrie*, à la page 4, écrit que "le ministre a expliqué l'entreprise avec force détails", ce qui nous fait déduire qu'il a dû ajouter des remarques (que nous n'avons pas) en plus du texte officiel de la loi.

10. *L'Événement* du 9 mars 1922, à la page 10, rapporte que "le chef de l'opposition a provoqué un vif débat avec l'honorable secrétaire provincial, au sujet des académies", mais aucun journal n'en a rendu compte.



Séance du jeudi 9 mars 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-huitième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 169 détachant certains lots du comté de Lac-Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

Et, avec amendements, les bills suivants:

- bill 168 amendant le Code du notariat;  
- bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal relativement à la coupe de bois.

**Emprunts pour  
l'aqueduc de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (M. Poulin), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation et à l'examen des pétitions introductives de bills privés, ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen par les comités, soient suspendues, et qu'il lui soit en conséquence permis de présenter la pétition de la cité de Saint-Jean; que cette pétition soit lue et reçue aussitôt que présentée, et qu'il lui soit permis de présenter un bill concernant certains emprunts relatifs à l'acquisition d'un aqueduc par la cité de Saint-Jean.

Adopté.

**Présentation et lecture de pétitions:**

En conséquence, ladite pétition concernant certains emprunts relatifs à l'acquisition d'un aqueduc par la cité de Saint-Jean est présentée, lue et reçue par la Chambre.

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** demande la permission de présenter le bill 116 concernant certains emprunts relatifs à l'acquisition d'un aqueduc par la cité de Saint-Jean.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Dépôt de documents:**

**Droit de vote des femmes<sup>1</sup>**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dépose sur le bureau de la Chambre les requêtes qui ont été adressées au gouvernement concernant le suffrage féminin<sup>2</sup>.

**Circulation  
des automobiles**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** demande la permission de présenter le bill 196 amendant le Code municipal, relativement à la circulation des voitures automobiles dans certains chemins.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Ventes par le shérif**

**M. Tessier (Rimouski)** demande la permission de présenter le bill 146 amendant le Code de procédure civile, relativement aux ventes par shérif.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 176 concernant la pension de certains coroners.

**Droit de vote des femmes<sup>3</sup>**

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** propose, selon l'ordre du jour, appuyé par le représentant de Montréal-Sainte-Anne (M. Conroy), que le bill 145 modifiant la loi électorale de Québec relativement au suffrage soit maintenant lu une deuxième fois.

La main qui agite le berceau gouverne le monde<sup>4</sup>. Pour rencontrer les maints arguments qui supportent le cas du suffrage féminin, je ne crois pas qu'il y ait un seul point et jugement contraire à l'accord de ce droit aux femmes qu'on puisse maintenir avec justice et équité. On entend souvent une opinion qui s'applique dans plusieurs situations et qui est contenue dans le mot "tradition". Il faut se souvenir du fait que 21 nations du monde reconnaissent le droit de la femme à sa place dans la politique et à sa direction des affaires des pays les plus importants. La France et la province de Québec se tiennent bien à part parmi les nations ou les peuples de haute intelligence qui peuplent cette vaste terre. Quels arguments apporte-t-on contre le suffrage des femmes, à part la tradition, ce qui est assez indéfini?

On entend dire que la place de la femme est au foyer. On parle de son devoir à la maison, au berceau, à la cuisine. Il est très touchant, naturellement, de voir un joli domicile, luisant comme peut le faire luire la bonne ménagère, voir les repas appétissants sur la table, voir le bébé tranquille dans son petit coin, tandis que ses petits frères et sœurs jouent vivement alentour. Mais sans complètement se perdre dans l'admiration de ces si belles choses, il faut penser au fait que, dans cet état de choses, il n'y a qu'une période fort limitée de la vie pendant laquelle une femme est attachée à son foyer par de tels devoirs. Sans doute, c'est une belle chose que le foyer, mais il ne faut pas perdre de vue qu'il y a dans la vie d'une femme quelques moments où elle peut sortir du foyer; cette période ne commence pas au début de la vie, et ne dure pas, certes, jusqu'à l'instant où la mort fait son appel...

(Applaudissements des galeries)

**M. l'Orateur:** À l'ordre, messieurs, à l'ordre, messieurs<sup>5</sup>.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent):** Chez les hommes, il y a aussi des périodes où il n'est pas continuellement aux affaires du pays. Il y a le commencement, le zénith et la fin de la vie. Il y a la période d'adolescence, l'apprentissage à la vie; l'entrée dans les affaires ou dans la profession; la période du succès; plus tard, l'abandon graduel des affaires; et finalement, la fin, quand les soins de la génération suivante voient au confort des dernières années. Il n'est pas ordonné aux hommes que tous les détails de leur vie, de leur carrière suivent toujours un niveau uniforme, que leurs activités soient invariables, ou leurs intérêts, sur un plan unique.

On a argumenté que la place de la femme doit être au foyer, selon la tradition; mais pourquoi la tradition chercherait-elle à imposer à la femme un mode de vie que la nature même lui nie, et de rester continuellement en face de la même perspective? Pourquoi la forcer à passer son temps dans un milieu auquel elle n'est adaptée que pendant quelques années? On voit, chez l'homme, l'entrée dans les affaires, l'énergie à la poursuite de la fortune, l'assurance du succès de lui-même et de ses enfants. Mais quand il a atteint le succès, il porte ses attentions ailleurs. Il se dévoue, disons, à la politique. Ayant supporté le fardeau soutenu du travail, ayant ramassé sa fortune, il se choisit une autre sphère d'utilité, aboutissant peut-être à la belle atmosphère du sénat de son pays, se préparant à une sortie confortable et paisible de sa vie ardue.

Chez la femme, quoi? D'abord l'école; puis la gloire de la jeune fille, les joies de la jeune femme; ensuite la période du devoir envers le mari, le foyer, le berceau. Mais quand ces devoirs sont accomplis, quand l'éducation des enfants est finie, et après qu'elle a vu s'accomplir les résultats de son amour et de son dévouement, n'y aurait-il pas une place pour la femme qui, ayant fait son devoir, ayant très bien servi dans le grand rôle féminin, voudra étendre son intelligence et son expérience au bien-être des intérêts plus généraux de son pays? D'où nous viennent nos grands hommes: les scientifiques, les hommes d'affaires, éducateurs du monde? Ne les devons-nous pas à la femme?

Elle qui les a donnés au monde, qui les a conduits pendant l'enfance, la jeunesse, jusqu'à la maturité, qui a formé l'esprit, la pensée, qui a fixé le sens moral, la distinction du bien et du mal, qui a bien été responsable de 80 % de l'éducation, mettant à la disposition du monde le génie que le Créateur a accordé à l'individu. Pouvons-nous si facilement lui nier le désir et la demande pour des droits égaux, la réquisition d'une voix dans les affaires de la nation, quand elle, qui est responsable de tant de bien, de bonheur, de progrès d'accomplissement chez l'homme, nous vient demander ce droit? On ne pourra pas, avec succès, refuser de le lui accorder à cette époque.

Et pourtant, M. l'Orateur, la tradition n'indiquait rien, absolument rien, de comment les femmes devaient se comporter durant la Grande Guerre. Il n'y avait pas de traditions en ce sens. Pendant la guerre, la femme a montré ce qu'elle était capable de faire en dehors du foyer. Les sacrifices de la femme pendant ces années d'enfer noir, son dévouement, son oubli de soi, son empressement à

remplacer le mari, le fils, le frère dans le tramway, dans les ascenseurs, dans les usines, dans les banques partout sur le continent, afin qu'ils aillent prendre leur place contre la bête qui voulait en faire ses esclaves, ont été l'objet de l'admiration universelle. On a vu les femmes aussi portant les armes et, dans les tranchées, durant la guerre, supportant sans gémir les plus grandes souffrances, les sacrifices les plus torturants, les supplices horribles, afin que la liberté de l'humanité ne fût pas éteinte. La tradition se tait quand on parle de ce qu'a fait la femme pendant la guerre, et parle seulement de ses devoirs au foyer. Nous avons reconnu tous ces sacrifices; et maintenant, nous refusons à la femme sa place dans le conseil de la nation. Et pourtant, cette place, elle la réclame avec dignité, sans violence; elle ne veut pas jouer à la suffragette, et elle fait bien.

Toutes ces choses, nous les avons acceptées de la main de la femme, et maintenant nous, qui faisons partie des nations les plus civilisées de ce monde, voulons lui refuser une voix sur les affaires de la nation. Nous opposons une folle tradition à celle qui, pour nous, a su briser toute tradition, qui a surpassé tout sacrifice, qui a donné sa vie et souvent davantage pour le bonheur, le confort et la paix de l'humanité. Si la femme connaissait vraiment sa force, elle ne serait pas obligée à attendre si longtemps la reconnaissance de l'homme.

Refuser le droit de vote aux femmes ne donnera rien. Elles connaîtront finalement le succès quand elles reconnaîtront et exerceront, même dans une petite mesure, le pouvoir qu'elles possèdent. Mais quand cette force se fera sentir, elle ne viendra pas par la voix d'un homme, ni par la voix d'un gouvernement, ni par la reconnaissance d'une nation; mais elle viendra, une force épouvantable, une onde irrésistible d'un pouvoir mystérieux. Si les femmes de cette province désirent avoir le vote, elles n'ont qu'à s'organiser non pas comme des suffragettes, comme l'ont fait leurs sœurs en Angleterre, mais comme de simples femmes, en basant leurs demandes sur leur supériorité à l'homme, sur leur importance plus considérable, dans la conduite du monde, sur leur valeur aux générations à venir, sur leur pouvoir comme citoyennes, sur leur part à la production de l'homme d'État, faisant ressortir en eux tout ce qu'il y a de beau, de noble, d'élevé.

Le jour n'est pas loin d'ailleurs, et cela se voit, où chaque homme qui se présentera devant l'électorat devra prendre position bien nette au sujet de cette question brûlante du suffrage. Et plaignons celui qui ne se déclarera pas favorable à ce qu'on accorde aux femmes ce qu'elles désirent, et ce

qu'elles méritent: le droit de voter. Les femmes de la communauté s'entendront et le feront défaire, car elles en trouveront un qui sera assez homme pour combattre pour elles, et il aura toujours l'homme animé de la reconnaissance et de la vision qui se dévouera à cette cause pour faire accorder à la femme ce qu'elle désire et ce qu'elle mérite mille fois. C'est de mauvais augure.

Il (M. Miles) n'insiste pas indûment sur ce fait durant cette fin de session, mais il est certain que cela va se produire. Imaginez leur puissance, dit-il, et ce qu'elles signifient pour les générations futures! Ce sont elles qui mettent au monde les hommes d'État, les élèvent et leur transmettent les plus hautes qualités. À ce compte, les femmes sont plus importantes que les hommes dans le mouvement des affaires humaines. Au reste, ce droit de vote que nous devrions lui accorder, à la vérité, ne serait qu'une formalité; la femme de Québec n'a-t-elle pas déjà une influence prépondérante dans les élections sur le mari ou le fils? Il n'y a pas de titre, pas de distinction à comparer au mot "mère". Il n'y a pas d'influence pour le bien dans la communauté comme celle de la femme: son conseil sera toujours du côté du soin, de la sagesse, du bon jugement, tranquillement exercé dans les affaires de l'État.

La crainte que le vote de la femme serait improprement exercé, en rapport avec certaines grandes questions du jour, n'a pas de fondation. On pourrait craindre la prohibition dans la province si la femme votait? Ce n'est pas le cas. La femme est en faveur de la tempérance, bien entendu, mais pour elle, la vraie tempérance n'est pas la défense absolue. Elle saisisrait la distinction plus rapidement que ne le ferait l'homme.

La femme comprend mieux que l'homme d'affaires les difficultés qui accompagnent la prohibition là où il y en a. Elle comprend mieux les aspects: la destruction de santé, d'esprit, de vue, même de vie, et les résultats de cette prohibition maintenant patents au monde qui font voir l'hypocrisie et la fausseté de l'homme sous son influence. Dans ces questions, il arrive souvent que la femme saisisse mieux que l'homme la distinction qu'il y a à faire.

La prohibition a produit les contrebandiers et les distributeurs de boissons frelatées, et c'est la responsabilité des hommes d'État de faire un choix entre une politique adéquate de contrôle de ce commerce et le fléau sévissant de la prohibition. L'attrait de la contrebande est tel qu'il est pratiquement impossible de l'éliminer. Il (M. Miles) ne veut pas dénigrer les consciencieux défenseurs de la cause de la tempérance.

Il fait plutôt allusion à la classe de gens qui, tout en applaudissant bruyamment la loi sur la prohibition, ont été assez prudents eux-mêmes pour remplir leurs celliers de whisky et d'autres spiritueux. L'homme riche, dit-il, a les moyens de satisfaire ses appétits d'alcool, tandis que de tels privilèges sont interdits à l'homme qui a des moyens plus modestes.

Il déclare qu'il digresse sur la question de l'alcool seulement pour démontrer que la province de Québec ne suit pas nécessairement les autres provinces ou d'autres parties du monde à ce sujet. Par conséquent, cela ne vaut pas la peine d'insister pour que le vote soit donné aux femmes du Québec simplement parce qu'il a été accordé en d'autres endroits. L'opposition au droit de vote dans la province est causée presque entièrement par le fait que les traditions du Canada français s'opposent à une telle réforme. Dans les cités et les villes plus peuplées, la majorité de la population est en faveur du droit de vote tandis que, dans les districts ruraux, il existe une attitude fortement opposée à ce mouvement.

Quant à l'éducation, on prétend que le vote des femmes apporterait de grands changements si elles avaient voix au chapitre. Je le crois. Mais je crois que ces changements auraient la plus grande valeur pour la province de Québec en attirant l'attention des législateurs sur les besoins primordiaux de la jeunesse des écoles primaires. Et leur influence, s'exerçant surtout envers l'école primaire et élémentaire, la seule négligée, ne pourra qu'améliorer notre excellent système d'éducation et sera à la gloire de la province. Les femmes intelligentes qui ont déjà porté leur attention à ce sujet nous ont fait des suggestions dignes, et très bien supportées.

Parmi les arguments apportés en faveur du suffrage féminin, il en est un qui a beaucoup de valeur, c'est que le suffrage existe dans les autres provinces, au Parlement fédéral, aux États-Unis et dans la plupart des autres pays. Et puis, pourquoi la province de Québec se singulariserait-elle plus longtemps sur cette question reconnue unanimement par les autres provinces? Et maintenant qu'elles votent dans les élections fédérales, pourquoi continuerait-on à exclure du vote provincial les femmes de Québec? Ce n'est pas normal.

Québec, comme nous le montre l'histoire, n'est pas sujette à l'adoption des changements soudains, de prendre feu à la parole d'un démagogue. Et nous avons, je crois, à remercier l'Église dominante de la province pour l'absence des

difficultés ouvrières entre le capitaliste et l'ouvrier qui causent tant de dégâts à l'étranger. Québec se vante de l'absence de différences internes qui pourraient conduire à la destruction. Ainsi nous différons de quelques-unes de nos provinces sœurs. Le résultat du vote récent aux élections fédérales est évidence que les femmes se sont servies de leur droit. On prétend qu'il y avait une raison toute spéciale pour ceci, mais on leur accorde partout le crédit d'avoir été plus loyales, plus fidèles à leur devoir que les hommes et d'avoir voté avec intelligence, aussi.

Il y a deux côtés à chaque question. Plusieurs de nos meilleurs se rangent de chaque côté. Pourquoi tant de députés s'opposent au suffrage féminin? Un de mes collègues me disait l'autre jour qu'il pourrait sans effort obtenir une pétition signée par 1,800 femmes de son comté se déclarant contre le suffrage. Il paraît que les traditions ancestrales canadiennes-françaises sont contraires à une telle réforme. Les pétitions présentées à la Chambre sont plus nombreuses contre le droit de vote que celles qui sont en faveur. Les partisans de ce mouvement accumulent encore les pétitions. Ils anticipaient une période plus favorable, mais après tout, les pétitions ne sont pas crédibles parce qu'on peut y faire signer n'importe qui. Ce qui compte, c'est l'intention derrière ce mouvement. J'ai plein respect pour ceux qui diffèrent de moi sur cette question. Je crois que la cause vaincra, et je supplie la Chambre de donner à la question sa considération soignée.

Il a été déclaré publiquement que les femmes de notre province ne voulaient pas voter. Ceux qui croient cette assertion seraient sincères en demandant un référendum chez les femmes pour régler la question. On a suggéré trois moyens pour tenir un tel référendum: en se servant de la liste provinciale actuelle, c'est-à-dire que les hommes seuls auraient le droit de voter, en se servant de la liste fédérale qui permet et aux hommes et aux femmes de voter, troisièmement, un référendum où les femmes seules auraient le droit de vote. Mais, après considération, celles qui sont à la tête du mouvement n'étaient pas d'accord.

La personne qui a suggéré la troisième méthode prétend qu'elle se sentira très satisfaite si le résultat donne un vote renversant contre l'octroi du droit de vote. La proportion du vote des femmes aux élections fédérales démontre clairement que les femmes se sont prémunies de ce privilège dans une vaste majorité. Le vote des femmes a été très recherché pendant les récentes élections fédérales. Des politiciens se sont littéralement mis à genoux, afin de gagner le vote et le soutien des femmes.

On a prétendu qu'il y avait une raison particulière à cela, mais elles ont acquis beaucoup de considération dans plusieurs milieux parce qu'elles sont plus loyales que les hommes, même en accomplissant leur devoir, et qu'elles votent aussi intelligemment que ces derniers.

On a aussi prétendu, surtout à Montréal, que le grand Parti conservateur était responsable de l'octroi du vote fédéral aux femmes, mais plusieurs ont prétendu aussi que les libéraux avaient des vues aussi libérales que les conservateurs et que, s'ils avaient été au pouvoir à Ottawa, ils auraient fait la même chose.

Le Parti libéral devrait démontrer qu'il est fidèle à ses traditions et à sa réputation par des actions tangibles, en réponse aux revendications pour le vote des femmes.

Il (M. Miles) sait qu'il y en a beaucoup qui sont opposés à l'octroi du droit de vote aux femmes, mais il croit que cette cause sera gagnée. À nous, dit-il, les femmes de notre province sont l'idéal de tout ce qu'il y a de sacré chez la femme. Elles rassemblent dans leur vertu et leur dévotion tout ce qu'il y a de beauté, tout ce que nous aimons.

Il n'y a pas avec lesquelles on peut les comparer. Il n'y a d'autres à considérer: en éducation, elles sont avancées en intelligence et en attributs brillants, et elles ne cèdent pas la place. En sacrifice, en toutes classes nobles, et comme mères, épouses, filles, incomparables, elles sont l'œuvre la plus parfaite du grand Créateur.

Accordez maintenant leur désir de participer à l'œuvre du progrès de notre province. Elles aideront à maintenir les idéals de notre vie publique, elles donneront au monde un exemple de pensée libérale, de justice libérale; en même temps, donnez considération à un mouvement qui demande de l'action logique, un mouvement qui retombera toujours au crédit de notre riche province.

(Applaudissements d'une partie de la Chambre et des galeries)<sup>6</sup>

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)** veut se rasseoir, tombe et se cogne la tête.

**Des députés** l'entourent pour le relever, et on l'aide à quitter la Chambre<sup>7</sup>.

**M. Thériault (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### **Lots du comté de Kamouraska**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Thériault (L'Islet)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Annexion du territoire**

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoire faisant partie d'une cité ou d'une ville à une autre corporation.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leclerc (Québec-Comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Demandes de documents:**

#### **Vente de lots**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre un état indiquant:

1. Combien de lots ont été vendus à des colons: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921?

2. Où se trouvent situés ces lots et à qui ont-ils été vendus?

3. Quels sont les noms des colons qui ne demeurent pas sur leurs lots?

4. Combien d'eux n'ont fait aucun défrichement, et quels sont les noms?

Adopté.

### Dépôt de documents:

#### Vente de lots

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dépose sur le bureau la réponse à un ordre de cette Chambre en date de ce jour, étant un état indiquant:

1. Combien de lots ont été vendus à des colons: *a.* en 1919; *b.* en 1920; *c.* en 1921.

2. Où se trouvent situés ces lots et à qui ont-ils été vendus.

3. Quels sont les noms des colons qui ne demeurent pas sur leurs lots.

4. Combien d'eux n'ont fait aucun défrichement, et quels sont les noms. (Document de la session no 56)

#### Taxes sur les théâtres et les véhicules-moteurs

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné mardi le 28 février dernier, sur la motion proposée le même jour:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre les autorités municipales de Montréal et le gouvernement, au sujet de la taxe sur les théâtres et les véhicules-moteurs.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Avant de reprendre un débat dont je demandais moi-même l'ajournement il y a quelques jours, je désire, au nom du gouvernement et en celui de toute la Chambre, comme je m'y crois autorisé, présenter aux autorités et à la population de la cité de Montréal nos plus vives sympathies, à la suite de l'incendie de l'Hôtel de ville de la métropole<sup>8</sup>. La nouvelle de cet incendie et des pertes considérables qu'il a occasionnées a fait naître beaucoup de nouvelles sympathies pour cette grande cité, et je puis assurer que la Législature fera tout son possible, dans les circonstances, à accorder à la métropole toute la législation qui lui permettra de se relever de cette catastrophe.

Le député de Laval (M. Renaud), ces jours derniers, a soulevé en Chambre cette question que l'on agite périodiquement: Montréal n'est-il pas maltraité par la province et ne contribue-t-il pas plus

que sa part aux revenus publics? Ne donne-t-il pas à la province plus qu'il n'en reçoit<sup>9</sup>? J'ai alors répondu dans la négative, me réservant de fournir plus tard à la Chambre quelques renseignements qui, je l'espère, mettront fin à cette légende. C'est ce que je me propose de faire aujourd'hui. J'ai dit: légende. Comment cette légende ne serait-elle pas répandue et fortement ancrée dans l'esprit d'un bon nombre, quand un journal tel que le *Star* publiait récemment ce qui suit:

"Year in, year out this province lives on Montreal. Two-thirds of the revenue, that keeps Quebec going comes out of the pockets of Montrealers. Without this steady stream of Montreal money Mr. Taschereau and his colleagues could not make ends meet for six months. The Quebec octopus has thrown its tentacles far and wide over this city. It sucks dollars by the thousand and the scores of thousand from sources which in common fairness should be exploited for the city and the city alone. The Quebec policy of "Stand and Deliver" goes to the length of levying on laundries, druggists, bottlers, auctioneers and half a score of Montreal business with about as much to do with Quebec as they have with Toronto or Winnipeg<sup>10</sup>."

On admettra, en face d'une semblable campagne de presse, que l'opinion publique peut être quelque peu inquiète. Je prie la Chambre de croire que les remarques que je vais faire ne sont dictées par aucun sentiment hostile envers Montréal. Je ne demande qu'à proclamer bien haut mon admiration pour la grande métropole canadienne, pour l'esprit d'entreprise, l'énergie et la foi en l'avenir qui caractérisent sa population. J'applaudis de tout cœur à ses progrès. Je suis fier de voir que notre province contienne la ville la plus grande, la plus prospère et la plus riche du Canada. Je ne voudrais épargner aucun sacrifice pour lui conserver son rang; c'est travailler dans l'intérêt bien compris de notre province et du pays tout entier.

Mais quant à laisser dire par le *Star* que Montréal fournit à la province les deux tiers de ses revenus et que, sans cette ville, Québec ne pourrait vivre six mois, je prétends que c'est là un libelle contre nos autres villes, contre nos terres et forêts, contre nos mines et pêcheries, contre notre population rurale, si laborieuse et si profondément attachée au sol. Il est de mon devoir de protester. À une légère fraction près, Montréal contient un quart de la population de la province. N'oublions pas non plus qu'il est entouré de villes prospères et populeuses, qui contribuent beaucoup à élever le chiffre des revenus qu'apparemment Montréal nous



donne, mais qui ne lui appartiennent pas. Je mentionnerai seulement Westmount, comprenant 16,711 âmes, Outremont 12,997, Verdun 24,888 et Lachine 15,448. Avant d'entrer dans les détails, me serait-il permis de poser une simple question au *Star*?

Où prend-il que Montréal fournit au Trésor provincial les deux tiers de ses revenus? Il l'affirme. Mais où en est la preuve? Il ne produit aucun chiffre. Nous n'avons que son assertion. Je vais essayer d'être plus précis. Je veux tourner aussi la page du grand livre, ce qu'il a complètement oublié de faire, et montrer le compte débiteur de la grande ville. Il faut voir non seulement ce que Montréal donne, mais également ce qu'il reçoit. Ce n'est que de la justice élémentaire. Voyons d'abord, en prenant l'exercice financier 1920-21, nos principales sources de revenus.

Ce sont:

1. Le subside fédéral.....	\$2,028,240.00
2. Les terres et forêts .....	3,567,188.00
3. La justice .....	678,000.00
4. Les licences .....	775,785.79
5. Les corporations commerciales..	1,640,977.00
6. Les véhicules-moteurs.....	1,494,022.00
7. Les mines et pêcheries.....	979,188.00

Le subside fédéral étant de 85 cents par tête, la population de Montréal n'apporte que le quart des \$2,028,240.00, soit \$507,060.00. Les licences ont rapporté \$775,785.79, dont \$449,442.89 pour le district de Montréal, avec une population de 773,523 âmes, contre 607,000 que compte la ville de Montréal même. Enlevons un quart de ce montant comme étant la part provenant des villes voisines, il reste à Montréal \$339,442.89. L'administration de la justice a donné \$678,000.00. Sur ce montant, la part de Montréal est de \$400,000. Les corporations commerciales ont rapporté \$1,640,977 pour tout le district. Retranchons un quart pour le compte des villes voisines, il reste \$1,230,000.

Mais est-il bien juste, parce que les compagnies de chemins de fer, d'assurance-feu, d'assurance-vie, de télégraphes, de téléphones, de navigation, de fidéicommiss, et les banques ont leur bureau-chef à Montréal, et parce que leurs taxes sont perçues dans cette ville, alors qu'elles opèrent dans toute la province, où elles puisent leurs revenus et leurs richesses, est-il bien juste d'en donner tout le crédit à Montréal? Si le gouvernement prélevait ces taxes à Québec, la capitale, où en serait Montréal? Et cependant les corporations, que je viens d'énumérer,

contribuent \$684,128, dont il ne devrait entrer qu'un quart au crédit de Montréal, suivant le chiffre de la population. En déduisant de \$1,640,970, chiffre global des taxes sur les corporations, un quart de ce montant pour les corporations des villes voisines, soit \$410,245, et les trois quarts de \$684,128, soit \$513,126, il reste pour Montréal sur cet item, \$923,371.

Mais même ce dernier montant n'est pas encore exact. Prenez les *Comptes publics* et lisez la liste des corporations qui payent leurs taxes au percepteur de Montréal. Il y aurait à déduire encore peut-être une somme supplémentaire de \$100,000 provenant de compagnies dont les opérations industrielles, forestières, minières ou autres, sont très loin de Montréal; mais elles ont un bureau dans cette ville qui s'occupe de la partie financière. Citons-en quelques-unes avec leurs taxes en regard:

Asbestos Corporation .....	\$ 7,075.00
Canada Cement.....	12,000.00
Shawinigan Water & Power .....	20,158.00
Laurentide Company .....	9,600.00
Smith Paper Mills .....	4,000.00
St. Maurice Paper Company.....	6,600.00
Brompton Pulp Company .....	9,060.00
Laurentide Power Company .....	10,919.00

Restent les successions et les automobiles. Prenons les premières. Pendant l'année fiscale que nous examinons, l'impôt sur les successions a rapporté au Trésor \$2,100,455, dont \$1,210,839 pour le district de Montréal. Si nous déduisons un quart de ce montant, au compte des villes voisines, il reste pour Montréal \$907,130. La taxe sur les automobiles a valu au Trésor provincial \$1,494,022, dont \$631,935 provenant de Montréal. Ajoutons un tiers des amendes, soit \$35,000, ce qui fait en tout \$666,935. En déduisant de ce montant un quart pour les villes voisines, il reste pour Montréal \$500,205. Vu que la perception s'effectue par districts, ces chiffres ne peuvent pas être absolument exacts. Je crois cependant qu'ils représentent assez bien la situation.

Dans Ontario, je comprends que toutes les remises s'opèrent directement à Toronto. On nous recommande l'adoption de ce système, qui simplifierait la perception et la rendrait plus facile. Mais résumons les données que je viens d'indiquer. Sur nos sept principales sources de revenus, se chiffrant à \$11,162,400, Montréal contribue pour sa part \$3,577,208, soit moins qu'un tiers, ce qui est loin des deux tiers que mentionne le *Star*. Je

n'accorde à Montréal rien de ce qui provient de nos terres et forêts, non plus que des mines, de la chasse et de la pêche. La raison en est évidente.

Examinons maintenant, si vous le voulez, certains services en particulier, pour voir ce que Montréal reçoit. Prenons d'abord l'Instruction publique. Toute la province a doté Montréal des superbes écoles des hautes études, techniques et polytechniques. Toutes nos écoles techniques coûtent annuellement à la province \$229,000: \$170,000 vont à Montréal, et \$59,000 au reste de la province. Ces écoles ont pour \$2,075,000 d'obligations garanties par la province. Montréal en a pour sa part \$1,375,000, et tout le reste de la province \$700,000. Dans le cours de l'année écoulée, nous avons voté \$3,000,000 pour les universités. Montréal en a reçu pour sa part \$2,000,000.

Ajouterai-je que nous avons à Montréal la Commission des eaux courantes qui nous a coûté chaque année \$64,000, le Bureau d'hygiène qui a reçu pour sa part au-delà de \$100,000, le Bureau de censure qui nous coûte annuellement \$8,000, que nous construisons actuellement à Montréal une annexe au palais de justice au coût de \$2,000,000, des entrepôts de liqueurs au coût de \$500,000, et que nous avons établi dans cette ville les bureaux principaux de notre Commission des liqueurs qui compte au-delà de 600 employés, et y dépense quelques millions par année. Dites-le-moi, Montréal donne-t-il plus qu'il ne reçoit? Est-il maltraité? Est-ce bien la vache à lait de la province, comme on a voulu le prétendre?

Mais faisons un pas de plus. S'il est vrai que Montréal contribue plus que tous les autres districts aux revenus de la justice, voyons donc combien il lui est attribué au chapitre de la dépense. L'année dernière, l'administration de la justice a coûté \$1,624,727; Montréal, pour sa part, a pris une tranche de \$904,644, ne laissant qu'environ \$700,000 à tout le reste de la province. Des amis de Montréal nous disent: "le gouvernement saigne Montréal à blanc, et nous enlève nos revenus. Voilà pourquoi nous nous trouvons dans une situation financière difficile". Mais Westmount, Outremont, Lachine, Verdun ne sont pas autrement traités que Montréal. Ils n'ont pas de sources de revenus que l'on refuse à Montréal. Cependant ces villes sont prospères et font honneur à leurs affaires et ne rient pas famine. Pourquoi notre grande métropole ne serait-elle pas en aussi bonne position financière que ses sœurs qui l'avoisinent?

Je ne veux certes pas discuter le problème financier de Montréal. Il est complexe. Mais je pose la question à ceux qui veulent étudier ce problème à tête reposée, et sans parti pris. Un dernier reproche

que nous adressent quelques-uns de nos amis de Montréal est celui de ne rien laisser à leur ville des taxes des automobiles. Mais si nous permettons à Montréal de percevoir ses taxes, il faudra donner la même faculté à Québec, à Trois-Rivières, à Hull, à Westmount, à Outremont, à Saint-Hyacinthe, à Sorel, à Lachine et à la Rivière-du-Loup. Comment alors pourrions-nous aider les municipalités à entretenir leurs chemins qui ont coûté \$35,000,000 et qui se détériorent rapidement?

Nous avons de beaux chemins dans nos campagnes: près de 4,000 milles. Ce sont surtout les automobilistes des villes qui s'en servent et qui les brisent. Et ce sont ceux-là mêmes qui se montrent les plus exigeants pour nous demander de maintenir la voirie en bon ordre. Les autos nous paient près de \$1,500,000. Nous avons besoin de toute cette somme, et même davantage, si nous voulons sauver le capital de \$35,000,000 que nous avons placé dans la voirie. Si la population urbaine veut bien se rendre compte des faits, elle nous donnera raison quand nous exigeons en entier la taxe des automobiles, tout comme cela se pratique dans les autres provinces et aux États-Unis. La voirie n'est pas une entreprise locale, elle est pour l'utilité et l'avantage de tous. Elle est donc provinciale.

Puis-je ajouter à ce sujet que Montréal n'a guère à se plaindre du taux de ses taxes, puisque c'est une des villes les moins taxées *per capita* du Canada. Voyons quelques chiffres à cet effet.

Victoria .....	\$45.99
Vancouver.....	46.65
Edmonton.....	69.84
Calgary.....	53.71
Winnipeg .....	39.66
Toronto .....	40.71
Hamilton.....	32.30
Ottawa.....	31.70
Montréal.....	23.79
Québec.....	23.22

J'ai compulsé les *Comptes publics* du mieux que j'ai pu. Quelques-uns de mes chiffres peuvent être discutés: ils le seront probablement. Si j'ai commis quelques erreurs, fait des omissions, elles ne changent nullement le résultat ni la thèse que je voulais établir. Montréal n'est pas maltraité. Mais, je me demande s'il est bien dans l'intérêt général de faire ces comparaisons, comme celle que le député de Laval m'a contraint à établir, et qui ne peuvent seulement que soulever de fâcheuses discussions et créer de l'acrimonie.

Prenons toutes les municipalités de la province comme les membres d'une même famille. Aidons-les dans tous les domaines, chaque fois que la chose est nécessaire. Sachons nous élever au-dessus des intérêts du clocher. Que l'effort de chacun tende vers l'harmonie et la bonne entente. Repoussons tout ce qui peut être mesquin ou sentir la jalousie. C'est à cette condition que la province réalisera tout ce que nous rêvons de meilleur pour elle. J'espère que nos amis de Montréal prendront en bonne part ce que je viens de vous dire. Tout en rendant hommage à leur belle et grande ville, j'ai voulu reconnaître aux autres parties de la province qui contribuent à sa richesse et à sa prospérité le mérite qui leur est dû.

Je sais que Montréal est assez généreux pour ne réclamer que sa part, rien de plus, et peut-être moins que sa part, s'il croit qu'il peut ainsi aider au progrès général de la province auquel le sien est intimement lié.

(Applaudissements)

**M. Smart (Westmount)** dit que, comme citoyen de Montréal, il a toujours eu l'impression que la ville contribuait pour une large part au revenu de la province. Il ne peut pas dire si les chiffres sur lesquels se base le *Star* pour dire que Montréal est la vache à lait de la province sont corrects, sans les avoir d'abord examinés. Les chiffres cités par le premier ministre révèlent un autre aspect de la situation et il aimerait avoir du temps pour les analyser.

Il (M. Smart) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit de nouveau ajourné.

Adopté.

### Véhicules-moteurs

**M. Laferté (Drummond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 157 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

### En comité:

**M. Laferté (Drummond)** désire faire amender l'article 1427 des statuts refondus, de façon à ce qu'à l'avenir toute personne conduisant un véhicule-moteur en état d'ivresse soit passible d'emprisonnement sans option d'amende et que, dans le cas de condamnation, si la personne condamnée est porteur d'une licence, cette dernière soit annulée. Jusqu'à

présent, dit-il, le juge avait discrétion pour condamner soit à la prison, soit à l'amende. Les journaux ont fait à ce projet le meilleur accueil possible, publiant force articles recommandant une législation plus sévère pour ceux qui se rendent coupables de ce crime. Il (M. Laferté) cite des extraits des quotidiens.

Il ne se passe pas de journée, dit-il, sans qu'on rencontre sur les routes publiques des chauffeurs en état d'ivresse qui menacent de tout renverser sur leur passage et qui sont un véritable danger à l'égard des piétons et du public voyageur. Ces gens ne méritent aucune protection et on ne saurait trop leur infliger une punition assez sévère. Il (M. Laferté) réfute l'opinion de ceux qui prétendent que cette mesure est trop sévère, et qu'un homme ayant pris un verre de boisson ou deux s'exposerait à aller en prison, vu qu'il serait sous l'influence des liqueurs alcooliques. C'est un faux raisonnement et une mauvaise interprétation, dit-il, car il ne s'agit pas de punir celui qui est simplement sous l'influence des liqueurs alcooliques, mais celui qui est réellement en état d'ivresse, ce qui est bien différent, et ce qui constitue une offense bien plus grave.

Enfin, plusieurs de mes collègues étaient favorables à cette mesure l'an dernier, mais semblaient y voir une objection du fait que le Code criminel n'édicte pas d'emprisonnement pour une offense semblable. Or, la campagne que j'ai entreprise a fait son chemin, puisqu'à la dernière session, le Code criminel était amendé et qu'un chauffeur en état d'ivresse est maintenant susceptible de prison. Cette loi aura pour effet de diminuer les accidents d'auto. Le gouvernement fédéral a adopté l'an dernier une loi dans le même sens, et il n'y a donc aucun motif pour ne pas faire cadrer maintenant notre législation provinciale avec notre législation fédérale, et ce qui est bon pour tout le dominion doit l'être à plus forte raison pour la province de Québec, seule province où la vente des boissons alcooliques est autorisée.

Si on prétend que le Code criminel est suffisant et qu'il n'est pas nécessaire de passer une législation provinciale, je réponds à cela en disant que, bien que tout le monde est sensé connaître la loi, ils sont bien rares, même parmi les gens instruits, ceux qui connaissent le Code criminel, tandis que, si le bill demandé est sanctionné par la Législature, la prévention des cas d'ivresse sera beaucoup plus facile par suite du fait qu'en recevant sa licence, on remet à chaque conducteur d'auto un petit fascicule contenant la loi provinciale et les règlements concernant les véhicules-moteurs, fascicule qu'il lui est très facile de consulter pour son renseignement. D'ailleurs, les officiers du revenu sont spécialement

chargés de faire observer la loi provinciale, et si cette loi ne passe pas, ils ne s'occuperaient guère de sortir de leurs attributions pour faire une plainte en vertu du Code criminel. Enfin, il y a plus de raisons que jamais d'adopter cette loi, par suite du commerce des liqueurs et étant donné le fait que la prison au lieu de l'amende n'obérerait pas les finances de la province, qui sont des plus prospères et des plus florissantes.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dit que le député de Drummond (M. Laferté) a appuyé avec éloquence le bill dont il s'est fait le parrain, mais il ne voit pas où se trouve la force des arguments soumis par le député de Drummond. Il (M. Nicol) croit plutôt que la loi fédérale inscrite à l'article 245 du Code criminel et qui prévoit à la condamnation à la prison sans option d'amende de tous ceux qui sont trouvés conduisant un véhicule-moteur en état d'ivresse est suffisante pour protéger notre population. Cet article 245 du Code criminel fédéral, dit-il, est appliqué par nos magistrats et punit sévèrement les chauffeurs qui sont pris dans la situation mentionnée. Il serait inutile pour la Législature de faire une nouvelle loi qui ne pourrait, en réalité, détruire cette première législation. Le bill du député de Drummond enlèverait aux magistrats leurs pouvoirs discrétionnaires.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que, même s'ils sont tous d'accord sur le danger des véhicules-moteurs conduits par des personnes en état d'ivresse, il y a une objection insurmontable quant à cette proposition. N'importe quelle loi fédérale sur un quelconque sujet a suprématie sur la loi provinciale sur le même sujet. Par conséquent, la loi actuelle est tout à fait illégale vis-à-vis la nouvelle loi adoptée l'année dernière à Ottawa. Pour cette raison, une législation provinciale entraînerait nécessairement les mêmes ennuis que la fameuse loi du dimanche.

**M. Monet (Napierville)** dit qu'il favorise le bill du député de Drummond à la condition cependant que ce dernier consente à changer les mots "en état d'ivresse" par "sous l'influence des liqueurs alcooliques". Il dit que les magistrats pourront mieux interpréter le sens de ce nouvel article du Code criminel, car il cite le *Littré* pour démontrer que l'expression "en état d'ivresse" ne veut pas précisément dire qu'on est sous l'influence des spiritueux, mais aussi d'une passion pour la poésie<sup>11</sup>.

**M. Laferté (Drummond)** n'est pas d'accord avec le premier ministre. Le bill doit être adopté, dit-il, à plus forte raison cette année, parce qu'il y a de la

boisson dans la province. Il (M. Laferté) répond aux remarques du député de Richmond (l'honorable M. Nicol) et consent à l'amendement suggéré par le représentant de Napierville (M. Monet).

L'amendement, étant mis aux voix, est rejeté sur division par 35 voix contre 16.

**M. Laferté (Drummond)** se dit cependant satisfait du résultat de ses démarches et déclare qu'il reviendra à la charge de nouveau avec plus de confiance que jamais. Il tient à ce que cet article soit inclus dans le Code criminel de notre province.

Le comité se lève sans faire rapport.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le Greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920;
- bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun;
- bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;
- bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles et concernant la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure.

### Loi des compagnies

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de Verdun

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Sherbrooke**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Membres des sociétés congrégationnelles**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles et concernant la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure. Les amendements sont lus deux fois.

Il est ordonné que l'adoption des amendements soit remise à la prochaine séance.

### **Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatorze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités scolaires de village et de la campagne, qui emploient des instituteurs pour les garçons de 10 à 18 ans, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait quelques remarques au sujet de l'inspection des écoles.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare que le nombre des instituteurs diminue dans les campagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique la politique du gouvernement au sujet des instituteurs qui, selon lui, devraient être mieux payés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** admet qu'il est regrettable que le nombre des instituteurs

diminue dans les campagnes, mais déclare qu'il y a une compensation dans le fait que les instituteurs religieux ont augmenté en nombre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande à la Chambre de ne pas accorder ce crédit, car il (M. Sauvé) posera, à une prochaine séance, certaines questions à ce sujet.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'enseignement du dessin dans les écoles primaires, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cent trente-huit mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande à la Chambre de porter à \$138,700 le crédit concernant l'inspection des écoles. Il y a une augmentation de \$22,000, dans le but d'augmenter les salaires des inspecteurs d'écoles dans cette province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** veut que les inspecteurs soient plus nantis de prestige et desservent de moins grands districts.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** déclare que toutes les mesures sont prises pour diminuer peu à peu l'étendue du district d'inspection; depuis deux ans, à cette fin, l'on a créé huit nouveaux districts d'inspection.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique les ministres et se plaint que l'information fournie à l'opposition est incomplète.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
4. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour instituteurs à la retraite, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour fonds de pension des instituteurs, au lieu des retenues sur l'allocation de l'éducation supérieure en vertu de l'article 3012,

S.R.Q., 1909, tel qu'amendé par 1 George V (2e session), chapitre 27, section 2 et 2 George V, chapitre 24, section 5, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'Association des instituteurs protestants, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à la littérature et aux beaux-arts; livres de récompense, reliure, etc., \$10,000; littérature, \$5,000; beaux-arts, \$5,000, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le gouvernement d'avoir adopté une politique qui a pour but de donner des livres canadiens comme récompense aux élèves des écoles. Il demande si le mouvement entrepris en faveur du livre canadien faisait des progrès.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Plus que jamais, le gouvernement cherche à ne distribuer comme livres de récompenses dans les écoles que des livres canadiens.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait remarquer qu'il se distribue trop de livres de poésie inutiles dans nos écoles et qu'il conviendrait de distribuer davantage des ouvrages d'histoire aux jeunes élèves.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** cite la liste des ouvrages qui ont été distribués, au nombre de 46,421 dans les écoles. Ce sont pour la plupart des livres d'histoire très sérieux et instructifs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

8. Qu'un crédit n'excédant pas six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour aide supplémentaire au comité protestant du Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour publication

d'un journal français et d'un journal anglais de l'instruction publique, aux conditions et de la manière fixées par le secrétaire de la province, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare que la revue *L'Enseignement primaire* est fort bien faite et qu'elle est utile à tout le personnel enseignant. Il fait l'éloge de son directeur, M. C.-J. Magnan, dont il vante le patriotisme et la science pédagogique remarquable.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

11. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Musée scolaire, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond que le rapport est imprimé à l'atelier du journal *Le Soleil*. Il y a une augmentation de \$1,000 dans ce crédit.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

13. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour conférences pédagogiques, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratifications aux instituteurs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas treize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujette au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas trente-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour

gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$150,000.00), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour L'Académie de musique de Québec, 1 George V. (2e session) chapitre 5, section 1, - bourses aux étudiants pour compléter leurs études musicales en Europe, (Païement sujet à un arrêté ministériel), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles du soir, écoles de coupe, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument national, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal; paiement sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les Archives canadiennes, pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles des beaux-arts, Québec et Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** désire voir augmenter le personnel de ce département. Il (M. Sauvé) sait que M. Marquis, chef de service, a beaucoup de travail et il veut que le gouvernement augmente ses assistants.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

24. Qu'un crédit n'excédant pas un million quarante-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** dit que le gouvernement devrait payer autant aux religieuses, gardiennes dans les asiles qu'ils paient aux gardiens laïcs.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

25. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris les dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cent vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982, S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de vaccin (y compris \$500 pour inspection), pour Montréal et Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande des explications.

**M. Desaulniers (Chambly)** donne les renseignements demandés.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

28. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-sept mille trois cent quatre-vingt-huit piastres et quatre-vingts centins soit ouvert à Sa Majesté pour l'aide à la protection du public contre les maladies vénériennes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la *Gazette officielle de Québec*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Dr S.-P. Robins, principal retraité de l'École normale McGill, allocation annuelle en vertu de l'arrêté ministériel no 800, du 21 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conservatoire Lasalle de Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le syndicat financier de l'Université Laval à Québec;

- bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company;

- bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique;

- bill 182 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux déclarations de sociétés;

- bill 189 validant la tenue de certains registres de l'état civil et la célébration de certains mariages.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;

- bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux;

- bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation.

#### Corporation de la ville de l'Île Cadieux

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Montreal Public Service Corporation

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### Commission métropolitaine de l'île de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Les amendements sont lus une première fois.

#### Dépôt de documents:

#### Relation entre les municipalités et la Commission des liqueurs

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 14 février 1922, pour communication de copie de toute correspondance, etc., entre des conseils municipaux et la Commission au sujet du respect et de l'application de la loi des liqueurs. (Document de la session no 57)

#### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** annonce que le gouvernement va être prêt à



présenter, dès demain après-midi, plusieurs mesures importantes du gouvernement. La Chambre siégera dans la soirée.

La séance est levée à 7 heures.

## NOTES

1. Plusieurs journaux se contredisent sur la présence de femmes dans les galeries. Selon *Le Canada* du 10 mars 1922, à la page 1, "la nouvelle que la Législature devait considérer aujourd'hui cette mesure s'était bien vite répandue cet avant-midi et, dès l'ouverture de la séance, les galeries de l'Assemblée législative furent envahies par des centaines de dames que le débat sans aucun doute intéressait". *Le Nouvelliste* du 10 mars 1922, à la page 1, confirme que "les galeries étaient remplies de dames à cette occasion". Par contre, *Le Soleil* du même jour, à la page 1, dit plutôt: "On eût pu croire cependant que la présentation de la mesure de M. Miles allait attirer des foules féminines compactes dans les galeries de la Chambre; il n'en fut rien et à peine pouvait-on compter autour des galeries une quarantaine de celles pour lesquelles un député allait... verser son sang".

2. Les journaux affirment tous que ces pétitions déposées par M. Taschereau comptent jusqu'à 25,000 signatures de femmes opposées au suffrage féminin. *L'Événement* du 10 mars 1922, à la page 3, ajoute que "l'autre paquet, beaucoup moins volumineux, contenait 2,000 signatures féminines, recueillies un peu partout dans la province à l'appui du bill de M. Miles". *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne cependant que, dans ce dernier cas, "plus des trois quarts de ces requêtes émanent de clubs féminins anglais de Montréal et de Québec".

3. *Le Soleil* du 10 mars 1922, à la page 1, rapporte les précisions suivantes: "L'on attendait depuis longtemps ce débat sur le suffrage féminin qui, depuis une couple de mois, a fait couler bien de l'encre et provoqué bien des discours. Un moment, l'on a cru que la question allait être remise à la session prochaine, mais l'on a finalement décidé de demander encore une fois, cette année, l'opinion de la députation québécoise sur cette question délicate.

N'importe, la question était intéressante et a eu le don de soulever un intérêt général dans toute la province. L'on a, du reste, une idée de l'emprise de la question sur l'élément féminin en particulier, par le nombre de requêtes qui ont été signées et présentées, depuis quelques semaines, par les associations féminines de toute la province."

4. *Le Devoir* du 10 mars 1922, à la page 2, précise que M. Miles fait son discours en anglais.

5. *Le Devoir* du 10 mars 1922, à la page 2, précise à ce sujet que les galeries étaient surtout remplies de femmes qui manifestent à la dernière déclaration de M. Miles. "Au grand scandale de la députation, l'Orateur a dû rappeler les manifestantes à l'ordre. Il a dit d'ailleurs très galamment, feignant de ne prendre aucune femme en faute: "À l'ordre, Messieurs".

6. Selon *Le Canada* du 10 mars 1922, à la page 1, "son discours, accueilli peut-être un peu froidement par la Chambre, ne fut applaudi que par les "partisanes du suffrage féminin" qui se trouvaient dans les galeries". *Le Québec Chronicle* du même jour, à la page 3, mentionne cependant qu'une partie de la Chambre applaudit M. Miles.

7. M. Miles souffrit d'un accident similaire lors de la séance du 16 février dernier. *Le Soleil* du 10 mars 1922, à la page 1, explique en détail l'incident d'aujourd'hui: "Le député de Saint-Laurent avait terminé son discours et allait reprendre son siège quand en s'asseyant, ne s'étant pas aperçu que son fauteuil s'était déplacé, il tomba et alla se frapper la tête sur un coin du fauteuil. Le sang jaillit et ses voisins se précipitèrent à son secours. Transporté à la tabagie, il fut pansé par son collègue le Dr Conroy. Curieuse coïncidence, c'est le deuxième accident de même nature dont M. Miles a été victime durant la session. On se souvient qu'il y a trois semaines, au comité des bills privés, le fauteuil sur lequel il était assis, s'étant brisé, il tomba et se blessa à la nuque." Et, selon *Le Canada* du 10 mars 1922, à la page 1, "la large plaie qu'il s'était infligée alors s'est rouverte cet après-midi, ce qui explique la perte considérable de sang qu'il a souffert aujourd'hui". *Le Nouvelliste* du 10 mars 1922, à la page 1, précise qu'"après un pansement sommaire, M. Miles put regagner son siège". Selon *Le Devoir* du 10 mars 1922, à la page 2, la blessure est sans gravité et M. Miles, avec humour, "répétait à tous ceux qui s'informaient de son état qu'il est prêt, ainsi qu'on le voit, à verser son sang pour la cause du féminisme".

8. Cet incendie est survenu dans la nuit du 3 au 4 mars dernier. Selon *La Patrie* du 4 mars 1922, à la page 1, l'édifice est une perte totale évaluée à \$10,000,000.

9. Sur ce débat, voir la séance du 28 février dernier.

10. Traduction: "D'une année à l'autre, cette province vit de Montréal. Les deux tiers des revenus qui permettent au Québec de subsister proviennent des poches des Montréalais. Sans cet apport régulier d'argent de Montréal, M. Taschereau et ses collègues ne pourraient joindre les deux bouts pendant six mois. La pieuvre qu'on appelle Québec a déployé ses tentacules partout au-dessus de cette ville. Elle aspire les dollars par milliers et par dizaines de milliers de sources qui, en toute justice, devraient être exploitées pour la ville et la ville seulement. La politique québécoise de "la bourse ou la vie" va jusqu'à taxer les blanchisseries, les pharmaciens, les embouteilleurs, les vendeurs aux enchères et une bonne dizaine de compagnies montréalaises qui ont autant d'affinités avec Québec qu'elles en ont avec Toronto ou Winnipeg."

11. *La Presse*, à la page 21, mentionne que cette remarque de M. Monet a amusé la Chambre.

Séance du vendredi 10 mars 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Rapports de comités:****L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le dix-neuvième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 188 amendant le Code de procédure civile relativement aux appels.

Bill retiré:

- bill 151 détachant certains lots du comté de Lotbinière et les annexant au comité de Mégantic pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

**Code  
municipal**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 198 concernant les affaires municipales et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, et le Code municipal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 97 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste (Caisse nationale d'économie).

**Société  
Saint-Jean-Baptiste**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 97 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de

Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie).

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

**Questions et réponses:****John Wheeler**

**M. Renaud (Laval):** 1. M. John Wheeler, employé pour les courses, est-il aussi employé comme crieur au palais de justice de Montréal?

2. A-t-il déjà été destitué?

3. A-t-il déjà été employé comme inspecteur des magasins des vendeurs autorisés?

4. A-t-il été destitué comme tel?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Non.

2. ...

3. et 4. M. John Wheeler a été quelque temps à l'emploi de la Commission des liqueurs, mais a été remercié de ses services.

**Voirie dans  
Sherbrooke et Stanstead**

**M. Renaud (Laval):** Quelle somme d'argent a été dépensée par le gouvernement pour travaux de voirie dans les comtés de: *a.* Sherbrooke; *b.* de Stanstead; en 1919, en 1920 et 1921?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

(Voir la liste ci-dessous)

*a.* Sherbrooke:

1918-1919 .....	\$ 14,404.23
1919-1920 .....	36,147.42
1920-1921 .....	<u>74,668.89</u>
	\$125,220.54

*b.* Stanstead:

1918-1919 .....	\$ 21,896.28
1919-1920 .....	54,880.54
1920-1921 .....	<u>43,168.02</u>
	\$119,944.84

### Excès de vitesse

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Combien d'arrestations ont été faites en 1921 pour excès de vitesse en violation de loi des véhicules-moteurs?

2. Combien d'arrestations dans le comté de Vaudreuil: *a.* en mai; *b.* en juin; *c.* en juillet?

3. Même question pour le comté de Beauce du 1<sup>er</sup> au 15 juin?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2. et 3. Aucune.

### Officiers spéciaux

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien d'officiers spéciaux le gouvernement a-t-il nommés, chaque année, depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1897? Quels sont leurs noms? À quelles fonctions et à quels traitements ont-ils été nommés?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les renseignements demandés se trouvent dans les copies d'arrêtés en conseil qui ont été déposées sur le bureau de cette Chambre, au début de chaque session, en conformité des articles 675 des statuts refondus de 1886 et 680 des statuts refondus de 1909.

### Examens au service civil

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. À quelle date ont eu lieu les derniers examens pour admissions dans le service civil?

2. Quels sont les membres du Bureau du service civil, formé en vertu de l'article 660 des statuts refondus de 1909?

3. Combien de certificats de capacité le Bureau du service civil a-t-il chaque année décernés aux aspirants à l'examen depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1897?

4. Combien y a-t-il actuellement d'aspirants à l'examen inscrits au registre mentionné dans l'article 662 des statuts refondus de 1909?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** 1. Il n'y a aucune trace que de semblables examens aient eu lieu dans la province.

2. Un Bureau du service civil a été établi en cette province le 4 mars 1868, et réorganisé le 8 mars 1888.

Il était alors composé des personnes suivantes: MM. Gustave Grenier; Ph.-J. Jolicoeur; J.-C. Langelier, J.-A. Defoy; H.-T. Machin; Gaspard

Drolet; E.-E. Taché; Siméon Lesage; Paul de Cazes; E.-T. Rexford.

3. et 4. Depuis au-delà de trente ans, ce Bureau du service civil est tombé en désuétude et n'a pas fonctionné sous aucun des gouvernements qui se sont succédé depuis 1888.

### M. Beauchamp

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Un M. Beauchamp, de Saint-Eustache, n'a pas été et est-il encore employé par le gouvernement comme policier pour le revenu ou autres fins?

2. S'il a été destitué, à quelle date?

3. Remplit-il encore une fonction de détective?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. M. Beauchamp, de Saint-Eustache, n'a pas été et n'est pas employé par le gouvernement, mais il est à notre connaissance qu'il a agi pour le percepteur du revenu du district de revenu de Terrebonne.

2. et 3. Le gouvernement l'ignore.

### Voirie dans Deschaillons

**M. Renaud (Laval):** 1. Un contrat pour confection de chemin en béton, dans la municipalité de la paroisse de Deschaillons, a-t-il été accordé en 1920?

2. Dans l'affirmative, qui a accordé ce contrat et à qui a-t-il été accordé?

3. Qui était alors maire de la municipalité de Deschaillons?

4. Quelles étaient les conditions du contrat?

5. Combien ce chemin devait-il coûter, le mille?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. Ce contrat a été accordé par le ministre de la Voirie à Uldéric Paris.

3. Le gouvernement l'ignore.

4. Contrat à prix unitaires.

5. \$29,409.41.

### Décisions de l'Orateur:

#### Bâtiments de la Commission des liqueurs de Montréal

L'item no 4 du *Feuilleton* est appelé comme suit:

**M. Renaud (Laval):** Combien de magasins, bureaux, et entrepôts de la Commission des liqueurs à Montréal nécessitent une protection de police et de pompiers pour lesquelles cette ville paye sans recevoir un sou de remise de la part du gouvernement?

**M. l'Orateur** rend la décision suivante:

Cette question est irrégulière; elle contient une énonciation de faits qui n'est pas indispensable, ce qui est contraire à l'article 560 du Règlement; de plus, elle est de nature à provoquer une discussion, ce qui est contraire à l'usage parlementaire (voir note sous article 562 du Règlement annoté).

#### **Lots du comté du Lac-Saint-Jean**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 169 détachant certains lots du comté du Lac-Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Adopté. Le comité étudie le bill et est fait rapport sans amendement.

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code du notariat**

**M. Leclerc (Québec-comté)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 168 amendant le Code du notariat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Leclerc (Québec-comté)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rachat de la dette publique**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion

(l'honorable M. Lacombe), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 199, concernant le rachat de la dette publique.

Adopté.

#### **Ventes par le shérif**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 146 amendant le Code de procédure civile, relativement aux ventes par le shérif soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Retraite et pension des juges et des magistrats**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions et des magistrats de police ou de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Que l'article 3278 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 10 George V, chapitre 47, section 1, fixant à dix ans la période après laquelle un juge des sessions peut, pour cause d'infirmité physique, recevoir la pension mentionnée dans ledit article, soit amendé de façon à réduire telle période de temps à huit ans, ledit article s'appliquant aux magistrats de police en vertu de l'article 3286*a*, et aux magistrats de district en vertu de l'article 3301*a* desdits statuts refondus.

Adopté.

2. Que, conformément à l'article 3280*b* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la section 2 du bill qui accompagne les présentes résolutions, dans tous les cas où un juge des sessions peut donner sa démission ou être mis à sa retraite suivant les dispositions des articles 3278, 3279 ou 3280, il sera

loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de lui accorder une pension de cinq mille piastres par année, s'il donne sa démission dans les trente jours d'une demande qui lui en est faite par le procureur général.

Adopté.

3. Que les dispositions de la résolution no 2 s'appliqueront, *mutatis mutandis*, aux magistrats de police nommés sous l'autorité de la section cinquième du chapitre troisième du titre sixième des statuts refondus, 1909.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges de sessions et des magistrats de police ou de district.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** croit que huit ans de service c'est un peu court pour avoir droit à une pension, même chez les juges des sessions de la paix et les magistrats de police ou de district. On devrait laisser dix ans comme dans l'ancienne loi. Il (M. Sauvé) dit qu'il ne veut pas soulever les préjugés de classes ni démontrer de l'étroitesse de vue, mais il semble que cette législation sera mal vue du public. Pourquoi tendre à diminuer, dit-il, le nombre d'années de services d'un magistrat, quand on s'oppose, avec raison en certains cas, à la diminution des heures de travail pour l'ouvrier? L'autre jour, le premier ministre a prétendu que les exigences des ouvriers internationaux étaient de nature à "légitimer" et à fortifier le mouvement des cultivateurs qui croient leurs droits lésés et leur pouvoir trop restreint et qui veulent avoir quelque chose à dire dans la gouverne de la province.

La législation que nous propose le premier ministre n'est-elle pas une de ces mesures qui pourraient, plus que la prétention des ouvriers, provoquer du mécontentement dans la société? Je le

crois. Je connais trop comment se font certaines nominations. C'est une autre loi destinée à laisser le peuple croire qu'il y a des classes privilégiées. On veut récompenser monsieur X, un ami du pouvoir, on veut être agréable à un magistrat qui peut ne pas être très bien, on le met à la retraite pour cause de maladie et on le remplace par l'autre ami. Et après, le malade recouvre la santé, puis s'occupe de bien d'autres affaires, comme on a vu cela en certains cas que les libéraux ont dénoncés avec une violence exagérée.

### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les inspections de la Commission des services civils sont connues depuis 30 ans, et aucune trace ne peut laisser croire qu'il y ait jamais eu d'inspections là.

Il (M. Taschereau) dit qu'il n'aime pas l'idée de mettre les magistrats sur le même pied que les ouvriers. Ils ont d'importants devoirs à remplir, dit-il, dans l'intérêt de la société et, avec la loi, le magistrat n'a pas précisément droit à sa pension, mais seulement s'il devient malade au point d'être incapable de remplir ses fonctions. On propose aujourd'hui huit ans. Il ne s'agit pas de mettre tous les magistrats de ce tribunal à leur retraite au bout de huit années de service, mais si, au bout de huit ans, un magistrat est trop malade pour remplir ses devoirs, quel avantage y aurait-il à le laisser siéger deux ans de plus?

On n'attendra pas deux ans pour l'obliger à siéger incapable et malade, on lui accordera sa pension sans plus attendre. Il serait regrettable que le gouvernement soit obligé de payer à un magistrat rendu invalide après sept ou huit années de service son plein salaire jusqu'à ce qu'il ait fait les 10 années réglementaires qui lui donneront ensuite droit à sa pension. Il vaut mieux dans ce cas mettre à sa place un magistrat ayant plus de vigueur et mettre celui rendu invalide à sa retraite. Le gouvernement désire une administration de la justice qui soit prompt et équitable, et c'est ce que ce bill aidera à faire. Le chef de l'opposition, n'étant pas avocat, paraît n'avoir pas bien compris.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit qu'il n'est pas nécessaire de faire partie de l'aréopage pour comprendre ces choses aussi simples que la loi et les explications du premier ministre. Il a parfaitement compris et persiste à croire qu'il s'agit de faire de la place pour récompenser des amis politiques. Cet incident peut se produire aussi bien un an après la nomination.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Emprunts pour les sociétés d'agriculture**

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 193 concernant certains emprunts par les sociétés d'agriculture soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Coupe de bois**

**M. Fortier (Beauce)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal, relativement à la coupe de bois.

Déjà les municipalités ont tenté de taxer les droits de coupes, mais il s'en est suivi des procès; la Cour d'appel a statué que ces droits de coupe étaient imposables, mais la Cour suprême a renversé ce jugement. Par ce bill, il s'agit de rendre la loi uniforme au point de vue du Code civil comme à celui du Code municipal. Du défaut de taxer les droits de coupe, les municipalités sont quelquefois privées d'un revenu considérable.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Fortier (Beauce)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Code de procédure civile**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 192 amendant le Code de procédure civile.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'il soit résolu que les commissions mentionnées dans les articles 25 et 26 du Code de procédure civile ne seront émises que sur paiement, pour chacune d'elles, d'une somme de cinq dollars, et que cette somme sera payable en timbres, et que ces timbres devront être apposés sur la commission.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 192 amendant le Code de procédure civile.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 192 amendant le Code de procédure civile soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 35 amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cités et villes**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 174 concernant les cités et villes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Membres des sociétés congrégationnelles**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles et concernant la tenue de leurs registres de l'État civil et simplifiant la procédure.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Bishop's College**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 194 autorisant un octroi à l'Université de Bishop's College pour fins d'éducation.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Qu'il soit résolu que le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à donner à l'Université de Bishop's College une somme n'excédant pas cent mille dollars, payable par versements annuels de vingt mille dollars chacun, à même le fonds consolidé du revenu.

Le gouvernement a fait l'an dernier un octroi de \$1,000,000 chacun aux universités de Montréal et de Québec et il estime qu'un octroi proportionnel au Bishop's College se chiffrerait à \$100,000. Cette somme sera payable en cinq versements de \$20,000 chacun.

Il (l'honorable M. Taschereau) espère que la population anglo-protestante des Cantons-de-l'Est l'appréciera.

Le gouvernement est heureux, dit-il, de faire cet octroi en considération des services que le Bishop's College a rendu et continuera de rendre.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 194 autorisant un octroi à l'Université de Bishop's College pour fins d'éducation.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.



**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Dépôt de documents:

##### **Uniformité des prix des liqueurs alcooliques**

**M. Fortier (Beauce)** propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute demande au gouvernement de prendre des mesures pour que le transport des liqueurs, que la Commission des liqueurs alcooliques expédie à des acheteurs domiciliés dans les localités où elle n'a pas de magasin, se fasse aux frais de celle-ci et que tous les acheteurs, en quelque lieu qu'ils habitent dans la province, puissent obtenir les liqueurs au même prix.

La loi des liqueurs de la province de Québec, dont on a tant parlé, est une sage mesure au crédit du gouvernement. Elle fonctionne depuis bien peu de temps, mais elle a déjà donné ses preuves. Je ne crains pas de dire qu'elle rencontre l'approbation presque générale. Cependant, c'est une loi humaine et, comme telle, susceptible d'amélioration dans quelques détails. C'est une institution de caractère public, une institution par le peuple et pour le peuple, une loi populaire, autrement dit, qui s'est déjà affirmée et qui s'affirmera encore.

Je maintiens que cette loi a donné satisfaction. Si je veux lui proposer une amélioration, c'est seulement dans son application. Je voudrais suggérer au gouvernement de prendre des mesures pour que le transport des liqueurs, que la Commission des liqueurs alcooliques expédie à des acheteurs domiciliés dans les localités où elle n'a pas de magasin, se fasse aux frais de celle-ci et que tous les acheteurs, en quelque lieu qu'ils habitent dans la province, puissent obtenir des liqueurs au même prix.

Or, actuellement, il n'y a pas de magasins de la Commission des liqueurs ailleurs que dans les villes, et ceux des campagnes qui achètent des villes doivent payer le coût du transport de la marchandise achetée. Il importerait qu'il y eût un prix uniforme et ce prix uniforme serait obtenu si la Commission se chargeait du coût du transport de la marchandise vendue. D'après la loi, le gouvernement peut édicter

des règlements qu'il peut soumettre à la Commission qui établira elle-même des règlements qui seraient mis en vigueur, et l'on pourrait donc établir des règlements dans ce sens.

En vertu d'une telle mesure, un particulier qui achètera de la boisson dans un endroit éloigné de la province paiera le même prix qu'un citoyen, qui est à la portée des dépôts de la Commission. Actuellement, en certains quartiers, on pourra se plaindre que la boisson est chère, mais nous ne devons pas nous en prendre au gouvernement provincial qui a établi la Commission des liqueurs, puisque le prix élevé des liqueurs est dû à la taxe de \$2.00 établie par le gouvernement fédéral sur chaque bouteille de liqueur.

Aussi, pour diminuer le prix des liqueurs dans les campagnes, le gouvernement aura fait tout ce qu'il fallait en payant le transport de ces liqueurs de la ville à la campagne. En attendant, nous devons espérer que le gouvernement provincial s'adressera au gouvernement libéral d'Ottawa pour obtenir, sinon l'enlèvement de cette taxe, du moins, une diminution substantielle. Ce qu'il fera aussi, je l'espère, ce sera de prendre des mesures pour vendre la boisson un prix uniforme pour tout le monde.

Et, en réduisant le prix de la boisson, on travaillera dans l'intérêt de la tempérance. Cela empêchera les fabrications illicites. Nos législateurs, en nous donnant cette loi, ont compris que notre population, tout en ne voulant pas de la prohibition complète - système qui inévitablement aurait été désastreux - favoriserait un système de vente qui éviterait ces abus sans nombre enregistrés par le passé.

La loi actuelle a non seulement été un succès au point de vue matériel, ce qui a permis à la province de réaliser honnêtement des revenus qui lui permettent aujourd'hui de consacrer des sommes plus considérables au développement de nos chemins et de nos industries, mais elle a surtout été un succès au point de vue moral, ce qui est admis par toutes nos autorités, tant religieuses que civiles, et ses bons effets se continueront en ce sens. Dans cette loi de la création de la Commission des liqueurs, le gouvernement avait allié la cause de la tempérance à celle de la liberté. Il ne lui reste plus qu'à apposer un sceau à cette loi, le sceau de la justice, en décrétant que la boisson se vende désormais un prix uniforme pour tout le monde.

Des prix raisonnables, tempérés par le contrôle strict de la vente des liqueurs et l'application diligente de la loi, feront disparaître ce fléau, la fabrication illicite, dernier vestige des abus

de la prohibition. Le gouvernement ajoutera le principe de la justice égale pour tous au caractère de tempérance et de liberté de la loi en se rendant à la demande que je fais en ce moment.

(Applaudissements à droite)

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** félicite le député pour la façon toute courtoise dont il a traité le sujet de son intéressante motion. Il (M. Nicol) se dit heureux d'avoir entendu le député de Beauce (M. Fortier) dire que la loi des liqueurs est une loi bonne et populaire.

En créant la Commission des liqueurs, le but du gouvernement n'était pas de créer un commerce lucratif, mais de contrôler dans toute la province la vente des spiritueux. Le but de la Commission était d'ailleurs de fournir aux consommateurs les liqueurs que ces derniers désiraient, et à des meilleurs prix possibles. Nous croyons que la Commission a fait beaucoup depuis dans ce but et qu'elle a généralement donné satisfaction, et elle veut continuer de faire de même. Cependant, il peut exister des lacunes.

Il (l'honorable M. Nicol) cite celle mentionnée par le député de Beauce (M. Fortier). Il (M. Nicol) approuve ce dernier dans ses revendications pour les citoyens de campagne. Nous prenons en considération les remarques du député de Beauce, dit-il, et le gouvernement se fera un devoir de transmettre la question sans délai à la Commission qui, sous peu, verra à ce qu'à l'avenir la boisson soit livrée dans les campagnes, où il n'y a pas de magasins de la Commission, au même prix qu'elle l'est dans les villes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Puisque le député de Beauce (M. Fortier) a été assez aimable pour m'attaquer, je vais me permettre de faire quelques remarques.

Il pourra se vanter de les avoir provoquées, car je n'avais pas l'intention de prendre part au débat. Mon honorable collègue a dit que la loi des liqueurs alcooliques était une loi de liberté régie pour et par le peuple.

Cependant, je suis d'opinion que plusieurs députés, même parmi les libéraux, le député de Napierville (M. Monet) par exemple, ont une autre conception que celle-là du libéralisme. La liberté ne veut plus rien dire et les vrais libéraux ne la connaissent plus dans les lois du Parti libéral. La liberté, on s'en sert à toutes les sauces, on la met même en bouteille.

L'honorable député de Beauce prétend dans son discours que la loi des liqueurs est la cause de la tempérance alliée à la liberté. Il s'est arrangé pour balancer l'encensoir devant le gouvernement, et ce n'est qu'avec beaucoup de délicatesse qu'il a fait remarquer que la boisson se vendait un peu cher. Il s'est empressé de dire que c'était la faute d'un autre gouvernement et que le premier ministre, toujours dans l'intérêt du bon peuple, irait à Ottawa demander à genoux la diminution des taxes sur les liqueurs, pas de tempérance, mais enivrantes.

Le député de la Beauce devrait savoir que le gouvernement est changé à Ottawa et que, depuis ce temps, le prix des liqueurs est augmenté. C'est Sir William Stavert qui vient de le déclarer. Je trouve curieux, M. l'Orateur, qu'on se plaigne que la boisson est chère et qu'avant la session, le premier ministre a annoncé une bonne nouvelle: il a déclaré que le commerce des boissons allait rapporter un profit net de \$4,000,000 en huit mois. L'an dernier, à la dernière session, le premier ministre et le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) avaient déclaré que les deux seuls buts de la loi étaient: 1) de procurer de bonnes liqueurs de tempérance, 2) de donner au peuple des liqueurs à des prix raisonnables. Le premier ministre disait alors que cette loi avait pour but de mettre fin au commerce des vendeurs de boissons qui se permettaient de vendre leurs liqueurs trop cher.

Si la loi des liqueurs avait été faite pour fournir au bon peuple de la boisson à bon marché, le gouvernement n'avait pas besoin de faire tant d'argent. Il n'a pas été si magnanime pour le peuple. Il est temps de mettre fin à l'exploitation du public, car depuis que la Commission des liqueurs a le contrôle, les prix ont monté. Quant à la taxe imposée par l'ancien gouvernement fédéral, je ne vois pas qu'elle ait diminué depuis que les amis de l'honorable premier ministre sont revenus au pouvoir. J'entends même dire que le prix de la boisson a augmenté depuis trois semaines. Comment le député de Beauce peut expliquer cette augmentation? C'est peut-être qu'un bénéfice de \$4,000,000 n'est pas encore jugé suffisant et que le gouvernement veut réaliser cinq, six et sept millions de profits par année.

Je prends note de l'avertissement charitable du député de Beauce, à savoir que des élections pourraient bien avoir lieu bientôt, et que la boisson ne manquerait pas de jouer un grand rôle à cette époque. Ainsi donc, le gouvernement se prépare et j'en tiens compte. Je veux être charitable avec mon honorable ami de Beauce. Il est peut-être expert sur le sujet, car il a eu dans son comté un collecteur du

revenu provincial, représentant de son gouvernement, qui a fait un grand trafic de boissons vers les États-Unis, envoyant là-bas des voyages complets de boisson. Il n'y a pas très longtemps de cela. Et c'était aussi la liqueur de la Commission qui était envoyée vers les États-Unis, l'été dernier...<sup>1</sup>

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève un point d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je m'attendais à ce point d'ordre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition n'a pas le droit de discuter autre chose que la question mentionnée dans la motion du député de Beauce. Il (M. Taschereau) demande au chef de l'opposition de présenter d'autres motions s'il le juge à propos. Lorsque le chef de l'opposition, dit-il, voudra soulever un débat sur le sujet, le gouvernement sera prêt à lui répondre, mais tel n'est pas le sujet du débat actuel soulevé par le député de Beauce (M. Fortier).

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** J'ai dit cela parce que le député de Beauce a prétendu que la loi des liqueurs était une excellente loi et que moi, je prétends qu'elle n'est pas si bonne que cela. Mon collègue a certainement exagéré ses compliments au gouvernement. Avant de voter la motion, je ne puis accepter la déclaration du député de Beauce, à savoir que la loi des liqueurs, c'est la cause de la tempérance alliée à la liberté. Je crois plutôt que c'est une loi pour vendre et trafiquer la boisson. Cependant, si le premier ministre tient à tout prix à s'en tenir aux strictes limites du sujet, il y a d'autres motions à l'ordre du jour qui nous permettront de discuter de ces questions.

L'honorable trésorier provincial (M. Nicol) affirme que le but du gouvernement, en adoptant cette loi, n'était pas de faire un commerce lucratif. C'est donc rien qu'une bagatelle qu'un profit de \$4,000,000 en huit mois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le député de Beauce (M. Fortier) est un homme excessivement chanceux. Il se rappellera longtemps des bons conseils que l'honorable chef de l'opposition vient de lui donner paternellement. Il est encore au commencement de sa carrière, et il aura le temps d'en profiter. Et dans plusieurs années d'ici, il se souviendra encore de ce jour et remerciera le chef de l'opposition de lui avoir montré la bonne voie.

L'idée émise par le député de Beauce est bonne et très raisonnable. Nous n'avons pas établi des dépôts de boisson seulement pour les gens des villes, mais aussi pour les gens des centres ruraux. Nous prenons sa suggestion en considération et s'il y a lieu, nous ferons justice à sa demande.

Quant à dire que la loi des liqueurs est une loi de tempérance, il faut juger du caractère de la loi par ses effets. Le chef de l'opposition a cru profiter de l'occasion pour critiquer notre loi et mettre en doute ses effets en disant que ce n'est pas une loi de tempérance. Nous avons aujourd'hui des preuves que ses critiques ne sont pas justifiées ni justifiables. Encore ces jours-ci, nous avons reçu de la cour de police de Montréal des statistiques qui nous prouvent à l'évidence que notre loi a favorisé la tempérance.

En effet, ces statistiques nous démontrent qu'au cours de l'année dernière, jusqu'à présent, 786<sup>2</sup> personnes de moins ont été arrêtées pour ivresse que l'année précédente. C'est assurément un résultat qui en vaut la peine, surtout à Montréal où la population a augmenté. Nous avons raison de dire que notre loi est une loi de tempérance. Bien que la loi ait été mise en vigueur beaucoup plus tard qu'à Montréal, c'est la même chose à Québec où, dans les trois derniers mois, 75 personnes de moins que sous le régime de la loi Scott ont été arrêtées pour ivresse et ont paru devant le tribunal du recorder. Les résultats sont là pour prouver que c'est une loi de tempérance...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre me permettra-t-il une question? Supposons qu'un marchand de liqueurs augmente ses prix de 50 % et qu'il réduise d'autant sa clientèle, est-ce à dire qu'il fera un commerce de tempérance?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ne comprends pas la question, je ne sais pas si le chef de l'opposition la comprend.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre dit que la loi a un fondement de tempérance. Elle contient des dispositions qui visent les magasins de boissons. Si, sous l'ancienne loi, les propriétaires de commerces privés ont augmenté leurs prix de 50 % et que leurs ventes ont chuté proportionnellement de 50 %, cela fait-il pour autant de leurs commerces des commerces de tempérance et non de boissons? Je veux dire que, quand même il y aurait moins de prison cette année, cela ne veut pas dire que la loi est une loi de tempérance. Il y a certainement une cause, mais ce n'est pas à cause de la loi des liqueurs qui est à base de boissons

enivrantes. S'il y a moins de cas d'ivresse, c'est à cause des prix plus élevés des liqueurs et à cause des conditions actuelles du chômage, et c'est dû à certaines autres causes que le premier ministre connaît très bien.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Si la question du chef de l'opposition est longue, la réponse sera courte. Le chef de l'opposition parle seulement des boissons fortes et des commerces de boissons fortes, mais il ne dit rien de la bière. On vend de la bière autant que des spiritueux. Pourtant, on s'enivre moins sous la loi actuelle, même lorsque l'on sait que la bière, ayant été augmentée de pourcentage, a été diminuée de prix. Elle est beaucoup moins dispendieuse qu'auparavant et on en vend beaucoup plus. Cela prouve bien que nos commerces de boissons sont bien contrôlés et que les endroits où la bière est vendue également. C'est donc à dire que le contrôle de la loi est bon.

Je crois que l'honorable chef de l'opposition fait erreur lorsqu'il critique la loi des liqueurs en parlant de ses résultats néfastes, etc. Je suis convaincu au contraire que nous avons une loi pratiquement exemplaire et, du reste, la meilleure preuve de mes avancés, c'est que nous avons tous les jours des témoignages qui nous prouvent que le système que nous avons adopté est bon. Non seulement toute la province a les yeux sur Québec, mais toutes les autres provinces étudient en ce moment l'application de notre loi et quelques-unes même parlent de l'adopter. Même les États-Unis ont envoyé ici des agents chargés d'étudier notre système attentivement, afin de le soumettre aux autorités du pays voisin. Les plus importants journaux américains ne cessent de faire l'éloge de la loi et sont d'opinion que c'est le système adopté et mis à exécution par la province de Québec qui est le meilleur; ils rêvent de le voir adopté par les États-Unis.

Quant aux prix des liqueurs, nous ne faisons qu'un profit de 18 % à 20 %; ce n'est pas exagéré. Nous n'avons jamais dit que nous avons fait des profits de \$4,000,000 dans les derniers huit<sup>3</sup> mois; nous avons déclaré que nous réaliserions peut-être un bénéfice de \$4,000,000 dans l'année. Il y a lieu de croire que nous allons réaliser ce montant. Le chef de l'opposition parle de \$5,000,000, ajoutant \$1,000,000 comme un enfant qui lancerait un jouet. Il veut savoir à présent pourquoi le nouveau gouvernement n'a pas réduit les taxes, mais il oublie que le jour même de la mise en vigueur de la loi, les amis du chef de l'opposition, les conservateurs au pouvoir à Ottawa, ont doublé la taxe. L'on ne peut

faire un reproche au nouveau gouvernement fédéral de ne pas baisser immédiatement le taux des taxes sur les alcools, puisque l'ancien gouvernement avait porté cette augmentation par statut. Le gouvernement fédéral actuel n'a pas eu le temps de les changer. De toute évidence, le chef de l'opposition a oublié cela...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce que j'ai dit, c'est que depuis que les amis du gouvernement sont au pouvoir à Ottawa, la Commission des liqueurs a augmenté à nouveau ses prix.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je ne sais pas si les prix ont augmenté ou non. Cela ne veut rien dire de toute façon, puisqu'il faut toujours tenir compte de l'échange. Le chef de l'opposition, citant une déclaration de Sir William Stavert, disant que les liqueurs avaient encore augmenté en ces derniers temps, doit savoir que l'échange s'est ainsi amélioré et que le franc ou la livre sterling ont augmenté de valeur en France et en Angleterre, et c'est pour cette raison que les liqueurs et les autres produits d'importation auraient augmenté en ces derniers temps. Il n'y aurait rien d'étonnant dans cette récente augmentation. Voilà ce qui a le plus contribué à faire hausser les prix, et il n'y a pas une maison de commerce qui ne change ses prix suivant les mouvements du change. La Commission des liqueurs suit les fluctuations de l'échange comme n'importe quelle maison de commerce.

**M. Monet (Napierville)** dit que son opinion est bien connue et qu'elle n'a pas changé. Il (M. Monet) approuve les suggestions du député de Beauce (M. Fortier), mais trouve qu'on eût fait mieux de suivre sa suggestion de l'année dernière et de permettre aux campagnes et aux villages d'avoir des magasins de la Commission. Il croit que plus il y aura de facilités à l'extérieur des cités et villes pour obtenir des boissons, plus les gens seront satisfaits. Il reparlera de ce sujet lorsque le gouvernement présentera à la Chambre les amendements à la loi des liqueurs.

**M. Grégoire (Frontenac)** félicite le gouvernement d'avoir adopté la loi des liqueurs qui, dit-il, a résolu ainsi le problème de la vente des liqueurs, en arrêtant l'empoisonnement systématique de la population de la province par les boissons frelatées et clandestinement fabriquées. Le chef de l'opposition, dit-il, n'a pas le droit de dire que cette loi n'est pas essentiellement libérale. C'est une grande loi libérale. Elle montre qu'on ne peut forcer par une loi la prohibition et que les lois de

prohibition ne font qu'encourager la consommation de drogues et les fléaux qui s'ensuivent. Tout cela à cause de cette aberration qu'il serait possible d'empêcher les gens de boire par force. Il (M. Grégoire) s'oppose à une trop grande distribution de liqueurs dans les campagnes. Il affirme que toutes les nations regardent la province de Québec et que l'univers s'accorde avec la députation ministérielle pour dire que le premier ministre a trouvé la solution au grand problème des liqueurs.

La motion est adoptée.

### **Tribunaux du Royaume-Uni**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 190, permettant l'exécution dans la province de Québec des jugements rendus par certaines cours de justice du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que le tarif de la Cour supérieure s'appliquera aux procédures prises en vertu de la section IIb du chapitre II du titre XII des statuts refondus, 1909, telle qu'édictee par le bill qui accompagne les présentes résolutions.

Il s'agit d'une législation réciproque, la Grande-Bretagne ayant promulgué une loi similaire récemment, qui entrera en vigueur lorsque Québec en aura adopté une de même nature.

Les cours outre-mer, dont les jugements pourraient être rendus à Québec, une fois qu'ils auront été enregistrés, sont la High Court of England, la Court of Session of Scotland et la High Court of Ireland.

La requête d'enregistrement sera refusée à Québec, s'il est démontré que la cour qui a rendu le jugement n'a pas juridiction; que le défendant ne réside pas de manière régulière ou ne fait pas affaires

sur le territoire où la cour a sa juridiction; qu'il ne s'est pas présenté de manière volontaire suite à son avis de comparution; que le défendant n'a pas été dûment appelé à comparaître; qu'un appel du jugement a été reçu; qu'il entend exercer son droit d'en appeler de la décision ou que, pour toute autre raison d'ordre public ou similaire, les cours de la province n'auront pas reconnu le fondement de l'action intentée. La pétition pour l'enregistrement doit être adressée à la Cour supérieure du lieu où réside le défendant et un avis doit lui être donné. L'enregistrement aura le même effet que si le jugement a été rendu par la Cour de Québec qui a accordé l'enregistrement.

La résolution est adoptée.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité plénier chargé d'étudier le bill 190 permettant l'exécution dans la province de Québec des jugements rendus par certaines cours de justice du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 190 permettant l'exécution dans la province de Québec des jugements rendus par certaines cours de justice du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La Chambre suspend ses travaux à 6 heures.

### Reprise de la séance à 8 h 30<sup>4</sup>

#### Magistrats de district

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 2, amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### En comité:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'il soit accordé au magistrat de district en chef nommé en vertu des dispositions du bill qui accompagne les présentes résolutions un traitement annuel fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil n'excédant pas cinq mille piastres.

Adopté.

2. Qu'il soit accordé à chacun des autres magistrats de district un traitement annuel fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil n'excédant pas la somme de trois mille piastres; mais que, dans les endroits où la multiplicité des affaires le justifiera, il pourra lui être accordé un traitement plus élevé, mais n'excédant pas quatre mille cinq cents piastres par année.

Adopté.

3. Que les traitements mentionnés dans les résolutions 1 et 2 ci-dessus seront payés à même le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

4. Que les frais et déboursés nécessaires pour opérer la transmission des dossiers dans les cas prévus par les dispositions du bill qui accompagne les présentes résolutions seront à la charge de la province.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de cette loi est de décongestionner les tribunaux des campagnes, de donner plus de latitude aux magistrats et de nommer un magistrat en chef. Depuis quelques années, un grand nombre de difficultés se sont produites dont un bon nombre causent de graves ennuis, en ce qui concerne l'administration des cours inférieures, savoir les cours de police, d'enquête, etc. Il (M. Taschereau) croit que les magistrats, étant sous la direction d'un magistrat en chef, seront à l'avenir traités avec plus de justice et qu'ils pourront d'une façon plus efficace s'acquitter de leurs importantes fonctions. Le salaire du magistrat en chef sera de \$4,500, soit \$500 de plus que ses collègues.

Il (M. Taschereau) explique toutes les innovations de cette nouvelle loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le gouvernement parce qu'il considère qu'elle est de nature à diminuer le coût des petits procès, pourvu que la nomination des magistrats soit faite judicieusement. De bons magistrats compétents, dit-il, peuvent rendre de grands services et éviter bien des procès. La compétence des magistrats est très importante, d'autant plus qu'il n'y a pas d'appel du jugement d'un magistrat, tout comme la Cour de circuit. On s'est plaint de jugements de la Cour de circuit et de magistrat dans le passé, et c'est l'intention sans doute du premier ministre d'opérer une réforme, et je l'en félicite cordialement. Je me suis souvent prononcé en faveur d'une réforme qui réduirait les frais de la justice. Pour mieux répondre au désir du procureur général et aux besoins du public, mieux vaudrait de créer de nouveaux districts, comme par exemple à Sainte-Agathe, et laisser le chef-lieu à Sainte-Scholastique pour mieux accommoder la population d'Argenteuil et de Deux-Montagnes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** remercie le chef de l'opposition de son approbation et dit qu'il espère que la mesure qu'il soumet à la Chambre satisfera le public.

Le gouvernement, dit-il, veut permettre à toute la population de la province de s'adresser facilement à la justice sans que les plaideurs soient obligés de débours des sommes considérables pour obtenir justice. Les magistrats pourront se déplacer et siéger dans plusieurs endroits qui, à l'heure actuelle, n'offrent pas de services de justice. Le but du gouvernement est dans ce sens. Les gens n'auront plus à faire de longues distances pour s'adresser à la justice; c'est la justice qui ira vers eux, dans le plus d'endroits possible. Le fait de donner ainsi aux magistrats la juridiction des Cours de circuit soulagera d'autant les juges de la Cour supérieure et les causes des Cours de circuit seront traitées de manière plus expéditive.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Emprunts pour l'aqueduc de Saint-Jean**

**M. Bouthillier (Saint-Jean)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 116 concernant certains emprunts relatifs à l'acquisition d'un aqueduc par la cité de Saint-Jean soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité permanent des bills publics en général.

#### **Instruction publique**

La Chambre, selon l'ordre du jour, se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 172 amendant la loi de l'instruction publique.

Il est ordonné que ledit ordre du jour soit rescindé.

#### **Membres des sociétés congrégationnelles**

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), que l'ordre de la Chambre, adopté ce jour comme suit, savoir: Que la Chambre agréé l'amendement adopté par le Conseil législatif au bill 101, concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure, soit rescindé et que ledit amendement soit inscrit de nouveau sur l'ordre du jour pour adoption.

Adopté.

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** propose, appuyé par le représentant de Deux-Montagnes (M. Sauvé), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte l'amendement du Conseil législatif au bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure, mais en y ajoutant ce qui suit:

La section 4 est remplacée par la suivante:

"4. Rien dans la présente loi ne doit être interprété comme privant aucune église protestante en particulier ou congrégation religieuse qui a été constituée en corporation en vertu des articles 4391 et 4418 des statuts refondus, 1909, d'aucun des droits acquis ou exercés en vertu de cette constitution en corporation."

La section 4 devient la section 5.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte ledit message au Conseil législatif.

#### **Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 172 amendant la loi de l'instruction publique soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande plusieurs renseignements.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Cette loi a pour but de donner force au programme d'études primaires préconisé par le comité catholique du Conseil de l'instruction publique. La loi porte à \$6,000 le salaire du surintendant. Elle divise les écoles primaires en deux sections, primaires élémentaires et complémentaires. Le premier cours durera six ans, et le second, deux ans. Les matières essentielles du premier cours sont la langue maternelle, l'arithmétique, l'histoire nationale et la religion. Les matières secondaires sont la géographie, l'agriculture, le dessin et l'hygiène.

Les cours complémentaires pour les garçons permettront aux enfants des campagnes de se perfectionner dans la connaissance de l'agriculture, et à ceux des villes, dans le commerce et l'industrie. Les filles au cours complémentaire pourront recevoir d'excellents renseignements au sujet de l'économie domestique et l'instruction ménagère.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On apporte le bill un vendredi soir, alors qu'il n'y a pas le quart des représentants du peuple.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Voulez-vous attendre à lundi?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je sais que l'honorable premier ministre n'a pas eu l'intention de nous mettre le couteau sur la gorge, mais il me semble, que ce serait simplement rendre justice à l'honorable secrétaire provincial (M. David) et au gouvernement tout entier, que d'attendre, pour discuter la question, des circonstances plus favorables.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen<sup>5</sup>.

**Rivière Mitis**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se

forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 184 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emménagement des eaux sur la rivière Mitis et de ses lacs et rivières.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

Attendu que la Commission des eaux courantes de Québec recommande de faire les travaux nécessaires à l'emménagement des eaux de la rivière Mitis et de ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'en régulariser le débit;

Et attendu qu'il est dans l'intérêt public de mettre à exécution lesdites recommandations et d'accorder à la Commission les pouvoirs nécessaires à ces fins; qu'il soit en conséquence résolu:

1. Que la Commission des eaux courantes de Québec, après avoir produit au département des Terres et Forêts tous les plans et détails nécessaires pour indiquer d'une façon précise les travaux qu'elle veut entreprendre sous l'autorité de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions et le coût probable d'iceux, pourra être autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil à faire les travaux requis pour établir des barrages-réservoirs ou autres travaux dans la rivière Mitis et dans ses lacs et rivières tributaires, dans le but d'emménager les eaux et de pourvoir à la régularisation de leur débit, tant au point de vue de leur conservation qu'à celui de la meilleure utilisation des forces hydrauliques, dépendant de cette rivière et de ses tributaires.

Adopté.

2. Que la Commission adjudgera l'entreprise des travaux autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions par voie de soumissions et de contrats, après annonces publiques et avis que les plans et devis sont déposés pour examen au bureau de la Commission; que l'adjudication de l'entreprise sera constatée par un contrat qui devra être donné à l'entrepreneur qui produira la plus basse soumission et qui, en même temps, au jugement de la Commission, aura assez d'expérience, d'habileté et de ressources pour bien exécuter les travaux; et qu'un contrat ne pourra toutefois être conclu par la Commission qu'avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.



3. Que la Commission, avec l'autorisation du lieutenant-gouverneur en conseil, pourra acquérir les barrages déjà existants sur la rivière Mitis ou sur les lacs et rivières tributaires de cette rivière, et tous terrains nécessaires à l'exécution de ses travaux ou qui pourraient être inondés ou sujets à inondation par suite de telle exécution; que cette acquisition pourra se faire suivant les dispositions de la loi des chemins de fer de Québec et que, à défaut d'entente avec les propriétaires ou leurs représentants, la Commission pourra exproprier les barrages ou les terrains requis, suivant les dispositions de ladite loi, *mutatis mutandis*; le juge du district où sont situés les barrages ou les terrains à exproprier pouvant toujours, aux conditions qu'il croira justes, accorder la possession préalable.

Adopté.

4. Que, après avoir produit les plans et détails mentionnés dans la première des présentes résolutions et entendu les intéressés, il sera du devoir de la Commission de soumettre au ministre des Terres et Forêts:

1. Tout projet de contrat à intervenir entre la Commission et toute personne, compagnie ou association qui bénéficiera des travaux d'emmagasinement et de régularisation des eaux visées par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions;

2. Le tarif général fixant les taux, prix et conditions qui peuvent être exigés de toute personne, compagnie ou association qui n'est pas régie par le contrat mentionné dans le paragraphe 1 pour l'utilisation desdites eaux.

Adopté.

5. Que les contrats passés en vertu du paragraphe 1 de la résolution précédente n'auront force et effet qu'à compter de leur approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, et que le tarif fixé en vertu du paragraphe 2 n'aura force et effet, après son approbation par le lieutenant-gouverneur en conseil, qu'à compter de sa publication dans la *Gazette officielle du Québec*.

Adopté.

6. Que le coût de la construction des travaux et ouvrages autorisés par la loi qui sera basée sur les présentes résolutions, y compris l'acquisition des terrains et droits immobiliers nécessaires, ne devra pas excéder la somme de deux cent vingt-cinq mille dollars.

Adopté.

7. Que, pour assurer la construction des travaux et ouvrages et les acquisitions d'immeubles visés par la loi qui sera basée sur les présentes

résolutions, il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter, de temps à autre, le ou les emprunts qu'il jugera nécessaires, mais que le ou les emprunts ainsi contractés ne devront pas excéder la somme de deux cent mille dollars; que ce ou ces emprunts pourront être effectués au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises pour un terme n'excédant pas cinquante ans et à un taux d'intérêt n'excédant pas cinq pour cent par année; que ces obligations ou rentes inscrites seront dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera et seront payables, intérêt et principal, annuellement ou semi annuellement, à l'endroit qu'il indiquera; et que les obligations ou rentes inscrites émises en vertu de la loi qui sera basée sur les présentes résolutions ne seront pas sujettes aux droits imposés par les lois de Québec relatives aux successions.

Adopté.

#### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 184 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec relativement à l'emmagasinement des eaux sur la rivière Mitis et de ses lacs et rivières tributaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

La Commission des eaux courantes fera faire les barrages-réservoirs et autres travaux par contrat au coût de \$225,000. Les prêts pour la réalisation des travaux rapporteront un intérêt de 5 % et les obligations seront libres de droits de succession. Les travaux rapporteront au gouvernement assez pour couvrir l'intérêt, le fonds d'amortissement et la dépréciation. L'électricité fournira l'éclairage au village de Mont-Joli et les environs. La chute principale de la rivière générera 5,000 chevaux-vapeur, alors que les plus petites en généreront de 1,000 à 1,500.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose plusieurs questions concernant la diminution du nombre des salles anciennement allouées à l'Orateur, que l'on a transformées en bureaux. Il croit que la dignité de l'Orateur en souffre, car il n'a plus de pièce pour recevoir.

Il (M. Sauvé) fait une interpellation au sujet des couches chaudes. (Rires de la Chambre)

Il parle également du tableau de M. Huot<sup>6</sup> au plafond de l'Assemblée législative. Pour un tableau que nous avons considéré comme fini, dit-il, je trouve qu'il lui manque bien des choses. Il y a des bras qui ne sont pas finis. Il y en a d'autres, qui sont d'une longueur démesurée. Il y a également des omissions. Une des plus belles figures de notre histoire parlementaire ne se trouve pas représentée. Où est-elle la grande figure de Chapleau<sup>7</sup> qui, à un moment de notre histoire, fit résonner son éloquence sur le clavecin oratoire? La femme, qui symbolise la province de Québec, me paraît fort robuste.

Ça ressemble plutôt à une suffragette. Quant aux géants de notre politique canadienne, comme Cartier<sup>8</sup>, par exemple, comme ils paraissent frères! Je ne sais si c'est un défaut de l'inspiration de l'artiste, ou si c'est moi qui ne suis pas capable de juger une œuvre d'art, mais dans tous les cas, je serais heureux de connaître l'opinion du secrétaire provincial (M. David) qui est parfaitement capable de s'envoler jusqu'à ces hauteurs. Je saisis cette occasion de dire

que le tableau n'est pas conforme à notre histoire. De lui, on ne pourrait sûrement pas dire, comme d'un tableau de Velasquez, "qu'il vaut toute une histoire".

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Je suis un pauvre juge en la matière, et M. Huot est un artiste de talent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quel âge a-t-il?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** C'est un homme âgé, et il a de l'expérience. Les remarques du chef de l'opposition me surprennent un peu, car j'ai déjà entendu de belles appréciations de ce tableau.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Combien a-t-il coûté?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Dix mille dollars.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il a été fini cette année?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quelle partie a été finie cette année? (Rires de la Chambre)

Il parle des dépenses liées à Spencer Wood. Il s'étonne de certaines dépenses spéciales comme celles qui ont trait à l'achat de roses et de jolies fleurs, au maintien d'un court de tennis et de piscines, et veut savoir à qui tout cela est destiné.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** répond qu'ils sont à la disposition des occupants et des visiteurs.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sont-ils pour le maire de Montréal? (Rires de la Chambre)<sup>9</sup>

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Spencer Wood n'a coûté que \$82,000 l'an dernier, alors qu'il en avait coûté \$57,000 l'année précédente, dû à d'importantes réparations. En Ontario, l'entretien de la résidence du lieutenant-gouverneur coûte \$250,000 par année.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Quand le gouvernement conservateur était au pouvoir à

Québec, les libéraux hurlaient parce que \$7,000 était dépensé sur Spencer Wood, mais le temps a manifestement changé leur opinion.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

Le chef de l'opposition préfère-t-il voir le lieutenant-gouverneur s'occuper lui-même de se trouver un logis?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait une déclaration de principes conservateurs et défend la cause pour laquelle il ne ménageait ni ses travaux, ni ses veillées, ni ses sueurs. Il déclare qu'il est du libéralisme de vouloir priver le lieutenant-gouverneur de la résidence que le gouvernement lui accorde à juste titre et il fait une profession de foi conservatrice<sup>10</sup>.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

2. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le nettoyage des édifices de la Législature et des départements: Traitements, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour assurances des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande si \$350,000 est suffisant pour les assurances des édifices du Parlement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** dit que c'est une question de point de vue. Du temps qu'il était ministre, il s'était penché sur la question et s'était assuré que les édifices étaient bien protégés contre le feu. Cependant, un réexamen de la question le convaincrail sans doute d'augmenter le montant des assurances.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas onze mille quatre cent cinquante-cinq piastres et vingt-cinq centins soit ouvert à Sa Majesté pour taxes d'eau sur les édifices publics en général, cité de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** critique les dépenses faites pour l'entretien de la prison de Bordeaux.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

5. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection, explorations, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations et entretien des écoles normales, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas trois cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour ponts-routes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

La séance est levée<sup>11</sup>.

**NOTES**

1. Le chef de l'opposition fait allusion au cas de Wilfrid Cliche. À ce sujet, voir la séance du 27 février 1922.

2. Chiffre de *L'Événement* du 11 mars 1922, à la page 1. Le *Montreal Star* mentionne plutôt "moins de 780" et le *Montreal Herald* du même jour, à la page 6, indique "780".

3. Chiffre de *L'Action catholique* du 11 mars 1922, à la page 3. Le *Montreal Star* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt "six mois".

4. *L'Action catholique* du 11 mars 1922, à la page 16, nous informe qu'il y a peu de députés à la séance du soir.

5. Pourtant, selon *Le Canada* du 11 mars 1922, à la page 3, ce bill a été adopté après que M. Sauvé "ait demandé une foule de renseignements donnés par le secrétaire provincial".

6. Charles-Édouard Masson Huot (1855-1930), peintre, décorateur et professeur. Il est l'auteur de toiles exposées au Parlement: *Séance du premier Parlement du Bas-Canada, le débat sur la langue, Le Conseil souverain de 1663* (salle de l'Assemblée législative) et *Je me souviens*, au plafond de la salle de l'Assemblée législative dont il est question dans ce débat.

7. Adolphe Chapleau (1840-1898), premier ministre du Québec de 1879 à 1882.

8. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873), homme politique et premier ministre du Canada-Uni en 1857 avec Sir John A. Macdonald.

9. Le *Montreal Star* du 11 mars 1922, à la page 4, explique que "la Chambre rit car on a beaucoup parlé des ambitions de l'honorable Médéric Martin au poste de lieutenant-gouverneur de la province".

10. Nous n'avons malheureusement aucun détail sur cette réplique du chef de l'opposition. *L'Événement* du 11 mars 1922, à la page 24, mentionne seulement que "c'est alors que M. Sauvé, blessé dans ses principes conservateurs, bondit d'indignation et servit à la Chambre une improvisation, d'un souffle puissant et d'une éloquence vraiment remarquable. L'auditoire ne s'attendait pas à une telle sortie de la part du chef de l'opposition".

11. Nous n'avons aucune heure précise dans nos sources. Seul *L'Événement* du 11 mars 1922, à la page 24, mentionne que "vu l'heure avancée de la nuit, la séance a été ajournée à la semaine prochaine".

Séance du lundi 13 mars 1922

**Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Acquisitions et  
aliénations d'immeubles**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 197 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**District judiciaire de Terrebonne**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Service d'hygiène**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** demande la permission de présenter le bill 203 créant un service d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**District judiciaire de Terrebonne**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Adopté.

**Travaux de la Chambre:**

**Horaire des séances**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à partir du 14 mars

courant cette Chambre tiennent trois séances, la première, de onze heures du matin à une heure de l'après-midi; la deuxième, de trois à six heures de l'après-midi; et la troisième, de huit heures jusqu'à ajournement; et qu'à chaque séance l'ordre des affaires soit désormais réglé suivant les dispositions de l'article 111 du Règlement relatives aux séances du mardi et du jeudi.

Adopté.

**Agrandissement du  
palais de justice de Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Nicol), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Adopté.

**Service  
d'hygiène**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Richmond (l'honorable M. Nicol), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 203 créant un service d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909.

Adopté.

**Instruction publique**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 172 amendant la loi de l'instruction publique.

Adopté.

**En comité<sup>2</sup>:**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Les amendements à la loi portent sur les termes "écoles primaires intermédiaires" et "primaires supérieures" qui disparaissent du programme. Avec le nouveau

programme, il n'y aura plus que deux types d'écoles: l'école primaire élémentaire et l'école primaire complémentaire. L'école modèle, le primaire intermédiaire, cessera d'avoir une existence distincte et sera ajoutée à l'école primaire élémentaire sous le seul nom d'école primaire élémentaire. L'académie disparaît et fait place à l'école primaire complémentaire.

L'école primaire élémentaire est précédée de cours préparatoire d'un an et comprend trois cours réguliers: inférieur, moyen et supérieur. Chaque cours se compose de deux années; le préparatoire ne se subdivise pas. L'école primaire élémentaire comprend donc les quatre années de l'ancien programme élémentaire et les deux ans de l'ancien programme modèle, avec en plus le cours préparatoire qui précède la première année. Dans les municipalités où il n'y a pas d'écoles maternelles, cette préparatoire initiera à la première année de l'école élémentaire.

Les matières de l'école primaire élémentaire sont classées en matières essentielles et en matières accessoires. Le nouveau programme réduit à quatre les neuf matières essentielles que comportait l'ancien programme. Ce sont aujourd'hui la religion, la langue maternelle, l'arithmétique et l'histoire du Canada. Le temps, surtout dans les quatre premières années, sera principalement consacré à ces matières. À ces matières essentielles s'ajoute l'histoire du Canada, non comme étude de texte, mais comme étude de choses de chez nous. Les matières accessoires sont constituées par les autres spécialités du programme; elles restent obligatoires, elles sont approfondies, mais prennent moins de temps à l'horaire. Les autres, telles que la géographie, le dessin, l'agriculture, l'hygiène, seront traitées comme matières accessoires.

L'anglais sera enseigné à partir de la troisième année. Mais dans les centres urbains, les commissions scolaires auront la liberté d'en décréter l'enseignement obligatoire dès la seconde année. Enfin, le nouveau programme aura pour effet de diminuer le nombre des manuels, ce qui effrayera souvent les parents. De fait, l'enseignement sera surtout oral dans les trois premières années.

On se dirige ainsi, insensiblement, vers la méthode intuitive qui trouve faveur en France et ailleurs. Elle a le bon effet d'éveiller très tôt, chez l'enfant, l'esprit d'observation. Plusieurs éducateurs croient que c'est ce qui manquait surtout jusqu'ici à notre système d'éducation. Il n'y aura de manuels que pour le catéchisme, l'histoire sainte et la grammaire.

Pour ce qui est des principaux changements dans les programmes des écoles complémentaires, notons que les matières enseignées y sont dorénavant divisées en matières variables et matières invariables. Ces dernières, utiles à tous dans le but de culture générale, sont la religion, la langue maternelle, l'histoire du Canada, l'histoire de l'Église et la géographie.

La langue seconde, les mathématiques, le dessin, l'hygiène sont considérées comme des matières variables et leur enseignement sera gradué d'après le milieu. Les histoires de France et d'Angleterre ne sont plus des matières distinctes et sont confondues avec l'histoire de l'Église et celle du Canada, dans l'ordre chronologique. L'algèbre, enfin, disparaît comme matière distincte dans les deux dernières années et est renvoyée à la section industrielle.

Le nouveau programme d'enseignement obligera les institutrices à avoir des capacités équivalentes à celles requises pour le diplôme modèle, car toutes les écoles des rangs deviendront des écoles modèles. Tout le cours s'appellera primaire.

Ce sera le cours primaire élémentaire pour les six premières années et le cours primaire complémentaire pour les deux autres années. Le résultat immédiat de ce changement du programme sera double. Il se résumera en deux mots: compétence et salaire.

Pour ce qui est de l'école complémentaire, plusieurs municipalités ou même plusieurs comtés pourront s'unir pour en créer une à l'endroit qu'ils jugeront convenable. La nouvelle organisation du cours primaire élémentaire et du cours primaire complémentaire est confirmée pour l'automne prochain.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose plusieurs questions.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** répond.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se déclare satisfait des explications du ministre.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

[[2. Le paragraphe 1 de l'article 2530 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 2 George V, chapitre 11, section 14, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1. Du surintendant de l'Instruction publique nommé par le lieutenant-gouverneur en conseil durant bon plaisir. Son traitement est de cinq mille piastres par année, mais il peut être porté par le lieutenant-gouverneur en conseil à toute autre somme n'excédant pas six mille piastres par année"[]].

Cet article est retranché.

Les articles 3 à 17 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>3</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Cour des sessions de la paix**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 195 amendant la loi concernant la Cour des sessions de la paix.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: Que le traitement annuel de chacun des juges des sessions remplissant ordinairement les devoirs de cette charge ne pourra excéder la somme de six mille dollars, et que tout tel traitement ainsi fixé par le lieutenant-gouverneur en conseil sera payé à même le fonds consolidé du revenu de la province; et que chacun de ces juges sera tenu de remplir les devoirs de juge des sessions et de commissaires de licences, ainsi que tous autres devoirs que lui imposera ou pourra lui imposer toute loi en vigueur en cette province.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 195 amendant la loi concernant la Cour des sessions de la paix.

L'an dernier, les salaires de plusieurs recorders ont été augmentés et l'on a signalé au gouvernement que les juges des Sessions de la paix travaillent au moins autant que les recorders. Le gouvernement croit qu'il est juste d'augmenter les salaires des juges des Sessions de la paix.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** n'a pas d'objection à ce bill, pourvu que l'on traite avec une égale justice tous les services du peuple, et félicite le premier ministre pour l'heureuse idée qu'il a eue. Tout comme je suis pour le choix d'hommes compétents et consciencieux, dit-il, je favorise aussi le projet qui demande pour ces hommes appelés à remplir dans l'administration de la justice des fonctions importantes et qui comportent de lourdes responsabilités, un salaire qui convienne à leurs attributions.

Il demande s'il ne serait pas possible au gouvernement de réviser la liste des salaires payés aux employés civils dans la province pour accorder à certains de ces employés une augmentation qu'il dit bien méritée. Les employés du service civil sont loin d'avoir obtenu l'augmentation de salaires à laquelle ils ont droit et, lorsque le gouvernement leur refuse l'augmentation qu'ils réclament, c'est avec le prétexte qu'on n'a pas assez d'argent pour cela.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le chef de l'opposition parle bien à propos des employés civils puisque ce matin même, voilà quelques heures, je recevais une importante délégation de l'Association des fonctionnaires et que l'on m'a soumis un long projet relativement à la révision des salaires et à l'établissement d'un système d'assurance et d'un fonds de pension. Les délégués ont exposé leurs demandes, et je leur ai répondu que le gouvernement était des mieux disposé pour considérer leur projet.

L'établissement d'un système d'assurance de groupes pour les employés civils qui travaillent à l'extérieur est un projet réalisable et auquel le gouvernement ne peut qu'adhérer, puisque le même

privège a déjà été accordé aux employés de l'intérieur. Si le nombre des employés du service extérieur qui veulent de ce système est suffisant, le gouvernement sera heureux de l'accorder, pourvu que les intéressés s'entendent pour le demander. Quant au fonds de pension, les employés semblent divisés sur cette question et, lorsqu'ils pourront s'entendre, le gouvernement sera bien disposé à leur donner satisfaction sous ce rapport. Le sentiment exprimé par la délégation est hostile au système d'augmentations automatiques statutaires. Quant à lui (l'honorable M. Taschereau), il est aussi contre cela et il ne demande pas mieux que d'abolir ce système, afin de ne faire bénéficier des augmentations que les employés qui les méritent<sup>4</sup>.

Accordé. le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Appels

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 188 amendant le Code de procédure civile, relativement aux appels.

Adopté.

### En comité<sup>5</sup>:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** fait remarquer que, lorsqu'on a aboli la Cour de révision, on s'est plaint de la cherté des appels avec la nouvelle loi. C'est à cause de ces plaintes que le gouvernement fait adopter ce projet de loi qui dit:

"Dans les causes dont l'appel est entendu par trois juges, s'il est démontré, à la satisfaction d'un juge de la Cour du banc du roi, que l'appel est sérieux, mais que l'appelant ne peut fournir le cautionnement requis par l'article 1214 ni donner un gage suffisant pour en tenir lieu, ce juge peut, sur

demande à cet effet, permettre à l'appelant de ne fournir cautionnement que pour les frais d'appel, au lieu du cautionnement exigé par l'article 1214.

"Cette permission est accordée sur requête signifiée à la partie adverse avec un avis du jour de sa présentation, et accompagnée d'un affidavit de l'appelant attestant qu'il ne peut fournir le cautionnement requis et qu'il ne peut y suppléer par un gage suffisant. Le juge peut permettre la production d'affidavit contradictoire et l'examen oral de témoins. Le cautionnement pour les frais d'appel ainsi autorisé par le juge a l'effet de suspendre l'exécution du jugement de la cour de première instance."

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

### Circulation des automobiles

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 196 amendant le Code municipal, relativement à la circulation des voitures automobiles dans certains chemins, soit maintenant lu une deuxième fois.

En vertu de la loi actuelle, les municipalités sont obligées de payer pour les dommages encourus résultant d'accidents survenus à des automobiles par suite du mauvais état des chemins de terre ou les chemins d'hiver, des ponts, etc. Jusqu'ici, la loi a été appliquée rigoureusement par les tribunaux et a donné lieu à de graves abus. Il y a eu exploitation. Plus d'un automobiliste peu scrupuleux s'est fait payer des réparations injustes, s'est fait rembourser des sommes presque entièrement par des municipalités qui couvraient grassement la valeur de vieilles machines qui avaient été volontairement endommagées.

Il s'agit de faire cesser cet état de choses. Grâce à l'amendement projeté, les automobilistes ne pourront plus se faire payer des ressorts, des pneus ou autres réparations par les municipalités. Il leur sera tout au plus loisible de mettre les municipalités à l'amende, si les chemins sont réellement dans un état défectueux. Cette loi aura pour bon effet de prévenir les excès de vitesse et les risques inutiles. Il ne peut se produire d'accident, au reste, que lorsque des voitures font des excès de vitesse. Dorénavant, les voitures qui circuleront sur les chemins de terre ou sur les chemins d'hiver le feront à leurs risques et périls. Les municipalités seront indemnes des dommages pouvant résulter des accidents ainsi arrivés.



**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se déclare enchanté de cet excellent projet de loi et il félicite le gouvernement.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthataska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Perrault (Arthataska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Rachat de la dette publique**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 199 concernant le rachat de la dette publique.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, de temps à autre, d'autoriser le trésorier de la province à racheter, à même les deniers non appropriés formant partie du fonds consolidé du revenu, les bons, obligations ou rentes inscrites de cette province pour les montants et aux termes et conditions qu'il jugera à propos.

2. Que les bons, obligations ou rentes inscrites ainsi rachetées ne seront pas émises de nouveau et que la dette publique sera diminuée jusqu'à concurrence du montant dudit ou desdits rachats.

3. Que nul bon, obligation ou rente inscrite de cette province ne sera rachetable avant le terme mentionné dans le bon ou dans l'obligation ou avant le terme fixé pour le paiement de la rente inscrite, si ce n'est avec le consentement des porteurs de tels bons, obligations ou rentes inscrites.

4. Que les lois et parties de lois incompatibles avec la loi qui sera basée sur les présentes résolutions soient abrogées.

Les résolutions sont adoptées.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 199 concernant le rachat de la dette publique.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il (M. Nicol) explique sommairement à la Chambre ce qu'est cette loi.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Comme je le déclarais au commencement de la session lors du débat sur l'adresse, j'ai cru devoir annoncer que le gouvernement avait l'intention d'affecter au rachat de la dette de la province une partie des revenus provenant de la mise en force de la loi des liqueurs. Je disais que le gouvernement désirait consacrer tout particulièrement ces profits à faire progresser l'instruction publique, à améliorer la voirie et à racheter la dette publique de la province. Le gouvernement n'a pas seulement l'intention de mettre cette loi dans les statuts, mais il va la mettre en application.

Quant à l'éducation, nous avons déjà commencé à tenir cette promesse, car nous avons voté près de \$300,000 pour les collèges classiques. Notre projet de loi pour l'amélioration de la voirie va vous être bientôt soumis.

Reste le rachat de la dette. Nous voulons montrer la sincérité que nous avons en prétendant que nous ferions un bon usage des profits provenant des liqueurs. Pour moi, l'une des meilleures choses que nous puissions faire avec ces revenus, c'est de réduire la dette de la province. Nous savons que, généralement, toutes les autres provinces de la Confédération et toutes les villes ne songent aujourd'hui qu'à renouveler leurs emprunts pour combler des déficits ou faire face à leur situation financière.

L'on verra donc alors dans cette province de Québec, je suis heureux de le dire, ce fait, sans exemple à l'heure actuelle dans aucun des pays du monde et dans aucune des provinces du Canada, où l'on sollicite partout l'augmentation des pouvoirs d'emprunt, d'une province étant la seule qui soit en état de racheter sa dette avec des profits annuels et de faire face en aucun temps à nos obligations.

Le gouvernement tiendra sa promesse et j'espère que, d'ici au 1<sup>er</sup> juillet prochain<sup>6</sup>, le trésorier de la province (l'honorable M. Nicol) pourra avoir à sa disposition, de ce côté, une somme d'un million de piastres pour racheter une bonne partie des bons et débetures de la province de Québec. Nous espérons que tout ceci s'accomplira, et nous aurons ainsi accompli l'un des engagements que nous avons pris au début de cette session. L'on devrait en conclure que les affaires provinciales n'ont pas été mal administrées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si cela se fait, cela fera 12, 13 ou 15 millions que le gouvernement aura arrachés au peuple avec les liqueurs enivrantes.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Au lieu de laisser tomber cet argent dans les poches des profiteurs, nous le faisons tomber dans le Trésor de la province.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est déplacer la question que de parler de la sorte. On peut encourager la tempérance sans bénéfice pour les profiteurs; c'est même en coupant leurs bénéfices que l'on peut le mieux encourager la tempérance. Ces hommes que l'on dénonce aujourd'hui avec virulence étaient pour un bon nombre des amis du gouvernement. Il (M. Sauvé) est satisfait jusqu'à un certain point de voir que la province était assez prospère au point de vue financier pour qu'il soit permis au gouvernement de réduire la dette, mais regrette que ce soit avec les revenus provenant de la vente des bouteilles de boissons enivrantes, avec des millions arrachés aux citoyens de la province de Québec, dans la prétention du gouvernement à faire du bien.

Il se réserve le droit de discuter la loi des liqueurs avant la fin de la session pour se conformer au Règlement, mais il tient à dire immédiatement que le premier ministre s'est trompé en prétendant que les autres provinces ou même les autres pays s'apprennent à copier l'exemple de Québec, sous le rapport du commerce des liqueurs alcooliques. Il (M. Sauvé) se sentirait plus fier de sa province de voir le rachat de

la dette accompli par des revenus provenant de l'exploitation de nos ressources naturelles plutôt que par des revenus provenant de la vente de liqueurs enivrantes. La boisson se vend à des prix exorbitants et c'est le public qui fournit l'argent pour effacer la dette provinciale, et non les économies réalisées par le gouvernement dans son administration.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour chemins de colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans le passé, les sommes votées pour cela ne vont pas toujours à destination et souvent les chemins de colonisation n'en profitent guère. L'on accorda trop souvent cet argent pour favoriser certains amis politiques qui, de leur côté, construisaient les chemins qu'ils avaient reçu ordre de construire, pas toujours avec l'objet de favoriser la colonisation et les colons qui avaient vraiment besoin de ces chemins. Ces sommes sont trop souvent accordées dans le but de faire du capital politique.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit que, depuis qu'il est ministre la Colonisation, il s'est toujours efforcé d'envoyer les sommes votées pour les chemins de colonisation aux conseils municipaux où ces sommes doivent être dépensées. Au reste, nous ne construisons jamais de chemins que sous les recommandations d'un de nos ingénieurs qui a fait une soigneuse étude du chemin à faire et du prix qu'il coûtera.

De plus, nous envoyons pendant les travaux des ingénieurs qui surveillent ces travaux et qui nous font rapport. Afin que ce travail d'inspection soit plus efficace, nous allons augmenter cette année le nombre de nos inspecteurs et nous croyons, de cette façon, économiser encore de l'argent dans nos divers travaux.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** prétend qu'à Sainte-Sophie-de-Lévrard, il n'y a pas longtemps, grâce à un échange de lots qui aurait été fait, cette municipalité aurait été privée d'un certain montant de taxes, ce dont elle se plaint, et il ajoute que, pour calmer certains conseillers, des chefs politiques auraient obtenu de l'argent du département de la Colonisation, soi-disant pour fins de colonisation mais, en réalité, pour compenser les pertes dont se plaignait la municipalité. Il (M. Sauvé) demande si la paroisse de Sainte-Sophie-de-Lévrard a reçu une allocation spéciale du département de la Colonisation.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond que cette paroisse a en effet reçu quelque chose. Il (M. Perrault) n'est pas en état de donner de mémoire les chiffres exacts.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a trouvé excessif que le gouvernement échangeât des lots de colonisation sans valeur contre des lots choisis de l'Abitibi qui ont rapporté à leurs heureux détenteurs des sommes considérables. Il y a eu des murmures. Mais un certain monsieur s'est engagé, en compensation des taxes que la municipalité ne touchait plus sur ces terrains échangés, à obtenir une subvention du ministère de la Colonisation. C'est ainsi qu'on s'y est pris pour anesthésier l'indignation publique.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** dit qu'il n'a jamais eu connaissance de pareille chose. Un octroi, dit-il, a été accordé pour un chemin de colonisation à Sainte-Sophie-de-Lévrard, mais cet argent était destiné pour le pont Duchêne et pour un chemin de colonisation qui a été construit et pour lequel un ingénieur du département a fait un rapport. Sainte-Sophie-de-Lévrard a besoin de certains montants pour fins de colonisation, tout comme d'autres paroisses de colonisation, et nous avons cru juste de lui en accorder. Mais jamais, au grand jamais, cet argent n'a été envoyé comme compensation à une perte de produits de taxes qu'aurait faite cette municipalité.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** accepte ces explications mais prévient le ministre que, dans l'intérêt d'un bon renom de la province et du succès de la colonisation, il importe que des scandales comme ceux qui se sont produits ne se répètent pas.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
2. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour immigration, colonisation et publicité, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait l'éloge de M. L.-E. Carufel, agent d'immigration, qui vient de mourir voilà quelques jours à Montréal, et qui était un patriote dévoué.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** se joint au chef de l'opposition pour faire l'éloge de M. Carufel. Il était, dit-il, un véritable apôtre de la colonisation, un patriote, un employé modèle et d'une honnêteté et d'une conscience parfaites.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
3. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens (Colonisation, Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour service d'enregistrement (cadastre), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des parcs, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour commission sur perception de royauté et de licences de chasse et pêche, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

#### Dépôt de documents:

**O. Vallée et M. Landriault**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 27 février 1922, pour copie de toute correspondance, requêtes, affidavits, entre Ovide Vallée, ex-gardien de Bordeaux, et autres gardiens de ladite prison, au sujet de la conduite et de la destitution de M. Landriault, depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1919 jusqu'à ce jour. (Document de la session no 58)

La Chambre suspend ses travaux.

#### Reprise de la séance à 8 h 30<sup>7</sup>

##### Commission métropolitaine de l'île de Montréal

Selon l'ordre du jour, la Chambre prend de nouveau en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Les amendements sont lus une deuxième fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

##### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

#### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour embellissement des édifices et des terrains du parlement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour entretien des bureaux du gouvernement, Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** prend fait et cause pour le palais de justice de Sainte-Scholastique. Il ne veut pas que cet édifice disparaisse et soit transporté ailleurs, car un projet de loi a cependant été présenté dans le but de transporter à Saint-Jérôme le palais de justice de Sainte-Scholastique.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

4. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour édifices publics et loi des établissements industriels, S.R.Q., 1909, articles 3749-3789; 3829-3866, tels qu'amendés par 1 George V, (1ère session) chapitre 27; 2 George V, chapitre 36; 3 George V, chapitre 37 et 9 George V, chapitre 50, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour greffier des conseils de conciliation et d'arbitrage, S.R.Q., 1909, articles 2489-2520 - Loi des différends ouvriers de Québec. Traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour bureaux de placement des ouvriers, S.R.Q., 2520d, 1 George V (1ère session), chapitre 19, section 1, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui représente le travail dans le gouvernement? Est-ce le député de Montréal-Dorion (M. Lacombe) ou le député de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault)? Le député de Montréal-Dorion (M. Lacombe), le député de Maisonneuve (M. Laurendeau) et le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), trois représentants des ouvriers sont absents de la Chambre, alors que leur devoir est d'être présents. Le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau) est un colon qui est ministre sans portefeuille, alors que le député d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault) est ministre de la Colonisation.

Il pose une question au sujet du congrès de Genève. Il y a un ouvrier dans le cabinet<sup>8</sup>, mais ce n'est pas un dirigeant du département du Travail. Ce n'est qu'un ministre sans portefeuille.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** dit qu'il n'était pas accompagné par un ouvrier, mais par un avocat de renom, M. Ferdinand Roy.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi ce luxe d'avocats, alors que le ministre des Travaux publics est, m'a-t-on dit, le plus éminent juriste de la province...

(Applaudissements)<sup>9</sup>

Mais un avocat n'est pas un ouvrier. Les ouvriers ont des droits, et un prochain gouvernement qui remplacera celui qui dirige la province actuellement nommera un ouvrier à la tête du département du Travail et non un avocat. Il ne manque pas de chefs ouvriers bien au courant de nos besoins, et très renseignés sur la législation ouvrière et qui auraient pu représenter dignement notre province à Genève. Ç'eût été plus pratique. M. Ferdinand Roy peut avoir de grandes qualités comme un avocat, mais il n'est pas spécialiste en questions ouvrières.

Je ne comprends pas que le ministre du Travail qui est un avocat, ce qui est étrange pour un ministre du Travail, ait eu besoin de se faire accompagner par un avocat. N'aurait-il pas été plus opportun de prendre un ouvrier, disons un de Montréal et un de Québec? L'un des deux serait catholique et membre de l'Union nationale et l'autre serait un ouvrier de l'autre branche de l'organisation. Mais l'amour du gouvernement pour les ouvriers se limite à des déclarations platoniques, sans vouloir attaquer le caractère personnel du ministre du Travail. Il ne met même pas à la tête du ministère du Travail un ouvrier. Il (M. Sauvé) demande ce que M. F. Roy a fait.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):** Il était aviseur du ministre du Travail. Le but du Congrès était de travailler à des questions importantes de législation ouvrière, et je dois dire que les conseils et l'appui d'un homme aussi compétent que l'est M. Ferdinand Roy, dont les hautes connaissances en fait de droit sont universellement reconnues, m'ont été très précieux au cours de cette conférence et qu'il nous a fait grand honneur là-bas.

Il (M. Galipeault) estime que les questions ouvrières ont été bien approfondies, sinon par lui, par son prédécesseur, l'actuel premier ministre, dont le travail pour la classe ouvrière est reconnu de tous. Il dit qu'il y avait de nombreux ouvriers à Genève. Tom Moore<sup>10</sup> était présent ainsi qu'une douzaine d'autres. Il (l'honorable M. Galipeault) représentait son département. Il rappelle au chef de l'opposition que les sujets discutés étaient de nature législative et

il ajoute qu'il y a eu quelquefois des débats houleux entre les représentants canadiens, quant à savoir si certaines questions étaient de compétence provinciale ou fédérale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Avec toute l'expérience qu'il a dû acquérir à l'étranger, il est étrange aussi que le ministre, fraîchement arrivé de Genève et au fait des questions ouvrières et avec des liasses d'information en main, ne soit pas intervenu dans la très sérieuse grève des typographes<sup>11</sup> qui a eu lieu tout récemment et qui a nui aux travaux de la Chambre. C'est certainement au ministre du Travail que la province doit confier le soin de régler les conflits ouvriers.

S'il (M. Sauvé) se souvient bien, l'honorable M. King<sup>12</sup> avait été ministre du Travail à Ottawa, suivi du sénateur Robertson<sup>13</sup>, et ces deux hommes s'étaient efforcés de régler les conflits ouvriers de toutes les manières possibles. Pourtant, au Québec, le ministre est demeuré silencieux et a laissé le soin au premier ministre de faire pratiquement toutes les déclarations importantes à la Chambre. Plus étrange encore, c'est que le ministre, pendant la grève des typographes, a laissé au maire de Montréal et au député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) le soin de venir à Québec et de régler la situation en 15 minutes. Pourquoi, pourquoi?

Il est vrai que le maire de Montréal est bien connu du gouvernement, qu'il a gagné toute sa confiance et qu'il a même été nommé au Conseil législatif par ce même gouvernement. Mais après tout, c'est le ministre du Travail qui aurait dû s'efforcer de régler lui-même la grève et ne pas attendre que le maire de Montréal fasse le travail à sa place.

Il (M. Sauvé) était un peu surpris que le ministre ait laissé traîner cet état de choses. Le ministre des Travaux publics et du Travail, dit-il, était le mieux placé pour conduire les négociations et arriver à un règlement.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** pense que cette question s'écarte beaucoup des bureaux de placement, mais il est quand même prêt à fournir toute l'information qu'il détient. Il dit que les ouvriers étaient bien représentés à Genève par des douzaines d'ouvriers et il rappelle qu'il n'est pas allé à Genève en tant que représentant des ouvriers, mais de la province de Québec, pour discuter de législation. Ce travail relève de la compétence d'un avocat, et il était content de pouvoir compter sur l'aide de M. Roy.

Et, si c'était à refaire, il répéterait la même chose, au risque de déplaire au chef de l'opposition. Il espère que le chef de l'opposition lui pardonnera, s'il ne s'est pas mêlé de la grève des typographes. Le premier ministre a pris position à ce sujet, comme c'est son droit, et, en tout respect, il ne pense pas avoir de leçon à recevoir du chef de l'opposition.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le chef de l'opposition n'avait guère confiance en ses cinq précédents discours puisqu'il s'est cru obligé d'en faire un sixième. L'honorable chef de l'opposition ose demander quelle part le ministre du Travail a pris dans l'histoire de la grève? Quelle part a-t-il pris lui-même en cette circonstance grave? Il est debout pour parler à tout propos depuis le commencement de la session, mais quand la province et le capital étaient inquiets, qu'a-t-il fait? Absolument rien. Il s'est bien gardé de dire un mot qui eût pu aider au Parlement. Il est resté assis à son banc sur cette question-là.

Tout ce qu'il a pu faire, c'est sourire aux autres et donner des conseils à ceux qui n'en voulaient pas, et maintenant il veut condamner le ministre du Travail. Il lui sied mal de venir faire des reproches à ceux qui ont fait plus que lui. Je puis dire au chef de l'opposition que le ministre du Travail a pris une part beaucoup plus large au règlement de la grève qu'il n'en a pris lui-même. La grève a été réglée par des gens de bonne volonté, mais non pas ceux qui n'ont pas jugé à propos de dire un mot ni de faire un geste dans une situation aussi grave, comme le chef de l'opposition.

Qu'a-t-on discuté, à Genève? La législation universelle. Et pour cela, y a-t-il quelqu'un de mieux qualifié qu'un avocat très bien versé dans les choses ouvrières, puisqu'il a maintenant une grande expérience acquise surtout depuis son entrée dans le cabinet? Seule de toutes les provinces de la Confédération, la province de Québec a envoyé à Genève son ministre du Travail, doublé d'un excellent avocat, pour la représenter. Le chef de l'opposition osera-t-il nous reprocher cela? Sans doute que les dirigeants ouvriers ont pu donner de bons conseils, et il y en avait plein à Genève.

Le chef de l'opposition reproche au gouvernement le fait que les ouvriers ne sont pas représentés dans le cabinet, mais est-ce à dire que notre législation ouvrière est mauvaise? Il importe peu que ce soit un ouvrier ou un avocat qui occupe la charge de ministre du Travail, d'abord que la législation ouvrière est excellente et rencontre les besoins de la classe ouvrière. D'ailleurs, sous ce

rapport, la province de Québec ne reçoit que des éloges et, même à la conférence de Genève, on a déclaré que c'était la province de Québec qui possédait la meilleure législation ouvrière. C'est là que les ouvriers vivent le plus en paix et en harmonie avec leurs patrons, au contraire des conditions qui existent en certains pays.

Tout cela est-il dû à nos mauvaises lois? Est-ce que la loi des accidents du travail que nous avons passée en 1909 est une mauvaise loi? Que le chef de l'opposition nous prouve qu'elle pêche par quelque endroit, et nous l'améliorerons. Si le chef de l'opposition fait des critiques simplement parce que c'est un avocat qui est à la tête du ministère, ses reproches ne sont ni sérieux, ni sincères, et nous ne les méritons pas.

Il nous reproche encore de n'avoir rien fait pour les ouvriers. Le reproche du chef de l'opposition n'aurait pas dû porter sur le choix du ministre du Travail, mais bien sur la législation ouvrière adoptée par le gouvernement.

Toutefois, il est partout reconnu que c'est dans la province de Québec que les ouvriers jouissent et bénéficient des plus grands privilèges au point de vue de la législation. Oublie-t-il que nous avons été les premiers de toutes les provinces du dominion à adopter la loi des accidents du travail en 1909 et que, depuis, nous l'avons toujours améliorée? Cette loi a été amendée d'année en année. Le montant des compensations augmente continuellement et le gouvernement est prêt à l'augmenter encore plus si le besoin s'en fait ressentir.

Le jour où nous croirons devoir accorder \$4,000 et \$5,000 d'indemnité, nous l'accorderons<sup>14</sup>. C'est un dicton qui est devenu général maintenant que la province de Québec, au point de vue de la législation ouvrière, n'est pas en arrière d'aucune autre province, d'aucun autre pays. En autant que la législation ouvrière est concernée, je ne crains pas d'affirmer que nos lois sont meilleures et plus avantageuses que celles des provinces sœurs, et même de plusieurs pays européens, pour ne pas dire tous. Elle a été reconnue au congrès même de Genève comme la meilleure, la plus juste et la plus avancée...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Qui a dit cela?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Bref, toute la critique du chef de l'opposition contre notre législation ouvrière se borne à prétendre que

c'est un avocat qui est allé à la conférence de Genève<sup>15</sup>. Est-ce sérieux? Cette critique nous laisse froids. Nous ne recevons de partout que des félicitations et nous avons la confiance et le vote des ouvriers. Cette confiance, nous l'avons eue quand il s'est agi du vote, et je souhaite que le chef de l'opposition puisse en dire autant.

Qu'il nous suffise de savoir que nous avons la confiance; il n'y a pas longtemps encore, au mois de décembre, nous avons fait des élections partielles dans une circonscription ouvrière dans Montréal-Sainte-Marie et c'est le candidat du gouvernement, un ouvrier, qui a été élu<sup>16</sup>.

Cette élection avait lieu après la conférence de Genève; pourquoi le chef de l'opposition n'est-il pas allé dans Montréal-Sainte-Marie répéter tout ce qu'il vient de dire<sup>17</sup>? Ça aurait été l'endroit idéal. Il ne s'est pas montré, et pour cause. Je sais pourquoi, il est resté tranquille sous sa tente, au lieu de se rendre à Montréal et de dire aux ouvriers qu'ils ont tort...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Moi aussi, je le sais.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Eh bien s'il le sait, il doit penser comme moi. Si le chef de l'opposition croit que le gouvernement fait si peu pour les ouvriers, pourquoi son parti n'a-t-il pas présenté de candidats devant le peuple lors des dernières élections partielles? Le gouvernement libéral a inscrit la législation ouvrière en tête de son programme; il continuera ce programme et les ouvriers nous continueront leur confiance<sup>18</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre nous revient encore avec son prétexte des élections partielles et nous demande pourquoi nous n'avons pas placé de candidat<sup>19</sup>. Il sait fort bien pourquoi nous ne sommes pas entrés dans la lutte. Il sait que nous ne pouvions rien faire, alors que le gouvernement voulait profiter de la vogue populaire. Pourquoi le gouvernement provincial a-t-il choisi ce temps après les élections fédérales pour tenir des élections partielles, alors qu'il avait le temps de les faire avant.

Ainsi, dans Témiscouata, l'élection partielle devait avoir lieu en août; le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) avait pourtant déclaré dans une assemblée orageuse, à la Rivière-du-Loup, qu'elle se ferait à cette date sitôt la convention terminée, et on a retardé jusqu'au mois de décembre. Pourquoi? Si on avait tenu l'élection dans ce temps-là, le Parti conservateur aurait battu le candidat libéral.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Je n'ai pas dit cela. Quoi qu'en aient dit les journaux, je n'ai jamais promis une élection autrement que le plus tôt possible. Cela ne voulait pas dire l'été dernier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Et quelle eût été la différence, si les élections avaient eu lieu au mois d'août?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Dans ce temps-là, on aurait placé un candidat qui aurait battu le candidat libéral à plate couture. Pourquoi? Parce que le gouvernement a eu le soin de passer immédiatement après la vague du 6 décembre, au moment où ses propres feuilles mêlaient encore les questions fédérales et provinciales, de façon à rendre toute discussion impossible.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est à votre demande.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** On a fait seulement de la politique fédérale à ces élections. L'honorable premier ministre vient de dire que tous les ouvriers sont satisfaits. Pourtant, il n'y a pas si longtemps, qu'a fait le premier ministre? S'est-il montré dans Sainte-Marie? S'est-il montré devant les ouvriers de Montréal? Il n'y a pas de danger. Le premier ministre ne s'est pas montré aux élections de Sainte-Marie, alors que l'honorable secrétaire provincial (M. David) et le ministre de la Voirie<sup>20</sup> n'ont pu se faire entendre et ont dû fuir devant la colère du peuple, incapable de desserrer les dents, parce que contre lui se dressait l'impopularité du gouvernement. Quel accueil ont-ils reçu!

Parlant de l'élection de Verchères, là aussi, dit-il, l'impopularité du gouvernement a éclaté, la lutte s'est faite entre deux rouges; il n'y a pas que les conservateurs qui soient mécontents du gouvernement et, si le candidat ministériel a passé, c'est uniquement grâce à la campagne de préjugés que l'on a menée contre son adversaire. Aux prochaines élections, nous allons voir s'il n'y a que l'opposition qui est mécontente du gouvernement. Les ouvriers ont à se plaindre du gouvernement, et j'invite l'honorable premier ministre et tous les ministres à venir les rencontrer avec moi à Montréal, après la session, sur un terrain non truqué à l'avance. Il n'aura pas ce courage. Est-ce entendu?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Accepté! Accepté!  
(Applaudissements de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors c'est dit. Après la session, nous nous rencontrerons tous les deux à Montréal devant les ouvriers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est entendu, j'accepte votre défi et je ne crains nullement de rencontrer les ouvriers de la métropole qui, je le sais, m'ont conservé ainsi qu'au gouvernement, toute leur sympathie. Mais n'allez pas vous sauver. Je ne m'appelle pas Sauvé moi, et je ne me sauve pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Entendez-vous par là que j'ai l'habitude de me sauver?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Oui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'avez aucune crainte, je serai là. Je proteste contre cette affirmation et je défie le premier ministre de me rencontrer à Montréal devant les ouvriers. Du reste, M. le président, je crois que le premier ministre me connaît assez pour savoir que je n'ai pas peur de lui et que je ne me sauve pas. Il voit comment je lui parle en Chambre. Mon honorable collègue est plus nerveux qu'on pense. Il rit en ce moment, mais je sais qu'il n'en a pas envie. Il est facile de dire que la province mène en matière de législation, mais le premier ministre n'en a pas fourni de preuve.

Il a l'air de penser que c'est un crime odieux de ma part de n'avoir pas participé au règlement de la grève des typographes, mais il a lui-même pris la place du ministre du Travail pour se faire évincer par la suite par le maire de Montréal. Les ministres, à l'exception du procureur général, ne s'en sont pas occupés. Ce crime n'a pas encore conduit le chef de l'opposition en prison. Il (M. Sauvé) s'en étonne, dans une Chambre où il est assez dans l'habitude de pendre les gens avant même de les juger<sup>21</sup>, mais cependant il ne regrette rien.

Et puisque nous sommes à parler de la grève des typographes, dit-il, je lui dirai qu'il s'est montré très indélicat pour quelques députés de Montréal à l'occasion de cette grève. J'approuve certaines déclarations qu'il a faites, mais je prétends que s'il avait été moins violent et moins imprudent, il n'aurait peut-être pas eu besoin de faire venir le maire Martin, pour régler le différend. Il a inutilement insulté ses propres amis, entre autres le député de Montréal-Dorion (M. Lacombe), qui est un international, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), qui est aussi un international, et le

député de Maisonneuve (M. Laurendeau), troisième international qui a toujours loyalement servi le gouvernement.

Mais de quoi peut bien se glorifier le premier ministre lui-même? Il a faussement représenté les sentiments des ouvriers. Au moment où il faisait sa fameuse dénonciation, les négociations étaient en train (sic) et le député de Sainte-Marie (M. Gauthier) lui déclarait lui-même que loin de pousser les ouvriers à la grève, il devait rencontrer les patrons à quatre heures et discuter avec eux une proposition d'arrangement<sup>22</sup>. Encore une fois, je répète que les ouvriers ne sont pas très satisfaits du gouvernement, et après la session, j'attendrai l'honorable premier ministre, au Monument-National ou ailleurs pour discuter à Montréal, devant les ouvriers, la situation ouvrière.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

### Bois et forêts

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 187 amendement les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose qu'il soit résolu:

1. Que quiconque reboisera, à raison de mille arbres par acre, un terrain impropre à la culture lui appartenant, pourra bénéficier de la prime qu'il plaira au lieutenant-gouverneur en conseil de fixer, pourvu que la plantation ait été entretenue en bon état pendant une durée d'au moins cinq ans.

Adopté.



2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra, de temps à autre, faire des règlements concernant:

a. L'encouragement à donner sous forme de primes en argent ou de subsides en terres pour les travaux de reboisement;

b. Le nombre d'années durant lesquelles les plantations ainsi primées doivent être conservées avant d'y faire des coupes finales;

c. Les conditions à remplir par les personnes réclamant ces primes;

d. L'évaluation municipale des terrains reboisés et des plantations primées.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil fixera les honoraires payables, pour leurs services, aux membres et au secrétaire du bureau d'examineurs nommé en vertu de l'article 1728 des statuts refondus, 1909.

Adopté.

4. Que les candidats devront se présenter devant le bureau aux jours fixés et payer une somme de six dollars pour les frais d'examen.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que le bill a pour but d'encourager le reboisement. Les arbres seront fournis, à un prix modique, à ceux qui voudront refaire leurs forêts dévastées par le feu ou le verglas ou par tout autre fléau.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

### Travaux de la Chambre

#### Horaires des séances

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose qu'à l'avenir il y ait trois séances de l'Assemblée législative tous les jours. La première séance aura lieu de onze heures du matin à une heure de l'après-midi, la deuxième, de trois heures à six heures de l'après-midi, et la troisième de huit heures du soir jusqu'à ce que la Chambre s'ajourne.

Adopté.

#### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera aujourd'hui, elle soit ajournée à demain, à trois heures de l'après-midi.

Adopté.

La séance est levée.

### NOTES

1. *La Presse* du 14 mars 1922, à la page 3, rapporte "qu'il y avait à peine quorum hier après-midi à l'ouverture de l'Assemblée législative et il survint peu de députés dans la suite".

2. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

3. Un amendement a été apporté à l'article 15. Les journaux n'en ont pas fait mention.

4. Cet extrait de *La Presse* du 14 mars 1922, à la page 3, est en contradiction avec *L'Action catholique* du même jour, à la page 7, qui écrit que M. Taschereau "se déclare en faveur du système de l'augmentation automatique". Cependant, ce dernier extrait est beaucoup moins détaillé que celui de *La Presse* que nous avons privilégié.

5. Voir note 2.

6. *Le Devoir* du 14 mars 1922, à la page 1, parle plutôt du 31 juillet et *La Presse* du 14 mars 1922, à la page 3, du 1<sup>er</sup> mai.

7. *Le Devoir* du 14 mars 1922, à la page 3, rapporte que, contrairement à la séance de l'après-midi, "les galeries sont pleines à ce moment".

8. M. Sauvé fait allusion à l'honorable M. Lacombe, député ouvrier et ministre sans portefeuille.

9. *The Gazette* du 14 mars 1922, à la page 13, précise que ces applaudissements provoquent "la gêne du modeste ministre, qui secoue la tête avec l'air de s'excuser".

10. Tom Moore (1879-1946), syndicaliste canadien. Né en Angleterre, il s'installe au Canada en 1909. Président du Congrès des métiers et du travail du Canada de 1918 à 1935 et président de la Commission de l'assurance-chômage de 1935 à 1942. Durant sa carrière, il représente à de nombreuses reprises le Canada aux conférences ouvrières internationales de Londres, Genève, Washington, Amsterdam et Kyoto.

11. La grève des typographes de l'Union Typographique a débuté le 15 février dernier. Les employés réclamaient un meilleur salaire et la réduction des heures de la semaine de travail. Le travail parlementaire a souffert de ce conflit pendant plus d'une semaine, car le gouvernement avait confié l'impression des bills destinés à la Chambre à ces imprimeurs. Le 21 février, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) et Médéric Martin, le maire de Montréal, ont négocié un règlement partiel du conflit et les typographes ont recommencé à alimenter le travail de l'Assemblée. Voir la séance du 15 février 1922.

12. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, de 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.

13. Gideon Decker Robertson (1874-1933) est élu député à Ottawa en 1914. Il est nommé sénateur en 1917 et sera ministre du Travail de 1918 à décembre 1921, puis de 1930 à 1932.

14. Extrait tiré de l'édition du 14 mars 1922 de *La Tribune*, page 3, du *Quebec Chronicle*, page 5, et du *Soleil*, page 13, et qui sous-entend que cette augmentation n'a pas encore été votée. Seul *Le Nouvelliste*, à la page 1, avance une version contradictoire qui se lit comme suit: "La province de

Québec a été la première province à voter la loi des accidents de travail, et quand le temps vint d'augmenter les indemnités de \$4,000 ou de \$5,000, ce fut le gouvernement libéral de la province de Québec qui le fit."

15. *Le Devoir* du 14 mars 1922, à la page 2, précise que M. Taschereau continue son discours, sans se préoccuper de répondre à M. Sauvé.

16. Il s'agit de M. Joseph Gauthier, élu député ouvrier le 22 décembre 1921.

17. M. Taschereau fait allusion à une des sept victoires libérales lors d'élections partielles tenues en décembre 1921. Les conservateurs d'Arthur Sauvé n'y ont offert aucune résistance malgré que leur chef ait tenu une grande suite d'assemblées politiques à travers la province qui font grand bruit vers la fin de l'été.

18. Le *Quebec Chronicle* du 14 mars 1922, à la page 8, rapporte que le discours de M. Taschereau a été applaudi par la Chambre à plusieurs reprises, mais nous ne pouvons définir à quel moment exact.

19. *Le Devoir* du 14 mars 1922, à la page 2, mentionne que M. Sauvé "se lève, la voix altérée et il lance, en accompagnant ses paroles de violentes gesticulations, des défis au gouvernement".

20. M. Sauvé parle de Joseph-Léonide Perron (1872-1930), député libéral de Gaspé de 1910 à 1912, puis de Verchères de 1912 à 1916. Nommé conseiller législatif (Montarville) en 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau en juillet 1920. Leader du gouvernement au Conseil législatif (1921), il a été ministre de la Voirie de 1921 à 1929, sans toutefois siéger à l'Assemblée. Il y est élu député de Montcalm en 1929 et a été ministre de l'Agriculture en 1929-1930.

21. L'affaire Blanche Garneau remonte au 28 juillet 1920 lorsqu'on découvre le corps de cette jeune femme dans le parc Victoria. L'enquête policière qui suivit ne donna jamais de résultats probants. M. Sauvé et d'autres adversaires du premier ministre et procureur général lui reprochent d'avoir condamné trop tôt de présumés meurtriers, Binet et Palmer, dont le procès, du 28 octobre au 2 novembre 1921, n'a pu prouver la culpabilité, hors de tout doute. En janvier 1922, l'affaire couve toujours et les rumeurs courent. Le 27 octobre suivant, *The Axe*, un petit journal de Montréal, accuse M. Taschereau d'être

directement relié à cette affaire. *The Axe* offre de plus \$5,000 de récompense à quiconque fera la lumière autour de cette affaire. C'est suite à ces accusations que le propriétaire de *The Axe*, John H. Roberts, sera appelé à comparaître, le 2 novembre, devant un comité de l'Assemblée législative. Pour plus de détails, voir Réal Bertrand, *Qui a tué Blanche Garneau?*, Montréal, Les Quinze, 1983, 230 p. Voir également les *Débats de l'Assemblée législative* de la 4e session de la 15e législature.

22. Sur cette question précise, voir l'intervention de M. Gauthier au sujet de la grève des typographes, lors de la séance du 15 février 1922.



## Première séance du mardi 14 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Rapports de comités:

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le vingtième rapport du comité permanent des bills publics en général. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, avec des amendements, le bill suivant:

- bill 115 étendant les pouvoirs de l'Église du Messie.

Sans amendement, le bill suivant:

- bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement aux ventes par le shérif.

Et, avec amendement, le bill suivant:

- bill 36 concernant les convictions sommaires de Québec.

## Questions et réponses:

**M. Frs Pouliot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. M. Frs Pouliot a-t-il été employé par le gouvernement depuis 1912 dans le district de Montmagny?

2. Dans l'affirmative, quel emploi avait-il?

3. Est-il encore un des fonctionnaires du gouvernement?

4. Dans l'affirmative, quelle fonction exerce-t-il et où?

**L'honorable Mercier fils (Châteauguay):** 1. Oui, dans Montmagny et ailleurs.

2. Officier spécial pour enquêtes et inspections.

3. Oui.

4. Les mêmes fonctions au département de la Colonisation, des Mines et des Pêcheries.

## Dépôt de documents:

**Taxe sur les théâtres et les véhicules-moteurs**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 9 mars courant, sur la motion proposée mardi le 28 février dernier:

Qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie de toute correspondance entre les autorités municipales de Montréal et le gouvernement en 1921, au sujet de la taxe sur les théâtres et les véhicules-moteurs.

**M. Smart (Westmount):** En proposant l'ajournement du débat, l'autre jour, j'ai déclaré que j'étais, avec la plupart des citoyens de Montréal, sous l'impression que cette ville avait fourni la plus grande partie des taxes prélevées par le gouvernement provincial<sup>1</sup>. Mais les chiffres soumis jeudi dernier par l'honorable premier ministre semblent laisser entrevoir un autre aspect de la situation. À mon avis, une étude personnelle des chiffres soumis à la Chambre ne me met pas en mesure de partager l'affirmation du premier ministre à l'effet que Montréal reçoit plus de la province qu'elle ne contribue en taxes. Rien ne me fait changer d'avis sur le fait que Montréal paie la plus grande part des taxes prélevées.

Permettez-moi de faire remarquer que dans les chiffres qui ont été soumis, on a déduit le quart du revenu pour les villes avoisinant Montréal comme Westmount, Outremont, Lachine et Verdun, mais lorsqu'on considère l'autre côté du grand livre comptable, on n'a pas fait de déduction pour les dépenses. Cela n'est pas juste. Je considère que le montant déduit n'est pas proportionné et le seul moyen de faire une comparaison juste, c'est de faire cette comparaison basée sur tout le district de Montréal.

Prenons un exemple. Un montant de \$410,000 est déduit du montant total collecté pour taxes des corporations commerciales, comme étant applicables aux villes qui avoisinent Montréal. Suivant moi, cela n'est manifestement pas juste. Montréal-Ouest, Outremont, Verdun et Westmount sont à peu près exclusivement des sections résidentielles, qui n'ont pas d'entreprises commerciales et industrielles de quelque importance. Il y a quelques grandes industries à Lachine, mais pas assez pour garantir l'importante déduction de 25 % dont je viens de parler.

Je crois donc que la seule base acceptable consiste à prendre les chiffres qu'a soumis le premier ministre, de sorte à ce qu'il n'y ait aucun doute quant aux items que l'on fait entrer dans le calcul. Mais je me permets de différer d'opinion quant à l'applicabilité de certains d'entre eux.

En voulant prouver que Montréal n'apporte pas autant qu'elle le dit au Trésor de la province, le premier ministre retranchait le revenu provenant des villes environnant la ville de Montréal mais, d'un autre côté, lorsqu'il veut énumérer toutes les dépenses que le gouvernement fait pour la métropole, il ne fait pas la soustraction de la même façon que précédemment. Montréal prétend qu'elle contribue la plus grande partie des taxes. Prenons l'item des revenus soumis.

Pour les fins de sa démonstration, le premier ministre a choisi sept des principales sources de revenu de la province, totalisant \$11,162,400, en incluant les revenus du département des Terres et Forêts, \$3,567,188, et ceux du département des Mines et Pêcheries, \$979,188, soit un total de \$4,546,376. Aucune portion de ce montant n'a été créditée à Montréal, le premier ministre affirmant que, pour des raisons évidentes, cela ne s'appliquait pas. Ce n'est sans doute pas parce que ces revenus proviennent du domaine public, de la vente de propriété publique, si on veut, et non pas de taxes.

Mais si on ne lui donne aucun crédit des revenus des départements des Terres et Forêts, des Mines et Pêcheries, il ne faut donc pas non plus compter ces revenus dans le total, étant donné qu'il est question ici du point soulevé par le premier ministre, lorsque sa question a été portée devant la Chambre, soit que Montréal reçoit plus que ce qu'elle contribue au revenu de la province et qu'elle ne contribue pas la majeure partie des taxes prélevées.

J'en conclus donc que, pour pouvoir discuter sur ce point, il nous faut déterminer quel montant provient des taxes, et ceci peut être fait en déduisant du total de \$11,162,400 les montants perçus par les deux départements des Terres et Forêts et des Mines et Pêcheries, qui se chiffrent à \$4,546,376, ce qui nous donne un montant de \$6,616,024. Cette somme, d'après les chiffres qui nous ont été présentés, constitue le revenu que la province perçoit en taxes.

Voyons maintenant quelle proportion de ce montant représente la contribution de Montréal. Le premier ministre avait déclaré que la contribution en taxes de la ville de Montréal est de \$3,577,208, soit 54 % du total des taxes perçues dans toute la province.

Mais comme c'est par district que la perception est faite, je soutiens pour ma part que les chiffres du district de Montréal devraient être utilisés, ainsi que je viens de le démontrer, en récupérant le 23 % des villes avoisinantes, que l'on a déduit, ce qui nous donnerait les montants additionnels suivants: subsides fédéraux, \$169,020; licences, \$110,000; corporations commerciales, \$410,000; successions, \$303,000; véhicules-moteurs, \$166,000. Au total, donc, un montant additionnel de \$1,159,459, qui doit être calculé comme étant la contribution de Montréal.

Si nous ajoutons cette somme aux chiffres du premier ministre, soit \$3,577,208, nous obtenons un total, en taxes payées par Montréal et les villes avoisinantes, de \$4,736,667, soit 71 % du total du revenu tiré des taxes, qui se chiffre à \$6,616,024. Permettez-moi d'insister ici sur le fait qu'à partir des chiffres soumis par le premier ministre, j'ai fait la démonstration que Montréal et les villes avoisinantes contribuent au-delà des deux-tiers des taxes actuellement perçues par la province.

J'examinerai à présent l'autre volet de la question, à savoir si Montréal reçoit plus que ce qu'elle contribue à la province. Les chiffres donnés à la Chambre comme étant les versements annuels de Montréal sont les suivants: écoles techniques, \$170,000; Commission des eaux courantes de Québec, \$64,000; Bureau de l'hygiène, \$100,000; Bureau de la censure, \$8,000; justice, \$904,644; pour un total de \$1,246,644.

Il ne fait aucun doute que tout ce qu'il était possible de charger à Montréal a été inclus dans les chiffres soumis, au cent près. J'attire l'attention de la Chambre sur le fait que les versements annuels que l'on prétend porter au compte de Montréal totalisent à peine le tiers de ce que Montréal contribue annuellement en taxes.

Mais laissez-moi relever un autre élément se rapportant aux chiffres que je viens de donner. Le premier ministre a déduit le quart du revenu du district de Montréal, mais en incluant les divers items dont il prétend que les profits vont à Montréal, il ne fait aucune provision correspondante. Si nous prenons à présent le revenu du district de Montréal, qui se chiffre à \$4,736,667, nous verrons que le montant imputé à Montréal est uniquement de \$1,246,344, soit environ le quart.

Je crois que ces données évacuent assez bien les revendications selon lesquelles Montréal recevrait plus qu'elle ne contribue au revenu provincial. Mais tous ces items devraient-ils être chargés uniquement au district de Montréal, soit plus ou moins à la cité de Montréal? Prenons les articles un par un.

Les écoles techniques ne sont-elles pas ouvertes et au service des gens éduqués provenant de tous les coins de la province? J'oserai prétendre qu'il y a même plus d'élèves en moyenne qui viennent de l'extérieur de Montréal. Ces écoles se sont établies à Montréal parce que, d'un point de vue logique, c'est le seul endroit pour elles. Ces écoles ne paient pas de taxes et Montréal est obligée de leur fournir la police et la protection contre le feu gratuitement. En quoi Montréal en bénéficie-t-elle davantage que Québec, Sherbrooke ou n'importe quelle autre ville de la province?

Le premier ministre impute également à Montréal un montant de \$64,000 pour la Commission des eaux courantes, \$100,000 pour le Bureau supérieur de la censure. Les mêmes remarques s'appliquent à ces items. Ces dépenses ne sont pas pour Montréal, mais elles bénéficient à toute la province, et si elles sont localisées à Montréal, c'est essentiellement pour des raisons opérationnelles. Si l'on en croit la rumeur, Montréal perdrait le Conseil supérieur de l'hygiène aux dépens de Québec, dans un futur proche. Mais le fait de tous les retirer de Montréal n'affectera en rien la métropole. Sans doute cela causera-t-il des pertes pour certains, mais ces pertes seront des gains pour d'autres, et Montréal continuera de vivre comme avant.

Pour la justice, Montréal reçoit \$904,644. C'est une somme importante, mais qu'en toute justice on ne doit pas imputer entièrement à Montréal. Cette somme sert à l'entretien et au maintien d'édifices comme la prison de Bordeaux, le palais de justice, etc. qui servent à tout le district de Montréal, à une portion considérable de la population de la province et pas seulement à la ville. Si on suit le même raisonnement que le premier ministre, le coût de la législation, comprenant les indemnités aux membres de chacune des deux Chambres, devrait être chargé à la cité de Québec. Assurément, nul ne pourrait prétendre de manière raisonnable que cela soit juste et équitable. Je soumets que le montant imputé pour l'administration de la justice ne devrait pas s'appliquer uniquement au district de Montréal.

Mais laissez-moi réitérer qu'en balayant ainsi toutes les objections que j'ai mentionnées et en me servant des chiffres présentés par le premier ministre, je ne fais que confirmer que le district de Montréal reçoit seulement le quart du montant qu'il contribue annuellement. Mais, pourrait-on rétorquer, qu'arrive-t-il des montants en capital qu'a énumérés le premier ministre?

Le premier item, c'est le coût des écoles techniques, \$2,075,000. De ce montant, les deux

tiers, ou \$1,375,000, sont imposés à Montréal. Pourquoi cette somme devrait-elle être portée au compte de Montréal? Pourquoi Montréal devrait-elle payer les deux tiers du budget de ces écoles qui bénéficient à toute la province? Du reste, Montréal ne reçoit rien en taxes foncières, mais devrait par contre fournir les services de protection contre le feu, de police et assurer la gratuité des bons chemins?

D'ailleurs, sauf erreur de ma part, Montréal est contrainte, au sens de la loi, à contribuer une somme annuelle fixe pour l'entretien de l'une de ces écoles. Je crois que c'est \$25,000...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cette somme n'est pas payée au gouvernement.

**M. Smart (Westmount):** Non, cette somme est payée à l'école, mais il n'en reste pas moins que Montréal paye annuellement cette somme.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Connaissez-vous un seul jeune homme quelconque de l'école technique qui ne soit pas un Montréalais?

**M. Smart (Westmount):** Je ne puis pas répondre à cette question posée à l'improviste. Mais je crois savoir que le premier ministre a une couple de ses fils<sup>2</sup> qui suivent les cours de l'École polytechnique à Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Cela n'est pas l'école technique.

**M. Smart (Westmount):** L'item suivant est une somme de \$2,000,000 pour les universités McGill et de Montréal. Laissons cet item tel quel, quoique je soulignerais au passage que, tout comme les écoles techniques, ces universités ne paient aucune taxe foncière, reçoivent la même protection et sont ouvertes non seulement aux résidents, mais aux étudiants de partout dans le monde. Mais Montréal est heureuse de les accueillir et, j'en suis persuadé, ne remettrait pas en question le fait que la contribution soit imputée à son compte de capital, même s'il serait injuste de la charger en tant que paiement annuel.

Viennent ensuite les deux items de \$2,000,000 pour le nouveau palais de justice et de \$500,000 pour le nouvel entrepôt de la Commission des liqueurs. Ces items n'auraient absolument pas dû être inclus, puisque le premier ministre fait référence à l'année fiscale 1920-1921 et que ces montants n'ont pas été dépensés encore, et que l'on considère les chiffres de l'année fiscale 1920-1921.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Ils seront prêts l'été prochain.

**M. Smart (Westmount):** On leur appliquera alors les mêmes remarques que pour le montant de l'administration de la justice, pour ce qui concerne à tout le moins le coût du nouveau palais de justice, et si l'on insiste pour que l'item de \$500,000 pour le nouvel entrepôt de la Commission des liqueurs soit imputé à Montréal. La cité ne reçoit aucune taxe de ces immeubles, et il est particulièrement faux de parler de l'entrepôt de liqueurs. La Commission vend suffisamment de boisson pour faire un profit de \$4,000,000 par année, et je crois qu'il peut être démontré que Montréal obtiendrait 300 % ou 400 % sur le total des dépenses en capital par le biais des profits de la vente de liqueurs. Montréal fournit \$1,500,000 là-dessus; c'est donc dire que la Commission reçoit un bon retour sur son investissement.

Il serait bon également de se rappeler que, depuis que la Commission est en opération, la cité affiche des pertes considérables en taxes. Elle ne paie aucune taxe sur ses établissements, bien que toute entreprise privée ait des taxes à payer, et la cité doit fournir les services de police et d'incendie. J'élimine donc les deux derniers items comme ne s'appliquant pas au sujet discuté présentement.

Quelle est la contribution de Montréal pour compenser les dépenses en capital qui lui sont imputées? Prenons un article, celui de \$35,000,000 pour les bons chemins à travers la province. Montréal assume sa part de ce fardeau, capital et intérêts inclus, soit approximativement \$9,000,000.

Cette somme considérable a été dépensée et une grande partie fut dilapidée dans la construction des bons chemins partout à travers la province, soit directement par le gouvernement ou sous forme de prêts aux municipalités à un faible taux d'intérêt. Autrefois, il était à 2 %, il est à présent à 3 %. Mais Montréal a-t-elle reçu un cent du montant, ou a-t-elle eu la chance d'emprunter à 2 % ou 3 %?

Non, monsieur! Montréal ne se plaint pas à ce sujet et ne demande ni ne s'attend non plus à prendre part au fonds des bons chemins. Elle a compris que les bénéfices de la province dans son ensemble lui profitent indirectement, mais puisque des articles tels celui des écoles techniques, du Bureau de l'hygiène, de la Commission des eaux courantes et celui du nouveau palais de justice, qui profitent tous à la province de manière générale, lui sont imputés, il n'est que justice d'exposer l'autre aspect des choses.

Je réfute l'affirmation qui voudrait que ce soient principalement les automobilistes des cités qui

utilisent ces chemins et les usent. C'est l'un des arguments préférés de quelques-uns des supporteurs du gouvernement en cette Chambre. Je l'ai entendu plus d'une fois venant de mes honorables amis, les députés de Brome et Huntingdon, appuyés par l'honorable député de Saint-Laurent, comté de la région montréalaise. Il est si facile de lancer une affirmation aussi gratuite, mais je les mets au défi d'appuyer leurs dires avec des preuves.

Le premier ministre demande si Montréal a été très mal traitée par la Législature provinciale. En plusieurs occasions, je répons, oui. Je ne mentionnerai qu'un seul cas, celui de l'affaire de Maisonneuve, perpétrée contre Montréal, malgré ses protestations vigoureuses, par le gouvernement Gouin<sup>3</sup>, duquel faisait partie le premier ministre actuel. Par cette loi inique, Montréal a été forcée d'assumer la dette de cette ville, qui s'élève en chiffres ronds à \$20,000,000, pratiquement 100 % de la valeur foncière de la propriété de Maisonneuve.

Cet accord a été adopté de force par les supporteurs du gouvernement de l'époque, dont plusieurs sont toujours députés en cette Chambre. Tout ce que Montréal a reçu pour alléger cette charge de Maisonneuve mise sur ses épaules a été de voir son maire aller s'asseoir au Conseil législatif<sup>4</sup>, honneur très douteux fait à Montréal et qui ne vaut certainement pas ce qu'il coûte.

Dans le passé, Montréal n'a pas été chanceuse dans le choix de ceux qui ont présidé à ses destinées. Mais elle inaugure une nouvelle charte, un nouveau conseil et un nouveau comité exécutif, dont la majorité est qualifiée et essaie honnêtement de faire de son mieux dans des circonstances difficiles. Espérons qu'une nouvelle ère s'ouvre également pour la métropole. Pendant cette session, on a demandé plusieurs changements à la nouvelle charte, dont plusieurs, de l'avis de la Chambre, leur ont été refusés et, je le crois, de façon légitime, selon l'intérêt public. Mais je soumets que la requête pour une part de la taxe sur les véhicules-moteurs est juste et raisonnable et qu'elle devra recevoir l'encouragement du gouvernement.

Je sais que l'honorable député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles) a peine à se retenir de combattre la demande du conseil de Montréal sur ce point, car il me l'a dit. Il est impatient d'annoncer à la Chambre qu'il a l'appui de la Chambre de commerce de Montréal et du *Montreal Gazette* sur ce sujet. Mais à quel point pourront-ils compter sur le fait que l'honorable député reste fidèle à ses positions? Il avait l'habitude, à la session précédente, de dire une chose une semaine et de se rétracter la semaine



suivante, et à présent, à cette session-ci, il a développé la dangereuse habitude de s'effondrer après une envolée oratoire. Je me permets de souhaiter sincèrement que s'il se lève pour parler, il fera tout son possible pour éviter les dangereuses expériences de la semaine dernière<sup>5</sup>.

**M. Miles (Montréal-Saint-Laurent)<sup>6</sup>:** Je voudrais examiner cette question de manière plus large que ne l'a fait le député de Westmount qui, en l'étudiant, s' imagine qu'il existe une tenue de livres entre le gouvernement de la province et la cité de Montréal, alors que les faits et les chiffres que nous a présentés le premier ministre l'autre jour viennent démontrer que Montréal n'était pas, à proprement parler, la "vache à lait" de la province. Aucun député ici ne peut vraisemblablement séparer la cité de Montréal de la province.

C'est grâce à son site admirable, aux grandes facilités de transport maritime ou autres que cette importante municipalité s'est agrandie d'une façon considérable pour atteindre un degré de prospérité qu'on lui envie. Montréal en effet n'a pas été bâtie dans un site qui pour toute richesse ne possédait que des déserts ou des plaines arides, mais cette grande ville qu'est la métropole aujourd'hui est née dans une région admirable. Tout autour d'elle, nos pères ont pu, pour l'alimenter, développer l'agriculture.

Il n'existe aucun doute que Montréal a pour mère la région rurale qui l'entoure et que, sans nos campagnes, l'importance et le développement de la métropole disparaîtraient. Montréal s'est développée grâce à la province. Il est vrai aussi que, si Montréal n'existait pas, Westmount n'existerait pas non plus et que, si Montréal n'avait pas autour de ses limites des campagnes prospères où nos cultivateurs accomplissent presque dans l'ombre leur œuvre si noble mais si ardue, elle cesserait de progresser et redeviendrait peut-être ce qu'elle était autrefois.

Il (M. Miles) ne souhaite pas revenir sur les chiffres que le premier ministre a présentés à la Chambre, lesquels peuvent très bien différer d'avec ceux que le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) ou ceux que les statisticiens pourraient soumettre, mais il suggère d'examiner la question des taxes sur les véhicules-moteurs.

Les points de vue divergent sur le sujet, mais la politique des bons chemins a maintes et maintes fois reçu l'approbation entière de la Chambre et, de plus, en plusieurs milieux et tout particulièrement chez nos hommes d'affaires, même à Montréal, elle est considérée, et avec raison, comme une politique de progrès.

Maintenant, qu'arriverait-il si le revenu sur lequel le gouvernement fait reposer ses actions dans la poursuite de sa politique était divisé en deux? Si le gouvernement accordait cette allocation, toutes les autres municipalités pourraient en réclamer autant, ce qui finirait par paralyser la politique des bons chemins et empêcherait le gouvernement de donner suite à l'excellent projet qu'il a conçu pour le développement de nos routes. À plusieurs reprises, cette politique des bons chemins a été approuvée par la Chambre. Elle tend à rassembler les diverses parties de la province vers les centres, ce qui attire argent, commerce et prospérité.

En plusieurs endroits en dehors de la province, on a suivi l'exemple de Québec, et il est donc naturel que l'on développe nos routes même au profit des villes, surtout des grandes villes. Prenez la cité la plus prospère de notre continent, New York, qui ne reçoit pas un sou de la taxe sur les véhicules-moteurs de l'État de New York et qui croit pourtant que l'investissement vaut la peine à ce point que vous la voyez contribuer aux chemins sur un rayon de cinquante milles à l'extérieur de son périmètre, afin d'encourager les populations denses tout autour à venir dans la cité et y drainer leur commerce et leur argent. New York a fait quelque chose dans ce sens et les citoyens de la métropole américaine ne s'en plaignent pas. On a compris que le développement et l'entretien des routes rurales étaient nécessaires, à tel point qu'on a décidé d'effectuer les travaux de ce genre aux frais de cette municipalité même qui, chaque année, dépense à cette fin des sommes assez considérables.

Les citoyens de Montréal comprennent aussi toute l'importance qu'il peut y avoir, pour la population urbaine, dans le développement et l'entretien des routes en dehors de la ville. Montréal, sur laquelle toute la province a les yeux tournés, est en effet une grande cité sur laquelle toute la province peut fonder de grandes espérances, puisqu'elle suit rapidement et d'une façon vraiment étonnante la voie du succès et du progrès.

C'est cette attitude qu'il faut adopter, à Montréal, et j'aimerais que les hommes d'affaires de Montréal considèrent de ce point de vue ce que représentent les bons chemins, comprennent enfin toute l'importance qu'il peut y avoir pour eux comme pour toute la population dans le développement et l'entretien des routes rurales pour la ville de Montréal. La question n'est pas tant de savoir si les automobilistes de Montréal empruntent ces routes ou les endommagent que de prendre conscience de ce que génèrent ces routes pour la cité.

Pour ce qui concerne les bons chemins et les avantages qu'en tire la cité de Montréal, j'attirerai votre attention sur une chose. Considérez le système des grands magasins de la province de Québec et comparez-le à celui de Toronto. Les grands magasins de Toronto font beaucoup de vente par correspondance dans Québec. À Toronto, cette branche du commerce dépense des centaines de milliers de dollars dans un réseau de vente par catalogue qui s'étend à travers cette province et partout en Amérique. Ils distribuent leurs catalogues dans presque tous les foyers de Québec et tirent des millions de l'argent de Québec vers ce centre de commerce à Toronto.

Les grands magasins de la province dépendent dans une large mesure du commerce personnel, et on peut voir dans chaque station les marchandises arriver de Toronto, résultat du travail de cette vaste vente par catalogue, marchandises qui pourraient tout aussi bien être fournies à Québec qu'à Toronto. Le seul moyen de contenir ce flux d'argent vers la province sœur, ce sera le système des bons chemins, partout dans notre province, qui fera en sorte de mieux rapprocher les gens des cités. Ce serait un excellent investissement pour la cité de Montréal, non seulement pour assurer l'entretien de ses propres routes, mais pour faire en sorte de les rendre praticables et qu'il soit aisé d'y entrer à partir de tous les points de la province pour venir y acheter.

L'un des plus importants quotidiens de langue anglaise à Montréal appuie fortement la politique gouvernementale en matière de bons chemins et dit que celle-ci ne devrait pas être entravée. D'un autre côté, un autre grand journal de la métropole, *The Gazette*, s'exprime autrement sur le sujet, et je voudrais vous lire à ce propos un bref éditorial<sup>7</sup>:

"The Provincial Government should be proud of a city like Montreal, the largest and most progressive city in Canada, with the fourth largest port on the Continent - a port that promises to rival, if it does not actually eclipse New York in the near future. But what do we see at every annual meeting of the Legislature, but a demonstration of active hostility to our city."

"In the Legislature, Montreal is locked upon largely from one angle, that of a producer of taxes for the spenders of the Government. The thousands of motor cars plying the streets and wearing the pavement should surely pay a civic tax as well as the poor hackman to enable us to mend the streets. What is the difference in principle as far as taxes go between a cab and a car? There is no difference. Both are dependant on our streets, and both should pay for using and wearing them. The Provincial

Government grabs it all. The whole of motor car taxes go to Quebec and the Governments of both parties have had enough country members to back them in this iniquity."

Cet article, comme vous pouvez le constater, dénonce l'iniquité que constitue le fait de prélever l'entièreté des taxes sur les véhicules-moteurs. J'aimerais faire allusion à l'affirmation lancée concernant l'hostilité manifestée envers notre cité. J'ai l'honneur de représenter une division de la cité de Montréal et jamais, depuis mon arrivée dans cette province, je n'ai constaté ou été témoin de cette hostilité. Je crois au contraire que les députés de cette Chambre sont fiers de la cité de Montréal et qu'elle est un exemple pour leurs villes. Montréal occupe une place prééminente en tant que cité d'importance et elle est une gloire pour notre pays. L'allusion aux députés des comtés ruraux est selon moi aussi malheureuse qu'inappropriée.

La Chambre pensera très probablement, à propos des allusions faites par le député de Westmount (M. Smart) de l'affaire de Maisonneuve, que c'est là faire allusion à des choses depuis bien longtemps mortes et enterrées. Quant à l'allusion disgracieuse faite au maire de la ville de Montréal, la Chambre la considérera comme un manque de tact que je déplore en cette Chambre. Le maire de Montréal a été élu quatre fois par d'écrasantes majorités. C'est notre maire et nous le considérons tel.

Il est aujourd'hui à la tête de la nouvelle organisation qui administre la cité de Montréal. Ses affaires sont conduites par un comité de cinq membres, mené par un homme d'expérience et apte à remplir sa tâche, et le député de Montréal-Saint-Henri est membre de ce comité. Nous avons la chance d'avoir le maire de Montréal, magistrat en chef de cette grande cité, qui siège au Conseil législatif du comité gouvernemental de cette Chambre tout en ayant un représentant du conseil élu, le conseiller Brodeur, en cette Chambre.

Montréal est satisfait de la composition actuelle de son gouvernement. Nous sommes satisfaits des élus et nous leur souhaitons ce qu'il y a de mieux. Mais c'est mon souhait et celui de quelques-uns de ceux qui les admirent également, que ces hommes étendent la portée de leurs actes et se penchent de plus près sur une question telle que cette demande de fractionnement des taxes sur les véhicules-moteurs. Ils devraient se demander s'il ne serait pas considérablement avantageux pour Montréal de promouvoir de toutes les manières possibles l'entretien des bons chemins partout dans la province.

La direction de ce département est entre les mains d'un ministre des plus énergiques qui, d'après ce que j'en sais, a grandement satisfait mes collègues des campagnes. Cela mérite notre approbation. Et je souhaite que cette Chambre n'acceptera sous aucun prétexte que l'on morcelle la politique des bons chemins, qui est synonyme de prospérité et du plus grand succès possible pour l'avenir, tant en matière d'économie qu'en matière d'agriculture et en bien d'autres.

L'honorable ministre de la Voirie (M. Perron)<sup>8</sup> est un politicien habile, un financier averti, un administrateur exemplaire, et il possède les talents et l'énergie qu'exigent de lui les fonctions importantes et difficiles qui lui sont attribuées. Il a droit à l'appui de la Chambre qui lui aidera à faire des bons chemins le succès qu'ont déjà remporté les autres industries de la province. Le ministre de la Voirie a droit à l'appui de toute la Chambre pour l'aider à assurer davantage le succès de cette politique si bienfaisante pour la province.

Cette question touche la politique de ce gouvernement. Peut-on faire face à la désagrégation de notre politique, même si nous avons le pouvoir de le faire? Si Montréal prenait la moitié des taxes, les autres municipalités en demanderaient autant. Sommes-nous prêts à retarder, par une action semblable, cet important mouvement pendant un quart de siècle? Peut-on se permettre, aujourd'hui, de provoquer les conséquences qu'impliquerait une opposition à cette politique?

Cela me dépasse. Lorsqu'on regarde Montréal et qu'on pense à tout ce que l'avenir lui réserve, lorsqu'on prend conscience du fait qu'elle est parmi les plus grandes cités d'Amérique du Nord et que rien n'empêche de croire qu'elle pourra très bien être à la tête de tout le continent, il est de notre devoir ici, à Québec comme à Montréal, d'élever cette cité, parce que le succès et la prospérité de Montréal signifient le succès et la prospérité pour notre province et pour ce grand dominion.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)<sup>9</sup>:** Je souhaite seulement ajouter quelques mots sur le sujet, étant donné que le député de Westmount (M. Smart) l'a si bien traité. Aucun député en cette Chambre ne désire bloquer pour rien au monde la politique de ce gouvernement, en ce qui a trait aux bons chemins, car nous y souscrivons tous. Mais Montréal a besoin de revenus. Les gens ne se préoccupent pas de savoir d'où proviennent les revenus, que ce soit des véhicules-moteurs ou d'une autre source. Ils veulent avoir plus de revenus pour pouvoir envisager l'avenir.

Le député de Montréal-Saint-Laurent n'a pas été sérieux dans sa réplique lorsqu'il a dit: Oubliez l'affaire Maisonneuve. Il est plutôt difficile d'oublier une entente qui nous a coûté plusieurs centaines de milliers de dollars annuellement, aux seules fins de supporter Maisonneuve. C'est un item assez coûteux et les Montréalais méritent considération, s'ils doivent payer annuellement \$200,000 pour cela en taxes qui ne peuvent leur être remboursées par ceux qui désagrègent ses rues et les rendent impraticables.

Le gouvernement n'aurait jamais dû priver Montréal du droit de taxer ceux qui empruntent ses routes. L'augmentation de la charge imposée entrave le commerce, et ces usines qui, pendant la guerre étaient florissantes, ont été acculées au pied du mur, lorsque sont arrivés les lourds impôts. Par centaines, elles furent forcées de fermer, mettant ainsi à la rue des milliers de travailleurs.

Le gouvernement provincial pourrait aider Montréal en réduisant les impôts, mais au lieu de cela on les augmente, car une grande partie des taxes perçues sur les véhicules-moteurs est prise dans les poches des citoyens de Montréal.

L'industrie de l'amiante est mal en point, et si le gouvernement réduisait les redevances sur l'amiante, cela aiderait grandement et, conséquemment, cela donnerait un coup de main aux autres industries. Le gouvernement ne perdrait pas gros en laissant tomber les taxes, cette année. Il peut toujours compter sur l'énorme revenu que lui rapporte le commerce des liqueurs.

On estime que les ventes d'une seule année donneront tout près de vingt millions de dollars, et cela représenterait probablement un profit de plus de 50 %, s'il s'agissait d'une entreprise privée. Mais, même en le portant à 30 %, cela représente plus de six millions en profits, et le gouvernement fera assez de profits sur la vente des liqueurs, cette année, pour aller de l'avant avec sa politique des bons chemins et certaines autres, et pour être en mesure d'accéder à la requête des citoyens de la métropole.

La motion est adoptée.

#### **Acquisitions et aliénations d'immeubles**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 197 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Agrandissement du palais de justice de Québec**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 201 concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre des Travaux publics et du Travail d'agrandir le palais de justice du district de Québec, dans la cité de Québec, suivant des plans et devis qui seront approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil, au coût, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, n'excédant pas trois cent mille dollars.

Adopté.

2. Que, dans le but de se procurer les terrains nécessaires pour cet agrandissement, en tout ou en partie, le lieutenant-gouverneur en conseil soit autorisé à acquérir à l'amiable ou par expropriation, les immeubles nécessaires ainsi que tous droits immobiliers, charges, baux à loyer ou baux emphytéotiques, rentes constituées et autres droits quelconques affectant ces immeubles.

Adopté.

3. Que toute expropriation nécessitée pour parvenir aux fins visées par la loi qui sera basée sur

les présentes résolutions sera soumise à la loi des chemins de fer de Québec, *mutatis mutandis*, mais que l'arbitre unique sera la Commission des services publics de Québec.

Adopté.

4. Que le trésorier de la province pourra, de temps à autre, avancer et payer à même les deniers publics, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer le prix des immeubles et droits immobiliers ci-dessus mentionnés et pour défrayer, en tout ou en partie, le coût de la construction; ou que le lieutenant-gouverneur en conseil sera autorisé aux fins de faire les acquisitions et de rencontrer le coût de la construction à contracter un ou des emprunts n'excédant pas en tout trois cent mille dollars, au moyen d'obligations ou de rentes inscrites émises sur le crédit de la province.

Adopté.

5. Que ces obligations ou rentes inscrites seront émises à un taux d'intérêt n'excédant pas six pour cent par année, et seront faites pour le terme, dans la forme et pour le montant que le lieutenant-gouverneur en conseil déterminera, et seront payables, intérêt et principal annuellement ou semi-annuellement, à ou aux endroits qu'il indiquera.

Adopté.

#### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** demande la permission de présenter le bill 201 concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Adopté. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Il explique que les plans sont en train d'être préparés et que les travaux commenceront bientôt. Il croit que la somme de \$300,000 sera suffisante à cette fin. Il dit que le gouvernement pourrait faire l'acquisition d'une propriété contiguë.

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Bois et forêts**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts.

Adopté.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** explique le bill dont le but principal est d'assurer une protection plus efficace de nos forêts contre l'incendie.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 185 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Ouareau et de ses lacs et rivières tributaires.

### **Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en

considération un projet de résolutions relatives au bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose: 1. Qu'il sera établi par le département de la Voirie un bureau sous le nom de "service de l'entretien et de la réparation des chemins".

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un officier désigné sous le nom de surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins, et les autres officiers et employés qui composeront le bureau du service de l'entretien et de la réparation des chemins.

3. Que le surintendant général de l'entretien et de la réparation de chemins sera chargé de mettre à exécution, sous la direction du ministre de la Voirie, la loi de l'entretien et de la réparation des chemins et qu'il pourra, à cette fin, acquérir des machines, instruments et outils, faire des approvisionnements de matériaux, engager des inspecteurs, des cantonniers et autres employés, organiser des systèmes d'entretien par cantonniers ou d'autres systèmes d'entretien, et prendre toutes autres mesures nécessaires pour entretenir et réparer les chemins dans la province.

4. Que le ministre de la Voirie pourra faire exécuter, suivant le mode qu'il jugera convenable, les travaux nécessaires pour l'entretien et la réparation des routes provinciales et des routes régionales.

5. Que la contribution exigible d'une municipalité traversée par une route provinciale ne devra pas excéder cinquante pour cent du coût des travaux ainsi exécutés dans ses limites, et que la contribution exigible de la corporation municipale ayant juridiction sur un chemin classé comme route régionale ne devra pas excéder cinquante pour cent du coût des travaux ainsi faits sur ce chemin, et que le ministre de la Voirie déterminera la proportion et le montant de ces contributions dans un certificat qu'il transmettra au trésorier de la province.

6. Qu'au lieu d'exiger une proportion du coût des travaux, comme il est dit dans la résolution no 5, le ministre de la Voirie pourra fixer la contribution suivant une base convenue entre lui et le conseil de la municipalité intéressée.

7. Que toute corporation municipale sera obligée d'entretenir en bon ordre tout chemin amélioré qui se trouve sous sa juridiction et d'y faire tous les travaux d'entretien et de réparation nécessaires.

8. Que si, dans les quinze jours qui suivront la date de la mise à la poste de l'avis mentionné à l'article 2041*ff* des statuts refondus 1909, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions, sous enveloppe à l'adresse de la corporation adressée, cette corporation n'a pas pris les mesures nécessaires pour se conformer aux injonctions contenues dans l'avis ou n'a pas fait les arrangements autorisés par l'article 2041*jj* desdits statuts, tel qu'édicte par le bill qui accompagne les présentes résolutions, le ministre de la Voirie fera faire, aux frais de la corporation intéressée, les travaux d'entretien et de réparation qu'il jugera nécessaires.

9. Que le ministre de la Voirie déterminera le coût des travaux qu'il aura exécutés en vertu de la résolution no 8, dans un certificat qu'il transmettra au trésorier de la province.

10. Que le ministre de la Voirie pourra, aux conditions qu'il déterminera, en tenant compte de la nature et de l'importance du trafic de ces chemins, de la circulation qui s'y fait et des ressources de la municipalité, se charger de l'entretien et de la réparation des chemins améliorés de toute corporation qui en fera la demande en vertu de l'article 2041*ii* desdits statuts.

11. Que les arrangements intervenus entre le ministre de la Voirie et la corporation seront constatés dans un contrat signé par les représentants de la corporation désignés dans le règlement ou la résolution et par le ministre de la Voirie ou le sous-ministre de la Voirie ou le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins.

12. Que le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins entretiendra et réparera les chemins qui auront fait l'objet des arrangements autorisés par la résolution no 11, et que le ministre de la Voirie transmettra au trésorier de la province un certificat établissant que les travaux convenus ont été exécutés, et déterminant le montant de la contribution exigible de la corporation suivant le contrat.

13. Que le ministre de la Voirie pourra accorder des subventions pour la construction, l'entretien et la réparation de chemins de terre et des ponts et fixer les conditions qui devront être remplies pour l'obtention de ces subventions; que les travaux subventionnés devront être exécutés sous sa direction

et conformément à ses instructions; et que le montant de chaque subvention sera déterminé par le ministre de la Voirie avant que les travaux subventionnés puissent être exécutés.

14. Que quelles que soient les personnes tenues, en vertu des règlements ou de la loi, aux travaux des chemins mentionnés, dans la loi qui accompagne les présentes résolutions, toutes sommes ou contributions, recouvrables en vertu de ladite loi, seront exigibles de la corporation sous le contrôle de laquelle sont les chemins.

15. Qu'un certificat émis par le ministre de la Voirie en vertu des articles 2041*cc*, 2041*hh* et 2041*ll* des statuts refondus, 1909, tels qu'édicte par la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, et signé par lui ou par le sous-ministre sera final et établira indiscutablement l'exigibilité de la dette ou contribution contre la corporation désignée, et que cette dette ou contribution pourra être recouvrée par la couronne, par action ordinaire en son nom.

16. Que les subventions dont le paiement est autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et les dépenses que le ministre de la Voirie encourra pour mettre ladite loi à exécution, seront payées à même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins et à même une somme d'un million de piastres que le trésorier de la province est autorisé par la loi qui accompagne les présentes résolutions à prendre sur cette partie des deniers versés au fonds consolidé du revenu, provenant de l'application des dispositions de la loi 11 George V, chapitre 24.

17. Que, à même les sommes votées chaque année par la Législature pour l'amélioration et l'entretien des chemins, le ministre de la Voirie pourra accorder à toute corporation municipale, rurale, de village ou de comté, une subvention égale à la moitié des dépenses qu'elle aura encourues pour faire améliorer un chemin au sens de l'article 2041*dd* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

18. Que, lorsque le chemin ainsi amélioré est un chemin d'intérêt général, le ministre de la Voirie pourra accorder une subvention spéciale, en sus de celle autorisée par la résolution précédente.

19. Que le montant de chacune des subventions autorisées par les résolutions 17 et 18 sera déterminé par le ministre de la Voirie avant que les travaux subventionnés puissent être exécutés.

20. Qu'une corporation, pour obtenir une subvention autorisée par les résolutions 17 et 18, devra:

a. Adopter un règlement ou un procès-verbal ordonnant l'amélioration projetée et pourvoyant à son entretien, et fournir au ministre de la Voirie une copie de ce règlement ou de ce procès-verbal;

b. Faire exécuter les travaux subventionnés, sous la direction du ministre de la Voirie, suivant les plans et devis que le ministre fera préparer;

c. Faire, au cours de l'exécution des travaux, un rapport spécial des dépenses encourues suivant la formule fournie par le département de la Voirie, accompagné d'une résolution du conseil approuvant ce rapport et d'un affidavit du secrétaire-trésorier en attestant l'exactitude.

21. Que, dans le but d'obtenir les subventions autorisées par les résolutions 17 et 18, une corporation rurale ou de village pourra, même après avoir adopté un règlement mettant les chemins à sa charge, et nonobstant toute disposition du Code criminel à ce contraire, sur requête de la majorité des contribuables d'une partie désignée de la municipalité, adopter un règlement ordonnant l'amélioration projetée et son entretien aux frais des contribuables d'une partie désignée de la municipalité, adopter un règlement ordonnant l'amélioration projetée et son entretien aux frais des contribuables de cette partie de la municipalité, et imposant une taxe directe pour cet objet sur les biens imposables de ladite partie de la municipalité; et que cette corporation pourra aussi décréter que l'amélioration, une fois faite aux frais des contribuables d'une partie de la municipalité, sera entretenue aux frais de la corporation, au lieu de l'être aux frais de ces contribuables.

22. Que tout règlement adopté en vertu de la résolution 21 entrera en vigueur quinze jours après sa promulgation.

23. Qu'une municipalité rurale, de village ou de comté, désirant bénéficier de la loi qui accompagne les présentes résolutions devra, après entente avec le ministre de la Voirie, adopter un règlement qui entrera en vigueur après qu'il aura été approuvé en vertu de la section 3 de la loi 3 George V, chapitre 21, pour ordonner le macadamisage, l'empierrement, le gravelage, ou l'amélioration faite d'une façon considérée permanente, des chemins y décrits; que ce règlement devra autoriser le maire et le secrétaire-trésorier ou greffier à signer, en faveur du trésorier de la province, chaque fois que le gouvernement sera prêt à fournir une somme de deniers pour l'exécution des travaux ordonnés, quarante et un coupons comportant un engagement de la part de la municipalité de payer annuellement, à

l'époque fixée par le trésorier de la province et mentionnée dans les coupons, trois pour cent d'intérêt sur la somme à être ainsi fournie; et qu'il devra aussi être pourvu, dans le règlement, au moyen d'une cotisation spéciale ou autrement, au paiement des trois pour cent d'intérêt sur les sommes qui pourront être fournies par le gouvernement.

24. Qu'un règlement adopté avant la date de l'entrée en vigueur de la loi qui accompagne les présentes résolutions, en conformité de la section 2 de la loi 3 George V, chapitre 21, telle qu'elle existait avant cette date, et approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, aura le même effet qu'un règlement adopté en conformité de la résolution 23, et autorisera suffisamment le maire et le secrétaire-trésorier ou greffier de la municipalité qui l'aura adopté à signer en faveur du trésorier de la province, chaque fois que le gouvernement sera prêt à fournir une somme de deniers pour l'exécution des travaux ordonnés, quarante et un coupons comportant un engagement de la part de la municipalité de payer annuellement, à l'époque fixée par le trésorier de la province et mentionnée dans les coupons, trois pour cent d'intérêt sur la somme à être fournie par le gouvernement; et que ce règlement devra pourvoir d'une manière suffisante, au moyen d'une cotisation spéciale, au paiement des trois pour cent d'intérêt sur les sommes qui pourront être ainsi fournies par le gouvernement.

25. Que lorsque les prescriptions mentionnées dans les résolutions 23 et 24 seront remplies à sa satisfaction, le lieutenant-gouverneur en conseil approuvera le règlement; et que ce règlement, une fois approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, ne pourra être modifié que de son contentement.

26. Que, sur requête de la majorité des contribuables obligés à l'entretien de certains chemins, il sera loisible à une municipalité tombant sur le coup de la loi 3 George V, chapitre 21, de passer le règlement mentionné dans la section 2 de ladite loi et de décréter en sus dans ledit règlement que les améliorations y décrites seront faites aux frais des personnes qui seront tenues à l'entretien desdits chemins ou parties de chemins, et que la part contributive de la municipalité dans le paiement des intérêts annuels sera prélevée, au moyen d'une cotisation spéciale, sur les contribuables qui seront tenus à l'entretien desdits chemins ou parties de chemins.

27. Que la responsabilité de la municipalité pour sa part contributive dans le paiement des intérêts annuels ne sera pas diminuée par l'adoption

du règlement autorisé par la résolution 26 et par la présente résolution, mais qu'il sera de son devoir de prélever annuellement, sur les contribuables obligés à l'entretien desdits chemins ou parties de chemins et qui bénéficieront de la loi 3 George V, chapitre 21, les deniers qu'elle sera tenue de payer au trésorier de la province.

28. Que, sur requête des contribuables intéressés à l'amélioration de certains chemins, il sera loisible à une municipalité tombant sous le coup de la loi 3 George V, chapitre 21, et qui aura adopté un règlement mettant les chemins à la charge de la corporation de passer le règlement mentionné dans la section 2 de ladite loi et de décréter, en sus, dans ledit règlement, que les améliorations y décrites seront faites aux frais des requérants et que les trois pour cent d'intérêt annuel pendant quarante et un ans seront prélevés au moyen d'une cotisation spéciale sur les contribuables qui auront signé la requête.

29. Que la responsabilité de la municipalité pour le paiement des intérêts annuels ne sera pas diminuée par l'adoption du règlement autorisé par la résolution 28, mais qu'il sera de son devoir de prélever annuellement, sur les contribuables qui auront signé la requête et qui bénéficieront de la loi 3 George V, chapitre 21, les deniers qu'elle sera tenue de payer au trésorier de la province.

30. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le trésorier de la province à contracter les emprunts jugés nécessaires pour la mise à exécution des dispositions de la loi des bons chemins, 1912, mais que ces emprunts ne pourront excéder, en totalité, tant en vertu de ladite loi qu'en vertu de la loi qui accompagne les présentes résolutions, la somme de trente-cinq millions de piastres.

L'amélioration de la voirie s'impose au point de vue économique et social. La prospérité agricole, commerciale et industrielle est intimement liée à la bonne voirie. Les réformes que nous projetons tendent vers un double but: le premier, c'est de répondre aux besoins actuels, en entretenant les routes déjà construites, et le second, c'est de construire de nouveaux chemins. Le projet de loi est divisé en deux parties. La première et la plus importante, c'est celle qui se rapporte à la question de l'entretien de la voirie.

L'entretien de nos chemins améliorés est devenu un problème et pour le gouvernement et pour les municipalités. Le projet maintient le principe que toute corporation municipale est obligée d'entretenir ses chemins en bon ordre. Cependant, les conditions

extraordinaires établies par l'augmentation de la circulation des véhicules-moteurs et surtout des camions nécessitent une dérogation en principe absolu que chaque municipalité est propriétaire de ses chemins et est tenue à leur entretien.

Une somme de \$36,915,716.58<sup>10</sup> a été dépensée pour la construction, l'entretien, l'amélioration et la réparation des routes de la province depuis 1910<sup>11</sup>. La plus forte partie de cette somme a été prêtée aux municipalités à 2 % et 3 % d'intérêts payables pendant 41 ans. Il a été dépensé sur les routes provinciales et régionales une somme de \$8,863,146.30. Les allocations aux municipalités se sont élevées à \$20,540,605.74. Le budget du ministère de la Voirie a formé depuis 1912 la somme totale de \$7,511,964.54. Nous avons donc investi dans l'amélioration de notre voirie une somme énorme. Le gouvernement doit continuer cette politique et il importe de conserver et le capital investi, et celui à placer, et c'est afin d'éviter cette perte que la nouvelle loi est présentée.

Lorsque la loi de 1912 a été adoptée, les conditions étaient telles dans la province que les chemins en macadam ordinaire, macadam à l'eau, et en gravelage, avec un coût très modéré pour l'entretien, auraient duré cette période de 41 ans. Le trafic, et surtout le trafic des véhicules-moteurs, s'est tellement accru et a causé des dommages tellement considérables aux voies publiques que les municipalités n'ont pas eu le courage d'entreprendre l'entretien et la réfection nécessaires.

Dans bien des cas, leur situation financière ne leur aurait pas permis de le faire; et comme le trafic va toujours en augmentant, il devient évident que les municipalités rurales ne pourront pas, sans déranger leur équilibre financier, maintenir comme ils doivent l'être les chemins déjà améliorés et protéger d'une façon efficace le capital investi pour leur amélioration.

Dans les dernières années, les camions-automobiles ont été désastreux pour la voirie en général et, en maints endroits, ont détruit en une saison des chemins qui, s'ils n'avaient eu à subir que le trafic ordinaire et local, auraient duré de 30 à 40 ans.

Touring car 5 à 7 places.....	43,240
Runabouts et voitures plus légères .....	4,125
Motocyclettes.....	1,709
Voitures commerciales .....	5,586
Tracteurs qui voyagent sur les routes .....	10

57,670



En face de cette situation, le gouvernement a d'abord mis à effet le principe que les dommages doivent être réparés dans une certaine mesure par ceux qui les causent et le trésorier provincial (l'honorable M. Nicol) introduit, cette année, un projet de loi augmentant la taxe sur tous les véhicules-moteurs et, en même temps, imposant des restrictions très sévères jugées nécessaires, quant à l'emploi des camions-automobiles d'un certain tonnage.

Ces restrictions sont encore moindres que celles imposées par le gouvernement français pour le trafic sur des chemins construits d'une façon infiniment plus permanente que les ressources de notre province, et celles de ses habitants, nous permettent de le faire. L'augmentation de la taxe sur les véhicules-moteurs, et surtout sur les camions-automobiles, ne représente qu'une bien minime proportion des dommages que ces voitures causent à la voirie de la province et n'aidera que bien faiblement à la maintenir en bon ordre.

Le trafic des véhicules-moteurs est non seulement désastreux au point de vue de la voirie en général, mais il met aussi en péril les sommes considérables qui ont été investies dans la construction des ponts, et la situation est telle qu'il sera nécessaire d'étudier chaque jour cette question, afin d'adopter les mesures qui, tout en ne restreignant pas outre mesure les opérations des véhicules-moteurs, devront protéger les contribuables de la province contre les dommages causés par ceux qui se servent d'automobiles pour leur plaisir, et contre les propriétaires de camions-automobiles qui se servent de ces véhicules pour diminuer le coût de fret sur les marchandises.

Presque partout où la voirie a été améliorée, les acheteurs, les commerçants et les manufacturiers ont substitué les camions-automobiles à la voie ferrée pour le transport des marchandises. Ils en retirent un profit, probablement considérable, mais la majorité des autres contribuables de la province sont appelés à contribuer fortement à ce profit en se taxant pour maintenir la voie publique.

Le gouvernement ne veut nullement intervenir dans l'administration des affaires municipales. Chaque municipalité aura la liberté de maintenir les chemins améliorés selon la méthode qu'elle jugera convenable et d'adopter le système qu'elle préférera, pourvu que telle méthode ou système soit efficace et soit de nature à maintenir les routes en bon état, de façon à protéger le capital qui y a été investi conjointement par la province et les municipalités. Nous avons fait assez de dépenses pour la voirie pour que nous prenions des mesures pour conserver ce que nous avons acquis.

Mais vu l'état actuel des choses, le gouvernement croit cependant que, dans un grand nombre de cas, il serait préférable de beaucoup que l'entretien des chemins améliorés fût fait par le département de la Voirie convenablement organisé à cette fin. Pour en arriver à ce résultat, il est suggéré à la Chambre d'établir, dans le département de la Voirie, un service spécial d'entretien sous le nom de "Service de l'entretien et de réparation des chemins", sous le contrôle d'un surintendant qui sera responsable des routes dont il sera chargé et qui devra se procurer tout le matériel le plus moderne et le plus amélioré pour en arriver à cette fin.

Chaque route sera divisée en sections et chacune de ces sections sera placée sous le contrôle d'un employé connu sous le nom de "cantonnier", qui sera responsable de sa section. Le gouvernement n'invente rien en suggérant ce système, car c'est celui adopté par la France, depuis des siècles, et ce pays est le plus avancé du monde en matière de voirie. C'est ce système qui lui a permis de maintenir en bon état les routes construites depuis des siècles.

Afin de rendre plus effectif ce service, les chemins de la province seront divisés en routes provinciales, routes régionales, chemins améliorés et chemins de terre. Nous avons six routes provinciales. Ce sont:

Montréal-Québec.....	169 milles
Route Chambly.....	15 milles
Lévis-Jackman.....	95 milles
Sherbrooke-Derby Ligne.....	30 milles
Trois-Rivières-Grand'Mère.....	25 milles
Route Édouard VII.....	38 milles

Les routes provinciales sont celles qui ont été construites avant le 1<sup>er</sup> janvier 1922 par le gouvernement de cette province, en vertu de la loi des bons chemins de 1912, 3 George V, chapitre 21, section 19.

Nous avons trois routes régionales:

Beauce-Sherbrooke.....	87 milles
Rivière-du-Loup-Edmunston.....	71 milles
Hull-Aylmer.....	6 milles

Les routes régionales sont celles qui sont classées telles à cause de la voirie, et avis est donné de cette décision dans la *Gazette officielle* à la corporation où est située cette route. Les routes provinciales et régionales seront, dans tous les cas, entretenues et maintenues par la province. La loi actuelle oblige le ministre de la Voirie à charger 50 %

du coût de l'entretien des routes provinciales et régionales aux municipalités qui sont traversées par ces routes. La nouvelle loi, si elle est adoptée, stipule que les municipalités intéressées ne devront jamais être appelées à payer plus que 50 % des frais d'entretien et de réfection, mais le ministre pourra, suivant les circonstances, augmenter la contribution de 50 % payable par la province, afin de rendre justice aux municipalités. Les nouvelles propositions les soulageront d'une part du fardeau qu'elles supportent.

Il est impossible de faire une classification dans la loi, de façon à déterminer sur quelles routes provinciales ou régionales la contribution du gouvernement sera plus élevée que 50 %. Les circonstances locales sont telles qu'il serait injuste d'accorder plus que 50 % sur une partie de la route et qu'il serait également injuste d'accorder moins de 60 %, et même plus, sur certaines autres parties de cette route. Ces conditions peuvent même changer chaque année.

Comme dans certains comtés, ou dans certaines municipalités, il se présente des conditions spéciales qui ne permettraient pas de rendre justice au contribuable intéressé en chargeant le coût des travaux, suivant la longueur de la route dans la limite de la municipalité, le ministre est autorisé à faire un contrat par lequel, au lieu d'exiger une proportion du coût des travaux, il pourra fixer, à sa discrétion, une contribution représentant ce que la municipalité doit payer pour sa part. Le système sera aménagé sur une base d'équité.

La troisième catégorie de chemins est celle des chemins améliorés. Les chemins améliorés sont ceux qui ont été gravelés, empierrés, macadamisés et construits d'une façon permanente. Ces chemins améliorés seront réparés et entretenus selon deux modes: *a.* par la municipalité seule; *b.* ou par le département de la Voirie qui chargera une part du coût à la municipalité. D'après le premier mode, la municipalité pourra conserver l'entreprise et le maintien de ce chemin et elle ne recevra aucune subvention.

Si elle néglige de maintenir ses chemins en bon ordre, le ministre de la Voirie, sur le rapport du surintendant général de l'entretien et de la réfection des chemins, aura le pouvoir de faire faire les travaux auxquels elle est tenue, et de lui charger la totalité du coût. Ou la municipalité pourra faire réparer et entretenir ses chemins améliorés par le département de la Voirie, si elle croit qu'il est de son intérêt d'en agir ainsi. Elle adopte un règlement ou une résolution à cet effet, et autorisera le maire ou le secrétaire-trésorier à signer une convention avec le ministre de la Voirie.

Le ministère pourra charger à cette municipalité la proportion que, dans son opinion, il est juste et raisonnable, étant donné le trafic local et le trafic étranger. Si la municipalité fait un contrat avec le ministre de la Voirie, ce contrat demeurera en vigueur tant et aussi longtemps que le ministre n'en autorisera pas l'annulation. Le gouvernement croit qu'avec le service qui sera établi dans le département de la Voirie, l'entretien et la réfection des routes pourront se faire d'une manière plus efficace et plus économique sous le contrôle du département que si chaque municipalité conserve individuellement le soin de ses travaux.

Le gouvernement croit aussi que, dans le passé, les municipalités ont été appelées à payer des dommages trop considérables aux automobilistes pour accidents survenus dans leurs routes. Il croit également que les dommages causés aux pneus et aux ressorts d'automobiles ainsi qu'à d'autres pièces ne doivent pas être recouvrables des municipalités; et le projet soumis à la Chambre contient une disposition à cet effet.

Le gouvernement croit de plus que les propriétaires de véhicules-moteurs ne devraient pas avoir le droit de recouvrer des dommages, lorsqu'ils circulent sur des chemins de terre. Ces chemins sont suffisants pour les besoins locaux des municipalités dans lesquelles ils se trouvent, et si les propriétaires de véhicules-moteurs désirent fréquenter ces chemins, ils devraient le faire à leurs risques et périls. Le bill amendant le Code municipal à cet effet a été introduit par moi, hier.

Il convient de signaler, avant d'en finir avec la question d'entretien et de réfection, le fait que le gouvernement a décidé d'affecter à l'entretien et à la réparation des routes et chemins améliorés une somme de \$1,000,000 qui sera prise à même les revenus provenant de l'administration de la loi des liqueurs de Québec et \$1,000,000 à même le budget. J'ai dit que le gouvernement entendait continuer sa politique d'amélioration de la voirie.

Il verra aussi au programme de la construction. En effet, le programme du département de la Voirie comporte pour cette année une dépense d'environ \$7,500,000<sup>12</sup> soit: \$1,500,000 pour l'amélioration et l'entretien des chemins; \$1,000,000 provenant de la loi des liqueurs pour les réfections et l'entretien; \$5,000,000 pour la construction des routes régionales, des grandes voies de communication, qui sera prêté aux municipalités à un taux de 3 %, remboursable sur une période de 41 ans.

Nous avons dans la province environ 40,000 milles de chemin, dont environ 4,000 milles sont

maintenant améliorés. Il est d'opinion courante que, lorsque 6,000 autres milles auront été améliorés, soit un total de 10,000 milles, nous aurons amélioré tout ce qui, pour un grand nombre d'années, sera nécessaire à nos besoins et conforme à une bonne politique financière. Il restera donc dans la province de Québec une balance de 30,000 milles de chemins de terre qui devront être travaillés dans un avenir plus ou moins rapproché, de façon à rendre facile le trafic dans les campagnes pour les cultivateurs, sans toutefois obérer le budget des municipalités.

Afin d'arriver à ce résultat, le gouvernement croit qu'il est de bonne politique et de l'intérêt général de la province de permettre au ministre de la Voirie de pouvoir subventionner d'une façon équitable la construction, l'entretien et la réparation des chemins de terre et des ponts attenants.

Cependant, nous avons donc mis de côté l'ancienne subvention de \$400 par municipalité pour l'entretien des chemins dans une municipalité pour y substituer la section 2041*mm*, qui permettra au ministre de la Voirie d'excéder ou de diminuer ce montant, selon que les circonstances justifieront de le faire. Dans un grand nombre de cas, l'amélioration des chemins de terre est de beaucoup préférable à la construction en macadam ou même en gravier.

Les chemins de terre bien drainés et bien mis en forme constituent une excellente voirie suffisante pour les besoins locaux des municipalités qu'ils traversent. En outre, ces travaux préliminaires sont d'une nature permanente en ce sens que le drainage et la mise en forme favorisent la formation de l'assiette de la route et que, si plus tard une construction permanente devient nécessaire, elle sera moins dispendieuse et d'une plus grande durée que si elle eût été faite immédiatement, après le drainage et la mise en forme du chemin.

Dans le passé, la plus grande partie des routes de la province a été construite au moyen d'emprunt par les municipalités à 2 % et 3 %, capital et intérêt remboursables à 41 ans. Le gouvernement croit qu'à part les grandes voies de communication et les grandes routes régionales, une partie des routes que les conditions du trafic justifiaient d'être construites d'après ce système est maintenant terminée. Ce sont des routes de première importance, au point de vue du trafic reliant plusieurs paroisses entre elles ou communiquant avec le chef-lieu du comté ou autres centres importants.

Il reste à améliorer un certain nombre de routes secondaires qui, étant donné les conditions de trafic, ne peuvent rester comme chemins de terre. Dans la très grande majorité des cas, et lorsque la proximité des matériaux le permet, l'emploi du

gravier est le mode de construction le plus efficace et le plus économique à employer. L'ancienne loi limitait le pouvoir du ministre, quant à la subvention à accorder pour la construction de ces chemins secondaires à \$500 pour le gravelage et à \$1,000 pour le macadam. Comme le gouvernement croit que cette construction sera celle de l'avenir et qu'il est nécessaire d'aider autant que possible les municipalités à se prévaloir de ce mode économique pour la construction des chemins, le projet de loi fait disparaître la limitation de \$500 ou de \$1,000 et promet au ministre de contribuer jusqu'à concurrence de 50 % du coût des travaux de macadamisage ou de gravelage.

Le projet de loi fait aussi disparaître une anomalie qui existait au détriment des municipalités de village. L'ancienne loi limitait à 40 % les subventions que le ministre de la Voirie pouvait accorder à ces municipalités, et ces subventions n'étaient applicables que pour la construction du chemin principal. La nouvelle loi mettra les municipalités du village sur le même pied que les municipalités de paroisse en ce qui concerne les subventions. Le nouveau projet de loi pourvoit aussi à la suppression de la résolution, formalité qui retardait inutilement le paiement des travaux. Le règlement, à l'avenir, couvrira l'autorisation que comportait la résolution.

Afin de pouvoir poursuivre d'une façon efficace et utile pour toute la province sa politique de bonne voirie, le gouvernement demande encore à la Chambre de lui permettre d'emprunter davantage pour les travaux de la voirie. Le gouvernement a été autorisé à emprunter pour la voirie une somme de \$30,000,000. Le projet de loi demande que le pouvoir d'emprunt du gouvernement, pour fins de voirie, soit porté à \$35,000,000.

Voici en quelques mots les grandes lignes du projet de loi que nous avons l'honneur de soumettre devant cette Chambre. Espérons qu'il répondra aux besoins du moment et favorisera le progrès agricole, industriel et commercial. La seule autre disposition importante est à l'effet de substituer la Commission des services publics de Québec aux arbitres ordinaires dans les difficultés qui peuvent survenir concernant des expropriations, en relation avec la construction des chemins.

(Applaudissements)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se dit en faveur du principe de la nouvelle loi, reconnaissant que le gouvernement fait preuve d'une grande sagesse en présentant ce projet, dont il est prêt à faire l'éloge, à l'exception cependant de la clause relative à la responsabilité des municipalités.

Ces amendements, dit-il, constituent un aveu des erreurs de la loi de 1912. Mais la Chambre doit se rappeler que ces amendements sont conformes à la politique que les conservateurs préconisent depuis 1912 et le mérite doit être partagé. Dès 1910, l'honorable J.-M. Tellier, chef de l'opposition de l'époque, réclamait une classification.

La politique de voirie du gouvernement depuis 1912 a fait faillite et nous a entraînés à une dépense de \$36,000,000, et nous avons à peine quelques grandes routes bien faites, mais par contre, beaucoup de bouts de chemins mal faits, précisément parce qu'ils ont été construits sous la direction d'ingénieurs incompetents ou incapables de consacrer le temps nécessaire à une bonne direction. L'entretien de ces routes est coûteux et décourage nos municipalités.

À la session dernière, le ministre de la Voirie d'alors, J.-A. Tessier, aujourd'hui président de la Commission des eaux courantes de Québec, avait dit que la loi donnait des résultats satisfaisants, que les municipalités s'en disaient satisfaites, et qu'en affirmant le contraire, le chef de l'opposition faisait preuve de beaucoup d'imagination.

Si les ingénieurs sont de bons travailleurs, et c'est sûrement le cas, ils devraient être rémunérés de façon convenable, de sorte qu'ils ne soient pas tentés constamment de prêter attention aux offres d'emplois de l'extérieur et de vouloir quitter le service une fois qu'ils ont cumulé de l'expérience. Le gouvernement ne peut maintenir les salaires des bons ingénieurs en payant des salaires de \$1,200, \$1,300 et \$1,400 par année.

Les changements constants impliquent que l'on emploie toujours de nouveaux ingénieurs. De plus, les ingénieurs ont des districts, un peu comme les inspecteurs scolaires, et doivent se hâter d'un endroit à l'autre, vu leur lourde charge de travail. Certains districts où les ingénieurs ont charge sont beaucoup trop vastes, et il leur est impossible d'accorder l'attention voulue aux besoins qui s'y manifestent. On blâme les municipalités de gaspiller l'argent, mais des sommes ont été dilapidées, dû aux mauvais conseils des ingénieurs du département de la Voirie.

Les municipalités environnant les grands centres ont été maltraitées dans le passé et elles ont été obligées d'entretenir leurs chemins détériorés par des étrangers qui rapportaient des milliers au gouvernement, mais rien pour elles-mêmes. Il (M. Sauvé) reproche au gouvernement de faire assumer par les municipalités des responsabilités trop lourdes que celles-ci ne pourront certes pas

rencontrer, du moins, ce sera le cas d'un grand nombre. Si le gouvernement avait accepté la politique de classification prêchée par l'opposition en 1912, plusieurs de ces municipalités ne seraient pas aujourd'hui dans la situation malheureuse où elles se trouvent. Durant ma campagne, l'été dernier, j'ai déclaré que le gouvernement ne pouvait continuer sa politique de voirie et qu'il serait forcé de l'amender. N'avais-je pas raison?

Les municipalités devraient avoir le droit d'imposer certaines taxes spéciales, comme par exemple une taxe pour les entrepreneurs de chemins d'une paroisse étrangère qui traversent une municipalité avec des camions<sup>13</sup> pour le charroiage de la pierre et du gravier. Je connais une municipalité qui avait gravelé ses chemins, lesquels furent complètement détériorés l'année suivante par un entrepreneur qui, faisant un chemin dans une municipalité voisine, employait quatre camions à charroyer du gravier. Une municipalité, dans ce sens, devrait avoir le droit d'imposer une taxe spéciale.

Avec les amendements proposés, le ministre de la Voirie se confère un pouvoir absolu, arbitraire et dangereux dans les mains d'un homme qui n'aurait ni la compétence ni la justice nécessaire pour répondre aux véritables besoins des municipalités. Je ne veux point attaquer personnellement le ministre actuel ni ses compétences, mais nous faisons des lois pour l'avenir, et nous ne savons pas qui sera ministre de la Voirie demain, et s'il s'occupera avec justice des besoins des municipalités. Il pourra employer ces pouvoirs à l'avantage des favoris. Le gouvernement accapare toujours les sources de revenu de la province. Il taxe et surtaxe, puis ensuite il met les municipalités en tutelle. Ce n'est pas du libéralisme, c'est de l'étatisme<sup>14</sup>.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### **Dépôt de documents:**

##### **E. Bourbonnais, Lachine**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre les documents suivants: Réponse à ordre de l'Assemblée législative, en date du 23 février 1922, pour copie de toute correspondance, rapport, etc., entre M. Elphège Bourbonnais, de Lachine, et le gouvernement en 1921, au sujet des lots 12 et 13-4 du canton de Howard. (Document de la session no 59)

### É. Thériault

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative en date du 17 février 1922, demandant communication de production de tout document, correspondances, télégrammes, état de comptes, reçus, etc., de M. Élisée Thériault qui a remis des lots au ministre des Terres. (Document de la session no 60)

### Travaux de la Chambre

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que la Chambre s'ajourne à huit heures et demie.

Adopté.

La séance est levée.

### Deuxième séance du 14 mars 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Représentation à l'Assemblée législative

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 202 amendant la loi concernant la représentation à l'Assemblée législative.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Poursuites

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 204 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Listes des jurés de Montréal

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 206 concernant la préparation et le renouvellement de la liste des jurés pour le district de Montréal et de Québec.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### Listes électorales

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 amendant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes.

Adopté.

### Taxes sur les corporations

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'à la prochaine séance la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations.

Adopté.

### Questions et réponses:

### Congrès ouvrier de Genève

**M. Renaud (Laval):** 1. Le gouvernement était-il représenté au congrès ouvrier de Genève, en 1921?

2. Dans l'affirmative, par qui?

3. Ces représentants ont-ils fait un rapport de ce congrès au gouvernement?

4. Dans l'affirmative, ce rapport va-t-il être soumis à la Chambre et quand?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**

1. Oui.

2. Le ministre du Travail, accompagné de M. F. Roy.

3. Le ministre du Travail a fait un rapport verbal au gouvernement.

4. La réponse précédente dispose de cette question.

### **Département de la santé publique**

L'ordre du jour appelle la prise en considération, en comité plénier, d'un projet de résolutions relatives au bill 173 créant un département de la santé publique et amendement en conséquence les statuts refondus, 1909.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que l'ordre soit révoqué et que les résolutions soient retirées.<sup>15</sup>

Adopté. Les résolutions sont retirées.

L'ordre du jour appelle la deuxième lecture du bill 173 créant un département de la santé publique et amendement en conséquence les statuts refondus, 1909.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault) que l'ordre soit révoqué et que le bill soit retiré.

Adopté. Le bill est retiré.

### **Ventes par le shérif**

**M. Tessier (Rimouski)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 146 amendement le Code de procédure civile relativement aux ventes par le shérif.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Tessier (Rimouski)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **The Church of the Messiah**

**M. Smart (Westmount)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier

pour étudier le bill 115 pour étendre les pouvoirs de The Church of the Messiah.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Smart (Westmount)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Voirie**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendement diverses lois concernant la voirie.

Adopté.

### **En comité:**

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>16</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande si le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins, nouveau poste créé par la loi de la voirie, sera le sous-ministre de la Voirie<sup>17</sup>.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Pas nécessairement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande s'il y aura un sous-ministre.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne une réponse vague.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande s'il est avéré que le sous-ministre a démissionné<sup>18</sup>.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** répond qu'il l'ignore.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose des questions concernant l'application de la nouvelle loi.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** admet que le projet donne des pouvoirs considérables au ministre de la Voirie, mais la bonne administration

de la voirie ne saurait être obtenue sans que l'on donne ces pouvoirs au ministre. Ne vaut-il pas mieux laisser à un ministre, dit-il, qui s'y connaît mieux que personne, la question de l'opportunité d'accorder des octrois? Le ministre se renseignera dans tous les cas, prenant en considération le trafic, tant local qu'externe et la situation financière dans les diverses municipalités.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Que considérera-t-on comme une municipalité pauvre?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Si une municipalité ne peut pas défrayer sa part de l'entretien de ses chemins. Certaines municipalités ont de grands bouts de chemin à entretenir sur tout leur territoire, et ont une petite population. D'autres peuvent n'avoir que de petits bouts de chemin à entretenir et ne pas avoir besoin d'aide spéciale du gouvernement. Il est impossible de préciser la nature de l'aide à apporter dans ces cas. Le ministre s'occupera de tous ces détails pour rendre justice. Dans les circonstances, il est impossible de dire d'avance quelle sera l'aide accordée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** insiste sur le fait que le gouvernement s'est fait donner les pleins pouvoirs dans une part importante des affaires municipales. Le gouvernement prive les municipalités de revenus, et il pourrait arriver éventuellement que le ministre de la Voirie ne soit pas conscient des nécessités d'une municipalité et commette une injustice, suite au mauvais conseil d'un employé incompetent, en refusant d'octroyer les fonds nécessaires. Il lui semble que les municipalités devraient avoir le moyen de faire contribuer à la réparation des chemins ceux qui les endommagent.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement désire, contrairement à ce que prétend le chef de l'opposition, respecter l'autonomie des municipalités, puisque celles-ci sont absolument libres d'adopter ou de rejeter, par règlement, si elles préfèrent laisser au gouvernement le soin d'entretenir ses routes ou garder pour elles les travaux que cet entretien comporte. Si de tels règlements sont adoptés dans nos municipalités, nous pouvons être assurés que toutes nos routes seront bien entretenues et qu'elles subiront moins la détérioration que malheureusement l'on a constatée trop souvent, surtout dans certaines régions plus fréquentées que d'autres. Le gouvernement est prêt à tous les sacrifices pour aider au développement des bonnes

routes de la province, pourvu cependant que le peuple l'appuie dans sa politique et seconde ses efforts dans toutes les mesures du possible. Le ministre de la Voirie aura toujours à sa disposition assez d'argent pour cela.

Le gouvernement répète de manière constante, depuis le début de la session, qu'il est essentiel de protéger l'investissement de la province dans ce réseau de bons chemins. Le gouvernement s'était rendu compte depuis quelque temps surtout qu'il était urgent de consacrer plus d'argent que jamais pour le développement des bons chemins. La province de Québec a un beau réseau de bons chemins qui font l'admiration des autres provinces, qui constatent d'ailleurs qu'au point de vue des bons chemins la province est la plus avancée non seulement des provinces sœurs, mais aussi des États-Unis. Mais ces bons chemins doivent être entretenus, et le meilleur moyen est de laisser le gouvernement faire exécuter ce travail sous la surveillance de ses ingénieurs, avec sa machinerie moderne, afin que cela soit fait mieux, avec plus de méthode et plus rapidement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Est-ce que le gouvernement aura le droit de refuser de se charger de l'entretien des chemins d'une municipalité qui le demande?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Le gouvernement s'en chargera, attendu que la loi comporte un engagement moral de la part du gouvernement. Quant aux municipalités qui refuseront de faire des arrangements avec le gouvernement pour l'entretien de leurs chemins, la position est la suivante: jusqu'ici nous avons donné à ces municipalités \$400 par année pour les aider à entretenir leurs chemins. C'est très peu. Aussi, le gouvernement abolit-il cette pratique. Les municipalités qui persistent à se charger elles-mêmes des travaux d'entretien pourront s'adresser au ministre de la Voirie pour obtenir un octroi, et je suis sûr que ce dernier fera avec elles quelque arrangement pour lui fournir l'aide nécessaire pour l'entretien qu'elle voudra faire elle-même. Si elle veut mettre ses chemins sous la direction du ministère de la Voirie, elle n'aura qu'à adopter une résolution dans ce sens. Cependant, le gouvernement tient à faire lui-même l'entretien de la voirie, parce que la chose pourra se faire avec plus de système et plus de méthode. Ce que le gouvernement désire avant tout, c'est que les bons chemins soient entretenus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi on mentionne dans le bill que le million de piastres supplémentaire qui va être affecté à la Voirie doit provenir de l'administration de la loi des liqueurs? Pourquoi ne pas mettre à même les revenus de la province? Pourquoi n'a-t-on pas dit la même chose pour les collèges classiques à qui l'on accorde \$300,000 sur les revenus du commerce des liqueurs? Pourquoi cette distinction? Peut-être cela offenserait-il le sens éthique des apôtres de l'éducation de savoir que leur argent provient de la vente de whisky et de champagne, de brandy et de vins, et ainsi de suite. Peut-être que la raison en est que le gouvernement veut faire croire au public des campagnes que la loi des liqueurs est un grand succès et que, sans cette loi, il n'y aurait pas un nouveau million pour les chemins tous les ans. Belle façon de faire la promotion de la loi...

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Au début de la session, le premier ministre a bien précisé qu'une partie de l'argent des liqueurs serait mise de côté pour l'entretien des routes, et cette promesse se traduit à présent en gestes.

**M. Grégoire (Frontenac)** dénonce le chef de l'opposition pour avoir attaqué la loi des liqueurs. Les populations rurales, dit-il, ont besoin d'aide pour entretenir leurs chemins et la loi des liqueurs est une bonne chose. Parlant du fléau de la prohibition, il rappelle au chef de l'opposition que ce n'était pas un crime de ramasser de l'or dans le "fumier d'Ennius".

(Applaudissements)<sup>19</sup>

Les résolutions sont adoptées.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>20</sup>:

**Des députés demandent des explications.**

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** donne des explications.

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe 2041jj de l'article 2 qui se lit comme suit:

"2041jj. Le ministre de la Voirie peut, aux conditions qu'il détermine, en tenant compte de la nature et de l'importance du trafic sur ces chemins, de la circulation qui s'y fait et des ressources de la municipalité, se charger de l'entretien et de la réparation des chemins améliorés de toute corporation qui en fait la demande en vertu de l'article 2041ii. Il peut consentir à ne se charger que d'une partie des chemins mentionnés dans le règlement ou la résolution.

"Les arrangements intervenus entre le ministre de la Voirie et la corporation sont constatés dans un contrat signé par les représentants de la corporation désignés dans le règlement ou la résolution et par le ministre de la Voirie ou le sous-ministre de la voirie, ou le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins."

Le paragraphe 2041jj de l'article 2 est amendé et se lit désormais comme suit:

"2041jj. Le ministre de la Voirie peut, aux conditions qu'il détermine, en tenant compte de la nature et de l'importance du trafic sur ces chemins, de la circulation qui s'y fait et des ressources de la municipalité, se charger de l'entretien et de la réparation des chemins améliorés de toute corporation qui en fait la demande en vertu de l'article 2041ii, ou il peut accorder la subvention qu'il juge convenable à la municipalité qui désire entretenir et réparer ses chemins améliorés. Il peut consentir à ne se charger que d'une partie des chemins mentionnés dans le règlement ou la résolution."

"Les arrangements intervenus entre le ministre de la Voirie et la corporation sont constatés dans un contrat signé par les représentants de la



corporation désignés dans le règlement ou la résolution et par le ministre de la Voirie ou le sous-ministre de la Voirie, ou le surintendant général de l'entretien et de la réparation des chemins."

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 204*l*<sub>jj</sub> de l'article 2, ainsi amendé, est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 28 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement<sup>21</sup>. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Convictions sommaires

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 36 concernant les convictions sommaires.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée<sup>22</sup>.

#### NOTES

1. Selon *L'Événement* du 15 mars 1922, à la page 3, le discours de M. Smart est prononcé en anglais.

2. Version du *Nouvelliste* du 15 mars 1922, à la page 1. *The Gazette* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt "un de ses fils".

3. Lomer Gouin (1861-1929), premier ministre du Québec de 1905 à 1920. Élu député libéral aux communes en 1921 et nommé ministre de la Justice dans le cabinet King de 1921 à 1924.

4. Médéric Martin (1869-1946), maire de Montréal de 1914 à 1924 et de 1926 à 1928. Nommé conseiller législatif de la division d'Alma en 1919.

5. M. Smart fait allusion à l'accident dont M. Miles fut victime lors de la séance du 9 mars dernier, juste après son discours sur le vote des femmes. *Le Soleil* du 15 mars 1922, à la page 1, explique que "le député de Saint-Laurent avait terminé son discours et allait reprendre son siège quand, en s'asseyant, ne s'étant pas aperçu que son fauteuil s'était déplacé, il tomba et alla se frapper la tête sur un coin du fauteuil. Le sang jaillit et ses voisins se précipitèrent à son secours. Transporté à la tabagie, il fut pansé par son collègue le Dr Conroy. Curieuse coïncidence, c'est le deuxième accident de même nature dont M. Miles a été victime durant la session". En effet, le 16 février dernier, alors qu'il siégeait au comité des bills privés, M. Miles tomba de son fauteuil et s'infligea une première blessure.

6. Selon *L'Événement* du 15 mars 1922, à la page 3, le discours de M. Miles est prononcé en anglais.

7. M. Miles lit cet article d'un quotidien de langue anglaise que nous reproduisons intégralement. Toutefois, pour le bénéfice des lecteurs, voici la traduction de cette citation:

"Le gouvernement provincial devrait être fier d'une cité comme Montréal, la plus grande et la plus progressive du Canada, où l'on trouve le quatrième plus grand port du continent, duquel on peut s'attendre, dans un avenir rapproché, de le voir rivaliser avec celui de New York, s'il n'est pas même actuellement en train de l'éclipser. Mais à quoi assistons-nous donc, à l'assemblée annuelle de la Législature, si ce n'est une démonstration d'hostilité active à l'égard de notre cité.

"Ici, à la Législature, Montréal est considéré en gros à partir d'un seul point de vue, soit celui d'un producteur de taxes pour les dépensiers du gouvernement. Les milliers d'automobilistes qui foulent les rues et usent les chaussées devraient

certainement payer une taxe civique, tout comme le pauvre chauffeur de taxi, afin de nous permettre de réparer les rues. Quelle est la différence, en termes d'impôts, entre un taxi et une voiture? Il n'y en a pas. Les deux dépendent de nos rues et les deux les empruntent, les usent et, dès lors, devraient contribuer à leur entretien. C'est le gouvernement provincial qui empoche tout. L'entière des taxes sur les véhicules-moteurs s'en va à Québec et les deux gouvernements comptent assez de députés ruraux pour les appuyer dans cette iniquité."

8. Joseph-Léonide Perron (1872-1930), député libéral de Gaspé de 1910 à 1912, puis de Verchères de 1912 à 1916. Nommé conseiller législatif (Montarville) en 1916 et ministre sans portefeuille dans le cabinet Taschereau en juillet 1920. Leader du gouvernement au Conseil législatif (1921), il a été ministre de la Voirie de 1921 à 1929, sans toutefois siéger à l'Assemblée. Il y est élu député de Montcalm en 1929 et a été ministre de l'Agriculture en 1929-1930.

9. Selon *L'Événement* du 15 mars 1922, à la page 3, le discours de M. Gault est prononcé en anglais.

10. Chiffre de *La Presse* du 15 mars 1922, à la page 10. Toutes les autres sources corroborent cette donnée. Seul *Le Devoir* du même jour, à la page 2, mentionne \$35,915,716.58.

11. Dans leur édition du 15 mars 1922, *The Gazette*, à la page 2, ainsi que le *Montreal Herald*, également à la page 2, indiquent 1910. *La Presse* du même jour, à la page 10, mentionne plutôt 1912.

12. Chiffre de *La Presse* du 15 mars 1922, à la page 10, partagé par toutes nos autres sources. Seul *L'Événement* du même jour, à la page 3, mentionne \$6,500,000.

13. Le terme "camions" est utilisé par *La Presse* du 15 mars 1922, à la page 10, alors que *La Patrie* du même jour, à la page 7, mentionne que M. Sauvé à chaque fois dit plutôt "trucks".

14. *La Patrie* du 15 mars 1922, à la page 4, rapporte que sitôt la fin de son discours, M. Sauvé but un verre de lait qui était sur son bureau.

15. Le *Montreal Star* du 15 mars 1922, à la page 1, contredit les *Journaux de l'Assemblée législative* en rapportant que c'est M. Taschereau, et non M. David, qui fait cette annonce.

16. Référer à la première séance de ce jour pour prendre connaissance des résolutions proposées.

17. Selon le *Montreal Star* du 15 mars 1922, à la page 11, M. Sauvé fait allusion à M. Benjamin Michaud, sous-ministre de la Voirie de 1912 à mai 1922.

18. Selon le *Montreal Star* du 15 mars 1922, à la page 11, M. Sauvé fait allusion aux rumeurs de démission entourant M. Benjamin Michaud, sous-ministre de la Voirie. Le *Star* nous rapporte que "le sous-ministre a donné sa démission, car il était en désaccord avec la politique de la voirie du nouveau ministre, mais M. Perron dit que M. Michaud a eu une légère attaque de paralysie et s'est fait accorder une autorisation d'absence, mais qu'il n'a pas démissionné".

19. Les journaux donnent peu de détails sur ce discours de M. Grégoire. *L'Événement* du 15 mars 1922, à la page 3, rapporte cependant que M. Grégoire a "été fréquemment et bruyamment applaudi".

20. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

21. Dans les *Journaux de l'Assemblée législative* du 14 mars 1922, page 209, le greffier a consigné que le bill 10 était adopté sans amendement alors que les journaux nous indiquent tout à fait le contraire. Les archives du bill 10 nous confirment d'ailleurs l'existence de cet amendement à l'article 2041*jj*.

22. *L'Événement* du 15 mars 1922, à la page 3, écrit que la séance s'est terminée "à une heure très avancée de la soirée".

## Première séance du mercredi 15 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Taxes sur  
les corporations

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 191 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec.

Commission  
des services publics

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 191 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Rivière  
Sainte-Anne

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, appuyé par le représentant d'Arthabaska (l'honorable M. Perrault), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 207 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes, relativement à l'emmagasinement

des eaux dans la rivière Sainte-Anne et tout autre de ses affluents.

Adopté.

Possession et transport  
de liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 180 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

## En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)**<sup>2</sup> propose:  
1. Que l'honoraire payable pour l'enregistrement de tout véhicule de promenade, tel que défini dans la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, sera de quatre-vingt-dix cents par cheval ou toute fraction d'icelui, pourvu toutefois que cet honoraire n'excède pas quatre-vingts piastres.

2. Que l'honoraire payable pour l'enregistrement de tout véhicule de commerce, tel que défini dans la section 1 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, muni entièrement ou partiellement de bandages non pneumatiques, sera le suivant:

*a.* Si sa capacité n'excède pas une tonne, cinquante piastres;

*b.* Si elle excède une tonne mais n'excède pas une tonne et demie, soixante-quinze piastres;

*c.* Si elle excède une tonne et demie mais n'excède pas deux tonnes, cent piastres;

*d.* Si elle excède deux tonnes mais n'excède pas deux tonnes et demie, cent vingt-cinq piastres;

*e.* Si elle excède deux tonnes et demie mais n'excède pas trois tonnes, cent cinquante piastres;

*f.* Si elle excède trois tonnes, cinquante piastres par chaque tonne ou toute fraction d'icelle.

3. Que l'honoraire payable pour l'enregistrement de tout véhicule de commerce, muni entièrement de bandages pneumatiques, sera le suivant:

*a.* Si sa capacité n'excède pas une tonne, vingt-cinq piastres;

*b.* Si elle excède une tonne mais n'excède pas une tonne et demie, trente-sept piastres et cinquante cents;

*c.* Si elle excède une tonne et demie mais n'excède pas deux tonnes, cinquante piastres;

*d.* Si elle excède deux tonnes mais n'excède pas deux tonnes et demie, soixante-deux piastres et cinquante cents;

*e.* Si elle excède deux tonnes et demie mais n'excède pas trois tonnes, soixante-quinze piastres;

*f.* Si elle excède trois tonnes, quarante piastres par chaque tonne ou toute fraction d'icelle.

4. Que, nonobstant les dispositions des résolutions nos 2 et 3, l'honoraire payable pour l'enregistrement de véhicules de commerce possédés par des cultivateurs et employés sur leurs fermes exclusivement, et pour l'enregistrement de balayeuses pneumatiques, de wagons à patrouille, ambulances, pompes à incendie, dévidoirs, trucks à échelles, voitures de sauvetage, voitures d'arrosage et balayeuses possédés par des corporations municipales, sera de une piastre et cinquante cents.

5. Que l'enregistrement exigé par le paragraphe 1 de l'article 1389 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la section 2 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, expirera le premier mars de chaque année, et devra être renouvelé annuellement à cette date, de la même manière et sur paiement du même honoraire annuel.

6. Que celui qui fera l'acquisition d'un véhicule-moteur après le premier jour de septembre d'une année d'enregistrement ne devra payer pour l'année qu'une moitié de l'honoraire d'enregistrement fixé par la loi qui accompagne les présentes résolutions.

Les changements les plus importants à la loi actuelle sont les suivants: À l'avenir, le tarif des licences pour les automobiles de promenade sera de 90¢ par cheval-vapeur au lieu de 70¢; quant au tarif des licences pour camions-automobiles, tout dépendra de la pesanteur de la voiture, mais dans tous les cas, ce tarif est doublé; il y a cependant quelques exceptions, par exemple pour les camions à roues pneumatiques.

Il sera apporté au bill qui sera présenté un amendement permettant aux corporations des cités et villes de réglementer la pesanteur des camions. Un autre amendement sera apporté édictant que les automobilistes devront s'arrêter en certains endroits pour exhiber leur carte, et cela, afin de prévenir les vols de voitures. Quant à la vitesse, elle est augmentée par la nouvelle loi, de 16 à 20 milles dans les cités et villes, et les autres endroits populeux, et de 25 à 30 milles dans les campagnes. Voilà les principaux changements à la loi.

**M. Létourneau (Québec-Est):** Les amendements projetés vont nuire considérablement au développement des affaires et à l'industrie qui fait aujourd'hui un usage général des camions, au-dessus de deux tonnes et demie. Les marchands qui, de bonne foi, ont acheté des camions de trois tonnes et trois tonnes et demie ne pourront pas non plus faire la livraison à leur clientèle dans le voisinage des villes. Presque tous les hommes d'affaires de Québec et de Montréal ont des camions de trois tonnes, ou trois tonnes et demie. Ils ne s'en servent pas simplement pour faire du transport dans la ville, mais encore dans la campagne. La nouvelle loi vient donc leur faire un tort considérable.

Il (M. Létourneau) propose un amendement dans le but de donner un avis de deux ans aux propriétaires de camions, avant de mettre la présente loi en vigueur. Il critique cette disposition de la loi, disant qu'elle ne remédie pas le moins du monde à l'état de choses dont on se plaint puisque, à cause de leur vitesse et de la forme de leurs pneus, les camions de deux tonnes et demie, dont on permet la circulation au détriment de tous les autres, brisent beaucoup plus les chemins que les gros camions de trois tonnes et demie et même de cinq tonnes, dont les pneus sont absolument inoffensifs pour les chemins qu'ils ne peuvent ni user ni trancher.

**M. Renaud (Laval):** Comment se fait-il que l'on prohibe les camions chargés de 5,000 livres, sur les chemins de campagne, quand un cheval traîne couramment ce poids, et quand un bon attelage traîne impunément jusqu'à 14,000 livres?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La vitesse du cheval n'est pas celle du camion.

**M. Renaud (Laval):** Les roues des camions ne sont pas celles des voitures.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Mon honorable collègue oublie les lois de la vibration. Dernièrement, à Montréal, pendant la construction d'un grand hôtel, des maisons ont été démolies par la seule vibration résultant du passage de camions-automobiles.

**M. Dufresne (Joliette)** fait remarquer que les transports par camion contribuaient à faire baisser le coût des marchandises et qu'à ce titre on devait les protéger.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Les camions à lourd tonnage causent des dommages énormes aux routes des campagnes, et il n'est que juste de faire contribuer les propriétaires de ces véhicules aux frais de la réparation des chemins. L'expérience de plusieurs années a prouvé que les camions-automobiles détruisaient considérablement les routes de campagne; aussi pour mettre une fin à cet état de choses, il a fallu absolument en venir à une législation qui limite le poids des voitures.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je sais que les camions sont dans l'intérêt du commerce, mais nos ingénieurs disent qu'ils détruisent les chemins. Il faut choisir entre le bris de ces chemins et le préjudice à certains intérêts particuliers. Que la Chambre choisisse!

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** L'intérêt particulier nuit toujours à l'intérêt général.

**M. Létourneau (Québec-Est):** Est-ce que l'intérêt du commerce n'est pas un intérêt général? Ceux qui ont des camions pesant plus que deux tonnes et demie ne pourront plus faire le trafic en dehors des villes et ils seront obligés de vendre ces camions à un prix ridicule.

Si on expédie les denrées à la campagne par camions, cela tient à ce que les tarifs des chemins de

fer sont trop élevés. Si les camions sont proscrits, il restera les voies ferrées, mais les consommateurs paieront plus cher pour leurs denrées. Il (M. Létourneau) demande que l'on étende la permission de circuler aux camions d'une capacité de trois tonnes et demie.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Le maintien de l'ancienne taxe sur les camions favoriserait surtout des particuliers. Et la proportion des avantages de la nouvelle loi, est aux désavantages qu'elle occasionnera, comme un est à dix. Si, comme je le crois, le transport par camion est payant et qu'on le pratique librement, pour 5 % de revenus que l'on retirera, on dépensera pour 10 % en réparations.

**M. Létourneau (Québec-Est):** Dans ce cas, que l'on prohibe donc tout le trafic par camion. On saura ensuite à quoi s'en tenir<sup>3</sup>.

**M. Tessier (Rimouski)** ne prend pas les marchands en pitié. Il pense surtout aux routes et aux ponts et voudrait que l'on prohibe tous les camions de plus de deux tonnes sur les routes à l'extérieur des villes et des municipalités. Un camion d'une capacité de deux tonnes, dit-il, représente quand il est chargé un poids total de quatre tonnes. Quand un camion de deux tonnes et demie est chargé, cela signifie un poids total de cinq tonnes et c'est amplement suffisant pour les routes de la province.

Il est douteux aussi que l'on puisse construire des routes assez solides pour porter de tels poids. Il faut considérer aussi la question des ponts. Il existe dans les campagnes des ponts de bois qui datent de 10 ans et plus, et les camions qui les utilisent amènent un danger d'usure et de réparations continuelles des ponts. Il y a des ponts en métal qui n'ont pas été construits pour les camions à moteur, et il faut aussi étudier la question de savoir si les routes de gravier sont adéquates pour les camions à moteur.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** est peiné de la contrariété pour les commerçants qui ne pourront pas utiliser leurs camions de trois tonnes et demie. Mais il faut protéger les routes. Si cette prohibition n'était pas promulguée cette année, elle devrait l'être l'année prochaine ou l'année d'après, et il faudra quand même interdire plus de camions. Il faut que cela cesse, et le plus tôt sera le mieux.

**M. Dufresne (Joliette):** Ne sont-ils pas autorisés ailleurs qu'au Québec?

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):**

En tout pays, on prend des dispositions pour restreindre la circulation des camions. Il n'est pas douteux qu'au-delà d'un certain poids ils ne soient de grands destructeurs de routes. Sans doute, on répond que la livraison se fait par leur moyen, à bon compte et très rapidement dans un rayon de 50 milles autour des grandes villes, mais il y a un autre côté à cette question. Est-ce que les cultivateurs qui épargneront quelque chose sur le coût de la marchandise y gagneront en définitive, s'ils sont obligés de se saigner pour l'entretien de leurs chemins brisés par les camions-automobiles?

Tout récemment, un grand bout de chemin a été pavé dans la campagne. Un camion a passé dessus et y a laissé sur une distance de deux milles deux profondes ornières parallèles; le coût de la réparation s'est chiffré à \$2,000. Je parle pour les districts ruraux; il est déjà bien assez que l'on autorise à quelques-uns de ces camions de rouler sur nos routes.

**M. Létourneau (Québec-Est)** persiste à dire que c'est une injustice et demande que l'interdiction qui s'applique aux camions de moins de trois tonnes et demie soit reportée de plusieurs années pour que les commerçants puissent au moins utiliser ceux qu'ils possèdent déjà.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** refuse d'accepter la suggestion.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** pose plusieurs questions sur le fait que, d'après lui, le gouvernement ne devrait pas cette année augmenter le prix des licences pour les automobiles de passagers. Celle-ci, par arrêté ministériel dit-il, a été portée de 75¢ à 90¢ le cheval-vapeur. Il (M. Bercovitch) croit que c'est excessif; on devrait, dit-il, laisser l'ancien prix.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Cette augmentation était rendue nécessaire, afin d'assurer à la province les revenus suffisants pour continuer sa politique des bons chemins. Les revenus provenant actuellement de la taxe ne couvraient même pas les intérêts payés par le gouvernement sur les octrois faits aux municipalités, ce qui démontre que, sous ce rapport, il y eut un déficit d'enregistré.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** reconnaît que les bonnes routes dans notre province contribuent considérablement au progrès général de

nos industries et sont d'une grande utilité pour les citoyens de toute la province, mais il trouve injuste que seuls les automobilistes soient appelés à payer pour leur entretien. On sait dans la province, dit-il, que le tourisme est un facteur de prospérité, et je crois que c'est vrai.

La circulation de touristes n'a cessé d'augmenter d'année en année, surtout à cause des bons chemins, et l'année dernière on a évalué à 40,000 le nombre de véhicules qui ont emprunté nos routes. Ces derniers utilisent nos routes autant que les automobilistes du Québec et ne peuvent être taxés et ne devraient pas l'être non plus.

Mais les visiteurs dépensent beaucoup d'argent dans la province, ce qui bénéficie à toute la province. Par conséquent, le coût de l'entretien des routes ne peut vraiment être entièrement à la charge des automobilistes de la province. Ces touristes motorisés apportent beaucoup d'argent au gouvernement en ventes de liqueurs, car les automobiles américaines nous apportent beaucoup de voyageurs qui ne s'en retournent pas de la province à "sec".

Ils peuvent être tentés par les bonnes boissons vendues par la Commission des liqueurs, ils ramènent une bouteille avec eux. Et, si on estime que chaque véhicule transporte cinq passagers, cela signifie 200,000 visiteurs par année qui apportent la richesse à toute la province. Et le gouvernement a bénéficié particulièrement de la consommation de liqueurs de la part des 200,000 visiteurs.

Ayons donc quelque pitié de l'automobiliste qui dépense, d'où qu'il vienne, à l'exemple des touristes américains. N'essayons pas de lui faire porter tout le coût de l'entretien de la voirie. Que la dépense soit répartie sur toute la population et non sur les automobilistes. C'est dans la province de Québec que les taxes sur les véhicules-moteurs sont les plus élevées.

Le propriétaire d'une automobile au Canada doit payer son véhicule plus cher que le même propriétaire aux États-Unis et les dépenses d'utilisation sont proportionnellement plus élevées au Canada. Si on considère ces dépenses plus élevées pour les automobilistes, il est injuste qu'ils soient obligés de payer une augmentation du prix des licences dans la province. Il est vrai que certains propriétaires d'automobile sont d'accord pour payer le prix supplémentaire des licences, si on leur donne l'assurance que cet argent sera utilisé pour des travaux routiers, mais plusieurs propriétaires ainsi qu'une coalition d'automobilistes ne sont pas d'accord avec eux.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** admet que les licences pour les véhicules-moteurs dans notre province sont plus élevées que celles des autres provinces et même des États-Unis, mais il fait remarquer que la province de Québec possède beaucoup plus de bonnes routes et que, d'ailleurs, les automobilistes devraient être prêts à payer une légère augmentation pour être assurés de pouvoir circuler sur de bons chemins qui ne leur offriront aucun danger.

Les patentes ont rapporté l'année dernière un total de \$1,500,000, dit-il, et le gouvernement fera aussi sa part. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault), en présentant le bill de la Voirie<sup>4</sup>, annonçait hier qu'on se propose de dépenser rien que pour cette année une somme de plus de \$7,000,000, afin que plus de \$8,500,000 soient dépensés cette année pour la construction de nouvelles routes et l'amélioration et l'entretien de celles qui existent déjà. Il y a donc un joli écart entre le revenu et le coût d'entretien; par conséquent, il est difficile de dire que les automobilistes paient entièrement le coût des routes.

La plus grande partie des sommes dépensées pour les chemins provient de sources autres que les automobilistes, insiste le ministre. Quant à la comparaison faite par le député de Saint-Louis concernant les coûts pour les automobiles ici et ailleurs, on ne peut la soutenir raisonnablement. On a mentionné le New Jersey, mais le New Jersey est un petit État avec une population aisée et installée de manière dense sur des bouts de chemins, plus favorisée sur le plan de la voirie, pour ce qui est des conditions climatiques, alors que Québec a de grands pans de chemins à entretenir, une population dispersée et doit affronter des conditions climatiques extrêmes.

Il y a en Ontario 155,000 automobiles, alors qu'il y en a ici seulement 46,000, et bien que le coût sur chaque automobile soit moindre là-bas, les montants perçus sur les automobilistes sont plus importants qu'ils ne le sont chez nous. En plus, pour une bonne part, l'Ontario est mieux favorisée sur le plan climatique. Les chemins sont mieux entretenus dans notre province qu'ils ne le sont en Ontario. Là, quelques chemins ont été construits, il y a quelques années, et on a abandonné leur entretien aux municipalités dès que leur construction fut terminée, ce qui les a voués à la détérioration.

Il est bien plus pratique pour le gouvernement de voir lui-même à l'entretien des chemins, ce qu'il ne veut pas faire cependant sans l'autorisation des municipalités, que de laisser à celles-ci le soin

d'effectuer tous ces travaux. La plupart de ces routes sont aujourd'hui impraticables et sont loin de faire honneur à la province sœur. Le même cas n'existe pas ici où des milliers de voyageurs et de touristes viennent chaque année, durant la belle saison, jouir des parfaites améliorations qui ont été apportées par nos autorités provinciales.

Les touristes qui viennent ici possèdent généralement de grosses automobiles qui traversent rapidement les petits villages et s'arrêtent à Montréal ou à Québec, où ils vont dépenser, ce qui laisse peu de profits pour les districts ruraux. Il ignorait que ces visiteurs dépensaient leur argent pour des liqueurs, puisque ni lui ni le député de Montréal-Saint-Louis n'avaient entendu dire qu'ils venaient ici pour enfreindre la loi de leur pays, allant même jusqu'à rapporter des bouteilles sur le chemin du retour.

(Rires de la Chambre)

Il (l'honorable M. Nicol) pense qu'il est injuste d'augmenter les taxes sur les camions à moteurs non pneumatiques qui ne sortent pas des villes et des municipalités et de ne rien demander aux propriétaires de véhicules de promenade.

**M. Robert (Rouville):** Au lieu d'augmenter la limite de vitesse de 18 à 20 milles dans les villes et les municipalités et de 25 à 30 milles dans les villages et la campagne, la vitesse dans les villages devrait être réduite à 15 milles à l'heure pour la sécurité de la population. Il (M. Robert) explique tout le danger qu'il y aurait de permettre aux autos de circuler à une trop grande vitesse dans nos rues. Il veut qu'on laisse aux municipalités le droit de réglementer la vitesse des véhicules-moteurs dans leurs limites respectives et présente un amendement à ce sujet.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** fait remarquer que les automobilistes font actuellement du 20 et 30 milles. La présente loi, dit-il, ne fera que légaliser un état de choses qui existe déjà. Il (l'honorable M. Nicol) ne croit pas qu'il y ait du danger dans cette vitesse.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** est contre l'augmentation des licences et dit qu'il n'est pas juste de faire payer aux propriétaires d'automobiles ou de véhicules-moteurs la même taxe que celle chargée à ceux des villes parce qu'à la campagne, généralement, l'automobile ne peut circuler que durant six mois de l'année, à cause des mauvais chemins de l'automne et de l'hiver. Pourquoi ne pas accorder de demi-licences, des licences d'été dit-il,

afin d'épargner les cultivateurs qui possèdent des automobiles et ne s'en servent que durant environ six mois par année, et de prélever la taxe à tous les six mois? Si, comme la prétend l'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), l'augmentation de la taxe est injuste même pour les propriétaires des villes, combien à plus forte raison l'est-elle pour ceux de la campagne où le service n'est que de six mois?

Ainsi, ceux qui utilisent les véhicules-moteurs pendant 12 mois paieront une licence à cet effet, mais les autres seront traités plus justement. Si le cultivateur veut conduire son automobile pour un autre deux mois, qu'on lui donne une licence supplémentaire de deux mois à un taux proportionnel.

Les contribuables de la campagne payent de grosses taxes municipales pour la confection et l'entretien des chemins détériorés en très grande partie par des étrangers. Pourquoi leur imposer, cette année, une taxe encore plus lourde, alors que nous subissons une crise qui affecte tout le monde mais l'agriculture et le commerce rural en particulier? Le camion-automobile (truck) servant aux transports de produits agricoles ne devrait pas être sur le même pied que les autres; car l'agriculture la première souffre de la crise qui nous alarme. On devrait avoir une demi-taxe pour le camion agricole.

Quant à la vitesse, il (M. Sauvé) approuve la demande du député de Rouville (M. Robert) qui veut la diminution de la vitesse. Il trouve que fixer à 20 milles le maximum de la vitesse dans nos campagnes est injuste pour nos villageois. Il (M. Sauvé) réclame pour les municipalités, le droit de réglementer elles-mêmes la vitesse des automobiles.

Si l'on permet aux automobilistes de faire 20 et 30 milles, dit-il, ils feront 25 et 35 milles à l'heure. Il faut tenir compte de la construction de nos villages et du fait que nos maisons sont construites généralement tout près des rues, tenir compte de nos grandes sécheresses, de la poussière du gravelage, du macadam ou du chemin de terre soulevée par l'automobile.

Vingt milles, cela veut dire 25 milles et cette vitesse est insouffrable dans nos villages. Nos villageois ont le droit de prendre le frais sur leurs galeries sans être couverts de poussière par des automobiles qui passent à toute vitesse. Ils ne sont pas tous capables d'avoir des châteaux sur les bords des grands lacs. On dit qu'il est important de rendre la vie rurale la plus attrayante possible. Or, ce n'est pas par cette mesure qu'on rendra la vie agréable; au contraire, on la rendra désagréable et dangereuse.

Prenez garde, dans nos campagnes, nos gens se fatiguent de se voir relégués dans leurs maisons et perdre chaque année quelques lambeaux de leur liberté. Le gouvernement taxe, taxe et surtaxe et il a des surplus. Son surplus provient des taxes imposées au peuple. C'est injustifiable. Toute administration peut avoir des surplus de cette façon. Il (M. Sauvé) dit qu'il comprend tout le grave problème de l'automobilisme et les exigences du progrès moderne.

Je suis, dit-il, un conservateur progressiste, ou, si vous voulez, un libéral conservateur de la bonne école, mais je comprends toute la gravité du problème du transport par les véhicules-moteurs, soit au point de vue des menaces d'accidents, des conséquences qui affectent notre système ferroviaire, ou au point de vue de nos municipalités obligées de réorganiser ou de reconstruire leurs routes pour les besoins de ce qu'on appelle le progrès, soit aussi au point de vue du problème rural, des exigences sociales de notre jeunesse rurale et de leurs alarmantes conséquences. Mais le législateur doit envisager, non seulement les besoins du présent, mais aussi ceux du lendemain.

#### **L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Les automobilistes des campagnes reçoivent en entier pour leurs routes ce que paient les automobilistes des villes, bien qu'ils n'utilisent ces routes que durant l'été. Il (M. Taschereau) appuie sur la politique des bons chemins et assure à la Chambre que le gouvernement a besoin de ces taxes pour entretenir les chemins de la province de Québec. Il ajoute que les automobilistes demandent sans cesse de nouvelles routes et veulent que le gouvernement dépense beaucoup pour entretenir dans un bon état les chemins déjà construits.

Le projet émis par le chef de l'opposition était irréalisable pour la bonne raison que les cultivateurs, tout comme les citoyens des villes, peuvent se servir des bonnes routes durant les 12 mois de l'année. Il (M. Taschereau) parle de la vitesse de 20 milles permise dans les routes de campagnes et fait remarquer que cette vitesse serait possible en vue des améliorations qui seront apportées à nos chemins.

L'on pourrait difficilement imaginer le gâchis dans lequel seraient plongés tous les voyageurs en autos, s'il fallait que l'on décrêtât que les municipalités pourraient réglementer la vitesse des automobiles dans leurs limites respectives. Voyez-vous un chauffeur d'auto obligé de savoir quelle vitesse a été fixée dans tel village et à quelle vitesse il doit mettre sa machine au village voisin?



Pourrait-on exiger semblables choses des voyageurs étrangers? Faire ceci, c'est de mettre les chauffeurs dans une position impossible. On ne peut exiger de chacun une connaissance des règlements de toutes les municipalités. C'est la vitesse uniforme qu'il faut, autrement, ce serait le chaos à ne plus pouvoir en sortir.

(Applaudissements)

**M. Hamel (Portneuf)** ne croit pas que l'on puisse faire une comparaison juste avec les États-Unis parce que, dans ce pays, il n'y a pas de gelées, le plus grand destructeur des chemins. Il (M. Hamel) partage la même opinion que le premier ministre au sujet de la limite de vitesse.

**M. Ricard (Saint-Maurice)** est opposé aux demi-licences, parce que le gouvernement paie un intérêt sur l'argent dépensé pour l'entretien des chemins pour une période de 12 mois.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** La loi actuelle fixant la vitesse moyenne à 16 milles sur les routes des campagnes a constamment été violée, parce qu'il est presque impossible aux automobilistes de se conformer à cette vitesse; en réglementant la vitesse à 20 milles, ce que font ordinairement aujourd'hui ceux qui violent la loi, on fait en sorte de diminuer les infractions. Plus que tout autre, il (l'honorable M. Caron) tient à diminuer les ennuis causés par les automobiles dans les campagnes, mais croit bon de réglementer un mal nécessaire, et la solution qu'offre aujourd'hui le gouvernement lui semble la meilleure.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

#### Dépôt de documents:

#### Poursuites contre la Commission des liqueurs

**L'honorable David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre copie de toute correspondance, etc., au sujet de demandes au procureur général de poursuivre la Commission des liqueurs. (Document de la session no 61)

La séance est levée à 1 heure.

#### Deuxième séance du 15 mars 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Questions et réponses:

#### Pont à Sainte-Brigitte-de-Laval

**M. Dufresne (Joliette):** 1. Le gouvernement a-t-il fait construire un pont dans la paroisse de Sainte-Brigitte-de-Laval, comté de Montmorency, sur la rivière Richelieu?

2. Dans l'affirmative, en quelle année?

3. Combien a coûté ce pont?

4. Quels sont les noms des entrepreneurs ou des contremaîtres des travaux?

5. Quels sont les noms des personnes qui ont travaillé à la construction de ce pont?

6. Quelle somme chacune d'elle a-t-elle reçue?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** 1. Oui.

2. 1920-1921.

3. \$1,092.95.

4. Jeremiah Tierney.

	<i>Noms</i>	<i>Sommes</i>
5. et 6.	John Pierson .....	\$ 176.00
	Jeremiah Tierney .....	125.00
	Edward Carey .....	208.00
	Geo. Goudreault .....	15.00
	Adelard Thomassin.....	63.00
	Joseph Auclair .....	60.00
	Eugène Thomassin .....	49.00
	M. Michel .....	27.00
	Georges Touchette.....	70.50
	François Bélanger.....	13.50
	William Goudreault.....	12.00
	Matériaux.....	<u>273.45</u>

\$1,092.95

### Employés du gouvernement

**M. Renaud (Laval):** 1. Quel est le nombre des employés à l'emploi du gouvernement provincial, dans les différents départements intérieurs et extérieurs?

2. Quel est le pourcentage des "Retours du Front" employés par le gouvernement? Combien de ceux-là ont fait du service actif en France ou ailleurs?

3. Quel est le nombre des employés de la Commission des liqueurs de Québec?

4. Quel est le nombre des employés de la Commission des liqueurs de Québec comme: *a.* Commis à ses magasins; *b.* Gérants à ses magasins?

5. Combien de ceux, employés par la Commission des liqueurs de Québec soit comme commis, gérants, à l'application de la loi, dont des "Retours du Front" ayant fait du service en France ou ailleurs?

6. De quelle manière les employés de ladite Commission sont-ils nommés et par qui sont-ils recommandés?

7. La Commission a-t-elle un règlement quelconque relativement à la nomination de ses employés ou de ses officiers, dans laquelle la préférence doit être donnée aux "Retours du Front"?

8. Les employés du magasin de la Commission situé au no 1189 Boulevard Saint-Laurent sont-ils des "Retours du Front"?

9. Combien d'applications ont été reçues soit comme commis, etc., de la part des "Retours du Front"?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** 1. 2911.

2. Le gouvernement n'a pas les renseignements voulus pour pouvoir répondre à ces deux demandes d'information.

3. 926.

4. *a.* 151; *b.* 59.

5. Il y a 14 "Retours du Front" parmi le personnel du bureau-chef; mais la Commission n'a aucune indication qui permette de spécifier le nombre de ceux employés dans ses autres établissements.

6. Ils sont nommés par la Commission, d'après les recommandations reçues et leur capacité, et ils sont recommandés par ceux qui s'y intéressent.

7. La Commission n'a pas de règlement à cet effet, mais la préférence est donnée aux "Retours du Front", quand les autres considérations sont à titre égal.

8. Non.

9. Nous ne pouvons répondre à cette question, vu que la Commission n'a aucun moyen de vérifier si, dans chaque cas, les requérants étaient des "Retours du Front" ou non.

### Véhicules-moteurs

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose de nouveau, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

Le débat se poursuit sur les résolutions<sup>5</sup>.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** suggère que le gouvernement n'impose pas d'augmentation de taxe sur les automobiles passagers ou les camions de moins de deux tonnes, mais fixe au contraire au double de ce qu'elle est présentement la taxe imposée sur les camions plus considérables qui sont pour lui la cause réelle de la désintégration de nos routes et des rues des villes<sup>6</sup>.

**M. Monet (Napierville)** appuie fortement la suggestion du député de Rouville (M. Robert). Il explique tout le danger qu'il y aurait de permettre aux autos de circuler à une trop grande vitesse dans nos rues. Il (M. Monet) partage l'opinion du chef de l'opposition au sujet des licences de six mois, non seulement pour les cultivateurs, mais aussi pour les citoyens des villes.

**M. Dufresne (Joliette)** félicite le gouvernement pour la limitation du tonnage des camions-automobiles qui, à l'avenir, pourront circuler sur les routes. Pour lui, le projet sur ce point, du moins, est excellent et il appuie le gouvernement.

L'amendement du député de Rouville (M. Robert), soit la diminution de vitesse à 15 milles à l'heure, est rejeté.

Les résolutions sont adoptées.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>7</sup>:**

Le comité étudie l'article 1, paragraphe 1, qui se lit comme suit:

"5. Les mots "véhicule de promenade" désignent un véhicule-moteur muni de bandages pneumatiques servant exclusivement au transport des personnes et ne pouvant accommoder plus de sept personnes à la fois."

**M. Renaud (Laval):** Que signifie la restriction sur les véhicules de promenade? On dit dans la définition qu'ils sont exclusivement réservés au transport des personnes et ne peuvent accommoder plus de sept personnes. J'ai quatorze enfants...

(Applaudissements de la Chambre)

Est-ce que je n'aurai pas le droit de les tasser tous dans une même voiture pour aller faire une promenade?

(Rires de la Chambre)

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Quatorze enfants? Achetez deux automobiles.

**M. Renaud (Laval):** Le gouvernement, de toute évidence, ne favorise pas les familles nombreuses.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Cette définition a simplement pour but d'établir une distinction entre les voitures de promenade et les autobus qui seront considérés comme des véhicules

de commerce et paieront le même impôt que les voitures de commerce. Le député de Laval (M. Renaud) pourra se promener tranquillement avec toute sa famille dans la même automobile, et il ne sera pas arrêté pour cela.

L'article 1 est adopté.

L'article 2 est adopté.

Le comité étudie l'article 3, paragraphe 4, qui se lit comme suit:

"4. Un véhicule de commerce dont la capacité excède cinq mille livres ne peut être employé ni mis en circulation en dehors des cités et villes."

**M. Renaud (Laval)** dit qu'il ne peut pas être satisfait de l'interdiction pour les camions de plus de deux tonnes et demie, à l'extérieur des villes et des municipalités. C'est ridicule, dit-il, parce que quatre tonnes, c'est le poids d'un cheval.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** veut décourager l'utilisation de camions lourds sur les routes parce qu'ils causent beaucoup de dommages.

**M. Renaud (Laval):** Mais quatre tonnes, c'est la charge d'une paire de chevaux!

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Pas dans les côtes.

**M. Renaud (Laval):** Dans les côtes, mais pas dans celles de Québec.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je viens d'une municipalité...

**M. Smart (Westmount)** remarque que l'on décrète des règlements pour les camions sur les grandes routes, mais que l'on ne fait rien pour les cités, où ces camions font le plus de tort à la voirie, bien que le gouvernement en retire tout le revenu.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Un amendement sera présenté pour donner aux villes le pouvoir de réglementer la circulation des camions à l'intérieur de leurs limites.

**M. Philps (Huntingdon)** est d'accord avec la limite de poids que propose le ministre. Les gens de la campagne, dit-il, s'opposent au passage des

camions lourds de cinq ou six tonnes sur les chemins de campagne. Il est impossible de construire des routes qui supporteraient un poids aussi considérable, et une limite de deux tonnes et demie est bien suffisante.

**M. Smart (Westmount):** Si ces camions brisent les chemins, c'est que les chemins sont mal faits, car en France et en Angleterre, on emploie des camions beaucoup plus lourds qui ne brisent pas les chemins.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** cite un rapport de la Highway Commission de l'État du Massachusetts, à l'effet qu'un poids brut de six tonnes a été imposé comme limite pour les transporteurs dans cet État. On a décrété qu'une telle limite est nécessaire, afin de protéger les ponts sur les autoroutes. Si on autorise les camions de douze à quinze tonnes à voyager sur les chemins, on estime que le coût nécessaire d'entretien des chemins serait alors entre \$30,000 et \$40,000 par mille.

**M. Dufresne (Joliette)** se range du côté du gouvernement, en ce qui concerne la limitation du poids des camions sur les routes de campagne. Mais il ne serait pas dans l'intérêt du commerce de supprimer l'usage des camions. Les frais de transport sont tellement élevés que les hommes d'affaires utilisent des camions pour transporter leur marchandise, et ce n'est pas en supprimant les camions que le gouvernement contribuera à diminuer le coût de la vie.

Il n'est pas en faveur des camions excessivement lourds, mais il ne voit aucune raison pour qu'on interdise les camions qui pèsent moins de trois tonnes et demie. À cause de l'augmentation des frais de transport, une importante circulation de camions commerciaux s'est développée au cours des dernières années, et le fait de refuser à cette catégorie de transport l'utilisation des routes ne fera qu'augmenter le coût de la vie.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'il y a du pour et du contre sur la question des lourds camions, il s'agit de choisir entre les avantages que ces camions apportent au commerce et le mal qu'ils font aux chemins. Le gouvernement doit prendre le côté qui s'avère être pour l'intérêt du plus grand nombre d'habitants.

La grande question qui se pose est de bien entretenir les chemins. Nous avons fait de grands sacrifices pour avoir des routes améliorées, et les municipalités ont été saignées à blanc pour les

entretenir. Nos ingénieurs nous disent que nous devons limiter la capacité des camions sur les autoroutes à la manière indiquée par le bill, et c'est la position du gouvernement sur cette question.

L'article 3 est adopté.

La Chambre, du consentement unanime, convient de reprendre l'étude du paragraphe 4 de l'article 3, et revient sur l'article qui vient d'être adopté.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande que l'on donne aussi aux cités et villes le pouvoir de fixer la limite de vitesse de ces camions chez elles. Le trésorier provincial a admis que la vibration occasionnée par le passage des camions lourds y est pour beaucoup dans les dommages causés aux chemins, et il croit qu'une limite de vitesse élevée sur les autoroutes augmente considérablement ce phénomène de vibration.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** La cité de Montréal possède déjà dans sa charte le pouvoir de réglementer la vitesse des camions à quatre milles à l'heure.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande si la cité de Montréal a des pouvoirs semblables. La Législature, dit-il, a persisté à refuser aux municipalités le contrôle de la vitesse des camions à l'intérieur de leurs limites, et il ne se souvient pas que Montréal se soit vu accorder un tel pouvoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi les conseils municipaux ne pourraient-ils pas être autorisés de la même façon à réglementer la vitesse à l'intérieur de leurs propres limites?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Cela n'est pas praticable et il vaut mieux avoir une loi uniforme pour toutes les campagnes sur ce sujet. Il est persuadé que la plupart des députés de la Chambre ont déjà reçu une amende, dans la dernière année, pour excès de vitesse.

Il est certain par contre qu'ils n'ont pas roulé à une vitesse dangereuse. Avec notre système de voirie, il est impossible et impraticable de conserver les limites actuelles. Il peut comprendre que les taxes ne sont jamais très populaires, mais il se rappelle que les propriétaires d'automobiles sont plus pointilleux et se plaignent facilement, lorsqu'un chemin n'est pas entretenu.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** présente un amendement pour donner aux cités et villes le pouvoir de réglementer le poids des camions-automobiles qui pourront circuler sur leurs territoires, ainsi que les rues où ils pourront circuler.

Le paragraphe 4 amendé se lit ainsi:

"4. Un véhicule de commerce dont la capacité excède cinq mille livres ne peut être employé ni mis en circulation en dehors des cités et villes. Les cités et villes peuvent cependant, par règlement, limiter à cinq mille livres la capacité des véhicules de commerce circulant dans leurs limites respectives."

Cette disposition, dit-il, s'applique à toutes les municipalités.

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 4, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 3, paragraphe 6, qui se lit comme suit:

"3. Aucun véhicule de commerce ou véhicule à traction animale ne doit être employé ou mis en circulation dans les chemins publics, quand il se trouve sur ses bandes ou sur l'une ou quelques-unes d'entre elles, des antidérapants sous forme de griffes (cleats) ou de chaînes (caterpillars) ou autres appareils qui peuvent endommager la chaussée ou le pavage de la rue."

**M. Smart (Westmount)** veut savoir pourquoi le gouvernement a décidé de réglementer sur ce sujet alors qu'il ne paie pas pour les chemins. Sur certaines routes, des dispositifs antidérapants sont nécessaires, et il ne croit pas que le gouvernement a le droit d'imposer quoi que ce soit aux municipalités à cet égard.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Montréal peut approuver quelque chose que Westmount n'approuve pas, et il est préférable que ce soit uniforme.

Il est proposé que les mots suivants soient retranchés: "qui peuvent endommager la chaussée ou le pavage de la rue" et remplacés par les suivants: "qui ne sont pas approuvés par le ministre de la Voirie".

L'amendement est adopté.

Le paragraphe 6, ainsi amendé, est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 et 5 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 6, qui se lit comme suit:

"6. L'article 1411 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 8 George V, chapitre 26, section 5, est de nouveau amendé en y ajoutant après le paragraphe 3, le suivant:

"4. Ces procédures légales ne sont pas intentées si elles sont précédées d'un avis du contrôleur du revenu de la province, désignant sommairement l'infraction commise, et si la personne qui a commis l'infraction, sur réception de cet avis, admet sa culpabilité devant un officier autorisé généralement à cet effet par le trésorier de la province et nommé dans cet avis, et paie en même temps à cet officier le minimum de l'amende exigible pour cette infraction et, en sus, une somme n'excédant pas deux piastres pour les frais. Le présent paragraphe 4 ne peut être interprété comme imposant l'obligation de donner cet avis avant d'intenter des procédures légales et, de plus, ne s'applique pas au cas d'ivresse prévu par l'article 1427, ni au cas où le véhicule-moteur cause une perte ou un dommage à quelque personne dans un chemin public, ni au cas de récidivisme durant la même année de licence."

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** prétend que la loi devrait fixer une limite pour laquelle les sommations pour infractions devraient être données. Il croit que les avis de poursuites ne devraient pas être donnés plus de huit jours après l'offense, de façon que les défendeurs puissent se procurer les témoins requis pour leur défense. Il est arrivé de graves conflits dans le passé parce que, dans plusieurs cas, des mois s'étaient écoulés entre le moment de l'infraction et la réception de l'avis de poursuite, et l'accusé n'a donc pas pu se défendre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit que si on adopte la suggestion du représentant de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ce sera tant pis pour les automobilistes. Car si le département des automobiles ne découvre pas une offense en dedans de huit jours, il demandera un bref de sommation, ce qui coûtera bien plus cher au délinquant ou à l'accusé. Si le département ne découvre pas l'offense en dedans de huit jours, le seul choix qui reste, c'est un bref de sommation. Par conséquent, l'accusé ne bénéficiera pas de l'option de payer l'amende minimum et les frais de \$2 tel que stipulé par la nouvelle loi.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** prétend que cette limite de huit jours devrait s'appliquer à toutes les poursuites intentées contre un délinquant. Si les autorités ne peuvent trouver motif à prendre des procédures dans un délai de huit jours, il ne devrait plus y avoir de procédures.

Comment un homme peut se rappeler la vitesse à laquelle son auto pouvait aller sur telle route 15 jours auparavant? Ce n'est pas ainsi que l'on fait aux États-Unis. À New York, par exemple, un homme que l'on accuse d'avoir enfreint la loi des automobiles reçoit immédiatement une sommation. Ce n'est pas ce qui se fait à Québec. Le résultat, c'est qu'un grand nombre d'automobilistes se laissent forcément condamner par défaut, attendu qu'ils ne peuvent se défendre.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** consent à laisser la clause en suspens.

L'étude de l'article 6 est suspendue.

Les articles 7 et 8 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 9, alinéa *a*, qui se lit comme suit:

"9. L'article 1417 des statuts refondus, 1909, tel qu'amendé par la loi 3 George V, chapitre 19, section 5, et remplacé par la loi 11 George V, chapitre 30, section 10, est de nouveau remplacé par le suivant:

"1417. 1. Lorsqu'un véhicule-moteur est dans un chemin public, il doit:

*a.* Être muni de deux lanternes à feu blanc à l'avant et d'une lanterne à feu rouge à l'arrière; si ce véhicule est une motocyclette, être muni d'une lanterne à feu blanc à l'avant et d'une lanterne à feu rouge à l'arrière; si cette motocyclette est accompagnée d'une caisse-annexe (side-car), être muni de deux lanternes à feu blanc à l'avant et d'une lanterne à feu rouge à l'arrière; si cette motocyclette est suivie d'une remorque, être muni d'une lanterne à feu blanc à l'avant de la motocyclette et d'une lanterne à feu rouge à l'arrière de la remorque."

**M. Smart (Westmount)** demande que les voitures traînées par des chevaux soient tenues d'avoir une lumière après le coucher du soleil. Il prétend que l'absence de lumière chez les voitures ordinaires est une menace pour ces dernières et pour les autos. Si le gouvernement n'est pas prêt à faire appliquer la loi à tout le monde, il devrait au moins la rendre obligatoire pour les grandes routes

améliorées. En Angleterre, chaque véhicule est tenu d'être muni de lanternes, et c'est la même chose dans d'autres pays d'Europe, et on n'a aucune difficulté à faire observer de telles lois. Cette mesure éviterait beaucoup d'accidents.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** La chose est inutile dans les cités et villes, qui sont suffisamment éclairées, si les automobilistes conduisent en dedans de la limite de vitesse permise. Quant aux campagnes, la population est contre cela et il n'y a aucun danger si les gens conduisent à une vitesse raisonnable. D'ailleurs, quand il arrive des accidents, c'est généralement dû à des gens qui font des promenades de plaisance à grande vitesse en auto.

**M. Philps (Huntingdon)** supporte le député de Westmount (M. Smart). Dans certains secteurs de sa circonscription, dit-il, les conseils municipaux ont adopté des résolutions demandant une loi semblable. Le prix d'une telle lanterne est peu élevé et, dans plusieurs cas, les résidents des campagnes ont pris l'initiative et ont muni leur véhicule de lanternes pour la nuit. Il (M. Philps) suggère au gouvernement d'adopter une loi qui donnerait aux municipalités le droit d'adopter une telle loi, ce qui rendrait service aux gens.

**M. Smart (Westmount)** ajoute que, même si la loi n'a pas été réclamée par les communautés rurales, ce n'est pas une raison pour que le gouvernement ne prenne pas les devants et ne la présente pas. Il est persuadé que, si le gouvernement a le courage de le faire, la population l'approuvera. Il est en désaccord avec le trésorier provincial (M. Nicol) lorsqu'il dit que la plupart des accidents de la route sont dus aux promenades de plaisance. Dans la noirceur, il est, dit-il, extrêmement difficile pour les conducteurs les plus prudents de distinguer les véhicules qui s'approchent. Cette mesure est une bonne protection pour les campagnes et il est d'avis qu'elle devrait s'appliquer à tout le moins sur les routes principales de la province.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** supporte le député de Westmount (M. Smart).

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine):** Les grandes routes des campagnes doivent d'abord appartenir au cultivateur et il ne convient pas de lui imposer trop de restrictions. Comme il l'a répété d'une fois à l'autre, quand la demande a été faite au gouvernement, c'est un droit inaliénable des fermiers en tant qu'utilisateurs des grandes routes, bien avant

qu'il y ait des automobiles. La population de cette province, dit-il, n'est pas encore prête pour cette mesure. Les  $\frac{4}{5}$  sont opposés au projet. Je suis personnellement en faveur de ce projet, mais je considère qu'il vaut mieux commencer par faire l'éducation du peuple plutôt que de le contraindre, avant de faire adopter pareille législation.

Il (M. Caron) admet que la population de son comté d'Huntingdon est déjà prête pour cette mesure et qu'il sera content de voir le jour où chaque comté sera prêt à cela. Mais il y aura beaucoup d'éducation à faire avant que ce jour arrive.

**M. Philps (Huntingdon)** n'est pas d'accord avec le ministre. Il déclare que, sur les routes étroites, les véhicules sans lanterne sont un véritable danger. Comme compromis, dit-il, on peut promulguer la loi et la mettre en vigueur seulement dans un an, parce qu'il y a beaucoup de cultivateurs qui ont installé des lanternes de leur propre gré, et il aimerait que ce soit une façon de faire générale.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** n'approuve pas cette idée, même s'il admet volontiers que les lanternes sont une bonne chose.

**M. Renaud (Laval):** Particulièrement dans le comté de Laval, les maraîchers et les cultivateurs qui viennent au marché de Montréal le soir constituent un grave danger.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** recommande au gouvernement d'exiger que toutes les voitures, possédant un moteur ou non, portent une lumière quelconque, lorsqu'elles circulent à la noirceur, dans les rues ou sur les routes. Cette mesure, dit-il, éviterait un grand nombre d'accidents malheureux qui, la plupart des cas, ne sont la suite que de la plus légère imprudence de ce genre.

**M. Dufresne (Joliette)** parle brièvement pour appuyer le gouvernement.

**M. Smart (Westmount)** croit que la mesure ne doit pas être retardée. Le coût serait négligeable, souligne-t-il, puisqu'une seule lumière suffit. Si davantage d'éducation est nécessaire là-dessus, il pense que le gouvernement pourrait faire passer la législation requise à cette session-ci de la Chambre, mais retarder sa mise en vigueur jusqu'en 1923, disons, afin que les gens puissent s'habituer à l'idée. De telles dispositions devraient être au moins appliquées aux routes principales, ajoute-t-il.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** s'oppose à la disposition. L'essentiel de son propos est que la province a davantage besoin d'éducation et n'est pas prête encore pour une législation de cette nature.

**M. Bédard (Montréal-Hochelaga)** propose quelques amendements<sup>8</sup>.

L'article 9 est adopté.

Les articles 6 et 10 à 12 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Demandes de documents:

##### Voirie du village de Lotbinière

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance, documents, etc., entre la municipalité du village de Lotbinière et le gouvernement au sujet de la voirie, de la couche bitumineuse ajoutée au chemin de cette municipalité, depuis le mois de janvier 1920 jusqu'à ce jour.

Adopté.

#### Dépôt de documents:

##### Création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Copie de correspondance, documents, etc., entre le gouvernement et toute personne, relativement à l'importance d'encourager l'industrie dans notre province, soit par la création d'un ministère du Commerce et de l'Industrie ou autrement. (Document de la session no 62)

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que lorsque cette Chambre s'ajournera à la fin de cette séance, elle soit ajournée à ce soir, à huit heures et demie.

La séance est levée.

### Troisième séance du 15 mars 1922

#### Présidence de G. Lemieux

La séance est ouverte à 8 h 30.

#### Absence de l'Orateur

**M. le Greffier** fait part à la Chambre de l'absence de l'Orateur (l'honorable M. Francoeur) et le président des comités pléniers (M. Lemieux, Gaspé) prend le fauteuil à titre d'Orateur suppléant.

**M. l'Orateur suppléant:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Poursuites

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 204 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Demandes de documents:

#### Concession de lots du canton Viger

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre tout document, correspondance, chèques, etc., relativement à l'obtention des lettres patentes des lots 18, 19, 20, 21 du rang 8, canton Viger, aussi à la remise par le gouvernement d'une somme de trop payée pour lettres patentes ou prix des susdits lots.

Adopté.

#### Comptabilité de la Commission des liqueurs

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre le gouvernement ou le trésorier de la province et la Commission des liqueurs de Québec, et de toutes instructions données à la Commission par le gouvernement ou le trésorier de la province au sujet des méthodes de comptabilité et de rapports devant être suivis par la Commission, et aussi au sujet de la vérification des comptes de la Commission et de la nomination des vérificateurs.

Il (M. Smart) veut que la Commission des liqueurs de Québec publie, tous les trois mois ou tous les six mois, un rapport de ses opérations, faisant connaître ses achats, ses dépenses en général, ses revenus et ses profits.

Plusieurs questions, dit-il, ont été placées à l'ordre du jour pendant la présente session dans le but d'obtenir de l'information au sujet des achats, des ventes et des profits de la Commission. Pourtant, nous avons obtenu très peu d'information à ce sujet.

Le trésorier de la finance (l'honorable M. Nicol) et le député de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), sur leur réputation d'hommes d'affaires ont déjà prétendu qu'il était impossible pour une affaire d'une telle envergure, telle que celle de la Commission, de fournir des états à chaque mois. Ce sont peut-être des hommes d'affaires prospères, mais ils ne sont pas des comptables experts. Il y a des entreprises commerciales encore plus considérables que la Commission des liqueurs qui fournissent des rapports mensuels et même hebdomadaires de leurs



opérations. Le rapport soumis récemment à la Chambre par la Commission des liqueurs fait voir qu'elle a une couple de millions aux banques et qu'elle a remis un million au trésorier de la province, mais il ne dit rien des profits qui ont pu être faits. La loi dit que la Commission doit fournir des rapports quand elle en est requise et il demande que la Commission des liqueurs fournisse des rapports périodiques plus fréquents. C'est dans le meilleur intérêt public qu'on fixe une période de remise de ces états.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se montre quelque peu surpris d'une pareille demande. Depuis le début de la session, dit-il, l'ordre du jour a été littéralement rempli de ces demandes relatives à la Commission et à la loi des liqueurs. Le gouvernement s'est rendu autant qu'il a été possible à toutes ces demandes. Mais voilà que l'on nous demande maintenant la production de toute la correspondance entre la Commission et le gouvernement, et l'on exige cette correspondance pour savoir quelle méthode de comptabilité tient la Commission. Je puis dire à l'opposition que ce n'est pas dans cette volumineuse correspondance que l'on sera fixé sur la nature de la comptabilité de la Commission.

Il est impossible de produire toute la correspondance que l'on nous demande, car cela prendrait des mois. Si le député de Westmount (M. Smart) veut connaître cette comptabilité, il n'a qu'à aller demander à la Commission la permission de voir ses livres, il ne sera fixé là-dessus ni dans les rapports que fait la Commission au gouvernement, ni dans sa correspondance avec nous. Maintenant si c'est cette correspondance que veut le député de Westmount, nous la lui donnerons comme nous avons fourni à l'opposition tout ce qu'elle nous a demandé jusqu'à présent sur la Commission et la loi des liqueurs.

On a donné déjà des chiffres. On a même fourni les chiffres des dépenses et des recettes de la Commission, mois par mois. Il se demande ce que le député de Westmount peut bien désirer de plus. Il promet que le gouvernement donnera tous les renseignements possibles comme par le passé.

On ne peut pas voir à l'heure actuelle si la Commission a fait un bénéfice réel. Pour y arriver, il faudrait connaître la valeur des marchandises en magasin. Les recettes brutes mois par mois ont été données. Qu'est-ce que le député de Westmount veut de plus? Est-ce un inventaire des marchandises qui sont en magasin?

**M. Smart (Westmount)** dit que les états qu'on a donnés ne montraient pas les marchandises en magasin ni les profits réalisés. Ils ne peuvent dire quels sont les profits sans avoir un inventaire de la valeur des marchandises en magasin. Il admet que cela a pu être difficile par le passé à cause de l'organisation, mais il espère que le gouvernement donnera des instructions pour qu'à l'avenir des rapports puissent être faits tous les trois mois ou tous les six mois montrant les achats et ventes de la Commission des liqueurs ainsi que les profits. Aucun rapport de ce genre n'a été fourni jusqu'à présent, dit-il.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous vous donnerons toute l'information que nous avons.

La motion est adoptée.

#### **Subventions aux expositions**

**M. Lemay (Sherbrooke)** propose, appuyé par le représentant de Drummond (M. Laferté), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de la correspondance entre le gouvernement et les compagnies d'exposition, relativement aux demandes de subventions additionnelles faites par ces dernières.

J'attire ce soir, l'attention de la Chambre, sur un sujet qui intéresse toute la province, celui de nos grandes expositions régionales. Le gouvernement a été généreux jusqu'à présent en faveur des expositions, mais ces dernières ont eu à traverser une crise, et les directeurs de ces entreprises sont venus faire des instances auprès du gouvernement, afin d'obtenir des subventions additionnelles. Ces institutions ont nécessité le contrecoup de la crise financière d'une façon quasi désastreuse pour quelques-unes. Elles ont besoin aujourd'hui de l'aide que le gouvernement doit toujours donner aux entreprises ayant un caractère national. C'est pourquoi, à ce stage final de la session, je désire insister pour que le gouvernement prenne cette question en sérieuse considération.

Je n'insisterai pas sur le bien immense et grand rôle joué par nos expositions, dans le développement de l'agriculture en notre province. Tout le monde sait que nos cultivateurs trouvent, aux expositions, des spécimens d'animaux et de produits de la terre qui sont de nature à les encourager à améliorer leurs troupeaux et leur genre de culture.

Leurs bienfaits sont évidents et tout le monde les connaît et en bénéficie. Dans les Cantons-de-l'Est spécialement, il est de connaissance générale qu'une proportion considérable de l'amélioration de nos troupeaux est due au fait que nous avons, chaque année, la grande exposition de Sherbrooke. Il en est de même dans les autres sections de la province.

On émet cependant quelques objections contre nos expositions. On dit, par exemple, que la plupart de ces expositions se sont livrées à de trop fortes dépenses en ces dernières années; elles ont augmenté leur liste de prix et construit de nouvelles bâtisses. On avouera que ces dépenses sont absolument nécessaires. Nos compagnies d'exposition, malgré les moyens pécuniers très restreints dont elles disposent, construiront de nouveaux édifices, agrandissent leur terrain. Il leur (fallait) un peu d'aide pour cela et pour l'augmentation de leurs prix.

Je comprends que l'on reproche à nos grandes expositions d'être devenues des espèces de cirques grâce à leur fête foraine. Je sais que nombre de gens visitent nos foires pour s'y amuser plutôt pour s'y instruire. Je suis d'avis M. l'Orateur, que l'on devrait tendre de plus en plus à l'élimination complète de tous ces amusements grivois que l'on y a vus jusqu'à présent. Nous devons faire de ces expositions la grande fête de l'agriculture et de l'industrie. C'est pourquoi il ne doit y avoir que des amusements sains et honnêtes.

Vous pouvez être sûr, M. l'Orateur, que les directeurs de nos expositions ne demandent pas mieux que de travailler à cette fin et à conserver le véritable caractère de l'exposition proprement dite. Mais l'on avouera là que ces amusements, du moment qu'ils sont contrôlés, n'empêchent pas l'école des expositions et leurs leçons pour les cultivateurs. On dira encore que les expositions sont surtout à l'avantage des villes; mais je dirai, de mon côté, qu'elles sont surtout, au contraire, à l'avantage des campagnes. Ce sont surtout les cultivateurs qui en profitent et c'est pour eux que ces expositions sont tenues.

La session va finir, mais j'espère que le gouvernement saura apprécier leur œuvre comme par le passé et prendra en très sérieuse considération ces demandes que lui font les directeurs des expositions en faveur d'un octroi additionnel d'ici l'été, afin de leur faire passer plus aisément les mauvais jours.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Le gouvernement jusqu'à présent, on devra l'avouer, s'est montré fort généreux pour les compagnies d'exposition; il a accordé des octrois à ces entreprises

parce qu'il réalisait toute l'importance et tout le bien qu'elles accomplissaient. On est venu récemment, nous demander un octroi additionnel et nous n'avons pas dit notre dernier mot; nous considérerons cette demande quand le temps sera venu.

Cependant, toutes les expositions ne sont pas dans une situation financière précaire puisque l'Exposition de Québec, plus spécialement, nous a demandé cet octroi mais, à ce sujet, nous nous sommes laissé dire que l'Exposition de Québec, l'année dernière, avait réalisé un surplus de près de \$18,000 et, dans ces conditions, je ne crois pas que la province pourrait faire plus pour elle que ce qu'elle fait. Toutefois, quand le temps sera venu, nous verrons à ce que ces compagnies d'exposition, qui sont dans l'embarras, soient satisfaites dans la mesure du possible.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce n'est pas à la veille ou lors de la tenue des expositions que le secours doit venir, mais immédiatement, car il faut que les compagnies se préparent plusieurs mois d'avance. Je comprends que le premier ministre est en faveur des compagnies d'exposition et qu'il pourrait même considérer des subventions à de nouvelles compagnies d'exposition nouvellement formées?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Je suis en faveur de toute bonne chose.

**M. Renaud (Laval):** Ça, c'est bien<sup>9</sup>!

(Rires de la Chambre)

La motion est adoptée.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses générales (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les comptes en suspens (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la protection des forêts (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service d'hydroplans (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** donne des détails sur l'inventaire que le gouvernement fait faire du domaine forestier et sur le service d'hydroplans employé à cette fin comme aux fins de la protection des forêts contre le feu.

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose des questions.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** Ces trois hydroplans que le gouvernement fédéral a donnés à la province accomplissent un travail appréciable pour la protection des forêts, à condition qu'on mette de côté \$10,000 par année pour leur entretien.

Il (M. Mercier) dit qu'on utilise ces appareils pour faire des relevés topographiques de la région du Lac-Saint-Jean et de Roberval. Le département possède maintenant une collection de photographies aériennes qui leur donnent une bonne idée des lacs et des rivières, de la nature du bois, et ainsi de suite. L'information est des plus exactes, et ils prévoient beaucoup de choses pratiques à partir de ces études. On utilise aussi ces appareils dans la protection contre les incendies, et ils reviennent moins cher que d'envoyer des équipes d'explorateurs dans les broussailles pour étudier la nature des terrains.

La résolution est adoptée<sup>10</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
5. Qu'un crédit n'excédant pas cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages (Terres et Forêts), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le service forestier et inspection des terres, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville, entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger à nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Appels

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill 188 amendant le Code de procédure civile, relativement aux appels, soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Ajournement

La séance est levée à 11 heures.

### NOTES

1. *Le Soleil* du 16 mars 1922, à la page 14, rapporte que la séance a commencé en retard à cause d'une séance du conseil des ministres.

2. Selon *L'Événement* du 16 mars 1922, à la page 3, M. Nicol a expliqué la loi en français.

3. *L'Événement* du 16 mars 1922, à la page 3, précise que M. Létourneau, contrarié, dit cette réplique "avec un accent de mauvaise humeur mal contenue". *Le Devoir* du 16 mars 1922, à la page 1,

corrobore le sentiment du député de Québec-Est en mentionnant qu'il "a failli se fâcher".

4. Le ministre de la Voirie, J.-L. Perron, étant conseiller législatif, c'est donc l'honorable M. Perrault qui présente et défend les bills du ministère de la Voirie en Chambre.

5. Pour prendre connaissance des résolutions étudiées en comité, on peut référer à la première séance de ce jour tenue en matinée.

6. Il est difficile de déterminer quel député reprit le débat sur ce projet de loi. Seul *Le Canada* du 16 mars 1922, à la page 1, semble nous indiquer que c'est M. Poulin (Montréal-Laurier) qui reprend les discussions.

7. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

8. Nous ne sommes pas certains que M. Bédard soit intervenu à ce moment du débat, car les journaux ne nous ont pas donné suffisamment de détails à ce sujet.

9. *Le Soleil* du 16 mars 1922, à la page 10, mentionne que M. Renaud prononce sa réplique "d'une voix de tonnerre".

10. Nos sources nous donnent très peu de détails sur les débats, lors de l'étude des subsides. Selon *La Patrie* du 16 mars 1922, à la page 7, "le chef de l'opposition a posé une foule de questions à l'honorable M. Mercier fils sur l'administration de son département", mais nous n'en avons trouvé presque aucune trace dans nos sources.

## Première séance du jeudi 16 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

Legs ou  
héritages

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 208 concernant la saisie de certains bénéficiaires.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

Pont  
de l'île Bizard

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** demande la permission de présenter le bill 144 amendant la loi concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 54 amendant la loi constituant le corporation The Shawinigan Water and Power Company;

- bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane;

- bill 152 amendant l'article 228 du Code municipal;

- bill 153 détachant certains lots du comté de Montcalm et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus, de Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains comtés;

- bill 163 amendant la loi de pharmacie de Québec;

- bill 165 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean;

- bill 166 amendant les articles 3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice;

- bill 169 détachant certains lots du comté du Lac-Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district;

- bill 184 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes du Québec, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Mitis et de ses lacs et rivières tributaires;

- bill 192 amendant le Code de procédure civile;

- bill 193 concernant certains emprunts par les sociétés d'agriculture;

- bill 194 autorisant un octroi à l'université de Bishop's College pour fins d'éducation.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 35 amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat;

- bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages;

- bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

- bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme;

- bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche;

- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils;

- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

### **Juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 35 amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Terres réservées aux sauvages**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Association des gardes-malades**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 80 concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Saint-Jérôme**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Municipalité de Larouche**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Ingénieurs civils**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 158 amendant les statuts refondus, 1909,

relativement aux ingénieurs civils. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Collège des chirurgiens dentistes**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec. Les amendements sont lus une première et une deuxième fois.

### **Questions et réponses:**

#### **J.-A. Boiser**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Quelles sont les fonctions exactes et officielles du grand connétable Joseph-A. Boiser, de Sweetsbury, et combien de salaire retire-t-il du gouvernement?

2. Quelle est la fonction exacte et officielle de son fils, Wilfrid Boiser, et quel salaire retire-t-il également du gouvernement?

3. Est-il vrai que les dossiers de la Cour de magistrat du district des sessions de la paix seraient gardés au bureau dudit J.-A. Boiser, et non pas au greffe du palais de justice?

4. Ledit Joseph-A. Boiser et le percepteur du revenu provincial du district de Bedford, Carl D. Griggs, ont-ils des instructions du gouvernement provincial de poursuivre les délinquants sous la loi de tempérance du Canada?

5. Dans l'affirmative, combien d'argent le gouvernement a-t-il déboursé et dépensé pour le paiement de ces actions, lorsqu'elles ont été renvoyées, et combien de ces actions ont été renvoyées ou retirées durant l'année 1920-21?

6. Le percepteur du revenu provincial, M. Carl D. Griggs ou Joseph-A. Boiser ont-ils remis, au gouvernement provincial, les amendes perçues sous la loi de tempérance du Canada, dans les comtés de Missisquoi et Brome; et dans ce cas, combien d'amendes; quel montant d'argent durant les deux dernières années?

7. Si cet argent n'a pas été remis au gouvernement provincial, ce dernier sait-il quel usage en a été fait, et a-t-il un rapport de toutes ces causes?

8. Le gouvernement sait-il que, dans le mois de décembre 1921, la Commission des liqueurs

aurait envoyé ses officiers dans le district de Bedford, notamment dans le comté de Missisquoi, faire des saisies de boissons qu'elle aurait rapportées à Montréal et gardées là?

9. Dans l'affirmative, en vertu de quelle autorité ces saisies auraient-elles été pratiquées?

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

1. Grand constable et huissier audiencier de la Cour supérieure et de la Cour de circuit.

Il retire du gouvernement \$300 par année en sa qualité d'huissier audiencier de la Cour supérieure et de la Cour de circuit.

2. Sténographe officiel auprès des tribunaux criminels du district de Bedford avec un salaire de \$400. Il agit aussi comme greffier du magistrat.

3. Non pour les dossiers de la Cour de magistrat du district et des sessions de la paix.

4. Non, mais il est à la connaissance du gouvernement que le percepteur du revenu du district de Bedford, C. D. Griggs, a intenté des poursuites sous la loi de tempérance du Canada.

5. \$170. Onze actions.

6. et 7. Dans les deux dernières années fiscales 1919-20, 1920-21, le percepteur du revenu, C. D. Griggs, a perçu \$5,318.76 de 75 personnes condamnées sous l'empire de la loi de tempérance du Canada, dans les comtés de Missisquoi et Brome, et il a remis au gouvernement une somme de \$3,054.69, la balance a été gardée comme part du dénonciateur et du percepteur. Le gouvernement a un rapport sur toutes ces causes.

8. Oui.

9. La Commission considère que le transport de ces liqueurs à travers la province de Québec était illégal.

**Legs ou héritage**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Dorion (M. Lacombe), qu'à sa prochaine séance la Chambre se lome en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires.

Adopté.

**Rapports de comités:**

**M. Ashby (Jacques-Cartier):** J'ai l'honneur de présenter à la Chambre le quatrième rapport du

comité permanent du Code municipal. Voici le rapport:

Votre comité a décidé de rapporter, sans amendement, le bill suivant:

- bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal.

**Crédit agricole**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que cette Chambre étant d'avis qu'un système de crédit agricole pourrait être d'un grand avantage pour les cultivateurs en particulier et aussi pour notre province, il importe d'étudier le mode de crédit qui pourrait le mieux s'adapter à notre province; et qu'un comité spécial de cette Chambre soit créé, avec mission de faire enquête sur les différents systèmes de crédit agricole adoptés ou proposés ailleurs; ce comité devant être revêtu du pouvoir de faire son enquête durant les vacances parlementaires, pour faire rapport à la prochaine session de ce Parlement.

Je n'ai pas à revenir sur l'importance de la question qui fait l'objet de ma résolution. Cette question a été discutée par des membres des deux côtés de cette Chambre. Personne ne s'est prononcé contre l'établissement d'un crédit agricole, mais tous se sont demandé quel mode pourrait le mieux s'adapter à nos propres conditions économiques. Le premier qui demanda ici l'établissement d'un crédit agricole fut M. Arthur Plante<sup>1</sup>, alors député de Beauharnois. C'était en 1898, je crois.

Mon honorable ami le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) se demande encore après 10 années d'études comment résoudre la question à l'avantage de la province sans nuire à nos autres institutions financières, aussi nécessaires pour résoudre nos besoins commerciaux, industriels, etc. Je l'ai dit l'autre jour, en ce temps de crise que nous traversons, il importe que les législateurs travaillent sérieusement à la solution des problèmes qui surgissent et qu'ils adoptent des mesures pour alléger autant que possible les fardeaux des épreuves, aussi bien que pour répondre le mieux possible aux besoins de l'avenir, aux besoins de toutes les classes.

Le problème agraire est important. Il réclame l'appréciation et l'étude de tous les amis de l'agriculture, et même de l'humanité. Il doit aussi intéresser suprêmement les partisans de la justice et de l'ordre. C'est ainsi que nous réussirons à ramener la confiance des agriculteurs, et non point en insultant les pionniers du mouvement agraire, ni en

refusant aux cultivateurs le droit de s'associer, de s'organiser de manière à pouvoir mieux servir les intérêts de l'agriculture et à donner à la classe agricole l'importance qu'elle mérite. Il y a chez les cultivateurs comme chez les commerçants, les industriels et les professionnels, des hommes dont le jugement serait précieux dans l'administration publique.

Ce n'est pas en refusant aux cultivateurs le droit de s'occuper de la chose publique ou en les injuriant, quand ils veulent s'en occuper, que l'on pourrait réussir à limiter le mouvement dans le domaine de la justice et de la raison, mais c'est plutôt en cherchant sérieusement et honnêtement à solutionner de la façon la plus pratique possible le problème agraire et les questions qui s'y rattachent.

La question de l'établissement d'un crédit agricole est sérieuse. Elle mérite la considération des législateurs. Je crois qu'il est temps que la Chambre se prononce sur le principe, et qu'elle adopte le meilleur moyen de trouver le mode d'application le plus conforme à nos besoins. C'est pourquoi j'ai l'honneur de proposer la création d'une commission spéciale pour examiner durant les vacances parlementaires, sous la présidence du ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron), les différents modes de crédit agricole et entendre des spécialistes qui auraient fait des études particulières sur le crédit agricole. À la prochaine session, la commission fera son rapport à la Chambre.

Est-ce que cela ne vaut pas la peine que le gouvernement dépense \$500 ou \$600 pour un pareil travail en faveur de l'agriculture et de nos cultivateurs? Le comité peut être composé de deux ou trois membres de l'opposition, de trois membres de la droite ou plus. En adoptant cette résolution à l'unanimité, la Chambre aura manifesté son désir de s'occuper sérieusement de la question et aura donné une preuve de l'intérêt pratique qu'elle porte à l'agriculture.

Ma résolution ne comporte aucun reproche à l'adresse du gouvernement; au contraire, elle demande à la Chambre de se prononcer immédiatement en faveur du principe du crédit agricole, et elle unit les représentants du pouvoir et de l'opposition pour un travail pratique et de salut économique.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** félicite le chef de l'opposition sur l'excellent esprit qui l'anime. Je suis, dit-il, en faveur de l'établissement d'un crédit agricole, mais je veux être prudent. Il dit les avantages et les difficultés que

présente un tel projet. Il a toujours été en faveur d'aider les cultivateurs et les colons, mais il croit qu'il n'est pas temps d'adopter le principe de la création de ce crédit agricole et que la Chambre ferait mieux de nommer une commission qui étudierait la question et soumettrait un rapport à ce sujet aux membres de la députation.

Le gouvernement veut d'abord étudier sérieusement la question et, si après le travail de la commission et les efforts du gouvernement pour en arriver à une solution convenable du problème qui s'impose, on en vient à la conclusion que le crédit agricole est le moyen le plus efficace d'aider ceux qui sont bien dans le besoin, le principe d'une telle création pourra alors être adopté, et des mesures efficaces et promptes prises, dans l'intérêt des intéressés. Ceux-ci seraient alors plus renseignés sur ce problème et leur décision serait basée sur des connaissances plus certaines.

Il concourt dans la plupart des remarques faites par le chef de l'opposition, mais croit qu'il ne serait sage, en dehors de toute considération personnelle sur la question, de forcer la Chambre à se prononcer sur cette question. Il croit préférable de modifier la motion.

Il propose, appuyé par le député du Lac-Saint-Jean (l'honorable M. Moreau), le texte suivant:

"Que cette Chambre, après avoir entendu la discussion sur la question d'un crédit agricole, est d'avis qu'il importe d'étudier le mode de crédit qui pourrait le mieux s'adapter à notre province, et qu'un comité spécial de cette Chambre soit créé avec mission de faire enquête sur les différents systèmes de crédit agricole adoptés ou proposés ailleurs, ce comité devant être revêtu du pouvoir de faire son enquête durant les vacances parlementaires pour faire rapport à la prochaine session de ce Parlement."

**M. Grégoire (Frontenac)** approuve l'amendement et félicite le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron)<sup>2</sup>.

**M. Ricard (Saint-Maurice)** approuve l'amendement et félicite le ministre de l'Agriculture. Il (M. Ricard) dit avoir reçu des lettres de partout après la motion qu'il a lui-même présentée la semaine dernière, insistant sur la nécessité de la création d'un crédit agricole<sup>3</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est pour cela que l'honorable député se prononce contre le principe?



**M. Ricard (Saint-Maurice):** Attendez, le chef de l'opposition parle toujours trop vite, c'est pour cela qu'il reste si peu de chose de ce qu'il dit. Il (M. Ricard) est en faveur de la création d'un comité d'étude, car il veut connaître l'opinion de tout le monde à ce sujet.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La conduite du député de Saint-Maurice (M. Ricard) est étrange et contradictoire. C'est le même député qui avait soulevé le débat au sujet de l'établissement d'un crédit agricole et qui avait dit tous les avantages de ce système. C'est le même député qui avait demandé au gouvernement d'établir un crédit agricole et c'est aussi le même qui, hier, votait contre l'adoption d'un principe de ce système, parce que le ministre a parlé. Le député de Saint-Maurice établit que le crédit agricole existe à peu près partout, qu'il rendrait de grands services au Canada, que des centaines de Franco-Américains l'attendaient pour revenir au Canada; cependant, le député refuse de se prononcer sur le principe.

Soyons donc sérieux et sincères! Tous les ans on parle de cette mesure pour faire croire aux cultivateurs que l'on s'occupe d'eux, mais on n'agit pas. Le temps des paroles est passé et ce sont des actes qu'il faut. En adoptant le principe, nous allons démontrer à la classe agricole que nous ne venons pas ici seulement pour parler, mais que nous travaillons pour eux.

Il (M. Sauvé) dit que c'est justement pour établir ce manque de sincérité qu'il a proposé sa motion qui consacre le principe. Mais on ne veut pas de sa motion, parce qu'on veut bien poser au dévouement à la classe agricole, mais ne jamais passer aux actes.

Il (M. Sauvé) tient à sa motion telle qu'elle est rédigée et il ne veut pas qu'elle soit modifiée. Il croit que l'on veut enlever à l'opposition le crédit d'une motion qui est approuvée indirectement par toute la Chambre, et cela, par simple but politique.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** dit au chef de l'opposition qu'il a tort de croire qu'il (M. Caron) a proposé son amendement simplement pour lui enlever le crédit de sa motion. Il (M. Caron) demande la permission de modifier son amendement.

**M. l'Orateur** déclare que tous les membres n'ont peut-être pas compris l'amendement du ministre de l'Agriculture. Je vais le relire, dit-il. Le député des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), appuyé par le représentant de Châteauguay (l'honorable

M. Mercier fils), propose que tous les mots après "que", dans la motion principale, soient retranchés et remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, étant d'avis qu'un système de crédit agricole peut offrir des avantages aux cultivateurs, croit qu'il est opportun qu'un comité spécial soit nommé, chargé de faire enquête sur les différents systèmes adoptés ou proposés ailleurs, d'en étudier les conséquences économiques, de siéger durant les vacances parlementaires et de faire rapport à la prochaine session de cette législature."

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** ajoute quelques mots à l'appui de son amendement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réclame le vote.

**M. l'Orateur** dit qu'il faut qu'au moins cinq députés se lèvent pour réclamer le vote et que l'opposition ne compte alors que quatre membres présents. Il déclare la motion adoptée sans vote.

Et l'amendement, étant mis aux voix, la Chambre se divise et l'adopte.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **Demandes de documents:**

##### **Achat de lots de colonisation**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre les noms et adresses des personnes qui ont acheté des lots de colonisation en 1919-20, et 1920-21.

Adopté.

##### **Liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité<sup>4</sup>:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Que la Commission pourra, à l'expiration du délai pour lequel le permis mentionné dans l'article 27 de la loi des liqueurs alcooliques a été accordé, faire remise d'une partie du droit pour ce permis au brasseur dont les ventes de bière, durant l'année pour laquelle le permis a été octroyé, n'auront pas excédé cent mille piastres.

Il (M. Nicol) dit que le but de cet amendement était de rendre justice aux petits brasseurs en leur permettant d'exploiter leur commerce sans avoir à faire face à de trop lourdes obligations. Il n'y en a qu'un à l'heure actuelle dont les rentrées n'excèdent pas le montant stipulé.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

2. Que cependant, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 4 de l'article 34 de la loi des liqueurs alcooliques, la Commission pourra octroyer à toute compagnie de navigation et de chemin de fer, ayant charge d'un hôtel dans une place de villégiature, un permis pour vendre aux voyageurs seulement, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières qu'ils devront, eux et leurs convives, consommer sur place pendant leurs repas dans cet hôtel et que ce permis sera octroyé pour trois mois seulement et sur paiement des droits et aux conditions que la Commission jugera à propos d'imposer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Renaud (Laval) et M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** posent des questions, entre autres si la période de trois mois est suffisante pour permettre aux touristes et aux voyageurs de bénéficier du changement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** répond à ces questions.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

3. Que si le permissionnaire pour la vente de la bière et du vin, pendant les repas dans la salle à manger d'un hôtel ou d'un restaurant, est une personne ayant charge d'un hôtel situé dans une municipalité de village ou dans une municipalité rurale, et si un permis lui est aussi octroyé pour tenir au même endroit un magasin, conformément au paragraphe 4

de l'article 31 de la loi des liqueurs alcooliques, les droits exigibles et payables sur l'octroi de ces deux permis seront seulement de cent piastres, et que, dans ce cas, le sous-paragraphe *d* du paragraphe 7 de l'article 37 de ladite loi ne s'appliquera pas.

**L'honorable M. Nicol (Richmond) et l'honorable M. Taschereau (Montmorency)** expliquent que le but de cet amendement est de faire disparaître des abus constatés depuis l'application de la présente loi.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les membres de la Commission seront-ils les mêmes?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je ne connais pas l'avenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le président n'a pas donné sa démission?

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Je puis assurer le chef de l'opposition que le président n'a pas donné sa démission.

**M. Renaud (Laval)** s'élève contre la vente des bières et vins en compagnie d'une "Slice sandwich".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les hôteliers seuls auront le droit de vendre de la bière dans les campagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** pose une question.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** explique que là où il n'y a pas d'hôtel, il n'y aura pas de vente de bière. Cet amendement sera de nature à inciter les hôteliers à s'établir dans toutes les campagnes.

La résolution est adoptée.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il n'en a pas terminé l'examen.

**Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement de la séance.

Adopté.

La séance est levée.

**Deuxième séance du 16 mars 1922****Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Les organisations  
ouvrières**

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit résolu que, de l'avis de cette Chambre, la question de savoir s'il est opportun d'adopter une législation forçant toutes les organisations ouvrières à se constituer en corporation, et mettant plus strictement en vigueur les lois contre les grévistes qui ont recours à la violence, devrait être prise immédiatement en considération.

Il (M. Smart) déclare qu'il n'est pas un adversaire par parti-pris de l'organisation des unions ouvrières du métier et du travail, à condition toutefois qu'elles restent dans leurs propres sphères, mais qu'il était opposé à ce que ces corps reçoivent des privilèges spéciaux et se placent eux-mêmes au-dessus de la loi commune.

Le travail organisé a fait beaucoup pour le bien-être de l'ouvrier dans le passé, mais si ces organisations continuent leur travail et reçoivent l'appui du public en général, le temps est venu de réprimer les ambitions de l'élément réactionnaire dans le mouvement ouvrier et de leur faire entendre le langage de la raison, afin de faire cesser cet état de choses regrettable.

Il (M. Smart) s'oppose spécialement à l'ingérence des chefs et des agitateurs ouvriers des États-Unis dans les affaires intérieures de la province qui, dit-il, spécialement durant ces dernières années, est devenue de plus en plus agressive. Les unions internationales, dit-il, reçoivent leur direction d'un pays étranger qui ne peut entretenir au point de vue commercial et financier que des sentiments hostiles - les sentiments naturels d'un concurrent à l'égard du Canada. Évidemment, les grèves et les différends ouvriers chez nous ne peuvent affecter les Américains qu'en bien. Ils n'ont aucun intérêt à les conjurer ni à les corriger.

Dans l'intérêt des ouvriers comme dans celui de la société et de tous ceux que cela concerne, et dans l'intérêt du maintien des relations amicales avec le peuple américain, le temps est venu de prendre une attitude définitive sur cette question. Il est bien de rappeler que toute mesure dans ce sens n'obtiendra l'appui des habitants de cette province qu'en autant qu'elle sera basée sur le "fair play" britannique, donnant autant justice aux patrons qu'aux employés.

Dans le passé, on a donné trop de liberté aux ouvriers. Les unions ouvrières ont au surplus abusé de leur situation. Les politiciens ont cédé au vote ouvrier, chacun des partis craignant que l'autre emporte l'appui des ouvriers, situation de laquelle les dirigeants ouvriers n'ont pas tardé à tirer avantage, allant même jusqu'à demander des privilèges spéciaux. Elles sont devenues nombreuses et puissantes à la faveur de la guerre et ont profité de ce rapide accroissement de force pour obtenir des privilèges excessifs.

Aujourd'hui, nous nous retrouvons avec une classe ouvrière jouissant de privilèges qu'on refuse à d'autres classes de la société, et ce, au détriment du public en général. Il (M. Smart) ne prétend pas vouloir faire autorité, mais il revendique connaître assez bien le sujet, ayant été lui-même patron dans les années précédant la guerre et, durant plusieurs années, membre du comité exécutif de l'Association canadienne des manufacturiers. Ses relations avec les employés ont toujours été des plus cordiales, mais il maintenait une politique d'atelier ouvert.

Il (M. Smart) dit qu'il employa indifféremment des ouvriers unionistes et des non-unionistes. Avec son expérience, il affirme qu'il est quasi impossible de trouver des ouvriers compétents parmi les unionistes. Les dirigeants ouvriers aiment bien parler de liberté, dit-il, mais la dynamique unioniste a complètement supplanté la compétition saine et libre entre les individus. Les unions se conduisent comme de véritables despotes. Elles imposent à leurs adeptes des lois arbitraires et mettent tous leurs membres sur un même pied d'égalité, sur les questions des salaires et des conditions de travail. Elles limitent l'effort et l'initiative de l'ouvrier, découragent son application au travail et, en même temps qu'elles réclament des augmentations de salaire, elles restreignent la production.

L'ouvrier compétent est empêché par l'organisation d'assurer du travail à un salaire plus élevé que celui proposé par l'union et est également sujet à d'autres restrictions. Rien d'étonnant à ce qu'on entende dire partout aujourd'hui qu'il est

impossible d'assurer du travail de premier niveau pour les membres des unions et que l'on se plaigne de l'ouvrage que font 90 % des ouvriers de l'union. Ils n'ont aucune ambition, aucun motif pour se perfectionner dans leur art et leur position. Selon les conditions de l'union, les ouvriers compétents reçoivent le même salaire que tous les autres parce leurs salaires sont basés sur le même rendement que les autres ouvriers du même métier. Elles violent de la sorte une loi économique dont la réaction est aussi certaine que celle de la loi de la gravitation.

Les organisations ouvrières en Grande-Bretagne ont atteint leur apogée vers la fin de la guerre et elles ont perdu du terrain par la suite. Elles sont déconsidérées un peu partout. Elles ne possèdent plus la sympathie du public qui leur est indispensable pour triompher du capital. Elles regagneront leur position seulement lorsqu'elles seront purgées de leurs dirigeants réactionnaires et qu'elles se contenteront d'un traitement similaire à celui accordé aux autres classes de la société. La position du monde ouvrier est la même aux États-Unis et au Canada, mais les ouvriers canadiens seraient en bien meilleure posture, s'ils étaient sous un contrôle exclusivement canadien.

Déjà, certaines unions ont rompu leurs attaches avec l'Internationale et sa liaison américaine. Elles ont pris le bon moyen de se reconquérir la faveur publique. Tous devraient suivre cet exemple et il exprime l'espoir que le jour n'était pas éloigné où l'unionisme international disparaîtrait de ce pays. On lui opposerait qu'il est impossible de le faire pour des raisons financières. Il reconnaît que cet argument a de la force, mais la situation n'est pas insoluble. Il dit avoir une solution alternative qu'il soumettra plus tard. Il parle de la trahison qui a cours au sein du monde ouvrier international et dit que les dirigeants américains ont dilapidé les intérêts des ouvriers canadiens à plusieurs reprises, notamment lors de la grève de Great Trunk, il y a de cela une dizaine d'années.

Un autre des torts des unions ouvrières, c'est l'habitude de faire le piquet, de monter la garde et d'exercer une pression sur les non-grévistes. On a dit que ce piquetage était fait de manière pacifique, mais après vérification, dit-il, j'ai été informé que cela impliquait le droit pour les grévistes, unionistes ou fonctionnaires, de persuader les non-syndiqués ou les non-grévistes de faire la grève. Elles appellent cela le "piquetage paisible", mais je le considère comme étant le "piquetage par la force". Cela n'empêche pas un bon nombre de briseurs de grève d'avoir été frappés ou blessés, parfois même tués, sans que les

unions ne dénoncent ces méthodes. Les unions, plutôt, défendaient ceux qui commettaient ces actes de violence et, dans certains cas, allaient jusqu'à demander qu'on les libère de prison.

Il (M. Smart) fait allusion à la propagande bolchéviste qui a été faite aux États-Unis. Si nous ne nous éveillons à la réalité et si nous ne tentons de réagir, dit-il, nous glissons rapidement vers le triomphe de toutes les idées des syndicats internationaux vers le bolchévisme. Ils appellent cela la "dictature du prolétariat", qui, en pratique, se résume en une autocratie pure et simple. Si les unionistes avaient le monopole de ce pays et décrétaient les lois conformément à leurs revendications, le Canada se retrouverait en peu de temps dans la position de la malheureuse Russie. La situation de la Russie est déplorable. Elle est réduite à la plus profonde des servitudes...

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Qu'en savez-vous?

**M. Smart (Westmount):** Tout comme l'honorable député de Montréal-Saint-Louis, j'ai parlé avec des gens qui ont voyagé en Russie, et j'ai également lu beaucoup sur le sujet.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Oui, vous n'avez dû lire que les journaux. Je puis vous faire voir une autre littérature.

**M. Smart (Westmount):** L'honorable député de Montréal-Saint-Louis aura l'occasion de parler sur ce sujet.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Cela me fera plaisir.

**M. Smart (Westmount):** Il faut sauver les unions des conséquences inévitables de leurs propres idées erronées. Il faut les ramener à se conformer aux mêmes lois qui régissent le reste de la société.

Examinant ensuite l'attitude de l'employeur, il (M. Smart) admet que dans certains cas, une forme d'oppression a été pratiquée. On a vu des patrons brimer leurs ouvriers, mais ces cas sont plutôt minoritaires. Outre la reconnaissance des revendications ouvrières, d'un point de vue humanitaire, il croit que, de manière générale, les patrons reconnaissent qu'il est plus profitable d'avoir des employés satisfaits.

Lorsque les ouvriers cesseront de faire des revendications qui sont autant de défis aux lois économiques, tout aussi inévitables que la loi de la

gravité, quoique plus lentes, et qu'ils cesseront de demander un traitement "préférentiel", ils auront fait un grand pas vers la résolution des problèmes auxquels ils sont confrontés.

Les négociations entre capital et travail ont échoué et les divers corps législatifs devraient à présent s'en mêler. C'est la plupart du temps la population qui souffre des conflits entre patrons et ouvriers, et il est temps aujourd'hui d'entendre, au-dessus de celle des patrons et des ouvriers, la voix du grand public qui est intéressé, et cette voix peut s'exprimer par l'organe du Parlement provincial et du Parlement fédéral.

Il (M. Smart) cite ensuite des statistiques sur les membres des unions internationales. Le nombre des membres canadiens est d'environ 176,000. Hors de ces organisations et des unions catholiques, il y a quelques unions canadiennes qui ne sont affiliées ni à l'Internationale, ni à la Canadian Federation of Labor, qui compte entre 35,000 et 40,000 membres. Le nombre d'adhésions aux unions canadiennes, affirme-t-il, augmente rapidement. Il n'y a pas si longtemps, l'Electrical Workers' Union a rompu avec l'internationale, geste qu'il a fortement encouragé. Cela signifie que d'importantes sommes d'argent, qui autrefois allaient en cotisations à l'Internationale, sont retenues ici.

Il (M. Smart) parle des unions nationales et des unions catholiques. Bien que personne ne refuse à ces unions leur droit d'association, il se demande s'il est sage d'aggraver les difficultés entre le capital et le travail en y introduisant une question de religion. Il (M. Smart) voit en elles un obstacle à la paix sociale, soit un principe religieux introduit où il n'a rien à voir et est de nature à soulever des haines entre les ouvriers des diverses dénominations religieuses. Mais, dit-il, comme elles sont une réaction contre les unions internationales pour les faire disparaître, il faut créer des unions nationales.

Il exprime l'espoir que les organisations des unions ouvrières abandonneront ces questions religieuses. Il croit que la situation de ces unionistes catholiques et nationaux n'est pas satisfaisante. L'union est née d'une insatisfaction face à l'union internationale et, selon lui, avant que de meilleures conditions soient obtenues, il serait nécessaire d'établir une union canadienne nationale sans lien religieux...

**M. Lemay (Sherbrooke)** pose une question.

**M. Smart (Westmount)** nie qu'il s'objecte aux unions nationales catholiques. Il affirme que les

ouvriers avaient aujourd'hui plus de privilèges que toute autre classe et que cela tenait au jeu des politiciens.

Quant à la proposition contenue dans sa motion, il (M. Smart) croit que c'est au gouvernement fédéral qu'il appartient de faire une législation spéciale concernant les unions ouvrières, mais il espère que le gouvernement provincial prendra une décision énergique, afin de favoriser un tel principe qui aurait pour effet de mettre obstacle au mouvement international. Autant que les unions sont concernées, il ne croit pas qu'elles devraient être contraintes de renoncer à leur investissement à l'Internationale sans compensation.

Comme moyen d'encourager les différents corps de métiers à se séparer de l'Internationale, il s'agirait de demander au gouvernement fédéral d'adopter une loi qui permettrait à une union rompant avec l'Internationale de recevoir une compensation dont le montant, puisé à même les fonds publics, serait égal à la prestation de maladie ou de décès que l'union recevrait de l'Internationale. Le chiffre de cette compensation pourrait être fixé par un tribunal composé d'un représentant des ouvriers, un représentant des patrons, et un juge éminent. Ceci serait une solution qui rendrait moins nécessaire l'incorporation qui relève plutôt du fédéral. Une telle commission aurait le mandat de régler les conflits qui surviennent occasionnellement entre capital et travail.

Pour ce qui est de l'incorporation des unions ouvrières, il (M. Smart) dit que, bien qu'il approuve lui-même une telle disposition, il aimerait entendre l'avis des députés de la Chambre à ce sujet<sup>5</sup>.

**M. Laurendeau (Maisonnette):** Me serait-il permis d'avouer que, malgré toute l'attention que j'ai apportée à écouter mon honorable ami le député de Westmount (M. Smart) priant le leader du gouvernement d'obliger les unions ouvrières de se faire incorporer, je n'ai pu saisir comment il s'y prendrait pour en arriver à son but, à moins de faire tomber sous l'application d'une loi semblable les associations de tous genres qui font la vie d'aujourd'hui.

Si les unions ouvrières, qui ne sont après tout qu'un groupement d'individus pratiquant le même métier, qui cherchent à protéger leurs conditions de travail et à vendre leur labeur à un prix fixé d'avance, groupement libre s'il en fût, que l'on peut joindre aujourd'hui et abandonner le lendemain, si ces unions sont obligées de se faire incorporer pour pouvoir fonctionner, il devra en être de même pour tous les

autres groupements sportifs, sociaux, et que sais-je encore, ce qui finira par faire qu'aussi vite que quelques individus se grouperont dans un but commun, ils devront commencer par se faire incorporer avant de pouvoir exister. Ou bien la loi s'appliquera à tous, ou elle sera une loi d'exception, une législation de classe parfaitement inutile et impossible que jamais aucun gouvernement vraiment démocratique ne voudrait sanctionner.

Mon honorable ami me permettra de lui dire bien franchement que je n'attache pas plus d'importance qu'il faut à sa demande, me rappelant qu'il représente "Westmount la sainte", la vertueuse cité dont la population se recrute principalement parmi les manufacturiers, courtiers, banquiers, etc., et qui connaissent si peu les aspirations ouvrières, ni comment les unions professionnelles sont organisées et régies, ou tout ce qui touche à l'histoire du mouvement ouvrier.

Je n'irai pas jusqu'à dire que pour eux l'ouvrier est l'ennemi mais, pour beaucoup, il est utile que l'ouvrier soit isolé, soit seul, sans protection, afin qu'il soit sous la main taillable et corvéable à merci. Ils pensent atteindre ce but en priant cette Législature de passer une loi coercitive pour forcer les unions ouvrières à se faire incorporer, croyant que, par ce moyen, elles disparaîtraient. Que mon honorable ami et ceux qui l'ont incité à faire cette interpellation se détrompent. Rien ne peut empêcher l'ouvrier de la province de Québec, ni d'ailleurs, de persister à rester membre de l'union ouvrière de son choix, qu'elle soit internationale, nationale, catholique, purement locale ou qu'elle soit la "One Big Union" elle-même, en dépit de toutes les législations qu'on voudrait bien adopter.

La Constitution de ce pays nous donne ce droit d'association et nous continuerons de l'exercer; je dis nous, M. l'Orateur, car je suis fier de déclarer que je fais partie de l'Union internationale depuis de nombreuses années, et malgré cela, je me considère aussi bon patriote que n'importe quel honorable député qui siège dans cette Chambre.

En admettant même qu'une loi soit passée, obligeant toutes les unions internationales à se faire incorporer, car ce sont celles-ci qu'on vise tout particulièrement aujourd'hui, le tour des autres viendra demain probablement, si jamais elles deviennent assez fortes pour mettre un obstacle aux appétits de certains soi-disant grands protecteurs de l'humanité.

De plus, je ne crois pas que cette législation soit du domaine provincial, mais même si une loi de ce genre était adoptée, cela ne changerait rien à la détermination des ouvriers de se grouper en unions

offensives et défensives, ni de réclamer le salaire qu'ils prétendent vouloir gagner, ce serait probablement un obstacle, mais pas insurmontable; tant que les membres des unions ouvrières n'auront pas recours à des moyens violents et révolutionnaires pour obtenir les revendications qu'ils veulent voir triompher, tant qu'ils respecteront les contrats de travail librement consentis, ils auront droit au respect des autres classes de la société, et jamais aucune Législature n'oserait adopter des mesures coercitives contre eux, ni empêcher leurs organisations de fonctionner librement.

Cette question d'incorporation obligatoire des unions ouvrières a été agitée plusieurs fois devant le Congrès américain, dans la Chambre des communes en Angleterre, et si je ne me trompe pas, devant le Sénat du Canada, sans jamais avoir dépassé les limites d'une discussion académique plus ou moins acrimonieuse, suivant le tempérament ou l'état d'esprit de ceux qui y prenaient part; il en sera de même de l'interpellation de mon honorable ami de Westmount (M. Smart).

Vous me demanderez probablement quelle fut la position prise dans ces cas par le travail organisé; je confesse bien franchement qu'en principe, nous sommes opposés à toute législation d'exception de ce genre trouvant étrange que, d'un côté, la loi nous obligerait d'être incorporés tandis que, de l'autre, cette même loi refuserait de reconnaître nos marques syndicales comme des marques de commerce légales. Aussi longtemps que les Législatures nous renieront ce droit, aussi longtemps nous nous opposerons à l'incorporation obligatoire.

Je tiens à déclarer que certaines de nos unions ont cru bon de se faire incorporer; est-il nécessaire de rappeler que, dans le mouvement ouvrier, la liberté la plus large existe, chaque corps de métier possède l'autonomie la plus complète. Le "crois ou meurs" n'existe pas chez nous. Ce n'est pas non plus une question de "to be or not to be". Si une union ouvrière désire se faire incorporer, c'est son privilège et son droit, et personne n'a rien à y voir; mais chaque fois qu'on essaiera de nous y contraindre par la force, nous nous y objecterons. Nous prétendons conserver les libertés que nous avons si chèrement acquises, nous désirons continuer à maintenir le niveau moral de nos membres en leur garantissant un salaire en proportion du coût de la vie et des conditions de travail qui leur permettent d'élever leur famille, de manière à faire des citoyens de demain des hommes soucieux de leurs devoirs et conscients de leurs droits.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** La motion de l'honorable député de Westmount (M. Smart) est une surprise pour cette Chambre, venant ainsi à la onzième heure, d'autant plus que les incidents qui ont marqué la grève des typographes de Québec<sup>7</sup> et ont un tant soit peu affecté le travail de la session, étaient pour ainsi dire oubliés, au moment où on se parle, et rentrés dans le domaine du passé.

Obéissant à je ne sais quel mobile, il a plu à l'honorable membre pour Westmount de présenter une motion priant le gouvernement de passer une loi pour obliger les unions ouvrières de s'incorporer: mon honorable collègue ouvrier, le député de Maisonneuve, a démontré dans un éloquent plaidoyer l'inutilité de cette mesure au point de vue de l'existence des associations ouvrières qui continueront d'exister même si la législation préconisée par l'honorable député de Westmount était adoptée par cette Chambre. Il nous a également mis au courant de l'attitude du travail organisé sur cette question d'incorporation obligatoire.

Non seulement il me fait plaisir d'appuyer les remarques faites par mon collègue ouvrier, mais je tiens de plus à déclarer que l'adoption d'une mesure semblable serait une véritable atteinte à la liberté individuelle d'un groupe important de citoyens tout aussi respectueux des lois qui nous régissent qu'aucun autre groupe de la société. Le siècle actuel est reconnu comme l'ère du progrès de la liberté; ce n'est pas en cherchant à restreindre cette liberté, au moyen de mesures compulsives, qu'on atteindra cet idéal de justice et de liberté dont nous sommes si fiers dans la plus vieille province du dominion. Aucune des raisons ni des explications données par l'honorable député de Westmount (M. Smart) n'a réussi à ébranler ma conviction que la mesure qu'il réclame est une législation de classe tendant à restreindre une des libertés dont nous jouissons: le droit d'association.

Comme représentant ouvrier, je ne cherche pas à enlever à qui que ce soit, même à mes adversaires, une parcelle de la liberté qu'ils possèdent, mais tant que j'aurai l'insigne honneur d'être membre de cette Chambre, je combattrai toute mesure tendant à enlever une des libertés dont jouit présentement la classe ouvrière.

Je me croirais indigne de la confiance qu'ont placée en moi les électeurs de la division Sainte-Marie si je ne protestais énergiquement contre cette motion, mais je suis convaincu que la majorité de mes collègues partagent mon opinion; je tiens à déclarer bien franchement que je ne parle pas ici comme le représentant des unions internationales,

quoique j'en fasse partie depuis de nombreuses années, mais bien au nom des ouvriers de ma division, sans m'arrêter à penser s'ils sont membres d'une union nationale ou internationale ou s'ils ne font partie d'aucune. Je parle au nom de tous ceux qui sont épris de l'idéal de la plus grande somme de liberté possible pour tous et qui ne souffrent pas qu'on y porte atteinte, pour quelque raison que ce soit.

Je suis convaincu d'ailleurs que cette question d'incorporation obligatoire des unions ouvrières fait partie d'un plan de campagne bien défini dont le but ultime est la destruction de nos organisations ouvrières, chimères irréalisables d'ailleurs, car l'histoire est là pour prouver que toute institution qu'on cherche à détruire ou même qu'on réussit à détruire pendant un certain temps, renaît de ses cendres plus forte et plus vigoureuse que jamais, pourvu qu'elle ait le droit pour elle.

On peut différer d'opinion sur la forme d'organisation ouvrière - question de mentalité et de milieu - mais de là à chercher à les détruire au moyen d'une législation restrictive, il y a un abîme. C'est pourtant à quoi tend la motion du député de Westmount (M. Smart), car si jamais une loi semblable était adoptée, voici ce qu'elle signifierait pour les unions ouvrières. L'incorporation signifierait que toutes leurs constitutions, lois et règlements seraient sujets à l'approbation des autorités gouvernementales et qu'aucun changement ne pourrait y être apporté sans la sanction du gouvernement.

L'incorporation rendrait les unions responsables pour les actions commises par chacun de ses membres individuellement, aucune compagnie commerciale incorporée n'a jamais accepté la responsabilité des actions de ses actionnaires individuellement et, par conséquent, l'incorporation obligatoire des unions ouvrières les placerait dans une position très défavorable en entravant la liberté des membres. L'incorporation permettrait à chacun des membres d'une union de réclamer sa quote-part de propriété et des fonds et ouvrirait ainsi le chemin à un tas de litiges, si un membre était mécontent de l'action prise par l'union ou un de ses officiers. L'incorporation empêcherait un membre de quitter son union quand il le voudrait, sans se conformer à des règles légales établies, chose impraticable et qu'on ne peut exiger de la classe ouvrière.

Comme les unions ouvrières ne sont pas des institutions financières ou commerciales, l'incorporation obligatoire ne peut leur être logiquement imposée. Chaque fois qu'une union ouvrière désire posséder des propriétés ou faire du

commerce, il n'y a rien qui l'empêche dans ces cas de se faire incorporer comme toute autre société commerciale. Et pour finir, si jamais le besoin se faisait sentir de faire incorporer les unions ouvrières, ce ne pourrait être fait que sous la forme d'une incorporation fédérale qui leur permettrait d'opérer non pas dans une province seulement, mais dans toute l'étendue du Canada.

Pour toutes ces raisons, M. l'Orateur, je reste convaincu que la motion présentée par l'honorable député de Westmount (M. Smart) est impraticable et qu'elle sera rejetée par cette Chambre.

**M. Robert (Rouville):** Je crois qu'il est de mon devoir de prendre part au débat. Je représente en cette Chambre l'élément agricole, mais quand je considère ce qu'ont fait dans la petite ville de Marieville, dans mon comté, les unions internationales, je ne puis ne pas parler. Ces unions ont été la plaie de la ville en question. Les ouvriers, tentés par les belles déclarations d'une femme et d'un nommé Mathieu, ont joint les rangs de l'Internationale et se sont laissés conduire par des étrangers prêchant la révolte et l'insurrection. Elles ont complètement troublé la paix et l'harmonie dans cette brave et honnête population ouvrière et causé des torts considérables au commerce et à l'industrie.

Il (M. Robert) souhaite, pour le nom de notre ville et de la province, que cette situation prenne fin le plus tôt possible. Si nous voulons conserver cette paix et cette harmonie chez nos populations ouvrières, nous devons les grouper dans des organisations qui ne reçoivent pas ordres de l'étranger. Il ne devrait y avoir que des unions nationales dirigées exclusivement par des intérêts canadiens.

Il (M. Robert) veut que nos ouvriers soient capables de régler leurs cas par eux-mêmes et il les croit assez forts pour cela. Il n'approuve pas les remarques faites par les représentants de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) et de Maisonneuve (M. Laurendeau). Il ne croit pas cependant que la Législature de Québec puisse aller aussi loin que le veut le député de Westmount (M. Smart). Pour en arriver à une solution dans le sens des remarques qu'il vient de faire, il propose un amendement à la motion du député de Westmount (M. Smart):

"Que cette Chambre, reconnaissant que les ouvriers canadiens sont un des éléments les meilleurs de notre population, invite les organisations ouvrières de cette province à se donner une constitution essentiellement canadienne et à continuer à coopérer dans l'ordre et le respect des lois, au développement industriel de la province<sup>8</sup>."

**M. Laurendeau (Maisonneuve)** demande de parler sur l'amendement.

**M. l'Orateur** lui permet de parler.

**M. Laurendeau (Maisonneuve):** Ces déclarations du député de Rouville (M. Robert) sont regrettables et complètement fausses. Parfois nous avons des gens avec des idées un peu avancées, mais ce ne sont pas des délégués de l'Union internationale. Peut-être y a-t-il des éléments indiscrets au sein de l'Union internationale, mais rien ne justifie de telles remarques. On doit se rappeler que l'Ouest canadien a connu des difficultés en 1918, notamment à Winnipeg, alors que la "One Big Union" (O.B.U.) faisait son apparition, et les instructions provenant des dirigeants de l'Internationale étaient à l'effet de lutter contre ce mouvement. Il parle ensuite du mouvement O.B.U. à Montréal, lorsqu'il était candidat.

**M. l'Orateur** s'objecte, déclarant que le député s'éloigne du sujet de la motion et de l'amendement.

**M. Laurendeau (Maisonneuve)** fait allusion à une grève du C.U.R.

**M. l'Orateur** le rappelle à l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le député de Maisonneuve (M. Laurendeau) tente de répondre aux remarques du député de Rouville (M. Robert)<sup>9</sup>.

**M. l'Orateur:** Les remarques du chef de l'opposition ne me feront pas changer d'opinion et le député de Maisonneuve doit s'en tenir aux limites de la motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je le savais.

**M. Laurendeau (Maisonneuve)** dit que les déclarations concernant les instructions de grèves reçues des États-Unis sont inexactes. Il affirme que les unions internationales, nationales et catholiques ont des constitutions absolument canadiennes que leurs membres rédigent eux-mêmes et qu'elles possèdent leur autonomie complète. Il dit que les grèves n'ont pas lieu uniquement dans le cas des unions internationales, et mentionne la grève des policiers et des pompiers de Québec, l'été dernier, membres des syndicats catholiques et nationaux. Il ne croit pas que les attaques contre l'internationale sont dans l'intérêt de la province.



**L'honorable M. Lacombe (Montréal-Dorion):** M. l'Orateur<sup>10</sup>, il m'est agréable de féliciter en commençant les honorables députés qui ont pris part à ce débat sur cette question d'incorporation des unions ouvrières, question des plus importantes et dont la répercussion se fera sentir dans toutes les provinces du Canada. Quoique le terrain ait été pratiquement couvert par mes honorables collègues, les députés de Maisonneuve (M. Laurendeau) et Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier), il me reste cependant un point que je désire toucher et qui a son importance. Plusieurs membres de cette Chambre sont très peu au courant du fonctionnement des unions appelées généralement internationales, comme on a pu le constater un peu tardivement. Il est donc utile que j'explique quelque peu leur manière d'opérer.

Il s'agit d'abord d'expliquer que ces unions, tout en étant internationales au point de vue économique, sont strictement canadiennes au point de vue législatif. Elles sont toutes affiliées, à l'exception des Fraternités des chemins de fer, au Congrès des métiers et du travail du Canada, qui est le corps législatif suprême des ouvriers canadiens et dont le siège central est à Ottawa. C'est à ce congrès qu'incombe toute la responsabilité d'obtenir, tant du Parlement fédéral que des Législatures provinciales, des lois ouvrières. C'est lui qui présente chaque année à ces divers corps législatifs les amendements aux lois existantes, réclamant des lois nouvelles et s'opposant à celles qui pourraient être contraires aux meilleurs intérêts de la classe ouvrière, d'après les décisions prises à sa convention annuelle par ses délégués qui sont tous exclusivement canadiens, car pour pouvoir siéger à cette convention, il faut être membre *bona fide* d'une union ouvrière canadienne.

Le Congrès des métiers et du travail du Canada est le porte-parole autorisé des ouvriers canadiens. Il est aussi leur autorité suprême; il ne se laisse influencer par aucune puissance étrangère; il est au Canada ce qu'est la Fédération américaine du travail aux États-Unis. Sa constitution est donc faite strictement par des Canadiens et pour des Canadiens. Quant à ce qui regarde la législation municipale, ce sont les Conseils des métiers et du travail de chaque ville qui sont reconnus comme l'autorité suprême, et ceux-ci ne dépendent et ne doivent obéissance qu'au Congrès ouvrier du Canada, de qui ils détiennent leur charte et auquel ils sont affiliés. Mais au strict point de vue économique, les ouvriers de chaque métier ou profession font partie intégrale d'une union professionnelle qui s'étend sur tout le territoire de l'Amérique du Nord; mais chaque union locale a cependant son autonomie la plus complète.

C'est elle qui fixe le salaire qu'elle exigera pour ses membres, c'est elle qui détermine leurs conditions de travail et qui règle toutes leurs demandes, c'est elle encore qui pourra décréter une grève ou l'arrêter, c'est encore elle qui prépare et adopte sa propre constitution, pourvu qu'elle ne vienne pas en conflit avec les principes généraux de l'organisation. Il est vrai que la plupart des quartiers généraux de ces unions sont aux États-Unis, quoiqu'il y en ait eu au Canada déjà. Ceci n'est pas surprenant, quand on compare la population du Canada à celle de nos voisins et qu'on sait que le siège des quartiers généraux est choisi par le vote référendum de tous les membres, canadiens comme américains.

Dans la presque totalité des cas, les cotisations payées par les membres canadiens sont déposées dans les banques canadiennes, soit à Montréal, soit à Toronto, et dans les autres cas, il n'y a jamais qu'une très simple proportion des cotisations, ce que nous appelons "taxes *per capita*", qui sortent du Canada; en retour, la majeure partie de nos fonds reviennent ici sous forme de paiements pour bénéfices en maladie, pensions de vieillesse, bénéfices mortuaires et autres, assurances diverses.

C'est exactement la même opération que celle qui se fait, quand des citoyens canadiens paient des primes d'assurances à des compagnies dont le siège est aux États-Unis ou en Angleterre; c'est encore la même chose que font les membres de quantités d'associations de secours mutuels, comme les Forestiers indépendants, les Chevaliers de Colomb et combien d'autres qui ont leurs quartiers généraux aux États-Unis et à qui on ne reproche cependant pas d'envoyer leur argent de l'autre côté de la frontière américaine.

J'ai essayé, M. l'Orateur, d'expliquer aussi brièvement que possible le fonctionnement des unions ouvrières internationales. Je ne dirai rien du fonctionnement des syndicats catholiques et nationaux que je connais très peu; elles ne sont d'ailleurs pas directement en cause dans ce débat. Pour toutes les raisons qui ont été invoquées, je suis opposé à la motion de mon honorable ami de Westmount (M. Smart) et je suis convaincu que la majorité de cette Chambre partagera mon opinion. Je suis, par contre, en faveur de l'amendement proposé par l'honorable député de Rouville (M. Robert), car je considère que nos unions sont régies par des constitutions essentiellement canadiennes.

**M. Grégoire (Frontenac)** se déclare favorable à la motion proposée par le député de Rouville (M. Robert). Il se dit fortement opposé à l'Union

internationale et il ne veut pas que nos ouvriers prennent leur mot d'ordre, outre la 45<sup>e</sup> ligne. C'est dans la province de Québec, dit-il, que la paix et l'ordre ont été le mieux observés pendant la crise mondiale qui s'est fait sentir dans le monde, à la suite de la guerre. La province ne doit pas tolérer l'ingérence des étrangers, à qui sont dus la plupart des troubles ouvriers qui sont survenus dans ces derniers temps. Il (M. Grégoire) compare les agitateurs étrangers aux malades que l'on empêche d'entrer au pays et veut qu'une semblable mesure de protection soit prise contre ces agitateurs.

Il (M. Grégoire) dit que c'est en suivant les principes religieux et la morale que les ouvriers canadiens sauront conserver les libertés auxquelles ils ont droit et que le mouvement ouvrier canadien sera le mieux proportionné aux besoins et aux devoirs des Canadiens. Il décrit l'image du lac qu'il est plus facile de garder pur que l'océan pour montrer la plus grande sécurité des unions nationales. Il exprime l'espoir de voir tous nos ouvriers réunis dans une parfaite union de caractère canadien-français. Les ouvriers sont très réputés dans cette province. Nous sommes tranquilles chez nous, dit-il, qu'on nous laisse donc tranquilles.

**M. Hamel (Portneuf)** demande s'il lui serait permis de poser une question au député de Maisonneuve (M. Laurendeau). Dans le cas d'une grève, dit-il, d'une grève d'ouvriers internationaux dans une de nos usines, avec ce caractère autonome que l'on a accordé à nos unions, est-ce que le mot d'ordre doit venir des États-Unis ou bien...

**M. l'Orateur** fait remarquer au député de Portneuf qu'il n'a pas le droit de poser une question au député de Maisonneuve (M. Laurendeau) qui, ayant déjà parlé sur la motion, ne peut lui répondre.

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis):** Je suis en faveur des unions internationales. J'ai travaillé pour elles, pendant 15 ans, et je puis en parler en connaissance de cause, comme certains qui ont déjà pris la parole. Les attaques de mon honorable ami de Rouville (M. Robert) sont tout à fait gratuites. Il n'y a personne qui puisse prouver qu'une union s'est élevée contre la loi. De plus, nos unions canadiennes, quoique affiliées à celles des États-Unis, sont régies par leurs propres règlements. S'il y a grève, ce sont les unions locales qui la déclarent et les ordres ne viennent pas des États-Unis, comme on le prétend. Souvent les patrons ont usé de violence à l'occasion de grèves, mais les ouvriers, jamais.

Il (M. Bercovitch) qualifie le discours du député de Westmount de discours plutôt académique basé sur aucun fait. Le député de Westmount, dit-il, a déclaré que les unions ouvrières agissaient ordinairement contre la loi commune. Peut-on nous expliquer en quoi? Je suis heureux que le député de Westmount n'ait pu citer aucun cas de sociétés ouvrières canadiennes se mettant au-dessus de la loi, dans les belles généralités de son discours. Rien ne peut justifier une pareille déclaration gratuite. Les manufacturiers qui sont les plus anxieux de se débarrasser des unions ouvrières seraient trop heureux d'avoir découvert quelque chose qui leur prouverait que les unions ouvrières étaient en dehors de la loi commune, pour les faire rentrer dans cette loi commune.

Le député de Westmount (M. Smart) s'est ému à tort. Il a dénoncé les dirigeants ouvriers et les agitateurs en provenance des États-Unis. Il y a agitateurs et agitateurs, dit-il. Il (M. Bercovitch) se dit contre les agitateurs dans le sens où on l'entend, et non seulement ceux des États-Unis, mais de partout. Il s'oppose aux agitateurs qui s'élèvent contre la loi et l'ordre établi. Mais il est en faveur des agitateurs qui s'agitent pour l'intérêt commun et la société, qu'ils soient Américains ou Canadiens ou de toute autre nationalité. On leur doit un bon accueil. Et si l'agitateur réussit à faire avancer d'un iota les conditions de travail, plutôt que de le condamner, il a mon entière approbation.

Le député de Westmount (M. Smart) affirme que 90 % des unions ouvrières, sans distinction, étaient indifférentes, il en est déçu. Le député de Westmount n'aurait pas trouvé, avant ou durant la guerre, les mêmes raisons qu'il a trouvées aujourd'hui pour parler contre les unions ouvrières. À l'époque, tout le monde félicitait l'ouvrier et l'encourageait en lui disant à quel point on l'appréciait, et même le dominion avait invité Samuel Gompers à donner une causerie sur le parquet de la Chambre des communes à Ottawa. M. Gompers était à la tête des unions ouvrières auxquelles on s'en prend aujourd'hui et, durant la guerre, il était considéré comme un patriote, celui qui modérait le monde ouvrier, et les ouvriers ont aidé à remporter la guerre.

On a prétendu également que les unions ouvrières avaient perdu l'appui du public. Sur quoi base-t-on semblable affirmation? Pas un seul exemple n'a été donné. Si les ouvriers canadiens estiment qu'il leur est impossible de rassembler leurs forces ou de les accroître en s'affiliant à d'autres organisations, ils ont les mêmes droits de s'affilier à l'extérieur du Canada que les commerçants canadiens d'échanger avec n'importe quelle partie du monde.

L'entreprise commerciale est très jalouse de ses droits, et si ces droits doivent être respectés, alors le même traitement doit être accordé aux ouvriers. Cela s'applique aux uns comme aux autres. Ceux-ci n'ont pas plus le droit d'entraver le mouvement ouvrier international que ceux-là le commerce international. Dans un cas, le marchand vend sa marchandise à des résidents de l'autre côté de la frontière, et dans l'autre, l'ouvrier a le droit de vendre son labeur au meilleur coût possible.

Le député de Westmount (M. Smart) prétend que le piquetage pacifique, cela n'existe pas. Mais il (M. Bercovitch) a défendu des causes de piquetage dans toutes les cours de la province et ailleurs, et le piquetage pacifique en temps de grève, pourvu qu'il se fasse de façon paisible et sans violence, est reconnu par les lois britanniques et les plus hautes cours des États-Unis, et même par notre Cour supérieure. Il cite à ce propos l'opinion du juge Archambault à cet effet. Il demande au député de Westmount de nommer un seul cas où un gréviste a été envoyé en prison pour avoir piqueté.

Il (M. Bercovitch) rappelle la part que l'ouvrier a prise au traité de paix de Versailles, qui a statué dans le préambule que les conditions du travail voulues par les unions ouvrières étaient essentielles à la paix et l'harmonie du monde. Ce droit est officiellement reconnu, dit-il, ainsi que la nécessité d'améliorer les conditions ouvrières par tous les membres de la ligue des nations. Le Congrès international du travail a été reconnu par le dominion et même par la province. La province de Québec s'est fait représenter dans presque tous les congrès internationaux du travail tenus depuis la guerre. Les ouvriers sont parfaitement justifiés de s'unir pour leur propre cause. Les nations ont suivi la même politique, par le passé; pourquoi devrait-on refuser ce privilège aux ouvriers?

Quoi de plus naturel à ce qu'il y ait association entre les ouvriers canadiens et l'Union internationale? Aujourd'hui, ils lèvent les bras au ciel, horrifiés, et profèrent toutes sortes d'accusations, simplement parce que la classe ouvrière a cru qu'elle pourrait arriver plus efficacement à ses fins et servir ses revendications légitimes en passant par une association ayant une organisation plus imposante et plus de pouvoirs. Depuis que le monde est monde, le faible a toujours tenté de pactiser avec le plus fort, et c'est ce que les nations continuent aujourd'hui de faire. Ira-t-on priver la classe ouvrière de ce privilège? Il se dit aucunement opposé aux unions canadiennes. Si elles pouvaient se consolider et devenir aussi fortes en s'unissant et en formant une seule grande union canadienne, elles auraient plus d'influence.

Mais on sait ce qui est arrivé à Winnipeg, où la One Big Union, en prenant le contrôle de l'administration centrale pendant plusieurs jours, a créé ce qui est devenu pratiquement un état de guerre civile. Nous ferions mieux d'être prudents avant de nous en prendre aux unions internationales, dit-il, et considérer très attentivement s'il ne serait pas plus avantageux pour le pays, pour la classe ouvrière et pour la paix et le bon gouvernement de notre pays, qu'il y ait soit une seule grande union, soit des affiliations avec les unions internationales, comme c'est le cas actuellement.

On a entendu des affirmations de la part de gens qui ignorent complètement les conditions qui prévalent entre les unions canadiennes et américaines. Si ces raisons étaient réelles, il y aurait quelque motif d'argumenter, mais une grève dans notre pays ne peut être déclenchée par une simple union appartenant à une organisation internationale, à moins que cette grève ne soit votée et approuvée par les membres au niveau local. Les unions internationales n'ont rien à voir là-dedans. Chaque union est parfaitement autonome, tout comme l'est notre province par rapport à la Confédération, "souveraine dans les limites de ses droits". Elles ont certains pouvoirs et, dans les limites de ces pouvoirs, c'est elles qui décident.

Les organisations internationales n'ont rien à voir dans le déclenchement ou le règlement des grèves; cela doit relever uniquement des unions locales, sans aucune intervention de l'Internationale. Tout de même, on entend toutes sortes d'affirmations à l'effet que nous serions gouvernés par les États-Unis et à propos de certains agitateurs étrangers qui viendraient ici. J'ai rencontré plusieurs dirigeants ouvriers américains. Ils ne viennent pas ici pour y semer le trouble, mais, lorsqu'une grève est définitivement enclenchée, pour voir de quelle manière il serait possible d'y apporter un dénouement pacifique. Voilà la mission de ces agitateurs étrangers ou de ces dirigeants dont on nous parle.

Si les gens se font une idée à l'avance et sont influencés par les journaux ou certains livres, il est évidemment impossible de les convaincre que les États-Unis n'ont aucune participation dans le gouvernement des unions locales. De toute façon, les grèves à Montréal se sont déroulées aussi paisiblement qu'une grève peut l'être. Elles n'ont pas suscité de violences, sinon des grévistes auraient été condamnés selon la loi criminelle, quoique je sais pertinemment que certains patrons ont engagé des détectives privés, des casseurs et des hommes armés pour attaquer les

grévistas et restaurer un climat de paix, de sorte à s'attirer la sympathie du public. Mais, il faut en donner le crédit à l'Internationale et aux autres unions: ils ont su se contenir.

**M. Lemay (Sherbrooke):** Je suis en faveur de l'amendement du député de Rouville (M. Robert)<sup>11</sup>. Mais qu'il me soit permis de relever certaines assertions qui ont été faites dans des discours précédents et dont nos ouvriers, un peu aigris par ce temps de crise qu'ils traversent et qui sont, partant, quelque peu chatouilleux, pourraient s'offusquer. Je ne suis pas absolument en faveur des unions internationales, mais je suis simplement en faveur des unions, qu'elles soient nationales ou internationales, pourvu qu'elles se conforment aux lois de notre province.

Il (M. Lemay) n'est pas très bien disposé envers les unions internationales et souhaiterait que tous les ouvriers canadiens soient membres des unions canadiennes. Ces unions, dit-il, ont été d'un grand secours aux ouvriers de la province dans le passé. Qu'ont fait les législateurs et, de manière générale, les classes dirigeantes de cette province, pour aider les ouvriers à se constituer en unions? En fait, les ouvriers ont été laissés complètement à eux-mêmes.

Il faut bien se rendre compte que, jusqu'à il y a quelques années, les classes dirigeantes n'ont pas toujours aidé comme elles auraient dû le faire nos ouvriers qui alors étaient laissés seuls à eux-mêmes, exposés à toutes sortes de vexations, quant aux heures de travail et aux salaires. Cela justifie bien nos ouvriers d'avoir pris en main leur cause dans un but de protection. Il (M. Lemay) ne peut blâmer nos ouvriers d'avoir accepté de faire partie des unions internationales, alors que c'était le seul moyen qui leur était offert de protéger leurs intérêts.

D'un point de vue canadien, on ne peut que regretter que les ouvriers du Canada ne soient pas organisés comme le sont les professionnels, les fabricants, et qu'ils ne se sentent pas suffisamment unis et forts pour faire respecter leurs droits, sans avoir à s'affilier avec des unions d'un autre pays. Il (M. Lemay) souhaite que les ouvriers travaillent dans le sens de la constitution d'unions nationales, s'ils estiment que c'est dans leur intérêt de le faire. Le gouvernement pourrait faire davantage pour encourager ces unions.

Mais, tout en reconnaissant les moyens de l'Internationale, comme Canadien français, il faut applaudir à l'idée émise par le député de Rouville (M. Robert) de fonder une union nationale

exclusivement canadienne. Quand je vois un amendement comme celui que vient de proposer le député de Rouville, je ne puis m'empêcher de m'y rallier de tout cœur, vu les circonstances que nous traversons. Il (M. Lemay) exprime le vœu que, sur les constitutions de nos unions ouvrières, on écrive, à côté du mot "droits", le mot "devoirs".

Il (M. Lemay) fait l'éloge des ouvriers de la province et proclame qu'ils sont, dans l'Amérique du Nord, les plus respectueux des lois. Il faut conserver chez ces ouvriers les bonnes qualités qu'ils possèdent, dit-il, et qui font que la province de Québec a pu traverser en paix la crise qui a soulevé le monde.

**M. Tessier (Rimouski):** Récemment, des étrangers ont pu entrer dans notre province et s'impliquer dans des conflits ouvriers de façon à bouleverser et entraver sérieusement les affaires publiques de la province. Il ne conteste pas aux ouvriers de Québec le droit de former des unions exclusivement canadiennes, dont les bureaux principaux seraient situés au Canada. Ceux-ci peuvent se syndiquer pour défendre leurs intérêts légitimes. Les unions nationales constituent l'unique solution au problème ouvrier.

Il (M. Tessier) ne partage pas du tout la manière de voir du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) et de Maisonneuve (M. Laurendeau). Il (M. Tessier) félicite le premier ministre d'avoir pris une attitude très ferme, lors de la récente grève des typographes internationaux. La province de Québec, dit-il, est en majeure partie opposée à ce que nos ouvriers se laissent séduire par les voix qui viennent de l'étranger. Je voudrais, si c'était possible, que le gouvernement fasse tout son possible pour les aider à se débarrasser du joug américain.

Dans l'immensité des unions internationales, ils se trouvent à peu près perdus et comptent pour bien peu de chose. Si les ouvriers de Québec commencent à prendre part à des organisations dont la majorité et les influences sont d'une autre foi et d'une autre langue, toujours en minorité et partant, impuissants, alors nous pourrions les considérer comme perdus.

Il importe donc que le gouvernement utilise tous ses pouvoirs pour venir en aide à la formation d'unions nationales. Peu importe quel nom on leur donnera, pourvu qu'elles soient d'ici.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) a fait référence au préambule du Traité de Versailles, mais s'il se souvient bien, il lui semble que les États-Unis ne sont pas membres de la Ligue des nations.

M. Tessier ne pense pas non plus que le fait que Samuel Gompers se soit adressé au Parlement canadien constitue un argument en soi. Ce qu'il faut, dit-il, c'est faire comprendre à nos ouvriers que leur intérêt principal consiste à faire partie d'unions nationales.

Certaines phases des unions internationales présentent des dangers d'un point de vue national. Par exemple, avant la guerre, il fut démontré que certains représentants internationaux n'étaient ni plus ni moins que des agents allemands.

Nous ne pouvons tolérer, et Québec ne tolérera pas, qu'il y ait ici un État dans l'État. Il (M. Tessier) dit que les points de vue qu'il a exprimés sont ceux de nombreux ouvriers canadiens, dont Mosher, qui est à la tête du Canadian Brotherhood of Railway Employees. M. Musher, dit-il, affirme que le temps est venu pour les Canadiens de se détacher de l'influence étrangère et de la maîtrise des internationaux.

C'est une chose anticanadienne et antipatriotique, portant l'esprit de révolte dans notre classe ouvrière, que d'aller chercher sa direction à l'étranger. L'un des effets de cette affiliation à des unions internationales est d'engourdir l'esprit national chez les ouvriers<sup>12</sup> et parmi la population. Si nos ouvriers continuent de faire partie de ces unions qui reçoivent leur mot d'ordre des États-Unis, c'est l'annexion qui nous attend.

Par ces unions s'infiltré parmi nous, petit à petit, l'américanisme. Ne laissons pas la province se gangrener par l'américanisme comme certaines autres provinces. Nous nous américanisons à vue d'œil, les provinces anglaises s'en vont avec une rapidité vertigineuse encore vers cette américanisation.

Bientôt, elles tomberont dans les bras du voisin pour tout de bon et ce sera grâce à l'Internationale ouvrière. Un tel mouvement est sans doute plus dangereux pour les autres provinces que pour la nôtre. Un jour il arrivera que, si nous ne nous arrêtons sans transition brusque, sans secousse, nous tomberons aussi dans les bras du voisin. Le débat aura eu un bon effet, s'il marque que la province de Québec continue d'être le boulevard et le rempart des idées saines et s'il prouve que notre Législature est à l'avant-garde et qu'elle sait voir clair et loin dans l'avenir.

**M. l'Orateur** vérifie si d'autres députés désirent prendre la parole. Puisque personne ne se manifeste, il s'apprête à lire la motion telle qu'amendée.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose l'ajournement du débat<sup>13</sup>. La question est importante, et l'amendement proposé au cours du débat requiert une étude.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Nous sommes à la fin de la session.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** À la fin de la session? Je ne crois pas. Il (M. Sauvé) propose, appuyé par le représentant de Laval (M. Renaud), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### Liqueurs alcooliques

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Adopté.

### En comité<sup>14</sup>:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
4. Que si le permissionnaire pour la vente de la bière et du vin, dans la salle à manger d'un vaisseau, est de plus autorisé à vendre entre les repas, le montant des droits sous le paragraphe 3 de l'article 37 de la loi des liqueurs alcooliques sera de cinq cents piastres.

Adopté.

5. Que, dans toute poursuite intentée en vertu de la loi des liqueurs alcooliques, s'il est demandé une suspension de la procédure ou une remise de l'instruction ou audition par la défense, cette suspension ou remise ne sera accordée que si les frais du jour ont été préalablement payés par la défense, lesquels frais devront comprendre un honoraire de cinq piastres à l'avocat de la poursuite.

**M. Monet (Napierville)** trouve cet article injuste et voudrait que la Commission soit obligée de payer la même amende.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** et **l'honorable M. Nicol (Richmond)** expliquent que le juge peut toujours faire payer les frais par la Commission.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques.

### Collège des chirurgiens dentistes

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif au bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec, mais avec les amendements qui suivent, qu'elle prie le Conseil législatif d'agréer:

1. En ajoutant au premier alinéa dudit amendement, les mots suivants: "par le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec".

2. En remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"L'article 3 qui devient 4 est remplacé par le suivant:

"4. L'article 1 de la présente loi entrera en vigueur aux prochaines élections générales du Bureau des gouverneurs du Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec; les articles 2 et 3 de la présente loi entreranno en vigueur le jour de sa sanction."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Code municipal, entretien des chemins

**M. Hamel (Portneuf)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour étudier le bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal.

Adopté. Le comité étudie de bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Hamel (Portneuf)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Remboursement de droits:

#### James Dance

**M. Poulin (Montréal-Laurier)** propose, appuyé par le représentant de Jacques-Cartier (M. Ashby), que les droits additionnels qu'a payés le promoteur du bill 113, autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre James Dance à l'exercice de l'art dentaire lui soient remboursés.

Adopté.

### The Connectional Methodist Church in Quebec

**M. McDonald (Pontiac)** propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 84 constituant en corporation The Connectional Methodist Church in Quebec leur soient remboursés.

Adopté.

### Rivière Sainte-Anne

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 207 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et tout autre de ses affluents.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose: Qu'au lieu de la somme de trois cent mille piastres mentionnée dans la loi 9 George V, chapitre 7, le lieutenant-gouverneur en conseil pourra autoriser le trésorier de la province à contracter de temps à autre, le

ou les emprunts qu'il jugera nécessaires pour une somme n'excédant pas en tout quatre cent mille piastres, pour les travaux sur la rivière Sainte-Anne ou tout autre de ses affluents.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** demande la permission de présenter le bill 207 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et tout autre de ses affluents.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district;

- bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de Saint-Frédéric de Drummondville et la succession de feu Messire Frédéric Tétreau;

- bill 195 amendant la loi concernant la Cour des sessions de la paix;

- bill 196 amendant le Code municipal relativement à la circulation des voitures automobiles dans certains chemins.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 76 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité.

### Charte de Laval-des-Rapides

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 76 amendant la Charte de la ville de Laval-des-Rapides. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Entrepôt frigorifique Saint-Maurice, Trois-Rivières

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 114 validant la garantie de l'endossement donné par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera à la présente séance, elle soit ajournée à ce soir, à huit heures et demie.

Adopté.

La séance est levée.

### Troisième séance du 16 mars 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Dépôt de documents:****Chef-lieu du  
district de Terrebonne**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de la Chambre, en date du 8 mars 1922, pour production de copie de toutes correspondance, requêtes, etc., depuis 1920 jusqu'à ce jour, entre toute personne et le gouvernement au sujet du chef-lieu du district de Terrebonne et du changement de son site. (Document de la session no 63)

**Liqueurs alcooliques**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 177 amendant la loi concernant les liqueurs alcooliques soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

**En comité<sup>15</sup>:**

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie le paragraphe *c* de l'article 3, qui se lit comme suit:

"*c*. Dans une cité ou ville dont la population ne dépasse pas cinq mille habitants, à moins que cet établissement ne soit demandé par un règlement du conseil, approuvé par la majorité en nombre des électeurs municipaux qui ont voté, et déposé au bureau de la Commission. Un règlement demandant l'établissement d'une succursale de la Commission ne peut être révoqué dans le cours des deux années subséquentes. Les dispositions de la loi de la tempérance de Québec qui ne sont pas incompatibles avec les dispositions du présent alinéa s'appliquent *mutadis mutandis* à l'approbation et à la révocation de ce règlement."

Il est proposé que le mot "alinéa" soit remplacé par "paragraphe *c*".

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Le comité étudie l'article 4, qui se lit comme suit:

"4. L'article 24 de ladite loi est amendé en remplaçant le paragraphe 2 par le suivant:

"2. Lorsque les alcools ou les spiritueux vendus par la Commission sont en bouteille, la bouteille doit être scellée du sceau spécial de la Commission et être mise dans un paquet sur lequel l'étiquette de la commission est placée et le prix de vente est indiqué."

**M. Dufresne (Joliette)** suggère que la Commission mette sur ses bouteilles une étiquette indiquant le nom de la distillerie. On les tiendrait responsables, sous peine de résiliation de leur contrat, des boissons livrées à la Commission.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** croit que cette suggestion est opportune, mais qu'il n'est pas nécessaire de mettre cela dans la loi. La Commission a le pouvoir de l'appliquer.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** craint que l'étiquette de la Commission soit facile à imiter.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** C'est précisément pour cette raison que l'on apporte en amendement que la Commission devra mettre son sceau.

L'article 4 est adopté.

Les articles 5 et 6 sont adoptés.

Le comité étudie le sous-paragraphe 6 de l'article 7, qui se lit comme suit:

"[[6. Cependant, nonobstant les dispositions des paragraphes 2 et 4 du présent article, la Commission peut octroyer à toute compagnie de navigation ou de chemin de fer, ayant charge d'un hôtel dans une place de villégiature, un permis pour vendre aux voyageurs seulement, au verre ou à la bouteille, des vins et des bières qu'ils doivent, eux et leurs convives, consommer sur place pendant leurs repas dans cet hôtel. Ce permis est octroyé pour trois mois seulement et sur paiement des droits et aux conditions que la Commission juge à propos d'imposer.]]"

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande si une période de trois mois suffit pour la saison touristique et s'il ne serait pas possible d'envisager de l'augmenter.



Le comité refuse de modifier la proposition.

L'article 7 est adopté.

Le comité étudie l'article 8, qui se lit comme suit:

"8. L'article 35 de ladite loi est amendé:

"a. En y ajoutant après le mot: "permis", dans la sixième ligne du paragraphe 2, les mots: "et des réceptacles qui les contiennent,";

"b. En remplaçant, dans la troisième ligne du sous-paragraphe b du paragraphe 4, le mot: "cinq" par le mot: "quatre"."

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande s'il y a eu des plaintes qui justifieraient la réduction.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** répond qu'il y en a eu, et qu'elles sont venues de diverses sources, entre autres du clergé.

L'article 8 est adopté.

Les articles 9 et 10 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 11, qui se lit comme suit:

"11. L'article 41 de ladite loi est amendé en y ajoutant à la fin du paragraphe 4 les mots suivants: ", et si ce permis n'est pas exploité dans un hôtel, de vendre les jours de fête ci-après déterminés."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** fait quelques remarques et affirme que les amendements à la loi comportent peu de changements. Cette clause est injuste, dit-il, et favorise encore moins la tempérance.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut s'entendre sur le mot tempérance, car il y a des gens qui confondent tempérance avec prohibition, qui n'est pas du tout la tempérance. Il (M. Taschereau) se dit satisfait des résultats obtenus dans l'application de la présente loi. Le gouvernement, dit-il, n'a pas moins constaté qu'il existait trois lacunes qui pouvaient justifier jusqu'à un certain point les critiques.

Notre loi, avec les nouveaux amendements que nous lui proposons, favorise la tempérance. Il (M. Taschereau) déclare que sur trois points la loi était peut-être susceptible d'amélioration. Le premier, dit-il, a trait au pourcentage de la bière. Nous diminuons le titrage alcoolique de la bière, et

c'est surtout à cela qu'on paraît en vouloir en certains milieux. Nous avons reçu un grand nombre de plaintes à l'effet que la bière consommée cette année était trop forte et que, par ce fait, il s'était commis un grand nombre d'abus. Des enquêtes ont été faites et nous avons conclu que pour remédier à cette situation, il fallait réduire le titre de la bière, et c'est pourquoi le gouvernement suggère aujourd'hui qu'au lieu de 5, la force de la bière soit fixée à 4.

Le second regarde la vente le dimanche. Par les amendements que le gouvernement propose, quant à la vente des vins et de la bière dans les hôtels, nous empêchons, je l'espère, les abus qui ont été signalés au cours de l'année, alors que tout restaurant pouvait vendre vins et bières le dimanche. Il n'y a pas eu abus dans les grands hôtels, mais seulement dans les petits hôtels et restaurants. Dans nombre de restaurants où l'on était autorisé à vendre de la bière et des vins durant les repas, on s'est contenté de servir de la bière en quantité, surtout le dimanche, alors que les tavernes étaient fermées.

Des abus ont encore été commis sous ce rapport et le gouvernement, afin d'éviter qu'à l'avenir on se permette encore d'enfreindre la loi, demande à la Législature de n'autoriser la vente des bières et des vins, le dimanche pendant les repas, qu'aux hôtels ou restaurants où il sera admis que seuls des pensionnaires soient servis. L'ordre pourra ainsi être mieux observé. Le meilleur système pour nous dans cette province, c'est d'obtenir les vins les meilleurs et les alcools les plus purs au meilleur marché possible, et cela, dans les épiceries licenciées, dans les clubs bien contrôlés et dans les hôtels bien tenus. C'est ce que nous nous efforçons de faire avec nos amendements.

Le troisième a rapport à la taverne. Pour ma part, je suis opposé à la taverne. Dans ces conditions, je ne crois donc pas que les tavernes soient bien nécessaires, car ces endroits ne servent qu'à boire et pas à autre chose, et parce qu'elles n'ont pas produit les résultats que l'on attendait d'elles. Mais je me demande jusqu'à quel point notre population sera favorable à l'abolition complète de la taverne. Le public et les ouvriers ne sont pas encore prêts à se passer d'elles, c'est pourquoi elles seront encore tolérées. Le temps n'est pas encore venu. Cependant je compte que, dans un avenir rapproché, il n'y aura plus de débits où l'on ne fait que boire.

Ce qui importe pour le moment, c'est de préparer notre population à s'en passer en lui fournissant toutes les facilités possibles de se procurer des boissons ailleurs que dans ces établissements. La bière se vendra dans les magasins

et on la boira chez soi, ou dans les hôtels, qui doivent être considérés comme des résidences de ceux qui les habitent. Le plus tôt les tavernes disparaîtront, le mieux ce sera pour satisfaire les amis de la tempérance. Nous aurons fait un pas de plus dans la bonne voie et c'est ce que nous faisons en sorte d'obtenir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il est établi qu'en matière de commerce et d'industrie, l'instabilité des lois qui peuvent les affecter est une cause de dépression et de ruine. Depuis des années, à chaque session, le gouvernement est venu avec des transformations radicales dans la régie de la vente des liqueurs, transformations qui ont affecté l'industrie et le commerce. On prohibe la vente de la bière, le dimanche dans les restaurants, mais on le permet dans les hôtels. Les tavernes restent fermées le dimanche. Les hôteliers de campagne ont demandé la prohibition de la vente le dimanche, pourquoi leur a-t-on refusée?

À la campagne, c'est le dimanche qu'il se commet le plus d'abus par nos jeunes gens. Le gouvernement viole la loi du dimanche. Le gouvernement n'est pas justifiable. On a ruiné les hôteliers non pas tant pour leur avoir enlevé leurs licences, mais pour les avoir trompés et exploités. Ce sont les hôteliers qui ont le plus contribué à l'avènement du Parti libéral au pouvoir à Québec, mais quand le gouvernement a cru qu'il pouvait s'en moquer et s'en passer, il a oublié les larges souscriptions des anciens jours, et il les a ruinés par toutes sortes de tromperies.

En 1919, le gouvernement avait promis la prohibition aux prohibitionnistes, la bière et le vin aux ouvriers, le respect de la volonté du peuple exprimée par un référendum. En ce temps-là, le gouvernement disait: "Ou la prohibition, ou la bière et le vin". Le peuple a voté pour le vin et la bière. La loi de prohibition fut adoptée malgré les dénonciations de l'opposition qui en signalait d'avance les abus.

En 1920, la Législature fit une loi, mais pas suivant la bière et le vin, une loi créant des vendeurs de liqueurs enivrantes, moyennant certificat. De l'aveu de tous, l'inapplication voulue, concertée, systématisée de la loi a donné lieu à des scandales sans précédent et à un commerce criminel. L'opposition a dit au gouvernement: "Vos amis, les trésoriers de la caisse électorale, sont là derrière vous, et vous ne voudrez pas les déranger, c'était le trust de l'alcool qui va bénéficier de cette loi." Sous ce rapport, l'opposition ne s'est pas trompée. La loi fut violée nuit et jour.

Devant les protestations populaires, le gouvernement eut peur, il a transformé la loi de prohibition en loi des liqueurs, et après avoir tué même les meilleurs hôteliers et favorisé les "bootleggers", il veut abolir même ceux qui, par sa loi, avaient commencé à s'organiser pour, comme d'autres, faire fortune, et il se fait lui-même commerçant, mais pas avec des affaires ordinaires: un commerçant qui se donne presque tous les droits devant les tribunaux, quelles que soient les injustices.

Et l'État hôtelier commence ses opérations, et les abus et les violations recommencent; les tavernes avec tables qui ont remplacé les hôtels avec comptoirs sont, en grand nombre, des endroits dangereux à plus d'un point de vue, au point de vue sanitaire, etc. Les hôtels de campagnes avaient des repas bien simples, des repas à toute heure réglementaire. C'était ridicule. Le premier ministre a admis que l'on achetait des bouteilles de bière de magasins où l'on buvait partout dans la rue, sur les trottoirs, dans les écuries.

Ce que l'on dit est arrivé, et le premier ministre qui avait lié son sort à cette loi est obligé de dire qu'il est obligé de l'amender parce qu'il y a trop d'abus. Le gouvernement a dit: Nous nous emparons du commerce d'alcool pour mieux le réglementer et le contrôler, pour vendre de la meilleure boisson et à meilleur marché. Le gouvernement vend sa boisson plus cher que jamais, fait un profit net de 20 % sur la vente et réalise des millions de bénéfice. Le premier ministre a parlé d'une loi de liberté populaire. Jamais la volonté populaire exprimée par le référendum n'a plus été méprisée.

Le premier ministre est assez hardi pour dire: C'est une loi de tempérance. Rien ne justifie une telle affirmation. Elle n'est pas appuyée sur les chiffres des ventes des brasseries ni des magasins de liqueurs du gouvernement. Une loi de tempérance qui fait vendre dans notre province pour \$9,395,866.60 de liqueurs en huit mois? À part cela, il y a les recettes des brasseries, \$516,186.14 et avec la licence près d'un autre million, ce qui fait comme l'a dit le premier ministre environ \$11,000,000.

Si, en payant 5 % au gouvernement, les brasseries ont versé la somme \$516,186.14 au Trésor provincial, cela veut dire qu'elles ont vendu en huit mois, pour \$10,323,722.80, ce qui représente une vente d'environ 7,000,000 de caisses de bière. Rien que dans un mois, de décembre 1921 à janvier 1922, la Commission a vendu 726,901 bouteilles et 38,488 gallons de liqueurs. Oui, dans un mois. La Commission a reçu le 30 avril 1921, des marchands de liqueurs de la province: 195,169½ caisses;

138,912 gallons; 56,747 bouteilles; 8 demi-barils; 1 octave; 133½ fûts; 32,065 douzaines.

À part cela, la Commission a importé depuis mai 1921 à février 1922; 6,542 barils; 258,965 caisses; 92 pipes; 80 tambours, 660 gallons de liqueurs. Et c'est cela qu'on appelle une loi de tempérance! Le gouvernement est toujours à dire: Les autres provinces envient notre sort; on parle de nous imiter. Ce n'est pas ce que M. Drury et M. Raney disaient dernièrement contre notre commerce de boissons. Il existe une panoplie d'opinions sur le sujet. Il y a toujours eu des prohibitionnistes. Que dans les pays prohibitionnistes, les adversaires de la prohibition et de la tempérance demandent le régime de Québec, à cela rien d'étonnant, tout comme dans le Québec les prohibitionnistes demandent le régime d'Ontario.

D'autres réclament l'ancien système, mais pour moi, je préfère le régime de la Colombie-Anglaise au nôtre. Ce système divise les profits entre les municipalités, alors que le régime actuel dans notre province est trop étroit. Il draine l'argent de la province et fait du gouvernement un régime de fer. Il donne des surplus au gouvernement, mais il exploite le peuple. Il est injuste pour le pauvre et favorise le riche. Si le gouvernement devait garder le contrôle de la vente des liqueurs, il devrait partager ses revenus avec les municipalités suivant la population. Le gouvernement a trop favorisé la vente de boissons dans les autres provinces prohibitionnistes et aux États-Unis. Il y a de forts mécontentements et je crains les représailles.

Si le gouvernement d'Ottawa n'abaisse les droits, ce sera probablement parce que les autres provinces ne voudront pas consentir à un autre moyen de faire violer la loi et d'augmenter le commerce illicite des boissons chez elle. Le gouvernement a réduit la force de la bière de 5 à 4 %. C'est encore le pauvre ouvrier que l'on veut frapper, lui qui n'ayant pas comme les riches le moyen de se payer le luxe du scotch à \$5 ou le cognac à \$5 la bouteille, prend modestement son verre de bière. On veut diminuer la valeur de ce breuvage. On l'obligera demain à se contenter de l'eau de vaisselle. J'accepterais la bière à faible tirage, si nous avions un vrai régime de tempérance pour tout le monde.

La Commission a dépensé \$41,697 pour annoncer ses affaires pour faire cacher ses faiblesses et empêcher ou modérer la critique de la loi. Le gouvernement est fier de sa Commission dont le bureau principal est à Montréal. La ville de Montréal est la vache à lait du gouvernement et la Commission est son veau d'or.

L'article 11 est amendé et se lit désormais comme suit:

"11. L'article 41 de ladite loi est amendé en y ajoutant à la fin du paragraphe 4 les mots suivants: ", et si ce permis n'est pas exploité dans un bateau à vapeur ou dans un hôtel, ayant au moins cinquante chambres à coucher s'il est situé à Québec ou à Montréal, et au moins vingt-cinq chambres à coucher, s'il est situé ailleurs, il lui est aussi défendu de vendre les jours de fête ci-après déterminés."

L'amendement est adopté.

L'article 11, ainsi amendé, est adopté.

L'article 12 est adopté.

Le comité étudie le paragraphe *c* de l'article 13, qui se lit comme suit:

"*c*. En remplaçant le paragraphe *t* par les suivants:

"*t*. Moyennant une rémunération quelconque, achète une liqueur alcoolique pour une autre personne; ou,

"*u*. Contrevient aux dispositions de la présente loi de toute autre manière que celles mentionnées aux articles 49 et 50 et aux paragraphes ci-dessus du présent article, "

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** pose une question.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** dit que cela vise à empêcher les gens de se tenir près des magasins de liqueurs dans le but d'acheter de la boisson pour ceux qui voudraient acheter plus d'une bouteille à la fois, tel que stipule la loi. Le bill, dit-il, améliore la clause de l'année précédente à cet égard.

L'article 13 est adopté.

Les articles 14 à 26 sont adoptés.

Le comité propose d'ajouter un nouvel article, l'article 26a qui se lit comme suit:

"26a. Les marchands autorisés à vendre des liqueurs enivrantes en vertu de la loi de tempérance du Canada dans l'année précédant son rappel dans une municipalité où elle était en vigueur, doivent, dans les trente jours qui suivent l'entrée en vigueur de la présente loi, dénoncer à la commission toutes les liqueurs alcooliques qui leur appartiennent, ou dont ils ont la possession ou le contrôle à quelque titre que ce soit, et les mettre sous le contrôle et en la possession de la commission en la manière indiquée par celle-ci.

"À défaut par un de ces marchands autorisés de se conformer aux exigences de l'alinéa qui précède, le paragraphe 2 de l'article 21 de la loi 11 George V, chapitre 24, s'applique, *mutatis mutandis*, à ce marchand.

"De plus, le paragraphe 3 du même article 21 s'applique à ces marchands autorisés et à ces liqueurs alcooliques."

Le nouvel article 26*a* est adopté.

Le comité propose d'ajouter un nouvel article, l'article 26*b* qui se lit comme suit:

"26*b*. Tous les permis en vigueur lors de la sanction de la présente loi restent en vigueur jusqu'au premier mai prochain, s'ils ne sont pas légalement annulés."

Le nouvel article 26*b* est adopté.

L'article 27 est adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés<sup>16</sup>.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Listes électorales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 46 amendant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'il soit loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

*a.* De nommer un officier spécial qui sera chargé de préparer les listes électorales sous la direction du président du bureau des estimateurs municipaux;

*b.* De nommer les personnes qu'il jugera nécessaires pour aider à cet officier spécial;

*c.* De pourvoir à la rémunération de l'officier et des personnes qu'il aura ainsi nommés et de celles qui seront nommées en vertu de l'article 202*m* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi qui accompagne les présentes résolutions, et que cette rémunération sera payée sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

2. Que les personnes préposées à l'enregistrement des électeurs dans les bureaux temporaires, ainsi qu'il est prévu par la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront autant que possible choisies parmi les personnes mentionnées au paragraphe 2 de l'article 202*c* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par ladite loi, et que l'officier spécial pourra, après y avoir été autorisé par le lieutenant-gouverneur en conseil, nommer au besoin d'autres personnes.

Adopté.

3. Que les listes électorales pour la cité de Québec seront préparées sous la direction et la responsabilité du greffier de la cité, et qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil:

*a.* De nommer un officier spécial qui sera chargé de les préparer sous la direction du greffier;

*b.* De nommer les personnes qu'il jugera nécessaires pour aider à cet officier spécial;

*c.* De pourvoir à la rémunération de l'officier et des personnes qu'il aura ainsi nommés, et que cette rémunération sera payée sur le fonds consolidé du revenu.

Adopté.

### **Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 46, amendant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes.

**Loi électorale,  
radiation**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 43 amendant la loi électorale de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Listes électorales**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 46 amendant la loi électorale de Québec concernant la confection et la révision des listes soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**District judiciaire  
de Terrebonne**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au

bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose: 1. Qu'il sera loisible au lieutenant-gouverneur en conseil de faire construire un palais de justice et une prison convenables, pour le district de Terrebonne, dans la ville de Saint-Jérôme, sur le site qu'il choisira, aussitôt après le paiement, entre les mains du trésorier de la province, de la contribution à laquelle est tenue la municipalité de comté de Terrebonne suivant la résolution no 5.

Adopté.

2. Que ce palais de justice et cette prison devront contenir toutes les pièces suffisantes pour les fins de l'administration de la justice et pour les bureaux publics qui y seront nécessaires et que le palais de justice devra être pourvu de voûtes à l'épreuve du feu, aménagées pour y loger tous les documents.

Adopté.

3. Que ces édifices seront construits sous la direction du ministre des Travaux publics et du Travail, en conformité des plans, devis et spécifications approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

4. Que le coût de la construction desdits palais de justice et prison, y compris l'acquisition des terrains nécessaires, ne devra pas excéder la somme de deux cent mille dollars.

Adopté.

5. Que, pour aider à la construction desdits palais de justice et prison, la municipalité de comté de Terrebonne soit autorisée à souscrire, par simple résolution, et qu'elle s'engage à souscrire et à verser entre les mains du trésorier de la province, un montant de cinquante mille dollars.

Adopté.

6. Qu'aux fins de la résolution no 5, ladite municipalité de comté soit autorisée à passer un règlement décrétant le ou les emprunts nécessaires et le prélèvement, en une ou plusieurs années, des municipalités intéressées, du montant requis pour payer l'emprunt et les intérêts.

Adopté.

7. Que les villes de Saint-Jérôme et de Terrebonne seront censées faire partie du comté de Terrebonne, relativement au prélèvement du montant de la souscription.

Adopté.

8. Que le trésorier de la province soit autorisé à avancer de temps à autre, à même le montant qui sera versé par la municipalité de comté de Terrebonne, suivant les résolutions nos 5, 6 et 7, et à même le fonds consolidé du revenu, sur les certificats du ministre des Travaux publics et du Travail, les montants requis pour payer, en totalité ou en partie, le coût de la construction dudit palais de justice et de ladite prison.

Adopté.

9. Que les frais occasionnés pour la transmission des dossiers, registres, documents, archives, pièces et procédures judiciaires après le changement du chef-lieu, suivant les dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions, seront à la charge de la province.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité:

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** proteste contre ce changement et regrette que le député d'Argenteuil (M. Hay) ne fût pas à son siège pour l'aider dans sa protestation. Il croit que c'est une injustice pour les

justiciables et les avocats des comtés des Deux-Montagnes et d'Argenteuil. Il y a à Sainte-Scholastique des avocats, dit-il, qui méritent la considération du gouvernement. M. Éthier y pratique le droit depuis trente ans et M. Lalande depuis plusieurs années. Tous deux y sont propriétaires.

Le protonotaire et le shérif sont aussi propriétaires à Sainte-Scholastique. M. Éthier a adressé récemment au gouvernement, contre ce projet de changement, une protestation qui aurait dû être entendue.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il ne s'agit pas là d'une question politique ni de parti, mais seulement de l'intérêt public, résultant du développement de la région du nord d'où originent les procès les plus considérables. Il y a longtemps qu'il est question de ce changement qui s'impose aujourd'hui.

En janvier 1921, les grands jurés des assises ont adressé au gouvernement une requête à ce sujet. Il (M. David) cite des chiffres pour établir que le comté de Terrebonne comprend 24 municipalités, dont quatre de villes, qu'Argenteuil a 17 municipalités, dont une de ville, et que Deux-Montagnes a 15 municipalités et pas une ville.

Il rappelle aussi que, selon les statistiques des trois dernières années, le comté de Terrebonne a eu 258 jugements rendus par la Cour supérieure, alors que les comtés réunis d'Argenteuil et de Deux-Montagnes n'en ont eu que 208.

Il (M. David) explique que Saint-Jérôme est une place plus centrale que Sainte-Scholastique et les justiciables du comté de Terrebonne ont demandé ce palais de justice depuis 35 ans.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Ce changement va nécessiter une réorganisation complète.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Les causes continueront à être entendues à Sainte-Scholastique. La Cour supérieure et la Cour de circuit siégeront à ce dernier endroit.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Demandes de documents:****Acquéreurs  
de terrains privés**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre une copie des noms et adresses des acquéreurs de terrains privés vendus par le gouvernement.

Adopté.

**Pont de l'île Bizard**

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 144 amendant la loi concernant le pont qui relie l'île Bizard à l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**M. Ashby (Jacques-Cartier)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

**NOTES**

1. Arthur Plante (1869-1927), député conservateur dans Beauharnois de 1898 à 1900, de 1908 à 1912 et de 1923 à 1927.

2. *La Patrie* du 17 mars 1922, à la page 3, spécifie que M. Grégoire "a fait un assez long discours pour appuyer l'amendement proposé par le ministre de l'Agriculture", mais nos sources ne l'ont pas rapporté.

3. À la séance du 2 mars 1922, M. Ricard avait déposé une motion pour l'instauration d'un crédit

agricole. Il avait prononcé un discours sur la question par la même occasion.

4. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

5. *L'Événement* du 17 mars 1922, à la page 3, rapporte que le discours de M. Smart a été "très applaudi".

6. La "One Big Union", est un mouvement syndical de l'Ouest canadien fondé en 1918-1919, visant le renforcement de la lutte pour la syndicalisation des non-syndiqués, pour le syndicalisme d'entreprise et pour le rapatriement de l'action syndicale. L'O.B.U. n'existe que sur papier, lors du déclenchement de la grève de Winnipeg en juin 1919. La confusion vient du fait que certains dirigeants de l'O.B.U ont pris part à cette grève, mais en leur qualité de représentants d'autres syndicats existants comme les unions internationales. L'O.B.U. est le fruit de la lutte pour l'organisation d'un syndicalisme d'entreprise authentiquement canadien. Pour plus de détails, voir Charles Lipton *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Ottawa, Parti pris, Coll. "Aspects; 32", 1976, p. 333-338.

7. Voir la séance du 15 février. La grève des typographes de l'Union Typographique a débuté le 15 février dernier. Les employés réclamaient un meilleur salaire et la réduction des heures de la semaine de travail. Le travail parlementaire a souffert de ce conflit pendant plus d'une semaine, car le gouvernement avait confié l'impression des bills destinés à la Chambre à ces imprimeurs. Le 21 février, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) et Médéric Martin, le maire de Montréal, ont négocié un règlement partiel du conflit, et les typographes ont recommencé à alimenter le travail de l'Assemblée.

8. Le *Quebec Chronicle* du 17 mars 1922, à la page 3, mentionne qu'après l'ajournement, M. Smart s'est dit prêt à accepter l'amendement de M. Robert.

9. *The Gazette* du 17 mars 1922, à la page 14, précise que M. Sauvé "a argumenté sur le point pour un moment".

10. *L'Action catholique* du 17 mars 1922, à la page 6, ajoute cette remarque particulière: "chose curieuse, M. Lacombe ne fut pas applaudi par les membres de la Chambre".

11. Selon le *Montreal Herald* du 17 mars 1922, à la page 7, l'intervention de M. Lemay survient avant celles de MM. Lacombe et Bercovitch. Nous avons cependant choisi de respecter l'ordre établi par la majorité de nos sources.

12. *La Patrie* du 17 mars 1922, à la page 4, mentionne que M. Tessier parle en faisant un geste vers les deux députés ouvriers ayant parlé avant lui.

13. *The Gazette* du 17 mars 1922, à la page 14, mentionne que MM. Taschereau et Galipeault "manifestent leur désapprobation par un signe de tête", quand M. Sauvé demande l'ajournement. *L'Événement* du même jour, à la page 3, explique que "l'honorable premier-ministre lui a accordé à contrecœur. Car si on prolonge les discussions sur toutes les questions, il est pratiquement certain que les travaux de la session ne pourront se terminer cette semaine".

14. Voir note 4.

15. Voir note 4.

16. *La Tribune* du 17 mars 1922, à la page 5, mentionne que "la discussion a été assez longue sur chacun des amendements apportés à la loi", mais nous n'avons pas tous ces détails dans les sources dépouillées.



## Première séance du vendredi 17 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

## Dépôt de documents:

Rapport  
du bibliothécaire

**M. l'Orateur** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Rapport du bibliothécaire de la Législature de Québec, janvier 1921 à décembre 1921. (Document de la session no 25)

Représentation à  
l'Assemblée législative

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 202 amendant la loi concernant la représentation à l'Assemblée législative soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

## Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il ne concourt pas dans l'amendement

de l'Assemblée législative à ses amendements au bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles et concernant la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure, parce qu'il n'est pas conséquent et ne découle pas de ses amendements.

Membres des  
sociétés congrégationnelles

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative retire ses amendements aux amendements du Conseil législatif au bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de Membres des sociétés congrégationnelles et concernant la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure, et accepte les amendements faits par le Conseil législatif audit bill.

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

Les organisations  
ouvrières

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné jeudi le 16 mars courant, sur l'amendement proposé le même jour sur la motion suivante:

"Qu'il soit résolu que, de l'avis de cette Chambre, la question de savoir s'il est opportun d'adopter une législation forçant toutes les organisations ouvrières à se constituer en corporation, et mettant plus strictement en vigueur les lois contre les grévistes qui ont recours à la violence, devrait être prise immédiatement en considération."

Et l'amendement proposé se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, reconnaissant que les ouvriers canadiens sont un des éléments les meilleurs de notre population, invite les organisations ouvrières de cette province à se donner une constitution essentiellement canadienne et à continuer à coopérer dans l'ordre et le respect des lois, au développement industriel de la province."

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La question est non seulement sérieuse, mais brûlante, et elle requiert la plus grande réflexion. C'est un sujet chargé d'électricité et le moindre choc peut causer l'alarme et une crise. Il importe d'éviter soigneusement de ne point provoquer les armées de classes à se mesurer du regard et encore moins à en venir aux mains. La question est de savoir si pour le moment il n'est pas plus opportun de chercher à obtenir les améliorations désirées par un prudent travail d'éducation que par une législation qui peut paraître arbitraire et vexatoire. L'honorable premier ministre a fait sur les organisations ouvrières des déclarations sensationnelles qui ont provoqué des sympathies, des protestations également, sur le débat qui se continue aujourd'hui.

La résolution de l'honorable député de Westmount (M. Smart) est la conséquence des déclarations de l'honorable premier ministre au sujet de la grève des typographes<sup>1</sup> internationaux. Et logiquement, ceux qui ont applaudi le premier ministre devraient appuyer la motion, et les reproches des députés de Maisonneuve (M. Laurendeau) et de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) devraient être adressés avant tout au premier ministre. Ces déclarations, en temps normal et dans un Parlement autre que celui-ci, eussent provoqué une crise politique, car elles attaquaient non seulement une armée d'ouvriers, mais aussi directement un membre du Parlement et les représentants de la classe ouvrière qui siègent sur les bancs ministériels. Cependant, il est évident que la discipline du parti est très forte, même parmi ceux qui proclament si bruyamment leur indépendance. On a réussi à bâillonner les protestataires.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai suivi ce débat. J'ai été un peu surpris, hier, de l'attitude de mon honorable ami le député de Montréal-Dorion (M. Lacombe), ministre sans portefeuille. Le député de Montréal-Dorion a fait l'éloge des unions internationales, tout en reconnaissant qu'il y a là, comme ailleurs, des "exagérés", et a désapprouvé le député de Rouville (M. Robert) qui a été très violent contre les unions internationales. Mais finalement, il se déclara en faveur de l'amendement du député de Rouville. Par cette dernière déclaration, le député de Montréal-Dorion veut-il dire qu'il était prêt à se retirer des unions internationales?

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Non.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je vois que l'honorable ministre du Travail (M. Galipeault) fait signe que non.

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
L'honorable député de Montréal-Dorion (M. Lacombe) n'est pas ici et je crois qu'il n'a jamais dit qu'il abandonnerait les unions internationales. Les absents n'ont pas toujours tort.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je maintiens ce que j'ai dit. L'honorable député de Rimouski (M. Tessier) dénonce lui aussi les unions internationales qui devraient disparaître et lui, le vieux rouge, lui dont le parti prêchait autrefois l'annexion aux États-Unis avec Mercier, disait, hier: Ces unions internationales sont un danger, c'est un commencement d'annexion...

**M. Tessier (Rimouski):** C'est ce que j'ai dit. Je le pense et je le dirai encore. C'est mon opinion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), un avocat éminent, prétend que la Législature n'a pas le droit d'agir comme l'a prétendu l'autre jour le premier ministre qui a provoqué la motion du député de Westmount (M. Smart). On prétend que, dans cette province plus qu'ailleurs, l'ordre règne et que sa population, si elle souffre du malaise de la crise, ne trouble point la paix. Or, si l'ordre règne ici au point de servir de modèle, pourquoi risquer de le troubler par des lois vexatoires, par des déclarations ou des résolutions provocantes et par des mesures ou amendements inutiles, qui sont plutôt présentés pour éviter ou pour amoindrir la gravité d'un faux pas?

Je suis content que mon honorable ami de Westmount (M. Smart) ait été, dans son attitude, plus respectueux des ouvriers des unions internationales que ne l'a été l'autre jour le premier ministre. L'honorable député de Westmount n'est pas contre les ouvriers qui font partie des unions internationales, mais à la suite des déclarations de l'honorable premier ministre sur la grève des typographes, il veut que des paroles nous passions à l'étude et, si possible, ensuite aux actes. Il veut que le gouvernement et la Chambre prennent des moyens pour savoir s'il y a possibilité pour nous d'adopter une législation qui garantisse suffisamment la protection des ouvriers sur la réglementation des salaires, sans l'appui des ouvriers des États-Unis. Il faudrait savoir si, dans cette législation, les ouvriers trouveraient autant d'avantages que dans leur affiliation aux ouvriers des États-Unis.

C'est au point de vue de l'ordre une grande chose à considérer, mais il ne faudrait point oublier de considérer aussi les intérêts, bien entendu, des ouvriers devant les prétentions des patrons trop

ambitieux. Nous avons déjà eu des unions purement nationales, séparées des unions internationales, mais elles n'ont pas réussi. Nous avons maintenant des unions ouvrières catholiques, dont la direction morale est assurément une garantie d'ordre de premier ordre, mais elles ont leurs difficultés, leurs ennuis. Leur but est louable, leur esprit religieux est une sécurité. Gardons-nous de les déprécier. Elles ont fait du bien et leur but était magnifique.

Une législation ouvrière qui fermerait les portes aux intérêts internationaux réunirait-elle pour être plus forts les unions nationales catholiques et les unions nationales neutres? Ce que l'ami du peuple et de la justice doit vouloir, c'est d'empêcher l'abus de l'ambition, de l'égoïsme, des préjugés ou de la haine, c'est une direction à forte base de christianisme. Si la presse et les hommes publics renseignaient mieux le peuple, ils éviteraient bien des désordres et il y aurait beaucoup moins de désordres.

La justice et la vérité triompheraient toujours. Les intérêts politiques, ou plutôt de parti, font fausser les situations et soulever des préjugés. C'est de là que partent les germes de fomentation, le venin des préjugés, les étincelles des passions populaires. On connaît le passé. On sait comment les ouvriers furent soulevés contre les autres classes, contre les riches, et l'on sait qu'ensuite ils furent victimes de ceux qui les avaient évangélisés, puis entraînés dans leurs rangs. Les ouvriers, dégoûtés, songent plus que jamais à se protéger contre les organisations formidables qui se dressent tous les jours pour s'en servir.

J'avouerai que j'ai toujours eu pour l'ouvrier une sincère sympathie et je ne craindrai pas d'avouer que j'ai déjà été président de l'union des journalistes affiliés à l'Union internationale des typographes, il y a de cela bientôt 20 ans. J'ai pour l'ouvrier une sympathie réelle, parce que moi-même j'ai souffert des peines de l'ouvrier, et j'ai dû bien des jours réfléchir sur les conditions pénibles qui étaient faites aux ouvriers. J'ai constaté alors que les ouvriers avaient réellement des griefs. Je suis en faveur d'une classification, car les travailleurs n'ont pas tous la même compétence et, si je suis pour les ouvriers, je n'en reconnais pas moins que les employeurs et les patrons ont des droits.

Les organisations ouvrières ont été fondées pour protéger les ouvriers et pour réprimer les abus de certains patrons, pour établir un juste équilibre de justice entre l'employeur et l'employé. "L'ouvrier, dit Raoul Jay, a non seulement le droit de vivre, mais aussi de mener une vie humaine". Il n'y a pas de sots métiers et il y a des ouvrages qui requièrent non seulement un travail manuel, mais surtout de

l'intelligence, de la science. C'est pourquoi la question ouvrière est très difficile à traiter pour qui veut rendre justice au patron et à l'ouvrier. Outre des compétences, il y a aussi la rigueur du travail qui requiert une grande force physique constamment exploitée à l'année.

Prenons les ouvriers qui travaillent dans les scieries, dans les fonderies, dans les imprimeries. Ils sont des victimes d'une atmosphère mortelle. C'est pourquoi il est excessivement important de songer à ces considérations quand nous sommes appelés à nous prononcer sur une législation concernant les salaires. Je crois qu'il importe avant tout de considérer la classification non seulement des métiers, mais aussi des compétences dans les métiers. C'est le manque de classification véritable qui, je crois, affecte le plus le patron, obligé ou exposé qu'il est souvent à employer certains ouvriers qui, par leur inexpérience, leur inhabilité, leur lenteur, ou autres défauts, leur font subir des pertes considérables. Car, pour défendre les intérêts des ouvriers, je ne suis pas de ceux qui méprisent les droits de l'employeur.

Le patron, suivant la définition de Gabriel Hanotaux<sup>2</sup>, est un organisateur du travail; c'est un homme qui a le sens de mobiliser les idées, les choses et les hommes de façon à faire naître, par leur groupement et leur collaboration, un profit pour lui et pour les autres. Le patron est plus encore, c'est un audacieux. Il a une telle confiance en son jugement, son activité et son savoir-faire qu'il joue sa fortune, son honneur et sa vie sur cette carte; ce qui le caractérise, c'est qu'il accepte le risque.

Le risque du capital est l'âme du progrès, de ce progrès créateur de villes et de paroisses qui font la fortune d'un pays. Sans cela, point de population. Or, si l'État doit agir de façon à ce que le capitaliste n'empiète point sur les droits de l'ouvrier, il fera en sorte aussi que le capital ne soit sans cesse ballotté et exposé à la ruine par des troubles ouvriers. C'est pour cela qu'on a reconnu au législateur le droit d'intervenir toutes les fois que les initiatives privées se montrent impuissantes à protéger les droits des individus ou des familles, incapables à sauvegarder efficacement les intérêts généraux et permanents de la société. L'honorable premier ministre a lancé le cri d'alarme contre les unions internationales et il a protesté contre cette organisation, dont le siège est à Indianapolis, qui vient régenter ici les patrons et ouvriers, susciter des grèves et causer des troubles ruineux.

C'est une campagne d'éducation, et non une législation, qui devrait amener les ouvriers canadiens à faire partie d'unions canadiennes. Il (M. Sauvé) est

disposé à renvoyer à six mois ou plus la motion du député de Westmount (M. Smart) et l'amendement du député de Rouville (M. Robert).

**L'honorable M. Galipeault (Bellechasse):**  
Quand même la motion de l'honorable député de Westmount (M. Smart) n'aurait eu que le seul résultat de soulever ce débat, l'auteur devrait être félicité d'avoir pris cette attitude énergique. Le moins que l'on puisse dire du député de Westmount, c'est qu'il a montré du courage en présentant sa motion. En cela, il n'a pas imité son leader, l'honorable chef de l'opposition.

La motion du député de Westmount est d'actualité, et elle a été rendue encore plus intéressante par la motion du député de Rouville qui recevra l'approbation de tous les Canadiens dignes de ce nom. Selon moi, cette motion du député de Rouville a, pour ainsi dire, corrigé celle du député de Westmount en ce qu'elle avait de trop radical à l'égard de tous nos ouvriers.

Ici, dans notre province, les travailleurs ont les sympathies de toute la population et cette sympathie, elle a été amplifiée, pourrait-on dire, par tout ce que le gouvernement a fait pour les ouvriers. Nos ouvriers sont des choyés et, on nous le dit, nous sommes des privilégiés au point de vue de la question ouvrière.

Il (M. Galipeault) l'a constaté à la Conférence du travail à Genève. Ces derniers, dit-il, ne peuvent se plaindre de la législation qui a été proposée par le gouvernement et que, tous les ans, il amende suivant les besoins des ouvriers et les conditions nouvelles du travail. Il n'y a peut-être pas 20 % de la législation québécoise qui ne tende pas à améliorer les relations entre le capital et le travail.

Je ne veux pas élargir le cadre du débat qui, selon moi, a peut-être pris un peu trop d'ampleur, mais je me demande s'il est opportun d'obliger les unions à s'incorporer. Le but du député de Westmount est d'indiquer un mal, et un remède à ce mal est de faire de nos unions des associations canadiennes. Quel est le patriote qui ne souhaite pas la réalisation d'un tel but<sup>3</sup>? Il ne croit pas cependant que ce que suggère le député de Westmount apporte le remède au mal qu'il a signalé.

Tôt ou tard, dit-il, il faudra que les ouvriers canadiens comprennent qu'ils doivent faire partie seulement des unions canadiennes et s'occuper de leurs propres intérêts. Le chef de l'opposition croit que les ouvriers ne seront peut-être pas assez protégés s'ils rompent avec l'Internationale et, cependant, il est obligé d'admettre lui-même que les

unions catholiques prennent rapidement tous les jours de l'ampleur et de la force. La situation est modifiée pour les Canadiens.

Autrefois, on disait par le passé que les ouvriers canadiens n'étaient pas suffisamment nombreux pour le faire, et les ouvriers devaient compter sur leurs camarades des autres pays pour obtenir quelque chose. Mais aujourd'hui, notre population a augmenté et le pays est de plus en plus fort. Ces unions sont maintenant assez fortes pour protéger les ouvriers. Ils peuvent se passer de l'aide extérieure. Dans la province de Québec, les unions internationales ont plus de 100,000 membres et les unions nationales et catholiques ont aussi beaucoup de membres.

Ne serait-il pas possible que ces deux organisations se rassemblent en une seule et, avec la sympathie d'un large public derrière elles, soient assez fortes sans direction américaine? Ce n'était pas présentement une question de législation contre les unions internationales, mais une question d'éducation. Quelques jours auparavant, il (M. Galipeault) a interrogé un dirigeant syndical qui lui a dit que les ouvriers canadiens aimeraient avoir des syndicats purement canadiens, mais qu'ils ne voulaient pas de changement trop radical.

Il (M. Galipeault) croit qu'à côté des avantages qu'offrirait l'incorporation des unions ouvrières, il y aura toujours les difficultés qui existent actuellement concernant l'ingérence étrangère. Une des leçons de la guerre, dit-il, a été de nous apprendre que l'union de nos ouvriers avec ceux des autres pays pouvait constituer un danger contre le salut de notre nation. En ces temps de crise, si les relations économiques deviennent tendues entre le Canada et les États-Unis, que feront les ouvriers canadiens?

La situation des ouvriers canadiens serait dangereuse et cette situation peut mettre le pays en péril. Il faut penser non seulement au temps de paix, mais au temps de guerre. L'argent est aux États-Unis et, s'il ne parvenait pas ici, il n'y aurait pas de grève. Les unions canadiennes affiliées aux États-Unis ne sont canadiennes qu'en temps de paix; quand vient la grève, qui est la guerre du travail, ils dépendent exclusivement des États-Unis.

Aux États-Unis, certaines unions se sont incorporées, mais l'autorité qui leur avait accordé cette incorporation l'a retirée dans la suite, devant les abus qui se sont commis. Nous avons heureusement dans notre province des unions nationales dont les membres sont aussi heureux que ceux des unions internationales.

L'une des grandes objections qu'on apporte à la sécession des ouvriers canadiens des unions internationales est que nos ouvriers perdraient les bénéfices pécuniaires résultant de leur affiliation à l'Internationale. Un chef ouvrier international me demandait ce que l'on donnerait aux ouvriers en échange de ce qu'on leur ôterait, en fait de pension, s'ils changeaient d'union.

Cet inconvénient pourrait être facilement surmonté. On lui (M. Galipeault) a dit que la somme capitale pour dédommager les ouvriers rompant avec l'Internationale serait de \$100,000, mais il croit ce chiffre trop modeste. Mais quand bien même il nous en coûterait \$1,000,000, dit-il, cela n'est rien pour assurer la paix sociale et leur conserver les privilèges qu'ils ont acquis dans ces unions étrangères. Ce serait encore de l'argent bien placé, afin de se débarrasser des unions étrangères.

M. l'Orateur, j'ai toujours admiré la classe ouvrière, je l'ai représentée au conseil de ville et je lui dois ma modeste carrière. Mais j'avoue que j'ai moins d'admiration pour les chefs ouvriers internationaux qui sont responsables de la crise des chemins de fer en raison du système d'échelle de salaire, un exemple d'ingérence étrangère d'inspiration américaine qui a été adopté automatiquement dans ce pays et qui a plongé nos chemins de fer dans les déficits, et qui n'aurait jamais dû être adopté en cette province.

Les employés de chemins de fer au Canada ont les mêmes salaires que ceux des États-Unis, alors que les conditions ne sont pas les mêmes, surtout durant la saison d'hiver. Cependant, les compagnies de chemins de fer ont été obligées d'accepter les conditions des États-Unis. Il en résulta que, quand on demanda une réduction des frais de transport, il fut impossible de l'obtenir. Les salaires sont trop élevés: jusqu'à tout récemment, les conducteurs et les ingénieurs gagnaient de meilleurs salaires que les juges de la Cour supérieure.

Je pense que \$500 par mois, c'est trop élevé pour un ingénieur. Il en résulte des injustices criantes envers les bons ouvriers, dit-il, au bénéfice des mauvais ouvriers. Un ouvrier me disait que si nos chemins de fer avaient appartenu à des unions véritablement canadiennes, ils n'auraient pas demandé de salaires aussi élevés.

Je suis surpris et peiné, M. l'Orateur, que le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ait désapprouvé les unions nationales et les ait comparées à la "One Big Union"<sup>4</sup> et à la grève de Winnipeg pour montrer à quoi pourrait conduire la rupture avec les unions américaines. Il ne pouvait

tomber plus mal. Dieu merci, nos ouvriers ne sont pas comme ces ouvriers révolutionnaires. Le député de Montréal-Saint-Louis devrait savoir que, dans ce mouvement de l'Ouest, les ouvriers vraiment canadiens sont très peu nombreux.

Ce sont des hommes venus au pays, il y a deux ou trois ans, et qui retourneront dans leur pays après avoir fait de l'argent, qui ont préconisé ce mouvement et ont causé les émeutes de Winnipeg. Rien ne ressemble moins à l'agglomération des ouvriers de l'Ouest frais débarqués au Canada que nos ouvriers de la province de Québec, qui sont ici pour y rester, qui ont été précédés ici par de nombreuses générations, qui élèvent leurs enfants dans un pays où se trouvent tout ce qu'ils aiment et tout ce qu'ils vénèrent. C'est en développant ce sentiment national partout que ces ouvriers se trouveront les plus forts.

Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) ne semble pas avoir confiance dans les unions canadiennes. Sa déclaration m'a surpris, parce que j'avais en effet jusqu'ici considéré le député comme un excellent Canadien, mais celui-ci s'est évidemment plus souvenu, dans son discours d'hier, qu'il a été, comme il l'a dit lui-même, pendant de longues années, l'avocat de l'Internationale que de sa qualité plus récente de législateur. Il a dit quelque chose qui ressemblait à une menace, si on attaquait les internationaux. Mais il n'est pas question de molester les ouvriers internationaux. Il n'y a pas de menace. Il n'y a pas d'union, si forte et si nombreuse soit-elle, qui puisse tenir contre la volonté du peuple. Ce n'est pas une direction étrangère qui va conduire le peuple du Canada et de cette province.

Depuis quelques années, nous n'avons pas fait machine en arrière. La guerre s'est faite en disant qu'il s'agissait du triomphe de la démocratie. De là, les nations alliées ont créé à la suite de la guerre une Conférence internationale du travail à Genève, à côté de la Ligue des nations. Mais les États-Unis n'en font pas partie. Le résultat de cette création, c'est qu'on a donné aux agitateurs et aux meneurs une occasion de se rencontrer et de tramer ensemble, on leur a fourni un lieu de rencontre. Ils ont vu se réaliser une partie de leur rêve et le jour n'est pas loin où ils viendront à songer à l'établissement d'une union universelle.

J'ai assisté au Congrès de Genève et j'ai constaté ce que sont ces conférences internationales. À mon point de vue, je crois que c'est une utopie que de vouloir régler dans le monde les conflits ouvriers par un tribunal international. Les situations, les mœurs, les habitudes, les coutumes, les conditions et les traditions de chaque pays ne permettent pas la

réalisation de ce rêve. Peut-on comparer Québec à la Bulgarie, au Siam, aux Indes ou à la Lituanie? Les conditions des pays représentés à la Conférence internationale du travail sont tout à fait différentes. Je me suis demandé ce que le Canada pouvait bien faire dans cette galère alors même que les États-Unis, avec qui nous avons nos relations économiques les plus directes, ne font pas partie de cette organisation. Ils annulent d'un geste toute action qui pourrait être prise là-bas. Il (l'honorable M. Galipeault) cite comme exemple la cédula McAdoo<sup>5</sup>, cause de nos maux.

D'ailleurs, le Congrès de Genève n'a pas été un grand succès. C'est le rêve de quelques ouvriers qui s'imaginent dans un bureau à diriger les ouvriers du monde. Une législation internationale est impossible. On discute là des questions qui sont parfois absolument étrangères à plusieurs pays. On y a voté la journée de huit heures à Washington par exemple, et on a déclaré que celle de 10 était impraticable. Et on a découvert que cette question est de juridiction provinciale et non fédérale, ce qui rend la situation encore plus compliquée au Canada.

Mais l'an dernier, à Genève, on a admis la faillite de cette loi. Les pays qui l'ont appliquée n'en sont pas satisfaits et, en France, on abandonne ce système. Lors de la Conférence de Genève, on a parlé des travailleurs agricoles et du droit qu'ils peuvent avoir de se former en association. On a parlé du repos hebdomadaire. Mais les délégués ont été fort surpris d'apprendre que, dans notre province, ces deux questions étaient réglées depuis longtemps. Nous avons l'observance du dimanche et nos cultivateurs ont le droit de former des associations.

Il (l'honorable M. Galipeault) déclare avoir prouvé à la dernière conférence que la province de Québec possède une législation ouvrière inégalée. Et si la situation sociale est excellente dans le Québec, dit-il, cela tient, à part de la législation ouvrière, au fait que nos ouvriers sont nationaux, c'est-à-dire qu'ils sont ici pour y rester. Nos travailleurs ont un excellent esprit grâce à leur attachement au sol, à leur désir de rester ici et à leur qualité de propriétaires dans un bon nombre de cas, mais il leur arrive d'être mal conduits.

Pour dire toute ma pensée, je crois que, dans cette conférence, les représentants des pays européens, qui sont en petit nombre mais qui ont toute l'influence, travaillent de manière à ce que les autres pays fassent leur jeu. Nous sommes là pour payer les pots cassés. Ce serait une grave erreur que d'instituer un tel comité.

Il est vrai que l'Internationale dispose de fonds considérables, et cela n'a rien d'étonnant

puisque'il (l'honorable M. Galipeault) a relevé dans les journaux que les ouvriers canadiens leur donnent 10 % de leurs salaires au bureau central américain. Présentement, au Canada les ouvriers sont pour la plupart en chômage, dit-il, et ce n'est que récemment que les chômeurs de Montréal ont demandé au gouvernement de donner \$1,000,000 par mois pour du secours. Comment se fait-il que les grosses unions internationales, avec leurs fonds considérables, n'ont rien donné à leurs malheureux confrères chômeurs?

Cette union, dont on vante tant la richesse, ne sait pas mieux les protéger et ne donne pas d'allocation et de pain à ses membres qui manquent de travail. Elle leur aide en temps de grève, dit-il, mais en temps de chômage forcé, elle ne fait rien pour eux. Il craint que la protection accordée par l'Internationale soit plus imaginaire que réelle en période d'épreuves. Les chefs de l'Internationale semblent davantage préoccupés d'avoir de gros salaires que d'obtenir du travail pour le plus grand nombre d'ouvriers possible. Il a pourtant dû faire cette constatation. Il croit déraisonnable de prolonger la crise du chômage pour maintenir des salaires résultant d'une situation transitoire. Dans les temps normaux, dit-il, les salaires doivent retourner au niveau normal.

Les ouvriers sentent bien aussi la fausseté de cette situation, et leurs représentants, qui les défendaient ici en même temps qu'ils louent l'Internationale, affirment qu'ils sont membres d'organisations canadiennes. J'entrevois le jour où les ouvriers eux-mêmes, sentant leur situation un peu fausse vis-à-vis leur pays et leur province, verront par eux-mêmes les avantages d'une union purement canadienne, sans violence, sans heurts ni frictions. Les ouvriers canadiens se libéreront eux-mêmes de la domination étrangère et formeront des unions purement canadiennes.

(Applaudissements)

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** félicite le ministre du Travail (l'honorable M. Galipeault), et dit qu'il s'oppose à l'amendement du député de Rouville (M. Robert); il croit que la Chambre ne devrait pas adopter un tel amendement, afin d'éviter les discordes. Si l'amendement du député de Rouville (M. Robert) est adopté, les membres des unions internationales se sentiront attaqués. Il croit que la Chambre est contre la motion du député de Westmount (M. Smart) dont il blâme le ton. Le fait de voter l'amendement du député de Rouville enverrait le message aux membres des unions internationales que la Législature souhaite les voir disparaître...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**  
Pourquoi<sup>6</sup>?

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques):**  
L'Internationale a rendu, au début, des services signalés aux ouvriers canadiens. Ils sont venus dans la province, ont organisé les ouvriers et ceux-ci ont pu bénéficier de meilleurs salaires et de meilleures conditions, et ils ne sont plus considérés comme des machines. Maintenant, les unions nationales se sont jointes au mouvement et il est tout simplement naturel qu'il y ait un désir de les voir croître. L'amendement proposé par le député de Rouville (M. Robert) est arrivé à l'improviste.

Il devrait être analysé par tous ceux que le domaine de la main-d'œuvre intéresse et pourrait mettre les ouvriers sous une mauvaise impression et leur faire croire à un vote de censure. S'il était adopté, il créerait une tempête dont les effets se feraient sentir pendant une longue période. Il (M. Vautrin) se déclare donc contre cet amendement<sup>7</sup>, tout en souhaitant que les unions nationales et internationales catholiques ou autres s'entendent pour s'unir et collaborer au lieu de se combattre. Pour éviter que l'opinion de la Législature soit mal comprise, dit-il, je propose en sous-amendement que cette Chambre passe à l'ordre du jour no 4.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**  
se lève.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** soulève un point d'ordre disant qu'aucun député ne pouvait parler sur une pareille proposition qui devait être soumise au vote immédiatement.

**M. l'Orateur:** L'article 189 du Règlement de la Chambre dit qu'une telle motion discontinue toute discussion sur un débat.

**Des ministres** citent des règlements de la Chambre et commencent une discussion avec l'Orateur.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** dit qu'une telle motion mettait fin à tout débat en cours, il est vrai, mais aux débats concernant les motions précédentes, il ajoute qu'il avait le droit de parler sur la motion du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin). Il (M. Taschereau) maintient que la motion du député de Montréal-Saint-Jacques ne met pas un terme au débat, qu'elle est nouvelle et qu'on peut la débattre en tant que telle.

**M. l'Orateur** lit l'article 189:

"Quand elle est proposée incidemment, la motion de passer aux ordres du jour, à l'ordre du jour suivant ou à un ordre du jour déterminé ne peut être faite que par un député qui a le droit de prendre la parole sur la question en débat ou l'affaire en cours.

"1. On ne peut interrompre un discours pour proposer de passer aux ordres du jour ou à quelque ordre du jour. Cf. *Art. 246*.

"2. Celui qui a déjà pris la parole sur la question en cours ne peut proposer de passer aux ordres du jour ou à quelque ordre du jour.

"Elle interrompt tout débat en cours et, si elle est adoptée, elle écarte toutes les questions, tant principales que secondaires ou incidentes, dont la Chambre est alors saisie. *B., p. 447; C., no 1377; Redl., II, p. 226; C. Man., nos 143, 148; Bl. Man., p. 145; Robert, nos 13, 61 (a)*.

"1. Une motion écartée peut être présentée de nouveau. *Art. 154*.

"2. Un ordre du jour écarté peut être rétabli au *Feuilleton*. *Art. 210*.

"3. Quand, à une heure déterminée, la Chambre passe à une affaire pour se conformer à un ordre spécial, l'affaire qui était en cours est interrompue, et non pas écartée. *Mell, no 174*.

"Si elle est rejetée, elle ne peut être renouvelée tant que la Chambre est saisie de la même affaire. *Robert, no 61 (a)*."

Il (M. l'Orateur) déclare que, si on veut poursuivre le débat, la Chambre doit rejeter la motion du député de Montréal-Saint-Jacques (M. Vautrin) parce que l'amendement Robert supprime la première motion Smart.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** prétend toujours que ce n'est pas une décision correcte et continue de citer les règlements.

(Il s'ensuit un brouhaha assez sensible dans toute la Chambre, pendant que les officiers recourent aux volumes de procédure.)

**Des députés:** Pour!

**Des députés:** Contre!

**M. l'Orateur** maintient sa décision et décrète qu'elle devait prendre fin et que le premier ministre n'avait pas le droit de parler sur cette motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Vous acceptez sûrement la décision de l'Orateur?

**M. Smart (Westmount)** veut savoir si, en tant qu'auteur de la motion, on l'empêcherait de mettre fin au débat.

**M. l'Orateur** lui dit qu'il pourrait parler si la motion du député de Montréal-Saint-Jacques était battue. Il appelle le vote.

Et la motion "que la Chambre passe maintenant à l'ordre du jour no 4", étant mise aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bédard, Bercovitch, Bouthilier, Cannon, Dufresne, Gauthier, Lacombe, Laferté, Lapierre, Laurendeau, Mercier (Trois-Rivières), Ouellet (Dorchester), Poulin, Reed, Renaud, Richard, Sauvé, Vautrin, 18.

**Contre:** MM. Ashby, Bergevin, Bugeaud, Bullock, Caron (Îles-de-la-Madeleine), Daniel, David, Desaulniers, Dufour (Charlevoix-Saguenay), Fortier, Galipeault, Gault, Godbout, Grégoire, Lemay, Lemieux (Gaspé), Lemieux (Wolfe), McDonald, Mercier fils (Châteauguay), Miles, Monet, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Ricard, Robert, Saurette, Savoie, Smart, Taschereau, Tessier, Thériault, Tourville, 38.

Ainsi, la motion est rejetée. Le sous-amendement est, en conséquence, rejeté.

En conséquence, la Chambre reprend le débat sur l'amendement qui a été proposé jeudi le 16 mars courant, sur la motion suivante:

"Qu'il soit résolu que, de l'avis de cette Chambre, la question de savoir s'il est opportun d'adopter une législation forçant toutes les organisations ouvrières à se constituer en corporation, et mettant plus strictement en vigueur des lois contre les grévistes qui ont recours à la violence, devrait être prise immédiatement en considération."

Et l'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, reconnaissant que les ouvriers canadiens sont un des éléments les meilleurs de notre population, invite les organisations ouvrières de cette province à se donner une constitution essentiellement canadienne et à continuer à coopérer dans l'ordre et le respect des lois, au développement industriel de la province."

**M. Smart (Westmount)** met fin à la discussion en faisant remarquer que, puisque les irritants ont

disparu, il peut conclure. Il critique les remarques des députés de Maisonneuve (M. Laurendeau) et Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) au sujet de la One Big Union. Cette dernière, dit-il, est apparentée aux Travailleurs indépendants du monde qui œuvrent aux États-Unis, et les unions internationales n'ont aucun désir de les supprimer.

Aux États-Unis, ce sont les Travailleurs indépendants du monde que les hommes de l'Internationale ont cité comme une sorte de spectre affreux de ce qui pourrait nous arriver, si on n'accédait pas à leurs propres exigences. La One Big Union n'est pas une organisation ouvrière, mais un mouvement révolutionnaire, et on a bien fait de tuer ce mouvement à sa naissance dans le pays. Il (M. Smart) est plutôt fatigué de voir qu'on brandit ce spectre. Quant au dire du député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), dit-il, à savoir qu'on ne pouvait pas citer un seul cas où les unionistes s'étaient montrés insoumis à la loi commune, les journaux sont remplis de cas d'insoumissions.

La critique du député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) comme quoi la motion arrive très tard dans la session est prononcée de mauvaise grâce de la part du représentant de l'Union internationale des typographes (U.I.T.) au Québec, l'homme en partie responsable de la grève qui a paralysé la Chambre...

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** Je vous demande pardon. Je n'ai pas provoqué la grève. Je n'en suis pas responsable.

**M. Smart (Westmount):** Alors, très bien, j'accepte cette déclaration. C'est Indianapolis, justement ce à quoi je voulais en venir. Cela signifie que la responsabilité en incombe à l'Internationale, sur qui nous voulons faire porter le blâme. Le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch) parle de l'autonomie des unions locales, mais il semble que leur autonomie réside seulement dans les accessoires. Personne ne met en doute que les ouvriers ont des droits, mais ce à quoi il (M. Smart) s'oppose, c'est d'être commandé par les unions internationales. Ils n'ont pas besoin des conseils ou des avis des Américains, parce que tout le système social et politique canadien est de beaucoup supérieur à celui des États-Unis.

Les unions ouvrières ont retardé le pays pendant la guerre, insistant pour obtenir des salaires exorbitants, pendant que leurs compatriotes combattants dans les tranchées pour \$1.10 par jour. On ne pardonnera jamais aux unions ouvrières la façon infecte dont ils ont traité les hommes qui



revenaient de la guerre en ne leur permettant pas de travailler à leurs côtés, parce qu'ils n'étaient pas syndiqués.

La séance est levée à 1 heure.

## **Deuxième séance du 17 mars 1922**

### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 3 heures.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

#### **Nomination des juges des sessions et des magistrats de police**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande la permission de présenter le bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des juges des sessions et des magistrats de police.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

### **Questions et réponses:**

#### **Octroi de terres publiques**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** 1. Le ministre des Terres et Forêts a-t-il, conformément à l'article 1553*b* inséré dans les statuts refondus, 1909, accordé des terres publiques à des personnes ou compagnies dont les terres détenues par lettres patentes ou par licences de coupe de bois, ont été inondées par les barrages faits par la couronne pour l'emmagasinement des eaux de rivières?

2. Dans l'affirmative, quels sont les noms et résidences de ces personnes ou compagnies et combien d'acres et dans quelle partie de la province?

#### **L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):**

1. Oui.

2. *a.* Northern Colonisation Railway - Montreal 96,000 acres dans les cantons projetés de Deziel, Lindsay et Magnan, comté de Champlain.

*b.* Laurentide Company, Ltd. - Grand'Mère, 27,160 acres dans les cantons projetés de Landry, David et Leau (Champlain et Maskinongé)

*c.* Brown Corporation - Québec, 6,765 acres dans le canton projeté de Dubois-Lac-Saint-Jean.

*d.* Brown Corporation - Québec, 20,250 acres dans le haut du Saint-Maurice.

#### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Laurier (l'honorable M. Lacombe), qu'à la prochaine séance, la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Adopté.

#### **Les organisations ouvrières**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat, ajourné ce matin, vendredi le 17 mars, sur l'amendement proposé jeudi le 16 mars courant, sur la motion suivante:

"Qu'il soit résolu que, de l'avis de cette Chambre, la question de savoir s'il est opportun d'adopter une législation forçant toutes les organisations ouvrières à se constituer en corporation, et mettant plus strictement en vigueur les lois contre les grévistes qui ont recours à la violence, devrait être prise immédiatement en considération."

Et l'amendement se lit comme suit:

Que tous les mots après "que" soient remplacés par les suivants:

"Cette Chambre, reconnaissant que les ouvriers canadiens sont un des éléments les meilleurs de notre population, invite les organisations ouvrières de cette province à se donner une constitution essentiellement canadienne et à continuer à coopérer, dans l'ordre et le respect des lois, au développement industriel de la province."

**M. Smart (Westmount)** maintient que les unions de commerce parlent beaucoup de liberté, mais, une fois qu'ils ont pris le contrôle sur leurs hommes, ils leur enlèvent leur liberté individuelle. Le débat a été d'intérêt public, dit-il, et a révélé l'humeur de la population de la province, qu'elle ne veut pas que les unions de commerce aillent trop loin et qu'un accord équitable est requis. Il fait certaines remarques au sujet de la situation de la Russie, où les agitateurs ont causé des troubles si sérieux. Il ne désire pas insister sur sa motion et accepte l'amendement proposé par le député de Rouville (M. Robert), croyant qu'il va assez loin pour le moment et espérant que c'est le premier pas vers de meilleures conditions entre les employeurs et les employés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Vous me permettez d'ajouter quelques mots à ce qui a été dit sur la question ouvrière. Je reconnais à l'ouvrier le droit de se grouper en unions et celui de la grève, pourvu que leurs associations soient canadiennes et qu'ils décident eux-mêmes les grèves. Il y a eu des différends entre ouvriers nationaux et patrons à Québec, et ces différends ont pu être réglés de façon satisfaisante pour toutes les parties, sans que l'on ait eu besoin d'avoir recours à des étrangers.

Si je ne me trompe, l'origine de tout ce long débat, c'est le trouble que nous a causé, il y a quelque temps, la grève des typographes qui a retardé les travaux de la session pour environ deux semaines et dont la Législature se ressent encore. À cette occasion, j'ai fait des déclarations en présence des députés qu'il n'est pas nécessaire de répéter. Et de ces déclarations qui n'ont pas eu l'heur de satisfaire certaines personnes, je n'ai rien aujourd'hui à retrancher et je serais prêt à les répéter.

(Applaudissements)

Hier, le député de Montréal-Saint-Louis (M. Bercovitch), qui est un excellent avocat, a plaidé éloquemment la cause des unions internationales. J'ai rarement eu plus d'admiration pour son talent et chaque fois que j'aurai des mauvaises causes, je m'adresserai à lui; mais il nous a dit hier que les unions internationales se conduisaient par elles-mêmes. Sur ce point, et sur ce point-là seul, je diffère d'opinion avec lui. Les Internationaux sont-ils bien leurs maîtres? Ne reçoivent-elles pas des ordres d'étrangers? Est-il bien vrai qu'elles sont indépendantes de Chicago, de New York, d'Indianapolis, de Buffalo ou d'autres villes américaines? Certains incidents de la grève des typographes cependant permettent de douter fortement que les ouvriers enrôlés dans

l'Internationale jouissent ici d'une parfaite autonomie.

Quand la grève des typographes s'est déclarée, j'ai téléphoné<sup>8</sup> à M. Moore<sup>9</sup> du Congrès canadien du commerce. Il m'a dit qu'il ne savait rien de cette grève. J'ai télégraphié à Gustave Francq<sup>10</sup> qui m'a dit la même chose et que c'était les Internationaux qui étaient les maîtres de leur propre destinée. Ce qui est le plus curieux, c'est qu'un homme d'Indianapolis que je ne connais pas et avec qui je n'ai pas communiqué m'a envoyé un télégramme. Le télégramme était signé d'un M. McPharland<sup>11</sup>, l'un des grands maîtres de l'Internationale, dans lequel il disait qu'il regrettait que le retrait des membres de l'Union internationale des typographes ait embarrassé la Législature.

Mais il ajoutait: "Nous devons affirmer que le salaire offert par les employeurs est insuffisant dans les circonstances actuelles." Quelle affaire ce monsieur d'Indianapolis a-t-il de venir protester contre une échelle de salaires d'ouvriers de Québec? On ne pouvait constater plus clairement que les ordres aux typographes de cette province venaient directement d'Indianapolis. Il est tout à fait extraordinaire de voir un monsieur des États-Unis venir nous dire: "Nous nous objectons aux salaires payés par les patrons de Québec aux typographes."

Personne n'a d'objection à ce que les ouvriers s'entendent entre eux, mais ce à quoi nous nous objectons, et je suis certain que tous les gens sensés de cette province sont d'accord avec moi, c'est ce que M. McPharland vienne nous dire: "Je m'objecte à l'échelle de salaires que vous avez à Québec." Lors des troubles aux ouvriers, j'ai parlé aux chefs de Québec et nous nous entendions, mais il est venu un autre citoyen des États-Unis, un M. McLaughlin d'Indianapolis, pour discuter avec moi la grève des typographes de l'Internationale et poser ses conditions et dire ce qu'il accepte. Je lui ai fait répondre que je n'avais carrément pas d'affaire à lui.

(Applaudissements)

J'ai dit aussi que je crois avec toute la population que nos ouvriers canadiens sont capables de régler leurs propres affaires et doivent être maîtres de leurs destinées sans l'influence des Américains. Ils savent mieux ce qui leur convient que des étrangers.

(Applaudissements)

Je me demande quel est le député de cette Chambre et quel est le Canadien de cette province qui peut se prononcer contre l'amendement du député de Rouville, qui ne demande pas autre chose aux ouvriers que leurs associations soient aussi

canadiennes que possible. Qui peut s'objecter à cela? Nous ne demandons pas aux ouvriers de rompre avec les unions internationales s'ils ne le veulent pas. Nous ne leur demandons pas de renoncer à la pension de vieillesse, aux prestations en cas de décès ou de maladie qu'ils peuvent obtenir et pour lesquels ils ont payé pendant de nombreuses années. Nous leur demandons d'être Canadiens, et je pense que ce sentiment patriotique devrait suffire. Qu'on aille demander aux ouvriers des États-Unis s'ils préfèrent que leurs unions soient américaines par-dessus tout et l'on verra quelle sera leur réponse. Si nous voulions dicter des lois à nos voisins nous serions vite rappelés à nos affaires. Sur ce point, nous voulons la réciprocité.

(Applaudissements)

J'ai appris des choses intéressantes au cours de cette grève des typographes. J'ai étudié un peu la question des grèves et, d'un point de vue canadien, les difficultés ne reposent pas seulement sur les salaires, mais aussi sur les heures. Les typos insistaient surtout sur la demande de la semaine de 44 heures; sur les autres points, ils étaient prêts à discuter, mais ils étaient intransigeants sur la question des 44 heures. D'où venait l'idée du règne de 44 heures, réclamé par les ouvriers? D'Indianapolis à n'en pas douter. On nous dit que les travailleurs canadiens sont indépendants. Or, c'est d'Indianapolis que l'on a proclamé la semaine de 44 heures, lors d'un récent congrès de l'Union.

Le congrès de l'Union internationale des typographes a adopté une résolution que tous les membres sont tenus moralement d'adopter et a mis en vigueur la semaine de 44 heures à partir du 1<sup>er</sup> mai 1921. Si nos ouvriers sont indépendants, pourquoi obéissent-ils aux courants d'idées parties des États-Unis? Je ne discute pas ce principe de la semaine de 44 heures. Peut-être que c'est correct et peut-être que ce ne l'est pas. Ce règne de 44 heures peut convenir à nos voisins, mais sa raison d'être en Canada est fort discutable. Si je suis capable de comprendre quelque chose, les ouvriers des unions internationales sont moralement tenus de se conformer aux ordres qui viennent de là-bas. Résultat: on établit ici un régime qui est bon pour les États-Unis, mais qui l'est plus ou moins pour Québec.

J'ai reçu, dit-il, une lettre d'un dirigeant des chemins de fer du Québec<sup>12</sup> datée du 24 février qui me félicite hautement de mon attitude lors de la grève des typographes. Cette lettre dit en partie: "Laissez-moi vous dire à quel point j'admire votre courage et votre bon jugement, au sujet de la grève des typographes. Les points les plus fondamentaux que vous avez soulevés m'ont interpellé." À mon avis, ce qui touche

les Canadiens de nos jours, c'est que toute notre vie industrielle soit dirigée de Cleveland, d'Indianapolis, de toute autre ville des États-Unis ou du Canada. Et, la même lettre le souligne en disant que la question est de savoir si l'industrie canadienne doit être contrôlée à partir de villes américaines ou à partir du Canada. Ce dirigeant ajoute également: "Je crois que le Canada vous doit une belle gratitude pour avoir affronté publiquement cet état de choses." La grande question qui est en jeu est ce problème même de se débarrasser du patron étranger.

Nous n'avons aucune objection à ce que nos travailleurs se regroupent en unions. Au contraire, c'est leur droit et leur devoir. Qu'on fasse partie de l'Internationale tant qu'on voudra, que les ouvriers se protègent quand ils pensent que c'est nécessaire, mais ce que nous voulons, et je le répète, ce que le bon sens de la province veut, c'est qu'ils soient maîtres d'eux-mêmes et qu'ils décident eux-mêmes de ce qui est convenable pour le Canada et nos propres provinces, et qu'ils n'acceptent pas la direction d'étrangers, surtout quand les conditions qui prévalent ailleurs sont différentes des nôtres.

Voulez-vous un exemple de ce que peut faire chez nous la dictature américaine? Aux États-Unis, la population est plus nombreuse, par rapport à la grandeur du territoire. La situation dans notre province est différente, et l'Abitibi en fournit un bon exemple. Dans l'Abitibi que nous cherchons à coloniser le plus activement possible, les colons ont coupé des millions de cordes de bois de pulpe traînant le long des voies ferrées. Le gouvernement a fait tous ses efforts pour aider les colons à expédier le bois; Ottawa offre de payer le quart du transport. Mais les colons répondent que le coût du transport vers les grands centres est plus élevé que la valeur du bois lui-même, à cause de l'échelle McAdoo.

Les compagnies de chemins de fer ont refusé de transporter le bois, parce que les seuls frais de transport s'élevaient à une somme dépassant la valeur du bois à transporter et ne pouvaient être réduits. Les compagnies expliquaient ce haut coût de transport par les salaires monstres qu'elles étaient obligées de payer à leurs conducteurs, ingénieurs et autres employés de chemins de fer, en vertu de l'échelle fixée par le commissaire McAdoo.

Le développement sera interrompu dans cette partie de la province. Seulement l'été dernier, un conducteur de l'Intercoloniale m'a dit qu'il gagnerait entre \$3,500 et \$4,000 dans l'année pour avoir conduit son train. "Je ne veux pas cela", ajoutait-il, "mais puisqu'on me l'offre, je le prends". Il serait fou de ne pas prendre l'argent.

Aussi longtemps que nous aurons ce régime édicté par les États-Unis où les conditions sont différentes des nôtres, le développement de notre pays sera entièrement paralysé et nos chemins de fer qui appartiennent aux Américains auront, comme l'an dernier, des centaines de millions de déficits. La cédule McAdoo, qui peut convenir aux États-Unis, est pour le Canada, pays jeune, peu peuplé, une cause de ruine. Notre jeune pays ne saurait endurer plus longtemps ces conditions, si nous nous laissons mener par les États-Unis.

En proposant son amendement, le député de Rouville (M. Robert) n'a fait qu'un appel au bon cœur, à l'intelligence et au patriotisme des ouvriers qu'ils soient membres des unions internationales ou de toute autre union. Tout ce que nous leur demandons, c'est d'étudier les constitutions et d'être avant tout Canadiens. Je ne vois pas qu'il y ait un seul député dans cette Chambre qui puisse refuser de voter en faveur de l'amendement.

(Applaudissements)

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie)** tient à donner quelques explications sur la grève des typographes de Québec.

**M. Smart (Westmount)** élève une objection en disant que le député a déjà parlé une fois sur la motion.

**M. l'Orateur:** Le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) a parlé sur la motion Smart avant l'amendement Robert, et il peut par conséquent parler sur l'amendement.

**M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie):** On a prétendu, et personne ne l'a fait pendant le débat, que des ordres étaient venus d'Indianapolis pour que les typographes de Québec entrent en grève. C'est faux. Ce sont les typographes de Québec qui ont déclaré eux-mêmes la grève, sans intervention d'Indianapolis, par un vote de 53 à 15<sup>13</sup>. Ils étaient entièrement libres de leurs actes. S'ils n'avaient pas été aux trois quarts en majorité, il n'y aurait pas eu de grève. Quant à M. McLaughlin, il est venu ici à la demande des patrons eux-mêmes qui voulaient que le représentant américain de l'Union internationale des typographes vienne à Québec pour négocier avec eux.

En ma qualité de député et en ma qualité d'international, je suis venu moi-même à Québec pour régler la grève. Si, au lieu d'inviter cet officier, on m'avait laissé tenter, dès le début de la grève, les efforts qui ont contribué ensuite au règlement, une entente

aurait été conclue bien plus tôt entre les intéressés. J'ai fait bien des démarches pour régler cette grève qui aurait pu être réglée bien vite, si les patrons avaient voulu, mais ils ont longtemps refusé de me recevoir. Les typographes ont soumis une proposition qui aurait réglé la grève si les hommes l'acceptaient.

Et les hommes étaient d'accord et les employeurs ont alors changé d'idée. S'ils avaient respecté leurs engagements, la grève eût pu se régler immédiatement. Mais les patrons ont manqué à leur parole en changeant leurs conditions de travail qu'ils avaient acceptées. L'Internationale n'est pas entièrement responsable de la situation difficile qui a existé alors. Toute question a deux côtés, et il n'est pas juste de ne blâmer que les internationales. Les ouvriers commencent à se ressentir de l'opprobre de l'ingérence des Américains dans leurs affaires.

Je voudrais maintenant faire une correction. L'honorable ministre du Travail (M. Galipeault) a dit que nos ouvriers payaient 10 % de leur salaire aux États-Unis. Cela est vrai pour certaines organisations, mais pas pour toutes. Je ne vois pas que l'on puisse vouloir tant de mal aux unions internationales. Pourquoi faire un si grand reproche aux ouvriers d'appartenir à l'Union internationale, quand on sait que celle-ci existe et recrute ses membres dans la province de Québec depuis 55<sup>14</sup> ans, tandis que les unions nationales ne sont formées que depuis trois, quatre ou cinq ans? Comment peut-on reprocher à nos ouvriers d'entrer dans l'Internationale?

En ce qui concerne les commentaires du député de Rouville (M. Robert) sur les troubles qui ont eu lieu à Mariville<sup>15</sup>, il peut y avoir dans les rangs de l'Internationale, qui compte des millions de membres, un certain nombre de têtes brûlées et des gens ayant des idées plus avancées que d'autres, mais cela arrive dans toutes les classes de la société et tous les corps publics, même ceux qui sont composés des personnes les plus instruites. Le ministre des Travaux publics et des ouvriers (l'honorable M. Galipeault) dit que la province de Québec a les meilleures lois ouvrières, mais si le Québec a des bonnes lois ouvrières, ce sont les ouvriers de l'Internationale qui sont venus année après année les revendiquer. Lui-même, en tant qu'ouvrier, se présente à chaque année depuis 10 ans, et il admet que les délégués ouvriers ont toujours été bien reçus.

On ne peut faire de reproches aux ouvriers de s'être inféodés à l'Internationale, quand il n'existait pas d'autres unions. Les ouvriers ne demandent pas mieux que d'appartenir à des unions canadiennes,

pourvu qu'elles puissent leur offrir les mêmes avantages. L'Union pourvoit au bien-être de ses membres. Dans tous les cas, c'est grâce à l'Internationale que maintenant, de Vancouver à Halifax, il n'y a pas un typographe qui soit sans travail et qui gagne moins que \$22 par semaine. Pas un typographe ne vit aujourd'hui dans la mendicité comme la chose arrivait dans le passé.

Je suis contre l'amendement du député de Rouville (M. Robert), parce que je crois qu'il condamne les unions internationales; c'est un reproche aux Canadiens qui sont membres des unions internationales. Ces unions internationales existent dans la province depuis longtemps, tandis que les unions nationales ne sont apparues que depuis trois ou quatre ans. Il y a 300,000 membres des unions internationales au Canada et, si les unions canadiennes offraient les mêmes avantages que l'Internationale, les Canadiens seraient heureux d'adhérer à une organisation canadienne.

**M. l'Orateur:** Adopté?

**Des voix:** Oui!

**Des voix:** Non!

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** demande le vote.

(Personne ne se lève pour demander le vote)

**M. l'Orateur:** Adopté?

**M. Laurendeau (Maisonneuve), M. Sauvé (Deux-Montagnes), M. Gauthier (Montréal-Sainte-Marie),** se lèvent avec **M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** pour demander le vote<sup>16</sup>.

**M. l'Orateur:** Adopté?

**M. Thériault (L'Islet)** se lève à son tour, ce qui donne les cinq voix nécessaires pour appeler un vote.

Et l'amendement étant mis aux voix, la Chambre se divise et, sur la demande qui en est faite, les noms sont enregistrés ainsi qu'il suit:

**Pour:** MM. Bordeleau, Caron (Îles-de-la-Madeleine) David, Dufresne, Fortier, Galipeault, Gault, Godbout, Lacombe, Laferté, Leclerc, Lemay, Lemieux (Gaspé), Mercier (Trois-Rivières), Miles, Monet, Moreau, Morin, Nicol, Oliver, Ouellet (Dorchester),

Ouellette (Yamaska), Paquet (Montmagny), Péloquin, Perrault, Poulin, Ricard, Roy, Sauvé<sup>17</sup>, Savoie, Smart, Taschereau, Tessier, Vautrin, 34.

**Contre:** MM. Bercovitch, Gauthier, Laurendeau, Thériault, 4.

Ainsi, l'amendement est, en conséquence, adopté.

Et la motion principale ainsi amendée étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

### **Représentation proportionnelle**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Attendu que le système électoral en vogue dans cette province est sérieusement critiqué parce que l'on prétend qu'il ne traduit pas fidèlement et dans une proportion exacte, au sein de l'Assemblée législative, les courants d'opinion publique qui trouvent leur expression dans les suffrages du corps électoral;

Attendu qu'il importe d'étudier si un système de représentation proportionnelle pratique ne s'impose pas comme mesure de justice et d'ordre public;

Qu'un comité spécial de cette Chambre soit créé avec mission de faire enquête sur les différents systèmes de représentation proportionnelle adoptés ou proposés ailleurs, tendant à perfectionner les méthodes électtorales en vogue en cette province; et que le comité ait le pouvoir de se réunir durant la vacance parlementaire pour entendre des personnes compétentes sur la question, et fasse rapport à la prochaine session de ce Parlement.

Mes remarques à l'appui de ma résolution seront assez brèves, car, je n'ai point l'intention d'examiner en détail devant cette Chambre le système de représentation proportionnelle, ou plutôt devrais-je dire les différents systèmes de représentation proportionnelle, puisque, a-t-on dit, il y avait 200 systèmes de représentation, mais admettons avec un modéré que les plus importants sont au nombre de dix environ. Cet examen est très difficile, et déterminer quel mode de représentation proportionnelle conviendrait le mieux à nos conditions économiques, à notre position géographique, exige un travail de longue haleine, éclairé par des compétences qui ont fait de la question des études spéciales.

Dans tous les Parlements, des commissions comme celle que je propose ont été formées pour les mêmes fins. Au Parlement impérial, en 1910, une Commission royale a fait un rapport complet, sous la

présidence de M. Richard Cavendish. Cette Commission était composée, avec le président, de MM. Lochee<sup>18</sup>, E. S. Montagu<sup>19</sup>, C. P. Ilbert, Chs. Eliot, W. P. Reeves<sup>20</sup> et John W. Hills. La Commission se prononce contre la représentation proportionnelle comme système impraticable, parce que trop compliquée. M. Lochee fut dissident et je donnerai plus loin ses principales raisons.

À la session de 1909, le regretté M. Monk<sup>21</sup>, dont la mémoire est si respectée, faisait aussi une motion demandant l'institution d'une commission pour l'étude du système, mais je crois que la Commission avec son rapport fut comme sœur Anne, on ne l'a jamais vu venir<sup>22</sup>. Notre système actuel est le système majoritaire uninominal. C'est-à-dire que c'est le groupe le plus nombreux de chaque comté ou collège électoral qui obtient un représentant au Parlement.

S'il y a plus de deux partis en présence dans le comté ou circonscription, il arrive assez souvent que le député est l' élu de la minorité. Il arrive aussi qu'un parti puisse être victorieux dans tous les comtés d'une province et que, cependant, ses adversaires comptent presque la moitié de l'électorat.

On a même vu dans ce pays qu'un parti est porté au pouvoir par une grande majorité des comtés, bien que la majorité des électeurs du pays ont voté contre ce parti, et que de cette façon, un gouvernement peut conduire suivant la volonté d'un groupe de députés, mais non pas la majorité des électeurs du pays.

Des chiffres et des exemples ont souvent été donnés à l'appui de ce fait indiscutable. Ce qui fait que, souvent, des gouvernements ont tort de dire que leur majorité parlementaire représente le sentiment du peuple. On prétend que ce système est injuste, car le gouvernement ainsi élu ne représente pas l'exercice du gouvernement par la majorité de la nation, mais par la majorité d'un groupe, et que des milliers et des milliers de citoyens qui payent des impôts et qui ont aussi des droits devant le pays ne sont point représentés dans l'administration des affaires publiques. Il est indiscutable que le meilleur mode d'élection est bien celui qui assurerait dans l'administration de notre province la représentation des sentiments de la nation, en proportion de leur valeur.

L'État moderne est construit par la souveraineté du peuple, mais non d'un groupe. C'est la majorité qui gouverne, actuellement, mais cette majorité ne représente très souvent que le sentiment de la minorité des citoyens du pays. Si l'on tient compte des organisations électorales, des journaux stipendiés, des abus de pouvoir pour escamoter des

mandats pour voler des élections, si l'on tient compte de la liberté aujourd'hui de dissoudre les Chambres quand cela fait l'affaire des gouvernements, de prolonger ou d'abrégier les Parlements, est-ce que l'on peut prétendre en réalité que, par le système actuel, nous avons des gouvernements par le peuple? Je ne le crois pas. Nos institutions parlementaires ont perdu beaucoup de leur prestige, de leur autorité, à cause des mœurs politiques qui découragent les meilleurs éléments de la population.

La démocratie est devenue une fatalité par l'exploitation du démagogue, et un vain mot par l'oppression des gouvernements qui trouvent leur force dans l'organisation électorale favorisée par notre système de représentation. La Législature a adopté le "one man one vote" sous prétexte que les citoyens doivent être égaux aux urnes électorales, que l'opinion du faible est aussi respectable que celle du puissant. Cependant, que fait-on de l'opinion de la minorité dans cette province? N'est-elle pas la victime, non seulement de nos mœurs politiques, mais aussi de notre système d'élections?

En 1890, un bon vieux libéral, ardent s'il en fut, Ulric Barthe<sup>23</sup>, alors rédacteur de *L'Électeur*, parlant de notre mode de représentation, le dénonça comme injuste, premièrement parce qu'il ne donne pas une représentation fidèle de l'électorat; deuxièmement parce qu'il défranchise une notable portion, quelquefois plus de la moitié de l'électorat. M. le juge J.-B. Archambault a fait des différents systèmes de scrutin une étude approfondie. Ce compatriote, distingué plus encore par ses talents que par la position qu'il occupe, disait, parlant de notre système électoral: "Cette forme de scrutin nous est venue de l'Angleterre. Elle a été accueillie sans discussion, du consentement universel, avec d'autant plus de facilité que le pays d'où elle était importée avait conservé et conserve la réputation d'être la terre classique de la liberté politique. Or, cette forme de scrutin ne nous donne qu'un simulacre de gouvernement démocratique."

Sir Richard Cartwright<sup>24</sup> disait au sénat canadien: "Notre système de représentation est radicalement mauvais; supposons qu'un parti représente 100,000 électeurs et qu'un autre en représente 90,000. Il est parfaitement juste, disait-il, que 100,000 électeurs envoient 100 députés et que l'autre parti 90, mais il n'est pas équitable que ceux qui disposent de 100,000 voix envoient 150 représentants et que ceux qui disposent de 90,000 n'en puissent élire que 40."

M. Lochee, membre de la Commission impériale, disait dans un rapport de minorité:

"Under our present system a minority of electors may seat a majority of legislators. A small majority may elect a large majority. Considerable sections of the electorate may have no representation on at all. It is impossible to say that such a system has a fully representative character, or to deny that the transferable vote would remove or greatly modify its defects<sup>25</sup>."

Le comité avait cependant recommandé avec M. Lochee le vote alternatif et l'abolition des circonscriptions à double mandat. Gladstone<sup>26</sup>, bien auparavant, s'était aussi prononcé contre la réforme électorale en faveur de notre système plus simple de majoritaire uninominal.

On dit que le grand remède à cette injustice est la représentation proportionnelle. J'avouerai que je ne connais ni ne comprends assez ce mode pour être aujourd'hui juge compétent. C'est un mode très compliqué, et c'est pour cela que les hommes politiques les plus éminents depuis cinquante ans, plus d'un quart de siècle, ont craint de l'adopter. M. A. Surveyer a fait de ce système une étude qui a été publiée dans la *Revue Trimestrielle*.

Je crois que je ne puis faire mieux qu'en citant un extrait de cet article de revue où il explique le fonctionnement de la représentation. Voici: "L'application du système de la représentation proportionnelle exige la création de circonscriptions électorales élisant plus d'un député, préféablement au moins 5, encore mieux 7 ou 9. Son fonctionnement comporte deux problèmes: 1. la détermination du nombre de sièges à attribuer à chaque parti; 2. le choix, par chaque parti, des candidats qui doivent le représenter en Chambre. La représentation proportionnelle, c'est, en somme, l'application de la règle de trois.

"On commence d'abord par faire la somme de tous les votes, qui s'appelle la masse électorale; cette somme divisée par le nombre de députés à élire, donne le quotient électoral. Ce chiffre s'appelle aussi plus correctement l'unité de représentation.

"C'est en divisant la somme des votes obtenus par chaque parti, par ce quotient électoral, qu'on déterminera les sièges gagnés, d'emblée, par les différents partis. Si, après avoir fait le calcul pour tous les partis, il reste encore quelques sièges non distribués, on les attribuera aux partis ayant le plus grand reste."

Il (M. Sauvé) cite des chiffres pour établir que la députation sortant des urnes électorales aux dernières élections du 6 décembre 1921 ne donne justice, à aucun parti; ne donne pas plus justice à M. King<sup>27</sup>, à M. Crerar<sup>28</sup> ou à M. Meighen<sup>29</sup> et

encore moins au peuple du Canada. M. King n'a pas justice dans l'Ouest où il compte de nombreux partisans et n'a qu'un seul député. De même, les conservateurs pour Québec et les Provinces maritimes. Dans notre province, les 234,500 électeurs qui ont voté contre les candidats de M. King, de M. Gouin ou de M. Lapointe auraient, avec la représentation proportionnelle, 15 à 18 députés aux Communes, tandis qu'avec le système actuel, il n'y en a pas un seul.

Ainsi, en Nouvelle-Écosse, les libéraux ont eu 53 % des voix et élu 16 députés sur 16, tandis que les électeurs conservateurs, progressistes et dissidents, avec 47 % des voix, n'ont pas un seul député pour les représenter à Ottawa.

Au Manitoba, les progressistes ont reçu moins de la moitié des voix, mais ils ont élu 12 députés sur 15 et, dans l'Alberta, où 60 % des électeurs ont voté pour leurs candidats, ils en ont élu 11 sur 12.

Dans l'ensemble du pays, les libéraux ont présentement 117 députés, les progressistes 66, les conservateurs 50, et les ouvriers, 2. Avec ce système de représentation proportionnelle, les libéraux en auraient 98, les conservateurs 73, les progressistes 58, et les ouvriers 5 ou 6.

Pour notre province, prenons le pire résultat que l'on puisse obtenir, dû à des circonstances spéciales, nées de causes étrangères aux mérites des deux partis en lutte et d'une précipitation inexcusable et oppressive. Je veux parler de l'élection provinciale de 1919.

Voyons les statistiques publiées dans le rapport sur la 15<sup>e</sup> élection générale: 131,084<sup>30</sup> bulletins ont été déposés dans les urnes. Les candidats du gouvernement ont obtenu 90,651 votes et les oppositionnistes 38,985<sup>31</sup>, soit plus d'un tiers.

Je crois que les honorables amis de la droite sont assez impartiaux pour admettre que nous ne devons pas conclure que dans les comtés où il y a eu acclamation, le sentiment était unanime en faveur du gouvernement.

Deux oppositionnistes ont été acclamés dans des comtés populeux. Dans les autres comtés, les acclamations sont dues, pour la plupart du moins, à une situation particulière concernant l'organisation électorale, et non le sentiment et l'opinion de l'électeur sur l'administration de la province. Or, je crois qu'il est juste de placer dans les comtés où il y eut acclamation le tiers des électeurs dans la colonne des oppositionnistes.

Je crois que ma base est correcte. Or, en considérant le nombre de votes inscrits ou le nombre

d'électeurs inscrits sur la liste, les oppositionnistes devraient avoir ici 28 ou 29 représentants.

Je ne parle pas ainsi pour exprimer une plainte personnelle, écho de l'ambition des hommes, car on verra avant longtemps que le travail que j'accomplis ici n'a pas été inspiré et nourri par cette ambition, mais bien dans le seul but de faire mon devoir envers mes concitoyens et ma province, envers ce bon peuple que j'aime plus que jamais, parce que je sais combien il est trompé, combien il est victime des exploiteurs.

Cette réforme préoccupe tous les pays. Certaines provinces du Canada l'ont adoptée à l'essai pour des villes. L'honorable M. King, l'honorable M. Crerar et l'honorable M. Meighen se sont déjà prononcés en faveur.

Aux États-Unis, des politiciens sérieux se prononcent en faveur de la représentation proportionnelle qui a empêché, dit-on, la scission entre les Flandres et la Wallonie.

La représentation proportionnelle est pratiquée en Belgique, en Serbie, en Suisse, en Tasmanie, en Suède et au Danemark. La France a adopté une proportionnelle mitigée et le Parlement italien s'est, il y a quelques années, déclaré en faveur de ce système.

En Afrique Sud, la représentation proportionnelle fut recommandée. En France, l'abbé Lemire<sup>32</sup> fut d'abord partisan de la réforme, mais pas longtemps. Paul Deschanel<sup>33</sup>, Jules Roche<sup>34</sup>, Delahaye<sup>35</sup>, Benoist, Henri Clément, Jos. Dorrays, etc., etc., se prononcent pour la réforme.

Deschanel s'écriait un jour: "En France plus qu'ailleurs, peut-être, il faut toujours avoir confiance dans l'avenir! Seulement, pour que ce sentiment ne soit pas un leurre, il faudra que l'expression des volontés et des sentiments intimes du pays cesse elle-même d'en être un."

"Il faut que la représentation proportionnelle soit adoptée et que le résultat d'un scrutin législatif ne soit pas simplement la tyrannie d'une moitié de France exercée sur l'autre."

J'ai écrit jadis: "Notre régime électoral est un scandale; c'est l'arbitraire et l'injustice mêmes". Je n'ai pas à changer un mot à ce jugement. Là est, en effet, à mon sens pour notre politique intérieure, la question capitale.

Nous devons au peuple, disait Jacques Pion lors du débat à Paris sur la représentation proportionnelle, d'abord des scrutins de clarté, ensuite des scrutins de justice. Il y a dans la justice une grande vertu d'apaisement. Quand les partis savent qu'on ne leur a causé aucun dommage, qu'on

leur a fait tout leur droit, qu'ils auront sur les affaires publiques une influence parfaitement adéquate à leurs forces, les vainqueurs ont moins le désir d'abuser de la victoire et les vaincus se résignent plus aisément à leur défaite.

Comme ils savent qu'ils n'ont pas été écrasés par la brutalité du nombre, qu'ils n'ont pas été dépouillés par des artifices électoraux, leurs colères se calment, les résolutions extrêmes les tentent moins.

La certitude de ne pas se perdre en efforts inutiles arrache les indifférents à leur torpeur... Maintenant qu'ils sont certains d'avoir la part d'influence qui leur est due, ils rentrent dans la lice et redeviennent les citoyens qu'ils n'auraient jamais dû cesser d'être.

N'est-ce pas, messieurs, un monde de votation souhaitable, celui qui éveille dans les esprits la foi de la justice, la notion des devoirs civiques qui, mettant sous les yeux de tous l'image fidèle du pays, apprend aux vainqueurs qu'ils ne sont pas les maîtres pouvant tout oser, et aux vaincus qu'ils ne sont pas des victimes condamnées à tout souffrir?

Oh! Que ces sentiments exprimés par une langue d'or sont donc beaux! Est-il un patriote, est-il un Canadien français, imbu de justice, aimant réellement sa province, son vrai patrimoine national, voulant le bien de la société, la justice pour tous, qui puisse, en réalité, préférer à ces sentiments de noblesse, d'honnêteté, de vertu, la cupidité, le mensonge, le parjure, la fraude, les fausses professions de foi, les hypocrites déclarations de patriotisme?

Non, non la vie est trop courte pour entrer dans cette comédie humaine et l'honnête homme a bien d'autres choses à penser. J'ai établi que notre système ne rendait pas justice aux citoyens, à la majorité ou à la minorité du peuple. N'est-ce pas assez pour justifier la commission d'étude que je propose? J'ai cité des opinions importantes préconisant la représentation proportionnelle.

Ne valent-elles pas la peine d'être sérieusement considérées? Je viens de citer des paroles de Plon et de Deschanel: N'invitent-elles pas les hommes de cœur et de justice à vouloir trouver la réforme salutaire que nous devons chercher devant les vices qui nous désagrègent? Nos institutions parlementaires atrophient les bons éléments de la nation ou favorisent la cupidité.

Je me rends compte des difficultés d'un mode de représentation proportionnelle chez nous, à cause de l'étendue territoriale de notre province et de la vaste dissémination de sa population. Chez nous, la



population n'est point dense comme en Belgique. C'est pourquoi, M. l'Orateur, je comprends qu'avant de nous prononcer en faveur de tel mode de représentation, il convient de soumettre la question à une commission d'étude et d'en attendre le rapport pour bien considérer quel mode pourrait le mieux s'adapter au pays et à notre province.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** L'an dernier, un système de représentation proportionnelle a été proposé pour la cité de Montréal dans la cédule A du bill de charte alternative préparée par la Commission nommée spécialement à cet effet. La Législature a alors soumis cette question à la population de Montréal qui s'y est déclarée hostile par une immense majorité, de même que le comité des bills privés de l'Assemblée législative. Toutes les explications les plus claires avaient pourtant été données au préalable sur ce sujet.

S'il fallait former un comité chargé de faire enquête sur les divers systèmes de représentation proportionnelle, il serait bien à craindre que l'on pût trouver dans la Chambre, sans faire injure à qui que ce soit, un nombre suffisant de députés ayant les connaissances nécessaires pour traiter convenablement cette question, qui est excessivement compliquée, et qui connussent seulement 10 des quelques centaines de systèmes qui existent sur la représentation proportionnelle. Au reste, ce système ne semble d'ailleurs pas très populaire dans notre province. Il est vrai qu'il fonctionne bien en Belgique, mais il y a seulement deux nations dans ce pays, et aussi, cela est dû au fait que l'on a le vote obligatoire dans ce pays.

À ce propos, l'on peut se demander si la population de notre province est prête à accepter le vote obligatoire, qui est un élément essentiel de ce système. Ce système, au reste, ne serait pas très pratique dans notre province, étant donné le grand nombre de minorités que nous avons et qui toutes, sans doute, réclameraient une représentation à la Chambre. Il (M. David) cite une autorité qu'avait citée le chef de l'opposition, M. Surveyer, disant "que les apôtres de la représentation proportionnelle parlent quand ils sont dans l'opposition".

Cependant, la question mérite d'être étudiée, mais privément pour le moment. Il est certain que le gouvernement y apportera toute l'attention possible. Il serait inopportun de la faire étudier maintenant par un comité spécial, avant qu'il y ait une campagne d'éducation sur la matière. Le chef de l'opposition ferait bien de continuer à instruire la population à ce sujet et il sera peut-être temps l'an prochain de

former un comité dans le but d'étudier l'opportunité d'accepter ce système.

Et, la motion étant mise aux voix, la Chambre la rejette.

#### **Liste des jurés de Montréal**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 206 concernant la préparation et le renouvellement de la liste des jurés pour les districts de Montréal et de Québec soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Taxes sur les corporations**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

#### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Que la taxe additionnelle de trente piastres pour

chaque place d'affaires dans les cités de Montréal et de Québec, et de quinze piastres pour chaque place d'affaires dans toute autre municipalité, imposée par le paragraphe *b* de la division I de l'article 1347 des statuts refondus, 1909, sur les compagnies constituées en corporation, soit réduite de moitié si le montant du capital versé est moindre que vingt-cinq mille piastres.

Adopté.

2. Que les taxes imposées sur les compagnies de chemins de fer, dans les cas prévus par le paragraphe *c* de la division I de l'article 1347 des statuts refondus, 1909, soient aussi exigibles des compagnies de navigation dans les mêmes circonstances.

Adopté.

3. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croira juste, à une compagnie constituée en corporation et visée par la division I de l'article 1347 des statuts refondus, 1909, et

I. Ayant son bureau-chef en dehors de la province et faisant affaires dans la province, ou

II. Ayant son bureau-chef dans la province et ayant en dehors de la province la majeure partie, en valeur, de son actif corporel, ou

III. Ayant son bureau-chef dans la province mais n'y faisant aucune autre affaire que détenir les actions, débetures et autres garanties d'autres compagnies constituées en corporation ayant leur bureau-chef dans la province et y faisant affaires.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra accorder, pour un temps déterminé ou non, telle réduction de taxes qu'il croira juste, à une compagnie de navigation visée par la division V de l'article 1347 des statuts refondus, 1909, et

I. Ayant son bureau-chef en dehors de la province et étant propriétaire ou utilisant des vaisseaux servant entre des ports dans la province et des ports en dehors, ou faisant seulement escale à un port dans cette province, ou

II. Ayant son bureau-chef dans la province et étant propriétaire ou utilisant des vaisseaux servant seulement entre des ports en dehors, ou entre des ports dans cette province et des ports en dehors, ou faisant seulement escale à un ou plusieurs ports dans cette province.

Adopté.

5. Que les taxes imposées en vertu des dispositions de la section dix-huitième du chapitre cinquième du titre quatrième des statuts refondus,

1909, exigibles le premier juillet de chaque année, porteront intérêt, au taux légal, à compter de la date de leur exigibilité.

Adopté.

6. Qu'au cas où une corporation ou une compagnie sujette à la taxe, suivant les dispositions de l'article 1353 des statuts refondus 1909, serait mise en liquidation ou ferait l'abandon de sa charte, conformément à la loi, elle aura droit de recouvrer une partie proportionnelle du montant des taxes qu'elle aura payées pour l'année durant laquelle son actif a été définitivement réalisé par le liquidateur, ou durant laquelle elle a fait l'abandon de sa charte.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Un comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations, soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille trois cent quatre-vingt-dix piastres et soixante-neuf centins soit ouvert à Sa Majesté pour les frais d'administration (dette publique) pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le traitement de l'Orateur du Conseil législatif, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas vingt et un mille quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses continentales, etc., (Conseil législatif), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent quatre mille cinq cent soixante-quinze piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Assemblée législative), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas quatre-vingt-dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S. R. Q., 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour achat de livres (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille sept cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque de la Législature), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas quatre cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes des élections pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas neuf cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le greffier de la couronne en chancellerie, et un commis, traitement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas seize mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impression, reliure et distribution des statuts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas dix-huit mille cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas cent soixante-dix mille neuf cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas huit cent cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas neuf mille neuf cent trente-huit piastres et soixante-quinze centins soit ouvert à Sa Majesté pour les juges de la Cour des sessions de la paix, Québec et Montréal, comme juges et commissaires des licences; magistrats de police, Montréal, et constables et huissiers audienciers à Québec et à Montréal, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'inspection des bureaux publics, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le *Journal d'agriculture*, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** s'élève contre le revenu des annonces dans le *Journal d'agriculture*. Il prétend qu'il est plus élevé de deux cents quelques piastres que la Cie de publication du Canada fit du *Journal d'agriculture*.

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** s'engage à remettre lundi au chef de l'opposition tous les documents relatifs à la publication du *Journal d'agriculture*.

La résolution est adoptée.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

17. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres

soit ouvert à Sa Majesté pour l'aviculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau.

### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les deux messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 115 étendant les pouvoirs de l'Église du Messie;
- bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement aux ventes par le shérif;
- bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal relativement à la coupe du bois;
- bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoires faisant partie d'une cité ou d'une ville à une autre corporation;
- bill 197 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;
- bill 201 concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;
- bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata;
- bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli;
- bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption;
- bill 148 détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal.

### Succession J.-A. Massue

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au comité législatif.

### Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Lots du comté de Terrebonne

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 148 détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de l'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement.

Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Lots du comté de Kamouraska**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales judiciaires, municipales et d'enregistrement. Les amendements, sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Code municipal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Charte de Mont-Joli**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli. Les amendements sont lus une première fois.

### **Motions des députés:**

#### **Fête des Irlandais**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande au chef de l'opposition de joindre sa voix à la sienne pour saluer leurs concitoyens Irlandais à l'occasion de leur fête nationale. L'année dernière, dit-il, a été une année mémorable dans l'histoire de l'Irlande. Après des années de lutte, l'Irlande a enfin conquis une certaine liberté. Il n'y a pas d'endroit au Canada peut-être que dans la province de Québec où l'on ait plus applaudi chaleureusement au geste impérial accordant l'autonomie à l'Irlande.

Nous leur souhaitons tout le succès et le bonheur possibles sous le nouveau régime. Les fils de l'Irlande au Canada sont parmi les meilleurs citoyens de notre pays, et ils vivent en paix et en harmonie avec leurs concitoyens canadiens. Il demande au chef de l'opposition d'appuyer sa motion afin de montrer aux concitoyens irlandais que la province de Québec est unanime dans son hommage à l'Irlande.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se lève.

(Applaudissements de la Chambre)

C'est un plaisir pour moi que de me joindre au premier ministre et de saluer nos concitoyens de la verte Erin qui célèbrent aujourd'hui leur fête nationale et de leur souhaiter bonheur et prospérité. Puissent-ils toujours trouver à nos côtés le support et la sympathie que nous avons accordés aux fils de l'Irlande, pendant plus d'un siècle sous le drapeau britannique. Durant des siècles, déchirée par des divisions internes, l'Irlande a chèrement gagné sa liberté.

L'Ulster contre le reste de l'Irlande, ou vice versa, voilà ce qui, par le passé, fut la principale barrière à cette autonomie si fièrement réclamée par les disciples du grand O'Connell. L'Irlande a connu également en son sein d'autres scissions importantes. Espérons que ces incidents qui paralysent la solution au problème irlandais disparaîtront le plus tôt possible afin que triomphent justice et liberté.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Grégoire (Frontenac)** parle en faveur de la cause irlandaise et fait référence à une nouvelle aube de prospérité pour l'Irlande, ce qui, espère-t-il, arrivera bientôt.

### **Ajournement**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que lorsque cette Chambre s'ajournera, à la présente séance, elle soit ajournée à huit heures et demie, ce soir.

Adopté.

La séance est levée.

### **Troisième séance du 17 mars 1922**

#### **Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur**

La séance est ouverte à 8 h 30<sup>36</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### **Travaux de la Chambre**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint qu'il est bien difficile de discuter des questions importantes devant une Chambre si disposée à finir

la session, même bien avant la prorogation. Il regrette que les crédits pour l'administration de la justice, comme les grosses mesures, viennent à la dernière heure.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

dit qu'il veut bien pour sa part donner tous les renseignements au chef de l'opposition. Le chef de l'opposition fait un travail de géant durant la session, dit-il, et il a rendu des services réels à sa province et à son administration.

**Charte de la Commission métropolitaine  
de l'île de Montréal**

**M. Monet (Napierville)**<sup>37</sup> propose, appuyé par le représentant de Montréal-Hochelaga (M. Bédard), que toutes les dispositions du Règlement qui ont trait à l'avis, à la présentation et à l'examen des pétitions introductives des bills privés ainsi qu'à l'examen préliminaire, à la présentation et à l'examen en comité des bills privés soient suspendues et qu'il soit en conséquence permis de présenter un bill apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Adopté.

**M. Monet (Napierville)** demande la permission de présenter le bill 143 apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**Journal  
des débats**

**M. Sauvé (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Attendu qu'il est d'une grande importance que le public soit renseigné avec exactitude sur les actes des députés, sur les débats de l'Assemblée législative, sur la législation et sur l'administration publique;

Attendu qu'il est important de conserver des comptes rendus officiels des séances et des débats de l'Assemblée législative, ainsi que cela se faisait avant 1892;

Cette Chambre invite le gouvernement à rétablir ces débats et à procurer aux journaux représentés, aux sessions de la Législature, les moyens d'assurer au public des comptes rendus fidèles des séances et des débats de l'Assemblée législative, de manière à ce que la députation, le public, et les propriétaires de journaux soient traités avec la plus grande justice possible.

Il (M. Sauvé) croit absolument nécessaire la publication du *Hansard*. Il invite le gouvernement à consacrer chaque année une somme d'environ \$10,000 pour défrayer les frais occasionnés par cette publication. Il fait l'éloge des courriéristes parlementaires et il dit que ces derniers doivent journellement (sic) accomplir une tâche très ardue. Il invite le gouvernement à reprendre la publication du *Hansard* et à nommer pour la prochaine session deux reporters officiels dont les fonctions seront de coopérer avec les courriéristes parlementaires pour la préparation des comptes rendus des séances de la Législature publiés dans nos principaux quotidiens.

Il est d'une grande importance, dit-il, que le public soit renseigné d'une façon impartiale sur les actes des députés et sur les débats de l'Assemblée législative, et cela, de manière à ce que la députation, le public et les propriétaires de journaux soient traités avec la plus grande justice possible. Pour arriver à ce résultat, il faut rétablir le *Hansard* et aider ainsi aux rapports des journaux. Cela coûterait relativement peu cher.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):**

L'honorable chef de l'opposition voudrait que les débats de la Législature soient publiés. Le gouvernement a déjà publié un *Hansard* qui a été abandonné en 1891<sup>38</sup> quand l'allocation annuelle fut retenue par mesure d'économie. Ce journal des débats n'était pas publié par le gouvernement, mais c'était une entreprise privée dirigée par M. Desjardins<sup>39</sup> et qui était subventionnée par le gouvernement, jusqu'à l'avènement de Boucherville au pouvoir. Après la suppression de ce journal, il y a eu un comité formé pour s'enquérir de la possibilité de ressusciter la publication, mais il n'y a jamais eu de rapport de ce comité. Plus tard, il y a eu d'autres vaines tentatives de résurrection de ce *Hansard*. Est-il bien nécessaire que les débats de la Chambre soient publiés officiellement?

Aucune province n'a trouvé que cela était nécessaire, puisque aucune province ne possède de ces publications. Le public a le droit d'être bien renseigné et, comme question de fait, il l'est puisque tous les grands journaux de la province sont représentés à la Législature et que ces journaux publient sur chaque débat, en Chambre ou en comité, des comptes rendus très longs, complets et aussi impartiaux que possible.

Dans tous les comptes rendus que les courriéristes parlementaires ont publiés depuis le début de la présente session, ils ont fait preuve d'une exactitude et d'une franchise qui est tout à leur éloge.

Il n'y a pas eu de *Hansard* depuis 30 ans et le public ne pourrait être mieux renseigné qu'il ne l'est présentement, et nous devons reconnaître que nos courriéristes parlementaires accordent justice à qui de droit et s'acquittent de leurs importantes fonctions avec justice et jugement.

Au reste, qui lirait ce *Hansard*? Qui lit celui de la Chambre des communes? Sûrement pas le public, peut-être même pas la plupart des députés. Le public qui suit les débats de la Chambre des communes est renseigné comme celui qui suit les débats de la Législature, c'est-à-dire par les journaux. De plus, toutes les grandes bibliothèques bien montées possèdent des filières de tous les journaux, et le public peut toujours facilement se renseigner sur les comptes rendus antérieurs. Il nous semble que cela est suffisant et qu'il n'est pas opportun de reprendre une telle entreprise et d'entraîner la province dans la dépense de la publication d'un *Hansard* qui coûterait très cher.

Tant que durera l'état de choses actuel, la publication d'un journal officiel n'est pas nécessaire ni d'intérêt public, puisqu'elle entraînerait de nouvelles et inutiles dépenses. Comment se fait-il aussi que, depuis la Confédération, la province de Québec n'ait pas trouvé l'occasion de fonder cette publication? Le gouvernement ne doit pas faire une telle dépense que les autres provinces ne font pas, mais que seul le gouvernement fédéral juge à propos de faire.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre a la réputation d'être sérieux, mais il n'a pas été à la hauteur de sa réputation dans ce débat<sup>40</sup>. Il a badiné au lieu de traiter la question à fond. Quelques journaux font de leur mieux pour servir le public en parlant des deux côtés d'un sujet, mais la nécessité d'un journal officiel s'impose, et le ministre en sait bien la raison.

Cette nécessité résulte surtout du fait que la presse du gouvernement, la presse stipendiée, trompe le peuple, fausse les actes, les paroles et les gestes des législateurs, trouve que tous les ministres sont des parangons de vertu et des génies, que tout ce qui est ministériel est bon et que cette presse déforme tout ce que fait l'opposition, ne se contente même pas de faire le silence sur ses actes, mais encore l'injurie quotidiennement. Le public commence à s'en rendre compte et le jour est proche où l'on verra un changement dans le sens de la vérité.

Le gouvernement n'a pas d'argent, lorsque vient le temps de donner la vérité à la population et il ne pourrait dépenser \$5,000 à cet effet, peu importe

ce qu'on dépense ailleurs. Il ne demande aucune faveur, mais la justice pour les deux côtés de la Chambre et pour la population qui doit être en mesure de juger à partir de rapports officiels du mérite de ses élus. En cette Chambre, le gouvernement ne cesse de se vanter d'avoir des surplus et de vanter sa législation modèle, et le fait qu'il constitue ici un exemple pour les autres provinces; mais lorsqu'on lui demande une modeste somme dans l'intérêt du public et de la justice, sa seule réponse c'est que cela ne se fait pas ailleurs.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** soulève un point d'ordre et demande au chef de l'opposition de parler sur sa motion. Le chef de l'opposition, dit-il, retombe dans son vieux péché qui consiste à présenter une motion, nous lui répondons, et après notre réponse, quand nous ne pouvons plus revenir sur la question, il se livre à d'autres charges et d'autres accusations. Il (M. Taschereau) proteste avec énergie contre cette méthode de garder d'autres faits nouveaux dans sa réplique, alors que le gouvernement ne peut plus lui répondre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** explique qu'il fait bien, qu'il prouve la fausseté de ce qui a été dit par le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault)<sup>41</sup>. Il ajoute que, dans l'après-midi, il aurait pu rappeler à l'ordre le premier ministre, lorsqu'il a parlé après le député de Westmount (M. Smart) sur le débat concernant les ouvriers.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il faut se conformer aux règles de la Chambre. Le public n'attachera sans doute pas grande importance à ce que dit le chef de l'opposition, mais il n'en reste pas moins vrai qu'après celui-ci, personne ne pourra parler et que le gouvernement devra rester sous le coup de ses accusations.

**M. l'Orateur:** Le chef de l'opposition s'est écarté de la question en apportant des faits nouveaux dans sa réplique.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je ne poursuivrai pas le débat. Je ne suis pas autorisé à répondre. De l'autre côté, ils transgressent continuellement les règlements de la Chambre. C'est la domination de la majorité aussi servile qu'énorme. On veut m'enchaîner. Que l'on finisse alors la session!

**M. l'Orateur:** À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Oui, à l'ordre!

Et la motion étant mise aux voix, la Chambre la rejette.

La motion est rejetée.

**Dr L.-E.-A. Parrot  
et J.-Frs Pouliot**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose: Que, le 26 mai 1921, M. Jean-François Pouliot, avocat de Rivière-du-Loup, écrivit au premier ministre de la province de Québec une lettre par laquelle il accusait le Dr L.-E.-A. Parrot, alors député de Témiscouata à la Législature de Québec, d'avoir fait le commerce des lots de colonisation au détriment de la province, mais à son bénéfice personnel, et d'avoir obtenu des lots au moyen de représentations frauduleuses;

Que ledit Jean-François Pouliot a, dans la même lettre, demandé au premier ministre d'instituer une "enquête complète sur les concessions dans le comté de Témiscouata";

Que le premier ministre, dans une lettre du 31 mai 1921, adressée au susdit J.-François Pouliot, déclarait que les accusations de ce dernier étaient graves;

Que le Dr Parrot a démissionné comme député du comté de Témiscouata le 22 juin 1921, à la demande du premier ministre qui lui aurait conseillé de se présenter de nouveau devant ses électeurs, pour leur expliquer son cas et se faire juger;

Que ledit Dr Parrot n'a pas été choisi et n'a pas été candidat à l'élection partielle qui eut lieu dans le comté de Témiscouata, le 22 décembre 1921;

Que la partie de la poursuite criminelle intentée contre M. Jean-François Pouliot par le Dr L.-E.-A. Parrot concernant les lots mentionnés dans la lettre dudit Pouliot au premier ministre de la province, le 26 mai 1921, a été abandonnée, à la demande des procureurs, en l'automne de 1921;

Qu'il appert par le document 55, produit devant cette Chambre le 7 mars 1922, que le 6 juin 1921, William Morin, rentier, de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, déclare sous serment qu'il a entendu le Dr Parrot, alors député, faire des déclarations de nature à convaincre que la spéculation sur la cancellation ou pour l'obtention de lots se pratique sur une grande échelle;

Que, le 29 mai 1921, de nombreux électeurs réunis à Saint-Antonin ont adopté une résolution demandant au premier ministre l'enquête demandée par le susdit M. Pouliot, dans l'intérêt des colons et des cultivateurs, et que des citoyens de Saint-Hubert

et de Saint-Honoré, de Témiscouata, ont adopté des résolutions faisant la même demande d'enquête;

Que, dans un jugement rendu en 1921 et rapporté dans les rapports de la Cour suprême du Canada, Vol. 62, No 2, dans la cause de Daniel Bernier, défendeur appelant, et Alfred Paradis, plaignant, la Cour suprême, à l'unanimité, déclare frauduleuses l'obtention et l'exploitation de certains lots de colonisation situés dans le rang B du Canton Bourdages, et que l'un des juges a été jusqu'à dire que la vente dans ce cas avait été faite sous des "circonstances qui paraissent étranges", que ledit juge a dénoncé la fraude dans la combinaison, dans la transaction, et signalé l'intervention de personnages pour faciliter la transaction, et qu'il a déclaré que le gouvernement, malheureusement, paraissait avoir facilité la fraude contre la loi en adoptant l'arrêté en conseil du 2 juillet 1918;

Que de semblables spéculations frauduleuses ont été faites aussi sur d'autres lots par des politiciens, candidats du gouvernement, pour des fins de caisse électorale et autres, dans le comté de Montmagny;

Que les échanges de lots par le gouvernement, en vertu de l'article 1553*a*, ont été faits en certains cas au détriment de la province, mais au bénéfice de politiciens dont les uns, alors députés et conseiller législatif, se servaient de leur influence politique pour faire cette spéculation, faisant perdre à la province une grande somme d'argent, et ce, contrairement à l'esprit dudit article 1553*a* de la loi des terres et forêts;

Que l'article 584 des statuts refondus, 1909, dit:

"Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice, sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou sur une matière se rapportant au bon gouvernement de quelque municipalité de la province, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête."

Qu'il soit en conséquence résolu qu'une enquête s'impose, pour le bon gouvernement de cette province, sur la gestion des affaires publiques, concernant les terres et forêts et les lots de colonisation depuis 1912, et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit prié d'instituer immédiatement une commission suivant ledit article 584 et les dispositions du chapitre quatrième du titre III des statuts refondus, 1909.



**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Soulevez-vous un point d'ordre, M. le premier ministre?

**M. l'Orateur:** Cette motion est hors d'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** réclame des explications.

**M. l'Orateur** déclare la motion irrégulière parce que l'un de ses paragraphes tend à mettre indirectement en question la conduite de députés et conseillers législatifs, en citant certains propos tenus par des étrangers à cette Chambre. L'article 156 du Règlement est formel: on ne peut mettre en question la conduite d'un député ou d'un conseiller que par une motion à cet effet qui soit directe comme de fond.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande quelle partie de la motion est hors d'ordre.

**M. l'Orateur** lit le paragraphe de la motion qui est en flagrant délit avec cette règle de la Chambre.

Que, dans un jugement rendu en 1921 et rapporté dans les rapports de la Cour suprême du Canada, Vol. 2, No 2, dans la cause de Daniel Bernier, défendeur appelant, et Alfred Paradis, plaignant, la Cour suprême, à l'unanimité, déclare frauduleuses l'obtention et l'exploitation de certains lots de colonisation situés dans le rang B du Canton Bourdages, et que l'un des juges a été jusqu'à dire que la vente dans ce cas avait été faite sous des "circonstances qui paraissent étranges", que ledit juge a dénoncé la fraude dans la combinaison, dans la transaction, et signalé l'intervention de personnages pour faciliter la transaction, et qu'il a déclaré que le gouvernement, malheureusement, paraissait avoir facilité la fraude contre la loi en adoptant l'arrêté en conseil du 2 juillet 1918.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Il fallait bien que je fasse l'exposé de mes motifs. La motion est sur le *Feuilleton* depuis plusieurs jours. Mais on attend à la dernière heure pour soulever ce point d'ordre. Je laisse la Chambre juge de cet acte. Je crois que le point d'ordre n'est pas fondé et que la raison n'est pas suffisante pour mettre ma motion de côté. On n'a pas bien pris le point d'ordre.

**M. l'Orateur:** Si le paragraphe en question commençant par les mots "Que, dans un jugement" n'était pas dans la motion, elle serait régulière.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je ferai remarquer au chef de l'opposition que la motion est sur le *Feuilleton* depuis le 13 mars seulement. Cet après-midi, nous nous sommes entendus pour qu'elle vienne devant la Chambre ce soir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le premier ministre n'a pas dit qu'elle était hors d'ordre à ce moment-là.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Ce n'est pas ma décision, mais celle de l'Orateur. Et l'Orateur n'a fait que son devoir qui est d'appliquer les règlements.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est très bien, je suis prêt à retrancher ce paragraphe. Est-ce que cela rendra la motion régulière?

**M. l'Orateur:** Les règlements de la Chambre disent que, lorsqu'une partie d'une motion est irrégulière, toute la motion est irrégulière. L'honorable chef de l'opposition peut faire une autre motion.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** C'est bien, il y en aura une autre, lundi.

#### Subsides

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.  
Adopté.

#### En comité<sup>42</sup>:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:  
1. Qu'un crédit n'excédant pas un million cinq cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** se plaint de ce que, dans la discussion du budget, il n'obtient pas souvent les renseignements qu'il demande. Il rappelle que, du temps que les libéraux étaient dans l'opposition, ils exigeaient des renseignements que le gouvernement conservateur d'alors leur donnait toujours. Il prétend qu'il n'en est plus ainsi depuis, dit-il, qu'un gouvernement autocrate a derrière lui une majorité servile.

Il prétend que certains ingénieurs de la voirie sont insuffisamment payés, si l'on compare leur salaire à ceux payés à leurs ingénieurs par les compagnies ou les grandes villes<sup>43</sup>. Pendant que certains gagnent \$12,000 par année, il y en a qui reçoivent de \$1,200 à \$3,000 et ont une formation technique avancée. Il mentionne tout particulièrement M. Gabriel Henry, ingénieur en chef, qui ne reçoit que \$3,100.

Un homme de la valeur de M. Henry devrait être mieux payé, dit-il, alors que des ingénieurs de sa capacité reçoivent des salaires de \$7,000 et même plus pour des compagnies. Le gouvernement se comporte comme les patrons du temps où il n'y avait pas d'unions, opprimant ses employés parce qu'ils sont permanents. Ceci donne comme résultat que les ingénieurs ne demeurent pas longtemps au département de la Voirie.

Par contre, on emploie à des salaires minimes d'autres ingénieurs incompetents. Ces derniers sont la cause et la raison pour laquelle il y a tant de mauvaises routes et un problème d'entretien qui inquiète beaucoup le premier ministre et qui grève davantage les municipalités.

Le gouvernement est lent à rembourser les municipalités pour l'argent qu'elles ont investi sur les chemins, de sorte qu'elles se trouvent obligées à emprunter, pour pouvoir survivre, à des taux élevés.

Il (M. Sauvé) parle des organes du gouvernement, du *Soleil* et du *Canada*.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Que le chef de l'opposition lise donc sa *Minerve*; il verra dans ce journal qu'il est un grand homme pendant que nous ne valons rien. Il est un peu froissé parce que sa motion a été rappelée à l'ordre...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pardon, M. le président. Pardon, je soulève un point d'ordre, car le premier ministre n'a pas le droit de me prêter des sentiments que je n'ai pas.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Je n'ai pas prêté de mauvaise...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** M. le président, j'espère que vous aurez assez de courage pour me rendre justice; je comprends que vous êtes un peu gêné, mais si le premier ministre veut oublier sa position, j'ai droit de le rappeler à l'ordre.

**M. le président:** Adopté?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non. Le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) m'a promis d'attendre à lundi pour voter ce crédit et nous allons attendre à lundi.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Non. Nous ne sommes pas pour ajourner. Vous aurez la troisième lecture.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** N'y a-t-il pas autre chose à faire? Le premier ministre n'est pas juste pour le chef de l'opposition. Cet après-midi, il a déclaré que j'avais fait un travail de géant et que l'opposition rendait de grands services au gouvernement par ses observations. Je ne crois pas avoir mérité, ce soir, d'être traité de cette façon, et le premier ministre a tort de me traiter de cette manière, en m'injuriant et en m'insultant.

**M. le président:** Adopté?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Non. On ne vote pas ainsi \$1,500,000. Il (M. Sauvé) fait un long discours et pose de nombreuses questions au ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault).

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Depuis dix ans, le département de la Voirie a amélioré considérablement notre voirie: nous avons aujourd'hui les plus belles routes du dominion. Dans la confection de ces routes, assurément il a pu se commettre quelques erreurs; le contraire eût été surprenant. Il y a des erreurs dans toutes les constructions, parce que même les ingénieurs peuvent commettre des erreurs. Est-ce à dire que l'on doive crier à l'incompétence? Deux grandes causes ont contribué à détériorer nos chemins: les conditions climatiques dans lesquelles nous vivons et l'augmentation du trafic par automobiles. Il y a 12 ans<sup>44</sup>, il y avait peu d'automobiles.

Quand nous avons construit les routes, il n'y avait seulement que 2,000 automobiles dans la province et aucun camion. Nous ne nous attendions pas à cela quand nous avons construit nos chemins. Si nos chemins se sont détruits, ce n'est donc pas à cause de l'incompétence de nos employés. Quant à ces employés, nous les payons bien, comme nous payons tous nos employés. Il peut arriver que quelques-uns nous quittent. C'est encore une chose qui arrive dans toutes les administrations. Du reste, les employés de la voirie sont satisfaits de leur sort. Cependant, le gouvernement est prêt à faire face à toutes les urgences et, avec l'aide de la Chambre, dépensera les sommes d'argent nécessaires.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** indique que le talent n'est pas apprécié. Sous prétexte qu'un individu est un employé permanent, cela ne justifie pas de le payer un salaire moindre.

Le gouvernement reçoit trois ou quatre millions de la vente de liqueurs, mais il n'a rien pour ses employés parce que ceux-ci sont permanents, et le gouvernement est indifférent au fait qu'ils soient ou non capables de nourrir et éduquer adéquatement leurs enfants.

Il s'informe du futur surintendant du service de l'amélioration et de l'entretien des chemins.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Il n'est pas encore nommé.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Sera-t-il compétent?

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska):** Assurément, il sera compétent.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** parle de l'incompétence du futur surintendant de l'amélioration et de l'entretien des chemins et discute en détail de l'ensemble du réseau routier.

**M. Grégoire (Frontenac)** reproche au chef de l'opposition de parler trop longtemps<sup>45</sup>. Il (M. Grégoire) ne peut pas concevoir que l'on puisse faire de la législation avec des vétilles comme celles auxquelles s'attache le chef de l'opposition. Il nous faudrait un fameux *Hansard*, dit-il, pour reproduire tout ça!

Il ne conçoit pas que l'on tienne responsable un gouvernement de quelques détails infimes dans une administration comme celle du ministère de la Voirie.

Qu'est-ce que cela fait à la province, dit-il, de faire voir la différence entre les ergots des Plymouth Rock et de Rock Island<sup>46</sup>?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** remercie de façon élaborée le député de Frontenac (M. Grégoire) de lui avoir permis de se reposer. Il (M. Sauvé) prend quelques rapports annuels et pose question après question sur toutes sortes de détails<sup>47</sup>.

Il rappelle que, dans les travaux de voirie, le gouvernement a employé de la dynamite achetée du député de Matane (M. Dufour) et souligne le prix élevé payé pour cette dynamite.

La résolution est adoptée<sup>48</sup>.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution et demande la permission de siéger de nouveau. Ladite résolution est lue deux fois et adoptée.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose l'ajournement à lundi après-midi.

La séance est levée vers 1 heure du matin.

### NOTES

1. La grève des typographes de l'Union Typographique a débuté le 15 février dernier. Les employés réclamaient un meilleur salaire et la réduction des heures de la semaine de travail. Le travail parlementaire a souffert de ce conflit pendant plus d'une semaine, car le gouvernement avait confié l'impression des bills destinés à la Chambre à ces imprimeurs. Le 21 février, le député de Montréal-Sainte-Marie (M. Gauthier) et Médéric Martin, le maire de Montréal, ont négocié un règlement partiel du conflit et les typographes ont recommencé à alimenter le travail de l'Assemblée. À ce sujet, voir la séance du 15 février.

2. Gabriel Hanotaux (1853-1944), homme politique, historien et diplomate français. Député à partir de 1886 et ministre des Affaires étrangères en 1894 et en 1896-1898 dans les cabinets de Dupuy, Ribot et Méline. Élu à l'Académie française en 1897.

3. *La Presse* du 18 mars 1922, à la page 23, est en contradiction avec toutes nos autres sources sur ce point: M. Galipeault "ne croit pas que tout patriote doit souhaiter prochain le jour où nos ouvriers, d'eux-mêmes et sans heurts, réclameront et obtiendront l'autonomie complète de nos unions canadiennes".

4. La "One Big Union", mouvement syndical de l'Ouest canadien fondé en 1918-1919, visant le renforcement de la lutte pour la syndicalisation des

non-syndiqués, pour le syndicalisme d'entreprise et pour le rapatriement de l'action syndicale. L'O.B.U. n'existe que sur papier, lors du déclenchement de la grève de Winnipeg en juin 1919. La confusion vient du fait que certains dirigeants de l'O.B.U. ont pris part à cette grève, mais en leur qualité de représentants d'autres syndicats existants comme les unions internationales. L'O.B.U. est le fruit de la lutte pour l'organisation d'un syndicalisme d'entreprise authentiquement canadien. Pour plus de détails, voir Charles Lipton *Histoire du syndicalisme au Canada et au Québec, 1827-1959*, Ottawa, Parti pris, Coll. "Aspects; 32", 1976, p. 333-338.

5. De William Gibbs McAdoo (1863-1941), homme politique américain. secrétaire du Trésor sous la présidence de Woodrow Wilson, sénateur démocrate de 1932 à 1938. En décembre 1917, le président Woodrow Wilson place les chemins de fer américains sous contrôle fédéral, pour faire face à l'effort de guerre. Dans la foulée de cette décision, l'échelle McAdoo est une mesure imposée pour augmenter la capacité du transport par chemin de fer, la qualité des voies ferrées et le nombre de trains pour répondre à la fois aux besoins accrus de la guerre ainsi que pour favoriser le train dans sa concurrence avec les moyens de transport commerciaux concurrents (pipeline, routes, avions) se développant de plus en plus. Les coûts de transport des marchandises ont été augmentés par McAdoo, et ces hausses donnèrent notamment des salaires élevés aux employés des chemins de fer américains. Les employés de chemins de fer canadiens, affiliés aux mêmes syndicats que les employés américains, profitaient des mêmes conditions salariales. Or, au Canada, pays beaucoup moins peuplé et au niveau de transport ferroviaire moins important qu'aux États-Unis, ces règlements provoquent l'augmentation exagérée des coûts de transport.

6. *The Gazette* du 18 mars 1922, à la page 13, mentionne qu'au même moment, "l'honorable M. Galipeault secoue vivement la tête."

7. *Le Canada* du 18 mars 1922, à la page 1, est seul à contredire les autres sources en disant que M. Vautrin appuie l'amendement du député de Rouville (M. Robert). Le reste de l'intervention de M. Vautrin démontre cependant le contraire, lui qui, de plus, vote contre l'amendement un peu plus loin.

8. Selon *The Gazette* et *Le Soleil* du 18 mars 1922, à leur page 1 respective, M. Taschereau a "télégraphié"

à M. Moore, alors que *L'Événement* du 18 mars 1922, à la page 1, écrit plutôt que le premier ministre a "téléphoné".

9. Tom Moore (1879-1946), syndicaliste canadien. Né en Angleterre, il s'installe au Canada en 1909. Président du Congrès des métiers et du travail du Canada de 1918 à 1935 et président de la Commission de l'assurance-chômage de 1935 à 1942. Durant sa carrière, il représente à de nombreuses reprises le Canada aux conférences ouvrières internationales de Londres, Genève, Washington, Amsterdam et Kyoto.

10. Gustave Francq (1871-1952), militant et chef syndical. Sur Francq, voir Éric Leroux, *Gustave Francq. Figure marquante du syndicalisme et précurseur de la FTQ*, Montréal, VLB Éditeur, 2001, 371 p.

11. Toutes nos sources écrivent "MacPharland". Seul *L'Événement* du 18 mars 1922, à la page 1, change l'orthographe pour "McFarlane". Selon l'article de *L'Événement* du 21 février, page 3, intitulé "Québec perd des travaux par la grève", les journalistes de *L'Événement* ont obtenu une déclaration de M. Taschereau, le 20 février, à sa sortie d'une réunion du cabinet tenue dans les premiers jours de la grève des typos concernant M. MacPharland: "Il paraît de plus en plus évident que les typographes de Québec ne demandent qu'à travailler et s'entendre avec leurs patrons qui sont prêts à leur accorder une augmentation de salaire. S'ils avaient été laissés à eux-mêmes, ils n'auraient jamais déclaré la grève à un moment où cette grève met obstacle aux travaux de la Législature et crée de graves embarras dans l'administration de la province. Mais l'ordre leur est venu d'Indianapolis de se mettre immédiatement en grève pour exiger la semaine de 44 heures. Et alors qu'il en est un grand nombre parmi eux qui cherchent plutôt à travailler 60 heures, ils sont obligés de se plier à ce mot d'ordre, non seulement à leur détriment personnel et au détriment de leur famille, mais au préjudice de leur province. C'est contre cette ingérence indue, qui ne tient nul compte des intérêts primordiaux du pays et de la province, que je ne cesserai de protester de toutes mes forces. Je considère qu'il n'a jamais été lancé de plus grave défi au gouvernement provincial que le télégramme que m'a adressé ce M. John MacPharland d'Indianapolis m'informant que, même en face des obstacles que la grève mettait à nos travaux parlementaires, il lui fallait maintenir cette grève. Pour ma part, je persiste à croire que nos

braves typos ne souffriront pas longtemps qu'un étranger vienne ainsi faire la loi à leur parlement. Nous multiplions les efforts pour n'avoir pas à ajourner les Chambres, mais nous ne sommes pas sûrs d'y réussir. Et je ne saurais dire assez combien je regrette d'avoir à enlever aux typographes de Québec un travail sur lequel nous les avons habitués à compter."

12. *La Patrie* du 18 mars 1922, à la page 4, présume qu'il s'agit d'une lettre de M. Beatty, président du Canadien Pacifique.

13. Donnée du *Nouvelliste*, de *L'Événement* et de *L'Action catholique* dans leur édition du 18 mars 1922, respectivement aux pages 1, 3 et 9. Le *Montreal Star* du même jour, à la page 4, mentionne plutôt un vote de "53 à 25".

14. Chiffre de *La Patrie* du 18 mars 1922, à la page 4. *L'Événement* du même jour, à la page 3, mentionne plutôt "53 ans".

15. À ce sujet, voir l'intervention de M. Robert, lors de la séance du 16 février.

16. Selon les Règlements de la Chambre, il faut cinq députés pour obtenir l'enregistrement d'un vote officiel et, dans le cas présent, les députés hésitent à appuyer la demande de vote de M. Bercovitch et ainsi provoquer une adoption sur division - le contraire du souhait tout juste exprimé par le premier ministre.

17. *The Gazette* du 18 mars 1922, à la page 13, rapporte que "M. Sauvé vote pour la motion telle qu'amendée, s'étant levé seulement pour que le nombre exigé de cinq personnes permette d'appeler le vote."

18. Orthographe de *La Presse* du 18 mars 1922, à la page 17. Certains journaux mentionnent "Lachoe", mais *La Presse* elle-même utilise les deux graphies, probablement par erreur.

19. Edwin Samuel Montagu (1879-1924), homme politique anglais qui a été sous-secrétaire d'État pour l'Inde (1910-1914), chancelier du Lancaster (1915), ministre des Munitions (1916), et secrétaire d'État pour l'Inde (1917-1922).

20. William Pember Reeves (1857-1932), journaliste, politicien et économiste néo-zélandais. Député du Parlement de Nouvelle-Zélande de 1887 à

1896, ministre de l'Éducation, du Travail et de la Justice de 1891 à 1896. Il démissionne et devient Agent général de la colonie de 1896 à 1905, Haut commissaire de Nouvelle-Zélande de 1905 à 1908, puis directeur de la London School of Economics de 1908 à 1919.

21. Frederick Debartzch Monk (1856-1914), avocat, professeur et homme politique, élu député conservateur de Jacques-Cartier à la Chambre des communes de 1896 à 1914, il est ministre des Travaux publics en 1911-1912.

22. M. Sauvé fait allusion à un personnage du conte de Charles Perrault intitulé "Barbe-Bleue".

23. Ulric Barthe (1853-1921), journaliste et auteur, fonde le quotidien *L'Électeur* en 1880 avec Ernest Pacaud, journal qui deviendra *Le Soleil* en 1903.

24. Sir Richard John Cartwright (1835-1912), homme politique ontarien. Député conservateur de 1863 à 1867, élu en 1867 à la Chambre des communes. Il rejoint les libéraux et devient ministre des Finances (1873-1878) dans le cabinet Mackenzie. Ministre du Commerce et des Finances (1896-1911) dans le cabinet Laurier, il entre au sénat en 1904.

25. Traduction: "Selon notre système actuel, une minorité d'électeurs peut faire siéger une majorité de législateurs. Une faible majorité peut élire une forte majorité. De grandes parties de l'électorat peuvent ne pas avoir de représentation du tout. Il est impossible de dire qu'un tel système possède un caractère complètement représentatif ou de nier que le vote transférable enlèverait ou modifierait de manière notable ses imperfections."

26. William Ewart Gladstone (1809-1898), premier ministre britannique de 1868 à 1874 et de 1880 à 1885.

27. William Lyon Mackenzie King (1874-1950), premier ministre du Canada de 1921 à 1926, 1926 à 1930 et de 1935 à 1948.

28. Thomas Alexander Crerar (1876-1975), homme politique manitobain élu député de Marquette de 1917 à 1925. Il est ministre de l'Agriculture de 1917 à 1919. Il est réélu en 1929 pour être aussitôt nommé ministre des Chemins de fers, poste qu'il occupe jusqu'en 1930. Battu aux élections générales de 1930, il est réélu dans Churchill en 1935 et est

ministre des Mines, de l'Immigration et de la Colonisation (1935-1936), puis ministre des Mines et Ressources (1936-1945). Nommé sénateur en 1945, il occupera ce poste jusqu'à sa démission en 1966.

29. Arthur Meighen (1874-1960), avocat et homme politique ontarien. Député de 1908 à 1921, de 1922 à 1926. Solliciteur général de 1913 à 1917 dans le cabinet Borden, il est secrétaire d'État en 1917 et ministre de l'Intérieur de 1917 à 1920. Défait en 1921, il devient premier ministre du Canada en 1926, il siège au sénat de 1932 à 1941. De 1932 à 1935, il est ministre sans portefeuille dans le cabinet Bennett.

30. Chiffre de *La Presse* du 18 mars 1922, à la page 5. *La Patrie* du même jour, à la page 24, mentionne plutôt 131,064 bulletins.

31. Chiffre de *La Presse* du 18 mars 1922, à la page 5. *La Patrie* du même jour, à la page 24, mentionne plutôt 38,955 votes pour les oppositionnistes.

32. Jules Auguste Lemire (1853-1928). Ordonné prêtre en 1878, il s'intéresse aux questions sociales. Élu député (1893) puis maire (1914) d'Hazebrouck.

33. Paul Deschanel (1855-1922), homme politique français élu à la Chambre des députés en 1885 qu'il présida de 1898 à 1902 et de 1912 à 1920.

34. Jules Antoine Roche (1841-1923), homme politique français. Député du Var (1881-1885), de la Savoie (1885-1898) et de l'Ardèche (1898-1919). Ministre du Commerce, de l'Industrie et des Colonies de 1890-1892 et ministre du Commerce et de l'Industrie en 1892.

35. Jules-Auguste Delahaye (1851-1925), homme politique français et député de l'Indre-et-Loire (1889-1893), du Maine-et-Loire (1907-1919) et sénateur du Maine-et-Loire (1920-1925). M. Sauvé semble toutefois être dans l'erreur car, en 1912, Delahaye combat le scrutin de liste avec la représentation proportionnelle.

36. *Le Canada* du 18 mars 1922, à la page 7, rapporte que, malgré le fait que la Chambre siège un vendredi soir, le premier ministre "constata la présence d'un grand nombre de députés qui, sans doute, désirent rester à leur poste jusqu'à la fin de la session." Sur l'heure de la reprise, les *Journaux de l'Assemblée législative* nous indiquent 8 h 30, et *Le Canada*, toujours à la page 7, écrit plutôt 8 heures.

37. Les *Journaux de l'Assemblée* indiquent que M. Monet, appuyé par M. Bédard, présente le projet de loi 143, bien que les copies officielles portent bien le nom de M. Bédard comme parrain de ce dernier.

38. Date de *La Patrie* du 18 mars 1922, à la page 5. *Le Canada* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 1892.

39. Alphonse Desjardins, journaliste, attaché parlementaire et fondateur de la Caisse populaire (1854-1920). Il est l'auteur des *Débats de l'Assemblée législative* couvrant les années 1878 à 1889. Narcisse Malenfant couvre ensuite l'année 1890, et la Chambre ne siège pas en 1891. Le frère d'Alphonse Desjardins, Louis-Georges, est l'auteur des années 1892-1893 des débats de la Chambre. Mais M. Perrault fait probablement allusion à Alphonse Desjardins, puisque le gouvernement de Boucherville arrive au pouvoir en 1891.

40. *Le Devoir* du 18 mars 1922, à la page 3, mentionne que M. Sauvé "se fâche en réplique" à M. Perrault.

41. *La Tribune* du 18 mars 1922, à la page 5, un journal partisan, mentionne qu'à ce moment, le chef de l'opposition "se fâche tout rouge".

42. M. Lemieux (Gaspé) préside le comité.

43. *L'Action catholique* du 18 mars 1922, à la page 16, rapporte qu'il est 10 h 30 lorsque M. Sauvé commence à poser des questions au sujet du département de la Voirie.

44. Chiffre du *Montreal Daily Star* du 18 mars 1922, à la page 4. *The Gazette* du même jour, à la page 6, mentionne plutôt deux ans.

45. *Le Soleil* du 18 mars 1922, à la page 1, précise que c'est vers minuit que M. Grégoire intervient.

46. *The Gazette* du 18 mars 1922, à la page 6, mentionne que M. Grégoire a parlé durant 15 minutes.

47. *The Gazette* du 18 mars 1922, à la page 6, mentionne qu'à minuit trente, M. Sauvé est l'unique membre de l'opposition encore en Chambre, et que "M. Perrault garde son calme et M. Sauvé a l'air plutôt en forme... Il n'y a que quelques députés en Chambre et ils paraissent se divertir de cette obstruction".

48. *L'Action catholique*, 18 mars 1922, page 15, rapporte que "le crédit demandé fut voté par les quelques membres qui assistaient à la séance et maintenaient le quorum."

## Première séance du lundi 20 mars 1922

## Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 h 30<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

**Service  
d'hygiène**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

**En comité:**

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose:

1. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera un directeur du service provincial d'hygiène, un inspecteur en chef et un secrétaire, et que ces officiers recevront un traitement n'excédant pas, pour le directeur, cinq mille dollars, pour l'inspecteur en chef, quatre mille dollars, et pour le secrétaire, quatre mille dollars.

Adopté.

2. Que le lieutenant-gouverneur en conseil nommera également des analystes, un ingénieur sanitaire, un compilateur de la statistique, des sous-inspecteurs et les autres officiers nécessaires, et que ces officiers recevront, pour leurs services, la rémunération proportionnée aux services qu'ils doivent rendre, fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

Adopté.

3. Que les membres du Conseil d'hygiène nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil recevront dix dollars par jour pour chacune de leurs assemblées, outre leurs frais de déplacement et de pension et que les membres de droit, aux termes du deuxième alinéa de l'article 14 de la loi qui accompagne les présentes résolutions, qui assisteront

aux assemblées du Conseil, n'auront droit qu'à leurs frais de déplacement et de pension.

Adopté.

4. Que le lieutenant-gouverneur en conseil pourra nommer, avec le traitement qu'il jugera à propos, des officiers d'hygiène chargés d'agir dans tout territoire de la province non érigé en municipalité locale ou dont le conseil municipal n'est pas organisé, et définir leurs pouvoirs; et que ces officiers seront sous le contrôle du directeur du service provincial d'hygiène.

Adopté.

5. Que les dépenses encourues par le service provincial d'hygiène dans l'application des dispositions de la loi qui accompagne les présentes résolutions seront défrayées à même les deniers affectés par la Législature aux fins de l'hygiène publique.

Adopté.

6. Que les dépenses du service provincial d'hygiène seront payées à même les deniers affectés à cette fin par la Législature.

Adopté.

**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une deuxième fois.

Ce bill est en corrélation avec toutes les lois concernant la santé publique, groupées en une seule, et gouvernées par le Bureau provincial d'hygiène.

Depuis de nombreuses années, nous n'avons qu'à nous féliciter des services du Conseil supérieur d'hygiène. La réforme actuelle n'est pas un vote de non-confiance envers les membres du Conseil supérieur d'hygiène dont les opérations et les activités dans la province ont obtenu de si excellents

résultats et ont contribué pour une si large mesure dans l'amélioration de la santé publique. Le Conseil a fait l'éducation du peuple, mais le temps est venu de faire des réformes.

Le gouvernement considère que le peuple est suffisamment préparé maintenant à se surveiller lui-même au point de vue de l'hygiène pour que l'autorité provinciale prenne le contrôle de la santé publique et développe le système conformément aux nouveaux modes de vie, particulièrement dans les grandes cités et villes. Ce Conseil continuera d'exister pour étudier les divers problèmes qui pourront survenir relativement à la santé publique, et les suggestions qu'il jugera à propos de faire devront être soumises aux officiers du nouveau département qui, eux, seront chargés d'exécuter les règlements adoptés.

Le service que nous nous proposons de créer, à Québec même, sera sous le contrôle du secrétaire provincial qui, par le fait même, devient ministre de la Santé publique. La loi nouvelle nomme un directeur général, dont le salaire sera de \$5,000 par année, un inspecteur-en-chef et un secrétaire, qui recevront tous deux \$4,000 par année.

En plus de ces officiers, il y aura un Bureau de cinq membres qui recevront une somme de \$10 en plus de leurs dépenses de voyage pour chaque assemblée à laquelle ils assisteront. Le directeur sera président du Bureau et les assemblées se tiendront soit à Montréal, soit à Québec et dans les autres villes où il sera jugé nécessaire. Le Conseil supérieur d'hygiène soumettra aux chefs du service les réformes à faire.

Les quartiers généraux du Bureau provincial d'hygiène resteront à Montréal. Montréal est le centre où il faut le plus de surveillance. En établissant un bureau à Québec, cela ne veut pas dire que l'on veuille écarter Montréal qui restera le grand centre où se manifesteront toutes les activités du département et du Conseil de l'hygiène publique. Montréal conservera le laboratoire, les statistiques, mais le bureau principal du service sera à Québec. Notre but n'est pas de tout centraliser à Québec, mais d'améliorer le service.

Le directeur exercera son autorité sur les membres de ce bureau qui comprendra des analystes, des ingénieurs sanitaires, des inspecteurs statisticiens et autres officiers dont le salaire sera décidé par le lieutenant-gouverneur en conseil; il exercera également son autorité sur le Bureau d'hygiène et sur les autorités sanitaires municipales.

Ce bureau, qui sera établi à Québec, sera assisté d'un conseil composé de huit médecins, ayant au moins cinq années de pratique, et il verra aux

divers services d'hygiène de la province. L'inspecteur-en-chef aura le contrôle général de l'inspection sanitaire dans la province. Les cinq membres du bureau qui ne feront pas partie du personnel régulier seront maintenus à leur poste au bon plaisir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je regrette que cette mesure ait été proposée si tard pendant la session. Je crois bien que la mesure a du bon et contribuera à améliorer l'administration (du) service de la santé publique dans la province. J'espère que les officiers que l'on nommera seront compétents, car leur responsabilité sera considérable. Je suppose que les officiers du Conseil d'hygiène qui sont actuellement à Montréal seront appelés à venir résider à Québec. C'est là le point important du projet.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Il n'est pas question de déménager à Québec les officiers qui sont à Montréal. Le bureau de Montréal restera comme il est aujourd'hui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Alors, les officiers de Montréal n'ont pas de chance d'être promus.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** J'ai dit les officiers et non les individus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** constate qu'à la suite de ses remarques le gouvernement augmentera les salaires de ses employés au service d'hygiène. Le directeur aura \$5,000 et l'inspecteur \$4,000. J'espère en tout cas, dit-il, que l'on nommera des hommes compétents dans le choix des officiers du nouveau département.

**L'honorable M. David (Terrebonne):** Je tiens à faire remarquer au chef de l'opposition que ce projet a été présenté il y a un mois et qu'en ce qui concerne les nominations des officiers, elles seront faites d'une façon bien judicieuse, et le choix des candidats sera irréprochable. La compétence et les connaissances seront les seules conditions considérées.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Si le projet a été retardé, c'est probablement parce que des indiscretions ont été commises. On a essayé depuis huit jours à faire croire que le retard de la présentation des mesures était dû à la grève des



typographes. Il y a longtemps qu'elle est réglée et c'est injuste pour les ouvriers de leur faire porter la responsabilité des retards qui, au fond, sont dus à des employés incompetents probablement. On pourrait fort bien remettre cette mesure à la prochaine session.

**M. Conroy (Montréal-Sainte-Anne)** voit cette loi d'un bon œil et il la croit de nature à aider puissamment l'administration du département d'hygiène dans cette province. Il veut cependant que le gouvernement fixe à \$20 par jour la rémunération des membres du Conseil d'hygiène. Par la nouvelle loi, dit-il, le gouvernement fixe cette rémunération à \$10 par jour de séance, le paiement des frais de voyage excepté.

Il (M. Conroy) rappelle qu'il a fait des pressions, l'an passé, pour la création d'un département de l'hygiène ayant son propre ministre, mais apparemment, constate-t-il, le temps n'est pas encore venu de le faire.

Il suggère que les quartiers généraux de ce département soient établis à Montréal, la plus grande ville de la province qui, par la variété des races qui s'y trouvent, par son site commercial, industriel et pour plusieurs autres raisons, peut être considérée comme le centre aussi de tous les maux que le nouveau département sera appelé à combattre. Il demande donc la centralisation à Montréal de tout ce qui aura trait au service d'hygiène.

Il fait l'éloge de tous les médecins éminents qui, jusqu'ici, ont eu à administrer dans la province le service d'hygiène. Ces médecins, dit-il, ont fait preuve toujours d'un zèle remarquable et d'un dévouement sans bornes, et ils ont droit au plus vif témoignage d'appréciation de tous ceux qui les ont vus à l'œuvre et ont bénéficié de leurs talents.

Il vante l'œuvre accomplie par le Conseil dont il fait lui-même partie depuis quelques mois. Il loue le travail assidu et intelligent du personnel, en particulier du Dr E.-M.-A. Savard, l'inspecteur général, énergique, dit-il, méthodique et pratique, parce qu'il connaît comme pas un la mentalité de nos gens, et qui a fait des merveilles depuis qu'il occupe ce poste responsable. Il loue aussi le Dr Elzéar Pelletier, au fait de toutes les choses de l'hygiène et qui, comme secrétaire, ne saurait être surpassé.

Il fait l'éloge des autres membres du Conseil supérieur d'hygiène. Ce conseil continuera à exister sous un autre nom, dit-il, et quelques changements seront faits dans sa formation. Il faudra une pratique de cinq ans à un médecin pour pouvoir y entrer. Le nouveau service sera beaucoup plus efficace et il y

aura plus de cohésion que dans le système actuel. Le Conseil supérieur était composé de dix membres autrefois. Maintenant, il sera composé de huit membres dont le directeur, l'inspecteur et le secrétaire du service. Le directeur sera le président du Conseil d'hygiène. L'action du service d'hygiène se trouvant désormais moins limitée et plus libre, il (M. Conroy) espère qu'elle s'exercera plus efficacement à diminuer le taux alarmant de la mortalité infantile.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une deuxième fois et renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Nomination des juges des sessions et des magistrats de police**

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 210 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des juges des sessions et des magistrats de police, soit maintenant lu une deuxième fois.

Le but de ce bill est de permettre au gouvernement de nommer en qualité de magistrat de police et de juge des sessions de la paix des avocats compétents qui auront cinq années de pratique, au lieu de dix années comme le veut la loi actuelle, car, au bout de cinq années de pratique, un bon avocat est capable d'occuper dignement ces fonctions.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pourquoi cela? La position de juge est une position sérieuse qui exige que celui qui l'occupe soit une personnalité. Il importe que la justice soit dirigée, administrée et exercée par des hommes de prestige et de compétence. L'amendement du premier ministre n'est pas justifiable; seul le souci ou une prétendue obligation de nommer quelqu'un l'a inspiré. Il aura pour but de faire certaines nominations de jeunes gens pressés d'arriver à ces positions de magistrats.

Il (M. Sauvé) ne croit pas qu'une période de cinq ans soit suffisante pour être nommé magistrat de police ou magistrat des cours des sessions de la paix. Les charges sont très importantes et le nombre d'années d'expérience ne devrait pas être changé. Le premier ministre semble croire que les juges sont trop vite malades, puisque l'autre jour il a ajusté la qualification pour la pension de dix à huit ans, et il semble aujourd'hui craindre qu'ils ne vivront pas très longtemps. Il veut savoir si le gouvernement a quelque nom en tête, si cela ne signifie pas que certains avocats voudront se faire juges avant les élections. Il dit qu'ils ne sont pas qualifiés d'après la clause restrictive de dix ans. Il déplore le manque de décorum observé dans les cours de police à Montréal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

Il est difficile de maintenir un décorum dans les conditions d'encombrement actuelles du palais de justice, mais le problème sera réglé lorsque le nouveau palais de justice sera complété à Montréal. Il (M. Taschereau) estime que, de temps à autre, des candidats de qualité pourront se faire garantir la magistrature, même s'ils n'ont pas les dix années d'expérience requises. Les rôles de ces cours étant chargés, le travail se fera plus vite par des jeunes magistrats que par des vieux. Ce dont on se plaint aujourd'hui, ce n'est pas de l'administration de la justice, mais du fait que la machine ne tourne pas assez rondement. Ce dont la province a le plus besoin, c'est d'avoir une justice prompte. La justice doit être bonne, mais aussi expéditive.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte de la Commission  
métropolitaine de l'île de Montréal**

**M. Monet (Napierville)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 143 apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**M. Monet (Napierville)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.  
Adopté.

**En comité:**

L'article 1 est adopté.

Le comité étudie l'article 2, qui se lit comme suit:

"2. L'annexion du territoire d'une municipalité à une autre municipalité, sous l'autorité de la section précédente, aura les mêmes effets que si elle était faite par les conseils de ces municipalités, en vertu des dispositions du paragraphe quatrième de la section deuxième du chapitre premier du titre onzième des statuts refondus, 1909, mais sans que telle annexion soit soumise à aucune des formalités prescrites par ladite loi."

Cet article est amendé et l'alinéa suivant est ajouté:

"Le secrétaire-trésorier de la commission métropolitaine de l'île de Montréal devra publier un avis de telle union ou annexion dans la *Gazette officielle de Québec*, et la résolution entrera en vigueur le jour de telle publication ou à telle date subséquente qui sera fixée dans la résolution et dans l'avis."

L'amendement est adopté.

L'article 2, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 3 à 5 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec un amendement. L'amendement est lu deux fois et adopté.

**M. Monet (Napierville)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

**Charte  
de Mont-Joli**

La Chambre procède de nouveau, selon l'ordre du jour, à la prise en considération des

amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

Les amendements sont lus une deuxième fois.

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Sherbrooke (M. Lemay), qu'il soit envoyé un message au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif au bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli, mais avec l'amendement suivant qu'elle prie le Conseil d'agréer:

Ajouter au commencement desdits amendements le texte qui suit:

"L'article 9 est remplacé par le suivant:

"9. Le territoire de la ville de Mont-Joli comprend le territoire actuel du village de Mont-Joli, moins le territoire décrit ci-dessous:

"Partant au coin nord-ouest du territoire du village de Mont-Joli; vers le sud-est en suivant la ligne séparant ce village de la paroisse de Sainte-Luce jusqu'à la limite nord-ouest de la paroisse de Saint-Joseph-de-Lepage; de là, vers le nord-est, la ligne limitative entre Saint-Joseph-de-Lepage et Mont-Joli jusqu'à l'intersection du prolongement de cette ligne avec l'axe de la rivière Métis; de là, vers le nord-ouest, ledit axe jusqu'à sa rencontre avec le prolongement de la ligne entre les deuxième et troisième rangs de la paroisse de Sainte-Flavie; de là, vers le sud-ouest, ladite ligne limitative entre les deuxième et troisième rangs jusqu'au coin nord-ouest du lot numéro quatre cent quatre-vingt-neuf du cadastre de Sainte-Flavie; de là, vers le sud-est, la ligne séparant les lots numéros quatre cent quatre-vingt-neuf et quatre cent quatre-vingt-dix dudit cadastre jusqu'au chemin de front du troisième rang; de là, vers le sud-ouest, la ligne nord dudit chemin de front du troisième rang jusqu'à la ligne est de la rue Aubin; de là, vers le sud, traversant le chemin du troisième rang en biaisant jusqu'à l'intersection de la ligne sud dudit chemin avec la ligne nord-est du chemin ou route Matapédia; de là, vers le sud-ouest, traversant ledit chemin Matapédia à angle droit; de là, vers le sud-est, en suivant la ligne nord-est du lot numéro quatre cent quatre-vingt-dix-neuf, environ quarante pieds anglais; de là, vers le sud-ouest, une ligne perpendiculaire à la ligne nord-est dudit lot quatre cent quatre-vingt-dix-neuf jusqu'à la ligne limitative entre les lots cinq cent deux et cinq cent trois dudit cadastre; de là, vers le nord-ouest, ladite ligne jusqu'à son point d'intersection avec la ligne

entre les deuxième et troisième rangs; de là, vers le sud-ouest jusqu'au point de départ."

Adopté. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### **Travaux sur les lacs et cours d'eau**

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains travaux sur les lacs, rivières et cours d'eau soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### **Droits sur les successions**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolutions relatives au bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolutions et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### **En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Que le montant des droits imposés par les sous-paragraphes *a*, *b* et *c* du paragraphe 2, et par le paragraphe 3 de l'article 1375 des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 9, section 1, et amendé par les lois 7 George V, chapitre 20,

section 1, et 8 George V, chapitre 24, section 1, soit calculé suivant la valeur de la succession, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès.

Adopté.

2. Que le montant des droits imposés par les sous-paragraphes *a*, *b* et *c* du paragraphe 2 et par le paragraphe 3 de l'article 1387*b* des statuts refondus, 1909, tel qu'édicte par la loi 4 George V, chapitre 10, section 1, et amendé par les lois 7 George V, chapitre 20, section 4, et 8 George V, chapitre 24, section 8, soit calculé suivant la valeur totale des biens mobiliers transmis, mentionnés audit article, déduction faite des dettes et charges existant au moment du décès.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions, lesquelles sont lues deux fois et adoptées par la Chambre.

Il est ordonné que lesdites résolutions soient renvoyées au comité plénier chargé d'étudier le bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Legs ou héritages

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme en comité plénier pour prendre en considération un projet de résolution relative au bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires.

Adopté.

Il informe alors la Chambre qu'il est autorisé par Son Honneur le lieutenant-gouverneur à soumettre ledit projet de résolution et que Son Honneur en recommande la prise en considération.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

Que les honoraires payables par l'héritier ou le légataire domicilié ou résidant ordinairement en dehors de la province, auquel sont transmis par le décès d'une personne qui est domiciliée dans cette province des biens mobiliers réellement situés en dehors de la province, avant et aux fins d'obtenir l'envoi en possession ou la délivrance légale des biens mobiliers situés dans, ou situés réellement en dehors de la province, qui lui sont ainsi transmis ou légués, seront calculés sur la valeur réelle des biens mobiliers réellement situés en dehors de la province aux taux suivants:

Si la transmission est en ligne directe, descendante ou ascendante, entre époux, entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru: 3 %;

Si la transmission est en ligne collatérale au degré successible: 9 %;

Si la transmission n'est ni en ligne directe, descendante ou ascendante, ni en ligne collatérale au degré successible, ni entre époux, ni entre beau-père ou belle-mère et gendre ou bru: 15 %;

Le tout, suivant les dispositions du bill qui accompagne la présente résolution.

Cette loi a pour but de déclarer qu'un héritier situé en dehors de la province, héritier de biens meubles situés en dehors de la province, mais appartenant à un citoyen de la province, devra payer une taxe à la province.

Cela vise à éliminer les doutes qui avaient été soulevés par le Conseil privé dans la cause Sharples, et confirmer ce qui avait déjà été fait pendant un nombre d'années par la province. Cette loi ne s'appliquera pas aux successions dévolues avant son entrée en vigueur.

La résolution est adoptée.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté une résolution, laquelle est lue deux fois et adoptée par la Chambre.

Il est ordonné que ladite résolution soit renvoyée au comité chargé d'étudier le bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté. Le comité étudie le bill et en fait rapport sans amendement.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

La séance est levée.

## Deuxième séance du 20 mars 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 3 heures<sup>2</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

### Questions de privilège:

**Joseph  
Dufour<sup>3</sup>**

**M. Dufour (Matane):** M. l'Orateur, je me lève car je dois avoir été visé personnellement par certaines remarques de l'honorable chef de l'opposition<sup>4</sup>. Comme il n'y a pas d'autre personne de ce nom que moi-même à Saint-Moïse, je me crois visé personnellement. J'ai vendu, il est vrai, de la dynamite pour les travaux de voirie non pas au gouvernement, mais à la municipalité de Saint-Moïse. Je tiens à dire que la dynamite qu'on a achetée à mon magasin l'a été au prix coûtant, sans

aucun profit, à raison de \$30 pour 100 bâtons, 100 détonateurs et 100 pieds de mèche.

Le prix était élevé, il est vrai, mais nous devons faire venir cette dynamite de Belœil et payer des taux de fret de première classe. On ne fait pas venir de dynamite au char à Saint-Moïse, et comme c'est une marchandise qu'on doit garder avec précaution en l'isolant, je ne crois pas que ce prix soit exorbitant.

J'ai vendu cette dynamite non pas au gouvernement, mais à la municipalité qui ne pouvait s'en procurer ailleurs qu'à mon magasin et qui en avait besoin pour ses travaux de voirie, et je n'entends pas que l'on m'accuse d'avoir spéculé.

Je n'ai jamais sollicité personne pour vendre cet explosif et je n'en ai jamais vendu au gouvernement. Je tenais à faire ces déclarations à la Chambre et j'espère que l'on ne dira pas que, parce qu'un marchand vend quelque chose à une municipalité, quand il est député, on peut insinuer qu'il a fait une spéculation. J'espère qu'on cessera de m'accuser à ce sujet.

(Applaudissements)

### Code municipal

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que le bill 198 concernant les affaires municipales et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté. Le bill est renvoyé au comité plénier.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme immédiatement en ledit comité.

Adopté.

### En comité<sup>5</sup>:

Les articles 1 et 2 sont adoptés.

Le comité étudie l'article 3, qui se lit comme suit:

"3. L'article 5929 des statuts refondus, 1909, tel que remplacé par la loi 9 George V, chapitre 59, section 11, et amendé par les lois 10 George V, chapitre 67, section 2, et 11 George V, chapitre 48, section 14, est de nouveau amendé:

"a. En retranchant les mots "ou commutation", dans la première ligne du paragraphe d;

"b. En y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant, toute municipalité de cité, de ville ou de village peut accorder, pour une période n'excédant pas dix ans, une commutation de taxe à un tel établissement industriel ou commercial, par règlement approuvé par les électeurs propriétaires d'immeubles imposables et par le lieutenant-gouverneur en conseil, conformément aux prescriptions de la loi concernant l'approbation des règlements d'emprunt, *mutatis mutandis*."

Cet article est amendé et l'alinéa suivant est ajouté:

"Toute infraction aux dispositions du présent article pourra être poursuivie devant un tribunal compétent par un contribuable de la municipalité, par toute personne intéressée ou par le ministre des Affaires municipales."

**M. Gault (Montréal-Saint-Georges)** demande s'il (l'honorable M. Nicol) a eu des nouvelles de la province d'Ontario en ce qui regarde l'abolition de leur loi permettant aux municipalités d'accorder des bonus ou des exemptions de taxes aux nouvelles industries.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le gouvernement est en pourparlers avec le trésorier provincial d'Ontario, et on m'a dit qu'il y avait un bill privé devant la Législature d'Ontario visant l'abolition des bonus ou des exemptions de taxes, mais qu'il a de très bonnes chances d'être adopté par la Chambre, de sorte qu'à la fin de la session, la loi ontarienne serait la même que celle de Québec, pour ce qui concerne l'attribution de bonus, du moins. En attendant, la loi actuelle est adoptée par Québec, afin de préserver la province contre l'attraction des nouvelles industries vers l'autre côté des frontières.

**M. Smart (Westmount)** pose une question.

**L'honorable M. Nicol (Richmond):** Le ministre ontarien s'attend à ce que ce bill ait force de loi, quoique ce ne soit pas une mesure gouvernementale. La loi de Québec interdit l'octroi de bonus et d'exemptions de taxes, et des plaintes ont été adressées au gouvernement ici à l'effet que les industries s'installent en Ontario, en raison de la différence dans la législation. Il (l'honorable M. Nicol) dit que, si Ontario promulgue une loi interdisant les exemptions de taxes, le gouvernement de Québec ne les permettra pas ici, mais gardera

fidélité avec l'Ontario. La clause demeure dans le bill, dû à l'incertitude quant à ce que fera l'Ontario.

L'amendement est adopté.

L'article 3, ainsi amendé, est adopté.

Les articles 4 à 14 sont adoptés.

Le comité, ayant étudié le bill, fait rapport qu'il l'a adopté avec certains amendements<sup>6</sup>. Les amendements sont lus deux fois et adoptés.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 36 sur les convictions sommaires de Québec.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 172 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 180 amendant la loi concernant la possession et le transport des liqueurs alcooliques;

- bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts;

- bill 199 concernant le rachat de la dette publique;

- bill 204 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, le bill suivant:

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

#### Charte de Montréal

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

Les amendements sont lus deux fois.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** n'a pas d'objection à ce qu'on légalise le fait que ces procédures ont eu lieu dans l'annexe au lieu d'avoir lieu, comme le veut la loi, dans l'hôtel de ville même, mais il croit qu'on ne doit pas légaliser toutes ces procédures qui pourraient être autrement illégales.

Il (M. Taschereau) propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), qu'un message soit envoyé au Conseil législatif informant les honorables conseillers que l'Assemblée législative accepte les amendements du Conseil législatif au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal, mais avec les amendements suivants:

1. Ajouter au paragraphe 10 les mots "en tant seulement qu'elles ont été faites dans ladite bâtisse de l'annexe de l'hôtel de ville, et pourvu qu'elles soient valides sous tous les autres rapports";

2. Remplacer le paragraphe 20 par les suivants:

20. L'article suivant est ajouté comme article 31:

31. L'article 300 de la loi 62 Victoria, chapitre 58, tel qu'amendé par les lois 63 Victoria, chapitre 49, sections 7 et 8; 3 Édouard VII, chapitre 62, sections 22 et 23, 4 Édouard VII chapitre 49, sections 6 et 7; 7 Édouard VII, chapitre 63, sections 10 et 11; 8 Édouard VII, chapitre 85, section 15; 9 Édouard VII, chapitre 81, sections 7, 8 et 9; 1 George V (1<sup>re</sup> session), chapitre 48, section 29; 1 George V (2<sup>e</sup> session), chapitre 60, sections 10 et 11; 2 George V, chapitre 56, sections 11 et 12; 3 George V, chapitre 54, section 8; 4 George V, chapitre 73, section 8; 6 George V, chapitre 44, section 12; 7 George V, chapitre 60, section 2; 8 George V, chapitre 84, section 29; 10 George V, chapitre 86, section 2 et 11 George V, chapitre 111, section 1, est de nouveau amendé en y ajoutant, après le paragraphe 12, l'alinéa suivant:

Nonobstant les dispositions contenues au premier alinéa du présent paragraphe 12, et les dispositions des règlements adoptés en vertu des dispositions dudit paragraphe 12, les articles 1419 et suivants des statuts refondus, 1909, et leurs amendements, s'appliquent à la réglementation de la vitesse des véhicules-moteurs dans les limites de la cité.

21. L'article 20 devient l'article 32.

Le bill est retourné au Conseil législatif.

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie;

- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 188 amendant le Code de procédure civile, relativement aux appels.

### Voirie

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Charte de Québec

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Appels

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 188 amendant le Code de procédure civile, relativement aux appels. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

### Service d'hygiène

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose, appuyé par le représentant de Bellechasse (l'honorable M. Galipeault), que l'ordre de la Chambre voté à la séance de ce matin et portant troisième lecture du bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, soit révoqué.

Il (M. David) explique que c'est pour permettre à certains députés médecins qui n'étaient pas arrivés ce matin de faire les remarques qu'ils avaient préparées sur cet important sujet.

Adopté. L'ordre est révoqué.

Il est ordonné que ce bill soit réinscrit au *Feuilleton* pour troisième lecture au cours de la présente séance<sup>7</sup>.

**L'honorable M. David (Terrebonne)** propose que le bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, soit maintenant lu une troisième fois.

**M. Poulin (Montréal-Laurier)**: Je ne sais pas si je me trompe, mais il me semble que si le regretté Dr E.-P. Lachapelle<sup>8</sup> était ici aujourd'hui pour prendre connaissance du bill présenté par l'honorable secrétaire de la province, il goûterait un de ces moments d'ivresse que connaissent seuls ceux qui ont vu leur œuvre couronnée.

En effet, en constituant aujourd'hui un département de la Santé publique, le gouvernement confère à l'œuvre de cet illustre patriote non seulement une approbation solennelle, mais lui assure en même temps une vitalité et une permanence que les membres dévoués du Conseil d'hygiène ne pourraient pas lui donner.

Laissez-moi profiter de la circonstance pour proclamer, au nom des électeurs de Montréal-Laurier, au nom de la profession médicale et au nom de la province tout entière, la dette immense de reconnaissance que nous devons aux premiers pionniers de l'hygiène dans la province de Québec. Depuis 1855, notre province a sans doute fait des progrès consolants sous plus d'un rapport: budget, instruction publique, agriculture, voirie, législation ouvrière, etc. Cependant, je n'hésite pas à affirmer que l'œuvre la plus désirable, la plus importante, j'allais dire la plus difficile que le gouvernement ait accomplie en ces dernières années, ce fut d'introduire au milieu de notre peuple les notions les plus indispensables d'hygiène qu'exigent les groupements un peu considérables de la population.

Habités qu'ils étaient à vivre au grand air, dans les travaux si salubres de la vie agricole, nos ancêtres n'avaient que faire d'une foule de précautions qui sont de première nécessité dans les centres industriels. Pour établir dans la province de Québec, en 1885, un système d'hygiène même élémentaire, il fallait, pour en arriver où nous en sommes, entreprendre d'abord une lutte de tous les jours contre l'ignorance et le préjugé surtout. Il fallait combiner, avec une science profonde de nos besoins, une grande délicatesse de procédés, une constance et un dévouement à toute épreuve.

Il s'est trouvé parmi nous des médecins qui pouvaient ambitionner à juste titre de faire une

rapide fortune avec leur clientèle et qui n'ont pas hésité, à l'appel du devoir, à l'appel du gouvernement d'alors, à sacrifier leurs plus légitimes espérances pour consacrer toute leur énergie, toute leur science, tout leur dévouement, toute leur vie à assurer la conservation des forces physiques de notre race, suivant le mot heureux du toujours regretté Honoré Mercier<sup>9</sup>.

Quand on songe que, pendant au-delà de 30 ans, les Drs Lachapelle, les Pelletier, les Beaudry ont travaillé avec un dévouement sans bornes pour le bien de la province et de notre race au salaire, j'allais dire ridicule, de \$1,200 à \$3,000 par année; quand on songe que, malgré les oppositions acharnées que ces vaillants médecins ont rencontrées dans plus d'un quartier, quand on songe qu'avec la modicité des ressources mises à leur disposition, ils sont parvenus petit à petit à nous doter d'un service d'hygiène comme celui que nous avons actuellement, nous sentons le besoin de nous incliner profondément et d'adresser, au nom de la patrie reconnaissante, à ces glorieux disparus qui ont noms: MM. les docteurs E.-P. Lachapelle, l'honorable A.-H. Paquette<sup>10</sup>, R.-P. Rinfret, C.-E. Lemieux, McDonald, H.-R. Gray, J.-B. Garneau et aussi au seul survivant, à cet érudit et infatigable travailleur qu'est le Dr Elzéar Pelletier, l'hommage de notre éternelle reconnaissance.

Leur œuvre aujourd'hui est encore vigoureuse et pleine de promesses, mais elle a pris une telle ampleur, elle s'étend sur des terrains si étendus et si variés que le jour est venu de lui accorder un appui plus effectif et plus substantiel de la part du gouvernement.

Les lois les plus sages et les plus opportunes ne sont pas toujours les plus faciles à mettre en application. Comme question de fait, depuis 1887, le Conseil supérieur d'hygiène a pu compter dans maintes circonstances sur la droiture et la soumission de nos paisibles populations; mais, n'est-il pas vrai que parfois ce même Conseil s'est heurté à des oppositions regrettables qui auraient exigé une autorité plus puissante et moins discutable?

L'intention du gouvernement, en établissant un département d'hygiène, est de faire disparaître cette faiblesse et de donner aux lois d'hygiène la même sanction et la même efficacité qu'aux autres lois de la province. Entre autres lois, je n'hésite pas à reconnaître que le trafic de la boisson est une plaie qu'il faut de toute nécessité enrayer, soit par la persuasion ou soit par la force. Je n'ai pas le moindre désir de blâmer le gouvernement d'employer à cet effet des légions d'agents et d'officiers grassement payés; mais je me demande si l'alcool est pour notre



population un poison plus violent que les microbes de la tuberculose ou des maladies vénériennes.

Évidemment, l'alcool est un poison, mais vous admettez avec moi que c'est un poison lent. Vous n'avez qu'à examiner la binette de certains buveurs pour vous convaincre qu'il y en a plusieurs parmi eux qui sont vieux. La tuberculose et les maladies vénériennes ne comptent guère de victimes parmi les vieillards, car elles fauchent sans pitié parmi les jeunes et les hommes mûrs. Ne pensez-vous pas que le temps est venu de déclarer une guerre, sans parti pris, sans répit, sans merci, à ces deux mortels ennemis de notre vie nationale? Ne pensez-vous pas que le temps est venu de jeter dans cette lutte un plus grand nombre de soldats et des soldats mieux payés?

Cette réforme est pratiquement impossible sans la création d'un département spécial, afin de permettre au peuple de se faire rendre un compte exact de l'emploi de ces revenus. J'ai parlé de soldats mieux payés, c'est un détail, direz-vous, puisque la France pendant des siècles a subjugué l'Europe avec des soldats qu'on payait deux sous par jour; mais n'est-il pas temps, pensez-vous, de modifier au plus vite cette antique et étrange idée que les médecins ont assez du sentiment du devoir pour les tenir en action et qu'on peut continuer indéfiniment à les payer moins cher que les plâtriers ou les typos de l'Internationale<sup>11</sup>?

S'il y a, sur la terre, un homme dont les services sont de première importance pour une société, s'il y a un homme dont la science professionnelle doit couvrir tous les terrains, s'il y a un homme qui expose sa vie journellement pour ses semblables, qui l'abrège nécessairement en répondant aux appels à toute heure du jour et de la nuit, c'est incontestablement le médecin. La moindre chose que nous puissions lui donner, si nous voulons qu'il lutte corps à corps avec l'épidémie qui ne respecte personne, c'est un salaire convenable, pour le moins aussi convenable que celui des avocats et des ingénieurs. Cependant, j'avoue volontiers que, pour assurer les heureux résultats du nouveau bill, le relèvement des salaires des médecins n'est pas le point principal, car les médecins possèdent l'esprit de sacrifice jusqu'à s'oublier pour la cause, "chasser le naturel qui revient au galop".

L'hygiène, pour produire quelques effets, doit se trouver ailleurs que dans les livres et les résolutions du Conseil d'hygiène; elle doit se trouver, au moins dans ses grandes lignes, dans l'esprit et le cœur de tous nos citoyens. Et l'unique moyen pour arriver à l'implanter partout, c'est d'en faire enseigner

les éléments dans nos écoles et dans les usines et les manufactures, tâche qui, vous l'admettez, dépasse indubitablement les attributions du Conseil d'hygiène actuel et qui exige l'intervention directe du gouvernement. C'est que l'éducation est le facteur principal, le levier le plus puissant qu'il faille mettre en jeu pour arriver à obtenir des résultats pratiques. Je n'ignore pas que ce nouveau bill est de nature à susciter plus d'une discussion et peut-être même des craintes légitimes.

Je conçois fort bien qu'on puisse se douter dans l'administration de ce département de l'ingérence indue de la politique. Je sais qu'un élu du peuple, serait-il médecin, n'est pas toujours nécessairement un spécialiste en matière d'hygiène; je sais qu'un ministre d'hygiène ne s'improvise pas et que des erreurs dans les procédés de ce département pourraient devenir douteuses et même irréparables, les morts ne ressuscitent pas; mais je vous prie de remarquer que, si l'ancien Conseil doit être divisé quant au nombre, il ne le sera pas quant à la compétence et au dévouement.

Je vous prie de remarquer que, d'après la teneur du bill, le ministre de l'hygiène est lié par certains articles du bill à agir conjointement et harmonieusement avec son Conseil, et je crois qu'il n'y a pas un seul médecin au Canada qui ne serait heureux de partager avec des conseillers bien informés les responsabilités dans une affaire aussi grave.

Déjà des voix se sont élevées pour protester contre le transfert des quartiers généraux de l'hygiène de Montréal à Québec. Je n'hésite pas à caractériser ces craintes de puérides, car il est bien évident que la forteresse de l'hygiène dans notre province doit nécessairement se trouver au centre de la région la plus exposée. J'ai trop à cœur les intérêts de Montréal pour ne pas comprendre qu'une agglomération de 800,000 âmes en rapport journalier avec tous les grands centres des États-Unis et du Canada est la porte d'entrée naturelle de toutes les épidémies et de toutes les contagions.

C'est donc là que doivent être installés les quartiers généraux de la défense. Cependant, je n'aurais pas cet égoïsme de confiner une question aussi importante aux frontières de la ville de Montréal. Ce n'est pas simplement les ouvriers de nos villes qui doivent bénéficier d'un bon service d'hygiène, mais bien tous les citoyens de la province sans exception, et voilà pourquoi, en définitive, l'action hygiénique doit partir du gouvernement pour s'étendre dans tous les coins et recoins de la province.

Si le Conseil supérieur d'hygiène a su nous protéger effectivement pendant les épidémies passées, s'il a réussi à nous préserver de la picote l'an dernier et l'épidémie de 1918, nul ne sait ce que l'avenir nous réserve. Armons-nous donc en prévision de plus grosses éventualités et, de cette façon, nous pourrons faire face à l'épreuve quand elle viendra non seulement en bon patriote, mais en homme avisé et prévoyant, ce qui ne gâte rien.

(Applaudissements)

**M. Grégoire (Frontenac)** félicite le secrétaire provincial (M. David) pour l'innovation nouvelle qu'il crée en demandant à la Chambre d'adopter une mesure qui déjà a reçu l'approbation de toute la population de la province. Il félicite le gouvernement pour la nouvelle œuvre véritablement philanthropique qu'il fonde pour le plus grand bien de la population entière de la province.

Il (M. Grégoire) fait l'éloge du médecin et des progrès faits depuis Nostradamus<sup>12</sup> et Paracelse<sup>13</sup>, et cela, en dépit des moqueries de Molière<sup>14</sup>. La médecine, dit-il, est devenue une science positive. Disciples de Pasteur<sup>15</sup> (et de) Lavoisier<sup>16</sup>, les médecins doivent aujourd'hui être les plus savants. Car leur science est le compendium de toutes les lois physiques connues et inconnues. Ils poursuivent les microbes jusque dans leurs retraites. Il (M. Grégoire) fait l'éloge de l'honorable secrétaire provincial (M. David) dont c'est le privilège, dit-il, par toutes ces mesures admirables et bien venues, de nous diriger vers une ère nouvelle.

(Applaudissements)

Adopté. Le bill est lu une troisième fois.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

#### **Demande d'enquête concernant L.-E.-A. Parrot et J.-F. Pouliot<sup>17</sup>**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault):

Que le 26 mai 1921, M. Jean-François Pouliot, avocat de Rivière-du-Loup, écrivit au premier ministre de la province de Québec une lettre par laquelle il accusait le Dr L.-E.-A. Parrot, alors député de Témiscouata à la Législature de Québec, d'avoir fait le commerce de lots de colonisation au détriment de la province, mais à son bénéfice personnel et d'avoir obtenu des lots au moyen de représentations frauduleuses;

Que ledit Jean-François Pouliot a, dans la même lettre, demandé au premier ministre d'instituer

une "enquête complète sur les concessions dans le comté de Témiscouata";

Que le premier ministre, dans une lettre du 31 mai 1921 adressée au susdit J.-François Pouliot, déclarait que les accusations de ce dernier étaient graves;

Que le Dr Parrot a démissionné comme député du comté de Témiscouata le 22 juin 1921, à la demande du premier ministre qui lui aurait conseillé de se présenter de nouveau devant ses électeurs pour leur expliquer son cas et se faire juger;

Que ledit Dr Parrot n'a pas été choisi et n'a pas été candidat à l'élection partielle qui eut lieu dans le comté de Témiscouata le 22 décembre 1921;

Que la partie de la poursuite criminelle intentée contre M. Jean-François Pouliot par le Dr L.-E.-A. Parrot concernant les lots mentionnés dans la lettre dudit Pouliot au premier ministre de la province, le 26 mai 1921, a été abandonnée, à la demande des procureurs, en l'automne de 1921;

Qu'il appert par le document 55, produit devant cette Chambre le 7 mars 1922, que le 6 juin 1921, William Morin, rentier de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, déclare sous serment qu'il a entendu le Dr Parrot, alors député, faire des déclarations de nature à convaincre que la spéculation sur la cancellation ou pour l'obtention de lots se pratique sur une grande échelle;

Que, le 29 mai 1921, de nombreux électeurs réunis à Saint-Antonin ont adopté une résolution demandant au premier ministre l'enquête demandée par le susdit M. Pouliot, dans l'intérêt des colons et des cultivateurs, et que des citoyens de Saint-Hubert et de Saint-Honoré de Témiscouata ont adopté des résolutions faisant la même demande d'enquête;

Que de semblables spéculations frauduleuses ont été faites aussi sur d'autres lots par des politiciens, candidats du gouvernement, pour des fins de caisse électorale et autres dans le comté de Montmagny avant 1919;

Que les échanges de lots par le gouvernement en vertu de l'article 1553a ont été faits en certains cas au détriment de la province, mais au bénéfice de politiciens dont les uns, alors qu'ils étaient députés ou conseiller législatif, se servaient de leur influence politique pour faire cette spéculation, faisant perdre à la province une grande somme d'argent, et ce, contrairement à l'esprit dudit article 1553a de la loi des terres et forêts;

Que le gouvernement a vendu des lots de colonisation dans le canton Barraute et ailleurs, et qu'il a émis des lettres patentes contrairement à la loi;

Que des politiciens, amis et supporteurs du gouvernement, ont déclaré sous serment, suivant la formule A, article 1558, S.R.Q., 1909, que lesdits lots qu'ils avaient acquis dans le canton Barraute étaient pour eux-mêmes, qu'ils n'étaient les prétendons de personne, et qu'ils ont déclaré ensuite que ces lots étaient destinés à des parents;

Que le gouvernement a payé de grosses sommes d'argent pour des chemins de colonisation dans l'Abitibi, à l'endroit communément appelé Rivière-Bell, lesquels chemins n'avaient été faits lors desdits paiements;

Que l'article 584 des statuts refondus, 1909, dit:

"Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice, sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou sur une matière se rapportant au bon gouvernement de quelque municipalité de la province, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête.";

Qu'il soit en conséquence résolu qu'une enquête s'impose, pour le bon gouvernement de cette province, sur la gestion des affaires publiques, concernant les terres et forêts et les lots de colonisation depuis 1912, et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit prié d'instituer immédiatement une commission suivant ledit article 584 et les dispositions du chapitre quatrième du titre III des statuts refondus, 1909.

Il (M. Sauvé) rappelle un mot de l'abbé Delâtre<sup>18</sup>, prédicateur du carême à Notre-Dame de Montréal, qui disait dans un sermon que "les seules vies qui comptent sont celles qui se soumettent à la loi divine de l'effort"<sup>19</sup>. Il dit qu'il a essayé, au cours de la session provinciale, de se soumettre à la loi divine de l'effort. Il regrette que sa motion n'eût pas été étudiée à la séance de vendredi dernier. Il dit regretter d'avoir à ramener ses collègues sur ce débat, mais soutient qu'il est de son devoir, au nom de la bonne administration de la province, de soulever les lacunes, afin qu'elles puissent être corrigées.

*Le Soleil* du 13 février, dit-il, disait dans un éditorial: "Si maintenant M. Sauvé veut cesser ses dénominations intempestives et sérieusement aider le gouvernement à se débarrasser des colons de mauvaise foi, il aura mérité des remerciements et

nous lui tiendrons compte de son geste." Le 18 février, je faisais adopter par la Chambre une motion pour production de documents. L'organe du gouvernement n'a pas tenu compte longtemps de mon geste, car du moment que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) fut obligé de livrer à la publicité le nom d'un avocat député qui avait des lots dans le canton Barraute, en Abitibi, et que je voulus me renseigner sur ce cas, *Le Soleil* me traita de sa façon ordinaire, c'est-à-dire par le mensonge et l'injure en disant qu'il n'y avait pas dans tout cela de quoi fouetter un chat.

De ce que j'ai voulu être des plus délicats envers un collègue, *Le Soleil* a profité de cette occasion pour dire que j'avais misérablement échoué dans ma tentative de faire une preuve contre un député fédéral. Ceux qui disaient que je n'aurais pas le courage de répéter en Chambre ce que j'avais dit l'été dernier verront que je sais faire honneur à ma parole et qu'un adversaire coupable ne saurait me faire reculer devant mon obligation morale de le combattre, bien que la tâche me soit ingrate et pénible.

Debout maintenant ceux qui disent que je me sauve quand eux, par exemple, ne peuvent se montrer. Ceux qui disaient que je n'aurais pas le courage de répéter mon accusation ont tout fait depuis le commencement de la session pour étouffer la publicité des scandales concernant la spéculation sur les lots. On a tout fait pour bâillonner la presse à ce sujet. Nous verrons demain quels sont les journaux qui auront subi l'influence du régime et qui, pour des considérations inavouables, cachent la vérité au peuple.

L'été dernier, j'ai soutenu que des politiciens, en fonction de députés, avaient mis leur influence au service des gens qui faisaient le trafic des lots de colonisation au détriment de la province; je suis croyablement informé que ces politiciens ont fait le commerce des échanges de lots avec le département et que, par ces échanges, la province a perdu des centaines de milliers de dollars. On m'a dit dans cette Chambre: "Pourquoi des députés ne s'occuperaient-ils pas de rendre service à leurs électeurs qui veulent acheter des lots de colonisation?" À cela, j'ai répondu: "Ce n'est pas la question en cause. Le dévouement pour le bien public est toujours désirable, mais le dévouement en vue de favoriser des spéculateurs au détriment de la province, il est condamnable." C'est ce qu'a fait dans un cas la Cour suprême du Canada dans la cause de Paradis vs Bernier, dont le jugement est cité au volume 62 des rapports de la Cour suprême, pages 217 et suivantes...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):**

M. l'Orateur, je soulève une question d'ordre. Vous avez déclaré la motion de mon honorable ami hors d'ordre précisément parce qu'il s'appuyait sur ce jugement. Je ne crois qu'il puisse l'invoquer encore aujourd'hui.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je commence par ce cas pour démontrer que, depuis longtemps, tout un système avait été organisé pour pratiquer la spéculation dans le domaine de terres de la couronne. Voici le cas: Un nommé Alfred Paradis, ingénieur en chef du chemin de fer Transcontinental, avait trouvé le moyen de faire acheter par des prête-noms, MM. Daniel, Joseph et Philéas Bernier, et Adélarde Morneau, des lots de colonisation dans le canton Bourdages, dans la paroisse de Sainte-Apolline et une partie du Cap-Saint-Ignace de Montmagny.

Paradis rencontra le défendeur et lui dit que son oncle était un des principaux officiers du département des Terres, qu'il avait l'influence voulue pour empêcher l'octroi desdits lots que Bernier voulait avoir, qu'il serait prêt toutefois à ne pas lui nuire et à lui octroyer le lot 15 (B), Bourdages, au nom de son garçon, mais à la condition qu'en retour le défendeur lui fournisse son nom et lui obtienne le nom de Philéas Bernier, son frère, afin d'avoir du département, pour lui et à son bénéfice exclusif les lots 16 et 17 (B) Bourdages, qui, quoique concédés au nom du défendeur Philéas Bernier, seraient sa propriété à lui, Paradis, ce dernier ajoutant que, si le défendeur refusait cette proposition, il l'empêcherait, grâce aux influences ci-dessus mentionnées, d'avoir même un seul lot.

Les lots ont été achetés pour des fins de colonisation et de culture; ils avaient été classifiés comme tels et la vente recommandée aussi comme telle par Frs Pouliot, inspecteur, dont la fonction est de renseigner le gouvernement. Paradis et Philéas Bernier, etc., ont voulu faire le commerce de bois avec ces lots. Paradis s'était organisé en conséquence, calculant sur l'ignorance de Daniel Bernier. M. Paradis était fortement recommandé au département des Terres, par le ministre de l'Agriculture (lettre produite au dossier). M. Dechêne<sup>20</sup>, sous-ministre des Terres, répond qu'il va se rendre à son désir aussitôt qu'un arrêté en conseil aura autorisé la vente des lots. Et les lots furent ensuite vendus. Les conditions furent remplies suivant les formules à S.Q.R.<sup>21</sup>.

Cinq ans après, il s'agit de l'émission des lettres patentes. C'est ici qu'on recommence le jeu. Le département a refusé les lettres patentes pour lot

de culture - cas de Daniel Bernier - parce qu'insuffisance de résidence. Le Dr Masson<sup>22</sup>, député de Montmagny, de son côté, intervient pour Daniel Bernier et déclare que la résidence avait été complète et continue, ce qui était faux de l'aveu de Bernier dans son certificat d'établissement.

Après les pourparlers, et mille détours de Paradis, le protégé ministériel, après la déclaration de Daniel Bernier et la déclaration de l'officier du département des Terres, intervient le 25 mai 1918 M. Élisée Thériault<sup>23</sup>, le député de l'Islet, qui apprend au sous-ministre Dechêne que le département des Terres avait "étudié la question et qu'il avait été décidé de concéder les lots de ce rang comme terres à bois".

Et ce député apprend au ministre des Terres que Daniel Bernier, qui avait demandé des lettres patentes, parce qu'il avait fait tout le défrichement nécessaire sur un lot de culture, veut avoir sa patente comme lots à bois, tout comme les nouveaux acquéreurs. Et le département des Terres, en apprenant cette nouvelle de la part d'un député aussi influent, opéra la transformation. Alors, six jours après, le député Masson écrit au sous-ministre Dechêne pour dire quoi, M. l'Orateur? Pour dire: "Ce lot est inculte comme tous les voisins qui sont patentés". C'est-à-dire, je suppose: Paradis, le protégé, Philéas Bernier, etc., qui eux avaient été plus avisés que Daniel.

C'est là que le jeu redouble et qu'une bataille paraît s'engager entre Paradis et Bernier. Le 25 mai 1918, le député de l'Islet (M. Thériault) dit que Daniel Bernier veut que son lot soit considéré comme terre à bois, contrairement à ses prétentions antécédentes. Le 2 juillet, le député Masson, de Montmagny, déclare: "Depuis avril 1914, Bernier a résidé à peu près continuellement sur ce lot. Quand il n'y était pas, d'autres membres de sa famille y résidaient.

"Il y a sur ce lot une maison, deux granges, dix animaux et la culture y est très avancée, mais Bernier consentirait à payer \$2 l'acre pour obtenir ses patentes." Consentirait! Cela ne veut-il pas dire que ce n'est pas lui qui en fait la demande, que c'est sur la pression et à la demande d'un autre qu'il consentirait. Alors, bien singulière paraît la trouvaille du député de l'Islet (M. Thériault) qui disait le 25 mai que Bernier demandait à être mis sur le même pied que les autres qui avaient payé \$2 l'acre pour leurs lettres patentes.

Pour moi, il est clair qu'il y a dans toute cette histoire de lots du canton Bourdages, une spéculation dont Paradis, le protégé ministériel, fut l'instigateur;

et il me paraît clair que le département des Terres a favorisé cette spéculation, cédant à des influences politiques, au détriment de la province. C'est d'ailleurs ce qui ressort du jugement rendu par la Cour suprême qui déclare à l'unanimité que la vente a été faite en "des circonstances paraissant étranges, pour ne pas se servir d'une expression plus forte".

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**

soulève un point d'ordre en disant que le chef de l'opposition n'a pas droit de faire allusion à ce jugement.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** La Cour suprême a déclaré qu'il lui était impossible de croire que Pouliot, l'inspecteur du gouvernement, s'est trompé quand il certifi  ait qu'il y avait 50 % de terre à "culture sur chacun des lots". Bernier déclara sous serment qu'après avoir visité son lot il le jugeait propre à faire un établissement agricole. Un autre officier du département des Terres, M. Létourneau, a déclaré aussi après avoir visité le lot Bernier, que le terrain avait été bien préparé pour une culture profitable et qu'il y avait alors 15 acres en foin. Et c'est après cela que le département déclare que les lots sont impropres à la culture.

Tous ces faits sont relatés dans le jugement de la Cour suprême. Ce jugement ajoute: "Le gouvernement, malheureusement, paraît avoir facilité la fraude contre la loi en adoptant l'arrêté en conseil du 2 juillet 1918, mais il est possible qu'il ait ignoré l'achat fait par l'intimé." La Cour suprême a déclaré qu'il y eut "combinaison frauduleuse". Est-ce que ce seul cas ne démontre pas, M. l'Orateur, combien j'avais raison l'été dernier de demander une enquête sur la colonisation et la vente des terres de la couronne et de dire qu'un inventaire national r  v  lerait un état de choses scandaleux dont souffre depuis longtemps notre province?

Prenons maintenant un autre cas. Voici les faits pour ce qui concerne la spéculation de la Beaulieu Lumber Agency. Je suis informé que dans cette société les intéressés étaient Alcide Beaulieu, de Québec, Arthur Godbout<sup>24</sup>, alors député, et J.-E. Roberge<sup>25</sup>, conseiller législatif. Vers 1917-18<sup>26</sup>, la Société réussit à obtenir du gouvernement l'échange de lots dans la Beauce pour des lots dans l'Abitibi, aux conditions de trois acres pour une, au bénéfice des intéressés.

C'est alors que MM. Rodolphe Marcotte, neveu du député, Ulric Marcotte, beau-frère du député, et Thibault et frère, chefs libéraux, se mirent sur le chemin et achetèrent les lots qu'ils

purent se procurer à bon marché. Les lots dans le canton Jersey furent payés environ \$2,325 et revendus à la Lumber Agency \$4,400. Il y a à part cela plus de 30 autres lots qui ont été achetés de cette façon dans les cantons Shenley, Lini  re, Ditchfield, Risborough, plus de 12,000 acres. Ces lots furent revendus à la Beaulieu Lumber Agency qui, elle, les a échangés pour 37,214 acres dans la région de l'Abitibi (cantons Montpetit, Faucher, Le Breton, Bourmont, Chassigne, Jalebert et Beaudin). L'échange se fit le 5 mars et le 28 novembre 1918. (Voir *Procès-verbaux* 1922, page 87). Ce sont MM. Godbout et Roberge qui finançaient M. Beaulieu. Ces lots de l'Abitibi furent vendus ensuite par la Beaulieu Lumber Agency à la Compagnie Forestière Bourmont dont les maîtres et actionnaires étaient MM. Beaulieu pour deux cinquièmes, Arthur Godbout pour deux cinquièmes, et J.-E. Roberge pour un cinquième.

Ces terrains de l'Abitibi ont été prospectés et évalués à dix cordes de l'acre, soit plus de 400,000 cordes pour les 37,214 acres. La Cie Bourmont a vendu des milliers de dormants au gouvernement d'Ottawa, réalisant de gros bénéfices, et, finalement, elle a vendu une partie de ses droits de coupe à l'Union Bagg ou à la Saint-Maurice Lumber Co., au prix, me dit-on, de \$3 la corde, réalisant au-delà de \$400,000. Cependant, le gouvernement, l'été dernier, avait encore sur les bras tous ou presque tous ses lots de la Beauce qu'il offrait en vente à \$5 l'acre. Les lots dans le canton Jersey et d'autres ailleurs, me dit-on, ont été déboisés, pillés et sont sans valeur. Voilà pour le cas de la Beauce.

N'est-il pas clair que le gouvernement a fait là une transaction malheureuse qui dénote une grande faute dans son administration des terres? Ne devons-nous pas penser que le gouvernement, pour consentir à une transaction aussi absurde, a dû céder à l'influence d'amis politiques? Est-il un homme sens   et libre qui puisse soupçonner le contraire et dire que ce marché a été avantageux pour la province? Le 31 janvier dernier, en réponse à des questions que je posai, le gouvernement a déclaré qu'il possédait des lots à Sainte-Sophie de Lévrard<sup>27</sup>, lots acquis partie par la Brown Corporation, le 5 novembre 1918, et partie de M. J.-Alfred Savoie, le 19 mai 1921. (Voir *Procès-verbaux*, 31 janvier)

Dans le document 46 produit devant cette Chambre le 20 février 1922, le gouvernement déclare que les terres données en échange à la Brown Corporation sont situées dans la partie nord et la partie centre du canton projeté de Toussaint, 16,000 acres, et dans la partie sud-est du canton projeté de

Perrier, 20,000 acres, ... total 36,000 acres: que les terres données en échange à J.-Alfred Savoie sont situées dans les cantons projetés de Chassigne et de Buies et forment un total de 30,000 acres. Ces lots ont été achetés pour un M. Savoie, par l'entremise d'un M. J.-T. Demers<sup>28</sup>, qui aurait simplement reçu une commission. C'est un M. Savoie, neveu de M. J.-Alfred Savoie, qui aurait le plus bénéficié de cette transaction. M. Alfred Savoie ne demeure pas à Sainte-Sophie de Lévrard, et je suis informé que M. Alcide Savoie, son neveu, s'est fortement intéressé dans la transaction, qu'il est venu voir l'honorable M. Allard<sup>29</sup>, alors ministre des Terres, à ce sujet et que la transaction eut lieu par la Brown Corporation, après cette visite de M. Savoie.

C'est M. Alcide Savoie qui s'occupa de l'affaire devant le conseil municipal, et c'est lui, Alcide Savoie, qui a demandé le changement au rôle municipal. Ce M. Alcide Savoie était député quand l'échange des lots s'est fait. Il était intéressé à cette transaction. Pour l'échange des lots dans le canton de Blandford, je suis informé que M. J.-Albert Lainesse, qui a eu lui aussi des lots du gouvernement, est un organisateur du gouvernement de Québec et des députés du comté de Nicolet, et qu'il a fait une transaction heureuse pour lui et malheureuse pour la province.

Montmagny semble avoir été le comté de prédilection pour les spéculateurs sur les lots de colonisation, spéculation qui a rapporté de jolis bénéfices à la caisse électorale du candidat du gouvernement en 1912, et député de 1916 à 1919<sup>30</sup>, M. le Dr J.-E. Masson. Voici un cas qui, à mon sens, illustre bien le trafic des lots de colonisation au bénéfice des spéculateurs, associés de politiciens.

Il s'agit d'un cas au Lac-Frontière, comté de Montmagny. B.-C. Howard *et al.*, commerçants de bois, avec l'encouragement du département des Terres et Forêts, avec son assentiment, ouvrirent un établissement sur les bords du Lac-Frontière. Les MM. Howard savaient que M. J.-E. Masson, candidat libéral, avait le patronage du gouvernement à Montmagny, s'abouchèrent avec lui pour traiter avec le gouvernement. Ils construisirent une scierie, ouvrirent un village, défrichèrent la forêt, construisirent des habitations sur, paraît-il, la partie est du lot 34, 9<sup>e</sup> rang, du canton Talon, mais depuis, à cause d'un arpentage, devenu le rang 10 du canton Talon.

Les Howard, qui connaissaient le tabac, voulaient un permis d'occupation du susdit lot, mais au nom d'une tierce personne, ce qui était irrégulier, et le Dr Masson, candidat libéral en 1912 et chef du

parti à Montmagny, député de 1916 à 1919, avait promis de faire octroyer ce permis au nom de l'un de ses frères, gardien d'un phare à la Grosse-Île, Jean-Baptiste Masson. Le Dr Masson en fit la demande au gouvernement le 4 octobre 1913, au nom de J.-B. Masson qui ne signa aucune demande et aucun affidavit. Le 13 octobre 1913, le département des Terres autorise la vente à J.-B. Masson. Le 6 novembre 1913, les Howard voulant s'assurer la propriété du lot, payèrent à cette fin \$500 au Dr Masson.

Les Howard continuèrent à occuper le lot qu'ils défrichèrent et sur lequel ils érigèrent de nouvelles bâtisses, payant les taxes et toute imposition publique. Jamais Jean-Baptiste Masson n'aurait même vu le lot. Les officiers du gouvernement, agents forestiers, inspecteurs, savaient que ce lot était aux Howard, tout le Lac-Frontière ainsi qu'une partie du lot 34, J.-B. Masson avait reçu de la même façon l'octroi du lot 38 du rang 9 de Talon. Le 30 mars 1915, le Dr Masson, candidat du gouvernement, écrivait au département des Terres, demandant les lettres patentes du lot 38, disant que ce n'était pas un établissement de colonisation, mais que ce lot était indispensable au bon fonctionnement des industries à cet endroit.

Après une volumineuse correspondance à cet effet, et après l'émanation des lettres patentes, le Dr Masson se concerta avec son frère Jean-Baptiste pour se servir de M. Réal Lavergne, avocat, comme leur agent. Jean-Baptiste vendit alors à Réal Lavergne le susdit lot. Le 4 avril 1916, Réal Lavergne vend le lot avec garantie à M. Édouard Lacroix, de Saint-Georges de Beauce, et le Dr Masson était de connivence avec Lavergne. De cette vente à Lacroix, le Dr Masson a touché \$1,500. Il a déclaré sous serment que c'était pour la caisse électorale.

C'est M. Lavergne, un autre chef libéral, qui a juré avoir payé \$1,500 à ce Dr Masson dans le printemps de 1916, juste au temps des élections provinciales, alors que le Dr Masson était candidat du gouvernement dans le comté de Montmagny. Devant de pareils faits de malhonnêteté, de malversation, de fraude, de spéculation véreuse, n'avais-je pas raison de dire que des politiciens exerçaient une influence néfaste et scandaleuse dans l'administration de la province? Est-ce qu'il n'y a pas eu abus et malversation? Le gouvernement n'est-il pas coupable de négligence, de favoritisme ou d'incompétence?

Que dire maintenant de ce qui se passe dans le comté de Matane au sujet de spéculation sur les lots? N'est-il pas vrai qu'un politicien jouissant d'une grande influence auprès du gouvernement a fait le

commerce injustifiable de lots, pillant les limites et causant des torts considérables à des colons? Est-il vrai qu'il se serait servi de son influence politique sur le gouvernement auprès de colons à qui il proposait de lui laisser couper le bois sur une étendue de cinquante acres par lot et, qu'en retour, il leur ferait faire la remise de leurs lots qui étaient en cancellation? N'est-il pas vrai qu'il a fait le commerce avec M. Marcel Leclerc, du canton Awantjish?

Un M. Jos. Dufour n'a-t-il pas fait couper sur un lot appartenant à Auguste Beaulieu, en l'hiver 1920, environ 2,500 billots après défense de Beaulieu qui n'a pas reçu un sou de compensation? N'est-il pas vrai que, dans les limites de ce M. Dufour, commerçant de bois, dans les "endroits bûchés", il ne reste pas un seul arbre sain pouvant faire un billot de 6 ou 7 pouces de grosseur, et que ce M. Dufour a coupé, contrairement au règlement et à l'intérêt de la province, une grande quantité de billots de sapin, d'épinette grise et blanche n'ayant que cinq ou six pouces à l'abatage? C'est du moins ce que j'ai vu dans une déclaration signée par MM. Auguste Levesque, Jean-Baptiste Otis et George Ducasse.

Prenons le cas Parrot. Ce cas est trop connu pour que nous y insistions trop longuement. Le gouvernement n'a-t-il pas tout fait pour essayer de cacher sa culpabilité et de cacher ses fautes? Je ne reviendrai pas dans les détails de ce scandale politique qui, sous d'autres mœurs plus honnêtes, aurait soulevé les protestations de la presse et fait crouler le gouvernement. Rappelons simplement qu'à la suite de certaines accusations portées par M. J.-F. Pouliot, avocat, le premier ministre demanda à M. Parrot de donner sa démission.

Le gouvernement a tout fait pour cacher l'affaire; il a été jusqu'à prétendre que la cause est devant les tribunaux, quand la partie concernant l'administration publique ne l'est pas, puisqu'elle a été retirée du dossier judiciaire, l'automne dernier, par le procureur du Dr Parrot. Pourquoi le gouvernement a-t-il cherché pareil moyen pour éviter la discussion de sa conduite? N'est-ce pas un aveu de sa faiblesse? Le gouvernement a favorisé scandaleusement le député de Témiscouata. C'est la faute du gouvernement si le Dr Parrot est allé si loin dans la fraude et le déshonneur.

Il a fait alors un chèque au Dr Parrot qui était dû à Michaud, commerçant de bois. Un chèque portant le no 49875 fait par le département des Terres et Forêts le 29 juin 1918, payable à la Banque de Montréal à l'ordre de E.-A. Parrot, \$141, signé Elz. Miville Dechéne. Ce chèque a été négocié par

E.-A. Parrot. Ce chèque fut accepté le 11 juillet 1918 par la Banque de Montréal. Il fut payé le 10 juillet 1918. Cette somme était due à M. Michaud pour un montant qu'il avait payé sur le prix de lots du rang 8, Canton Viger.

Le 20 février, le gouvernement me répondait par le ministre des Terres que le gouvernement n'avait pas adressé de lettres et de chèques au montant de \$141 au Dr Parrot, étant la somme de trop-payé pour lettres patentes des lots 18, 19, 20, 21. Revenant à la charge le 24 février, je demandai au gouvernement s'il n'avait pas envoyé un chèque à l'ordre du Dr Parrot pour une somme de trop-payé et, quelques jours plus tard, le ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) finit par répondre: Oui. Pourquoi avoir répondu non, la première fois? Pourquoi la seconde fois a-t-il répondu: "Oui, mais pas pour lettres patentes", quand j'avais cité exactement le texte?

La conséquence de l'ingérence du député Parrot dans l'administration des Terres, c'est que le député que favorisait tant le gouvernement a empoché l'argent et qu'il ne l'a remis que l'automne dernier, alors qu'il en fut averti par le gouvernement, par M. Dechéne qui avait entendu dire que l'affaire Michaud se brassait à Rivière-du-Loup. Parrot a été jusqu'à faire payer par le département de la Voirie des hommes qui approchaient ses billots au moulin d'Herménégilde Savoie<sup>31</sup>, situé sur le chemin Témiscouata. Voilà l'homme que le gouvernement protège en refusant une enquête royale à Jean-Frs. Pouliot, son accusateur. Comment le gouvernement peut-il justifier son refus? Par ce refus, il prouve qu'il a peur; par ce refus, il montre sa culpabilité; par ce refus, il s'accuse lui-même.

Le gouvernement dit que la cause de Parrot est en cour et va être jugée. Ce n'est pas exact, c'est faux, car la partie de la plainte concernant les lots a été retirée l'automne dernier, et la plainte aujourd'hui ne porte que sur les accusations de Pouliot, relativement au trafic des lots. Les raisons données par M. Pouliot pour demander l'enquête royale au premier ministre ont été éliminées de l'action de Parrot vs Pouliot. Le gouvernement est donc injustifiable de dire que la cause des lots est devant les tribunaux. C'est une assertion fausse qui a été faite.

Au cours de la session, le 7 février, j'ai demandé: Combien de lots ont été remis en 1921? Le gouvernement m'a répondu en produisant une longue liste de noms au milieu de laquelle se trouvait celui de Élisée Thériault. Je tiens à dire que le ministre de la Colonisation (l'honorable M. Perrault) ne s'est

point fait prier, lui, pour produire exactement la liste. (*Procès-verbaux* 1922, page 146). Élisée Thériault, m'a-t-on dit, est un politicien, un avocat, de cette province. Il a acheté ces lots en faisant sous serment une déclaration que les lots étaient pour lui-même. Le gouvernement connaissait intimement M. Thériault, ils se protégeaient, ils se supportaient l'un et l'autre. La déclaration assermentée de M. Thériault est qu'il a acheté ces lots pour son frère du canton Escourt<sup>32</sup>.

Mais comment alors pourra-t-il expliquer la déclaration assermentée de M. Thériault que ces lots étaient pour lui-même? Si c'était pour son frère qu'il avait pris ces lots, "vu que son frère ne connaissait pas la loi", paroles du ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils), pourquoi ne les lui a-t-il pas remis ensuite? J'ai voulu être délicat envers M. Thériault, mais le *Soleil* m'a remercié de ma délicatesse en me servant le lendemain une fournée d'injures, disant aux électeurs de L'Islet, de Montmagny et d'ailleurs que tout ce que j'avais, ce n'était pas vrai et que, dans ce cas, j'avais pitoyablement échoué, mais se gardant bien de rapporter l'affaire telle qu'elle s'était passée. Voilà pour la justice du gouvernement et de son organe.

J'ai plus que cela, M. l'Orateur; dans le dossier 60 produit devant cette Chambre le 14 mars 1922, sur motion adoptée le 17 février 1922, il appert qu'Élizée Thériault, de Québec, a fait sous serment sa déclaration le 20<sup>e</sup> jour de septembre 1920. C'est alors qu'il a juré que les lots 16 et 17 qu'il demandait d'acquérir, c'était pour lui et qu'il n'était le prête-nom de personne. Il appert aussi dans le document 60 que M. Thériault a écrit plus d'un mois après à Hector Authier<sup>33</sup>, agent des terres à Amos, que ces lots étaient destinés à son frère. Comment se fait-il alors que Hector Authier, l'agent des terres, ait accepté cette déclaration et que, cinq jours plus tard, lui, Authier, envoyait à M. Thériault les billets de location, sans dire mot de la dernière lettre de M. Thériault?

Ces lots n'ont été rétrocédés que le 6 décembre 1921 (Document 60), et ils étaient au nom d'Élizée Thériault. Comment l'agent des terres a-t-il pu agir ainsi? Pourquoi n'a-t-il pas exigé un transport des lots, avec une autre déclaration assermentée? L'agent des terres a trompé le département des Terres, tout autant que M. Thériault. Cet acte de l'agent des terres est une violation de la loi. Il démontre les abus qui se commettent dans ce département. Cet acte seul justifie l'enquête que je demande. Dans ce cas, le gouvernement est coupable de négligence, d'incompétence ou de complicité.

Il (M. Sauvé) propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que le débat soit ajourné.

Adopté.

### Ajournement

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose, appuyé par le représentant des Îles-de-la-Madeleine (l'honorable M. Caron), que, lorsque cette Chambre s'ajournera à cette séance, elle soit ajournée à huit heures et demie, ce soir.

La séance est levée à 6 heures.

### Troisième séance du 20 mars 1922

#### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 8 h 30<sup>34</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Dépôt de documents:

##### Crédit agricole

**L'honorable M. David (Terrebonne)** dépose sur le bureau de la Chambre le document suivant: Réponse à un ordre de l'Assemblée législative, en date du 8 mars 1922, pour copie de communication de correspondance au sujet de l'établissement d'un crédit agricole et autres moyens d'encourager l'agriculture et le mouvement de retour à la terre. (Document de la session no 64)

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:



Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 43 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 46 modifiant la loi électorale du Québec, concernant la confection et la révision des listes;
- bill 49 amendant le Code civil relativement aux enregistrements;
- bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne;
- bill 202 amendant la loi concernant la représentation à l'Assemblée législative;
- bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, sociétés, personnes, raisons sociales et associations;
- bill 206 concernant la préparation et le renouvellement de la liste des jurés pour les districts de Montréal et de Québec;
- bill 207 amendant la loi 7 George V, chapitre 6, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Sainte-Anne et tout autre de ses affluents.

Il est ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif concourt dans les amendements à ses amendements avec un amendement, pour lequel il demande le concours de l'Assemblée législative au bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs;
- bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal;
- bill 177 amendant la loi des liqueurs alcooliques.

#### **Commission des écoles catholiques de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés aux amendements de l'Assemblée législative faits aux amendements du Conseil législatif au bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant

la Commission des écoles catholiques de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Véhicules-moteurs**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code municipal, entretien des chemins**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Liqueurs alcooliques**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 177 amendant la loi des liqueurs alcooliques. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Demande d'enquête concernant L.-E.-A. Parrot et J.-F. Pouliot**

Conformément à l'ordre du jour, la Chambre reprend le débat ajourné à la séance précédente, sur la motion présentée ce jour:

Que le 26 mai 1921, M. Jean-François Pouliot, avocat de Rivière-du-Loup, écrivait au premier ministre de la province de Québec, une lettre par laquelle il accusait le Dr L.-E.-A. Parrot, alors député de Témiscouata à la Législature de Québec, d'avoir fait le commerce des lots de colonisation au détriment de la province, mais à son bénéfice personnel, et d'avoir obtenu des lots au moyen de représentations frauduleuses;

Que ledit Jean-François Pouliot a, dans la même lettre, demandé au premier ministre d'instituer une enquête complète sur les concessions dans le comté de Témiscouata;

Que le premier ministre, dans une lettre du 31 mai 1921, adressée au susdit Jean-François Pouliot, déclarait que les accusations de ce dernier étaient graves;

Que le Dr Parrot a démissionné comme député du comté de Témiscouata le 22 juin 1921, à la demande du premier ministre qui lui aurait conseillé de se présenter de nouveau devant ses électeurs pour leur expliquer son cas et se faire juger;

Que ledit Dr Parrot n'a pas été choisi et n'a pas été candidat à l'élection partielle qui eut lieu dans le comté de Témiscouata le 22 décembre 1921;

Que la partie de la poursuite criminelle intentée contre Jean-François Pouliot par le Dr L.-E.-A. Parrot concernant les lots mentionnés dans la lettre dudit Pouliot au premier ministre de la province, le 26 mai 1921, a été abandonnée, à la demande des procureurs, en l'automne 1921;

Qu'il appert par le document 55, produit devant cette Chambre le 7 mars 1922, que le 6 juin 1921, William Morin, rentier de la paroisse de Saint-Hubert, comté de Témiscouata, déclare sous serment qu'il a entendu le Dr Parrot, alors député, faire des déclarations de nature à convaincre que la spéculation sur la cancellation ou pour l'obtention de lots se pratique sur une grande échelle.

Que, le 29 mai 1921, de nombreux électeurs réunis à Saint-Antonin ont adopté une résolution demandant au premier ministre l'enquête demandée par le susdit M. Pouliot, dans l'intérêt des colons et des cultivateurs, et que des citoyens de Saint-Hubert et de Saint-Honoré, de Témiscouata, ont adopté des résolutions faisant la même demande d'enquête;

Que de semblables spéculations frauduleuses ont été faites aussi sur d'autres lots par des politiciens, candidats du gouvernement, pour des fins de caisse électorale et autres dans le comté de Montmagny avant 1919;

Que les échanges de lots par le gouvernement en vertu de l'article 1553*a* ont été faits en certains cas au détriment de la province, mais au bénéfice de politiciens dont les uns, alors qu'ils étaient députés ou conseiller législatif, se servaient de leur influence politique pour faire cette spéculation, faisant perdre à la province une grande somme d'argent, et ce, contrairement à l'esprit dudit article 1553*a* de la loi des terres et forêts;

Que le gouvernement a vendu des lots de colonisation dans le canton Barraute et ailleurs, et qu'il a émis des lettres patentes, contrairement à la loi;

Que des politiciens, amis et supporters du gouvernement, ont déclaré sous serment, suivant la formule A, article 1558, S.R.Q., 1909, que lesdits lots qu'ils avaient acquis dans le canton Barraute étaient pour eux-mêmes, qu'ils n'étaient les prête-noms de personne, et qu'ils ont déclaré ensuite que ces lots étaient destinés à des parents;

Que le gouvernement a payé de grosses sommes d'argent pour des chemins de colonisation dans l'Abitibi, à l'endroit communément appelé Rivière Bell, lesquels chemins n'avaient pas été faits lors desdits paiements.

Que l'article 584 des statuts refondus, 1909, dit:

"Chaque fois que le lieutenant-gouverneur en conseil juge à propos de faire faire une enquête sur quelque objet qui a trait au bon gouvernement de la province, sur la gestion de quelque partie des affaires publiques, sur l'administration de la justice, sur quelque matière importante se rattachant à la santé publique ou sur une matière se rapportant au bon gouvernement de quelque municipalité de la province, il peut, par une commission émise à cette fin, nommer un ou plusieurs commissaires pour conduire cette enquête."

Qu'il soit en conséquence résolu qu'une enquête s'impose, pour le bon gouvernement de cette province, sur la gestion des affaires publiques, concernant les terres et forêts et les lots de colonisation depuis 1912, et que le lieutenant-gouverneur en conseil soit prié d'instituer immédiatement une commission suivant ledit article 584 et les dispositions du chapitre quatrième du titre III des statuts refondus, 1909.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Je crois que les faits que je viens de rapporter sont suffisants pour justifier la motion que je présente et l'enquête que je demande dans l'intérêt public. Si le gouvernement n'a pas peur de la lumière, il n'a pas le droit de refuser une enquête royale. On a dit que la Chambre ne devait pas s'occuper de l'affaire Parrot, parce que l'affaire est déjà devant les cours. Cette prétention-là n'est pas justifiée, car l'accusation portée par M. Pouliot n'est pas complète et ne peut nous éclairer en ce qui nous occupe davantage. Dans les régions de colonisation, les chemins ont été payés avant d'être construits.

J'ai confiance que le gouvernement accèdera à notre demande pour se justifier devant le peuple, si toutefois il en est capable. Par cette motion, je n'ai aucune intention de nature politique; l'avenir en décidera. Si le gouvernement fait refuser l'enquête par sa majorité, il se proclamera le complice et le défenseur de ceux qui sont accusés d'être des spéculateurs et des prévaricateurs qui ont exploité la province.

M. l'Orateur, je soutiens que le gouvernement a fait preuve d'incompétence et de favoritisme dans l'administration des terres. Les faits que j'ai

démontrés s'appuient sur des lettres, des documents, sur lesquels on peut se renseigner au département. J'appuie mon affirmation sur un jugement de la Cour suprême et sur des faits probants qui ont été prouvés devant les tribunaux, dans des déclarations ou témoignages assermentés. Je m'appuie donc sur le mérite indiscutable.

Il y a longtemps que je dis que les lots vendus n'indiquent pas le progrès de la colonisation, mais en partie la spéculation qui se fait au détriment de la province et de la colonisation. Les rétrocessions du département des Terres confondent les concessions du ministre de la Colonisation. Et voilà qu'éclate au grand jour l'immense spéculation qui s'est faite pour la honte du gouvernement, protecteur de favoris, mais bourreau du bon et brave colon.

Pourquoi devraient-ils s'en tirer impunis, et quelle est l'opinion du public là-dessus? Le gouvernement a-t-il peur de la lumière parce qu'il sait que, si la lumière était faite, cela se retournerait autant contre lui que contre le Dr Parrot? Pourquoi le gouvernement ne fait-il pas un exemple de ces spéculateurs qui compromettent le gouvernement et abusent de leur patronage? Il est temps que le gouvernement veille à ce que cela cesse. L'affaire Parrot n'est pas qu'un incident. Elle fait partie d'un système établi qui privilégie l'influence politique dans l'octroi des lots, et le gouvernement (se doit) d'accorder l'enquête pour préserver le bon nom de la province.

Ce n'est pas par ambition politique que j'ai présenté cette résolution, l'avenir va le prouver, mais simplement pour me faire l'écho de la justice, pour faire connaître la vérité. Ce qui me fait agir, c'est le désir de défendre consciencieusement les intérêts de ma province et de réprimer les abus que je vois.

On me dira: le chef de l'opposition est seul à réclamer cette enquête. Quand bien même je serais seul, ce ne serait pas une majorité de 75 ou 80 qui m'empêchera de comprendre les besoins de ma province<sup>35</sup>. La garde meurt, mais elle ne se rend pas. On pourra m'écraser, mais je ne me rendrai pas.

**M. Thériault (L'Islet):** Le chef de l'opposition, ayant mêlé mon nom à cette discussion, j'ai cru devoir donner quelques explications. On me permettra de lire les deux affidavits suivants.

"Je, soussigné, Élisée Thériault, député du comté de l'Islet, déclare de mon siège ce qui suit:

"Mon frère Émile Thériault, cultivateur d'Estcourt, m'ayant demandé vers le mois de septembre 1920 de lui retenir deux lots dans l'Abitibi dans le canton Barraute où il désirait aller s'établir

avec sa femme et ses huit enfants, je me suis adressé à l'agent Authier d'Amos, qui m'a transmis la formule départementale à cet effet. J'ai rempli cette formule, la croyant nécessaire pour l'obtention des lots et l'ai accompagnée d'une lettre explicative, qui la complétait, informant l'agent que ces lots étaient pour mon frère ledit Émile Thériault, ce qui, du reste, était conforme à l'article 1572 des statuts refondus de Québec, 1909.

"Subséquemment, mon frère m'ayant informé qu'il ne pouvait aller s'établir à Barraute, parce qu'il ne trouvait pas à disposer de sa terre à Estcourt, j'ai de suite fait remise de ces deux lots au département.

"Je dois ajouter qu'il n'y avait aucune idée de spéculation de ma part, ces lots m'avaient été demandés par mon frère pour des fins de colonisation et lorsque je les ai remis au département, aucun travail n'y avait été fait et pas un arbre n'avait été touché; je n'en ai retiré aucun bénéfice.

"Je produis avec la présente déclaration un affidavit de mon frère ledit Émile Thériault qui corrobore les faits ci-dessus.

"Je prie la Chambre de bien vouloir ordonner l'insertion au procès-verbal de la Chambre de la présente déclaration, de même que l'affidavit de mon frère, et que lesdits documents soient ajoutés au document numéro 60 déjà produit devant cette Chambre."

"Je, soussigné, Émile Thériault, étant dûment assermenté, dépose et dit:

"1. Je suis le frère de M. Élisée Thériault, avocat et député à la Législature;

"2. Je suis colon résidant sur le lot 17 du canton d'Estcourt, rang 2, comté de Témiscouata;

"3. Dans le cours de l'automne 1920, quelques colons de Saint-Alexandre-de-Kamouraska, ayant pris des lots dans les cantons de Barraute et de Lanormandière, Abitibi, me vantèrent les avantages de la colonisation dans ces deux cantons et m'invitèrent à aller les joindre;

"4. Lesdits colons (MM. Omer et J.-Bte Dubé) me suggérèrent de concéder les lots 16 et 17 du rang 5, canton de Barraute;

"5. J'étais père de 8 enfants vivants;

"6. Ne pouvant disposer de ma terre et d'un autre lot que j'ai dans le canton d'Estcourt, j'ai demandé à mon frère, Élisée Thériault, député du comté de l'Islet, de bien vouloir me retenir lesdits lots 16 et 17, rang 5 de Barraute, mon intention était alors d'aller voir ces lots, au cas où je vendrais mes propriétés;

"7. Quelques jours après, je fus informé que l'agent des terres, M. Authier, avait refusé à mon frère de retenir les lots en question et que mon frère, ledit Élisée Thériault, M.P.P., s'était fait remettre les billets de location à son nom;

"8. Je fus également, là et alors, informé que mon frère me transporterait lesdits lots, 16 et 17, rang 5 de Barraute, aussitôt que j'aurais décidé d'aller dans l'Abitibi;

"9. N'ayant pas vendu mes propriétés, et les conditions étant devenues moins favorables dans l'Abitibi à la suite de l'augmentation des taux de fret et de la crise financière, je notifiai mon frère que je n'avais plus besoin desdits lots et ce dernier les a remis au département des Terres.

"Et j'ai signé,

"Émile Thériault

"Assermenté devant moi à Québec,

"ce 15ième jour de mars 1922.

"O.-N. Matte, commissaire de la Cour supérieure

"pour le district de Québec."

Il (M. Thériault) demande en terminant que ces dépositions assermentées soient ajoutées aux autres documents.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** se lève. (Applaudissements à droite)

Un orage se termine généralement par un coup de tonnerre; mais ce coup de tonnerre n'est pas dangereux et il ne tue personne. En admettant que la session fût un orage, il faut concevoir que le chef de l'opposition s'est cru obligé à la fin de distribuer la foudre; on a pu voir que son coup de tonnerre n'avait fait aucune victime. Le chef de l'opposition a tourné sa lanterne un peu partout; il l'a promenée sur tous les membres du gouvernement, est allé dans l'enceinte auguste du Conseil législatif.

Il a retourné ses flèches sur les membres des deux Chambres. N'est-il pas terrible qu'il n'ait parlé que de cinq cas en onze<sup>36</sup> ans sur 50,000 ou 60,000 cas de concession de lots de colonisation? Il ne faut pas se faire d'illusions sur l'idée fondamentale du chef de l'opposition en adressant sa requête; il n'avait pas l'espoir que le gouvernement accepte sa demande. Ce qu'il veut, c'est que le gouvernement dise: Non! pour qu'ensuite il aille, dans une de ses tournées triomphales dont il a le secret, dire et répéter que le gouvernement, tremblant de peur lui a refusé l'enquête qu'il demandait. Ensuite, il s'étendra sur la terreur avec laquelle le gouvernement appréhende la mise à jour d'une corruption sans précédent.

Le gouvernement est parfaitement conscient de l'usage que fera le chef de l'opposition de la campagne actuelle, mais il n'a pas peur. Le gouvernement n'a pas peur d'une enquête, mais il a le sens véritable de sa dignité et de ses responsabilités. Il a le privilège et l'honneur de pouvoir juger lui-même les cas de ses officiers, et il a le droit et le devoir de ne pas laisser de côté ce privilège qu'il a obtenu par une victoire qui est une victoire constitutionnelle et qui lui est chère. Nous avons le droit de nous défendre nous-mêmes et les législatures peuvent juger leurs députés. Jamais, tant que je serai premier ministre, je n'abdiquerai entre les mains de quiconque, même de juges, les devoirs de droit de juger la conduite des membres de mon gouvernement.

(Applaudissements)

Dans le passé, lorsque des accusations étaient portées devant la Chambre, accusations comme celles que vient de faire le chef de l'opposition, elles étaient référées ou bien au comité des comptes publics, au comité des élections et privilèges, ou bien à celui des règlements.

Une étude de l'histoire constitutionnelle démontrerait au chef de l'opposition qu'il fut un temps au Canada où les juges siégeaient dans les parlements avec les députés. Le pays a lutté pendant des années pour rendre la Chambre indépendante des juges et quand, après une longue bataille constitutionnelle, la chose a été réalisée, on a dit que c'était une victoire constitutionnelle. Il fut décidé que chacune des sphères devait être indépendante dans ses compétences respectives. Aujourd'hui, les sphères des juges et du Parlement sont très différentes. Les juges s'occupent des causes qui leur sont présentées et le Parlement juge ses propres membres, et l'enquête relève du comité de la Chambre.

La Chambre a tous les pouvoirs nécessaires pour juger; encore plus de pouvoir que les tribunaux. Il y a amplement de précédents. Tous se rappellent, il n'y a pas bien longtemps encore, que la Chambre avait à répondre à des accusations lors de cette affaire Mousseau<sup>37</sup>: c'est un comité de la Chambre qui a fait enquête dans cette affaire et qui a rendu jugement, et rien n'indique que la population n'a pas été pleinement satisfaite des résultats. Ce serait abdiquer nos droits et notre dignité que d'aller dans des cas semblables recourir à des tribunaux du dehors, et une enquête semblable ne pourrait être plus complète. Il n'y a pas de majorité, quelle que soit son importance, capable d'empêcher une enquête parlementaire complète par un comité de la Chambre de se dérouler de manière à faire connaître la vérité...

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tous les témoins tomberont malades<sup>38</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Prenons un à un les cas de soi-disant malversations signalées par le chef de l'opposition. Prenons par exemple le cas du député de l'Islet (M. Thériault) auquel le chef de l'opposition a fait allusion. Le député de L'Islet (M. Thériault) a un frère qui est cultivateur: deux de ses amis établis dans le canton Barraute, en Abitibi, lui conseillent de s'acheter deux lots dans ce canton; il s'adresse à son frère qui est député pour acheter, en son nom, ces deux lots, vu que lui-même, étant père de 8 enfants, ne peut faire les démarches nécessaires; toutefois, n'ayant pu vendre sa terre à Estcourt, il avertit son frère, le député, qu'il ne peut prendre les lots achetés par lui.

Alors le député de l'Islet, qui avait averti l'agent des terres de l'Abitibi que les lots qu'il achetait étaient pour son frère, lui demande de reprendre ces deux lots, vu que son frère ne pouvait aller s'y établir. Voilà les faits dans ce cas. Et c'est cela qui provoque la colère du chef de l'opposition et le fait s'agiter comme un microbe en temps d'épidémie. Il n'y a rien là-dedans pour provoquer la colère du chef de l'opposition. J'en appelle au sens d'honneur, de loyauté et de justice des membres de cette Chambre et je leur demande s'il y a là de quoi faire le moindre reproche au député de L'Islet.

Prenons maintenant le cas du Dr Parrot, ex-député de Témiscouata. On connaît les faits: M. Jean-François Pouliot me formule un jour des accusations de spéculation sur des lots faite par le Dr Parrot, ancien député de cette Chambre; je me hâte d'écrire au Dr Parrot en lui adressant les accusations de M. Pouliot et lui demande de se disculper; le Dr Parrot me répond qu'il va poursuivre M. Pouliot; quinze<sup>39</sup> jours plus tard, aucune poursuite n'avait été prise par M. Parrot à qui j'écris de nouveau pour lui dire que les accusations étaient très graves et que son devoir dans les circonstances était de donner sa démission et de se représenter devant ses électeurs qui étaient ses juges.

Le lendemain, j'avais sa démission entre les mains. À ma place, le chef de l'opposition aurait fait la même chose. Tous les journaux de la province de Québec entière et de la province-sœur, même des journaux des autres provinces, m'ont félicité de ma prompte intervention, et ils ont dit à cette occasion que j'avais fait mon devoir et que c'était ainsi que devait agir un chef de gouvernement; quelques-uns ont ajouté qu'ils souhaitaient qu'il en fût ainsi ailleurs.

Tant que j'occuperai la position que j'occupe en ce moment, je saurai voir à la saine administration de notre province et, quand un député manquera à son devoir, je m'empresserai de lui dire exactement ce que j'ai dit au Dr Parrot. Et si nous n'obtenons pas l'appui des députés pour agir de la sorte, nous laisserons d'autres prendre nos places. Le Dr Parrot a démissionné et maintenant, le chef de l'opposition voudrait que l'on fit une enquête. Mais pourquoi une enquête dans cette affaire? Pour savoir, sans doute, s'il y a eu spéculation de la part de l'ancien député Parrot.

Je ne veux pas prononcer un jugement, mais le Dr Parrot paraît bien avoir erré: le fait que ce dernier a démissionné nous donne le droit incontestable de présumer que la preuve était relativement complète et qu'il y a eu spéculation. Pourquoi alors le chef de l'opposition tient-il à ce qu'un juge lui dise que le Dr Parrot a commis une erreur? Nous n'avons pas besoin d'un juge pour venir établir ce que nous présumons; il est entendu que le Dr Parrot a spéculé sur les lots. Maintenant, laissons le chef de l'opposition voir dans les attaques de M. Pouliot une charge contre le gouvernement ou le département des Terres. Qu'il prouve qu'il y a eu d'autres spéculateurs dans cette affaire que le Dr Parrot. Ce dernier a commis une erreur; à quoi sert maintenant de faire enquête sur son cas?

Venons-en à cette affaire de Montmagny qui a également tant scandalisé le chef de l'opposition. Il y a 11 ans<sup>40</sup> de cela, et l'un de ceux que l'on accuse est le Dr Masson, ancien député de cette Chambre, qui ne l'est plus depuis plus de trois ans. Il (M. Taschereau) ignore si le chef de l'opposition connaît le Dr Masson, mais si c'était le cas, il saurait que sa caisse électorale n'est pas bien grosse. Et le chef de l'opposition, dit-il, voudrait que l'on fit une enquête sur ses agissements; il voudrait savoir s'il a spéculé. Le Dr Masson a peut-être spéculé, le chef de l'opposition a apparemment toute l'information sur le sujet, mais la chose est allée devant les tribunaux, même devant le plus haut tribunal, et la preuve a été complète à ce sujet. Que ceux qui veulent avoir les renseignements nécessaires consultent tout simplement le dossier de la Cour.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Pas sur la place publique.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** parle du cas de la Beaulieu Lumber Agency cité par le chef de l'opposition et qui l'a également scandalisé. Il y a quelques années, dit-il, la Chambre a voté une loi

et le chef de l'opposition a voté lui-même pour cette loi qui permettait l'échange de certains lots dans le but de favoriser la colonisation. La chose s'est faite pendant quelque temps; il y a un an qu'elle est arrêtée. On dit que des marchands de bois profitant de cet échange ont fait des profits. Je n'en doute pas. Quel est le marchand de bois, je vous le demande, qui aurait cédé les lots qu'il détenait pour d'autres lots sans qu'il y eût quelque profit pour lui? Autrement, ils ne les auraient pas échangés. Mais le gouvernement en a aussi profité, en assurant pour les colons des lots propres à la culture dans la région la plus anciennement colonisée. Il n'y a pas de mal à cela. Et il n'est pas besoin d'un juge, d'une enquête et d'un tribunal du dehors pour savoir quel profit tel marchand de bois aurait pu faire, que ce soit mille ou six mille dollars, dans de telles circonstances.

Le chef de l'opposition dit que M. Godbout, ancien député de Beauce était intéressé dans l'affaire; il dit aussi que M. Roberge était également intéressé. Il (M. Taschereau) ignore si c'est le cas. C'était leur droit à tous deux d'être intéressés dans une compagnie à fonds social qui faisait des affaires avec le gouvernement. La loi ne leur interdit pas. Leurs échanges n'ont pas été ruineux pour la colonisation, et par conséquent, personne ne peut les accuser.

Encore une fois, où y a-t-il scandale dans cette affaire? Encore ici, il (M. Taschereau) en appelle à l'intelligence et à la loyauté des membres de la Chambre. Le chef de l'opposition ne dit même pas si le gouvernement a fait une mauvaise affaire dans ses échanges. Le seul reproche qu'il fait, c'est que le gouvernement ait contracté des échanges avec des compagnies dans lesquelles un député et un conseiller législatif étaient intéressés, et c'est tout.

L'article des statuts refondus, 1909, par lequel le chef de l'opposition réclame une enquête, stipule bien: "lorsque le lieutenant-gouverneur en conseil estime opportun qu'une enquête soit ordonnée concernant toute question reliée au bon gouvernement de la province". Cela ne relève pas de la Chambre, mais c'est le lieutenant-gouverneur en conseil qui seul peut ordonner une enquête comme celle que demande le chef de l'opposition. La règle invariable pour la Chambre, dans les cas de cette nature, c'est de faire elle-même son enquête. Chaque fois qu'il croira qu'il est de son devoir de référer à un tribunal du dehors pour établir telles responsabilités, il n'hésitera pas à le faire. Mais le moins possible nous aurons recours à un juge pour juger nos chicanes politiques, le mieux ce sera. Juges et législateurs doivent se limiter à leurs sphères respectives.

Chaque fois, du reste, qu'un juge a été appelé à faire enquête sur des affaires politiques, il a laissé invariablement des lambeaux de sa dignité et de sa réputation. En Ontario, deux des juges les plus respectés se sont fait demander de mener une enquête, et aussitôt une presse hostile leur imputait toutes sortes de motifs. Tout au long de l'enquête, ils ont été l'objet d'injures dans ces journaux qui faisaient tout pour anéantir leur réputation auprès du public.

L'opposition, comme nous, a intérêt à garder à nos juges leur dignité et la sainteté de leurs fonctions. La pierre angulaire sur laquelle notre édifice social est établi, c'est une bonne administration de la justice; et nous entendons conserver les juges dans le respect et l'estime de tous. Ils doivent donc rester hors des questions politiques.

Le chef de l'opposition a fait, en terminant, une autre insinuation. Le gouvernement aurait payé certains travaux pour des chemins de colonisation à la Rivière Bell avant que ces travaux ne soient faits. C'est absolument faux et, là-dessus, le chef de l'opposition fait complètement erreur. C'est une affirmation purement gratuite; ma dénégation l'est moins, car nous avons des preuves à l'appui. Si le chef de l'opposition avait jugé à propos de convoquer le comité des comptes publics pour examiner toutes ces affaires, là, la lumière eût été faite en une heure. Mais c'est seulement à la veille de la prorogation qu'il vient réclamer une enquête royale. Maintenant, tant que je serai ici, il n'y aura pas d'enquête royale devant un juge.

M. l'Orateur, le gouvernement n'a peur d'aucune des actions qu'il entreprendra et ne craint pas la lumière, mais le jour où le chef de l'opposition voudra faire une enquête parlementaire sur tous les ministres, s'il le veut, sur tous les députés et sur les conseillers, les employés civils, là, il sera le bienvenu et nous l'invitons d'avance. Qu'il porte des accusations, qu'il nous demande cette enquête et nous la lui donnerons. Il aura pleine et entière justice. Mais les petites tempêtes qu'il soulève en fin de session ne tiendront pas.

Quant à ses petites manœuvres de fin de session pour faire croire au peuple qu'il y a eu scandale et que nous lui avons refusé une enquête, je peux me dire en toute confiance que ces tactiques ne prendront pas plus devant le public qu'elles ne prennent ici. Nous sommes trop préoccupés de l'honneur et de la dignité de cette Chambre pour permettre que ses privilèges soient contestés autrement que par les moyens prévus dans les règles parlementaires.

(Applaudissements)

**L'honorable M. Caron (Îles-de-la-Madeleine)** tient à répondre aux accusations du chef de l'opposition, surtout au sujet d'une lettre citée par le chef de l'opposition et dans laquelle il (l'honorable M. Caron) aurait recommandé M. Paradis, ingénieur civil, dans cette affaire de Montmagny, dans le canton Bourdages. Il aurait recommandé pour des lots, à l'exclusion de toutes les autres recommandations qu'il aurait faites. Il donne lecture à ce sujet de deux lettres, l'une de M. Paradis lui-même qui soumettait au ministre les noms de colons pour lesquels il croyait que les lots en question devaient être cédés, et une lettre du ministre de l'Agriculture lui-même à son collègue des Terres et Forêts, l'honorable M. Allard, à qui il recommandait de céder les lots aux colons qui lui étaient désignés par M. Paradis.

C'est donc à dire que je n'ai pas recommandé du tout M. Paradis, comme l'a dit le chef de l'opposition, mais bien les colons qu'il me recommandait dans la lettre qu'il m'a écrite. Cela n'est pas la même chose. Et maintenant, si j'excluais les autres recommandations que j'avais pu faire, c'est une chose bien naturelle; on peut fort bien recommander quelqu'un à la place d'un autre qui n'a plus besoin de l'être et, dans le cas présent, ceux que j'avais précédemment recommandés avaient changé d'avis sur les concessions de ces lots.

Je proteste avec énergie contre toute insinuation de spéculation qui pourrait être portée contre moi durant les vingt années que j'ai passées dans la politique. L'opinion publique est souvent plus maligne que les paroles et voilà pourquoi j'ai tenu à relever les paroles du chef de l'opposition. Je n'ai jamais spéculé. Si je l'avais fait, mes ressources seraient peut-être plus grandes qu'elles le sont, car les occasions ne m'ont pas manqué. Personne ne peut m'accuser d'avoir profité d'une spéculation quelconque. Jamais l'on ne m'a pris à faire de la spéculation et je défie qui que ce soit de venir prouver le contraire dans aucune occasion, ni de près, ni de loin. Mes collègues ne m'ont jamais fait un tel reproche et j'en sortirai qu'ils puissent m'en faire. Je n'ai jamais cherché à faire la moindre spéculation, et ce ne sont pas les spéculateurs qui m'ont manqué.

Il (M. Caron) tient ensuite à donner quelques explications au sujet de ces lots du canton Bourdages qui, d'après le chef de l'opposition, après avoir été déclarés propres à la colonisation, ont ensuite été vendus comme impropres à l'agriculture. Il y a, dit-il, à cela une explication basée sur des faits qu'ignore le chef de l'opposition. Une route de 15 milles de longueur traverse ce canton et cette route est très difficile; elle devait être entretenue par les

cultivateurs et les colons du canton, ce qui leur coûtait très cher. Les cultivateurs demandaient que cette route fût entretenue par les propriétaires de limites; la chose était impossible. Le conseil de Cap-Saint-Ignace, un jour, passa une résolution demandant au gouvernement ou bien un octroi spécial pour entretenir cette route, ou en vendre les lots en bordure de cette route, ou bien forcer les propriétaires de limites à entretenir cette route.

La valeur de ces lots en bordure était plus ou moins établie en ce sens que certains lots d'une certaine étendue n'avaient qu'une portion de propre à la culture; de sorte que ces lots se concédaient avec assez de difficultés. Le gouvernement, notamment à la suite de la résolution du conseil de Cap-Saint-Ignace de vendre ces lots, les vendit sur une distance de 14 acres de chaque côté de la route. Et voilà pourquoi ces lots, déclarés au préalable propres à la culture, furent déclarés ensuite impropres et vendus.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Le ministre de l'Agriculture (l'honorable M. Caron) a fait tout un plat d'un élément de mon discours qui est passé inaperçu. L'honorable ministre de l'Agriculture a cru pouvoir expliquer la question de la concession des lots de chaque côté de la route. Il a trouvé que cela était correct. Il (M. Sauvé) ne désire pas s'en prendre au ministre de l'Agriculture pour ce qu'il a fait pour son ami Paradis. Je ne suis pas avocat, dit-il, je ne suis pas juge d'aucune cour, mais il y a des grands juges qui ont déclaré que le cas est scandaleux...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** Il n'y a rien dans l'affaire Thériault.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** L'honorable premier ministre n'est pas fort en météorologie. Autrement, il saurait que quand le tonnerre tombe à côté d'un homme, il ne le tue pas, mais que lorsqu'il le frappe, il le foudroie. Les théories qu'il a avancées tout à l'heure sont contraires à la plus élémentaire justice...

**M. l'Orateur:** Je ferai remarquer au chef de l'opposition qu'il devrait restreindre un peu ses remarques.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** D'après l'article 276, je suis l'honorable premier ministre là où il m'a entraîné.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency):** L'article 276 parle du quorum.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** déclare qu'il n'a cité que cinq cas, mais qu'il ne faut pas conclure que c'étaient les seuls. D'ailleurs, dit-il, une seule accusation suffisamment sérieuse pour mériter une enquête peut envoyer un accusé devant les tribunaux. Je veux être indulgent pour mes collègues et je ne veux pas dépasser les limites que je me suis tracées, mais la déclaration du premier ministre me force à en sortir. Mais dans cette affaire<sup>41</sup>, il y a un accusé et un coupable.

Si ce n'est pas M. Thériault, c'est l'agent des terres du ministre qui a négligé son devoir et accordé à M. Thériault des lots qui n'étaient pas pour un colon. Ce que je trouve curieux, c'est qu'il n'y a aucune lettre avec la déclaration. En fait, le député de l'Islet a envoyé sa déclaration à l'agent des terres, un mois après la lettre qu'il lui avait écrite.

**M. Thériault (L'Islet)**: La formule a été envoyée en même temps que la lettre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** produit la lettre.

**M. Thériault (L'Islet)** dit qu'il (M. Sauvé) n'a pas le droit de l'avoir.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Je dis que M. Authier a reçu la déclaration un mois après, ou ces documents ne valent rien. Ma parole vaut quelque chose, je suppose. Le député de l'Islet (M. Thériault) a dit que ces lots étaient pour lui, rien que pour lui, et il n'a pas prétendu qu'ils étaient pour quelqu'un d'autre...

**Des députés ministériels** manifestent<sup>42</sup>.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Ce n'est pas là le point.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Ah! Ça chauffé, de l'autre côté. Moi, je parle de l'assermentation.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Et qu'est-ce que cela fait avec ce qui nous occupe?

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** demande à l'Orateur de rappeler à l'ordre le premier ministre.

**M. l'Orateur**: Je demande que l'on procède régulièrement.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: En parlant du député de L'Islet (M. Thériault), il me

semble que le chef de l'opposition devrait avoir plus de respect et se servir du langage parlementaire<sup>43</sup>.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Je parle d'après les termes du dossier.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: Ce n'est pas le dossier qui parle.

**M. l'Orateur**: À l'ordre.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** continue son argumentation...

**Des députés ministériels**: Quelle différence cela fait-il pour ce qui est de la date?

**M. l'Orateur**: À l'ordre!

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Ou celui qui a signé la déclaration du serment a mal agi, ou l'agent des terres a violé la loi. Je défie qui que ce soit de me prouver le contraire. Quant à la question des juges conduisant des enquêtes, il (M. Sauvé) rappelle au premier ministre l'enquête Cannon...

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)**: C'était une enquête municipale.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)**: Quelle est la différence entre une enquête politique et une enquête municipale? Il y a également l'enquête du juge Cassel; voilà une affaire politique. Il reproche au premier ministre son allusion à l'affaire Bérard<sup>44</sup>, très dure, dit-il, pour un collègue<sup>45</sup>. Je me souviens de l'affaire Mousseau, également. Tous les principaux témoins furent à tour de rôle incapables de parler, d'entendre, et de marcher.

Le principal témoin de l'affaire est soudainement tombé malade. On lui a envoyé des médecins et on a constaté que l'homme était incapable de parler ou d'entendre quoi que ce soit<sup>46</sup>. Et il semble d'ailleurs que ce soit contagieux, car à leur retour pour faire rapport, les médecins n'avaient pas grand-chose à raconter, et l'enquête s'est arrêtée. Il y a eu une demande de réouverture, et le gouvernement de l'époque a répondu en utilisant sa majorité pour stopper la démarche.

Le premier ministre a parlé d'une enquête politique, mais quand il s'agit d'affaires politiques, il est impossible dans les circonstances d'avoir une enquête complète et un jugement impartial. Dès qu'un comité sera nommé, l'enquête sera jugulée.



Le premier ministre a dit que je me débattais comme un microbe en temps d'épidémie. Un microbe en temps d'épidémie, hein? Le dossier du gouvernement est chargé de microbes et c'est pourquoi la tempête éclate un peu partout dans la province sur le gouvernement. Il y a des microbes dans le département des Terres qui l'infectent et l'empêchent d'accomplir ses tâches dans l'intérêt de la province.

Et ces microbes, ce sont des gens comme M. Paradis, ingénieur civil, qui ont des influences pour obtenir des lots de colonisation. Oh, je sais ce qui arriverait si un gouvernement conservateur était en place. Avec le tempérament que l'on connaît au premier ministre et sa vieille garde libérale, il ne manquerait pas d'y avoir des assemblées dans toute la province pour dénoncer ces scandales terribles. Il y aurait du tonnerre, mais aujourd'hui, un gouvernement libéral vient dire qu'il craint d'exposer les juges à juger des affaires politiques.

L'honorable premier ministre a été très intéressant dans sa conduite vis-à-vis de MM. Pouliot et Parrot. Il ne s'est pas objecté dans cette affaire à ce que la cause aille devant les tribunaux. C'est donc qu'alors il n'avait pas la même tendresse pour les juges.

Quant au chèque de \$141 fait à l'ordre du Dr Parrot et dû à M. Michaud, il (M. Sauvé) fait remarquer qu'il y avait certainement un défaut dans la loi et que, si l'affaire Parrot n'avait pas été mise au jour, M. Michaud aurait toujours bien perdu son argent.

Certainement, et c'est pour démontrer qu'il y a eu un système de spéculation et que cela dure depuis des années, que la province perd de l'argent pour permettre à ses favoris de s'enrichir. Et les propos du premier ministre sont de nature à encourager ces spéculateurs à continuer, à aller chercher plus de lots, à faire plus d'argent.

Dans l'affaire du Dr Masson, le premier ministre a dit qu'il croyait que l'ex-député de Montmagny était coupable et que l'affaire avait été en Cour suprême. Le jugement de la Cour suprême, tel qu'il a été rendu, a condamné le gouvernement.

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** hoche la tête en signe de désapprobation et murmure quelques paroles qui échappent à l'oreille du député de Deux-Montagnes.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Comment? Comment? Est-ce que l'honorable ministre des Terres (l'honorable M. Mercier fils) nie?

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay):** (En riant) Je n'en suis pas sur cela.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Moi j'en suis. (En brandissant le volume dans lequel sont contenus tous les détails de l'affaire Masson)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** dit qu'un seul juge a fait une telle affirmation et que son opinion ne l'intéresse pas.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Tiens! Voilà maintenant le ministre des Terres qui manque de respect aux juges, après que le premier ministre les ait montés aux nues. Ce n'est pas par le biais d'une élection qu'une enquête peut être tenue et qu'un jugement peut être rendu, car il existe toutes sortes de moyens de remporter une élection...

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** sourit.

**M. l'Orateur** intervient pour déclarer que le chef de l'opposition dépasse les limites et que, bien qu'il n'ait pas désiré intervenir, il lui semble qu'il se devait de le lui rappeler.

**M. Sauvé (Deux-Montagnes):** Les déclarations du premier ministre sont de nature à encourager les spéculateurs, mais non pas à rendre justice. Qu'advient-il avec notre système parlementaire? Quand on se porte à la défense des spéculateurs, comment la colonisation peut-elle progresser? Une enquête parlementaire n'est pas suffisante. Les membres de cette Chambre, étant donné qu'ils se doivent de supporter la politique du gouvernement, ne peuvent être impartiaux. Le gouvernement se sert simplement de son écrasante majorité. Le cas du Dr Parrot est sérieux et c'est le devoir du gouvernement d'accorder une enquête. Pour moi, c'est mon devoir de la demander, et si la chose était à recommencer demain, je la demanderais encore, persuadé que je fais ce que je suis obligé de faire, même si je savais que la motion serait vaine.

La motion, étant mise aux voix, est rejetée<sup>47</sup>.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté les messages suivants, lesquels sont lus ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909;
- bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires;
- bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions;
- bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des juges des sessions et des magistrats de police.

Il est ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif a accepté les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec.

Il est ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif a accepté les amendements de l'Assemblée législative et ses amendements au bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal.

#### **Demandes de documents:**

##### **Canalisation du Saint-Laurent**

**M. Bergevin (Beauharnois)** propose, appuyé par le représentant de Rimouski (M. Tessier), qu'il soit présenté à Son Honneur le lieutenant-gouverneur une adresse priant Son Honneur de faire déposer sur le bureau de cette Chambre:

Copies des plans et devis, des rapports d'ingénieurs et autres, lettres, résolutions de conseils municipaux et des chambres de commerce sur les pouvoirs d'eau situés entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis, sur le fleuve Saint-Laurent; copies de contrats avec toutes les compagnies déjà existantes, la quantité de chevaux-vapeur développés et le nombre de forces hydrauliques qui pourraient être développées à cet endroit; ordres en conseil du gouvernement de la province de Québec, relatifs aux concessions faites à toutes les compagnies développant des forces hydrauliques à cet endroit; copie de correspondances, rapports de commissions et autres documents au sujet des pouvoirs d'eau et des canaux du Saint-Laurent et autres, depuis 1919 jusqu'à maintenant.

M. l'Orateur, il y a deux ans, lorsque j'eus le plaisir de traiter cette question de l'agrandissement et de l'amélioration des canaux du Saint-Laurent ainsi que du développement des pouvoirs d'eau qui en découlent et qui peuvent être créés en même temps, je ne m'attendais pas à ce que ces importants problèmes internationaux, nationaux et interprovinciaux attireraient si tôt et si sérieusement l'attention publique et provoqueraient une discussion aussi intéressante, tant aux États-Unis qu'au Canada.

Je suis heureux d'avoir l'honneur de me lever de nouveau de mon siège pour traiter d'une question des plus importantes et qui intéresse au plus haut point le Canada tout entier, la province de Québec particulièrement, et plus spécialement la métropole du Canada et ses environs.

Cette question agite à l'heure présente l'opinion politique dans toute l'Amérique du Nord; des controverses sont engagées et des relations internationales marchent d'avant pour tâcher d'amener la solution de ce problème qui comporte en lui-même la question économique la plus importante qui puisse être traitée entre les gouvernements canadiens, tant fédéral que provinciaux, et le Congrès américain, le Sénat des États-Unis ainsi que les différentes Législatures des États-Unis que la question intéresse.

Qu'il me soit permis, M. l'Orateur, de vous dire que je me place au point de vue entièrement canadien et que je traiterai la question au meilleur de ma connaissance dans l'intérêt de la province de Québec et de son avenir, au point de vue de son trafic et de sa navigation maritime et intérieure et de ses développements industriels et commerciaux dans la situation unique que notre province occupe à ces différents points de vue.

Je dois vous dire que je suis entièrement contre la canalisation du Saint-Laurent lui-même pour plusieurs raisons, d'abord parce que cela détruirait les beautés merveilleuses de notre majestueux fleuve et que ces développements pourraient provoquer des dangers et des difficultés au point de vue de sa réalisation pratique, dans l'exécution des travaux et des obstacles qui se présenteront inévitablement, tel qu'il est prévu par des ingénieurs compétents.

Mais, ce serait une utopie de croire que nous ne devons pas améliorer les canaux du Saint-Laurent qui existent depuis des centaines d'années et qui ont coûté des centaines de millions au Canada et qui ont été créés avec le concours des gouvernements tant conservateurs que libéraux, depuis que le Canada existe.

Non seulement nous avons le devoir d'entretenir et de développer les anciens canaux du Canada, mais il est de notre devoir d'en créer d'autres sur le territoire canadien, si la chose est jugée nécessaire, afin de développer notre commerce plus complètement et plus parfaitement en accord avec les besoins adéquats de l'heure présente.

D'autant plus que les revenus qui peuvent découler des pouvoirs d'eau par la création et l'amélioration de ces canaux rapporteraient suffisamment pour payer le coût de ces travaux et donner une navigation moderne, sans qu'il en coûte un sou aux gouvernements du Canada et des provinces canadiennes.

Il serait important, je crois, dans les circonstances, de définir une fois pour toutes quels sont les droits du gouvernement fédéral sur les rivières navigables et quels sont les droits et les privilèges dont jouissent les provinces, quant à ce qui concerne l'énergie cinétique (la force motrice) qui peut être développée des pouvoirs d'eau créés par les canaux du Canada.

Jusqu'à présent, le gouvernement du Canada a bénéficié des pouvoirs d'eau situés sur les canaux du Canada sous prétexte que ces canaux avaient été construits avant la Confédération. Il y a là un point qu'il s'agirait d'éclaircir et que nos compétences légales pourraient mettre au point et définir, une fois pour toutes, les pouvoirs du gouvernement fédéral et ceux dont devraient jouir les provinces.

Cette question est d'une importance vitale pour elles en ce qu'elle comporte des revenus sur lesquels elles pourront compter d'une façon stable pour maintenir leur échiquier, car il est reconnu que les pouvoirs hydrauliques sont parmi les meilleurs placements dans l'Amérique du Nord.

Me serait-il permis de citer ici une opinion définissant la division faite par l'Acte constitutionnel donnant aux gouvernements provinciaux l'entière propriété des ressources naturelles: le sol, les mines, le fond des rivières et l'eau qui y coule.

L'esprit public n'est pas encore fixé relativement à l'eau, mais l'un de ces jours, le Conseil privé devra l'attribuer formellement aux provinces comme il l'a déjà reconnu implicitement en leur donnant les rivières, et, surtout, le fond des rivières.

Le fait que le gouvernement fédéral a le contrôle de la navigation ne lui donne pas plus la propriété de l'eau que son pouvoir de créer des chemins de fer et de les faire passer où il veut ne lui donne la propriété du sol. Il lui faut acheter le terrain. S'il n'achète pas l'eau, c'est parce que tous en ont la jouissance gratuite. La sous-section 5 de l'article 92

dit que la "vente et l'administration des terres publiques appartiennent aux provinces". Rapprochée de la sous-section 13 qui leur donne la "propriété et les droits civils", elle comprend tout le domaine compris dans les terres publiques et toutes les ressources naturelles qui peuvent être possédées par le gouvernement.

Aujourd'hui, on tient le pouvoir fédéral responsable de tous les dégâts causés par le Saint-Laurent; par exemple; il n'y a aucune raison de le faire, quand ces dommages ne sont pas causés par quelques-uns de ses travaux ou par les navires sur lesquels il a le contrôle. Pourquoi répondrait-il que le fond des rivières ne lui appartient pas? Les inondations, par exemple, sont causées par des défauts de formation dans le domaine public; c'est à celui qui a la propriété du domaine public à les faire disparaître.

Pour contrebalancer cette charge onéreuse, les provinces, en revanche, ont la propriété des pouvoirs d'eau. Il est vrai que le gouvernement d'Ottawa possède aujourd'hui, dans ses attributions, les pouvoirs résultant des canaux existants; mais c'est par une stipulation spéciale de l'Acte fédéral, article 108, qui dit: "Les travaux et propriétés publics de chaque province énumérés dans la troisième cédule annexée au présent acte appartiendront au Canada".

Or, la troisième cédule contient, comme "travaux et propriétés publics devant appartenir au Canada; l<sup>o</sup>.- Canaux avec les terrains et pouvoirs d'eau y adjacents (connected therewith, dit l'anglais)". Il ne s'agit pas ici d'une simple division de l'actif appartenant à l'ancien Canada. Le fait que, pour investir le fédéral de cet actif, on est obligé de mentionner nommément les pouvoirs d'eau existants prouve assez clairement que ce n'est pas un droit intrinsèque découlant de l'Acte Impérial et qu'il ne peut se présumer.

Dans tout canal nouveau, par exemple, le Trent, ou la baie Georgienne, les provinces peuvent réclamer la propriété de ces pouvoirs, si le gouvernement d'Ottawa consent à ouvrir les berges de ces canaux. Comme propriétaire des travaux, il pourrait réclamer une part des revenus pour l'intervention dans ses talus et dans le courant du canal, mais les biefs conduisant l'eau à des usines seront la propriété des gouvernements locaux.

Naturellement, le contrôle de la navigation donne au gouvernement fédéral le pouvoir de multiplier les usages pour l'accommodation des navires et pour tout ce qui s'y rapporte; il a le droit de creuser le lit de la rivière qui ne lui appartient pas,

d'y asseoir des phares, d'y faire des barrages pour augmenter l'approvisionnement de l'eau, mais seulement en vertu des pouvoirs incidents nécessaires à l'exercice de son pouvoir principal. Il n'a pas plus la propriété de l'eau qu'il n'a le fond sur lequel elle coule.

Il est nécessaire de poser ce principe, afin d'établir l'absence de pouvoirs et de privilèges pour le gouvernement fédéral dans les concessions de barrages et de tout ce qui se rapporte à l'eau. Si une entreprise détourne l'eau de manière à nuire à la navigation, il a certainement le droit d'intervenir, mais seulement pour cette unique raison. Pour un approvisionnement d'eau indifférent à la navigation, son concours est parfaitement inutile et illégal. Le gouvernement provincial est le seul pouvoir en état d'agir.

La Cour supérieure, d'Ottawa, comme le Conseil privé, de Londres, ont décidé ce point depuis 1898. Dans la cause de Martha Suzanna, contre le procureur général de Québec, Lord MacNaughten a, le 13 juin 1911, confirmé comme suit, une fois pour toutes, le jugement de la Cour supérieure de 1898:

"Cette question, qui a été la cause de grandes difficultés à cause de la phraséologie de la cédule III, dans l'Acte de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, n'a été finalement réglée qu'en 1899. Quand cette cour a affirmé la décision de la Cour suprême: que dans les mots de la cédule III "Améliorations sur les lacs et les rivières" les rivières, à part des améliorations faites, n'étaient pas rangées parmi les droits du dominion, mais appartenaient à la Couronne, gérée par la province."

Il ressort clairement de là que le gouvernement de Québec est le seul capable légalement d'autoriser les héritiers de feu J.-B. Robert, de faire des travaux à Valleyfield, pour "alimenter le canal à Catherinestown, dans la seigneurie et le district de Beauharnois, de manière à pouvoir fournir de l'eau à la rivière Saint-Louis".

Le gouvernement d'Ottawa est tout à fait étranger à ces travaux, parce qu'ils n'affectent pas la navigation et remettent à une autre partie du Saint-Laurent l'eau qu'ils y prennent 17 milles plus haut.

Aujourd'hui la possession du fond des rivières par les gouvernements provinciaux, ou, dans les cas des rivières navigables ou flottables par les propriétaires riverains est de droit élémentaire.

Voilà une opinion qui mérite qu'on la considère sérieusement, vu qu'elle a été écrite par l'un des plus grands journalistes et économistes politiques

du Canada, le regretté Monsieur Arthur Dansereau, ancien rédacteur de *La Presse* et qui a agi pendant longtemps, vers 1867, comme secrétaire et ami de feu Sir George Étienne Cartier<sup>48</sup>, l'autorité compétente et l'homme d'État canadien le plus important de l'époque et qui fut un des fondateurs de la Confédération.

En sorte que l'opinion de ce grand journaliste canadien mérite qu'on apprécie à sa juste valeur ses écrits, lui qui a connu particulièrement l'esprit avec lequel a été fondée la Confédération et rédigé l'Acte de l'Amérique britannique du Nord avec les intentions qu'il comportait, quant aux pouvoirs du gouvernement fédéral et des pouvoirs accordés aux provinces.

Le grand homme d'État canadien, le plus illustre des fils dont s'honore le Canada tout entier, et particulièrement la province de Québec, avait à cœur de développer et d'améliorer les canaux du Saint-Laurent pour protéger la navigation intérieure et maritime du Canada, puisque c'est lui-même et son gouvernement qui ont fait voter les premières sommes nécessaires au creusement du Canal Welland à 25 pieds de profondeur.

Il aurait été inutile pour l'avantage du Canada d'approfondir le Canal Welland, sans que les autres canaux du Saint-Laurent, depuis Prescott à Montréal, fussent creusés à la même profondeur. Et les millions dépensés jusqu'à présent pour approfondir ce canal seraient une pure perte pour le Canada, si les autres canaux n'étaient pas approfondis jusqu'à Montréal.

Une autre preuve que Laurier<sup>49</sup> et son gouvernement avaient l'intention d'encourager l'amélioration des canaux, c'est qu'il fit passer un ordre en conseil en 1909, donnant la permission de prendre le surplus de l'eau du lac Saint-François pour le déverser dans le lac Saint-Louis par un nouveau canal, dont les plans seraient sujets à l'approbation du gouvernement du Canada.

Un contrat est intervenu entre une compagnie et le gouvernement fédéral, basé sur cet ordre en conseil, ce qui permettrait le creusement d'un canal de 25 X 35 pieds de profondeur entre ces deux lacs, ce qui créerait un canal de navigation entre ces deux points, en même temps que le développement de pouvoirs d'eau jusqu'à concurrence de 500,000 à 1,000,000 (un million) de chevaux-vapeur (suivant la quantité de pieds cubes par seconde qui serait prise). C'était là la politique, sage, saine et éclairée du plus grand homme d'État canadien, qui voyait juste, qui savait s'élever au-delà des intérêts personnels et mesquins et des intérêts spéculatifs particuliers, pour faire triompher les véritables intérêts nationaux du Canada.

Lorsque nous avons entendu et lu les paroles remarquables prononcées au banquet offert à l'honorable M. Lapointe<sup>50</sup> à Québec<sup>51</sup>, dans le mois de février dernier, nous avons été fiers d'applaudir les paroles franchement patriotiques du distingué premier ministre canadien, lorsqu'il déclara que sa politique serait la continuation de celle de Sir Wilfrid Laurier, depuis 1896 à 1911.

Le Canada et la province de Québec peuvent assumer une admirable tâche dans la solution de ces problèmes économiques, dont dépend véritablement une partie de l'avenir du Canada et de la province de Québec.

Non seulement c'était la politique de Sir Wilfrid Laurier, il est peut-être bon de rappeler ici que la Fédération des chambres de commerce, réunie à Sorel en congrès les 12, 13 et 14 juin 1916, a adopté une résolution favorable au projet qui lui a été soumis de construire un canal de 700 pieds de largeur partant du lac Saint-François au lac Saint-Louis, pour faciliter la navigation sur le Saint-Laurent, et se rendre plus facilement aux ports de Montréal et de Québec. Si toutes les chambres de commerce de la province de Québec se sont prononcées en faveur de ce projet qui favorise le développement des industries du commerce et de la navigation canadienne, c'est que les plus hautes autorités compétentes dégagées de préjugés approuvent ce projet, dans le meilleur intérêt de la province et du Canada.

Non seulement le projet de loi et ses chefs les plus distingués sont en faveur du creusage et de l'amélioration des canaux du Saint-Laurent. Non seulement, c'est Laurier, avec ses idées élevées et la conception des œuvres progressives véritablement nationales, qui a demandé la création du nouveau canal de Welland et autres canaux longeant le Saint-Laurent jusqu'à Montréal, mais, le Parti conservateur a endossé cette politique-là, et les associations conservatrices ont passé des résolutions définissant l'appui lui-même accordé à ces projets d'agrandissements de nos canaux canadiens.

Ces associations ont même recommandé les tracés faits par certaines compagnies. J'ai ici en main les résolutions de ces associations, ce qui démontre que tous les partis politiques de notre pays préconisent et endossent ces projets qui comportent en eux-mêmes le plus complet avancement matériel de notre trafic et de notre commerce.

Malheureusement, depuis quelques années, il faut l'avouer, une campagne menée par les trusts, intéressés à ne pas avoir de concurrents, et une certaine presse mal inspirée combattent ce projet, qui est pourtant dans le meilleur des intérêts du Canada et de la province de Québec.

Il est peut-être bon de dire ici que les États-Unis et l'État de New York particulièrement font une campagne de journaux pour tâcher de détourner la saine opinion publique canadienne, afin d'attirer vers les ports américains la navigation du Saint-Laurent qui doit, tout naturellement, nous appartenir et être développée aussi complètement que possible, pour protéger les véritables intérêts canadiens et ceux de l'Empire britannique, en général, mais tout spécialement les intérêts de la province et de la métropole du Canada.

Savez-vous ce qui se passe à l'heure présente? L'État de New York, l'œil toujours largement ouvert, est en voie de détruire Montréal et la province de Québec au point de vue du trafic, du commerce et de la navigation maritime intérieure.

Une grande partie des rapports et des déclarations faites par certains hommes politiques des États-Unis n'est que du camouflage pour empoisonner l'opinion publique canadienne et surtout celle de la métropole du Canada et de la province de Québec. Et cela, afin de donner le temps à l'État de New York et la ville de New York de pratiquer une mainmise sur nos ressources naturelles et détourner le courant de la navigation intérieure et maritime, à travers l'État de New York et vers la métropole commerciale américaine et les autres ports de l'Atlantique.

J'ai ici à la main le prospectus et les rapports qui prouvent l'intention de construire à eau profonde, un canal reliant le lac Ontario et la rivière Hudson, de l'extrémité est du lac Ontario, à la rivière Hudson à Kenwood au sud d'Albany.

Non seulement le tour serait joué, mais la métropole canadienne et la province de Québec deviendraient isolées, pendant que la navigation maritime irait à Toronto, par cette voie, et ainsi les ambitions de la province voisine seraient réalisées à notre préjudice et au bénéfice des États-Unis.

Mais comme nous avons pour nous l'avantage de la distance et que Montréal est plus rapproché de l'Angleterre par 602 milles, en prenant Buffalo pour base, nous occupons une position plus avantageuse pour les Américains et les Canadiens de l'Ouest, et ils ne doivent pas ignorer qu'ils devront faire valoir en temps opportun la route du fleuve Saint-Laurent et de ses canaux jusqu'à Montréal, qui raccourcirait si considérablement la distance navigable entre l'Amérique et l'Europe.

Si nous refusons d'étudier dès maintenant les moyens à prendre, pour nous protéger efficacement sur cette importante question, nous nous réveillerons un beau matin pour apprendre que nous avons été sacrifiés au bénéfice de nos puissants voisins et peut-être annexés et rendus en dedans de leurs frontières.

N'oublions pas l'histoire du passé et rappelons-nous que le Canada a été sacrifié à maintes reprises, particulièrement par le traité d'Ashburton, le traité de l'Alaska, et le Chicago Drainage Canal, et qu'il est bien possible que nous le soyons de nouveau dans les négociations déjà entamées entre les gouvernements de Washington et l'Angleterre, sur cette importante question.

N'oublions pas que les sommités de la politique américaine sont en faveur de ce projet et que ces hommes politiques américains feront tout en leur pouvoir pour nous arracher le problème à leur bénéfice d'abord, et en tirer tout le profit possible. Mais nous avons pour nous l'avantage des distances à parcourir et nous occupons la position stratégique, si je puis m'exprimer ainsi. Je dis cela sans motif de provocation, mais cherchant simplement et aussi complètement que possible l'intérêt de ma province et de mon pays.

Voici ce que disait le président Harding<sup>52</sup> au sujet de cette question: "La praticabilité du projet d'une voie navigable des grands lacs à l'Atlantique par le Saint-Laurent ne peut être mise en doute." Telle est la déclaration faite aujourd'hui par le président Harding, parlant devant la convention nationale des agriculteurs.

J'ai déjà parlé, continue le président, des avantages dont jouit l'Europe, par suite de ses facilités d'accès à la mer, de ses facilités plus économiques de transport.

Dans notre pays, nous avons l'une des opportunités les plus attrayantes qu'il existe au monde d'étendre nos voies de transport de plusieurs centaines de milles à l'intérieur des terres. On pénétrera au cœur du continent, avec ses vastes ressources agricoles et industrielles, par la mise à exécution du projet de la route du Saint-Laurent, rendu navigable, depuis les Grands Lacs jusqu'à l'Atlantique. Si les transatlantiques avaient accès à tous les ports des Grands Lacs, il s'en suivrait un développement énorme de la vie industrielle dans l'intérieur du continent.

On ne peut mettre en doute la possibilité de mettre ce projet à exécution, et quant au coût qu'il entraînerait, il serait insignifiant comparé à l'exécution de quelques autres merveilles du génie civil.

Toutes désorganisées qu'elles sont, les nations centrales de l'Europe s'occupent cependant du développement de leur communication intérieure par voie fluviale. En reliant le Rhin au Danube, on pourra établir un service de navigation de la Mer Noire à la Mer du Nord, de la Méditerranée à la

Baltique. Si l'Europe a pu faire taire ses animosités de races et si l'on a pu triompher de difficultés économiques, il semble que nous aurions plus de facilité de faire triompher notre projet.

Voici que M. Herbert Hoover<sup>53</sup>, l'un des plus grands économistes politiques de notre époque, dit que le creusage des canaux économiserait 10 cents par minot pour l'exportation du blé et que cela permettrait une plus grande production de céréales. Si la chose serait (sic) bonne pour les États-Unis, elle l'est davantage pour le Canada, et ce, non seulement pour les céréales, mais pour tous les produits agricoles et manufacturés, tant exportés qu'importés d'Europe et d'ailleurs.

J'ai ici les opinions favorables de la part de Mr. W. F. MacLean<sup>54</sup>, M.P., de Mr. Frank H. Keefer<sup>55</sup> et de l'honorable Mr. Jas. A. Robb<sup>56</sup>, le nouveau ministre du Commerce dans le gouvernement canadien. Voici ce qu'il disait au sujet de la transportation:

"Que le Canada en avait beaucoup, peut-être trop, mais il suggérait que si le Canada voulait concourir avantageusement avec les marchés des pays de l'univers, il doit être préparé à transporter ses marchandises aussi rapidement et aussi bon marché que les pays étrangers. Le Canada a des lignes de chemins de fer et des bateaux. Sûrement le Canada devrait exporter des ports canadiens à des taux aussi bas que les autres ports du continent.

"Ce n'est pas le temps de nous diviser, mais c'est le temps de nous unir et de travailler, avec nos soldats de retour parmi nous; ils sont anxieux de s'établir et de travailler dans la paix, comme ils ont travaillé vaillamment à la guerre. Nos ressources ne seraient d'aucune valeur, si le peuple ne se met pas au travail et ne les développe pas, pour donner de l'emploi au peuple et des revenus à la nation.

"Pour accomplir cette œuvre, je demande l'appui des hommes d'affaires, et je sais que je l'aurai, sans s'occuper des divergences politiques, mais avec l'idée de l'avancement du dominion que nous servons."

Voilà les paroles patriotiques de l'un de nos hommes d'État les plus distingués. Je vous demande pardon, si j'ai interrompu tout à l'heure les déclarations que je voulais vous faire au sujet des intentions des Américains de faire dévier la route du Saint-Laurent par une prise d'eau à l'est du lac Ontario, pour creuser un canal du lac Ontario aux environs d'Albany sur la rivière Hudson, en passant en partie par le New York State Barge Canal, qui a déjà coûté deux cents millions à l'État de New York; j'ai voulu tout simplement, incidemment donner les opinions des hommes d'État canadiens et américains sur cette question.

J'ai ici la photographie avec le prospectus de ce projet qui isolerait la province de Québec et paralyserait le développement matériel du territoire du fleuve Saint-Laurent au Canada, et qui dirigerait presque entièrement le trafic et la navigation intérieure et maritime vers le port de New York et les ports de l'Atlantique des États-Unis.

Voici ce qu'ils disent: "Nous n'avons pas besoin d'aller au Canada pour une route canalisée. La meilleure est indiquée par une ligne noire sur la carte plus bas imprimée. Les raisons sont probantes:

"1. La congestion du terminus de l'État de New York cessera lorsque ce canal sera en opération. Les pouvoirs hydrauliques seront établis où l'on en a le plus besoin dans le centre de l'Est de New York.

"2. 1,400,000 chevaux-vapeur seront développés sans changer le traité des frontières canadiennes. Le revenu des pouvoirs d'eau seul pourra payer pour le coût total de la construction.

"3. Le gouvernement n'a pas besoin de dépenser des centaines de millions, mais retirera une partie des revenus de la compagnie ou corporation et le canal sera mis en usage, sans payer le droit de passage, sa construction étant entièrement payée.

"4. Après que cela sera accompli, alors nous pourrions aider le Canada à construire le canal du Saint-Laurent, mais nous devons insister qu'il soit de 30 pieds.

"5. Il y a vingt ans passés, Angell, Russell, Cooley, Raymond, Nobel, Wisner, tous de bons ingénieurs et économistes, recommandèrent cette route toute américaine, telle que nous la ferons nous-mêmes sans charge. Leur rapport a coûté un demi-million de dollars.

"6. La traditionnelle économie des ingénieurs de l'armée, qui ignorent les revenus des pouvoirs et autres ressources indirectes, sera obviée par le fait de cette construction.

"7. Les bateaux de fret pourront aller et revenir et gagner de l'argent durant le cours de l'année. Les États-Unis maintiendront le contrôle de la navigation.

"8. Ce canal sera d'une grande valeur militaire comme il a été démontré durant le cours de la Grande Guerre mondiale. Les eaux des débâcles seront emmagasinées pour en faire usage.

"9. La plupart des marchés de l'univers sont plus rapprochés par cette route et nous avons une saison de navigation plus longue à cet endroit. Le temps de navigation de Duluth à New York sera de moins de 6 jours.

"10. Nous demandons une charte fédérale et que le Congrès déclare que cette route est une voie

publique sans payer aucune charge, ni aucun droit de passage.

"Voici les faits positifs et non pas du sentiment. Les Américains doivent contrôler leur navigation jusqu'à la mer.

"C'est le plus grand projet d'ingénieur qui ait été encore émis depuis la construction du Canal de Panama."

"Daté à Washington D. C. Septembre 1<sup>er</sup>, 1920.

"(Signé) Millard. F. Bowen & Associates."

Voici ce qu'ils ajoutent en pages principales de leur prospectus. Une déclaration du sénateur Lodge<sup>57</sup> qui dit: "Nous devrions y songer longtemps, avant de nous joindre à un autre pays pour faire une voie navigable que nous ne pouvons pas contrôler. Le peuple qui contrôle l'embouchure de la rivière contrôle la rivière. Si une voie navigable peut être construite à travers notre pays, je crois que ce canal devrait être construit par cette voie. La route devra être entièrement à travers le territoire américain, ce qui donnerait la réduction du prix de transport pour les produits agricoles de l'Ouest et en même temps se maintiendrait dans les limites de nos frontières.

Aussi longtemps qu'une voie navigable est dans notre territoire, il n'y a pas de danger pour aucune discussion internationale. Un moyen d'avoir de bonnes relations aussi étroites que possible avec le Canada, c'est d'éviter les sujets de dispute. Nous prenons un risque dès que nous mettons le contrôle d'une grande partie de notre commerce le plus important entre les mains d'un autre pays." Congress Records, Page 3845, février 18, 1919.

Si un homme, de valeur politique et de l'intellectualité du sénateur Lodge, a fait des déclarations semblables, pourquoi les hommes d'État de notre pays ne prendraient-ils pas une position analogue et ne feraient-ils pas de déclarations semblables, en raison même d'un patriotisme national canadien aussi éclairé que celui du sénateur Lodge, au point de vue américain?

Voilà la question qui doit se poser à l'heure présente à tous ceux qui ont le souci du véritable intérêt public et qui désirent la prospérité assurée de la patrie canadienne, et particulièrement les progrès nouveaux qui s'imposent à la province de Québec et à la métropole.

Montréal occupe une position stratégique, en raison du fait qu'elle se trouve située à l'embouchure de la rivière Ottawa et au pied des dernières écluses des canaux canadiens, et en même temps tout près de la rivière Richelieu, qui devra se relier par un canal à

la Métropole du Canada et amener le trafic du lac Champlain et de la rivière Hudson par la voie du Saint-Laurent, tout en développant entre le lac Champlain et Sorel, qui est à l'embouchure de la rivière Richelieu, un million de chevaux-vapeur, qui seraient si utiles à cette vallée de la rivière Richelieu et du lac Champlain.

Voici maintenant un projet pour régulariser la navigation sur le Saint-Laurent depuis le lac Saint-Pierre jusqu'au lac Ontario. Une jetée régularisant avec écluses sur le Saint-Laurent, près des Îles de Berthier, ce qui empêcherait les grands courants et éviterait les travaux de dragage du Saint-Laurent, de ce point jusqu'à Montréal, et de l'embouchure de la rivière Richelieu jusqu'au bassin de Chambly.

2. Améliorer la rivière Richelieu jusqu'au lac Champlain.

3. Un canal de navigation avec pouvoirs d'eau partant du lac Saint-François jusqu'à Montréal, avec connections jusqu'à Chambly. Les pouvoirs d'eau pourraient être développés à plusieurs endroits entre Beauharnois et Laprairie, où, si les conditions le permettent, tout le pouvoir pourrait être créé par les quatre rapides en venant jusqu'au Bassin de Laprairie: les rapides du Coteau, Les Cèdres, Les Cascades et de Lachine. Il y aurait une possibilité de développer deux à trois millions de chevaux-vapeur à dix milles du centre de Montréal, la métropole du Canada et sa principale citée industrielle.

4. Une division des pouvoirs d'eau pourrait être faite entre le Canada et les États-Unis pour que le Canada, à cet endroit, approfondisse ses canaux à Cornwall et prenne sa part de pouvoirs d'eau disponibles dans cette partie de la province d'Ontario.

5. Il faudrait faire disparaître le Rapide Plat.

6. Avoir des travaux régulateurs internationaux au-dessus de la Pointe-Aux-Iroquois, avec canal de navigation, canal de pouvoirs d'eau du côté canadien et développant la part des pouvoirs d'eau disponibles du Canada entre le lac Ontario et le Rapide Plat, sur le sol canadien à la pointe aux Iroquois. Par ce plan, chaque nation aura le contrôle de ses travaux de chacun des deux pays. Car il ne faut pas oublier que le Saint-Laurent à cet endroit forme la frontière internationale sur une certaine distance. Nous devons prendre cela en considération que la Grande-Bretagne et les États-Unis ont passé un traité par lequel le chenal du Saint-Laurent serait également libre et ouvert pour les bateaux des deux nations.

Il y a, dans la province d'Ontario, un million et demi de forces hydrauliques qui pourront se partager entre les États-Unis et le Canada. Entre le

lac Saint-François et le lac Saint-Louis, un canal pourrait développer jusqu'à concurrence de un million de chevaux-vapeur, mais en continuant ce canal jusqu'à Laprairie et Montréal, il y aurait un million de chevaux-vapeur additionnels, et si nous ajoutons à cela approximativement un million de chevaux-vapeur sur la rivière Richelieu, il y aura donc environ trois millions de chevaux-vapeur dans les limites de la province de Québec, et un million et demi de chevaux-vapeur entre Ontario et les États-Unis.

Quelle aubaine pour la province de Québec si ces travaux et ces projets pouvaient être réalisés.

Mais, me dira-t-on, on ne pourrait pas faire usage de toute cette force motrice au Canada. N'y aurait-il pas moyen qu'une partie de cette force motrice soit louée par contrat à nos voisins les Américains, comme la chose existe déjà pour la compagnie "Cedars Rapids" qui expédie plus de 60,000 chevaux-vapeur à Messina Springs aux États-Unis?

Ce qui permet à la province de Québec de retirer des revenus considérables de ce chef et qui se chiffreraient dans les millions par année. Avec les nouveaux développements, le précédent est créé, et si nous ne craignons pas de poursuivre la politique déjà préconisée, la province de Québec pourrait alimenter toutes les industries nouvelles qui viendraient dans ses domaines, puis elle pourrait permettre, par l'entremise du consentement du gouvernement canadien, une exportation raisonnable de force motrice tellement désirée et convoitée par nos voisins au-delà de la ligne 45e, qui n'attendent qu'après nous pour nous faire retirer les énormes bénéfices dont nous sommes privés à l'heure présente.

Avec les études approfondies que le gouvernement peut faire, avec les techniciens et les praticiens qui l'entourent, avec les visions justes et éclairées des compétences économiques, la solution de ces problèmes importants aura sa réalisation prochainement, avant que nos voisins nous aient enlevé ces projets par des développements identiques, qui seront tout à leur avantage et à notre préjudice.

Regardons donc un peu en avant, soyons de notre siècle et des progrès nouveaux qui s'imposent, et collaborons ensemble à l'édification des œuvres véritablement nationales, dont notre pays doit profiter; et la province de Québec, qui occupe cette situation unique, doit profiter plus que toute autre de ces problèmes économiques qui répandront la richesse et la prospérité parmi nos populations, pour le bien-être du bonheur de la patrie canadienne et de notre chère province de Québec.



Qu'il me soit permis de dire que je suis né sur les rives du lac Saint-François, près des bords du canal qui relie ce lac au lac Saint-Louis, deux élargissements du Saint-Laurent.

Ce canal a été construit il y a plus de quatre-vingts années afin de compléter, dans le temps, la navigation entre les Grands Lacs et Montréal, de manière à éviter les trois rapides, l'un entre Valleyfield et Coteau, en second lieu les Rapides des Cèdres situés entre Saint-Timothée et les Cèdres, et ensuite les Cascades entre Soulanges et Vaudreuil, d'un côté, et les paroisses environnant Beauharnois, de l'autre côté.

Ces rapides couvrent une distance de douze à quatorze milles, avec le développement possible de pouvoirs hydrauliques d'un million et demi de chevaux-vapeur. Depuis ma jeunesse, j'eus toujours sous les yeux ce que la nature a créé si beau et si puissant à l'admiration de l'humanité et pour le bénéfice de notre cher pays. Depuis 25 années de vie publique, je me suis appliqué surtout à l'étude de ces problèmes d'économie politique, qui peuvent tant aider au développement de nos ressources naturelles qui sont si abondantes et si fructueuses.

Déjà, plusieurs pouvoirs hydrauliques ont été créés entre le lac Saint-François et le lac Saint-Louis, qui ont tous contribué à la prospérité de ce district.

C'est pourquoi, nous devons poursuivre le développement de ces ressources naturelles qui produiront de la lumière et de la chaleur, nécessités actuelles de la vie, et aussi le pouvoir pour nos industries déjà établies, et en même temps pour celles qui pourraient être fondées si nous pouvions, à peu de frais, faire ces développements qui seraient avantageux pour notre population. Je crois que, dans un avenir prochain, ces problèmes pourront être réalisés (sic).

Puis, il y a aussi les développements de la rivière Ottawa et la rivière Richelieu, au point de vue de la navigation et des pouvoirs d'eau et de leur communication plus directe et plus profitable avec le fleuve Saint-Laurent.

Deux propositions sont devant le public, afin d'améliorer notre système de voies par eau, afin de relier les Grands Lacs avec Montréal et l'océan. L'un est de creuser nos canaux à 22 pieds, et l'autre, à 35 pieds.

Il faudra que l'un ou l'autre de ces systèmes soit créé. Le premier sera bientôt complété jusqu'à Prescott, et de cette ville atteindre définitivement Montréal, si le canal Welland n'a pas été creusé, afin de n'aider que nos puissants voisins des États-Unis. Le second est présenté par ceux qui ont étudié le

problème depuis 25 ans et qui prétendent avec raison qu'ils peuvent, sans difficulté, amener la navigation entre l'océan et les Grands Lacs ou une partie d'icelle.

Veuillez me permettre d'exprimer mes vues et celles de mes amis sur ce sujet, afin de démontrer les avantages merveilleux que Montréal en retirerait ainsi que la province de Québec, particulièrement les contrées situées sur le parcours en Canada et aux États-Unis, et tous ceux qui bénéficieraient grandement non seulement dans ces localités, mais aussi dans l'univers entier, car c'est une question internationale d'une importance telle qu'elle sera un bienfait pour l'humanité tout entière, particulièrement l'Amérique du Nord et le continent européen, mais plus spécialement le Canada et l'Angleterre.

La nouvelle voie internationale par eau que l'on propose n'aura que 14 écluses entre l'Océan Atlantique et la tête des Grands Lacs, et les vaisseaux ayant une vitesse de 12 nœuds à l'heure pourront faire le trajet de Montréal à Fort William en 95 heures avec aise.

De nombreux ingénieurs éminents de toutes les parties du monde et des groupes d'hommes, qui ont des milliards de dollars investis dans les grands océaniques et navires de fret, ont reconnu la réalisation économique et pratique de cette voie par eau améliorée.

Toutes les routes économiques ont été étudiées au point de vue commercial, national et international. Le projet est si vaste, les services qu'il peut rendre sont si pressants et les résultats de sa réalisation trop durables pour permettre des décisions préconçues; conséquemment, il n'y a que la route la plus réalisable, la plus pratique et économique qui sera utilisée, et ce sera de suivre le cours naturel de l'eau à partir des Grands Lacs à l'Atlantique par le fleuve Saint-Laurent, sans en affecter sa beauté naturelle.

Plusieurs compagnies ont été fondées dans le but de promouvoir le projet de relier l'Atlantique aux Grands Lacs. Depuis 25 années, ces promoteurs et, subséquemment, ces compagnies n'ont rien négligé dans le but de mettre le public au courant des bénéfices que, non seulement le continent nord-américain, mais l'univers entier retirerait de la construction de ce système projeté de navigation et de développement de nos ressources.

Le canal de Panama a été construit en moins de dix années et, en septembre 1920, on a perçu pour plus de \$1,000,000 en péages des navires qui ont traversé par ce canal. Nous attirons l'attention

spéciale sur le fait extraordinaire que le taux de fret de Chicago à San Francisco, par voie de chemin de fer, est de 3,000 milles par chemin de fer, et, par eau via le canal de Panama est de 6,299 milles (1,000 milles par rail et 5,399 milles par eau), et quoique le fret est transporté des trains aux navires à un port de l'Atlantique, New York, Philadelphie, Baltimore, etc., le coût du transport est moins élevé par cette voie (rail et eau) que par la route directe de chemin de fer qui est de 3,299 milles plus courte. Ce qui est un témoignage frappant des bénéfices que donne une route complètement par eau.

Depuis l'ouverture du canal de Panama, les ingénieurs ont été convaincus de la nécessité de relier les lacs et les rivières de l'intérieur, afin de créer une expansion de commerce dans ces endroits à des taux de transport moins élevés, pourvoyant par le fait même à un plus grand développement industriel qu'autrefois.

Les bénéfices, en abrégant la distance entre l'Atlantique et le Pacifique pour les ports américains, peuvent s'appliquer aussi bien au Canada. Par l'ouverture du canal de Panama, de tous les ports du Canada, Vancouver est spécialement favorisé. Victoria, sur l'île de Vancouver, et New-Westminster se ressentent des bienfaits de ces changements de transport.

Par voie du canal de Panama, la route de Liverpool à Vancouver a été raccourcie de 5,921 milles; pour un navire d'une vitesse de 300 milles par jour, c'est une épargne de 20 jours sur chaque voyage.

Cette route offre un nouveau débouché pour l'exportation des grains de l'Ouest canadien, qui sont presque tous transportés par chemin de fer aux ports de mer de l'Est.

Ce canal sera un bienfait pour les pays de l'Europe occidentale, dont les produits sont à destination des États du Pacifique et le Nord-Ouest canadien, qui n'auront plus à porter le fardeau d'un long hallage par rail des ports de l'Atlantique, mais qui seront distribués par les chemins de fer des ports du Pacifique.

Des concurrents étrangers comme la Chine, le Japon, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, etc., ont beaucoup d'avantages de concourir avec nous par cette voie plus courte et, en conséquence, à des taux plus bas. Ce qui amènerait une réduction importante du coût de la vie.

Ce chenal navigable à eau profonde proposé entre les Grands Lacs et l'Atlantique peut être creusé sans les grandes difficultés qu'ont suscitées les canaux de Panama, Manchester, Suez, de la Mer du Nord,

dans la Baltique et celui de l'État de New York. Ce projet peut être un fait accompli en cinq années, au coût de moins de un milliard de dollars et, en même temps, des canaux subsidiaires de quelques pieds de profondeur entre Fort Severn et le lac Ontario et de la baie Georgienne à Montréal, via Ottawa qui peuvent être complétés et pourraient développer à peu près dix millions de chevaux-vapeur hydrauliques et distribuer en Canada durant sa construction \$700,000,000 en salaires, en matériaux, en main d'œuvre surtout, etc., tout en fournissant les pouvoirs hydrauliques pour les chemins de fer électriques, les manufacturiers canadiens ainsi que de la lumière et du chauffage pour les demeures à un taux aussi bas qu'il peut être obtenu n'importe où, de sorte que les fabricants canadiens pourraient produire toutes sortes d'articles et concourir avantageusement avec le marché du monde entier.

On ne peut nier le fait que les moyens de transport influent sur le prix de tout ce qui est acheté et vendu. On doit admettre que la transportation confine d'abord le territoire immédiat du commerce de toutes les villes. Elle fixe la part obtenue par aucune nation dans le commerce du monde, dans l'échange de ses produits. L'impôt de la transportation est de beaucoup le plus onéreux que nous avons à payer pour les produits manufacturés ou agricoles.

Le coût du transport de tout ce que nous mangeons, portons et employons tous les jours est si bien condensé, couvert et distribué dans le prix de chaque article que nous achetons, que rarement nous pensons jusqu'à quel point nous sommes taxés. En 1913, la dernière année normale, la facture du fret pour la famille de cinq personnes en moyenne, comptant le trafic du chemin de fer seulement, a été de plus de cent dollars par année.

En 1913, 79,719,344 tonnes de fret ont passé par le canal du Sault-Sainte-Marie au débouché du lac Supérieur. Si ce même volume de fret eût été transporté sur une même distance par voie ferrée, au taux moyen perçu par les chemins de fer des États-Unis et du Canada, le coût aurait été de \$445,555,488.59 de plus que le transport par eau cette année-là. Songez-y, presque un demi-milliard de dollars de plus que le destinataire aurait eu à payer pour ce fret, et cela, par un seul canal. Naturellement, ce surplus aurait été ajouté par le destinataire sur le coût de cette commodité, quand il l'aurait vendue.

Ce projet, qui est d'une importance provinciale nationale, internationale et mondiale ne doit pas être considéré seulement au point de vue

local, ou pour le bien qu'il ferait dans un certain district, ce qui ne serait pas logique ni raisonnable sous le rapport économique. On a besoin de l'étudier dans un esprit de largeur d'idée, en égard des services qu'il rendrait. Si le public doit être instruit sur ce sujet, il doit l'être bien, car en étant mal renseigné, c'est pis que ne pas être renseigné du tout. Tout homme a droit d'avoir une opinion honnête sur toute entreprise nationale, mais on devrait se méfier des expressions d'opinions sans portée, incorrectes et trompeuses, surtout quand il s'agit d'un projet de cette importance. La principale difficulté n'est pas de trouver les fonds pour cette entreprise, mais c'est de contrecarrer les faux rapports et la littérature trompeuse.

Il est évident que les fausses représentations faites par plusieurs orateurs et la littérature distribuée lors de la quinzième convention annuelle du Congrès national des rivières et havres, tenue à Washington D.C. le 10 décembre 1919, et en maintes circonstances ont été lancées dans le but de tromper le public en général, mais tous ces faux rapports ne peuvent pas modifier le fait que ce projet est réalisable et économiquement pratique; et quand il sera complété tel qu'on le propose, la distance navigable entre tous les ports des lacs Supérieur, Michigan et Huron sera actuellement de 602 milles nautiques plus près de Liverpool qu'aucune route des États-Unis ou même par le State Barge Canal de New York.

Le projet a tenu l'intérêt public en éveil. L'Ouest est fortement organisé pour le supporter: les forces financières, industrielles, agricoles et sociales ont été recrutées, afin qu'il réussisse. L'Ouest est l'entrepôt, la source de provisions et de produits illimités, et nécessaires dont l'Est a besoin, mais les artères de distribution sont obstruées et la circulation actuelle des produits si encombrée que la situation est absolument intenable. Le besoin le plus pressant du monde entier aujourd'hui est un moyen de transport plus rapide et à meilleur marché. Les énormes pertes de vaisseaux de cargaison durant la guerre, les régions dévastées et les sacrifices imposés aux moyens de transport, afin de faire face à la situation, ont créé une condition difficile dans les systèmes de transport, sans précédent dans l'histoire du monde.

C'est un fait reconnu et indiscutable que pour résoudre le problème de transport, c'est aussi celui de résoudre le coût de la vie. Les facilités de transport moins coûteuses et la diminution des taux signifient l'augmentation de la production, et par conséquent plus de production, à bon marché, amènera une

diminution dans le coût des nécessités et des accessoires nécessaires à la vie, tels que, le combustible, la lumière, la chaleur, le pouvoir moteur, etc., et une amélioration des conditions générales de l'existence.

La valeur des bonnes voies de communication pour le progrès et le bien-être commun est devenue si évidente, depuis ces dernières années, que l'on y dépense des milliards de dollars chaque année en améliorations. La valeur des routes de transport, améliorées et raccourcies est si grande, pour tous les pays en particulier et du monde entier en général, que quand elles sont réalisées, elles deviennent une cause de changements économiques qui ont non seulement amélioré les voies de transport, mais aussi l'aspect industriel du monde entier; c'est ce qui est arrivé à l'ouverture des canaux de Suez de Manchester, de la Mer du Nord, de la Baltique et de Panama.

L'Ouest en a compris le besoin vital et est décidé à tout prix d'aider le projet jusqu'à ce qu'il soit réalisé dans le plus court délai possible. Il ne se laissera pas entraver par les congestions des terminus de chemin de fer, et par le manque de facilités pour le chargement de ses produits manufacturés à bord des océaniques de grosseur suffisante pour transporter le fret avec économie, de la tête des Grands Lacs aux marchés européens, alors que par négligence la route naturelle du commerce reste inactive, lorsqu'avec l'amélioration nécessaire des navires de gros tirants d'eau pourront faire escale à tous les ports importants du Saint-Laurent et des Grands Lacs.

Il n'y a pas de difficultés sérieuses de travaux à surmonter, vu que toute l'entreprise peut être complétée en cinq ans de travaux actuels de construction, le capital privé pour cette fin étant si facile d'accès pour que les travaux se fassent tout de suite, sans recevoir pratiquement de secours des gouvernements.

Afin de pouvoir créer une voie rapide par eau pouvant relier l'Océan Atlantique avec la tête des Grands Lacs, il y a quelques considérations fondamentales dont le bon sens est compris par tous les gens éclairés et dont l'esprit est exempt de préjugés. La première de ces considérations est la route elle-même. Tous admettront qu'elle doit suivre le cours qui sera le plus économique, le plus réalisable et le plus serviable possible. Cette route devrait être choisie pour des fins de la plus parfaite honnêteté, exempte de telles considérations et d'influences locales, qui favoriseraient le petit nombre au détriment de la masse.

Cette nouvelle route par eau, améliorée, devrait être construite non seulement pour les besoins de la génération actuelle, mais aussi pour celles à venir. Le Canada est à son enfance et les États-Unis, qui recevront les bénéfices inhérents à cette route par eau, sont encore à l'état de croissance. Comme la nécessité de cette voie fluviale est si urgente à l'heure actuelle, de quelle importance sera-t-elle quand elle sera au service d'un autre vingt-cinq ou cent millions de population et des milliers de milles carrés nouveaux développés et exploités rationnellement dans le pays?

Pour être économique, il faut que la route soit profonde, large, rapide et avec le plus petit nombre d'écluses possible. Dans leur rapport, les ingénieurs de l'une des compagnies, la "Great Lakes and Atlantic Canal and Power Company Limited" ont conclu en outre qu'elle sera aussi droite que possible, elle ne doit pas avoir moins de 35 pieds de profondeur et de 400 pieds en largeur, avec seulement 14 écluses pour équilibrer la différence du niveau, qui est de 578 pieds entre le port de Montréal et la tête du lac Supérieur.

En jetant un coup d'œil sur la charte des Grands Lacs, elle démontre alors qu'ils sont très profonds et en conséquence navigables pour aucun bateau océanique: le lac Saint-Clair et la section ouest du lac Érié est la seule partie peu profonde qui entraverait la navigation, mais la route proposée par la "Great Lakes and Atlantic Canal and Power Company Limited" sera traversée par un canal direct entre le lac Huron et le lac Érié.

Il est bon de remarquer qu'aucune autorité accréditée sur le transport n'a jamais donné d'opinion à l'effet que la création de cette route océanique ne dépréciera en aucune façon la valeur et l'usage des systèmes de transport actuellement établis. Au contraire, il est prévu, comme conséquence, que les artères actuelles du transport économique seront stimulées, afin de déployer plus d'activité et de donner un service meilleur en leur destinant le fret qui, logiquement, leur appartient, tandis que les cargaisons pesantes ou autres qui tiennent le haut prix du transport par la nécessité de transbordement, ou de manutention en route, atteindront leur destination en évitant ce coût additionnel.

Un des résultats des plus désirables serait une distribution plus égale de l'équipement de notre système de transport, par rail, un soulagement général et permanent de la congestion actuelle de nos systèmes de transport, et un déversement plus solide et facile de toutes les commodités allant à l'Est et à l'Ouest, du Nord au Sud, permettant alors à tout le

nord du continent américain de faire concurrence au commerce du monde entier, sur un pied aussi favorable de transport qu'aucun autre pays au monde. Si la route par eau proposée était ouverte, il y aurait quatre-vingts pour cent des bateaux océaniques du monde entier, qui pourraient faire le trafic jusqu'aux Grands Lacs.

Des hommes qui ont investi leurs fonds dans des vaisseaux à fret d'un tonnage de 25,000 tonnes ont prouvé qu'ils seront capables de porter aucune sorte de cargaison de la tête du lac Supérieur à l'Océan Atlantique par cette route, à condition que cette voie par eau n'ait pas moins de 35 pieds de profondeur, et de 400 pieds de largeur, et réduire de 50 % le coût actuel ou à aucun prix réduit pour transporter le même tonnage à New York, par le "New York State Barge Canal".

Des millions de tonnes d'aliments et autres nécessités sont accumulés dans l'Ouest et le Nord-Ouest qu'ils ne peuvent expédier à cause du manque de transport pour faire face à la tâche. Il n'y aura jamais trop de voies de communication, soit par rail, eau, moteur ou autres moyens, afin de pouvoir se protéger contre la congestion du transport du fret dans les districts d'où les produits américains ou canadiens proviennent, afin qu'ils atteignent le marché.

C'est induire le public en erreur de lui faire croire que la majorité du tonnage de fret ne consiste que dans le transport du blé des Grands Lacs à l'océan et en Europe, quand cela ne forme qu'un faible pourcentage du tonnage expédié des Grands Lacs en Europe.

Du moment que les constructeurs de navires sur les Grands Lacs sauront que cette route à eau profonde sera complétée, ils entreront en concurrence sur le pied plus avantageux avec les meilleurs chantiers de construction du monde entier, pour construire des navires nouveaux chauffés à l'huile, afin d'utiliser cette route par eau, améliorée, vu qu'il n'y a aucun endroit qui offre plus de chances et plus de facilités pour la construction de tels navires, que les chantiers situés sur le Saint-Laurent et les Grands Lacs, et particulièrement dans les chantiers de construction de Montréal, qui occupera une situation des plus propices pour des industries de ce genre. Nous verrons aussi une plus grande activité régner aux chantiers maritimes de Québec, Lévis, Lauzon, Trois-Rivières, Sorel, etc.

Le chenal de 35 pieds que le gouvernement fait creuser actuellement entre Montréal et l'Océan, a été l'ouvre-l'œil pour induire Toronto, Hamilton, Windsor, Fort William etc., et bon nombre de villes

américaines à entreprendre une dépense combinée de centaines de millions de dollars en améliorations de havres dans le même esprit de nécessité et de progrès, et avec une prévision louable. Doit-on condamner telle prévision? Le pessimiste recevra sa réponse dans quelques années.

L'accomplissement de cette grande route par eau stimulera la construction d'autres canaux, comme subsidiaires, des tramways, des routes pour moteurs à traction, nouveau terminus de fret, améliorations des barges spéciales pour canaux, et le moyen le plus expéditif pour la manutention du fret mécaniquement au moyen d'accessoires tels que le Kircherier Patented Unit System, pour camions-moteurs, wagons, barges et océaniques, induisant les cultivateurs, les marchands, les fabricants et détaillants de toutes sortes de commodités, à devenir propriétaires de leurs propres unités de transport du type étalon pour colis, liquides, fruits, volailles et réfrigérants, aussi bien pour bestiaux sur pied, pour que la cargaison soit envoyée plus facilement, plus sûrement et plus directement du producteur au consommateur.

Les villes ne peuvent pas vivre d'elles-mêmes. Elles dépendent sur les campagnes avoisinantes et sur le commerce de leur pays et des pays étrangers. La ville de Détroit, Michigan, qui a tenu la tête sur toutes les villes du Nord américain en augmentation de population et de progrès industriel, durant les dix dernières années, doit son succès remarquable à l'esprit d'initiative industrielle de ses citoyens.

Montréal, géographiquement, est mieux située et occupe une position plus avantageuse que la plupart des villes américaines, à part le développement de ses grands pouvoirs hydrauliques en perspective qui seront à la base fondamentale de ses industries; elle devrait être en mesure de fabriquer toutes sortes de commodités à un coût de production suffisamment bas pour faire concurrence avec le marché du monde entier. Détroit est à mi-chemin entre la tête des Grands Lacs et Montréal, et il y a au-delà de 50,000,000 de tonnes de fret qui passent à un quart de mille en face de son port à chaque saison sans arrêt. Le passage de ce fret ne semble pas avoir nui à son progrès.

1. Montréal deviendra la clef de voûte du Saint-Laurent et des Grands Lacs et le pivot de la navigation maritime de l'Amérique du Nord.

2. Située aux pieds de la dernière écluse des canaux du Saint-Laurent, ses chantiers maritimes actuels verront leur main-d'œuvre se multiplier et de nouvelles industries de construction maritime s'établir sur l'Île de Montréal et ses environs.

3. Montréal recevra et expédiera plus facilement et plus directement d'Europe et d'ailleurs ses importations et ses exportations de produits agricoles et manufacturés.

4. Elle aura l'avantage de recevoir la matière première des fers et aciers, etc., qui leur viendront du Canada et des États-Unis, le fret étant beaucoup réduit, elle verrait s'établir des industries qui lui permettraient de développer ses fabriques et son commerce.

5. Étant le centre de distribution de toutes les compagnies de chemin de fer canadiens, elle verrait une nouvelle orientation de commerce maritime, attirant vers ses chemins de fer le nouveau cours qui dirigera le trafic durant l'hiver dans les ports maritimes, canadiens: Saint-Jean, Halifax, et Québec même surtout lorsque la navigation d'hiver sera établie, projet qui sera inévitablement résolu un de ces jours.

6. La navigation de petit tonnage et de tous les gros bateaux de navigation intérieure qui hiverneront ici occuperait une partie de nos classes ouvrières au travail, pour la réparation des outillages et de ses flottes.

7. Même tous les bateaux complètement chargés devront inévitablement faire un stage pour faire leurs entrées de douane et d'accise, et pour se pourvoir d'alimentation et tous besoins de leur bateau durant la traversée, ou pour le voyage vers les Grands Lacs et vice versa.

8. L'économie seule sur le fret du charbon pour la consommation de la Métropole se chiffrerait par millions à chaque année, que dire de l'économie qui en résulterait pour toute la province de Québec.

9. Quelle aubaine pour Montréal d'avoir à sa disposition un million et demi de forces motrices pour l'alimentation de son commerce et ses industries, pour le chauffage et l'éclairage et autres commodités à l'usage de la métropole et de la province.

10. Quel avantage pour la classe laborieuse qui verrait 200 ou 300 millions de piastres de travaux pour lesdits développements des pouvoirs hydrauliques et la construction des canaux dans la partie ouest de la province de Québec.

Voilà quelques-unes des raisons pourquoi Montréal et tous les corps publics devraient être en faveur de cet immense projet dont les conséquences se feront sentir immédiatement par les sommes dépensées pour la construction desdites œuvres et dont les résultats seront merveilleux pour l'avenir de la métropole et de la province de Québec.

Montréal occuperait donc une situation unique tout à l'avantage de son commerce et de ses industries, et tout au bénéfice de sa population qui devrait se doubler d'ici à 10 ans. Elle occuperait donc une situation particulièrement avantageuse dans l'univers économique.

Quels avantages immenses aussi pour les districts où les forces motrices seront développées pour l'extension de leur commerce et de leurs industries, le confort moderne, le bien-être et l'augmentation de leur population. Qu'il me soit permis de dire en terminant tous les bénéfices immenses qui découleraient de la construction d'un canal et des pouvoirs d'eau dans le comté et le district de Beauharnois qui possède actuellement les chutes les plus considérables qu'il y a à développer dans la province de Québec, et dans l'Amérique du Nord.

Aucuns des hommes qui s'occupent de cette route à eau profonde sont opposés au projet du canal de la baie Georgienne ou à aucun autre système de canaux. Ils voudraient, au contraire, que le canal de la baie Georgienne soit construit tout de suite, à une profondeur de 14 pieds de la baie Georgienne au lac Nipissing, 7 pieds du lac Nipissing au-dessus du Summit à la ville d'Ottawa, 35 pieds d'Ottawa au fleuve Saint-Laurent. Une telle construction serait adéquate au pays et développerait autant de pouvoirs hydrauliques le long de la route entre la baie Georgienne et Montréal.

Aucun système de canaux ne peut intervenir avec cette route rapide à eau profonde et ne peut intercepter sa réalisation. Supposons que le canal de la baie Georgienne soit construit d'après les plans et tracés faits par le gouvernement fédéral, à 22 pieds de profondeur, il n'aurait aucun effet pour empêcher la construction de cette route à eau profonde.

Il ne pourrait pas servir plus qu'un dixième du trafic à être transporté, ne le serait pas à des taux de concurrence, avec des vaisseaux qui passeront par cette voie par eau, à cause des nombreux obstacles sérieux devant être rencontrés entre la baie Georgienne et Ottawa. Les eaux de la baie Georgienne sont maintenant à 578.51 pieds au-dessus du niveau de la mer, et les vaisseaux quittant la baie Georgienne pour Montréal devront être élevés sur le sommet à une hauteur de 677 pieds au-dessus de la mer, ou un soulèvement de 98.49 pieds à son premier niveau à travers un passage très dangereux, dispendieux et lent.

Il faut se faire une idée que d'Ottawa à la baie Georgienne, c'est un canal ininterrompu, qui nécessite continuellement un ralentissement de vitesse pour les vaisseaux, tandis que de Prescott à Hamilton et surtout le parcours à travers les Grands Lacs, les vaisseaux peuvent aller à pleine vitesse. De plus, quand même les travaux seraient complétés, avec

tout le soin et à n'importe quel prix, il n'y a aucune sauvegarde contre les avaries aux écluses en montant ou en descendant des hauteurs des terres à travers cette route artificielle que la nature n'aide en aucune façon.

Au cas d'un accident par la rupture d'une des écluses sur la hauteur des terres, cela exposerait des pertes de vie en submergeant les environs et des millions de dollars de dommages à la propriété, un retard incalculable dans la navigation et un coût prohibitif pour remplir et réparer le chenal d'eau élevé. Il y a aussi un grand danger que le peu d'eau des petits lacs sur le sommet ou sur la hauteur des terres puisse se vider dans les diverses fissures de la formation géologique.

Le courant du commerce suivra toujours la direction où il y a moins d'obstacles, et les moyens les plus faciles de transport amènent la baisse des taux de fret en un mouvement régulier, fréquent et rapide. L'élimination du transbordement, la réduction des taux d'assurance et la sécurité de la route est (sic) un facteur important qu'il faut considérer, et un autre facteur important, c'est l'unité et l'uniformité de l'expédition. Quelle route plus économique pourrait-on construire ou améliorer ouvrant une voie navigable par les lacs à eau profonde jusqu'à la mer, de 3,000 milles de parcours, qu'en suivant le chenal naturel et vaincre ses obstacles facilement surmontables, et, par le fait, être récompensé par d'amples développements de forces hydroélectriques.

Le pouvoir d'eau du Saint-Laurent qui est gaspillé, qui peut être développé en même temps avec économie durant la construction de cette voie à eau profonde, équivaut à 7,750,000 tonnes de charbon par année. Du capital privé est accessible pour construire cette route à eau profonde et développer tous les pouvoirs d'eau possibles et permettre le passage gratuit à travers cette route et fournir la lumière, le chauffage et la force motrice au consommateur à un prix aussi réduit qu'aucune autre usine d'utilité publique établie en Canada ou aux États-Unis. En considération d'un octroi de privilèges pour les forces hydrauliques, tous les canaux seraient construits pour le bénéfice du pays sans aucune charge pour la navigation.

Le peuple a un droit inné que les ressources naturelles du pays soient développées dans toute leur plénitude et que les dons providentiels en richesses naturelles faciles de développement, comme cette route à eau profonde, soient utilisés pour son bénéfice, afin de profiter de leurs bienfaits et des progrès nouveaux qu'ils apportent dans leur accomplissement.

La conception de cette voie à eau profonde et le développement des pouvoirs d'eau, le long de son parcours, seraient une source toujours augmentante de revenus

pour la province pour des années à venir. Elle aiderait et faciliterait les problèmes de transport du monde entier et ferait des districts avoisinants de son parcours, des endroits superbes pour y vivre plus avantageusement.

Les ingénieurs éminents, qui ont passé leur vie à se familiariser avec l'historique et les données de tous les importants canaux et pouvoirs d'eau à développer dans toutes les parties du monde, et qui ont approuvé la réalisation et la nécessité économique de cette route pratique à eau profonde par le fleuve Saint-Laurent et ses canaux, doivent être abasourdis de voir l'ignorance et l'audace grossière d'hommes, occupant des positions de confiance, essayer à discréditer cette voie par eau en employant des arguments faux et impossibles.

Ce projet est d'une importance mondiale. Sa réalisation sera bientôt un fait accompli et ce sera pour le Canada et tout le continent américain une aubaine de prospérité; elle fera époque dans les annales de ce nouveau monde et les résultats qui en découleront seront ressentis dans les coins les plus reculés de l'univers.

J'ai maintes fois entendu diverses personnes dire et j'ai lu plusieurs journaux traitant des bons sentiments qui existaient entre les deux nations de langue anglaise des Îles britanniques et le peuple américain. Par la réalisation de cette vaste et profitable entreprise, les deux grandes nations de langue anglaise seront sûrement unies par un lien d'économie politique comportant la plus grande entreprise commerciale et industrielle dans laquelle les intérêts de l'Europe occidentale et le continent américain sont concernés.

Ces nations qui ont été si intimement liées pour la défense de la civilisation, et maintenant qu'elles ont mis à l'écart leurs rivalités d'antan, ne peuvent-elles pas unir leurs efforts pour une noble cause et résoudre ce problème dans lequel leurs intérêts mutuels sont combinés devant l'univers, même en préparant une situation de défense mutuelle et conjointe, au cas d'éventualités futures?

Car, nous ne devons pas oublier le vieux proverbe: "Si vous voulez la paix, préparez-vous pour la guerre." La réalisation de ce grand travail, sans aucun doute, contribuera à faire fléchir le coût élevé de la vie et établir de meilleures relations entre les nations qui dirigent les destinées du monde civilisé. Les États-Unis et le Canada d'un côté, les peuples anglais et français et leurs alliés en Europe, par la solution de ces œuvres immenses, créeront entre eux un nouveau lien de commerce et d'industrie, leur permettant de fraterniser davantage dans leurs destinées futures.

Laissez-moi attirer votre attention sur un fait qui reflète sur notre bien-aimé pays, c'est l'importance d'une meilleure entente entre l'Ouest et l'Est du Canada. Souvenons-nous qu'Ontario et Québec sont les deux provinces où le projet devra s'accomplir et amènera des relations journalières entre elles, et étant toutes les deux le centre du Canada, par leur échange quotidien de commerce et leurs idées, elles créeront des meilleurs sentiments entre les provinces de l'Est et de l'Ouest.

Je crois que c'est par l'exécution de ces projets et la solution de ces problèmes que nous pourrons atteindre l'idéal du peuple canadien parmi lequel la paix, la concorde et l'harmonie prévaudront pour le bonheur et la prospérité de notre bien-aimé pays, pour le développement matériel et moral de nos relations internationales et aussi pour la solidarité du monde progressif et pour l'avancement de la civilisation moderne...<sup>58</sup>

(Rires de la Chambre)<sup>59</sup>

**Les députés** entrent un à un dans la Chambre pour former le quorum.

(Applaudissements de la Chambre)

**M. Bergevin (Beauharnois)** tente de parler.  
(Applaudissements de la Chambre)<sup>60</sup>

**M. Bergevin (Beauharnois)** demande à la Chambre la permission de lui expliquer le tracé du canal sur une carte<sup>61</sup>.

(Applaudissements et rires de la Chambre)

(Désordre dans la Chambre)

**L'honorable M. Mercier fils (Châteauguay)** félicite le représentant de Beauharnois (M. Bergevin) pour ce discours<sup>62</sup>.

(Désordre dans la Chambre)

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** félicite le député de Beauharnois (M. Bergevin). Il propose, appuyé par le représentant de Québec-Comté (M. Leclerc), que le discours que le député de Beauharnois vient de prononcer sur la motion ci-dessus soit imprimé et distribué aux frais de l'Assemblée<sup>63</sup>.

(Acclamations de la Chambre)

La motion est adoptée.

Et la Chambre continue de siéger après minuit, mardi matin.

**Demandes de documents:****Vente et  
échange de lots**

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** propose, appuyé par le représentant de Mégantic (M. Lapierre), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre:

Copie de toutes correspondances, documents, jugements judiciaires, etc., entre le gouvernement et certaines personnes au sujet de plaintes contre l'administration du gouvernement concernant les terres de la couronne, ou la vente de lots de colonisation ou échange de lots dans les comtés de Nicolet, de Beauce, de Montmagny, de Témiscouata, Kamouraska et dans l'Abitibi, depuis 1916 jusqu'à ce jour.

Adopté.

**Remboursement de droits:****Union  
des municipalités**

**M. Thériault (L'Islet)** propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 91 constituant en corporation l'Union des municipalités de la province de Québec leur soient remboursés.

Adopté.

**Chester Thompson  
Parker**

**M. Lapierre (Mégantic)** propose, appuyé par le représentant de Québec-Centre (M. Cannon), que les frais additionnels qu'a payés le promoteur du bill 102 autorisant le Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec à admettre Chester Thompson Parker à l'exercice de la profession de dentiste lui soient remboursés.

Adopté.

**Municipalité  
de Larouche**

**M. Gaudrault (Chicoutimi)** propose, appuyé par le représentant de Matane (M. Dufour), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche leur soient remboursés.

Adopté.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à la perception des licences, droits sur les successions et taxes sur les corporations commerciales, etc. S.R.Q., 1909, articles 903-1315; 1345-1359; 1374-1387*j*, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas cent douze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour registrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour divers en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour Royal Military College of Canada Rifle Association, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas trois cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la Société de géographie de Québec, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les dépenses se rattachant à l'acte pourvoyant à la construction de logements ouvriers, (9 George V, chapitre 10, 10 George V, chapitre 10), pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas sept cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour paiement de l'intérêt pour un an au 17 juin 1923, 3 % par année sur \$25,000, prix d'achat d'une cour à charbon, à Québec, acquise pour le chemin de fer Québec, Montréal, Ottawa et Occidental, pour l'exercice finissant le 30 juin 1923.

Adopté.



**Résolutions à rapporter:**

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Les résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**Messages du lieutenant-gouverneur:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** transmet à M. l'Orateur le message suivant de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province:

**M. l'Orateur** lit ledit message comme suit:

C. Fitzpatrick, le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, transmet à l'Assemblée législative le budget supplémentaire des dépenses pour l'exercice finissant le 30 juin 1922, conformément aux dispositions de la section 54 de l'Acte de l'Amérique britannique du Nord, 1867, et recommande ce budget à la considération de la Chambre. (Document de la session no 1a)

Hôtel du Gouvernement  
Québec, 18 mars 1922

Il est ordonné que le message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur et le budget supplémentaire qui l'accompagne soient renvoyés au comité des subsides.

**Subsides**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose, selon l'ordre du jour, que la Chambre se forme de nouveau en comité des subsides.

Adopté.

**En comité:**

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose:

1. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour frais d'administration (dette publique), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

2. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-deux mille neuf cent seize piastres et soixante-sept centins soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc. (Assemblée législative) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

3. Qu'un crédit n'excédant pas quinze mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour impressions et reliure pour les deux Chambres de la Législature, S.R.Q. 1909, article 164, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

4. Qu'un crédit n'excédant pas mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour traitements, dépenses contingentes, etc., (Bibliothèque) pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

5. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent cinquante piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les traitements (gouvernement civil), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

6. Qu'un crédit n'excédant pas quarante-trois mille quatre cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour dépenses contingentes, soit: bureau du lieutenant-gouverneur, \$2,000; département du secrétaire provincial, \$25,000; département du Trésor, bureau du trésorier, \$2,500; département du Trésor, bureau des assurances, \$400; département du Trésor, bureau du revenu \$45,000; département du Trésor, bureau de l'auditeur, \$1,000; département des Travaux publics et Travail, \$1,500; département de l'Instruction publique, \$6,000; pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

7. Qu'un crédit n'excédant pas deux cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration de la justice, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

8. Qu'un crédit n'excédant pas sept mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des écoles, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

9. Qu'un crédit n'excédant pas cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

10. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour rapport du surintendant de l'Instruction publique, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

11. Qu'un crédit n'excédant pas mille deux cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation aux municipalités les plus méritantes, sujette au rapport des inspecteurs, arrêté ministériel 759 du 2 décembre 1905, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

12. Qu'un crédit n'excédant pas huit cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour gratification pour 10, 15 et 20 ans d'enseignement (provenant autrefois du fonds des écoles élémentaires, \$150,000), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

13. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Monument National, Montréal, sous le contrôle de l'Association Saint-Jean-Baptiste de Montréal, paiement sujet à un arrêté ministériel et aux conditions de l'arrêté ministériel no 187, du 29 mai 1896, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

14. Qu'un crédit n'excédant pas mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les archives canadiennes: pour reliure et renouvellement, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

15. Qu'un crédit n'excédant pas quatre mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Conseil des arts et manufactures, y compris l'enseignement des beaux-arts appliqués à l'industrie, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

16. Qu'un crédit n'excédant pas deux mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau des statistiques de Québec, 3 George V, chapitre 16, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

17. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les asiles d'aliénés, y compris le transport de patients des prisons aux asiles et autres dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

18. Qu'un crédit n'excédant pas soixante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les écoles de réforme et d'industrie, y compris dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

19. Qu'un crédit n'excédant pas trente-six mille six cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour le Bureau d'hygiène de la province de Québec, articles 3867-3982 S.R.Q., 1909, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

20. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour allocation pour le traitement des tuberculeux, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

21. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'entretien, etc., des édifices publics en général, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

22. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les ponts en fer, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

23. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour les réparations aux palais de justice et prisons, etc., pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

24. Qu'un crédit n'excédant pas cent mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour encouragement à l'agriculture en général, y compris les fermes de démonstration, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

25. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour industrie laitière et inspection des fabriques de produits laitiers, (5 George V, chapitre 31), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

26. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'horticulture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

27. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'apiculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

28. Qu'un crédit n'excédant pas six cent vingt-huit mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'amélioration et entretien des chemins, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

29. Qu'un crédit n'excédant pas cinquante mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour protection des forêts, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

30. Qu'un crédit n'excédant pas vingt-cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour arpentages, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

31. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour la pépinière de Berthierville: entretien, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

32. Qu'un crédit n'excédant pas vingt mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour l'administration et ventes de terres publiques pour fins d'agriculture, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

33. Qu'un crédit n'excédant pas trente mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour inspection des lots pour colonisation, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

34. Qu'un crédit n'excédant pas dix mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour pêche et chasse, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

35. Qu'un crédit n'excédant pas cinq mille piastres soit ouvert à Sa Majesté pour comptes en suspens, (Colonisation, Mines et Pêcheries), pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

36. Qu'un crédit n'excédant pas douze mille cinq cents piastres soit ouvert à Sa Majesté pour régistrateurs: traitements et dépenses contingentes, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

37. Qu'un crédit n'excédant pas trois mille cent piastres soit ouvert à Sa Majesté pour un agent général de la province en Belgique, pour dépenses de bureau en sus du montant autorisé par la loi 5 George V, chapitre 18; S.R.Q, 1909, article 712c, pour l'exercice finissant le 30 juin 1922.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté plusieurs résolutions et demande la permission de siéger de nouveau. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

### Voies et moyens

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que la Chambre se forme en comité des voies et moyens.

Adopté.

### En comité:

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose: Que, pour pouvoir au paiement des subsides qui ont

été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1922, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$1,545,966.77.

Adopté.

2. Que, pour pouvoir au paiement des subsides qui ont été accordés à Sa Majesté pour la dépense de l'année financière se terminant le 30 juin 1923, il sera permis de tirer du fonds consolidé du revenu de cette province une somme n'excédant pas \$9,289,555.89.

Adopté.

### Résolutions à rapporter:

Le comité fait rapport qu'il a adopté deux résolutions. Lesdites résolutions sont lues deux fois et adoptées.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** demande la permission de présenter le bill 12 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1922 et le 30 juin 1923 et pour d'autres fins du service public.

Accordé. Le bill est lu une première fois.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une deuxième fois.

Adopté.

**L'honorable M. Nicol (Richmond)** propose que le bill soit maintenant lu une troisième fois.

Adopté.

Il est ordonné que le greffier porte le bill au Conseil législatif et demande son concours.

### Benjamin Michaud

**M. Sauvé (Deux-Montagnes)** tient à dire avant la fin de la session que, s'il a cru à propos de critiquer l'administration de la voirie pour le passé, il tient à rendre un témoignage au sous-ministre de ce département si cruellement éprouvé par la maladie. M. Michaud, dit-il, a accompli une tâche très difficile, ennuyeuse, accablante de responsabilités. Il s'est imposé un travail constant qui a considérablement affecté sa santé. Il lui souhaite un prompt rétablissement.

**L'honorable M. Perrault (Arthabaska)** au nom du ministre de la Voirie<sup>64</sup>, seconde les paroles

éloieuses du chef de l'opposition à l'adresse du sous-ministre de la Voirie, M. B. Michaud. Il exprime le vœu que M. Michaud s'en remette rapidement.

La séance est levée à 1 h 45 du matin<sup>65</sup>.

## NOTES

1. *Le Soleil* du 21 mars 1922, à la page 12, rapporte que "beaucoup de députés manquaient cependant à l'appel, mais il y avait amplement quorum." *The Gazette* du 21 mars 1922, à la page 20, précise que M. Poulin (Montréal-Laurier) n'est pas présent à la séance du matin, arrivant cependant à temps pour prononcer un discours en après-midi. Le *Montreal Star* du 21 mars 1922, à la page 2, rapporte que du côté de l'opposition, M. Gault (Montréal-Saint-Georges), M. Renaud (Laval), M. Dufresne (Joliette) et M. Smart (Westmount) sont tous absents.

2. Il semble que MM. Smart (Westmount) et Gault (Montréal-Saint-Georges) sont présents à cette séance, après avoir manqué celle du matin.

3. *L'Événement* du 21 mars 1922, à la page 3, rapporte que cette intervention de M. Dufour a lieu à l'ouverture de la séance de l'après-midi. Par contre, *Le Soleil* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt que c'est au début de la séance du soir que M. Dufour se lève.

4. *L'Événement* du 21 mars 1922, à la page 3, donne les précisions suivantes sur cette intervention de M. Dufour: "Il y a quelque temps, M. Dufresne, de Joliette, faisait une interpellation pour savoir s'il était vrai que la municipalité de Saint-Moïse avait acheté de la dynamite d'un marchand de Saint-Moïse, pour ses travaux de voirie. Le gouvernement répondit qu'en effet dans les comptes de la municipalité pour ses travaux de chemin, il apparaissait une facture pour un achat de dynamite, fait chez M. Dufour, marchand. Vendredi soir, au cours de son discours, sur les crédits de la voirie, dans la chaleur de la discussion, M. Sauvé rappela que, dans les travaux de voirie, le gouvernement avait employé de la dynamite achetée de M. Dufour, et le chef de

l'opposition laissa entendre qu'on avait payé un prix élevé pour cette dynamite. M. Jos. Dufour, qui est marchand à Saint-Moïse, n'était pas à la Chambre au moment où M. Sauvé parla de cette histoire de dynamite, et, hier, à l'ouverture de la séance de l'après-midi, il se levait sur une question de privilège."

5. Le comité se réunit sous la présidence de M. Lemieux (Gaspé).

6. Un autre amendement a été adopté en comité. Toutefois, les journaux n'en font pas mention.

7. *La Patrie* du 21 mars 1922, à la page 4, mentionne que la Chambre a réintroduit le bill de nouveau, "procédure assez rare", afin de permettre au député de Laurier (M. Poulin) de prendre la parole sur le sujet. Au sujet de M. Poulin, le *Montreal Herald* du 24 février, à la page 10, affirmait que le député allait accepter le poste de superintendant du nouveau Bureau d'hygiène créé par le bill de M. David.

8. Emmanuel-Persillier Lachapelle (1845-1918), médecin; il est à l'origine de la réforme du Collège des médecins, l'établissement du Conseil provincial d'hygiène, la fondation de la Faculté de médecine de l'Université Laval et de l'Hôpital Notre-Dame. Fondateur en 1887 du Conseil supérieur d'hygiène de la province de Québec dont il sera le directeur jusqu'à sa mort. Il est l'un des principaux animateurs de la Ligue anti-tuberculeuse. Il participe également à l'élaboration de nombreuses lois sur la santé publique avec les gouvernements.

9. Honoré Mercier (1840-1894), premier ministre du Québec de 1887 à 1891.

10. Anselme-Homère Pâquet (1830-1891), médecin et député indépendant de Berthier en 1863, élu à la Chambre des communes sous la bannière libérale en 1867, 1872 et 1874. Accède au sénat en 1875 comme représentant de la division de La Vallière. Décédé en fonction.

11. M. Poulin fait allusion à la grève des typographes qui a paralysé les travaux de l'Assemblée législative à partir du 15 février dernier. Voir la séance de cette date pour plus de détails.

12. Michel de Notre-Dame, dit Nostradamus (1503-1566), médecin et astrologue français. Médecin de Charles IX; il est célèbre par son recueil de prédictions *Centuries astrologiques* (1555).

13. Philippus von Hohenheim, dit Paracelse (1493-1541), médecin et alchimiste suisse dont les travaux ont contribué à l'avancement de la chimie.

14. Jean-Baptiste Poquelin, dit Molière (1622-1673), auteur dramatique et comédien français. Protégé de Louis XIV, on lui doit de nombreuses pièces de théâtre renommées dont *Les précieuses ridicules*, *Les fourberies de Scapin* et *Le malade imaginaire*.

15. Louis Pasteur (1822-1895), chimiste et biologiste français dont les travaux ont mené à la méthode de conservation des liquides fermentescibles (pasteurisation) et l'asepsie chirurgicale. Il découvrit de nombreux bacilles infectieux (maladie du charbon) et fut l'inventeur du vaccin contre la rage en 1885. La création de l'Institut Pasteur (1888) permit à ses élèves et collaborateurs de poursuivre des recherches de microbiologie.

16. Antoine Laurent de Lavoisier (1743-1794), chimiste français dont les travaux, notamment en ce qui a trait à la classification des éléments chimiques, en font le créateur de la chimie moderne.

17. L'affaire Louis-Eugène Parrot, ex-député de Témiscouata (1916-1921), a fait grand bruit en 1921. Accusé par un jeune avocat de Rivière-du-Loup, Jean-François Pouliot, de s'être enrichi aux dépens des colons du comté et du Trésor provincial, le député Parrot sera dénoncé par Pouliot, notamment avec l'appui du *Devoir*. Parrot ayant été sommé de mettre son siège en jeu par M. Taschereau sur cette question, le député de Témiscouata va préférer démissionner le 22 juin 1921. Pendant plusieurs mois, l'opposition conservatrice va poursuivre le gouvernement avec les rumeurs de corruption régnant au département des Terres, suite à cette affaire. Voir la séance du 15 février, pour plus de détails sur cette affaire.

18. L'abbé Gustave Delattre, curé de Notre-Dame de Pellevoisin, à Lille, depuis 1919, et directeur diocésain des œuvres eucharistiques.

19. Selon *L'Événement* du 21 mars 1922, à la page 12, il est un peu plus de quatre heures, lorsque M. Sauvé commence son discours.

20. Elzéar Miville Dechêne, sous-ministre des Terres et Forêts de 1912 à 1924.

21. Selon *La Presse* du 21 mars 1922, à la page 17. *Le Devoir* du même jour, à la page 1, écrit "A.S.Q.R.", mais nos recherches pour trouver la trace de ces formules sont restées vaines.

22. Joseph-Elzéar Masson (1873-1934), médecin, candidat libéral défait en 1912 dans Montmagny, député dans la même circonscription de 1916 à 1919.

23. M. Thériault (L'Islet) est en Chambre lorsque M. Sauvé mentionne son nom.

24. Arthur Godbout (1872-1932), avocat et député libéral de Beauce de 1902 à 1919. Nommé juge à la Cour de magistrat du district de Beauce en 1921.

25. Eugène Roberge (1865-1935), marchand et conseiller législatif de la division de Lauzon de 1912 à 1935. Il appuya le Parti libéral.

26. Dates de *La Presse* du 21 mars 1922, à la page 17. *L'Action catholique* du même jour, à la page 7, mentionne plutôt "1917-19".

27. Sur cette question, voir la séance du 8 février.

28. Nom rapporté par *La Presse* du 21 mars 1922, à la page 17. *Le Devoir* du même jour, à la page 2, mentionne plutôt "T.-J. Demers".

29. Jules Allard (1859-1945), avocat et député libéral de Yamaska de 1897 à 1905. Conseiller législatif de la division de Lanaudière de 1905 à 1910. Ministre de la Colonisation et des Travaux publics dans le cabinet Gouin en 1905, ministre des Travaux publics et du Travail en 1905-1906, ministre de l'Agriculture de 1906 à 1919. Démissionne de son poste de conseiller législatif en 1910 pour se faire élire député de Drummond en 1910, jusqu'en 1916. Ministre des Terres et Forêts de 1909 à 1919. Premier ministre intérimaire durant les absences du premier ministre Lomer Gouin. Démissionne en 1919.

30. Selon *L'Action catholique* du 21 mars 1922, à la page 7, M. Sauvé dit que M. Masson fut "député de 1910 à 1919", ce qui est manifestement une erreur.

31. Nom donné par *La Presse* du 21 mars 1922, à la page 17. *La Patrie* du même jour, à la page 8, mentionne plutôt Herménégilde Lavoie.

32. À ce sujet, voir la séance du 17 février.

33. Hector Authier (1881-1971). Journaliste parti s'établir en Abitibi en 1912. Il y sera agent des terres et des mines (1912-1922), maire d'Amos et préfet du comté d'Abitibi (1914-1918) et un homme d'affaires très actif dans la région. Fondateur et directeur du premier journal abitibien *L'Abitibi* (1920) qui devient plus tard *La Gazette du Nord*. Député libéral dans Abitibi de 1923 à 1936, puis député libéral à Ottawa de 1940 à 1945.

34. *The Montreal Star* du 21 mars 1922, à la page 4, rapporte que les galeries sont "remplies de tous les côtés".

35. Selon *Le Soleil* du 21 mars 1922, à la page 1, le discours de M. Sauvé a duré près de deux heures. *L'Événement* du même jour, à la page 1, mentionne plutôt qu'il a parlé pendant trois heures.

36. Donnée de *The Gazette* du 21 mars 1922, à la page 2. *La Presse* et le *Quebec Chronicle* dans leur édition du 21 mars 1922, respectivement aux pages 17 et 5, mentionnent plutôt 10 ans et 15 ans.

37. L'affaire Mousseau éclate en janvier 1914. Joseph-Octave Mousseau (1875-1965), député libéral de Soulanges de 1904 à 1914, est accusé de corruption par le *Montreal Daily Mail*, en rapport à l'adoption d'une loi constituant en corporation la Montreal Fair Association of Canada. Une équipe du *Montreal Daily Mail* réussit à corrompre Mousseau pour qu'il facilite l'adoption de cette loi, donnant des privilèges financiers à cette association qui, en réalité, était une fausse association construite, pour l'occasion, par l'équipe de ce journal. Après enquête, un comité de l'Assemblée législative trouve Mousseau coupable, et celui-ci doit démissionner de son poste. Le Conseil législatif n'est pas épargné: les conseillers Achille Bergevin (celui-ci est redevenu député et siège à la présente séance) et Louis-Philippe Bérard, qui ont favorisé l'adoption de la loi à la Chambre haute, connaissent le même sort. Pour plus de détails, voir l'introduction de *Les débats de l'Assemblée législative*, 13<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session (du 11 novembre 1913 au 19 février 1914).

38. M. Sauvé fait allusion à la grave maladie dont M. Mousseau surtout a souffert durant l'enquête du comité de l'Assemblée. Pour plus de détails, voir l'introduction de *Les débats de l'Assemblée législative*, 13<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session (du 11 novembre 1913 au 19 février 1914).

39. Donnée du *Soleil* du 21 mars 1922, à la page 13. *L'Action catholique* du même jour, à la page 5, mentionne plutôt 13 jours après.

40. Donnée de *La Presse* du 21 mars 1922, à la page 17, qui mentionne plutôt que l'affaire date d'il y a 23 ans, mais cette date ne concorde pas, puisque le Dr Masson, né en 1873, n'avait que 26 ans en 1899 et était alors simple étudiant en médecine. D'ailleurs, M. Sauvé a fait allusion à cette affaire en relation à la caisse électorale de M. Masson, qui s'est présenté en politique pour la première fois en 1912, ce qui confirme les données de *La Presse*.

41. *L'Événement* du 21 mars 1922, à la page 1, précise que M. Sauvé fait allusion à l'affaire entourant le député de L'Islet, M. Thériault.

42. Le *Montreal Star* du 21 mars 1922, à la page 4, précise que "Il y a eu de nombreuses interruptions de la part des banquettes ministérielles" avant celle-là, mais nous ne pouvons déterminer exactement à quel moment dans le débat.

43. *L'Événement* du 21 mars 1922, à la page 3, précise que M. Taschereau réagit parce que M. Sauvé a "prononcé le nom de son collègue de L'Islet, sans le faire précéder du mot monsieur".

44. M. Sauvé fait allusion à l'enquête ayant touché Louis-Philippe Bérard lors de l'affaire Mousseau. Bérard avait été nommé conseiller législatif de la division de Lanaudière en 1912, mais fut forcé de démissionner en 1914, suite à ce scandale.

45. M. Sauvé veut parler de M. Achille Bergevin, député de Beauharnois, qui au même moment est à son siège. M. Bergevin (1870-1933), député libéral de Beauharnois de 1900 à 1908, fut conseiller législatif de la division de Repentigny de 1910 à 1913, puis De Salaberry de 1913 à 1914. Il fut forcé de démissionner de son poste suite à l'affaire Mousseau, mais se fit réélire député de Beauharnois de 1919 à 1923.

46. Effectivement, M. Mousseau ne pouvait donc venir témoigner devant le comité de la Chambre. M. Armand Lavergne, député nationaliste membre de comité d'enquête, est l'auteur d'une boutade mémorable sur cette mystérieuse maladie de M. Mousseau: "Lorsqu'un médecin vient dire à la commission que M. Mousseau ne peut venir témoigner, car il est prostré dans un état comateux,

on lui demande s'il a tenté de le ranimer. Le médecin déclare avoir utilisé tous les moyens à sa disposition pour le ramener à la conscience. "Avez-vous essayé de l'argent?", demande Armand Lavergne. "Ce n'est pas dans mes moyens", répond le médecin." Pour plus de détails, voir l'introduction de *Les débats de l'Assemblée législative*, 13<sup>e</sup> législature, 2<sup>e</sup> session (du 11 novembre 1913 au 19 février 1914).

47. *La Patrie* du 21 mars 1922, à la page 8, dit que c'est parce que seulement trois députés de l'opposition sont présents que le vote ne peut être pris. Il en faut cinq normalement pour demander qu'un vote soit tenu.

48. Sir George-Étienne Cartier (1814-1873) dirigea le gouvernement Cartier-Macdonald (Canada-Uni) en 1857 et de 1858 à 1862.

49. Wilfrid Laurier (1841-1919), premier ministre (libéral) du Canada de 1896 à 1911.

50. Ernest Lapointe (1876-1941), avocat et député fédéral de Kamouraska (1904-1919) et de Québec-Est (1919-1941). Il fut ministre de la Marine et des Pêcheries de 1921 à 1924, puis ministre de la Justice de 1924 à 1930 et de 1935 à 1941.

51. Ce banquet s'est tenu à Québec le soir du 21 février 1922.

52. Warren Gamaliel Harding (1865-1923), 29<sup>e</sup> président des États-Unis (1921-1923).

53. Herbert Clarke Hoover (1874-1964), homme politique américain et 31<sup>e</sup> président des États-Unis (1928-1932). Dans le cas présent, la citation de M. David fait allusion au rôle qu'avait Hoover de répartir l'aide alimentaire américaine à l'Europe pendant et après la Première Guerre mondiale, ainsi qu'à son rôle de ministre du Commerce (1921-1924), auprès des présidents Harding et Coolidge.

54. William Findlay Maclean (1854-1929), homme politique ontarien. Député conservateur de South York de 1892 à 1926.

55. Francis Henry Keefer (1860-1928), homme politique ontarien. Élu député unioniste à la Chambre des communes en 1917. Sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures de 1918 à 1920.

56. James Alexander Robb (1859-1929), maire de Valleyfield de 1906 à 1910, député libéral à la Chambre

des communes dans Huntingdon de 1908 à 1929. Ministre du Commerce et de l'Industrie de 1921 à 1923, ministre de l'Immigration et de la Colonisation de 1923 à 1925, ministre des Finances de 1925 à 1929.

57. Henry Cabot Lodge (1850-1924), homme politique américain. Élu à la législature d'État en 1880-1881, élu à la Chambre des représentants de 1887 à 1893, puis sénateur républicain du Massachusetts de 1893 à 1924.

58. Selon *Le Soleil* du 21 mars 1922, à la page 1, le discours de M. Bergevin a duré près de deux heures.

59. Un éditorial du *Devoir* du 23 mars 1922, à la page 1, décrit ce discours en des termes très différents de ceux des habituelles chroniques parlementaires. Ainsi, l'hilarité des députés aurait été déclenchée par quelqu'un qui, "se penchant vers son voisin, dit: "C'est Achille, évidemment, qui veut entreprendre les travaux d'Hercule"." L'article rapporte qu'il y avait bien peu de députés dans la Chambre à ce moment, et que le sergent d'armes fit tinter la sonnette appelant le quorum.

60. *Le Devoir* du 23 mars 1922, à la page 1, précise que "tous les mots de l'Orateur en étaient coupés, à chaque interstice éclataient des salves".

61. *Le Devoir* du 23 mars 1922, à la page 1, rapporte que M. Bergevin a fait suspendre une vaste carte derrière lui à un bec de gaz.

62. *Le Devoir* du 23 mars 1922, à la page 1, explique que M. Mercier fils a de la difficulté à se faire entendre "au milieu du fracas de couvercles des pupitres soulevés rapidement et qu'on laissait tomber avec force".

63. Selon *Le Devoir* du 23 mars 1922, à la page 1, M. Sauvé se fait entendre "de peine et de misère".

64. L'honorable Perrault n'est que le représentant en Chambre du ministre de la Voirie, le conseiller législatif J.-L. Perron, qui est le leader du gouvernement à la Chambre haute.

65. Heure des *Journaux de l'Assemblée législative*. Plusieurs journaux donnent des heures différentes: selon *Le Soleil* du 23 mars 1922, à la page 1, il est minuit précis; pour *L'Événement* du 23 mars 1922, à la page 3, la Chambre s'ajourne à 11 h 30, alors que *L'Action catholique* du 23 mars 1922, à la page 1, mentionne plutôt minuit trente minutes.





Séance du mardi 21 mars 1922

### Présidence de l'honorable J.-N. Francoeur

La séance est ouverte à 11 heures<sup>1</sup>.

**M. l'Orateur:** À l'ordre, Messieurs! Que les portes soient ouvertes!

#### Cités et villes

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** demande l'autorisation de retirer de l'ordre du jour le bill 174 concernant les cités et villes.

Il (M. Taschereau) explique à la Chambre que les officiers en loi avaient préparé un bill de refonte de la charte des cités et villes, mais comme ce bill est arrivé tard et qu'il était très important d'en faire une longue étude, l'on en a remis l'étude à la session prochaine.

Adopté. Le bill est retiré.

#### Droit de vote des femmes

**M. Thériault (L'Islet)** retire sa motion demandant la reprise du débat sur la deuxième lecture du bill 145 modifiant la loi électorale de Québec relativement au suffrage.

Adopté. L'ordre est retiré.

#### Messages du Conseil législatif:

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Ordonné que le greffier se rende à l'Assemblée législative et informe cette Chambre que le Conseil législatif accepte les amendements de l'Assemblée législative aux amendements du Conseil législatif au bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli.

#### Demandes de documents:

##### Mise en vigueur de la loi des liqueurs alcooliques

**M. Monet (Napierville)** propose, appuyé par le représentant de l'Islet (M. Thériault), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre la Commission des liqueurs de

Québec, Monsieur George-A. Simard, son président, et le gouvernement relativement à la mise à exécution de la loi concernant les liqueurs alcooliques.

Adopté.

#### Infractions à la loi des liqueurs alcooliques

**M. Bercovitch (Montréal-Saint-Louis)** propose, appuyé par le représentant de Brome (M. Oliver), qu'il soit déposé sur le bureau de cette Chambre copie de toute correspondance entre l'honorable procureur général et le premier ministre, et la Commission des liqueurs de Québec et l'honorable G.-A. Simard, son président, relativement aux infractions à la loi des liqueurs de Québec, ainsi que copie de toute correspondance entre les sus-nommés et les magistrats, juges de paix et juges de cette province, concernant les infractions à la loi des liqueurs de Québec, ainsi que l'audition et le procès relatif à ces infractions.

Adopté.

#### Remboursement de droits:

##### Membres des sociétés congrégationnelles

**M. Smart (Westmount)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Georges (M. Gault), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 101 concernant la dénomination congrégationaliste ainsi que la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure leur soient remboursés.

Adopté.

#### Charte de Mont-Joli

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent (M. Miles), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli leur soient remboursés.

Adopté.

#### Paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud

**M. Tessier (Rimouski)** propose, appuyé par le représentant de Montréal-Saint-Laurent

(M. Miles), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane, leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Charte de Sherbrooke**

**M. Lemay (Iberville)** propose, appuyé par le représentant de Napierville (M. Monet), que les droits additionnels qu'ont payés les promoteurs du bill 79 amendement la charte de la cité de Sherbrooke leur soient remboursés.

Adopté.

#### **Motions des députés:**

##### **Transport gratuit sur les chemins de fer**

**M. Vautrin (Montréal-Saint-Jacques)** déclare qu'il ne veut en aucune façon retarder la fin de la session. Il propose, appuyé par le représentant de Saint-Maurice (M. Ricard), que, dans l'opinion de cette Chambre, les membres du Conseil législatif et de l'Assemblée législative, qui ont des devoirs publics à remplir, devraient avoir le privilège de transport gratuit sur les chemins de fer de l'État dans toute leur étendue.

(Applaudissements de la Chambre)

Il fait remarquer que ce privilège est déjà accordé aux députés fédéraux et il ne voit pas pourquoi les députés provinciaux n'en bénéficieraient pas aussi...

(Vacarme dans la Chambre)<sup>2</sup>

Et, la motion étant mise aux voix, la Chambre l'adopte.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, avec certains amendements qu'il la prie d'agréer, les bills suivants:

- bill 143 apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;
- bill 168 amendement le Code du notariat.

#### **Charte de la Commission métropolitaine de Montréal**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 143 apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Code du notariat**

La Chambre prend en considération les amendements que le Conseil législatif a apportés au bill 168 amendement le Code du notariat. Les amendements sont lus deux fois et adoptés. Le bill est retourné au Conseil législatif.

#### **Messages du Conseil législatif:**

**M. l'Orateur** informe la Chambre que le greffier du Conseil législatif a apporté le message suivant, lequel est lu ainsi qu'il suit:

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, le bill suivant:

- bill 12 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1922 et le 30 juin 1923, et pour d'autres fins du service public.

Le Conseil législatif informe l'Assemblée législative qu'il a voté, sans amendement, les bills suivants:

- bill 183 amendement les statuts refondus, 1909, relativement à certains travaux sur les lacs, rivières et cours d'eau;
- bill 198 concernant les affaires municipales et amendement en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal.

**L'honorable M. Taschereau (Montmorency)** propose la suspension des travaux en attendant l'arrivée du lieutenant-gouverneur.

Adopté.

La séance est suspendue à 11 h 30<sup>3</sup>.

### Reprise de la séance à midi

#### Messages du lieutenant-gouverneur:

Un message de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province est apporté par M. Arthur Saint-Jacques, huissier à la verge noire, requérant la présence des députés de cette Chambre dans la salle des séances du Conseil législatif.

#### Sanction royale

En conséquence, M. l'Orateur et les députés se rendent à la salle des séances du Conseil législatif.

Alors, Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province veut bien donner, au nom de Sa Majesté, la sanction royale aux bills suivants:

- bill 2 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux magistrats de district;
- bill 10 relatif à l'entretien et à la réparation des chemins et amendant diverses lois concernant la voirie;
- bill 35 amendant le Code de procédure civile, relativement à la juridiction de la Cour de circuit et de la Cour de magistrat;
- bill 36 des convictions sommaires de Québec, 1920;
- bill 39 amendant la loi des compagnies de Québec, 1920;
- bill 43 modifiant la loi électorale de Québec;
- bill 44 concernant les terres réservées aux sauvages;
- bill 45 amendant la loi constituant en corporation l'École polytechnique;
- bill 46 modifiant la loi électorale de Québec, concernant la confection et la révision des listes;
- bill 47 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux véhicules-moteurs;
- bill 48 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la police provinciale;
- bill 49 amendant le Code civil relativement aux enregistrements;
- bill 50 amendant la loi électorale de Québec, relativement aux heures de votation;
- bill 54 amendant la loi constituant en corporation The Shawinigan Water & Power Company;
- bill 59 révisant et refondant la loi constituant en corporation le Syndicat financier de l'Université Laval à Québec;
- bill 70 amendant la loi constituant en corporation la cité de Québec;

- bill 72 amendant la charte de la cité de Verdun;

- bill 76 amendant la charte de la ville de Laval-des-Rapides;

- bill 79 amendant la charte de la cité de Sherbrooke;

- bill 80 amendant la loi 10 George V, chapitre 141, concernant l'Association des gardes-malades enregistrées de la province de Québec;

- bill 82 concernant la succession de feu Joseph-Aimé Massue;

- bill 87 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata;

- bill 90 amendant la charte de la ville de Saint-Jérôme;

- bill 92 amendant la loi 7 George V, chapitre 28, concernant la Commission des écoles catholiques de Montréal;

- bill 94 constituant en corporation la ville de Mont-Joli;

- bill 95 détachant certains lots de la deuxième division du comté de Matane, et les annexant à la paroisse de Saint-Octave de Métis-Sud, dans la première division dudit comté de Matane;

- bill 96 concernant les curé et marguilliers de l'œuvre et fabrique de la paroisse de Saint-Frédéric de Drummondville et la succession de feu Frédéric Tétreau;

- bill 97 concernant la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal et la Société Saint-Jean-Baptiste de Montréal (Caisse nationale d'économie);

- bill 100 amendant la charte de la cité de Montréal;

- bill 101 ayant pour objet de venir en aide à la dénomination congrégationaliste ci-devant connue sous le nom de "Membre des sociétés congrégationnelles" et concernant la tenue de leurs registres de l'état civil et simplifiant la procédure;

- bill 103 amendant la loi constituant en corporation la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;

- bill 105 constituant en corporation la municipalité de la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption;

- bill 108 constituant en corporation la ville de l'Île Cadieux;

- bill 110 amendant la charte de la Montreal Public Service Corporation;

- bill 111 amendant la charte de la Canadian Light and Power Company;

- bill 112 érigeant la municipalité de la paroisse de Larouche;

- bill 114 validant la garantie et l'endossement donnés par la cité des Trois-Rivières, et ratifiant et confirmant certains règlements de ladite cité;

- bill 115 étendant les pouvoirs de l'Eglise du Messie;

- bill 143 apportant des modifications additionnelles à la charte de la Commission métropolitaine de l'île de Montréal;

- bill 146 amendant le Code de procédure civile relativement aux ventes par le shérif;

- bill 147 amendant l'article 16 du Code municipal relativement à la coupe de bois;

- bill 148 détachant certains lots du comté de Terrebonne et les annexant à la paroisse de Saint-Joachim, dans le comté de L'Assomption, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 149 détachant certains lots du comté de Kamouraska et les annexant à la paroisse de Saint-Pierre d'Estcourt, dans le comté de Témiscouata, pour les fins électorales, judiciaires, municipales, scolaires et d'enregistrement;

- bill 152 amendant l'article 228 du Code municipal;

- bill 153 détachant certains lots du comté de Montcalm et les annexant à la paroisse du Sacré-Cœur-de-Jésus de Crabtree Mills, dans le comté de Joliette, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 156 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à l'annexion de territoires faisant partie d'une cité ou d'une ville, à une autre corporation;

- bill 158 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux ingénieurs civils;

- bill 159 amendant l'article 7630 des statuts refondus, 1909, relativement à la manière d'atteler les chevaux sur les voitures d'hiver dans certains comtés;

- bill 161 amendant les statuts refondus, 1909, relativement au Collège des chirurgiens dentistes de la province de Québec;

- bill 162 amendant les articles 80 et 259 du Code municipal;

- bill 163 amendant la loi de pharmacie de Québec;

- bill 165 relatif à l'entretien du chemin connu sous le nom de chemin de Saint-Jean à l'Acadie, dans le comté de Saint-Jean;

- bill 166 amendant les articles 3109 et 3112 des statuts refondus, 1909, relativement à la Cour de circuit, dans le comté de Saint-Maurice;

- bill 167 amendant l'article 460 du Code municipal;

- bill 168 amendant le Code du notariat;

- bill 169 détachant certains lots du comté du Lac-Saint-Jean et les annexant à la paroisse de Larouche, dans le comté de Chicoutimi, pour les fins électorales, judiciaires, municipales et d'enregistrement;

- bill 170 relatif à la conservation des monuments et des objets d'art ayant un intérêt historique ou artistique;

- bill 172 amendant la loi de l'instruction publique;

- bill 175 amendant les statuts refondus, 1909, concernant la retraite et la pension des juges des sessions et des magistrats de police et de district;

- bill 176 concernant la pension de certains coroners;

- bill 177 amendant la loi des liqueurs alcooliques;

- bill 179 concernant la création de commissions athlétiques par certaines municipalités;

- bill 180 amendant la loi concernant la possession et le transport de liqueurs alcooliques;

- bill 181 amendant l'article 833 du Code de procédure civile;

- bill 182 modifiant les statuts refondus, 1909, relativement aux déclarations des sociétés;

- bill 183 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à certains travaux sur les lacs, rivières et cours d'eau;

- bill 184 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Mitis et de ses lacs et rivières tributaires;

- bill 185 accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes de Québec, relativement à l'emmagasinement des eaux de la rivière Ouareau et de ses lacs et rivières tributaires;

- bill 187 amendant les statuts refondus, 1909, relativement aux bois et forêts;

- bill 188 amendant le Code de procédure civile, relativement aux appels;

- bill 189 validant la tenue de certains registres de l'état civil et la célébration de certains mariages;

- bill 191 amendant la loi concernant la Commission des services publics de Québec;

- bill 192 amendant le Code de procédure civile;

- bill 193 concernant certains emprunts par les sociétés d'agriculture;

- bill 194 autorisant un octroi à l'université de Bishop's College, pour fins d'éducation;

- bill 195 amendant la loi concernant la Cour des sessions de la paix;

- bill 196 amendant le Code municipal relativement à la circulation des voitures automobiles dans certains chemins;

- bill 197 relatif à certaines acquisitions et aliénations d'immeubles par les corporations et les gens de mainmorte;

- bill 198 concernant les affaires municipales et amendant en conséquence les statuts refondus, 1909, les statuts refondus, 1888, et le Code municipal;

- bill 199 concernant le rachat de la dette publique;

- bill 200 relatif au changement du chef-lieu du district judiciaire de Terrebonne;

- bill 201 concernant l'agrandissement du palais de justice du district de Québec;

- bill 202 amendant la loi concernant la représentation à l'Assemblée législative;

- bill 203 créant le service provincial d'hygiène et amendant les statuts refondus, 1909;

- bill 204 amendant l'article 29 des statuts refondus, 1909;

- bill 205 amendant les statuts refondus, 1909, concernant les taxes sur les corporations, compagnies, personnes, raisons sociales et associations;

- bill 206 concernant la préparation et le renouvellement de la liste des jurés pour les districts de Montréal et de Québec;

- bill 207 amendant la loi 7 George V, chapitre 5, accordant certains pouvoirs à la Commission des eaux courantes, relativement à l'emménagement des eaux de la rivière Sainte-Anne et tout autre de ses affluents;

- bill 208 concernant la saisine de certains bénéficiaires;

- bill 209 amendant la loi relative aux droits sur les successions;

- bill 210 amendant les statuts refondus, 1909, relativement à la nomination des juges des sessions et des magistrats de police.

**M. l'Orateur** de l'Assemblée législative s'adresse à son Honneur le lieutenant-gouverneur et lui présente le bill suivant pour qu'il veuille bien y donner sa sanction:

- bill 12 octroyant à Sa Majesté les deniers requis pour les dépenses du gouvernement pour les années financières expirant le 30 juin 1922 et le 30 juin 1923, et pour d'autres fins du service public.

À ce bill, la sanction royale a été donnée dans les termes suivants: Au nom de Sa Majesté, le lieutenant-gouverneur remercie ses loyaux sujets, accpte leur *benevolence* et sanctionne ce bill.

Après quoi il a plu à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province de clore la

troisième session de la quinzième législature de la province de Québec, par le discours suivant:

### **Son Honneur le lieutenant-gouverneur:**

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

Les mesures que vous avez adoptées au cours de la présente session sont d'une importance signalée et s'étendent à plusieurs sphères de l'administration. Il m'est d'autant plus agréable de les sanctionner qu'elles répondent à des besoins urgents et sont inspirées par un souci manifeste de servir l'intérêt général de la province.

Messieurs de l'Assemblée législative,

Vous avez généreusement voté les crédits que requièrent les services publics. Je vous en remercie. Le gouvernement se propose d'exercer la plus stricte économie dans l'application des sommes que vous lui avez allouées.

Honorables Messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

En dépit de la crise de chômage qui a sévi dans nos grandes villes une partie de l'hiver, notre province fait preuve d'une vitalité économique qui est du meilleur augure pour l'avenir.

Puisse la Providence réaliser nos espoirs en récompensant la ténacité et la persévérance de notre population agricole et ouvrière, et en donnant de fructueux résultats à vos travaux législatifs.

### **M. l'Orateur du Conseil législatif:**

Honorables messieurs du Conseil législatif,  
Messieurs de l'Assemblée législative,

C'est la volonté et le désir de Son Honneur le lieutenant-gouverneur de la province que cette législature soit prorogée; et cette législature provinciale est, en conséquence, prorogée *sine die*.

La séance est levée à midi.

## NOTES

1. Heure des *Journaux de l'Assemblée* législative. Selon *La Patrie* du 22 mars 1922, à la page 1, la séance débute plutôt à 11 h 30. Par ailleurs, *L'Action catholique* du même jour, à la page 1, rapporte que plusieurs députés "sont partis hier pour ne plus revenir".

2. *La Presse* du 22 mars 1922, à la page 11, mentionne que "l'assistance faisait un vacarme tel que le député de Saint-Jacques ne put continuer son discours et sa motion fut adoptée sans plus de débat".

3. *L'Événement* du 22 mars 1922, à la page 3, rend compte de la traditionnelle bataille qui survient à la suspension de la séance: "Avant de se séparer, nos députés se sont franchement amusés. Vers onze heures et demie, l'Orateur Francoeur ayant suspendu la séance, on vit voler en l'air un énorme volume, qu'un législateur venait de lancer dans la direction de la tribune des journalistes. Le projectile atteignit notre confrère dans le dos. - "Dans le dos, dans le dos!" s'écria-t-il, furieux. "Ah, on nous attaque de dos, eh bien, on va voir que la presse sait se défendre autrement qu'avec sa plume..." La guerre était déclarée!

"Pendant une demi-heure, ce fut un combat acharné, une mitraille effroyable. Pas un livre, pas un papier, pas un statut - il faudra sûrement les refondre au cours de l'année... une belle commande pour les imprimeries - pas un statut ne demeura sur les pupitres des députés. Tout vola en l'air avec les petites rancunes de la session! Des députés grimpés sur la table du greffier, sur des chaises, sur des pupitres, bombardaient la tribune des journalistes et des correspondants parlementaires, et les correspondants parlementaires répondaient en mitraillant avec un acharnement extraordinaire les représentants du peuple. On n'épargna que les ministres qui, prudemment, s'étaient retirés près des appartements de la présidence, prêts à se réfugier chez l'honorable M. Francoeur, qui recevait, au cas où la presse aurait eu la fantaisie de déclencher une offensive contre le gouvernement.

"Quelques minutes avant midi, quelqu'un cria: - "L'huissier à la verge noire...!" L'Orateur Francoeur remonta sur son trône, les ministres s'en allèrent au Conseil pour accompagner le gouverneur, tout rentra dans l'ordre. M. Arthur Saint-Jacques, le gentilhomme huissier à la verge noire, parut enfin et invita messieurs les députés à aller assister à la

prorogation. On s'achemina vers le Conseil législatif. Tout était fini!

"Les députés retournèrent à la Chambre, les conseillers législatifs qui restaient se dirent adieu, après s'être souhaité longue vie... et les journalistes télégraphièrent ou téléphonèrent à leurs journaux la nouvelle de la prorogation, en omettant bien entendu l'histoire de la petite guerre pour rire, qui avait éclaté vers onze heures et demie."

*Le Soleil* du 22 mars 1922, à la page 14, explique que "tous ces hommes graves, députés et hauts fonctionnaires, ministres même, après avoir peiné pendant 10 longues semaines, attentifs à la besogne ardue de tous les jours, l'esprit fatigué et continuellement tendu par les surprises de l'attaque et les obligations de la riposte, un instant redeviennent presque potaches, et l'on joue à la bataille où, à défaut de mottes de neige, l'on se garroche des rapports, des bills, des statuts, des journaux, documents précieux qui ont fait suer sang et eau pendant 10 semaines".